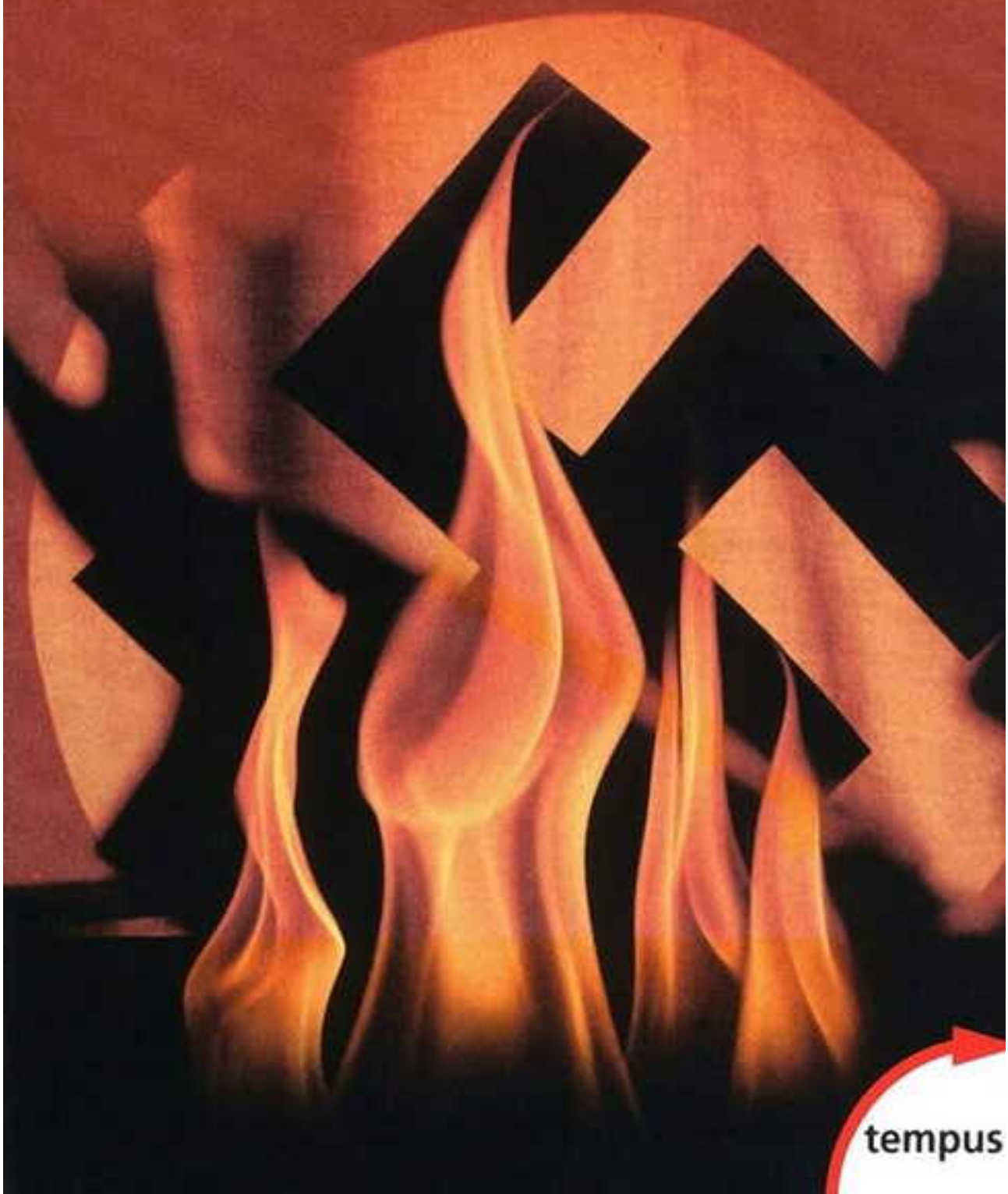
Les généraux allemands parlent

Basil H. Liddell Hart



tempus

Les généraux allemands parlent

Liddell Hart, Basil Henry

Tempus n°379

Les succès spectaculaires et la longue résistance de la Wehrmacht demeurent un mystère. Pourquoi la campagne de France fut-elle aussi facilement gagnée ? Comment la guerre à l'Est fut-elle d'abord un succès éclatant avant de s'abîmer dans l'impasse de Stalingrad ? Le débarquement pouvait-il échouer ? La contre-offensive des Ardennes avait-elle une chance de réussir ?

Pour raconter autrement l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Basil H. Liddell Hart, officier et stratège hors pair, est allé à la rencontre des principaux chefs militaires allemands. Leurs témoignages sont insérés dans un récit limpide qui raconte l'ascension et la chute militaire du III^{e} Reich. Derrière la personnalité omniprésente de Hitler, le lecteur verra à la manœuvre les chefs de file, comme Rommel, Guderian et Manstein, ainsi que des généraux oubliés, comme Model ou Manteuffel.

Ce livre majeur n'avait jamais été traduit dans son intégralité. Sa publication comblera tous les amateurs d'histoire militaire et de stratégie.

Basil H. Liddell Hart (1895-1970), l'un des plus grands maîtres en matière d'histoire militaire, a notamment publié chez Perrin *Stratégie*, ouvrage qui fait toujours référence.

LES GÉNÉRAUX ALLEMANDS PARLENT

Du même auteur

en poche

Stratégie, Paris, Perrin, tempus n° 162, 2007.

Pour en savoir plus sur les Éditions Perrin (catalogue, auteurs, titres, extraits, salons, actualité…), vous pouvez consulter notre site internet : www.editions-perrin.fr

collection tempus

Basil H. LIDDELL HART

LES GÉNÉRAUX ALLEMANDS PARLENT

PERRIN
www.editions-perrin.fr

Secrétaire générale de la collection :
Marguerite de Marcillac

Traduit de l'anglais par Lola Tranec (édition de 1948) et par Antoine Bourguilleau (pour la présente édition)

© Éditions Stock, 1948 pour la traduction française et Perrin, 2011 pour la présente édition revue et augmentée
ISBN : 978-2-262-03539-6

tempus est une collection des éditions Perrin.

Table of Contents

PRÉFACE DE LA PRÉSENTE ÉDITION

PRÉFACE À L'ÉDITION ORIGINALE

PRÉFACE À L'ÉDITION DE 1951

Première partie LES GÉNÉRAUX DE HITLER
- CHAPITRE PREMIER LE SCHISME SUICIDAIRE
- CHAPITRE 2 L'EMPREINTE DE SEECKT
- CHAPITRE 3 L'ÉPOQUE BLOMBERG-FRITSCH
- CHAPITRE 4 L'ÉPOQUE VON BRAUCHITSCH-HALDER
- CHAPITRE 5 GUDERIAN – LE RESPONSABLE DES PREMIÈRES VICTOIRES
- CHAPITRE 6 ROMMEL, HÉROS DU SOLEIL
- CHAPITRE 7 HÉROS DANS L'OMBRE
- CHAPITRE 8 « LA VIEILLE GARDE » : RUNDSTEDT

Deuxième partie PRÉLUDE À LA GUERRE
- CHAPITRE 9 L'AVÈNEMENT DE HITLER
- CHAPITRE 10 L'AVÈNEMENT DU BLINDÉ

Troisième partie LE POINT DE VUE ALLEMAND
- CHAPITRE 11 COMMENT HITLER BATTIT LA FRANCE – ET SAUVA L'ANGLETERRE
- CHAPITRE 12 L'ORDRE D'ARRÊT DEVANT DUNKERQUE
- CHAPITRE 13 DÉFAITE DE LA FRANCE ET PREMIÈRE DÉCONVENUE
- CHAPITRE 14 RATÉS EN MÉDITERRANÉE
- CHAPITRE 15 L'INVASION DE LA RUSSIE
- CHAPITRE 16 COMMENT L'INVASION ÉCHOUA DEVANT MOSCOU
- CHAPITRE 17 DÉBOIRES DANS LE CAUCASE ET À STALINGRAD
- CHAPITRE 18 APRÈS STALINGRAD
- CHAPITRE 19 L'ARMÉE ROUGE
- CHAPITRE 20 L'INVASION DE L'ITALIE
- CHAPITRE 21 IMPASSE EN NORMANDIE
- CHAPITRE 22 LE COMPLOT CONTRE HITLER VU DU QUARTIER GÉNÉRAL DE L'OUEST
- CHAPITRE 23 LA DERNIÈRE CARTE DE HITLER : LA DEUXIÈME ATTAQUE DANS LES ARDENNES
- CHAPITRE 24 HITLER VU PAR UN JEUNE GÉNÉRAL

CONCLUSION

ANNEXES

CARTES
NOTES

À mon fils Adrian à tous ceux qui ont aidé à cet effort de contribution à la vérité historique

PRÉFACE DE LA PRÉSENTE ÉDITION

UN MAÎTRE DE GUERRE

En 1948, trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le capitaine Basil Liddell Hart publiait *The Other Side of the Hill*, traduit l'année suivante en français par Lola Tranec chez Stock, sous le titre *Les généraux allemands parlent*.

Si ce livre, considéré comme un classique outre-Manche et outre-Atlantique, a été constamment réédité en langue anglaise et a même fait l'objet, dès 1951, d'une édition révisée et enrichie de trois chapitres capitaux par l'auteur, son contenu demeure, pour une très large part, inconnu du public francophone, la première édition n'ayant jamais été republiée depuis 1949 et la seconde jamais traduite. C'est aujourd'hui chose faite. Soixante ans après sa première parution en langue anglaise, nous livrons aujourd'hui la traduction de l'édition définitive de ce livre singulier.

Né en 1895, Basil Liddell Hart, fils d'un pasteur méthodiste, interrompt ses études d'histoire à Cambridge pour s'engager dans l'armée britannique en 1914. Modeste officier dans un régiment d'infanterie légère, il est blessé en 1915, puis victime des gaz de combat en 1916. Déclaré inapte au service actif, ce jeune homme de 21 ans est alors versé dans l'équivalent de la réserve et intègre le corps d'instruction de l'armée.

Son esprit synthétique et ses idées novatrices lui valent bientôt de rédiger le nouveau manuel de l'infanterie, qui est publié en 1920. Liddell Hart a alors 25 ans et son étoile commence seulement à briller. Sa carrière d'officier formateur se conjugue avec celle de publiciste et d'écrivain. Abandonnant celle des armes en 1927, il rédige de nombreux articles traitant des questions militaires pour le *Daily Telegraph*, puis pour le *Times*. Biographe de Scipion et de Sherman, Liddell Hart publie également une

histoire de la Première Guerre mondiale, tout en poursuivant ses activités de correspondant et de conseiller militaire.

Esprit novateur, Liddell Hart fut constamment à contre-courant, proposant, dès les années 1930, que la Grande-Bretagne abandonne son programme de construction de cuirassés au profit de sous-marins et de porte-avions, dont il sentait qu'ils allaient bientôt rendre obsolètes ces mastodontes conçus pour les batailles de surface. Forte tête, doté d'une haute opinion de sa personne, vaniteux à l'excès, Liddell Hart sera toujours considéré avec un mélange d'admiration et de suspicion par les autorités militaires et politiques britanniques, jusqu'à sa mort en 1970.

Liddell Hart, malgré son caractère fantasque, est un pragmatique et un grand adversaire des théories de Clausewitz, qu'il traitera de « Mahdi[1] des masses », considérant que l'acceptation des théories du penseur allemand et notamment celle qui voudrait faire de la guerre la poursuite d'une politique par d'autres moyens, porte en son sein les germes de la guerre totale voulue et mise en œuvre par les nazis. Victime de la boucherie de la Première Guerre mondiale, il voue un mépris profond aux généraux prodigues du sang de leurs hommes et à l'utilisation de la force brutale comme seul élément de décision, préférant la mise en œuvre de ce qu'il appelle l'« approche oblique », une théorie développée dans son ouvrage *Stratégie*, dont la dernière mouture sera publiée en 1954[2]. Cette « approche oblique » employée par Épaminondas à Leuctres, Frédéric le Grand à Leuthen ou Napoléon à Austerlitz, consiste à déséquilibrer les lignes de bataille pour emporter la décision en un point, afin de déstabiliser l'adversaire et de prendre sur lui un ascendant moral qui entraînera sa défaite physique.

C'est l'application même de cette méthode qui préside à la construction de ce livre, *Les généraux allemands parlent*, qui narre la Seconde Guerre mondiale à partir du récit des généraux allemands, tâche à laquelle il s'attelle dès 1945. Il lui fallait pour cela rencontrer des officiers qui pour la plupart se trouvaient en détention. Il n'interrogea ni Keitel, ni Jodl, ni Dönitz, ni Göring, dont les procès se préparaient à Nuremberg. Mais il obtint des autorités britanniques et américaines, qui tenaient en captivité d'éminents généraux de l'ancienne Wehrmacht, l'autorisation de les rencontrer.

Ces rencontres furent naturellement facilitées par son passé militaire, mais également par son abondante activité de publiciste et d'historien. Bon nombre d'officiers allemands avaient en effet été les traducteurs de ses

ouvrages durant l'entre-deux-guerres, et avaient, pour certains, lu avec une attention toute particulière les livres, brochures et articles que Liddell Hart avait publiés sur les doctrines d'emploi des blindés.

Celui-ci était alors de ceux qui considéraient que cette arme révolutionnaire ne devait pas être utilisée avec parcimonie en soutien de l'infanterie, mais en masse, dans des divisions mécanisées, afin d'opérer de profondes pénétrations dans les lignes de l'ennemi. La hantise de tous les états-majors était de voir se reproduire la sanglante impasse des tranchées de la Première Guerre mondiale. La création de divisions blindées paraissait, aux yeux de cette « jeune garde », la solution idéale.

Si ces théoriciens ne furent que peu entendus en Grande-Bretagne et encore moins en France, ils furent lus avec une attention toute particulière en Allemagne, avant même l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Liddell Hart rencontra donc de nombreux généraux et put s'entretenir avec eux de la manière dont ils avaient perçu le conflit, de leurs choix stratégiques, de leurs relations avec Hitler et de leur perception de la stratégie des Alliés.

Ouvrage singulier en vérité et dont il convient de signaler les limites. C'est en historien militaire que Liddell Hart a conduit son étude. On ne s'étonnera donc pas de ne trouver dans cet ouvrage aucune mention des crimes de guerre de l'armée allemande ni même de la politique raciale du Troisième Reich. L'auteur aurait-il voulu en parler avec ses interlocuteurs qu'ils ne lui auraient sans doute servi que de pauvres plaidoyers *pro domo* sans grand intérêt historique. Liddell Hart n'était pas là pour juger, mais pour comprendre, tropisme interprofessionnel oblige, la manière dont les opérations furent conduites et le mode de décision propre à la machine de guerre allemande. Le mythe d'une « Wehrmacht propre » opposée à une Waffen SS coupable des pires atrocités était par ailleurs en vogue. Des études récentes ont depuis démontré que la Wehrmacht s'est, elle aussi, rendue coupable de nombreux crimes de guerre durant cet immense conflit mondial.

Officier de l'armée de terre, Liddell Hart fait également l'impasse sur les questions navales et aériennes qui ne sont mentionnées que dans le cadre de leur appui aux opérations terrestres. On s'en doute également, au vu des témoins rencontrés, la guerre dans le Pacifique n'est pas davantage évoquée.

On lira avec un intérêt tout particulier, les passages du livre consacrés à l'Armée rouge, qui fleurent bon le début de la guerre froide, certains officiers allemands n'hésitant pas à prodiguer à leur interlocuteur quelques conseils et avertissements sur la manière dont les Russes mènent la guerre et sur les meilleures méthodes pour les contrer dans un conflit qui semblait s'annoncer.

Les généraux allemands parlent se présente sous la forme d'un fondu-enchaîné de témoignages d'officiers et du récit chronologique de l'auteur, facilitant grandement sa lecture. Les confessions de Rundstedt, de Student, de Blumentritt, de Manteuffel, mais aussi – nouveauté de l'édition de 1951 – de Kesselring ou de Guderian, illustrent le récit général des opérations par Liddell Hart. Ce dernier parvient à maintenir le lecteur en haleine par son sens inné de la formule (la percée de Sedan est ainsi décrite comme l'estocade d'un toréador dont la cape s'agitait en Belgique pour attirer le taureau franco-britannique), mais également par son esprit synthétique.

Les généraux allemands parlent permet de découvrir ou de redécouvrir des faits peu ou mal connus encore aujourd'hui. Il ressort du témoignage capital de Guderian, père des forces blindées allemandes, que, si l'état-major français fut totalement dépassé par les événements de 1940 – ce que plus personne n'ignore –, l'état-major allemand le fut tout autant et que cette victoire-éclair fut remportée par les généraux de terrain contre l'avis de l'état-major, qui n'eut de cesse, durant les trois premières semaines de la campagne, de tenter d'entraver la pénétration des blindés allemands sur les arrières des Alliés.

Soucieux de décrire méticuleusement les opérations entreprises, Liddell Hart interroge également ses interlocuteurs sur les opérations planifiées mais non exécutées : invasion de l'Angleterre, mais aussi de Malte, de Gibraltar ou de l'Espagne. Les opérations menées recèlent aussi leur lot de surprises, telle l'invasion de l'Union soviétique : on découvrira avec un certain ahurissement le schisme régnant au sein du haut commandement allemand sur les objectifs à poursuivre lors de l'invasion, une discorde qui ne fut pas réglée par le début de l'invasion, ne put trouver de solution et fut une des raisons de l'échec des Allemands devant Moscou et Leningrad.

Approche indirecte oblige, cette somme de témoignages nous livre un portrait d'ensemble de l'état-major allemand, mais aussi de l'appareil d'État nazi et de ses dysfonctionnements. Il nous livre également un portrait très

acéré de Hitler, par des hommes qui avaient l'habitude de travailler avec lui et qui évoquent son sens tactique certain, mais aussi et surtout sa profonde méconnaissance des données stratégiques, sa paranoïa grandissante et son inflexibilité. Le dictateur apparaît comme un homme de plus en plus coupé des réalités du terrain et de moins en moins désireux de se les voir rappeler, entouré d'une cohorte d'officiers ne lui disant plus que ce qu'il a envie d'entendre, persuadé d'être entouré de traîtres et d'incapables bien avant le complot de juillet 1944, entretenant la suspicion et la discorde entre ses subordonnés, morcelant les responsabilités et privant ses stratèges d'une vue d'ensemble des opérations jusqu'à la catastrophe finale dont, certains officiers le pensent, il a pleinement conscience, dès 1942, qu'elle est inéluctable.

Rédigé dans un style clair et précis, ni verbeux ni technique, et s'adressant à un large public, pertinent dans son approche et mettant en lumière des éléments mal connus mais significatifs, ce livre demeure, soixante ans après sa première parution, un document exceptionnel pour toute personne s'intéressant à la Seconde Guerre mondiale.

Antoine Bourguilleau

février 2011

PRÉFACE À L'ÉDITION ORIGINALE

Croker, dans son ouvrage *Correspondance et Journal*, conte l'anecdote suivante : au cours d'un voyage en compagnie de Wellington, le duc et lui s'amusaient à émettre des hypothèses sur la nature du pays que cachait chacune des collines rencontrées en chemin. Croker exprima son émerveillement en reconnaissant que les suppositions du duc se vérifiaient toujours ; ce dernier répondit : « Quoi d'étonnant ? Toute ma vie s'est passée à essayer de deviner ce qu'il y avait de l'autre côté de la colline. »

Cette remarque de Wellington fut utilisée plus tard comme formule exprimant la part d'imagination indispensable dans le domaine de la stratégie, la nécessité de deviner ce qui se passait à l'arrière du front des armées ennemies et dans le cerveau de ses chefs. Cette formule résume également la mission du Service de renseignement.

À la fin de la guerre, j'eus la chance de pouvoir, l'un des premiers, explorer l'« autre côté de la colline » au cours d'interrogatoires de prisonniers de guerre. Je fus amené à me trouver en relations suivies avec des généraux allemands. Dans mes nombreux entretiens avec eux, je parvins à recueillir leurs témoignages sur les événements de la guerre avant que leurs souvenirs s'estompent ou se déforment.

La reconstitution des faits fut facilitée par ma connaissance du caractère des généraux allemands autant que par leurs propres récits. Dans l'ensemble, ces officiers rappelaient fort peu la classique image du militaire prussien au regard d'acier. Le seul qui s'en rapprochât était Rundstedt, mais ses manières courtoises, légèrement teintées d'humour, effaçaient vite cette impression. Sa dignité tranquille dans les revers, son acceptation stoïque de conditions draconiennes (qui ne faisaient guère honneur à ses vainqueurs) lui valurent l'estime de la plupart des officiers britanniques qui le rencontrèrent[3]. Il présentait un contraste frappant avec un certain nombre

de jeunes généraux agressifs, fanfarons et grossiers, qui ne devaient leur avancement qu'au parti nazi. En fait, la majorité des généraux allemands ne ressemblaient ni à ceux-ci ni à Rundstedt, et ne se faisaient remarquer en aucune façon. Ils n'auraient pas détonné dans une conférence de directeurs de banque ou d'ingénieurs civils.

C'étaient, avant tout, des techniciens, absorbés par leur métier et ne s'intéressant pas beaucoup à ce qui s'en écartait. Il est facile de voir comment Hitler en fit des instruments aveugles, qu'il maniait en vue de ses propres desseins.

Pour pouvoir mieux étudier et coordonner leurs témoignages, il était utile de connaître auparavant la situation militaire de l'Allemagne d'avant 1939. C'était là un atout précieux non seulement pour gagner du temps, mais pour éviter de tomber dans des erreurs encore très répandues à la fin de la guerre. L'idée que l'État-Major général, comme avant 1918, avait eu un rôle prédominant dans la politique d'agression de l'Allemagne influençait encore les débats du procès de Nuremberg. Antérieurement, cette idée préconçue avait empêché les gouvernements britannique et américain d'apporter en temps opportun une aide effective au mouvement de résistance en Allemagne qui, organisé militairement, complotait depuis longtemps la chute de Hitler. Pour n'importe quel observateur impartial des tendances de l'armée allemande entre les deux guerres, il devint vite évident que la prétendue influence de l'État-Major général était une notion périmée. Mais les légendes ont la vie longue et les erreurs sont tenaces. Elles eurent pour triste résultat de prolonger le règne de Hitler et la durée de la guerre non seulement de quelques mois, mais probablement de plusieurs années. On ne commence qu'aujourd'hui à en reconnaître les tristes conséquences pour l'Europe.

Je désire exprimer ici ma reconnaissance à ceux qui, ayant l'amour de l'histoire, m'aidèrent dès le début dans la recherche des faits. Je l'exprime au capitaine F.-S. Kingston qui, par sa parfaite connaissance de l'allemand et sa collaboration intelligente, facilita mes entretiens.

Je dois également mentionner l'apport d'un grand nombre de ceux qui se trouvent « de l'autre côté de la colline ». Conservant en général une position objective dans la discussion des événements, ils ont volontairement contribué à fournir des éléments à cet ouvrage de recherche historique.

Je veux enfin remercier le général de brigade sir Percy Hobart, Chester Wilmot, G.-R. Atkinson et Desmond Flower, qui m'ont prodigué des

suggestions et d'intéressants commentaires pendant l'élaboration de ce livre.

B. H. Liddell Hart
Tilford House, Tilford
janvier 1948

PRÉFACE À L'ÉDITION DE 1951

L'édition originale de cet ouvrage fut élaborée à partir des éléments que j'avais pu glaner lors de discussions avec les généraux allemands, il y a cinq ans de cela, peu après leur capture. J'ai, depuis, pu réunir une importante quantité de témoignages plus neufs, provenant pour la plupart de généraux que je n'avais pas eu l'occasion de rencontrer en 1945, tout en ayant pu vérifier les témoignages anciens grâce à des documents écrits. Ce nouveau livre est donc une version révisée et augmentée de la précédente édition.

Dans les parties II et III, où les témoignages des généraux sont cités, la plupart des chapitres ont été ainsi révisés et augmentés, et trois chapitres ajoutés. Dans la première partie, qui contient ma propre description des événements et des personnalités, la révision a été moindre, mais un nouveau chapitre a été ajouté sur Guderian, cet officier subordonné qui fut le responsable insubordonné de l'éclatante victoire des Allemands en 1940.

Malgré sa forme nouvelle, ce livre n'a pas pour objet d'« écrire l'histoire ». Il est encore trop tôt pour compiler une histoire de la Seconde Guerre mondiale – il faudra attendre que les documents soient plus nombreux. Mon objectif est ici de rassembler et de présenter, sous une forme intelligible pour le public, une partie importante du matériel nécessaire à l'écriture de l'histoire. Rien n'est plus important pour préparer l'écriture de l'histoire d'un grand conflit que d'amasser des témoignages du camp d'en face, car contempler un conflit « de son propre côté de la colline » risque fort de produire un récit qui sera non seulement distordu, mais incomplet.

Cette leçon m'est fortement apparue lors de mes précédentes recherches sur l'histoire de la Première Guerre mondiale. Pour ne parler que du champ purement militaire, j'ai pu constater qu'aucun récit de campagne ou de

bataille ne pouvait prétendre à la vérité sans être rédigé en tenant compte des intentions, des décisions, des ressources et des mouvements de l'ennemi. Aussi, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, je me hâtai de saisir l'occasion d'explorer l'« autre côté de la colline » en interrogeant personnellement les chefs militaires allemands – alors que leur mémoire des événements était encore fraîche et avant que leurs impressions ne soient affectées par les découvertes ou les modes de l'après-guerre.

Les généraux allemands publieront sans aucun doute leurs propres mémoires et récits, comme bon nombre de généraux alliés l'ont déjà fait. Dans le cas des premiers, l'écriture des mémoires a été naturellement retardée, et l'est encore aujourd'hui, par leur incarcération ou par d'autres restrictions imposées à leur liberté. Du point de vue de l'historien, un tel retard – comme n'importe quel autre retard – dans la publication de matériel historique est regrettable. Mais il convient de mentionner que les auteurs d'autobiographies sont généralement plus intéressés par leurs intérêts propres et la défense de leur réputation que par la véracité historique. Rien n'est plus trompeur que ces récits soigneusement construits que les hommes d'État et généraux de tous pays produisent lorsqu'ils entendent faire le récit de leurs actes et de leurs décisions. On peut plus aisément atteindre la vérité en les interrogeant de manière scientifique, en s'appuyant sur des recherches documentaires afin de croiser les informations.

Mon ouvrage présente ainsi l'essence de ce produit, de la manière la plus objective possible, en rassemblant des extraits significatifs de leurs réponses sur des questions très diverses. Présenter ce matériel de manière brute, par une interminable série de questions et de réponses, aurait eu pour double effet de remplir de trop nombreux volumes et d'embrouiller le lecteur – essentiellement parce que dans la recherche de la vérité, la meilleure manière de tester les défenses est de varier les méthodes d'approche. Comme tout chercheur expérimenté le sait, lorsque les interrogations sont espacées et indirectes, elles sont plus promptes à mettre en lumière des faits qui, sans cela, demeureraient cachés. Pour être tout à fait honnête, je dois dire que les témoins se prêtèrent de fort bonne grâce à cet exercice, en répondant à des questions délicates, me permettant de réviser pour une large part les opinions qui étaient les miennes – surtout lorsque leurs témoignages se trouvaient confirmés par des documents saisis.

La précision et l'honnêteté de leurs témoignages variaient d'un individu à l'autre, comme en toute circonstance. Mais au cours de mes investigations, j'ai pu constater que les Allemands se montraient généralement plus objectifs que la plupart des individus lorsqu'il s'agit de discuter de questions professionnelles, telles que le cours des opérations militaires – sujet principal de mes recherches. Surtout, bon nombre d'entre eux firent montre d'une passion pour la précision des faits, bien que leurs conclusions se soient souvent avérées moins intéressantes. Cette passion pour la précision factuelle et pour la consignation détaillée des faits a entraîné la découverte et l'exécution de nombreux membres du complot de 1944 contre Hitler ! Elle demeure néanmoins un atout de taille du point de vue historique.

Dans le même temps, j'ai pris soin, quand cela était possible, de vérifier auprès d'autres sources les réponses qui m'étaient faites par tous les généraux que j'ai pu interroger. La plupart des déclarations contenues dans cet ouvrage ont été ainsi soumises à ce croisement des sources – et les exceptions sont mentionnées dans le texte, particulièrement quand les témoignages sont contradictoires.

Naturellement, les généraux ont eu tendance à se dédouaner de leur rôle dans les agressions commises par Hitler – non sans raisons. Sur ce point, mes connaissances de l'entre-deux-guerres étaient généralement plus grandes que celles des procureurs du tribunal de Nuremberg et j'avais donc conscience du caractère fallacieux de certaines de leurs allégations lorsque je commençai mes recherches après la guerre.

Entre les deux guerres, mon emploi de correspondant militaire m'imposait de me tenir particulièrement informé des événements en Europe, et j'ai toujours pris soin de me tenir au courant des tendances en Allemagne. Cette tâche fut facilitée, directement et indirectement, par le fait que mes ouvrages étaient particulièrement appréciés en Allemagne, certains officiers de haut rang s'étant chargés de les traduire.

Les avertissements qui furent les miens face à la menace nazie et la ligne énergique qui fut la mienne, m'opposant à la politique de l'« apaisement », sont connues de la plupart des personnes ayant lu mes écrits d'avant-guerre. Je pointais du doigt des signes inquiétants avant même que Hitler arrive au pouvoir. Dans le même temps, il me semblait évident que l'État-Major général allemand n'avait que peu d'influence sur Hitler, comparée à celle qui avait été la sienne à l'époque du Kaiser, et qu'il tendait naturellement à

se comporter davantage comme un frein à ses plans d'agression que comme un élément moteur.

Ce fait a été amplement confirmé par les documents d'archives capturés. Il est encore plus manifeste dans les carnets de Goebbels, qui sont remplis de dénonciations amères des généraux pour leur opposition persistante à Hitler et au credo nazi.

L'époque est venue de tenter de comprendre le dilemme paralysant qui fut le leur, en tant que patriotes soucieux de protéger leur pays, entre les exigences de capitulation sans condition des Alliés et le pouvoir hypnotique de Hitler sur les troupes – renforcé par la police et le système d'espionnage du tyran. Je critique dans cet ouvrage la manière dont ils fermèrent volontairement les yeux, mais je doute que des généraux d'autres pays, dans des circonstances similaires, auraient fait davantage pour renverser pareil régime.

Ce qui est bien plus remarquable que la soumission des généraux à Hitler est l'étendue de leurs efforts pour tenter de maintenir au sein de l'armée un code d'honneur en conflit constant avec les idées des nazis. Nombreux sont nos soldats faits prisonniers à en avoir témoigné. En visitant, depuis la fin de la guerre, la France, la Belgique et la Hollande, j'ai souvent entendu de farouches adversaires du nazisme m'affirmer que le comportement général de l'armée allemande – à séparer de celui de la SS – avait été meilleur que celui des armées alliées venues les libérer. Il convient de porter ce comportement au crédit des généraux allemands et de Rundstedt en particulier.

Les généraux allemands peuvent être justement critiqués pour la manière dont ils fermèrent les yeux sur les excès des nazis et pour leur manque évident de courage moral, sauf quelques exceptions, à protester contre des actes qu'ils n'auraient pas commis eux-mêmes. Mais il apparaît nettement, après une étude sérieuse des ordres brutaux donnés par Hitler, que l'étendue des atrocités et des souffrances dans les pays occupés aurait été bien plus grande si ses intentions n'avaient pas été tacitement ignorées ou modifiées par les chefs militaires[4].

Il faut, pour protester contre les ordres, un courage moral qui n'est pas chose courante dans les armées. J'ai rencontré de nombreux généraux alliés qui déploraient en privé l'inhumanité des bombardements stratégiques alliés – visant pour l'essentiel à frapper les populations civiles –, mais je n'en connais aucun qui se soit aventuré à les dénoncer publiquement. Ils eurent

eux aussi tendance à fermer les yeux sur certains actes « barbares » commis par les troupes alliées. Pourtant, contrairement aux généraux allemands, ils ne couraient aucun risque personnel en protestant, sinon de mettre en danger leurs perspectives de carrière.

Wolverton Park, Buckinghamshire
juin 1950

Première partie

LES GÉNÉRAUX DE HITLER

CHAPITRE PREMIER

LE SCHISME SUICIDAIRE

Vues avec la clarté du recul, les phases d'une guerre sont bien différentes de ce qu'on en connaît pendant le déroulement des opérations. La différence est plus frappante encore en ce qui concerne les figures de ceux qui ont tenu le rôle de chefs pendant cette période. L'idée, d'ailleurs fausse, que s'en fait le public varie au cours des événements selon qu'ils recueillent un succès ou subissent une défaite.

Avant la guerre, et plus encore pendant les victoires à l'Ouest, Hitler apparaissait comme un personnage gigantesque, combinant les dons de stratège d'un Napoléon, la ruse d'un Machiavel et la ferveur d'un Mahomet. Après son premier échec en Russie, son auréole commença à pâlir et, vers la fin, on le considérait, dans le domaine militaire, comme un amateur maladroit dont les ordres absurdes et la grossière ignorance représentaient l'atout le plus fort des Alliés. Tous les désastres de l'armée allemande furent attribués à Hitler, tous ses succès portés au crédit de l'État-Major général allemand.

Bien que contenant une part de vérité, cette peinture est fausse : Hitler était loin d'être nul en stratégie. Il s'y montrait plutôt trop brillant et commettait des erreurs, conséquences de cet excès.

Son esprit subtil se manifestait à un haut degré dans les effets de surprise, sa fine psychologie en matière de stratégie lui permit d'amener cet art à un niveau très élevé. Bien avant la guerre il avait décrit à ses adjoints le coup d'audace par lequel, plus tard, il envahit la Norvège et la manœuvre qui fit évacuer la ligne Maginot par les Français. Il avait également prévu, mieux qu'aucun général, les conquêtes sans effusion de sang, minutieusement préparées par la destruction préalable de l'esprit de résistance de l'ennemi. Aucun stratège dans l'histoire n'a montré plus

d'habileté à agir sur le moral de ses adversaires – ce qui, en stratégie, est l'art par excellence.

Le fait même qu'il ait eu si souvent raison, en dépit de l'opinion contraire de ses conseillers professionnels, l'aida à gagner de l'influence à leurs dépens. Par la suite, les succès remportés affaiblirent le poids de leurs arguments dans des circonstances où leur jugement était cependant plus correct que le sien. C'est ainsi que, dans la campagne de Russie, ses fautes, plus lourdes que ses qualités, s'accumulèrent au point de faire pencher la balance vers la défaite. Napoléon lui-même, cependant professionnel de la stratégie, s'était également laissé griser par ses victoires et avait commis les mêmes erreurs aux mêmes endroits.

La faute la plus grave de Hitler en Russie fut de refuser de faire la part du feu et d'exiger la poursuite de l'offensive alors que les probabilités de succès s'évanouissaient. Au cours de la Première Guerre mondiale, les chefs alliés Foch et Haig, aussi bien que Ludendorff et Hindenburg, alors commandants suprêmes des forces allemandes, avaient commis la même lourde faute, et cependant ils étaient tous des soldats de métier. La répugnance de Hitler à autoriser à temps le retrait de ses troupes de France fut en grande partie la cause de leur défaite. Son attitude fut alors exactement la même que celle de Foch, avec toutefois cette différence primordiale qu'en 1918 les commandants des armées engagées sur le front n'obéirent à Foch que dans la mesure où ils l'approuvaient, alors qu'en 1944-1945 les généraux allemands tremblaient de désobéir aux ordres de Hitler.

Afin de découvrir la cause de l'échec de l'Allemagne, il nous faut examiner les motifs de cette crainte et les conflits intérieurs du haut commandement allemand. Les qualités intuitives en stratégie et les calculs de l'État-Major général dans ce même domaine auraient pu s'allier et composer une puissance irrésistible. Or leur combinaison produisit, au contraire, un schisme qui, véritable suicide pour l'Allemagne, fournit une planche de salut à ses adversaires.

Les généraux allemands de l'ancienne génération, façonnés par les méthodes de l'État-Major général, avaient été les principaux artisans des opérations stratégiques pendant toute la guerre ; aux heures de victoire, on n'avait pas assez reconnu leur œuvre. Quand la chance tourna, leur renommée grandit dans l'esprit du public au point de faire d'eux, aux yeux des Alliés, l'obstacle le plus formidable du camp ennemi. Pendant la

dernière année, ce fut Rundstedt, leur chef, qui fut en vedette. On ne se préoccupait plus de ce que ferait Hitler, mais on se demandait constamment ce que préparait Rundstedt, aussi bien sur les champs de bataille que dans le domaine politique, pour arracher le pouvoir aux nazis.

Les généraux allemands ont toujours été considérés comme constituant un groupe homogène, auquel on attribuait une immense autorité sur le plan politique. Cette impression explique chez les Alliés l'espoir persistant, mais jamais réalisé, de voir les généraux renverser Hitler. Elle explique également la conviction populaire que ce groupe était aussi dangereux que Hitler et qu'il partageait avec ce dernier la responsabilité des agressions allemandes.

Cette opinion, justifiée lors de la Grande Guerre, apparut complètement inexacte par la suite, car l'ensemble des généraux allemands essaya vainement d'éviter l'entrée en guerre de l'Allemagne dans le deuxième conflit mondial. Une fois celui-ci déclenché, si les chefs militaires contribuèrent pour une part énorme, par leur habileté manœuvrière, au succès de Hitler, leurs exploits furent éclipsés par le triomphe personnel du Führer. Puis, dans le même temps que l'étoile de Hitler pâlissait, l'opinion publique universelle leur accordait un plus grand crédit, alors qu'en réalité leur puissance véritable diminuait à l'intérieur de leur patrie.

Ce phénomène était dû à la combinaison de plusieurs éléments : l'ordre conservateur et la tradition, représentés par les généraux, n'offraient que peu d'attraits à une génération nourrie de l'esprit révolutionnaire et du fanatisme du national-socialisme ; ils ne pouvaient pas espérer obtenir des troupes placées sous leurs ordres une attaque contre le régime et encore moins contre le Führer bien-aimé ; par leur propre faute, ils étaient tenus à l'écart des affaires publiques, tandis que Hitler, par ses artifices, les isolait de toutes sources de renseignements ; c'étaient là de sérieux obstacles. Un autre facteur était leur sens inné de la discipline et le respect qu'ils accordaient à leur serment de fidélité envers le chef de l'État. Bien qu'assez ridicule à l'égard d'un chef qui, lui, ne se gênait guère pour oublier ses promesses, ce sentiment sincère, qui les paralysa souvent, leur fait honneur. Toutefois, il s'y mêlait assez souvent un souci de leurs intérêts personnels qui, à l'heure du danger commun, amoindrissait leur loyauté envers leur pays et leurs collègues. Le jeu des égoïsmes et l'absence de solidarité constituaient une faiblesse néfaste dans la lutte constante menée par les

généraux, au cours des douze années du règne de Hitler, afin d'écarter des affaires militaires toute ingérence politique.

La première phase de cette lutte se termina indirectement à l'avantage des généraux, lorsque Himmler, tablant sur les craintes de Hitler, lui suggéra d'effectuer une épuration sérieuse parmi les « chemises brunes », en assassinant le capitaine Rohm et d'autres chefs. On ignore si ces derniers avaient l'intention de renverser Hitler, mais il est hors de doute qu'ils aient nourri l'ambition de prendre une place importante dans la hiérarchie militaire. Après leur disparition, Hitler s'appuya plus sérieusement sur les généraux, et ceux-ci se trouvèrent à même de rétablir leur propre autorité dans l'armée.

La seconde phase atteignit son point crucial en janvier 1938, quand les généraux, à leur tour, tombèrent dans un des pièges de Himmler. En 1933, Hitler avait choisi le général von Blomberg comme ministre de la Guerre. Les autres généraux s'inquiétaient fort de voir ce dernier trop soumis à l'influence de Hitler. Il acheva de s'attirer leur antipathie et leur mépris en épousant une de ses dactylos. Mais Hitler donna sa bénédiction à ce mariage « démocratique » et honora la cérémonie de sa présence. Peu de temps après, Himmler exhiba un dossier de la police prouvant que la conjointe était une ancienne prostituée. Sur quoi Hitler, dans un accès de fureur, réelle ou simulée, destitua Blomberg. Himmler, alors, sortit un autre dossier accusant d'homosexualité, avec preuves à l'appui, le général von Fritsch, commandant en chef de l'armée. Hitler le destitua également et ne lui rendit jamais son poste, bien qu'une commission d'enquête eût, plus tard, démontré la fausseté de telles accusations. (Un récit plus détaillé de cette crise se trouve au chapitre 3.)

Hitler exploita le choc moral subi par le corps des officiers pour s'attribuer le Commandement suprême des forces armées allemandes. Cette manœuvre préliminaire à la mainmise totale de Hitler sur la préparation stratégique des opérations renforçait en même temps l'influence de Himmler. Le général Keitel, qui, par ses intrigues à des fins personnelles, avait affaibli la protestation massive des généraux contre le traitement infligé à Fritsch, fut nommé au poste laissé vacant par Blomberg. Il ne reçut d'ailleurs que des pouvoirs limités et ne garda son poste que grâce à sa servilité envers Hitler. Le général von Brauchitsch, de réputation plus honorable, qui n'appartenait ni au parti réactionnaire ni au parti nazi, reçut le commandement de l'armée. Par cette habile mesure, Hitler cherchait à se

concilier l'armée tout en s'assurant un organe d'exécution plus facile à manier que Fritsch.

Cependant Brauchitsch défendit mieux les intérêts des militaires de carrière qu'on ne l'avait prévu ; il chercha également à modérer la politique extérieure nazie en prévenant Hitler que l'armée allemande n'était pas prête pour une guerre et qu'il ne devait pas pousser jusqu'à cette limite extrême sa politique agressive. Ses protestations furent renforcées par le chef de l'État-Major général, le général Beck, qui condamna si ouvertement les procédés belliqueux de Hitler qu'il contraignit ce dernier à le révoquer. Mais son successeur, Halder, s'apprêtait, avec Brauchitsch, à résister à Hitler au moment où l'attaque de la Tchécoslovaquie semblait imminente. Ce furent les gouvernements britannique et français qui leur coupèrent l'herbe sous le pied en cédant aux menaces de guerre de Hitler.

Ayant acquis le prestige d'une conquête pacifique de la Tchécoslovaquie, Hitler eut le loisir de forcer sa pression menaçante envers la Pologne. Les généraux, impuissants à enrayer son action, purent seulement obtenir, par leurs efforts, son accord sur la nécessité de se ménager la neutralité de la Russie avant de se lancer dans une guerre. Une fois l'abstention de l'URSS obtenue, Hitler réussit à persuader la plupart des généraux que la France et l'Angleterre se tiendraient à l'écart et qu'une attaque contre la Pologne ne risquait guère d'entraîner l'Allemagne dans un conflit plus général.

Une nouvelle tension se développa entre Hitler et ses généraux lorsque, après la conquête de la Pologne, ils le trouvèrent prêt à lancer une offensive à l'ouest et à donner ainsi à la guerre l'ampleur qu'ils voulaient éviter. Non seulement ils craignaient les risques d'une guerre de longue durée, mais ils ne croyaient même pas à la possibilité de vaincre la France. Une fois encore, leurs protestations furent étouffées et leurs projets de conspiration avortèrent. Il serait injuste de blâmer l'inertie dont ils firent preuve à cette époque, car ils avaient de sérieux motifs pour penser que leurs troupes ne les auraient pas suivis s'ils les avaient engagées à la révolte ; en outre, ils éprouvaient naturellement une grande répugnance à faire figure de traîtres envers leur pays, surtout en temps de guerre.

Ils tergiversaient encore quand Hitler ordonna l'invasion de la France. Le succès de cette campagne doit être imputé d'une part à des tactiques et à des armes nouvelles, dont Hitler avait poussé la mise en œuvre, malgré le scepticisme conservateur des généraux les plus anciens ; d'autre part, à un plan audacieux d'un officier de la jeune génération, que Hitler imposa à son

État-Major ; et enfin à des erreurs que les Allemands ne pouvaient prévoir, commises par le commandement français.

Il aurait été impossible à Hitler d'envahir la France s'il n'avait eu sous ses ordres des généraux habiles et expérimentés. C'est lui qui les empêcha, par une hésitation soudaine et inexplicable, d'exploiter à fond le succès de leur rapide poussée vers la Manche. Bien plus, leurs mérites eurent pour résultat paradoxal d'affaiblir encore leur position. Ce fut Hitler qui, aux yeux du monde, après cette victoire, fut le triomphateur ; les lauriers furent pour lui et non pour eux. Il prit soin de s'en couronner lui-même. Intimement convaincu d'être le plus grand stratège du monde, il s'immisça de plus en plus dans les décisions de l'État-Major, tandis qu'il tenait de moins en moins compte des arguments que ses généraux pouvaient opposer à ses désirs.

Lorsqu'il projeta d'attaquer la Russie, la plupart des généraux s'inquiétèrent. Mais ils avaient le même défaut que beaucoup de spécialistes ; l'extrême crédulité pour tout ce qui n'était pas de leur compétence particulière. Hitler réussit à étouffer leurs appréhensions à l'aide de « révélations » d'ordre politique, destinées à les persuader de la nécessité d'une campagne contre la Russie, ajoutant que le désordre intérieur de ce pays sapait sa puissance militaire. Si les premiers mois virent de grandes victoires, elles ne purent s'avérer décisives – parce que la résistance russe avait été sous-estimée d'une part, et en raison de divergences de vues au sein du commandement allemand sur les objectifs d'autre part. L'hiver approchant, la sagesse aurait voulu que l'on s'arrêtât. Quand l'échec de l'invasion devint une certitude, Brauchitsch et Halder voulurent battre en retraite, mais Hitler se trouvait trop près de Moscou pour résister à la tentation et insista pour pousser l'attaque coûte que coûte. Elle se solda par un échec qui manqua de peu d'être fatal. Quand sa défaite devint trop évidente, il en rejeta adroitement la responsabilité sur Brauchitsch. Lorsque ce dernier, malade, demanda à être relevé de ses fonctions, Hitler prit en main le commandement en chef de l'armée. Cette manœuvre conforta non seulement son pouvoir, mais permit également et fort habilement d'imputer l'échec aux généraux, le départ de Brauchitsch étant annoncé de la manière polie dont sont conduits les limogeages des généraux ayant failli. Hitler fit coup double.

Il put ainsi, depuis cette époque jusqu'à la fin de la guerre, repousser les suggestions des généraux sur le plan politique et même passer outre à leurs

avis d'ordre militaire. Si l'un d'eux protestait, il se trouvait toujours un autre ambitieux pour prendre sa place et approuver les plans d'attaques répétées de Hitler, ce qui répond d'ailleurs aux tendances instinctives d'un soldat. En même temps, le champ devenait libre, les chefs SS purent progressivement s'infiltrer dans l'armée, et les espions nazis eurent toute possibilité de surveiller de près les officiers suspects. Pour les généraux, les probabilités de succès d'une révolte diminuaient évidemment de jour en jour. Il ne leur restait qu'à s'accommoder des ordres reçus… au mieux… ou au plus mal… Car on a des raisons de croire que certains généraux s'apprêtaient à exécuter des ordres qu'ils estimaient aussi téméraires que sans espoir de réussite en ayant pour but de saboter les projets de Hitler et de hâter ainsi la fin de la guerre.

CHAPITRE 2

L'EMPREINTE DE SEECKT

Le général allemand qui exerça la plus grande influence sur la Première Guerre mondiale avait pris sa retraite sept ans avant qu'elle éclatât. Il mourut l'année qui précéda le début des hostilités : c'était Alfred von Schlieffen, né à Berlin. C'est lui qui conçut le plan magistral d'invasion de la France, élabora les techniques nécessaires pour percer les lignes fortifiées, et entraîna des cadres spécialisés dans l'application de ce système. Afin de pouvoir prendre la France de flanc, son plan impliquait la violation de la neutralité belge, ce qui provoqua l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Bien que l'exécution de cette manœuvre ait été gâchée par le successeur de Schlieffen, il s'en fallut de fort peu que l'Allemagne ne gagne la guerre en un mois[5].

Le général allemand qui eut la plus grande influence sur la Deuxième Guerre mondiale prit sa retraite dix ans avant cette guerre et mourut trois ans avant. C'était Hans von Seeckt, né en Schleswig-Holstein, pays situé entre le Mecklemburg et le Danemark. C'est lui qui, après la défaite, contribua à réorganiser efficacement l'armée allemande et posa les bases indispensables à une construction de grande envergure. Ses plans furent élaborés et réalisés dans les conditions extrêmement difficiles imposées par les clauses d'un traité de paix destinées à étouffer toute possibilité de renaissance d'une armée allemande. La réussite de Seeckt est d'autant plus significative. La plupart des succès de la Wehrmacht sont dus pour beaucoup à la manière dont Seeckt avait réorganisé la Reichswehr.

Pour essayer de juger à leur valeur les généraux de Hitler, il est donc indispensable de tenir compte de l'influence exercée par Seeckt. La reconstitution de l'armée fut le facteur qui décida de l'avenir de l'Allemagne. L'étude de la période pendant laquelle cette résurrection eut

lieu permet d'écourter les notices individuelles relatives aux chefs militaires les plus en vue des années 1939 à 1945. En effet, les détails de cette étude nous font connaître le cadre qui leur fut commun et le moule d'où sortit leur doctrine. Certes, il y eut des différences dans les modalités d'interprétation, mais elles n'entamèrent en rien les bases solides établies à l'époque où l'État-Major général, théoriquement dissous par le traité de Versailles, travaillait clandestinement.

Au début de la guerre de 1914-1918, Seeckt, alors lieutenant-colonel, était chef d'état-major d'un corps d'armée de la Ire armée de Kluck. Il avait pu observer de près les erreurs qui empêchèrent l'exécution complète d'un plan parfaitement mis au point et provoquèrent la défaite, alors que la victoire paraissait proche. Seeckt fit ses preuves un an plus tard, en 1915 : il fut le cerveau lucide qui guida l'éblouissant général de hussards, le *beau sabreur*[6], feld-maréchal Mackensen. Ce dernier, par une poussée meurtrière, creva le front russe à Gorlice, en Pologne, et fendit en deux l'armée ennemie, qui ne se remit jamais complètement de ce coup. Ce fut là que Seeckt introduisit une méthode d'attaque contenant déjà les principes de la tactique moderne d'infiltration : au lieu de procéder selon la méthode classique, consistant à opérer une avance uniforme et à utiliser les réserves pour briser les nœuds de résistance les plus marqués, il envoyait des renforts aux points faibles et poussait une pointe qui s'enfonçait le plus loin possible en territoire ennemi.

Seeckt réussit ; ce fut le commencement de sa renommée. La célébrité du cerveau invisible qui animait les opérations exécutées par Mackensen grandit chaque jour, si bien qu'un slogan se répandit dans l'armée allemande : « Près de Mackensen : Seeckt. Près de Seeckt : la victoire. » Il continua à jouer un rôle important dans la campagne de l'Est ; toutefois, il eut la malchance d'être laissé à l'écart et dédaigné par l'équipe Hindenburg-Ludendorff, qui assuma le commandement en chef des forces allemandes de 1916 à la fin de la guerre. Cette circonstance lui procura l'avantage de n'être en rien rendu responsable de la défaite finale sur le front de l'Ouest. Il devint alors conseiller de la délégation allemande à la conférence de la paix. Il passa tout naturellement de ce poste au commandement en chef de la Reichswehr, petite armée allemande, réduite par le traité de paix à 100 000 officiers et soldats.

Il était encore plus naturel qu'il s'acharnât à libérer cette armée de ses entraves et à lui rendre sa puissance. N'importe quel soldat d'un autre pays

eût fait de même dans des circonstances analogues. Il prenait exemple sur Scharnhorst qui, après 1806, esquivant l'obligation de désarmer l'armée prussienne, reconstitua, en les camouflant habilement, des régiments capables de se tourner contre Napoléon sept ans plus tard. Seeckt et ses disciples réussirent mieux encore que Scharnhorst et dans des conditions plus difficiles.

Comme premier obstacle à renverser, Seeckt se heurta à la méfiance instinctive des dirigeants de la nouvelle République envers la caste militaire qui avait couvert de mépris les civils et mené la nation à une sanglante défaite. Par sa courtoisie, son tact de diplomate et son esprit compréhensif à l'égard d'hommes habitués à la brusquerie hautaine de Hindenburg et de Ludendorff, Seeckt parvint à éliminer leur opposition. Il leur fit apprécier le contraste frappant entre sa politesse et l'arrogance des officiers allemands qu'ils avaient subie non sans amertume. Son élégance, ses goûts artistiques, son usage du monde ajoutaient un charme subtil à son caractère réservé, qui lui valut d'être surnommé le « Sphinx ». Alors que son attitude, parfois empreinte de cynisme et d'ironie, le rendait antipathique aux hautes sphères militaires, elle lui valait, au contraire, la sympathie des politiciens, qui voyaient là la preuve d'une absence de fanatisme et la certitude que ses capacités techniques ne s'accompagnaient pas d'un militarisme immodéré.

Seeckt maintint l'armée proprement dite à l'abri de la politique, et son apparent loyalisme envers le nouveau régime républicain lui permit de masquer, dans une époque troublée, aussi bien ses efforts pour développer la puissance militaire que les activités politiques à demi secrètes auxquelles se livraient de nombreux officiers du précédent régime. Autant que l'autorité dont il était investi le lui permettait, il s'efforça de sélectionner les meilleurs des officiers et sous-officiers qui avaient déjà subi l'épreuve du feu, pour constituer les cadres de la nouvelle Reichswehr. Il voulait faire de ces 4 000 officiers et 96 000 hommes un corps d'élite d'instructeurs et de chefs, capable de constituer le noyau d'une force qui, au moment opportun et dès que possible, serait augmentée dans de fortes proportions. Leur entraînement intensif, basé sur des méthodes nouvelles, visait à en faire des spécialistes, énergiquement centrés sur leur métier militaire, plus efficaces, malgré leur nombre restreint, que la vaste armée d'antan.

Il enrichit ce projet d'une série d'organisations secrètes qui permettaient aux officiers en service de s'entraîner malgré l'absence d'armes modernes supprimées par le traité, et aux anciens officiers de se maintenir en bonne

forme. Plusieurs techniciens et officiers d'état-major trouvèrent des postes temporaires au Japon, en Chine, en Amérique du Sud, dans des États baltes ou en Russie soviétique, ce qui leur permit d'acquérir la pratique des chars. D'autres s'entraînèrent dans des compagnies d'aviation civile. De nombreux soldats démobilisés purent continuer leur entraînement dans les groupements illicites au sein de l'Allemagne et, pour servir à leur instruction, on parvint à dissimuler des armes en surplus.

Ces réalisations témoignent de l'ingéniosité d'un soldat ardent et de ses collaborateurs pour s'affranchir des interdictions, si serrées qu'elles fussent. Par contre, elles constituèrent une cause de complications continuelles pour les officiers alliés chargés de contrôler l'exécution du traité de paix. Toutefois, du point de vue historique, ce serait une erreur de leur accorder plus d'importance qu'elles n'en ont et de croire qu'elles aient rendu possible la nouvelle agression germanique. L'ensemble de toutes les réalisations de Seeckt ne peut se comparer à la puissance que devait atteindre plus tard l'Allemagne, lorsqu'elle devint sérieusement dangereuse. Les mesures de réarmement massif qui eurent de graves conséquences ne furent lancées qu'au début du règne de Hitler, en 1933. Elles ne rencontrèrent alors aucune opposition de la part des Alliés.

L'action de Seeckt se fit surtout sentir en profondeur. Par une impulsion vigoureuse, il insuffla une vie nouvelle au cœur même de l'armée allemande, lui imprima une volonté de perfectionnement et lui permit d'ajouter la qualité à une renaissance numérique jamais endiguée par les vainqueurs. Il dota la Reichswehr d'un maître-mot : mobilité, voulant dire par là qu'une armée composée de troupes d'élite, capable de se déplacer et de frapper rapidement, pourrait encercler le gros d'une armée massée suivant les anciennes méthodes. Cette théorie résultait de ses expériences sur le front de l'Est, où les larges espaces permettaient de manœuvrer plus facilement que sur le front de l'Ouest. Les premières instructions militaires d'après-guerre proclamaient que « toute action doit être basée sur la surprise. Sans l'effet de surprise, il est difficile d'obtenir des résultats importants ».

Deuxième maître-mot : l'élasticité. « On doit, avant tout, pousser les réserves vers le point où l'attaque a réussi, même si, ce faisant, il devient nécessaire de déplacer le centre de gravité. » Pour obtenir une telle souplesse, la Reichswehr apprit à développer de nouveaux dispositifs de liaison et, malgré la réduction de ses moyens, leur consacra une plus grande

proportion de ses forces qu'aucune autre des armées d'après-guerre. Enfin les instructions insistaient sur la nécessité de placer les chefs plus à l'avant que ne l'exigeait la tradition, de façon qu'ils puissent sentir sous leur doigt le pouls de la bataille et agir rapidement. Par leur exaltation de la manœuvre, ces instructions de guerre moderne offraient un contraste frappant avec les règlements français, qui concluaient : « Des deux éléments, le mouvement et le feu, ce dernier est prépondérant. » Les Français imaginaient évidemment qu'une nouvelle guerre verrait se répéter les tactiques de lenteur de 1918. Cette différence de vues laissait apparaître des symptômes inquiétants. Mais l'opinion allemande n'était pas seulement dictée par la nécessité de tourner les conditions imposées par le traité de paix. En effet, dans la préface du nouveau manuel, Seeckt écrit avec une remarquable franchise : « Ces règlements supposent les effectifs, l'armement et l'équipement d'une puissante armée moderne et pas seulement ceux de l'armée allemande de 100 000 hommes, résultant du traité de paix. »

En 1926, Seeckt commit une maladresse qui le força à démissionner : il avait autorisé le fils aîné du Kronprinz à prendre part aux manœuvres de l'armée. La tempête politique qui résulta de ce geste mit fin à l'activité de Seeckt. Ses vues limitées, quoique larges en comparaison de celles des autres généraux, se montrèrent au grand jour lorsque, plus tard, il se lança sur le terrain politique comme porte-parole des idées ridicules du Parti national du peuple allemand[7]. Cela n'empêcha pas ses théories militaires de se propager et de croître en influence.

Sa conception de l'avenir découlait clairement du livre qu'il écrivit après sa démission : *Pensées d'un soldat* (1928). Il y mettait en question l'efficacité des armées massives d'autrefois, levées par conscription, et soutenait que les efforts et les sacrifices qu'elles entraînaient étaient sans rapport avec les résultats qu'on pouvait en obtenir. Ces anciennes méthodes ne pouvaient conduire qu'à une lente guerre d'usure. « La masse devient difficile à mouvoir ; elle ne peut pas manœuvrer et, par conséquent, ne peut pas être victorieuse ; elle ne peut qu'écraser par la supériorité de son poids. » De plus, en temps de paix, il est important de « limiter autant que possible l'immobilisation, improductive dans l'armée, des travailleurs de la nation ». La science technique et l'habileté tactique sont les clés de l'avenir. « Une masse d'hommes levée par conscription, recevant une instruction rapide et superficielle, forme de la "chair à canon", au pire sens du mot, si

elle se trouve aux prises avec un petit nombre de techniciens bien entraînés. » Cette prédiction fut vérifiée en 1940, quand une poignée de divisions de panzers, agissant de concert avec des bombardiers en piqué, attaqua, paralysa et pulvérisa la masse de réservistes mal équipés de l'armée française.

Dans l'opinion de Seeckt, l'« armée active » devrait se composer de « soldats de métier, engagés pour longtemps, autant que possible volontaires ». En temps de paix, la presque totalité des forces d'une nation est beaucoup plus utile en remplissant les usines qui doivent fournir à l'armée de métier de nombreuses armes modernes. Les types d'armes devraient être déterminés longtemps à l'avance et leur fabrication en série activement menée.

En même temps, on devrait rendre obligatoire un service militaire de courte durée pour tous les jeunes gens valides du pays, « précédé par une instruction des jeunes, qui insisterait moins sur le côté militaire que sur la discipline physique et morale ». Un tel système assurerait la liaison de l'armée avec le peuple et cimenterait l'union nationale. « De cette façon, on procure à la masse une formation militaire qui, insuffisante pour lui faire prendre part à une guerre de mouvement et obtenir une victoire dans une bataille rangée, la rend cependant capable d'assurer la défense du territoire et de fournir un apport continuel de ses meilleurs éléments à l'armée régulière combattant sur les terrains d'opérations. » Ce fut une semblable levée de conscrits qui alimenta le gros des divisions allemandes en 1940. Ils se bornèrent à suivre les filons d'infiltration créés par les unités motorisées et à occuper les régions conquises.

Plus tard, comme Seeckt l'avait prévu, lorsque leur entraînement fut complété, ils furent disponibles pour grossir et renforcer les armées en opérations.

« En résumé, le succès de la guerre future me paraît dépendre de l'emploi d'armées mobiles à effectifs réduits, mais composées d'une élite et dont la puissance sera augmentée par l'action de l'aviation ; toutes les forces armées devront se trouver mobilisées en même temps, aussi bien pour l'attaque que pour la défense. »

Fait curieux, le livre de Seeckt effleurait à peine le problème des chars, mais s'étendait longuement sur la valeur d'intervention de la cavalerie et des troupes motorisées dans les opérations de mouvement qu'il préconisait. Il écrivait même avec une pointe de lyrisme : « L'avenir de la cavalerie est

illimité si on lui procure un entraînement et un équipement modernes » ; et plus loin : « Les flammes de ses lances flotteront encore avec confiance au vent de l'avenir. » On suggéra plus tard que l'indifférence de Seeckt envers les blindés n'était due qu'à un excès de discrétion politique et qu'il fallait comprendre le mot « chars » sous le mot « cavalerie ». Cette hypothèse se trouve en contradiction flagrante avec la façon dont il prêchait le service militaire et le développement de l'aviation, tous deux interdits à l'Allemagne par le traité de paix.

En dépit de son dynamisme, Seeckt fut un homme de sa génération, non un précurseur. Dans le domaine militaire, il était assez perspicace pour deviner l'importance de la mobilité dans l'offensive, mais il ne sut pas voir que seules les unités mécaniques blindées la rendaient possible. Il incomba à ses successeurs de développer, avec ces principes, la théorie de la nécessité de l'agression.

L'opinion de Seeckt sur l'aviation se trouvait influencée par l'image traditionnelle de la bataille rangée. Il prétendait qu'elle avait comme premier objectif la destruction de l'aviation adverse. C'est ce que fît la Luftwaffe en Pologne et, à un degré moindre, en France. Mais, quand elle essaya de préparer ainsi l'invasion en Grande-Bretagne, elle subit des pertes sévères, se heurtant pour la première fois à une solide défense aérienne.

Sur les conséquences lointaines des guerres et sur la vie en général, sa compétence était plutôt fragmentaire. Il remarquait, fort judicieusement, que l'expérience directe des horreurs de la guerre faisait hésiter les militaires beaucoup plus que les politiciens lorsqu'il s'agissait d'engager les hostilités ; mais il atteignait au paradoxe en essayant de démontrer qu'ils étaient réellement « pacifistes », en donnant à ce terme toute sa valeur. Cet essai caractéristique de justification professionnelle, qui n'est d'ailleurs pas spécial à l'Allemagne, est insoutenable dans le cas d'un pays belliqueux dont on connaît les dessous par ses archives. Des officiers supérieurs n'ont que trop souvent omis de faire preuve de ce « pacifisme basé sur la connaissance des faits et issu du sens de la responsabilité » que Seeckt leur supposait.

Il voulait démontrer, par des raisonnements dont la faiblesse n'est que trop évidente, que les expressions « militarisme », « agression » n'étaient que des slogans. Par ailleurs, une autre observation est frappée au coin d'une vérité profonde, prophétique même : quand les politiciens cherchent à saisir le pouvoir, « ils se trouvent peu après, d'une façon ou d'une autre, en

face de difficultés et voient dans l'opposition les signes d'un danger, d'abord pour mener leurs plans à bonne fin, ensuite pour le prestige national, enfin pour l'existence même de l'État. Considérant alors leur pays attaqué, ils s'engagent dans une guerre de légitime défense ».

Certains de ses commentaires ironiques sur l'actuelle tendance psychologique à réviser les jugements sur le passé font preuve de clairvoyance et de compréhension : « Je trouve extrêmement désagréable de ne plus pouvoir considérer Néron simplement comme un empereur monstrueux, qui avait l'habitude d'aller se coucher à la lueur d'un chrétien brûlé vif, et d'être obligé de le voir plutôt sous les traits d'un dictateur moderne très habile malgré ses fantaisies bizarres. » Était-ce une allusion à ses doutes sur la nouvelle morale que des hommes, entre autres les nazis, commençaient à proclamer ? Son jugement, assaisonné de mordante raillerie, prête une valeur significative à l'« action » : « L'intelligence sans la volonté est inutile ; la volonté sans l'intelligence est dangereuse. » Une autre réflexion, à portée plus large, contient aussi un sage avertissement : « L'affirmation que la guerre est la continuation de la politique à l'aide de moyens différents[8] est devenue une formule toute faite ; elle présente donc un danger. Il serait tout aussi exact de dire : la guerre est la faillite de la politique. »

Le souci de Seeckt de garder l'armée à l'écart de la politique comportait en soi un péril. Son attitude professionnellement détachée et la limite très nette qu'il traçait entre les sphères militaire et politique tendaient à supprimer la possibilité d'une influence modératrice du soldat sur le politicien trop audacieux.

Le militaire du modèle Seeckt devint un Ponce Pilate moderne, se lavant les mains de toute responsabilité des ordres exécutés. Les principes militaires, isolés de toute autre contingence, sont difficiles à combiner avec une politique de sagesse. Quand des soldats se concentrent sur un plan uniquement militaire et n'essayent pas d'embrasser toutes les données stratégiques d'ensemble, ils sont plus aptes à accepter des arguments politiques qui, quoique exacts en apparence si on se place au point de vue d'une stratégie limitée, entraînent la politique sur un terrain où elle ne peut plus se contrôler. Les objectifs extrêmes que se proposent les militaires sont difficiles à concilier avec la modération de la politique. Ce danger ne peut qu'augmenter, car les vues techniques incarnées par un État-Major général ne sont jamais aussi uniformes en fait qu'elles devraient l'être en théorie.

Celui-ci est divisé par les manœuvres politiques internes et les ambitions personnelles. Seeckt lui-même ne rappelait pas seulement le passé, mais prédisait l'avenir en écrivant : « Une histoire de l'État-Major général […] décrirait un travail tranquille et positif ; elle parlerait d'arrogance mélangée de hautaine soumission, de vanité et de jalousie, de toutes les faiblesses humaines, de la lutte entre le génie et la bureaucratie, des causes secrètes de la victoire et de la défaite. Elle ternirait l'éclat de maints lauriers et ne manquerait pas de grandeur tragique. »

Le rôle de l'État-Major général était essentiellement de substituer une collectivité au génie qu'aucune armée ne peut espérer voir surgir au moment précis où il devient nécessaire. Par son essence même, l'État-Major tendait à paralyser l'essor du génie, car il était une bureaucratie autant qu'une hiérarchie, mais, par contre, il cherchait à élever très haut la moyenne des compétences. Il faut moins imputer les inégalités de son action à des différences individuelles de talent qu'aux divergences secrètes dues à des intérêts personnels et aux conflits d'opinion. Les possibilités d'avancement avaient souvent pour résultat de faire taire les doutes d'un général assez longtemps pour permettre à Hitler d'amollir la solidité de sa conscience professionnelle. Cela s'applique à toutes les armées, mais se trouve particulièrement mis en relief dans une dictature. Un général nouvellement nommé pense toujours que la situation est meilleure qu'elle ne paraissait à son prédécesseur et qu'il peut réussir là où ce dernier a échoué. Un tel moyen d'action est un levier puissant dans les mains de n'importe quel chef.

CHAPITRE 3

L'ÉPOQUE BLOMBERG-FRITSCH

À Seeckt succéda Heye ; en 1930, ce dernier eut lui-même pour successeur Hammerstein. Ni l'un ni l'autre n'étaient de la classe de Seeckt, mais tous deux poursuivirent les grandes lignes de sa politique. Hammerstein était très troublé par l'extension du parti nazi dont il jugeait la doctrine et les méthodes répugnantes. C'est ainsi qu'il se trouva amené à abandonner le principe de Seeckt sur la nécessité d'éviter de se mêler de politique et qu'il en arriva à considérer la possibilité de faire appel à la force pour enrayer la montée au pouvoir de Hitler. Mais ces projets furent tués dans l'œuf par la décision d'un président de la République sénile, le feld-maréchal von Hindenburg, nommant Hitler chancelier ; cette décision sanctionna légalement la position de Hitler. En outre, les appréhensions de Hammerstein n'étaient pas partagées par les autres généraux, soldats « purs et simples ». Il considéra avec amertume qu'ils étaient aveuglés et égarés « par des perspectives alléchantes de promotion rapide ».

Hitler prit une décision importante : presque immédiatement après sa nomination au poste de chancelier, il désigna comme ministre de la Guerre le général von Blomberg. Ce choix fut inspiré par l'ambition du colonel von Reichenau, qui avait été chef d'état-major de Blomberg en Prusse-Orientale et se trouvait en relations suivies avec Hitler. Le caractère de Blomberg présentait de nombreux traits radicalement opposés à celui de Hitler ; il ne connaissait d'ailleurs pas ce dernier. Son acceptation et l'activité qu'il déploya en qualité de ministre sont un exemple de la simplicité à laquelle peut atteindre le soldat à l'état pur.

Blomberg

L'année précédente, Blomberg avait été le principal conseiller militaire de la délégation allemande à la Conférence du désarmement. Sa jeunesse relative – la cinquantaine – par comparaison avec les autres chefs allemands et alliés et sa promotion inattendue provoquèrent des jalousies, sentiment d'hostilité qui se doublait, chez les généraux allemands, de mépris pour le « caporal bohémien ». Beaucoup d'entre eux s'étaient montrés prêts à soutenir l'accession de Hitler au pouvoir dans la limite où cela favoriserait leurs plans personnels d'expansion militaires ; mais ils se gaussaient de l'idée qu'un ancien caporal puisse avoir une compétence quelconque dans le métier des armes et ils se trouvaient par conséquent encore plus portés à critiquer son choix dans les nominations aux emplois militaires.

Cette attitude des officiers les plus anciens de la Reichswehr porta préjudice, dès le début, à la position de Blomberg. Devenu suspect aux yeux de ses collègues, il fut forcé de rechercher l'appui de Hitler et, par là même, de suivre ses directives au-delà des limites de ce qu'il jugeait opportun. Pour comble de malchance, son caractère naturellement affable, si agréablement différent du type « prussien », le desservit dans cette position de dépendance. Ce concours de circonstances est pour beaucoup dans le sobriquet de *Gummilöwe* (« Lion en carton-pâte ») dont ses collègues l'affublaient.

Werner von Blomberg était très différent des chefs brutaux et sans scrupule du parti au pouvoir. Sa sympathie pour les nazis, plus marquée chez lui que chez les autres généraux, était due en partie à un plus grand idéalisme et à un enthousiasme romanesque qui le rendaient facilement aveugle à l'égard de ce qu'il ne voulait pas voir. Le mouvement nazi attira pendant un certain temps quelques idéalistes de son genre, cependant dans l'ensemble plus jeunes que lui. Il est vrai que les soldats ne vieillissent guère. Enthousiaste de nature, Blomberg considérait le métier des armes avec l'esprit d'un chevalier errant. Cela me sauta aux yeux quand je le rencontrai à Genève en 1932. Il manifestait un grand intérêt pour les nouvelles théories militaires, spécialement celles qui promettaient de perfectionner la tactique avec art et élégance, mais il s'enthousiasmait encore plus sur les possibilités de ressusciter les lois de la chevalerie. Il devenait presque lyrique en discourant sur les qualités de courtoisie à appliquer en guerre. Un commerce de longue durée avec les hautes sphères militaires porte en général au scepticisme, mais Blomberg m'impressionna,

au contraire, par la franche et juvénile conviction de sa profession de foi. De taille imposante, mais d'aspect ni hautain ni sévère, il joignait à son affabilité naturelle une façon de parler empreinte d'une franchise agréable. Par malchance, il eut à évoluer entre deux groupes rivaux et servit de tampon entre eux. Dans un cadre plus propice, il eût pu faire meilleure figure.

Néanmoins, il est possible que son influence se soit fait sentir dans un domaine important avec plus de poids qu'on ne le pense : on constate avec surprise que l'armée allemande viola moins souvent les lois de la guerre pendant la dernière guerre qu'au cours de celle de 1914-1918, au moins dans la lutte contre l'adversaire de l'Ouest ; alors qu'on aurait pu s'attendre que l'effet contraire soit produit par la combinaison des éléments « nazi » et « prussien »[9] L'amélioration relative de la manière de se conduire et le souci plus marqué d'éviter ce qui pouvait souiller l'honneur de l'armée peuvent être imputés aux efforts de Blomberg et de ceux qui partageaient ses opinions, pour inculquer à la Reichswehr une attitude plus conforme à la dignité du soldat. La modération des troupes qui envahirent en 1940 la Belgique et la France, comparée aux procédés de 1914, faisait partie d'une politique de prudence. Elle contribua beaucoup à adoucir l'amertume de la défaite et à obtenir une attitude conciliante des vaincus, mais son effet fut gâché par les méthodes radicalement opposées de la Gestapo et des SS.

Blomberg contribua aussi avec efficacité au développement de la tactique. Hammerstein avait repris l'ancienne doctrine de l'armée allemande sur l'offensive, mais il était dépourvu des moyens de la pratiquer et ne possédait pas de technique permettant de la rajeunir. Or, en Prusse-Orientale, Blomberg avait expérimenté des tactiques originales qui, plus réalistes, tenaient compte du développement de la défense moderne ; il cherchait à en tirer profit pour la mettre au service de l'offensive. Au lieu d'attaquer une position fortement défendue, on peut en déloger l'ennemi par la ruse, le pousser à faire une sortie risquée ou un assaut brusqué, le prendre au piège, puis exploiter le désordre ainsi créé en ripostant par un coup forcément plus efficace qu'une simple attaque. Comme appât, on peut feindre une retraite ou fondre à l'improviste sur les communications de l'ennemi. Les possibilités de ces opérations-leurre combinant la stratégie de l'offensive et la tactique de la défensive – comme le glaive et le bouclier – m'avaient frappé en analysant la campagne de Sherman en Georgie. Dans les livres que j'écrivis ensuite, j'avais étudié son application à la guerre

moderne. L'intérêt manifesté par Blomberg pour cette idée fut notre point de contact[10].

À la différence de beaucoup de généraux de cette époque, Blomberg s'intéressait aussi à la nouvelle conception de guerre des blindés, les chars reprenant le rôle traditionnel de la cavalerie ; cette conception n'avait qu'à demi enflammé les Anglais, sauf dans le milieu du Royal Tank Corps. Reichenau se montrait encore plus fervent et avait personnellement traduit quelques-uns de mes livres. Cependant, même lui ne concevait pas l'importance des blindés aussi pleinement que Guderian ou Thoma[11], qui eurent un rôle plus actif dans la création des unités blindées allemandes dès 1934.

Le triomphe de la tactique des opérations effectuées par les blindés allemands pendant les deux premières années des hostilités éclaire avec quelque ironie les mesures prises après la guerre précédente pour désarmer le pays vaincu. Au point de vue matériel, cette technique se révéla efficace. Les nombreux coups de canif donnés au traité par les dirigeants militaires allemands se firent sur une petite échelle et ne constituaient pas, dans l'ensemble, une renaissance de forces appréciable. L'armement ne réalisa un progrès vraiment sérieux qu'à partir du jour où le gouvernement nazi se moqua ouvertement des restrictions imposées. L'hésitation des vainqueurs permit alors à l'Allemagne de redevenir formidable. De plus, un résultat appréciable du désarmement forcé fut de donner à l'Allemagne une situation privilégiée en l'obligeant à se débarrasser d'un amas d'armes démodées. Les nations victorieuses, alourdies par ces reliques, se laissaient entraîner par elles à des méthodes désuètes et surestimaient leurs propres forces. Quand les Allemands commencèrent à réarmer à outrance, ils eurent l'avantage de ne s'équiper qu'en armes modernes adaptées aux conceptions nouvelles.

Le renouveau et le développement des méthodes furent également favorisés par une autre mesure imposée par les vainqueurs : la suppression de l'État-Major général. Si on l'avait laissé continuer son action démodée et encombrante, il aurait pu demeurer aussi routinier, inerte et écrasé de bureaucratie que les autres États-Majors généraux. Ses membres, contraints à la clandestinité, allégés de la routine administrative, obligés d'émettre des idées constructives pour l'avenir, devinrent par cela même beaucoup plus aptes à la conduite d'une guerre. Si une telle formation militaire peut être

dissoute matériellement, on ne peut empêcher son activité, car les cerveaux échappent à tout contrôle.

Ainsi, le désarmement intensif de l'Allemagne après la Grande Guerre eut pour seul effet de préparer la voie à une modernisation très efficace de ses forces en attendant le moment propice au réarmement. Les limitations apportées à cette modernisation furent imputables au conservatisme et au conflit des intérêts personnels plutôt qu'aux restrictions apportées par les Alliés.

Fritsch

En qualité de ministre de la Guerre, Blomberg eut la possibilité de protéger le développement des techniques modernes et de vaincre la résistance des généraux traditionalistes, opposés en Allemagne, comme en France et ailleurs, aux idées nouvelles. Cependant, désavantagé par sa délicate situation de « tampon », il ne réussit pas à atteindre les résultats rapides qu'il escomptait. Lorsqu'il essaya, à la fin de 1933, de faire remplacer Hammerstein à la tête de l'armée allemande par Reichenau, il échoua devant l'opposition concertée des généraux les plus anciens. Sur leurs conseils, Hindenburg choisit le général Fritsch, soldat de grande valeur dans tous les domaines qui, au point de vue politique et militaire, représentait l'ancienne école. Il reconnaissait jusqu'à un certain point l'importance des chars et de l'aviation, mais traitait ces armes de « parvenues » et ne cachait pas sa ferme intention de ne leur attribuer qu'un rôle secondaire, conforme à son opinion. Le général Beck, qui devait, plus tard, remplir les fonctions de chef de l'État-Major général, critiquait presque autant l'introduction « révolutionnaire » des chars que la révolution nazie. Ainsi, l'organisation militaire allemande, bien qu'en tête des autres pays dans le développement des armes blindées, restait dans une attitude de compromis entre l'ancienne et la nouvelle école.

Werner von Fritsch, alors relativement jeune pour un officier d'état-major, avait travaillé à préparer la nouvelle organisation au ministère de la Guerre, de 1920 à 1922, sous les ordres du général von Seeckt. Il alla ensuite accomplir son temps de commandement à la tête d'une batterie, puis fut nommé chef d'un état-major en Prusse-Orientale. En 1927, il revint au ministère de la Guerre comme adjoint de Blomberg, qui était à la tête du bureau chargé des plans d'opérations. C'est là qu'il élabora presque entièrement, dans l'éventualité d'une guerre, le projet d'une offensive-éclair

contre la Pologne, combiné à une défensive à l'Ouest pour maintenir la France en échec : c'était l'embryon du plan plus vaste qui fut réellement exécuté en 1939, alors tant amplifié en échelle que démultiplié en vitesse – par des troupes mécanisées.

Pendant la période prénazie, Fritsch utilisa ses qualités de diplomate dans ses rapports avec des députés démocrates doués d'une fâcheuse prédisposition à poser des questions indiscrètes sur l'accroissement du budget militaire et sur les motifs qui pouvaient rendre nécessaire un effectif d'officiers et d'instructeurs tout à fait disproportionné à une armée si réduite. Fritsch excellait à expliquer des points aussi délicats et à écarter les enquêtes gênantes. Il savait les bâillonner avec une adresse subtile, faisant appel à leur patriotisme, jouant sur leurs faiblesses ou cultivant leur amitié. D'un abord normalement glacial, il pouvait faire preuve d'une surabondance de charme pour atteindre son but.

Quand le pouvoir fut entre les mains des nazis, les généraux comprirent qu'un chef tout à la fois résolu et habile était nécessaire pour maintenir leur position. En plus de sa réputation de stratège, Fritsch possédait ces qualités. Ils le choisirent au début de 1934. Fritsch chercha d'abord à contenir l'ambition des soldats amateurs du parti nazi, dirigés par le capitaine Rohm. Leurs progrès constituaient une menace à l'encontre de l'autorité et des intérêts de l'armée de métier. Fritsch réussit à enrayer leur avance. Le capitaine Rohm voulait faire armer les membres des sections d'assaut et les intégrer dans l'armée. Aidé par Himmler, qui poursuivait ses buts personnels, Fritsch réussit à persuader Hitler que ce plan était l'étape préliminaire d'un coup d'État dirigé contre lui. Hitler se laissa si bien convaincre qu'il décida l'épuration sanglante du 30 juin 1934.

Le double effet de cette mesure fut d'affermir la position de Fritsch, tant auprès de Hitler qu'auprès de tous les éléments qui, pour des raisons diverses, craignaient l'extension de l'influence nazie. Fritsch établit, pour une certaine période, la suprématie du haut commandement dans la balance du pouvoir et put ainsi avoir barre sur Himmler. Mais une tension commença à poindre sur la conduite des affaires extérieures – sur son rythme plus que sur ses objectifs. Fritsch et ses pairs appréciaient les vigoureuses affirmations de Hitler du droit de l'Allemagne à l'égalité et la manière qu'il avait d'évoquer l'affranchissement des restrictions imposées par le traité de Versailles. (Des mesures préparatoires furent prises dès 1933, avec son appui, pour faire passer l'armée de 8 divisions à 24, en

produisant parallèlement le matériel nécessaire à leur équipement.) Ils se montrèrent plus réservés lorsque Hitler décida de quitter la Société des nations en octobre 1933 – un mouvement soudain, décidé sans avoir consulté les chefs de l'armée – car ils considéraient que ce geste plaçait l'Allemagne dans une dangereuse situation d'isolement. Ils s'inquiétèrent également des attaques violentes contre la Russie contenues dans les discours de Hitler, essentiellement parce qu'ils avaient noué des relations amicales avec les chefs de l'Armée rouge, qui leur avaient permis d'effectuer des exercices avec un équipement moderne dont l'Allemagne était alors privée.

En mars 1935, Hitler annonça de manière provocante qu'il rejetait les restrictions au réarmement de l'Allemagne imposées par le traité de Versailles et qu'il allait constituer une armée de 36 divisions et réintroduire la conscription. Cette annonce fut une nouvelle fois faite sans discussion préalable avec les chefs de l'armée qui en furent d'autant plus atterrés qu'ils savaient cette déclaration totalement vide de sens, aucun arrangement n'ayant été prévu pour créer 36 divisions. S'ils appréciaient l'idée d'une augmentation des effectifs de l'armée, ils considéraient le triplement des effectifs de la Reichswehr comme le seul objectif atteignable sans nuire de manière dramatique à son efficacité. Leur tendance à contester tant ses décisions que ses rodomontades irritèrent d'autant plus Hitler que ses annonces avaient été accueillies sans protestation ni doute à l'étranger. Il considérait que ses généraux se montraient tièdes quand ils auraient dû faire preuve d'enthousiasme et d'ardeur.

Un an plus tard, Hitler choqua de nouveau en remilitarisant la Rhénanie. Cette fois, les chefs de l'armée furent consultés – à la veille de l'événement. Ils ne disposèrent que de vingt-quatre heures pour rédiger et envoyer les ordres aux troupes. Blomberg fit part de ses grandes réticences face à un tel mouvement et aux risques particuliers qu'engendrait le franchissement du Rhin. Hitler fit mine de l'écouter en acceptant que seuls trois bataillons franchissent le fleuve – afin qu'un repli puisse s'effectuer plus aisément si les Français menaçaient d'intervenir. Mais une telle menace ne se matérialisa pas et l'excitation de Hitler se doubla une fois encore d'irritation face à la manière dont ses généraux, tout en faisant mine de marcher du même pas que lui, semblaient tout faire pour le ralentir.

Hitler fut grandement encouragé par la passivité des gouvernements britannique et français devant ces provocations répétées. Ignorant leur

souhait manifesté de refuser toute intervention extérieure dans la guerre d'Espagne, il fit parvenir de l'aide militaire au général Franco. Son premier objectif, comme il l'expliqua à son entourage, était de « distraire l'attention des puissances mondiales vers la péninsule ibérique afin de compléter le réarmement allemand sans qu'ils interviennent en Allemagne ». Le succès de la rébellion franquiste permettait également d'installer un régime fasciste pouvant gêner les communications navales de la France et de la Grande-Bretagne.

Fritsch était opposé à un tel mouvement. Il était assez clairvoyant pour juger qu'il n'était pas possible de provoquer la France et la Grande-Bretagne en lutte ouverte dans un pays aussi incommode que l'Espagne au point de vue stratégique. Résultat de ses objections : les effectifs proposés de 3 divisions complètes furent réduits à un petit contingent d'entraînement. Sa prudence fut critiquée par les chefs nazis, excités par le succès de leurs précédents défis. Parallèlement, ses efforts diplomatiques pour conserver de bonnes relations avec l'Armée rouge provoquèrent leurs protestations énergiques. Les ennemis de Fritsch le rendirent suspect auprès de Hitler en exploitant l'obsession antibolchevique de ce dernier. Les difficultés de Fritsch augmentèrent lorsqu'il essaya de maintenir l'ancien esprit dans le nouveau corps d'officiers et de le soustraire à l'influence de l'idéologie nazie.

Pendant ce temps, le fossé se creusait entre Fritsch et Blomberg. Fritsch et son clan trouvaient que Blomberg se laissait hypnotiser par Hitler et ne défendait pas autant qu'il aurait dû le faire les intérêts de l'armée. Pour eux, l'esprit de soumission de Blomberg se symbolisait par le port des insignes nazis sur son uniforme ; ils le surnommèrent le « jeune Quex[12] de Hitler ».

La double révocation

Janvier 1938 vit se développer une crise résultant d'un incident en apparence sans lien avec ses véritables causes. Blomberg, épris d'une dactylo de ses services, l'avait épousée. Hitler approuva la décision de Blomberg, l'érigeant en preuve publique de la largeur d'esprit des chefs militaires du national-socialisme, qui s'alliaient au peuple au lieu de se cantonner dans des mariages de leur caste. Il fit aux mariés l'honneur de leur servir de témoin. Les collègues de Blomberg désapprouvèrent cette union, mais, contrairement aux bruits de l'époque, il est inexact qu'ils aient

émis une protestation collective et fait révoquer Blomberg. Au surplus, si telle était leur intention, ils furent devancés par Himmler.

Après le mariage, Himmler communiqua à Hitler un dossier de la police établissant que Blomberg avait épousé une prostituée. Les recherches faites actuellement par les Américains tendraient à prouver que Himmler avait lui-même préparé un piège en introduisant cette femme dans la place. La réaction de Hitler fut violente, car, par sa présence au mariage d'une « femme des rues », il s'était rendu ridicule. Il révoqua Blomberg et le raya même des cadres des officiers.

La nouvelle ne troubla guère les autres généraux, mais ils furent profondément ébranlés par le coup qui ne tarda pas à suivre lorsqu'il fut question de nommer un nouveau ministre de la Guerre. Himmler sortit alors un autre dossier montrant que Fritsch était, en raison de ses mœurs homosexuelles, sous la surveillance de la police. En fait, ce dossier concernait un homonyme. Mais, lorsque Hitler le fit comparaître, Himmler produisit un témoin qui reconnut formellement l'accusé. Sur quoi Hitler destitua Fritsch.

Selon le général Röhricht, cette intervention de Himmler s'explique par la crainte de voir attribuer à Fritsch le poste élevé laissé vacant par Blomberg. En effet, le Commandement suprême de la Wehrmacht, c'est-à-dire de l'ensemble de toutes les forces armées, était attaché à cette fonction. « Celui qui devait prendre la succession de ce poste devenait, de ce fait, supérieur de Göring, alors commandant en chef de la Luftwaffe ; il aurait été difficile de mettre ce dernier sous les ordres d'un officier plus jeune que lui. L'ancienneté de Fritsch par rapport à Göring en faisait le seul homme pouvant être commandant en chef. Si Himmler intervint, ce ne fut pas pour Göring, mais pour lui-même : tous ses actes n'avaient qu'un but : préparer la relève progressive de l'armée par les SS. »

Fritsch exigea une commission d'enquête et ne l'obtint qu'au prix de grandes difficultés, avec l'appui des énergiques protestations de Rundstedt, parlant au nom des généraux les plus anciens. Quand elle fut accordée, Himmler voulut la présider lui-même, mais le ministre de la Justice vint au secours de Fritsch en exigeant un tribunal militaire. Himmler essaya alors d'entrer en rapport avec les témoins de la défense. Pour permettre leur présence et assurer leur sécurité, les généraux les firent placer sous la garde de soldats. À l'audience, le principal témoin de Himmler rétracta ses

déclarations et paya cet acte de sa vie. Mais Fritsch fut complètement innocenté.

Dans l'intervalle, Hitler avait saisi l'occasion de se réserver personnellement le Commandement suprême de la Wehrmacht, sous prétexte qu'il n'avait plus confiance dans les généraux. Le ministère de la Guerre fut donné, avec des pouvoirs réduits, au général Keitel, qui paraissait à Hitler suffisamment servile. Conjointement, le général von Brauchitsch fut nommé à la tête de l'armée, à la place de Fritsch, de sorte qu'il ne restait aucun poste pour celui-ci quand il se trouva lavé des accusations portées contre lui. Au total, le résultat de cette crise si habilement provoquée fut de préparer à Hitler la voie qui devait lui assurer le contrôle suprême de la stratégie, tout en renforçant l'influence de Himmler.

Les jalousies internes et les instincts conservateurs favorisèrent les agissements de Hitler à chaque étape qui le menait au contrôle personnel de la stratégie. Il les exploita de manière très habile, tout en prenant soin de limiter le développement de tous les organes de direction susceptibles de l'entraver dans ses objectifs. Un État-Major général fut reconstitué en 1935, mais ne reçut pas les moyens de l'ancien Grand État-Major général. Son chef était placé sous les ordres du commandant en chef des armées dans le domaine militaire, tandis que les questions politiques étaient de la responsabilité du ministre de la Guerre. Blomberg fut nommé commandant en chef de la Wehrmacht (les forces armées dans leur ensemble) en plus de ses fonctions de ministre de la Guerre.

Fut ainsi mis sur pied un « Oberkommando der Wehrmacht », plus connu sous les initiales OKW, dont relevaient les questions politiques et administratives, communes aux armées de terre, de mer et d'air ; il comprenait une petite section de « défense nationale » (Landesverteidigung), qui s'occupait des sujets connexes entre les trois armes. Hitler et Keitel, dont c'était le commun désir, voulurent bientôt transformer cette organisation en État-Major général de la Wehrmacht.

Le haut commandement de l'armée (« Oberkommando des Heeres », ou OKH) s'opposa formellement à ce projet. En effet, les généraux comprirent que c'était là une tentative pour leur aliéner toute chance d'hériter des fonctions de l'ancien Grand État-Major général. Ils prétextèrent qu'il était dangereux de subordonner une organisation ancienne comme la leur à une autre trop neuve et composée de non-spécialistes ; ils ajoutèrent que, les

problèmes de l'Allemagne étant surtout continentaux, il appartenait au haut commandement de l'armée de prendre des décisions en dernier ressort. Leur opposition réussit temporairement, soutenue par le haut commandement de la marine, peu désireux d'être placé sous la coupe de marins d'eau douce, et par les objections d'un caractère plus personnel soulevées par la position de Göring, en tant que commandant en chef des forces aériennes. Blomberg, soucieux de ne pas provoquer d'opposition, mit constamment l'accent sur le fait que ce nouvel organe de coordination était une petite structure qu'il n'entendait pas voir gonfler. Quant à Hitler, bien qu'il souhaitât voir diminuer l'importance de l'État-Major général, il ne souhaitait pas le remplacer par un autre État-Major qui serait de nouveau susceptible d'entraver son contrôle personnel. Il s'abstint donc de soutenir toute création d'un État-Major général de la Wehrmacht et, lorsqu'il coupa la tête de l'OKW en renvoyant Blomberg, il prit soin d'en maintenir le personnel dans la position d'un simple bureau à son service.

L'État-Major général de l'armée demeurait donc à la tête de la stratégie, soumis aux décisions de Hitler. Mais il cherchait des occasions de réduire son influence afin de satisfaire son ambition de jouer le rôle de stratège exécutif – et de pouvoir ainsi manipuler personnellement les pièces sur l'échiquier.

Une nouvelle étape fut franchie l'hiver suivant lorsque Hitler révoqua la règle – en vigueur depuis 1813 – octroyant aux chefs d'état-major la responsabilité, conjointement partagée avec les généraux dont ils dépendaient, de prendre des décisions dans le domaine militaire et de faire part d'opinion divergentes. Cette pratique leur avait permis de faire appel aux autorités supérieures en contournant leur supérieur direct. Selon la nouvelle règle, le chef de l'État-Major général ne pouvait plus faire valoir une opinion différente et devint le strict subordonné du commandant en chef de l'armée. Ce changement diminua son influence ainsi que celle des autres officiers d'état-major.

CHAPITRE 4

L'ÉPOQUE VON BRAUCHITSCH-HALDER

À première vue, le choix d'un homme tel que Walther von Brauchitsch en remplacement de Fritsch, et son acceptation peuvent paraître curieux. Il s'était, en effet, montré ouvertement loyal envers l'ancien régime républicain et enclin à faire preuve de libéralisme dans les domaines politique et économique, tout en désapprouvant nettement les méthodes nazies. Ni la rigidité des junkers[13] ni le fanatisme nazi ne l'attiraient. On le considérait généralement comme un homme doué d'un sens profond de l'honneur et dépourvu d'ambitions personnelles. Ces qualités, auxquelles s'ajoutaient un sentiment rigoureux de la justice et une grande considération pour autrui, lui valaient une confiance exceptionnelle de la part de ses égaux et de ses subordonnés. Fut-il ébloui par l'offre de Hitler en 1938, ou accepta-t-il parce qu'il pensait servir l'armée en pénétrant dans la place ? Une autre explication, probablement la meilleure, serait justifiée par l'attitude de Brauchitsch, qui resta toujours en rapports cordiaux avec Fritsch malgré la disgrâce de ce dernier et saisit plusieurs occasions de lui rendre hommage en des termes fort peu appréciés par les chefs nazis. Cependant la suite des événements devait montrer que Brauchitsch s'était engagé sur une pente glissante, où il ne pouvait que difficilement se maintenir en équilibre.

Le choix de Hitler était un compromis. Hitler avait songé à nommer Reichenau, mais il fut averti par Rundstedt et d'autres qu'une telle nomination entraînerait une forte opposition de l'armée. On prêtait généralement à Brauchitsch un esprit ferme, mais perméable au progrès ; bien que spécialisé dans l'artillerie, il saisissait mieux les possibilités d'avenir des chars que la plupart des généraux. Sous d'autres rapports également, il se montrait moins conservateur que Fritsch. Sa popularité

auprès de tous les partis représentait un atout certain, propre à écarter les craintes de luttes ténébreuses et de manœuvres politiques semblables à celles qui avaient motivé les changements récents. Son attitude sans prétention permettait d'espérer qu'il serait plus facile à manier que Fritsch.

Pourtant Hitler découvrit bientôt que Brauchitsch, en dépit de sa politesse, n'était pas plus disposé que Fritsch à laisser la politique s'infiltrer dans l'armée. Il commença par améliorer la condition et la retraite du simple soldat, mais il insista pour que l'exécution de ces mesures soit indépendante de l'organisation nazie. En même temps, il resserrait la discipline. Il activait l'équipement de l'armée, mais s'opposait aux tendances du parti nazi à provoquer par sa politique extérieure un conflit prématuré. Il se trouvait soutenu en cela par le général Beck, alors chef de l'État-Major général. Beck, malgré ses qualités d'homme et de soldat, était plutôt favorable au clan des adversaires des chars, en sorte que sa tendance à sous-estimer les résultats que la politique hitlérienne pouvait tirer de ces engins modernes le rendait hostile aux velléités agressives du Führer.

Quand Hitler, cet été-là, eut fait connaître ses intentions, Brauchitsch réunit les généraux les plus anciens. Beck, leur dit-il, avait rédigé un mémorandum, qui, s'il était approuvé au cours de cette conférence, serait envoyé à Hitler. Beck lut alors son texte ; il exposait que la politique allemande devait éviter le risque d'une guerre, surtout pour « un résultat aussi peu important que les Sudètes ». Il insistait sur la faiblesse militaire de l'Allemagne et son infériorité devant la coalition qui pourrait se dresser contre elle. Il démontrait que, même si les États-Unis ne prenaient pas une part active à la guerre, ce pays pourrait fournir armes et équipement aux adversaires de l'Allemagne.

En me racontant la conférence, Rundstedt me dit : « Quand Beck eut terminé la lecture du mémorandum, Brauchitsch se leva et demanda si, avant de l'envoyer, un des assistants avait une objection à formuler. Personne n'ayant protesté, il fut expédié. Il provoqua une explosion de rage chez Hitler. » Cet incident fut immédiatement suivi du départ de Beck, remplacé par Halder.

Cette mesure étouffa provisoirement l'opposition, mais, en septembre, quand la crise tchécoslovaque atteignit son paroxysme, Brauchitsch déclara à Hitler que l'armée allemande n'était pas prête pour la guerre et lui conseilla de modérer ses exigences en conséquence. Brauchitsch était fortement soutenu par Halder, qui se conformait à la conduite de son

prédécesseur et non à celle que Hitler prétendait lui dicter. Hitler conclut de cette attitude que le corps des officiers de son pays faisait encore preuve d'une unité d'esprit difficile à rompre. Halder, plus compréhensif que Beck chaque fois qu'il s'agissait de progrès militaire, voyait également assez loin dans le domaine de la politique et se montrait résolu à ne pas compromettre les destinées de l'Allemagne. De caractère plus tenace que Brauchitsch, il était prêt à se montrer plus inflexible avec Hitler. Ayant acquis la certitude que Hitler ne se laisserait pas retenir par des conseils de prudence, Halder entreprit de dresser le plan d'une conspiration militaire contre la politique et le régime hitlériens.

Cependant les gouvernements britannique et français étaient encore moins prêts et moins disposés à risquer une guerre pour la Tchécoslovaquie ; de sorte qu'à Munich Hitler vit satisfaire sans difficulté ses exigences au sujet des Sudètes.

Dans l'ivresse de ce triomphe, Hitler devint encore plus intraitable. Le printemps suivant, il occupa tout le territoire tchèque par surprise, rompant les accords de Munich. Sans prendre le temps de s'arrêter, il fit alors pression sur la Pologne pour obtenir le retour de Dantzig à l'Allemagne et le droit de construire, sur un terrain jouissant de l'exterritorialité, une voie ferrée et une route menant vers la Prusse-Orientale, à travers le corridor polonais. Incapable d'accepter une autre manière de voir que la sienne, il ne pouvait imaginer qu'il détruisait l'apparence de modération de ses exigences par la manière dont elles étaient formulées. Quand les Polonais, soutenus par l'aide hâtivement offerte du gouvernement britannique, refusèrent de prendre ses demandes en considération, Hitler, furieux et persuadé qu'il était gravement lésé, précipita ses décisions plus vite qu'il ne l'avait prévu. Tout en espérant encore que les Polonais, en cédant, lui permettraient de sauver la face, il était prêt à tenter une guerre si le risque couru n'était pas trop grand.

Lorsqu'il consulta les chefs militaires sur ce point, Brauchitsch fournit une réponse plus honnête que celle de Keitel. Brauchitsch estimait que l'Allemagne pourrait « probablement » escompter un résultat favorable si le nombre de ses adversaires se limitait à la Pologne, la France et la Grande-Bretagne. Mais il insista énergiquement sur le peu de chances qu'aurait l'Allemagne dans une guerre contre la Russie. L'ambassadeur de France à Berlin, M. Coulondre, eut vent de ces conversations et les signala à son gouvernement au début de juin.

Les doutes de Brauchitsch et ses propos désobligeants sur la valeur d'une alliée telle que l'Italie irritèrent les nazis extrémistes, qui s'étaient déjà plaints des obstacles dressés par lui contre la nazification de l'armée. Ils montèrent une cabale contre Brauchitsch. C'est ce qui pourrait peut-être expliquer les affirmations publiques de ce dernier, protestant de sa foi en Hitler. C'est peut-être aussi le motif du discours prononcé à Tannenberg, où il s'exprima en termes menaçants envers la Pologne, termes qu'on pouvait d'ailleurs interpréter dans un sens strictement défensif. On conçoit que pour lui ces paroles fussent sans portée ; en effet, en ne considérant que le point de vue militaire, il était peu probable que la Grande-Bretagne et la France soutinssent la Pologne jusqu'à accepter de se battre pour elle, car la position stratégique de cette dernière était désastreuse en cas de neutralité de la Russie. C'est ainsi que Hitler se trouva amené à admettre la manière de voir de Brauchitsch en ce qui concernait la Russie et qu'il fut prêt à réviser toute sa politique passée pour obtenir la neutralité de ce pays. Ce revirement politique une fois accepté, Hitler prit des mesures rapides pour conclure un pacte avec la Russie. Quel contraste avec les négociations lentes et hésitantes engagées concurremment par le gouvernement britannique avec la Russie !

Malgré l'annonce de l'accord germano-soviétique, le gouvernement britannique, faisant fi de la plus élémentaire logique en matière de prévisions militaires, opta pour le combat et poussa la France à faire de même. Avant même que l'évidence de cette erreur de calcul ait sauté aux yeux, Hitler avait déclenché l'attaque de la Pologne. Momentanément absorbés par les opérations, Brauchitsch et Halder oubliaient leur anxiété en se donnant tout entiers aux exigences de leur métier.

Ils avaient eux-mêmes préparé la campagne, qui s'avéra rapidement victorieuse. Les commandants des grandes unités, chargés d'en assurer l'exécution, avaient reçu toute liberté d'action et prouvèrent la valeur de cette mesure par une souplesse et une hardiesse d'initiative parfaitement dignes des vieilles traditions. Le groupe d'armées de Rundstedt joua le rôle principal dans le Sud : après avoir rompu le front polonais, il envoya la X^{e} armée, comprenant le gros des divisions motorisées, en un mouvement tournant dirigé au nord vers Varsovie, avec mission de couper en le traversant l'arrière du gros des armées polonaises du centre. Ce coup d'audace, décisif pour l'issue de la guerre, était d'autant plus remarquable que l'OKW, croyant les Polonais déjà en retraite vers le sud-est, avait

ordonné l'envoi direct de la Xe armée au-delà de la Vistule. Mais Rundstedt et son chef d'état-major Manstein jugeaient que le gros de l'armée polonaise se trouvait encore à l'ouest de Varsovie et qu'on pouvait donc l'acculer à la rive la plus proche de la Vistule. Leur succès justifia pleinement la portée de la liberté d'action laissée au commandement qui se trouvait sur place. Le même cas crucial devait se présenter au cours de la campagne suivante, mais Hitler imposa sa propre décision et en supporta les conséquences néfastes.

Grisé par sa victoire en Pologne, Hitler craignait toutefois les événements qui pouvaient survenir à l'Est s'il ne s'assurait pas rapidement la paix à l'Ouest. Ce mélange d'enivrement et de crainte le rendit plus téméraire encore et le poussa à faire un pas de plus.

La victoire de la Pologne n'avait pas tourné la tête à Brauchitsch et Halder. Lorsqu'il leur fut possible de se faire une idée claire de la situation, ils virent encore plus nettement les conséquences inquiétantes de cette victoire et le danger qu'il y aurait à s'engager plus avant. La campagne terminée, ils reprirent leurs tentatives de modération et, pour faire échec à Hitler, qui pensait qu'une offensive sur le front de l'Ouest obligerait les Alliés à demander la paix, ils allèrent jusqu'à songer à la possibilité d'une rébellion. Mais pour retrouver des conditions favorables de paix il aurait fallu plus de quelques mois d'inactivité ; or les menaces des Alliés de « commencer la guerre », publiquement proférées par Winston Churchill dans ses discours radiodiffusés, eurent pour résultat naturel de pousser Hitler à les devancer. Peu à peu, il ne fut plus maître des circonstances ; la guerre elle-même, par sa vitesse acquise, commandait les événements.

L'invasion de la Norvège, en avril 1940, fut la première opération non préméditée de Hitler. Le procès de Nuremberg démontra clairement que, sans la désirer, il y fut contraint par la peur, sous la double pression de la persuasion et de la provocation. Malgré la facilité de cette conquête, il n'était déjà plus maître de son destin. L'élément de persuasion vint de Vidkun Quisling. Ce Norvégien pronazi affirmait que les Britanniques occuperaient probablement les côtes norvégiennes avec ou sans le consentement du gouvernement de son pays. Cet argument se trouvait renforcé par l'anxiété du haut commandement de la marine sur les conséquences dangereuses d'une telle éventualité : renforcement du blocus britannique et gêne des mouvements de leurs propres sous-marins. Hitler sentit croître ses craintes lorsque la Finlande, au début de sa guerre contre la

Russie, se vit offrir, en novembre, l'aide franco-britannique. Sa perspicacité vit dans cette proposition le dessein caché de s'assurer le contrôle stratégique de la péninsule scandinave. Cependant Hitler sentait que l'Allemagne avait plus d'avantage à conserver la neutralité de la Norvège et voulait éviter un agrandissement du théâtre de la guerre. Après sa rencontre avec Quisling, au milieu de décembre, il décida d'attendre et de voir si celui-ci réussirait le coup de force politique qu'il escomptait en Norvège.

En janvier, la tension augmenta après le vibrant appel radiodiffusé de Churchill aux nations neutres, les engageant à se joindre à la lutte contre Hitler. D'autre part, les signes d'agitation se multipliaient chez les Alliés. Le 18 février, le destroyer britannique *Cossack* passa dans les eaux norvégiennes et arraisonna le navire de transport allemand *Altmark* pour délivrer des marins britanniques qui y étaient retenus prisonniers. Cette opération, exécutée sur les ordres de Churchill, alors à la tête de l'Amirauté, exaspéra non seulement Hitler, mais lui fit conclure que, si Churchill était prêt à violer la neutralité norvégienne pour sauver une poignée de prisonniers, il serait encore plus décidé à le faire pour couper le ravitaillement en minerai de fer de Narvik, d'importance vitale pour l'Allemagne.

À ce propos, Rundstedt me dit dans une de nos conversations : « Les discours de Churchill à la radio rendaient Hitler furieux. Ils le faisaient sortir de ses gonds, comme, plus tard, ceux de Roosevelt. Hitler répétait constamment au Conseil suprême de la guerre, surtout en parlant de la Norvège, que, s'il ne frappait pas le premier, les Britanniques le feraient et s'empareraient des pays neutres. » L'amiral Voss, qui assistait à ces séances, confirma le récit de Rundstedt. Apportant l'appui de son expérience au haut commandement de la marine, il ajouta : « L'attaque britannique du navire allemand *Altmark* eut un effet décisif sur Hitler. Ce fut l'étincelle qui déclencha l'offensive en Norvège. »

Immédiatement après ces événements, Hitler chargea le général von Falkenhorst de préparer les opérations pour occuper les ports norvégiens. Au cours d'une conférence, le 23 février, l'amiral Raeder, commandant en chef de la marine, insista sur le fait que « le maintien de la neutralité norvégienne était la solution la meilleure pour garantir la liberté de cette circulation (celle du minerai de fer) et pour améliorer la situation générale ». Mais il remarqua également : « Ce qui ne peut pas être accepté,

nous l'avons déjà dit, c'est l'occupation de la Norvège par l'Angleterre. Ce serait là un coup fatal. »

Des rapports provenant de Norvège prouvèrent à ce moment-là que le parti de Quisling perdait du terrain, alors que des renseignements venant d'Angleterre mentionnaient les préparatifs d'une opération dans la zone norvégienne qui se décelaient par des concentrations de troupes et de transports. Le 1er mars, Hitler ordonna l'expédition en Norvège. Le 9, le haut commandement de la marine, s'appuyant sur des informations qui signalaient l'imminence d'un débarquement britannique, présenta ses plans et insista sur l'urgence d'une action. Leurs inquiétudes étaient grandes ; néanmoins, comme un temps appréciable était encore nécessaire avant que fussent terminés les préparatifs de l'expédition, on dut se borner à poster des sous-marins pour surveiller à l'entrée des ports l'arrivée d'éventuels transports britanniques.

Mais les projets des Alliés furent momentanément bouleversés par la capitulation de la Finlande le 13, les privant du prétexte qu'ils comptaient invoquer pour débarquer à Narvik. Quand l'amiral Raeder vit Hitler, le 26, il lui fit connaître qu'à son avis le danger d'un débarquement britannique en Norvège n'était plus imminent, mais il affirma qu'il se trouverait bientôt un nouveau prétexte et une nouvelle tentative pour interrompre le transport du minerai de fer. « Tôt ou tard, l'Allemagne se verra forcée d'effectuer l'opération "Weserübung" (ce terme désignait, dans les codes secrets, l'opération d'occupation de la Norvège). Il était donc préférable d'agir sans tarder, de peur de se faire distancer. Hitler donna son accord et fixa la date. Les préparatifs étant suffisamment avancés, il sentait maintenant un irrésistible besoin d'agir. À peu près à la même époque, les Alliés décidèrent d'exercer une nouvelle pression sur les gouvernements de Norvège et de Suède. Le 5 avril, ils devaient poser une ceinture de mines dans les eaux norvégiennes et, le 8, le premier convoi de troupes à destination de Narvik devait partir. Mais la pose des mines fut retardée jusqu'à la nuit du 7 et, l'après-midi suivant, les navires allemands, chargés de troupes d'invasion, s'ébranlaient.

À l'aube du 9 avril, de petits détachements de troupes allemandes, transportées pour la plupart sur des navires de guerre, débarquèrent dans les principaux ports norvégiens, d'Oslo jusqu'à Narvik, et s'en emparèrent sans grande difficulté. On s'aperçut par la suite que les projets des Alliés outrepassaient leurs moyens. L'échec de leurs contre-attaques,

insuffisamment préparées, laissa l'Allemagne en possession de toute la Norvège, ainsi que du Danemark. Cette conquête allemande fut réalisée sans dégarnir ni troubler en aucune façon le front de l'Ouest. De plus, l'opération se fit sous la direction de l'OKW et non de l'OKH.

La naissance du plan d'invasion de l'Ouest est relatée plus loin et sa complexité ne se prête pas à un bref résumé. Pour le moment, il est plus utile d'en retracer ici les grandes lignes et de signaler les facteurs fondamentaux qui conduisirent au dénouement. Cela nous servira de toile de fond pour étudier plus en détail le jeu des influences personnelles et des passes d'armes intérieures.

Cette offensive foudroyante, considérée par le monde comme un modèle du genre, fut, en réalité, plutôt remarquable par sa subtilité. La cause essentielle de son succès fut la crédulité des Alliés qui laissèrent attirer à fond en Belgique et en Hollande leur aile gauche composée des meilleurs éléments motorisés. Ce fut uniquement grâce à cette manœuvre, qui désarticula l'aile gauche de l'armée alliée, que les panzers purent percer le centre gauche des Alliés en un mouvement rapide et profond, qui permit d'obtenir un résultat décisif. De plus, tandis que les divisions blindées filaient à toute vitesse vers la Manche, creusant une poche dans le front des Alliés, les troupes motorisées les suivaient de près pour former une ceinture défensive le long des parois de la poche. Ce procédé portait au maximum l'avantage tiré de l'emploi, réduit au minimum, des forces d'assaut et de l'aide apportée par la défense tactique aux opérations d'offensive. Car, si les Alliés avaient voulu réunir les tronçons de leur armée et sortir de l'étau, il leur aurait fallu, alors qu'ils étaient en état d'infériorité, prendre l'initiative d'attaquer. Une telle subtilité est la quintessence de la stratégie.

Le sort de l'aile gauche alliée, incapable de desserrer cette étreinte, fut bientôt accompli. Seul le tronçon qui fut évacué par mer à Dunkerque réussit à s'échapper, en abandonnant tout son matériel derrière lui. Il ne devait son salut qu'à l'ordre donné par Hitler de stopper l'avance foudroyante des panzers aux abords de Dunkerque. Les motifs de cet ordre sont développés plus loin. Cette aberration de Hitler ne devait pas avoir de conséquences immédiates. Après la destruction de son aile gauche, ce qui restait de l'armée alliée se trouvait trop affaibli pour défendre un front très étendu en France contre une puissante offensive, de sorte que son effondrement devenait logiquement prévisible avant toute nouvelle attaque allemande. En 1914, les Allemands avaient cherché à bousculer sur elles-

mêmes et à encercler les armées ennemies dans un large coup de filet ; mais cette tentative dépassa leurs moyens. En 1940, le commandement allemand concentra ses efforts sur une portion de l'armée alliée et réussit à l'isoler en la débordant ; ce procédé de grignotage permit, en fin de compte, d'engloutir l'armée entière.

Le problème qui restait ensuite à résoudre, insoluble autrefois pour Napoléon, resta insoluble pour le commandement allemand : la résistance acharnée de l'île britannique ne pouvait être vaincue que par une invasion de son territoire, faute de quoi elle menaçait de rester une continuelle épine dans le pied des conquérants. La préparation de la Wehrmacht envisageait des combats sur le continent et un déroulement moins rapide des événements. Entraînée dans une entreprise qui dépassait de beaucoup les prévisions, la Wehrmacht, après cette réussite, se trouva en face de problèmes inattendus, relatifs à une invasion de grande envergure au-delà des mers, aux techniques maritimes et aux équipements nécessaires à une telle opération.

Placé devant cette complication, mais encouragé par les succès foudroyants de la campagne continentale, Hitler céda à la tendance de l'évangile nazi : marcher sur les traces de Napoléon et répéter l'invasion de la Russie. Brauchitsch et Halder essayèrent de modérer son ambition de réussir là où Napoléon avait échoué ; mais la tâche leur était rendue d'autant plus difficile que leurs propres succès avaient été très grands. Loin de croire, comme les nazis, que la conquête de la Russie serait facile, ils avaient estimé que les forces de cette dernière atteignaient une grande puissance, et ils étaient enclins à juger préférable de l'attaquer sans lui laisser le temps d'accroître cette puissance.

Leur plan fut dressé selon les mêmes principes qu'en 1940 : pratiquer des percées aux points faibles des dispositifs ennemis, isolant ainsi d'importants éléments de l'Armée rouge, et les forcer ensuite à tenter des offensives pour se débarrasser du filet tendu autour d'eux. Ils désiraient anéantir les armées russes sans s'éloigner de leur propre frontière, voulant éviter à tout prix d'être attirés à l'intérieur de la Russie à la poursuite d'une armée encore forte, bien qu'en retraite. Les circonstances favorisèrent la première partie de ce dessein, car l'immense front, plus étendu qu'à l'ouest, offrait de grandes possibilités aux percées projetées ; mais, par ailleurs, l'arrière-pays ne comportait aucune barrière naturelle, comparable à la Manche, où l'ennemi pourrait être acculé après la rupture du front.

L'exécution de ce plan procura aux Allemands, servis par la confiance exagérée des dirigeants russes en leurs propres forces, une série de grandes victoires fragmentaires qui les amena près de la victoire totale. Les profondes percées des blindés isolèrent des éléments importants de l'armée russe qui renfermaient une proportion inquiétante des troupes les mieux entraînées et les mieux équipées. Mais, dans la balance allemande, l'avantage provenant de la *longueur du front* avait moins de poids que le désavantage dû à la trop grande *profondeur du pays*, permettant aux Russes de se retirer pour éviter l'écrasement. À mesure que la campagne progressait, ce désavantage était de plus en plus marqué.

Un autre obstacle surgit alors : le nombre insuffisant de blindés indispensables à la réussite des offensives. En 1940, la victoire à l'Ouest avait été virtuellement décidée par les attaques des 10 divisions de panzers utilisées pour ouvrir la voie à la masse des 150 divisions ordinaires déployées par les Allemands. En 1941, le nombre de divisions de panzers utilisées pour l'invasion de la Russie fut porté à 21. Dans ce dessein, l'effectif des chars de chacune d'elles avait été réduit de moitié. Cet accroissement du nombre des divisions donnait une plus grande facilité de manœuvre, fort appréciable sur un front aussi étendu, tandis que la diminution de puissance de chacune d'elles ne tirait pas à conséquence, tout au moins au début de l'invasion. L'augmentation d'infanterie qui en résulta pour l'ensemble des divisions fut accueillie avec satisfaction par les orthodoxes, car elle permettait de disposer d'une plus grande proportion de troupes pour occuper les territoires conquis. Mais la diminution de puissance se fit sérieusement sentir par la suite, surtout quand les Allemands, à l'approche des grandes villes, rencontraient une défense plus concentrée.

Ce fut sur ces « récifs » que vint s'échouer la victoire escomptée par les Allemands. Plus ils approchaient de tels objectifs, plus la direction de leurs attaques devenait évidente et rendait les manœuvres de surprise difficiles. Devant ces proies alléchantes, Hitler abandonna l'instinct qui lui avait si longtemps servi pour entreprendre des mouvements stratégiques d'approche indirecte. Moscou devint pour lui un aimant aussi fatal qu'il l'avait été pour Napoléon.

Lorsque les armées allemandes manquèrent leur but, qui était de remporter une victoire décisive à l'ouest du Dniepr en détruisant les armées russes avant qu'elles puissent franchir le fleuve, Hitler resta d'abord

indécis, puis jeta temporairement ses armées vers le sud, en Ukraine. Après un encerclement spectaculaire des forces ennemies à Kiev, il retourna à son premier objectif. Malgré l'approche de l'automne, il décida de continuer en direction de Moscou, tout en maintenant sa marche dans le Sud à travers l'Ukraine vers le Caucase. Au début d'octobre, il joua son prestige sur un coup de dés et annonça le début de l'offensive finale contre Moscou.

Ce fut d'abord un brillant succès et, sous le commandement de Bock, les Allemands prirent 60 000 Russes dans un vaste coup de filet autour de Viasma. L'encerclement ne se termina qu'à la fin d'octobre, alors que l'hiver était déjà là. Résultat : les vainqueurs s'embourbèrent dans leur marche vers Moscou et perdirent ainsi les fruits de la victoire.

Quand Hitler réclama des efforts supplémentaires, Brauchitsch et Halder répondirent par une suggestion : que les armées replient leurs tentacules et s'établissent pour l'hiver sur une ligne fortifiée, où les soldats trouveraient un refuge à la fois contre les intempéries et contre l'ennemi. Mais Hitler ne voulait rien entendre sur le chapitre de la prudence. Un nouvel effort, très important, fut donc décidé pour novembre. L'évidence de l'objectif à atteindre, vers lequel convergeaient visiblement toutes les forces, aida les Russes à résoudre le problème de la concentration de réserves prêtes à stopper tout mouvement inquiétant. Brauchitsch ne resta responsable que nominalement du développement ultérieur de l'offensive entreprise sous les ordres de Hitler. Cette offensive échoua au début de décembre, et, simultanément, les Allemands évacuèrent Rostov, dans le Sud. Hitler annonça alors officiellement qu'il relevait Brauchitsch de ses fonctions. Il décidait désormais de « suivre ses intuitions personnelles » et de prendre en charge le Commandement suprême de l'armée allemande en plus du Commandement supérieur de l'ensemble des forces armées, qu'il avait assumé depuis le renvoi de Blomberg en 1938.

Brauchitsch eut la bonne fortune de disparaître au moment opportun. En effet, sa carrière militaire resta marquée des victoires les plus éclatantes de l'histoire moderne et uniquement flétrie par un échec qu'il avait non seulement prévu, mais contre lequel il avait mis son supérieur en garde. Son renvoi signifiait l'échec définitif des prétentions des généraux à trancher des questions de stratégie et de politique militaire. Depuis lors, le « caporal bohémien » devait imposer ses décisions aux généraux dans leur propre domaine. Leurs possibilités restaient limitées à des conseils ou des protestations. Les exécutants rétifs ne font pas de bon travail.

Dittmar me décrivit cette transformation dans un de nos entretiens : « Les campagnes de Pologne, de France et des Balkans et le premier stade des opérations en Russie furent dirigés par l'OKH ; il y eut peu d'ingérence de l'OKW. La bataille de Kiev fut la première occasion pour Hitler de prendre directement les choses en main. Il se justifia en insistant sur l'absolue nécessité de finir la campagne de Russie avant l'hiver. Depuis lors, l'OKW – c'est-à-dire Hitler – domina de plus en plus l'OKH. »

Dittmar poursuivit en me montrant l'effet d'une autre décision importante : « Hitler prescrivit que les attributions de l'OKH se limiteraient au front russe et que l'OKW assumerait la direction exclusive de tous les autres théâtres de guerre. Comme conséquence, il fut impossible à l'OKH de conserver une vue d'ensemble des opérations, et cette limitation la mit en état d'infériorité lorsqu'il s'agissait de discuter ou de souligner des erreurs commises en stratégie. La séparation des attributions et des pouvoirs entre l'OKW et l'OKH fut une grave faiblesse dans l'organisation allemande. J'entendis beaucoup parler de ce qui en résulta par Halder. Il traitait Hitler de mystique faisant peu de cas des règles de la stratégie ou même les négligeant totalement.

« Hitler disait et croyait que la raison et les connaissances sont quantités négligeables ; seules comptent la volonté de vaincre et la poursuite acharnée du but. La spéculation mystique tenait lieu des données temps et espace et du calcul minutieux de la comparaison entre ses propres forces et celles de l'ennemi. Toute liberté d'action était éliminée. Les commandants les plus élevés en grade étaient eux-mêmes soumis à une tutelle insupportable. »

Mais certains des plus brillants parmi les jeunes généraux considéraient que leurs aînés avaient commis des erreurs, particulièrement durant la période ayant immédiatement précédé la guerre, et se montraient particulièrement critiques à l'égard de Halder. Ils pensaient que, tout comme Brauchitsch, il n'avait pas fait preuve d'assez de résolution face à Hitler, et n'avait pas joué son rôle. Comme l'un d'entre eux le résuma : « Il est vrai que l'immense majorité des officiers allemands n'étaient que des "ouvriers spécialisés". Cela s'applique également aux officiers de l'État-Major qui, en raison de la reconstruction trop rapide de la Wehrmacht, n'avaient pu recevoir une formation en profondeur. Une bureaucratie opérative fut ainsi créée, dirigée par Halder, bureaucrate opératif en chef. Ce système produit généralement peu de grands soldats ou de personnalités remarquables. »

L’ancien système d’État-Major était conçu pour encourager l’initiative au sein de la corporation, mais également pour élargir la vision de ses membres. Il est ironique de constater que les puissances occidentales, lorsqu’elles imposèrent la dissolution du Grand État-Major général en 1919, afin d’éviter un retour de la guerre, avaient dissous un système qui aurait pu bien plus efficacement contrecarrer les plans d’un homme comme Hitler plutôt que l’organisme purement technique et dépolitisé qui le remplaça.

CHAPITRE 5

GUDERIAN – LE RESPONSABLE DES PREMIÈRES VICTOIRES

Durant la première année du conflit, les conquêtes de Hitler provoquèrent un changement considérable quoique temporaire des cartes de l'Europe. Leurs conséquences ont changé de manière permanente le cours de l'histoire mondiale. Ces bouleversements historiques étaient moins dus à Hitler qu'à Guderian – car il fut cet homme visionnaire qui créa les forces blindées allemandes, sut saisir les potentialités des pénétrations stratégiques profondes par des troupes rapides de ce genre, et les entraîna afin de mettre ses théories en pratique. Surtout, et comme cela n'arrive que très rarement dans l'histoire, le créateur fut également un exécutant décisif. Car c'est Guderian qui perça à Sedan et dirigea ensuite la poussée des chars vers les côtes de la Manche et la frontière suisse, qui provoqua l'effondrement de la France.

Il est douteux que des coups aussi décisifs auraient pu être portés sans Guderian. Si Hitler avait la vision nécessaire pour apprécier la valeur de cette nouvelle technique militaire, il la maîtrisait bien moins que Guderian. Surtout, ni l'État-Major général allemand en tant qu'institution ni les généraux les plus haut gradés n'envisageaient ses possibilités révolutionnaires.

Durant les années qui précédèrent la guerre, l'État-Major général se montra plus concerné par l'amélioration de l'armée selon des lignes traditionnelles que par les potentialités des forces blindées et leur emploi. Guderian dut mener une lutte féroce pour développer son « nouveau modèle » et rencontra une résistance similaire, mais moins prolongée, que ses premiers défenseurs avaient rencontré en Grande-Bretagne. Lorsqu'il adopta l'idée que de telles forces rapides devaient être utilisées pour des

attaques stratégiques en profondeur – ce qui signifiait marcher très en avant de la masse des armées – les officiers supérieurs firent part de leurs sérieuses réserves. Comme leurs homologues en Grande-Bretagne et en France, leurs esprits demeuraient fixés sur les dangers au lieu des potentialités décisives de telles attaques.

Même après l'écrasement rapide de la Pologne, cette vision négative continua de prédominer au sein de l'État-major général. Elle se manifesta dans son opposition à s'embarquer dans une offensive vers l'ouest. Comptant les effectifs à la manière habituelle, aucun des membres de l'État-Major général ne croyait que l'armée allemande était capable d'obtenir des résultats décisifs. Leur vision se serait certainement avérée correcte *si* les méthodes orthodoxes qui prévalaient avaient été mises en pratique. Lors de la conférence sur le plan d'offensive, ils insistèrent pour que les éléments de pointe de Guderian, formés de divisions blindées, après leur traversée des Ardennes, attendent sur les rives de la Meuse l'arrivée de l'infanterie. Ils considéraient qu'un franchissement de la rivière ne serait possible que neuf ou dix jours après le début de l'offensive. Dans ce cas de figure, le haut commandement français aurait eu le temps, et largement, de redéployer ses forces et de déplacer ses réserves sur ce point pour empêcher tout franchissement.

Mais Guderian força le passage le jour même de son arrivée sur la Meuse, quatre jours après le début de l'offensive. Ensuite, et malgré les constantes gesticulations du haut commandement, il s'enfonça de plus de 200 kilomètres sur les arrières des armées alliées afin de couper leurs lignes de ravitaillement. Le onzième jour de l'offensive, il atteignait les côtes de la Manche, coupant l'aile gauche des armées alliées. Cette frappe fulgurante décida presque à elle seule de l'issue de la guerre.

Même Hitler, qui avait pourtant soutenu l'audacieux mouvement de Guderian malgré les doutes exprimés par ses principaux conseillers militaires, fut abasourdi par l'audace de Guderian. Si Hitler ne lui avait finalement pas ordonné de s'arrêter, Guderian aurait empêché l'armée britannique de réembarquer à Dunkerque. Cette intervention eut des conséquences importantes sur l'issue de la guerre, bien qu'elle n'en ait pas changé le cours sur l'instant. Car les armées françaises ne se remirent jamais du premier coup porté et de la perte complète de leur aile gauche. Ce fut ensuite la percée rapide par Guderian de l'Aisne jusqu'à la frontière

suisse qui porta le coup décisif en provoquant l'effondrement total du reste de l'armée et la chute de la France elle-même.

Heinz Guderian était né à Kulm, le 17 juin 1888. Il était l'aîné des deux fils de Friedrich et Clara Guderian – leur nom, non germanique, serait une déformation du nom du village hollandais de Gouderjan, situé sur une île proche de l'embouchure du Rhin. Son père était alors officier dans un bataillon de chasseurs (« jägers ») de Poméranie et, à son entrée dans l'armée, Guderian fut quant à lui nommé dans un bataillon hanovrien de la même arme : celle de l'infanterie légère. Ces unités défilent et paradent à un pas plus rapide que le reste de l'infanterie, afin de rappeler constamment leur tradition de plus grande mobilité. Il est significatif que les trois premiers prophètes de la guerre blindée, en Grande-Bretagne, aient été issus de régiments de « Rifles », équivalent des « Jägers » allemands, témoignage du stimulus subconscient d'une telle formation. L'expérience de l'impasse de la guerre des tranchées durant la Première Guerre mondiale leur fit prendre conscience, ainsi qu'à Guderian, de la nécessité de regagner de la mobilité par le biais de nouvelles tactiques et de nouveaux instruments.

Le traité de paix interdisait à l'Allemagne de posséder des chars, et il se déroula donc un certain temps avant que Guderian puisse acquérir une expérience directe de fonctionnement et de leur emploi. Il rassembla des connaissances en étudiant minutieusement les études parues sur le sujet. Évoquant devant moi ses progrès, il dit : « J'ai commencé à m'intéresser aux chars en 1922, lorsque je fus nommé à l'Inspektion der Kraftfahrtruppen (Inspection des troupes motorisées) au sein du ministère de la vieille Reichswehr. À partir de cette date, je commençai à étudier l'expérience des chars durant la Première Guerre mondiale et les progrès effectués après guerre par les armées étrangères, avec pour résultat ma nomination comme professeur de tactique d'emploi des blindés en 1928. Mon auditoire était composé d'officiers de toutes les armes, rassemblés au sein du Kraftfahr-Lehrstab (État-major d'instruction du transport motorisé) à Berlin, la "cellule-souche" de la Panzerschule. Durant les années qui suivirent, je développai en théorie l'organisation et les tactiques des troupes blindées et, en conséquence de ces études théoriques de l'emploi des chars, résolus d'établir des divisions de panzers si l'Allemagne pouvait se libérer. » Après avoir minutieusement étudié les écrits britanniques et français d'après guerre sur la guerre blindée, passée et future, il en vint à rejeter la doctrine française qui considérait les chars comme des auxiliaires

des attaques de l'infanterie et finit par se ranger derrière le credo alors défendu en Angleterre – les chars devaient être employés comme une arme à part, opérant de manière indépendante, redonnant vie au rôle décisif qu'avait pu jouer la cavalerie lors des siècles précédents. Cette conception plus révolutionnaire du rôle des chars convenait à l'esprit progressiste et dynamique de Guderian.

En 1930, non loin de Berlin, Guderian devint le commandant de la 3e Kraftfahr-Abteilung, un bataillon motorisé. Durant les deux années où il occupa ce poste, il fit d'une de ses compagnies une unité blindée de reconnaissance, d'une autre il fit une compagnie de chars et d'une troisième une compagnie antichars – avec des chars et des canons en bois. « Je développai les communications radio entre les chars avec de bons résultats. » Si l'échelle de ces expérimentations était plus limitée que celle des Forces blindées expérimentales formées trois ans auparavant par l'armée britannique, elles constituaient un début pratique sur des bases similaires. En octobre 1931, Guderian fut nommé chef d'état-major de l'Inspection des troupes motorisées, sous les ordres du général Lutz. « Mon supérieur partageait entièrement mes idées et les poussa avec vigueur. »

Un élan supplémentaire fut donné par l'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933. « En juin 1934, un commandement des Kraftfahr-Kampftruppen (troupes motorisées de combat) fut mis sur pied, qui reçut ensuite le titre de "Kommando des Panzertruppen". Je devins le chef d'état-major de ce commandement. Sous la direction du général Lutz, nous effectuâmes les premières manœuvres d'une division de panzers à Munsterlager en juillet 1935 – avec un succès complet. Conséquemment, le 1er octobre 1935, 3 divisions de panzers furent créées, la première à Weimar, la deuxième à Wurzburg et la troisième à Berlin. » Le commandement de la 1re division fut confié au lieutenant-général baron von Weichs, celui de la 3e au lieutenant-général Fessmen et la 2e fut confiée à Guderian, qui n'était alors que colonel.

Deux ans auparavant, le cabinet de guerre britannique avait enfin mis sur pied la première brigade blindée permanente – la première du genre dans le monde. À l'inverse de ce qui avait été entrepris en 1927-1928 avec la Force blindée expérimentale, le commandement de cette force fut confié à un expert dans l'emploi des chars, le général de brigade PCS Hobart, qui disposait à la fois d'une vision et d'un sens élevé de la mobilité. Il fit beaucoup pour développer les méthodes tactiques et le contrôle radio

nécessaire pour des opérations mobiles. Il saisit également l'occasion de mettre en pratique la théorie de la pénétration stratégique en profondeur – dont je m'étais fait le fervent avocat dix ans auparavant. Mais la majorité des vieux soldats considérait cette méthode avec suspicion et désapprobation, et le chef de l'État-Major général impérial, sir Archibald Montgomery-Massingberd, opposa son veto à la poursuite de telles pratiques lors des années qui suivirent. Plus encore, la transformation de cette première brigade de chars en une division blindée fut retardée de trois ans.

Cette démonstration fit une grande impression à l'étranger, particulièrement dans l'esprit très réceptif de Guderian. Peu avant la guerre, un officier bulgare, le colonel Khandyeff, fit le récit de la période où il avait été attaché militaire en Allemagne et avait assisté à l'entraînement des troupes de panzers de Guderian : « Sa foi dans les troupes blindées était telle qu'il ne ménageait pas ses efforts pour faire partager son enthousiasme à ses subordonnés. Il prenait sur ses propres deniers pour leur fournir des exemplaires de livres et de périodiques étrangers ainsi que pour louer les services d'un précepteur chargé de fournir des traductions grossières. » Khandyeff raconta également comment « chaque manœuvre » que j'avais décrite et que Hobart avait exécutée « fut copiée et mise en pratique – c'était comme la répétition d'une pièce de théâtre ». Il raconta également comment, « lorsqu'un expert adversaire des chars évoqua les limites des blindés » et cita les opinions des généraux britanniques critiquant la mise en pratique de ces nouvelles méthodes, « Guderian, irrité, le fit taire en lui répliquant : "C'est la vieille école, et déjà de l'histoire ancienne. Je place ma foi en Hobart, un homme neuf" ». Guderian me déclara que « le récit du colonel Khandyeff était correct. Il faisait référence à la période 1935-1936 lorsque je me trouvais à la tête de la 2e division de panzers à Wurzburg ».

Mais il s'avéra pourtant difficile de convertir le haut commandement allemand à cette conception nouvelle de l'emploi stratégique des forces blindées, effectuant seules des percées en profondeur. Malgré ses fortes convictions, Guderian devait se montrer prudent lorsqu'il proclamait son adhésion complète à ces méthodes. Cela concourut à laisser croire à certains de ses collègues qu'il n'avait finalement adopté ce point de vue qu'en 1939. Mais Manteuffel, dont il était très proche depuis 1936 et qui avait servi sous ses ordres, l'affirme : « Dès le départ, Guderian fut partisan de l'utilisation stratégique des panzers – une percée profonde dans les lignes ennemies,

sans se soucier des menaces possibles sur ses flancs étirés et exposés. C'est la raison pour laquelle il avait prévu de transporter tous les éléments de soutien des troupes blindées (infanterie, artillerie et génie) d'une manière similaire – c'est-à-dire sur des véhicules chenillés – et que les services logistiques (essence, munitions, nourriture) fussent incorporés comme des unités organiques des divisions blindées. Cela leur permettait d'accompagner et de suivre le corps blindé avant de fusionner avec lui – assurant à Guderian un ravitaillement complet pour trois à cinq jours.

« Il n'a pas, en certaines occasions, particulièrement insisté sur ce point – simplement parce que les vieux officiers ne pouvaient se faire à ces méthodes nouvelles et il a sans doute tenté de les présenter d'une manière plus acceptable. »

Cela démontre à quel point la résistance fut forte, même au sein de l'armée allemande, face aux nouvelles théories qui lui apportèrent la victoire. Guderian aimait à exprimer franchement son point de vue et trouvait difficile de devoir le dissimuler ou l'infléchir pour ne pas heurter une autorité supérieure. Il préférait instinctivement la vérité au tact. M. Nordhoff, directeur des usines Opel, raconta à l'un de mes amis danois ce qui se passa lorsqu'il fut invité, en compagnie d'autres représentants des fabricants automobiles, à une présentation des véhicules de l'armée quelques années avant le début de la guerre, alors que le général von Fritsch était commandant en chef. « À l'issue de la présentation, Guderian choqua tant les civils que les officiers présents en s'adressant directement à Fritsch et en lui déclarant qu'il considérait cette présentation comme un échec et que les véhicules étaient inadaptés à leur mission. Il conclut en affirmant : "Si l'on avait suivi mes conseils, nous disposerions aujourd'hui d'une véritable force blindée." »

Une partie des personnes présentes considéra les remarques de Guderian comme une manifestation d'une incroyable insubordination, particulièrement si l'on songe au grand nombre d'officiers supérieurs qui assistaient à la scène. Mais Guderian fut à son tour surpris de leur réaction, considérant qu'il n'avait fait là que maintenir la vieille tradition prussienne de « franchise absolue, fût-ce à l'égard du roi » – qui datait de Frédéric le Grand et s'était maintenue jusqu'au XX^{e} siècle.

Sa foi en cette tradition et dans le respect que ses supérieurs lui vouaient s'avéra justifiée pour un temps. Ils préférèrent également s'en remettre à des experts lorsqu'il s'agit de choisir les chefs de cette nouvelle arme – et

de ce point vue, il fut bien plus chanceux que ses collègues experts des chars en Grande-Bretagne. Car, dès 1938, Guderian fut nommé, grillant la politesse à de nombreux officiers supérieurs, à la tête du 16e corps d'armée, premier corps blindé de l'armée allemande. La date de sa nomination, le 4 février 1938, coïncide avec celle d'un changement bien plus grand et bien plus décisif au sein du haut commandement allemand – le renvoi simultané des généraux von Blomberg et von Fritsch. Rétrospectivement, Guderian évoqua ce jour comme le « jour noir de l'armée », mais d'un point de vue historique, il est clair que les perspectives de victoire rapide gagnèrent bien davantage par la nomination de Guderian à la tête d'un corps d'armée qu'elles ne perdirent avec le limogeage de ces deux officiers supérieurs.

Cet été-là, Guderian fut envisagé comme remplaçant du général Beck au poste de commandant de l'État-Major général. Cela provoqua des remous qui le handicapèrent plus tard. Car la manière dont sa candidature fut poussée par ceux qui le préféraient au conservateur Halder et les débats houleux qui en découlèrent laissèrent des traces. Elle accrut, chez ses adversaires, cette tendance à le présenter comme un « technicien », suggérant ainsi qu'il n'était pas qualifié pour le haut commandement. Ses opposants le décrivaient indistinctement comme « un soldat de l'École de guerre » – et le dirent si souvent que cette vue finit par prévaloir, comme je pus m'en rendre compte lors de mes discussions avec de nombreux généraux allemands. En réalité, Guderian était passé par l'Académie militaire en 1913. Bien que ses études aient été interrompues par le déclenchement de la guerre, il occupa plusieurs postes d'état-major durant la guerre et, en 1918, devint un membre de l'État-Major général. Après la guerre, il servit trois ans comme instructeur au sein du substitut de l'Académie, le collège d'État-Major, clandestinement implanté à Stettin. « J'étais donc au fait des techniques de l'État-Major général – mais également de ses limites. » Si Guderian n'était pas adapté au poste de chef de l'État-Major général, cela était dû davantage à son tempérament qu'à ses connaissances. Malgré cela, il semble qu'il eût été plus efficace à ce poste en 1938 que lorsqu'il y fut finalement nommé six ans plus tard.

En novembre 1938, il devint commandant en chef des forces mobiles – qui comprenaient les troupes motorisées et blindées – un poste qui lui permit de diriger les opérations dans ce domaine tout en servant d'inspecteur général de ces troupes. Durant les neuf mois qui précédèrent l'entrée en guerre, il poussa leur développement, mais ne fut pas à même

d'exercer une grande influence sur la modernisation de l'armée en général. Dans son domaine réservé, il put même constater que l'État-Major général était plus enclin à freiner ses efforts qu'à les soutenir. Évoquant cette période, Guderian remarqua : « Le feld-maréchal von Brauchitsch avait déjà fait montre de son intérêt pour les blindés avant la guerre – lorsqu'il était à la tête du 4e groupe d'armées à Leipzig, qui comprenait les troupes motorisées et mécanisées de l'armée. Il avait ses propres idées sur les opérations et les tactiques mécanisées – sans toutefois en saisir toute la portée. Il aimait à conduire lui-même sa voiture et ne rejetait donc pas la motorisation d'un bloc. À l'inverse, Halder était un officier routinier, de l'ancienne école. Il n'accomplissait que l'inévitable, rien de plus. Il n'aimait pas du tout les divisions de panzers. Dans son esprit, l'infanterie devait jouer le premier rôle, maintenant et pour toujours[14]. »

Lorsque la guerre débuta, Guderian profita de l'occasion pour revenir à un rôle de combattant et, lors de l'invasion de la Pologne, reçut le commandement d'un corps blindé au sein du « groupe d'armées Nord » de Bock. Mais le gros des chars était attribué au « groupe d'armées Sud » de Rundstedt, et Guderian ne disposa pour commencer que d'une seule division blindée. Cette division (la 3e) était commandée par Geyr von Schweppenburg, ancien attaché militaire en Angleterre de 1933 à 1937, et ancien supérieur de Guderian avant que celui-ci le supplante en étant nommé à la tête du 1er corps blindé allemand en 1938. Ces deux hommes au caractère et aux idées bien trempés furent rapidement à couteaux tirés et les frictions augmentèrent naturellement du fait qu'au début de la campagne de Pologne, Guderian ne disposait que d'une seule division blindée sur laquelle il concentrait toutes ses réflexions et son énergie. Dans de telles conditions, il lui était difficile de ne pas être tenté de s'immiscer dans la sphère d'influence de son général de division – Geyr von Schweppenburg lui conseilla alors fort abruptement de se mêler de ses affaires et de se concentrer sur ses fonctions de chef de corps. Après avoir percé le corridor polonais, Guderian reçut le renfort d'une nouvelle division blindée et, avec ses deux divisions, effectua une percée en profondeur de la Prusse-Orientale jusqu'à Brest-Litovsk, vers le sud et à travers ce qui restait des armées polonaises – un mouvement décisif, brillamment exécuté.

Après cet épisode, la plupart des soldats des blindés espéraient qu'il serait nommé à leur tête lors de l'offensive contre la France. Lorsque le commandement du principal « groupe de panzers », destiné à percer à

travers les Ardennes fut confié à Kleist, ils considérèrent que les préjugés de la vieille école triomphaient. Guderian fut toutefois placé à la tête du fer de lance de cette attaque – commandant un corps de trois divisions blindées. Il parvient, à sa tête, à obtenir une importante percée et put réaliser son rêve d'exploitation par une pénétration en profondeur qui coupa les communications des armées ennemies et entraîna une victoire décisive.

L'histoire de cette campagne spectaculaire est décrite dans les chapitres d'ouverture de la deuxième partie. Mais il est utile de citer ici son jugement sur deux de ses supérieurs directs – en plus de projeter un éclairage particulier sur Rundstedt et Kleist, il montre indirectement que lorsque Guderian avait des supérieurs bienveillants, il n'était pas le subordonné « difficile » que l'on dépeint si souvent. « Le feld-maréchal von Rundstedt était un esprit stratégique d'une grande finesse, sans doute un des meilleurs. Il préférait la cavalerie aux troupes blindées, mais il ne les frustra pas comme les autres. Son caractère chevaleresque rendait le service sous ses ordres très agréable. Quand bien même il ne partageait pas l'opinion de son subordonné, il en prenait bonne note et se montrait prêt à en discuter. Il exprimait ses vues avec franchise, même devant Hitler, qui appréciait sa droiture. Le feld-maréchal von Kleist était un caractère également noble. Au début de la guerre, il n'aimait pas du tout les panzers, mais au cours de la campagne il changea de point de vue et apprit à les utiliser de la meilleure des manières. »

Il semble que Rundstedt et Kleist savaient davantage s'y prendre avec les hommes que Guderian, laissant s'exprimer les opinions contradictoires – ils étaient en ce sens plus adaptés au haut commandement. De nombreux subordonnés de Guderian ont exprimé un tel avis devant moi, tout en ne cachant pas leur admiration pour lui. L'un d'eux, qui avait fait partie de son état-major, me déclara : « Il lui manquait la faculté psychologique de sentir et d'imposer ses vues de la manière qu'une "personnalité influente", comme un commandant en chef, se doit de posséder. » « Il n'était pas enclin à écouter calmement ses subordonnés ou ses semblables ni à les laisser finir ce qu'ils avaient à dire avant d'envoyer des ordres ou de faire connaître ses décisions – si leurs opinions différaient des siennes. C'était un cavalier, un "fonceur" particulièrement habile, mais il lui manquait l'esprit et la psychologie nécessaires à tout bon cavalier pour pénétrer l'esprit de sa "monture". Mais en tant qu'organisateur et expert de l'arme blindée, il était indispensable. »

Ces hommes, qui s'exprimaient ainsi avec franchise, étaient tous, il convient de le noter, issus de la cavalerie, et je n'ai jamais entendu formuler de telles critiques par des hommes issus de l'arme blindée. Guderian a dû subir tant d'obstructions de la part des tenants de la cavalerie qu'il était sans doute enclin à se montrer particulièrement cassant avec d'anciens officiers de cavalerie – comme Hobart au sein de l'armée britannique.

Surtout, une étude précise de la campagne de France fait clairement apparaître que l'exploitation en profondeur de la percée de Sedan – qui produisit un effet décisif – lui est imputable pour l'essentiel et qu'elle n'aurait pu être menée à son terme sans lui. Ses supérieurs, Hitler compris, suivaient sa progression avec appréhension et se demandaient s'ils ne devaient pas y mettre un terme – mais Guderian « avait le mors aux dents ». Il fut finalement entravé lors de son dernier mouvement, à Dunkerque, avec pour résultat l'évacuation de l'armée britannique par la mer, bien que l'« ordre d'arrêt » n'ait pas eu de conséquences immédiates sur le cours de la campagne de France.

L'immense reconnaissance dont il fait preuve à l'égard de Rundstedt démontre que malgré son impatience instinctive, il avait conscience des problèmes du haut commandement, et savait faire preuve d'une grande générosité d'esprit. Cette qualité transparaît dans les témoignages de bon nombre des hommes qui travaillèrent avec lui au développement de cette nouvelle arme et de cette nouvelle tactique. Elle transparaît également dans ses écrits, où il mentionne tout ce qu'il doit à la pensée militaire britannique, se décrivant lui-même comme un simple « disciple ». Rares sont les hommes ayant remporté d'aussi brillantes victoires grâce à l'application d'idées nouvelles, qui se montrent assez humbles pour rendre hommage à leur source d'inspiration – surtout lorsque cette source vient de l'étranger, et d'un pays ennemi qui plus est.

Guderian ne montra que peu d'amertume dans ses commentaires sur la campagne de Russie. Cela est d'autant plus remarquable que la plupart de ses semblables, y compris ceux qui ne faisaient pas partie de cette nouvelle arme blindée, considèrent que l'erreur la plus fatale commise en 1941 par le haut commandement fut de lui interdire de poursuivre son offensive vers Moscou, de la même manière qu'il avait poussé de manière décisive à l'ouest un an auparavant. Cet épisode est évoqué dans le chapitre 16.

Malgré son caractère impatient, il était devenu plus constant – et tout particulièrement dans ses relations avec ses subordonnés. À cet égard, le

témoignage de Geyr von Schweppenburg est significatif, surtout si l'on se remémore leur discorde ancienne. Évoquant la campagne de Russie, Geyr déclare : « Mon corps blindé faisait partie de son groupe blindé et je fus son fer de lance lors de l'offensive vers Moscou. Notre coopération fut exemplaire, grâce au tact et à la compétence du chef d'État-Major et à la sagesse bienveillante de Guderian. Durant six mois de durs combats quotidiens, il n'y eut pas une seule dispute. » Geyr insiste sur la façon dont Guderian « avait mûri dans ses méthodes de commandement ». Une opinion similaire est exprimée par d'autres qui servirent sous ses ordres durant la campagne de 1941.

Mais, alors qu'il démontrait chaque jour davantage ses capacités pour assurer un haut commandement, cette occasion lui fut refusée – en raison d'un conflit avec Hitler. Ironiquement, la dispute éclata lors d'une discussion où Guderian, si souvent critiqué pour sa trop grande audace, se faisait l'avocat de la prudence – tandis que Hitler, qui venait de laisser passer sa meilleure chance d'écraser la Russie en donnant un coup d'arrêt à l'offensive de Guderian, exigeait à présent une offensive hasardeuse, sur les arrières de Moscou, au beau milieu de l'hiver.

D'autres généraux m'ont fait le récit de cette dispute avant que Guderian me fasse le sien, qui est bien plus précis : « Le 20 décembre 1941, je me suis entretenu cinq heures durant avec Hitler dans son quartier général de Prusse-Orientale, afin de l'informer de la situation de la II^{e} armée blindée placée sous mon commandement. La mission confiée à cette armée était de contourner Moscou par le sud et le sud-ouest, puis de pousser vers Gorki (450 kilomètres derrière Moscou). Au vu de l'état des troupes et des contraintes logistiques, cette tâche ne pouvait être accomplie.

« J'ai tenté de convaincre Hitler de l'exactitude de mon rapport, sans succès. J'ai eu l'impression que les rapports venus du front lui parvenaient très déformés, et je lui ai suggéré de se débarrasser des officiers de son état-major opérationnel et de les remplacer par des officiers ayant une expérience récente du front. À l'issue de notre entretien, Hitler déclara à Keitel : "Je n'ai pas convaincu cet homme." Quelques jours plus tard, le feld-maréchal von Kluge, qui venait de succéder au feldmaréchal von Bock à la tête du groupe d'armées Centre me reprocha d'avoir désobéi aux ordres de Hitler, qui avait interdit la retraite de Toula vers la position de Sousha-Oka – une position à demi fortifiée qui aurait pu être facilement tenue malgré le froid extrême de cet hiver. Kluge avait tort – mais le rapport qu'il

fit à Hitler fut suffisant pour pousser ce dernier à me renvoyer dans mes foyers. Je fus relevé de mon commandement le 25 décembre 1941. » Un « cadeau de Noël » bien peu aimable pour un homme à qui Hitler devait tant de victoires. Il en paya le prix fort.

Guderian fut tenu à l'écart jusqu'en février 1943, lorsque Hitler le rappela, le nommant inspecteur général des forces blindées, afin de les réorganiser, voire de les ressusciter, après la désastreuse défaite allemande à Stalingrad. En juin 1943, les divisions de panzers étaient remises sur pied et rééquipées dans des proportions atteignant presque leurs effectifs d'origine – mais lors de l'offensive avortée de Koursk, sa dernière aventure, Hitler les dilapida en se privant ainsi de toute chance de pouvoir arrêter le rouleau compresseur soviétique. « Mon influence sur les opérations se limitait à des rapports occasionnels faits à Hitler, lorsque les mesures prises par l'État-Major général n'étaient pas en accord avec les possibilités de la guerre blindée – ce qui était régulièrement le cas. »

Un an plus tard, en juillet 1944, alors que les armées allemandes étaient chassées de Russie et que le front menaçait de s'effondrer, Hitler nomma Guderian à la tête de l'État-Major général. Cette dernière phase de la carrière de Guderian et le combat de l'Allemagne pour sa survie sont examinés dans le chapitre 7, où ils s'insèrent mieux dans le récit des événements.

Il convient toutefois de clore ce chapitre en mentionnant le bilan des qualités et de l'influence de Guderian tel qu'il me fut livré par deux militaires de premier plan qui servirent sous ses ordres et sont particulièrement qualifiés pour juger son œuvre. J'ai rencontré un certain nombre d'hommes qui l'admiraient au point qu'ils ne tarissaient pas de louanges à son égard et j'ai donc choisi de citer le verdict de deux hommes connus pour leur esprit critique.

Le premier est Geyr, qui parlait avec franchise de ses disputes avec Guderian. Son analyse fut aussi pertinente que, concise : « L'arme blindée allemande lui est redevable à 60 pour cent. Ambitieux, brave, soucieux de ses soldats qui l'aimaient et lui faisaient confiance, homme abrupt, prompt à se décider, strict avec les officiers ; une vraie personnalité et donc beaucoup d'ennemis. Cassant, même avec Hitler. En tant qu'instructeur – bon ; méthodique ; rafraîchissant. Si vous lui suggériez des idées révolutionnaires, dans 95 pour cent des cas, il vous répondait "oui" dans l'instant. »

Le second est Manteuffel, le plus brillant des jeunes officiers de blindés. Son verdict est le suivant : « *Ce fut Guderian* – et lui seul au départ – qui introduisit le char au sein de l'armée et son utilisation comme arme opérationnelle. Ce ne fut certainement pas l'État-Major général. Durant la période où je fus au ministère de la Guerre (à l'Inspection des forces blindées) j'ai soutenu Guderian dans son combat pour imposer l'utilisation de cette arme. *Au meilleur sens du mot, cette nouvelle arme porte le sceau de sa personnalité*. Les succès qu'elle remporta durant la guerre lui sont dus.

« Avant la guerre, il se trouvait bien isolé lorsqu'il insistait pour que les percées de chars soient suivies de pénétrations en profondeur, sans se soucier de l'exposition des flancs. Au cours d'innombrables déplacements et conférences, il parvint à instiller cette idée – même dans l'esprit des chefs de blindés.

« Si Guderian n'a pas toujours pu appliquer ses théories avec succès durant la guerre, cela est dû, pour l'essentiel, à la méfiance de tant d'officiers âgés qui ne connaissaient rien ou si peu aux chars.

« Il fut le créateur, le professeur et le maître de nos forces blindées – et j'insiste particulièrement sur le mot "maître". »

CHAPITRE 6

ROMMEL, HÉROS DU SOLEIL

À partir de 1941, le nom d'Erwin Rommel éclipsa celui de tous les autres généraux. Ses débuts furent des plus éclatants : de colonel, il passa feld-maréchal. C'était un « outsider » dans les deux sens du mot : il ne remplissait pas les conditions exigées pour occuper une place élevée au sein de l'État-Major général, et son activité fut longtemps limitée à un théâtre d'opérations hors de l'Europe.

Sa gloire fut volontairement favorisée non seulement par lui-même, mais par les calculs de Hitler. Celui-ci savait que la foule avait besoin, en temps de guerre, d'idolâtrer de prestigieuses figures de soldats. Il décida d'en choisir deux (deux seulement), dont il pouvait en toute sécurité faire des héros populaires : « Un au soleil, un dans la neige. » Rommel, en Afrique, serait le héros du soleil, et Dietl, en Finlande, celui de la neige.

Leur zone d'action à tous deux était de second plan, et Hitler pouvait se réserver le milieu de la scène et les feux de la rampe. Tous deux étaient de vigoureux combattants dont les qualités faisaient bien augurer des succès locaux, sans être du niveau intellectuel qui en aurait fait des concurrents dans la haute direction stratégique des opérations. Tous deux apparaissaient comme de loyaux instruments de Hitler. En fin de compte, plus que Dietl, Rommel accomplit de hauts faits justifiant ce choix, mais, par contre, il ne méritait pas la confiance de Hitler dans son loyalisme. Lorsque Rommel s'aperçut que la vie de Hitler était incompatible avec la vie de l'Allemagne, il choisit sa patrie, contre son protecteur.

Il est exact que Rommel dut beaucoup à la faveur de Hitler. Il faut ajouter à son honneur qu'il la méritait par sa personnalité forte et énergique, qui lui attira par la suite l'estime de ses adversaires britanniques, au point que sa gloire dépassa de beaucoup ce que Hitler avait pu prévoir.

Jeune officier, Rommel s'était fait particulièrement remarquer, au cours de la Première Guerre, en recevant la plus haute décoration allemande « Pour le mérite », après l'offensive de Caporetto contre les Italiens, en 1917. Mais ses connaissances professionnelles ne semblaient pas à la taille de sa bravoure et il ne reçut qu'un poste inférieur dans l'armée d'après-guerre. On n'envisageait pas de l'intégrer dans la sélection du futur État-Major général. Lorsque Rommel devint célèbre, afin d'associer sa gloire à celle du Parti, la propagande nazie inventa une légende selon laquelle il aurait commandé des troupes de choc au cours de l'entre-deux-guerres.

La chance commença à sourire à Rommel grâce à ses talents de professeur et d'écrivain militaire. De 1929 à 1933, il fut instructeur à l'École d'infanterie de Dresde. Il était doté d'un remarquable talent d'orateur, illustrait ses conférences par des exemples généralement issus de ses expériences de la guerre, parvenant ainsi à rendre l'atmosphère des combats et l'importance de l'initiative. Il avait également un talent certain pour le dessin de cartes schématiques mettant en lumière les points essentiels. Il finit par regrouper ses cours dans un ouvrage sur les tactiques de l'infanterie qui, publié en 1937, fut un beau succès de librairie en Allemagne et dans d'autres pays. Il attira l'attention de Hitler, friand de littérature militaire, qui le nomma à la tête du bataillon de sécurité chargé de l'accompagner lors de son entrée dans les Sudètes.

Lorsque la guerre éclata, il fut nommé commandant du quartier général particulier du Führer, ce qui lui fournit naturellement des occasions favorables. Après la campagne de Pologne, Rommel demanda à Hitler et obtint de lui le commandement d'une division blindée. C'était là une preuve caractéristique de l'esprit d'opportunité de Rommel et de son agilité à saisir les occasions. En effet, avant 1939, sa conviction de la supériorité de l'infanterie était telle qu'il était tout à fait opposé à l'avènement des chars. La lumière se fit pour lui sur la route de Varsovie, et il fut prompt à « se laisser guider par son éclat ».

Nommé commandant de la 7e division de panzers, il la conduisit dans l'offensive de l'Ouest, où elle joua un rôle brillant dans la percée sur la Meuse et la ruée vers la Manche. Ensuite elle traversa le front français sur la Somme, entre Abbeville et Amiens, et conduisit la poussée vers la Seine, près de Rouen. Cet exploit glorieux fut paré plus tard de tout l'éclat de la publicité, et la division de Rommel reçut rétrospectivement le nom de « division fantôme ».

Au début de 1941, lorsque Hitler décida d'envoyer un corps expéditionnaire blindé et motorisé pour aider ses alliés italiens à envahir l'Égypte, il nomma Rommel à la tête de l'« armée d'Afrique ». À son arrivée à Tripoli, l'armée italienne décimée avait été rejetée au-delà de la frontière. Rommel ne se laissa pas abattre par cette désastreuse situation. Connaissant l'effectif réduit de l'armée britannique victorieuse et supposant qu'elle était à la limite de ses forces, il lança aussitôt une fraction de son armée à l'attaque. Peu versé dans le maniement des chars, il possédait cependant un sens aigu de la mobilité et l'instinct de la surprise. Il fondit sur les Britanniques dispersés et dont les chars étaient, pour la plupart, immobilisés par des avaries. La rapidité de son action et l'utilisation de nuages de poussière ajoutèrent au succès de l'offensive. Les Britanniques furent chassés de la Cyrénaïque et rejetés au-delà de la frontière égyptienne.

Au cours des dix-huit mois suivants, la renommée de Rommel ne cessa de croître, grâce à la façon dont il déjoua la série d'offensives britanniques et surtout aux foudroyantes ripostes qui démentaient chaque fois l'annonce prématurée de sa destruction. Les troupes de la VIII^{e} armée britannique en vinrent à concevoir plus d'estime pour Rommel que pour leurs propres chefs ; ses apparitions soudaines, tel un diable à ressort, les amusaient tellement qu'à leur admiration se mêla une sorte d'affection. Rommel atteignit le summum de sa gloire en 1942 lorsqu'il tailla en pièces la VIII^{e} armée entre Gazala et Tobrouk et en poursuivit les tronçons en retraite à travers le désert, jusqu'aux abords du delta du Nil.

Le général Auchinleck, commandant en chef britannique du Moyen-Orient, intervint à ce moment critique, prit personnellement en charge les débris de la VIII^{e} armée et regroupa les troupes démoralisées pour résister coûte que coûte sur la position d'El Alamein. Les troupes de Rommel, fatiguées et à court d'approvisionnement après leur longue poursuite, furent repoussées après deux tentatives d'attaque. Cette défaite porta un coup fatal aux projets de l'envahisseur.

Rommel, convaincu en apparence de la possibilité d'un succès pour sa troisième tentative, sentait cependant l'espoir l'abandonner. Pour reconstituer ses approvisionnements, il perdit un temps précieux mis à profit par les Britanniques pour recevoir des renforts d'Angleterre et apporter des modifications dans le commandement. Churchill désirait que l'armée britannique passe à l'offensive dès l'arrivée des renforts. Auchinleck, plus avisé, conseillait d'attendre que les hommes s'adaptent à

la vie du désert. Par la suite, Auchinleck fut remplacé par Alexander comme commandant en chef, et Montgomery prit la tête de la VIII^{e} armée. Rommel frappa le premier à la fin d'août et fut de nouveau repoussé. L'initiative passa aux mains de son adversaire. Après une longue pause destinée à parfaire les préparatifs – pause plus longue que celle demandée par Auchinleck –, Montgomery lança une attaque la dernière semaine d'octobre, assuré qu'il était d'une supériorité formidable en aviation, chars et artillerie. Même dans ces conditions, la bataille fut acharnée et dura une semaine, car toute manœuvre de débordement de l'ennemi par les côtés était impossible. La disparition en Méditerranée de leurs pétroliers, coulés par les sous-marins britanniques, laissait les forces allemandes, par ailleurs beaucoup trop étirées, dans une position critique. Cette infériorité provoqua l'effondrement des éléments avancés. Dès lors, les Allemands étaient incapables d'opposer une résistance sérieuse avant de s'être repliés à l'extrémité ouest de la Libye, à plus de 1 600 kilomètres en arrière.

Rommel reçut personnellement un coup terrible après l'échec de ses offensives du mois d'août. La déception l'ébranla si profondément que son découragement diminua sa résistance physique. Il fut obligé de prendre un congé de maladie pour aller soigner à Vienne des plaies dues au séjour dans le désert. Lorsqu'il apprit l'offensive de Montgomery, il insista pour revenir immédiatement en Afrique par avion, sans écouter les remontrances des médecins ; mais sa santé n'était pas suffisamment rétablie pour qu'il puisse se montrer, dans les mois qui suivirent, à la hauteur de sa réputation. Il conduisit si habilement la longue retraite qu'il réussit à éviter toutes les tentatives d'encerclement de Montgomery ; mais, par contre, il ne saisit pas les occasions de porter des coups d'arrêt à l'ennemi. En outre, il faut sans doute imputer à sa déficience physique la grave erreur qu'il commit dans la bataille de la ligne Mareth qui, en ouvrant à Montgomery le chemin de la Tunisie, prépara l'effondrement total de l'armée d'Afrique. Rommel quitta l'Afrique en mars pour continuer son traitement, plus d'un mois avant le désastre. Hitler estimait indispensable de garder intact le prestige de Rommel, en prévision d'un autre poste à lui confier ultérieurement.

Après Alamein, on a eu tendance à parler de la « légende de Rommel », en suggérant par là que sa réputation avait été exagérée. Un tel dénigrement accompagne souvent les vicissitudes de la fortune ; il s'y ajoutait, dans ce cas, une raison plus profonde. Avant l'apparition de Montgomery, la VIII^{e} armée considérait Rommel comme un héros ; l'importance de sa

popularité auprès des soldats se manifestait par l'emploi de l'expression « c'est du Rommel ! » pour qualifier un exploit particulièrement réussi. Cette admiration comportait un danger subtil pour le moral des troupes et, quand Montgomery prit le commandement, la propagande britannique s'efforça d'éteindre la « légende Rommel » et de créer une contre-légende sur « Monty ».

Cette publicité répandit graduellement l'idée que la réputation de Rommel était surfaite. Quant à Montgomery, il manifestait clairement son opinion personnelle par la collection de photographies de Rommel épinglées près de son bureau ; cependant il remarqua plus tard que Rundstedt lui paraissait le plus formidable adversaire des deux. Il faut se souvenir que Montgomery ne rencontra jamais Rommel dans sa meilleure forme. Quand ils se mesurèrent dans la bataille, Rommel était non seulement affaibli par la maladie, mais encore paralysé par une infériorité numérique sensible et par le manque d'essence.

Les victoires de Rommel sont d'autant plus remarquables qu'il les a remportées avec des forces inférieures et sans posséder la maîtrise de l'air. Des deux côtés, aucun autre général ne remporta de victoires dans de telles conditions, à l'exception, au début, des chefs britanniques sous le commandement de Wavell ; toutefois, il faut ajouter que les troupes battues étaient italiennes. Que Rommel ait fait des erreurs, c'est évident ; mais, lorsqu'on s'attaque à des forces supérieures, la moindre défaillance peut dégénérer en défaite, tandis que de nombreuses fautes peuvent être commises sans conséquences graves par des généraux avantagés par la supériorité de leurs forces.

Sa tendance à négliger le côté préparation méthodique de la stratégie et son manque de soin dans les détails constituaient ses défauts les plus marqués. Il était également incapable de transférer une part de son autorité à ses subordonnés immédiats, ce qui les irritait considérablement. Non seulement il essayait de tout faire par lui-même, mais il voulait se trouver partout à la fois, de sorte qu'il perdait souvent le contact avec son quartier général, et il fallait parfois aller à sa recherche jusque sur le champ de bataille, alors que son état-major attendait une décision urgente. Par contre, il avait le don de surgir au moment critique dans un secteur d'importance vitale et d'imprimer alors un élan décisif aux opérations. Il donnait aussi aux jeunes officiers énergiques, désireux de prouver leur valeur, une marge d'initiative beaucoup plus grande que n'en auraient octroyé des généraux

plus âgés. Résultat : il était adoré par les jeunes, sentiment partagé, d'ailleurs, par beaucoup de soldats italiens, qui voyaient en lui un contraste si frappant avec leurs propres officiers supérieurs, séniles et partisans avant tout de la sécurité.

Comme tacticien, Rommel excellait souvent dans la ruse et le bluff. Au cours de sa première attaque en Afrique, il lança ses chars si hardiment que beaucoup se perdirent dans le désert. Lorsqu'il atteignit la position principale britannique, il masqua habilement la faiblesse de ses effectifs en faisant lever un grand nuage de poussière par des camions et en créant ainsi l'illusion que ses tanks convergeaient de toutes parts. Il remporta un plein succès.

À sa grande audace, il ajoutait la subtilité. Il employa fréquemment dans ses batailles ses chars comme appâts pour attirer les chars britanniques dans des pièges garnis de canons antichars ; il combinait ainsi adroitement la défensive et l'offensive. Ces « tactiques à la Rommel » furent, par la suite, peu à peu adoptées par toutes les armées.

Quand il quitta l'Afrique, ses adversaires regrettèrent presque son départ, telle était la place qu'il avait réussi à prendre dans leur vie et leur imagination ! Cette popularité était en partie due à l'humanité avec laquelle il traitait les prisonniers britanniques ; en fait, le grand nombre de ceux qui réussirent à s'échapper et à revenir dans leurs lignes, après un contact personnel avec lui, suggèrent que ses sentiments chevaleresques n'étaient pas exempts d'habileté politique. La rapidité de ses manœuvres et ses retours foudroyants, après un simulacre de défaite, causaient une impression encore plus forte.

Comme stratège, ses défauts contrebalançaient gravement sa subtilité et son audace. Comme tacticien, ses qualités tendaient à éclipser ses défauts. Comme chef, à son mélange exceptionnel de puissance de commandement et d'énergie communicative s'ajoutait une humeur changeante qui provoquait chez lui des écarts violents, de l'exaltation à la dépression.

Au moment de l'attente de l'invasion anglo-américaine, en 1944, Rommel réapparut sur la côte de la Manche, en qualité de commandant d'un groupe d'armées. À ce poste, il était sous les ordres du feld-maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces de l'Ouest. Leurs vues différaient sur les moyens à employer pour lutter contre l'invasion et sur le lieu où il fallait l'attendre. Rundstedt recommandait la défense en profondeur, se fiant à l'efficacité d'une puissante contre-offensive

déclenchée après avoir laissé les envahisseurs s'enfoncer trop rapidement. Rommel, naturellement enclin à adopter cette méthode qu'il avait si souvent pratiquée en Afrique, ne la préconisait plus, instruit par l'expérience de son inefficacité devant un ennemi soutenu par une aviation plus puissante que celle dont il pouvait disposer. Son idée était de hâter la concentration immédiate de ses forces pour arrêter l'invasion avant qu'elle ne prenne solidement pied sur la terre ferme. Rundstedt pensait que la poussée principale aurait lieu par la route la plus directe, au passage le plus étroit de la Manche, entre la Somme et Calais, tandis que Rommel considérait plutôt les possibilités d'une invasion à l'ouest de la Normandie, entre Caen et Cherbourg. Sur ce point, il était d'accord avec Hitler.

Les prévisions de Rommel (et de Hitler) furent justifiées. De plus, nous avons la preuve qu'il employa énergiquement les quatre derniers mois à consolider les défenses côtières en Normandie, négligées auparavant au profit de celles du Pas-de-Calais. Ses efforts, heureusement pour les Alliés, furent entravés par le manque de matériaux, de sorte que la mise en place des obstacles sous-marins et l'établissement des fortifications côtières étaient loin d'être terminés au moment voulu. En ce qui concernait la méthode à appliquer au moment de l'invasion, les Alliés, surtout les chefs militaires, approuvaient généralement l'idée de Rundstedt de garder d'abord les réserves pour les lancer ensuite dans une attaque massive au moment choisi. Ils ajoutaient que Rommel gâcha cette manœuvre en utilisant ses troupes pour bloquer les Anglais à l'intérieur de leur tête de pont de Normandie. Les généraux allemands, notamment ceux qui appartenaient à la « caste » de l'État-Major général, pensaient de même et considéraient Rommel comme étant à peine moins « amateur » que Hitler. Ils soutenaient également que Rommel n'avait pas pu acquérir, au cours de ses campagnes, une expérience comparable à celle qui avait été retirée de la campagne de Russie. Cette dernière avait démontré la nécessité de disposer les forces sur une grande profondeur.

Le plan de Rundstedt s'accordait certainement mieux avec les théories fondamentales de la stratégie. Mais, si l'on considère la puissance des armées alliées, soutenues par une aviation très supérieure, et la grande étendue du terrain qui leur permettait de manœuvrer, il semble fort douteux qu'une contre-offensive prévue par les Allemands aurait pu arrêter les armées d'invasion après une profonde pénétration en France. Dans la situation telle qu'elle se présentait, les Allemands ne pouvaient espérer

empêcher les Alliés de s'établir sur une tête de pont assez importante pour leur permettre de se créer une forte position de ce côté-ci de la Manche. Il s'en fallut de peu que Rommel ne réalisât cet espoir dès les premiers jours et il faut rechercher les raisons de son échec final non dans ses erreurs, mais dans l'arrivée tardive des renforts venant du Pas-de-Calais. La faute de ce retard incombait au haut commandement qui ne voyait dans l'opération de Normandie qu'un prélude à des débarquements massifs entre Le Havre et Calais. De plus, Rommel manquait de réserves générales à l'Ouest. Rundstedt voulait en créer en dégarnissant la zone Sud de la France, mais Hitler refusait de laisser prendre une pareille mesure.

Le résultat de ces faiblesses devint néfaste lorsque Hitler interdit toute retraite en Normandie, alors que l'impossibilité d'endiguer le flot des envahisseurs était évidente pour Rundstedt et Rommel. Une retraite effectuée à temps aurait permis aux forces allemandes de résister d'abord sur la Seine et ensuite plus longtemps encore sur leurs frontières. Mais Hitler refusait d'entendre parler de retraite générale et interdisait aux chefs se trouvant sur le front de l'Ouest de prendre sans son autorisation l'initiative d'une retraite localisée même limitée à quelques kilomètres. Les divisions furent donc obligées de s'accrocher jusqu'à ce qu'elles soient taillées en pièces ; cette rigidité eut pour résultat de provoquer, à la fin, des mouvements de retraite beaucoup plus importants que ceux proposés par Rundstedt et Rommel.

Ces derniers avaient un point commun qui les rapprochait : leur opinion sur la politique décourageante de Hitler. À la fin de juin, sur leur pressante demande, Hitler vint en France. Ce fut sa seule visite au front de l'Ouest en 1944. Ils le rencontrèrent à Soissons. Le Führer refusa d'autoriser une retraite, même préméditée, qui leur aurait permis de s'installer derrière l'Orne et de préparer une contre-offensive de blindés. La semaine suivante, la tension empira sur le front. Rundstedt observa alors crûment qu'il était inutile de continuer la lutte et qu'il fallait terminer la guerre. Hitler, irrité par ses propos, décida d'essayer un changement dans le haut commandement et désigna pour remplacer Rundstedt le plus qualifié de ses généraux du front de l'Est : le feld-maréchal von Kluge.

Il est significatif que Hitler ait visé au-dessus de Rommel sans le déplacer. L'attitude de ce dernier à Soissons lui avait déplu. De son côté, Rommel avait notablement modifié son opinion sur Hitler. Il avait confié à quelques-uns des chefs placés sous ses ordres que le seul espoir de

l'Allemagne était maintenant de se débarrasser de Hitler aussi vite que possible et d'entamer ensuite des négociations de paix. Il est certain que, même s'il n'en faisait pas partie, il était au moins au courant du complot qui devait se terminer par l'attentat manqué contre Hitler le 20 juillet 1944.

Trois jours auparavant, Rommel, en voiture sur une route proche du front, fut attaqué par deux chasseurs alliés volant en rase-mottes. Sa voiture fut renversée et il se fractura le crâne dans sa chute. Le lieu de cet accident était le village bien nommé de Sainte-Foy-de-Montgommery. On l'emmena à l'hôpital à Paris ; lorsqu'il fut convalescent, il rentra chez lui, à Ulm. À ce moment-là, la Gestapo avait terminé son enquête sur le complot contre Hitler. Deux généraux se rendirent chez Rommel et l'emmenèrent en voiture. Ils lui firent part d'un message de Hitler lui donnant le choix entre absorber du poison ou venir à Berlin subir un interrogatoire. Il choisit le poison. On annonça qu'il était mort des suites de son accident et on lui fit des funérailles nationales.

Ainsi se termina la carrière d'un soldat qui, malgré ses défauts lorsqu'il s'agissait de haute stratégie et de détails d'organisation, était doué d'un réel génie au point de vue tactique et de dynamisme dans sa puissance d'exécution. Son flair infaillible lui désignait sûrement le moment et le point critique. Exaspérant pour son état-major, il était adoré par la troupe.

CHAPITRE 7

HÉROS DANS L'OMBRE

Au chapitre 4, nous avons retracé le déroulement de la guerre du côté allemand jusqu'à la fin de 1941. Au chapitre dernier, après avoir suivi Rommel en Afrique, nous revenons avec lui sur le front de l'Ouest lors de la reprise des opérations décisives de l'été 1944. Mais cela laisse une lacune dans la suite du récit ; avant d'en arriver à la phase dernière il est préférable de reprendre le fil des événements en Europe depuis la fin de 1941 et de combler ce vide. Pour éviter d'anticiper sur le récit détaillé donné dans la troisième partie, ce chapitre intermédiaire se bornera à indiquer brièvement les faits principaux, toujours du point de vue des chefs militaires intéressés.

Le dernier effort de Halder

En 1942, les opérations en Russie furent conduites par le général Franz Halder, chef de l'État-Major général, soumis à de strictes directives de Hitler. Halder avait le don de la stratégie, et ses plans antérieurs, couronnés de succès, étaient réellement conçus par lui et non inspirés par de brillants subordonnés restés dans les coulisses. L'OKH, qu'il dirigea après le déplacement de Brauchitsch, fut, dès qu'il en prit charge, rigoureusement soumis au contrôle de l'OKW, ironiquement appelé le « bureau militaire du caporal Hitler ».

Halder regrettait beaucoup, dans cette situation difficile, le soutien que lui avait apporté l'autorité de Brauchitsch. La discussion avec le commandant en chef de la Wehrmacht était plus facile quand le commandant en chef de l'armée était là comme soutien. Quel obstacle que les deux réunis en une seule personne, surtout quand cette dernière possédait le caractère de Hitler ! Peu de divergences de vues se présentaient entre Brauchitsch et Halder, et il régnait entre eux une harmonie rarement

observée dans les quartiers généraux. D'après le témoignage des chefs qui les connaissaient, ces deux hommes travaillaient dans un accord tel qu'il devenait difficile, malgré la tendance dominatrice décelable chez Halder, de distinguer leurs fonctions ou leur influence respective. « Ce que Halder combinait, Brauchitsch le présentait à Hitler. Halder ne vit jamais Hitler sans s'assurer de la présence et du soutien de Brauchitsch. » Mais, par la suite, Halder dut livrer ses batailles tout seul.

La campagne de l'été 1942 débuta par de brillants succès et fut un flagrant témoignage de l'organisation magistrale de Halder. Une temporisation habile dans l'ouverture de la campagne sur le front principal, combinée à une attaque foudroyante contre la péninsule de Crimée, incitèrent les Russes à prendre l'initiative en lançant une offensive contre Kharkov. Ayant laissé les armées russes s'enfoncer profondément au sud, les Allemands lancèrent leur offensive principale le long du front russe et trouvèrent le chemin libre pour descendre le corridor creusé entre le Don et le Donets. Après avoir franchi le Don inférieur, la poussée allemande fut scindée par Hitler. Le projet d'avance dans le Caucase en vue d'occuper les sources de pétrole fut sacrifié au désir de Hitler de racheter l'échec subi devant Stalingrad au cours de l'action dont l'objectif, secondaire à l'origine, était de couvrir le flanc de la poussée en direction du Caucase. Pis encore, Hitler fut aussi fortement hypnotisé par Stalingrad que, l'année précédente, par Moscou. Le nom même de la ville lui apparaissait comme un défi. Une fois de plus, son choix d'un objectif précis permit aux Russes de concentrer leurs réserves et de lui résister. Halder demanda l'arrêt de l'offensive dès que l'affaiblissement de celle-ci fut certain. À la fin de septembre, Hitler, de plus en plus irrité par ses objections, répondit à son malencontreux conseil en le renvoyant.

Zeitzler

Halder fut remplacé par Kurt Zeitzler, précédemment chef d'état-major à l'Ouest. Peu au courant de la situation à l'Est, placé au poste de commandement dans un moment critique, Zeitzler trouva difficile de critiquer les directives de Hitler sur ce front.

Beaucoup plus jeune que Halder, Zeitzler n'était, avant la guerre, que colonel commandant un régiment d'infanterie. Il devint ensuite chef d'état-major de l'armée de panzers de Kleist. Il fut l'auteur de la solution apportée au problème du ravitaillement des blindés dans les déplacements rapides ou

à longue distance. Capable et énergique, il représentait par excellence le type idéal des chefs nazis, celui de l'« homme d'action », contrastant en cela avec Halder, le « penseur » mathématicien et botaniste aussi bien qu'écrivain militaire distingué.

Moins bon stratège que son prédécesseur, Zeitzler représentait cependant un apport appréciable dans la préparation des mouvements stratégiques, car il concevait admirablement l'emploi des forces motorisées. Connu pour sa brillante organisation de la poussée des panzers à travers les Ardennes, puis à travers toute la France en 1940, il s'était surpassé dans la suite de manœuvres complexes de 1941 : les panzers de Kleist décrivirent d'abord un crochet à travers l'Ukraine pour bloquer la retraite de Boudienny, par le Bug et le Dniepr ; puis changèrent de direction et foncèrent vers le nord à la rencontre de Guderian pour compléter le vaste encerclement de Kiev ; puis reprirent la route du sud pour talonner l'arrière des troupes russes qui attaquaient la tête de pont allemande à Dniépropétrovsk, sur le Dniepr. Ayant provoqué l'effondrement des Russes dans ce secteur, elles continuèrent leur route vers le bassin du Donets pour isoler les troupes russes massées près de la mer d'Azov. Comme Kleist me le faisait remarquer, rendant un hommage sans restriction à son chef d'état-major, le plus grave problème consistait à maintenir la régularité de l'approvisionnement lorsqu'on « lançait ainsi les armées dans des espaces éloignés ».

La réussite de Zeitzler attira l'attention de Hitler, qui le convoqua pour une entrevue au début de 1942. L'impression de Hitler fut renforcée par le compte rendu que lui fit Zeitzler des mesures de sécurité improvisées à la 1re armée de panzers pour aider les hommes à supporter les premières rigueurs de l'hiver. Ce récit frappa beaucoup Hitler, persuadé que les militaires de carrière allemands, trop imbus de méthodes toutes faites, étaient incapables d'initiatives originales. Très peu de temps après, Zeitzler fut envoyé comme chef d'état-major dans l'Ouest pour réorganiser les systèmes défensifs. En septembre, après la tentative de débarquement allié à Dieppe, il fut rappelé dans l'Est, et Hitler lui annonça sa nomination à la fonction de chef de l'État-Major général. Quelle ascension vertigineuse pour un jeune général de brigade !

La préférence de Hitler pour les hommes jeunes qui comprenaient la guerre motorisée, ainsi que les succès de Zeitzler dans ce domaine, suffiraient à expliquer ce choix. Il avait un autre motif : en mettant un

général si jeune à la tête de l'OKH, Hitler espérait s'attirer une gratitude telle qu'elle oblitérerait la loyauté militaire de son protégé, ce qui lui permettait de se l'adjoindre comme satellite, à l'instar de Keitel et Jodl. En se débarrassant de Halder, Hitler espérait se délivrer des constantes objections émises par cet « apôtre turbulent » de l'ordre militaire établi.

Pendant un temps, Zeitzler fut grisé. Il donna son accord à la poursuite des attaques contre Stalingrad et à l'avance dans le Caucase au point d'engager si profondément les armées allemandes – ou plutôt ce qui en restait après tant de vains efforts – qu'il devenait impossible de les dégager.

Ses doutes sur la sagesse des décisions de Hitler prirent naissance lorsque ce dernier ordonna le maintien pendant l'hiver des positions avancées devant Stalingrad. Au moment où la contre-offensive russe se déclencha, il voulut immédiatement retirer l'armée de Paulus ; Hitler, furieux, refusa. Par la suite, les points de friction se multiplièrent, car, même après l'encerclement de l'armée de Paulus, Hitler refusa de l'autoriser à abandonner ses positions pour essayer de se frayer une sortie vers l'ouest. Zeitzler fut amené à offrir sa démission : elle ne fut pas acceptée par Hitler.

Après la reddition de l'armée de Stalingrad, Zeitzler réussit à persuader Hitler de l'autoriser à supprimer les deux saillants dangereux au nord, en face de Moscou et de Leningrad. Cette mesure améliora la situation et permit de garder ce front intact, malgré les assauts ultérieurs, tout en libérant des réserves pour d'autres secteurs. Par ailleurs, Hitler, ulcéré de ces retraites désastreuses, impossibles à dissimuler, devant les deux plus grandes villes de Russie, ne voulut rien entendre lorsqu'on discuta d'une retraite stratégique générale. Zeitzler ne manquait pas de courage en tenant tête à Hitler, seul, sans aucun appui, car Keitel et Jodl approuvaient toujours le Führer. Il se trouvait d'autant plus gêné pour combattre leur influence que leurs bureaux faisaient partie du quartier général de Hitler, alors que le sien était plus éloigné. Le fossé creusé entre eux n'était pas seulement une question de kilomètres, car Zeitzler se serait de toute façon attiré, par ses protestations répétées, la froideur de Hitler, qui se manifestait surtout au cours des conférences quotidiennes.

Tout cela concourait à augmenter l'influence du général Jodl, chef de l'état-major personnel de Hitler, placé, par conséquent, à la tête du contrôle exercé par Hitler lui-même sur les opérations. Jodl conserva ses fonctions pendant toute la guerre ; il n'aurait jamais duré si longtemps s'il n'avait

connu l'« art de conserver son poste » sans franchir les limites qu'on lui avait assignées. Il était un parfait sous-ordre. Zeitzler, au contraire, rejetait toute attitude servile ; impulsif, il s'emportait souvent au cours de ses discussions avec Hitler. Celui-ci hésitait à se séparer d'un homme qui excellait à ce point dans la connaissance des moyens motorisés et qui était apte à résoudre les problèmes du mouvement, ce que ne sauraient faire ni Keitel ni Jodl.

La carrière de Zeitzler se termina au début de juillet 1944, aussitôt après l'effondrement des armées sur le Dniepr supérieur. Il eut une entrevue particulière avec Hitler et le pressa d'ordonner le retrait du groupe d'armées du Nord en passe d'encerclement dans les États baltes. Hitler refusa. Les deux hommes se laissèrent emporter par la colère. Ayant vu refuser maintes fois sa démission, Zeitzler se fit porter malade, seul moyen de se soustraire aux responsabilités qu'il refusait de partager plus longtemps. Hitler se vengea en privant Zeitzler des diverses prérogatives de son rang et en donnant l'ordre humiliant de le rayer des cadres de l'armée, avec interdiction de porter l'uniforme.

Le dernier effort de Guderian

Pour occuper le poste de Zeitzler, Hitler fit appel à un homme plus âgé, depuis longtemps spécialiste des problèmes de chars : Guderian. Cette nomination heurta bien des membres de l'État-Major général, qui ne voyaient en Guderian qu'un maniaque de sa spécialité, fonçant dans la bataille comme un « taureau », dépourvu du sens stratégique et de l'équilibre indispensables à un chef d'État-Major général. Le choix prouvait la préférence instinctive de Hitler pour les idées révolutionnaires et son appréciation des services passés de Guderian[15]. Il semblait ainsi couronner la carrière de l'animateur des forces blindées et du pionnier de la série des victoires allemandes. En réalité, Hitler faisait une habile manœuvre spectaculaire destinée à tromper son monde.

En effet, Hitler s'était emparé depuis longtemps de la conduite de la guerre, faisant de l'OKH un simple instrument chargé de transmettre ses ordres au front de l'Est et de prendre les mesures de détails en vue de leur exécution. Même si Guderian avait possédé le caractère et l'expérience nécessaires à un chef d'État-Major général, Hitler ne lui aurait pas permis de remplir ce rôle. La situation était telle que Guderian fut doublement

paralysé dans ses efforts, par l'ambiance de méfiance professionnelle et par Hitler lui-même.

Ses subordonnés de l'État-Major général disaient de lui, avec une condescendance mêlée de rancune : « C'est un soldat de champ de bataille, non d'École de guerre. » Ils étaient à l'affût de chacune de ses erreurs. Si Hitler l'avait soutenu, il aurait surmonté cette résistance. Mais il ne tarda pas à se trouver, comme les autres, en conflit avec lui. Il entra en fonctions à une époque malheureuse pour deux motifs : c'était juste après l'attentat du 20 juillet et au moment où les forces de l'Allemagne déclinaient. La méfiance de Hitler était alors telle qu'il considérait toutes les contradictions comme un symptôme de trahison. Parmi les plus jeunes officiers, quelques-uns pouvaient désarmer ses soupçons et discuter avec lui jusqu'à un certain point, mais Guderian ne savait pas s'y prendre.

Guderian vieillissait et perdait sa vitalité d'antan. Il s'était beaucoup usé à combattre les incrédules et les critiques. L'année passée en disponibilité ne fut pas une année de repos, mais une longue suite de lamentations sur les erreurs irréparables auxquelles il assistait. Fin 1943, il faillit mourir d'une attaque cardiaque. Si son rappel servit de stimulant, les conditions désastreuses de ce second exercice de commandement en chef aggravèrent encore la pression, les frustrations répétées mettant à mal sa patience – comme on l'observe souvent chez des hommes de cette trempe. Il souffrait d'autres handicaps. Un jeune général qui l'avait beaucoup fréquenté et l'admirait intensément comme général de panzers, déclara : « Un soldat dans une position clé doit savoir penser et agir en politique. Je ne pense pas que Guderian avait un tel regard, et il manquait d'ouverture lorsqu'il se retrouvait confronté à des problématiques politiques. »

Néanmoins, cet apôtre d'un nouvel évangile offensif semble avoir aperçu plus clairement que son maître les besoins opportuns de la défensive. Au début de 1944, alors qu'il était encore inspecteur général des panzers, il avait conseillé à Hitler de faire une retraite stratégique à l'est et de préparer à cet effet une forte ligne de défense à l'arrière, sur la frontière de 1940. Quand il devint chef de l'État-Major général, la partie nord du front, située dans les marais du Pripet, venait de s'effondrer, mais la poussée russe se trouvait justement contenue sur une ligne située un peu en arrière de celle qu'il avait indiquée. Une vingtaine de divisions avaient été décimées ou avaient abandonné leur équipement dans la retraite brusquée, après l'effondrement, et on ne réussit à colmater la brèche qu'avec les

divisions ramenées en hâte de Roumanie. Le front, affaibli dans ce dernier secteur par un tel prélèvement, ne tarda pas à s'effondrer à son tour, aidé dans sa chute par la volte-face rapide de la Roumanie. Les Russes trouvèrent la route libre pour menacer l'Europe centrale par une large attaque de flanc menée à travers les Carpates.

En automne, les efforts de Guderian pour consolider la nouvelle ligne couvrant la Prusse-Orientale et la Pologne centrale furent gênés non seulement par le drainage de réserves employées à étayer les troupes hongroises, mais par le désir de Hitler de tenter une autre offensive à l'ouest. Toutes les réserves possibles furent récupérées dans le fol espoir d'acculer les Britanniques à un « nouveau Dunkerque » après une offensive de flanc à travers les Ardennes. Cependant, même à cet ultime moment, Hitler refusa de reconnaître la nécessité de retirer des troupes des États baltes, des Balkans et d'Italie pour former les réserves du front principal à l'est.

Après l'échec de l'offensive des Ardennes, Hitler résistait encore aux arguments de Guderian. Il ne fît envoyer à l'est que de faibles renforts, malgré les avertissements de Guderian sur l'imminence d'une offensive russe contre un front allemand trop faible. Pis encore : cette maigre arrivée de renforts fut rendue inopérante par l'ordre de Hitler d'expédier vers le sud trois des meilleures divisions blindées de Pologne pour s'efforcer, en vain, de briser l'encerclement russe sur Budapest.

Lors du déclenchement de l'offensive russe, le 12 janvier, Guderian n'avait en réserve mobile que 12 divisions pour un front de près de 1 300 kilomètres. De plus, Hitler venait de lui refuser, trois jours auparavant, de prévenir l'action russe en retirant les forces allemandes des saillants menacés. En conséquence, le front de Pologne s'effondra rapidement, et le flot russe ne put être endigué avant d'avoir pénétré profondément en Allemagne et atteint l'Oder. Une brève possibilité de riposte se présenta alors, car l'avance trop rapide des Russes n'avait pas permis leur réapprovisionnement, tandis que leurs flancs étaient découverts. Hitler avait enfin accepté de rappeler la 6e armée de panzers de l'Ouest, mais, au lieu de permettre son emploi dans cette contre-offensive, il l'envoya en Hongrie, s'obstinant, mais en vain, à essayer de dégager Budapest. Il vivait dans un monde de rêves, loin de la réalité.

Désespéré, Guderian envisagea, avec quelques-uns des chefs nazis, les possibilités de pourparlers de paix. Hitler eut bientôt vent de ces activités et

le révoqua en mars, un mois à peine avant la défaite finale.

Manstein

Le feld-maréchal Erich von Manstein était probablement le plus capable des généraux allemands. Tel était le jugement de la plupart de mes interlocuteurs allemands, de Rundstedt jusqu'au moins important d'entre eux. Ils reconnaissaient à Manstein un sens profond de la stratégie, allié à une connaissance des engins motorisés supérieure à celle de tous les généraux non spécialistes. Cependant, au contraire de certains enthousiastes à idée fixe, il ne perdait pas de vue la nécessité d'améliorer également d'autres armes et de perfectionner les moyens de défense. Peu de temps avant la guerre, il avait favorisé le développement du canon d'assaut qui se rendit indispensable plus tard.

Né Lewinski, il fut adopté par la famille von Manstein dès son enfance. Il fut nommé officier avant la guerre de 1914 et, bien que trop jeune pour suivre les cours d'état-major, il se fit remarquer dans l'état-major du général von Lossberg, qui inaugura en 1917 le nouveau système de défense en profondeur. Quand vint l'année 1935, Manstein était chef de bureau des opérations de l'État-Major général et, l'année suivante, il fut l'adjoint de Beck, qui en était le chef. En février 1938, après l'éviction de Fritsch, Manstein dut également quitter l'OKH ; cela parachevait l'écrasement de l'opposition à l'OKW et aux plans nazis. Manstein fut envoyé en Silésie commander une division. Néanmoins, à la veille de la guerre, en 1939, il fut nommé chef d'état-major du groupe d'armées de Rundstedt, qui joua un rôle décisif dans la campagne de Pologne. Il suivit Rundstedt à l'Ouest.

Là, il fut à l'origine du trait de génie qui eut pour résultat la défaite de la France : l'idée de l'attaque par les chars à travers les Ardennes. Pour faire prévaloir ces arguments, il dut payer de sa personne. En effet, les cercles supérieurs de l'armée le trouvaient trop ambitieux et ils se débarrassèrent de lui en l'envoyant, à la fin de janvier, commander le 38^{e} corps d'infanterie – sa demande pour un corps de panzers fut rejetée sous prétexte de son manque d'expérience. C'est à ce moment qu'il fut convoqué par Hitler et saisit l'occasion de lui exposer son idée. Hitler l'approuva ; une semaine plus tard, l'OKH sortait ce plan après mise au point.

Dans la première étape de la campagne, Manstein n'eut guère l'occasion de montrer ses capacités de commandement, car son corps servait seulement de soutien aux panzers. Mais, par la suite, au cours de l'attaque

contre la nouvelle ligne de défense française sur la Somme, son corps fut engagé et réussit la première percée à l'est d'Amiens. Les blindés de Rommel exploitèrent la brèche, mais Manstein les dépassa dans la poursuite, utilisant son infanterie comme des troupes motorisées. Son corps fut le premier à atteindre et franchir la Seine, le 10 juin, effectuant, ce jour-là, une marche de plus de 60 kilomètres. En rapides enjambées, il poussa vers la Loire. Par la suite, quand il fut question d'envahir l'Angleterre, il reçut la tâche formidable d'opérer le premier débarquement à travers le pas de Calais, près de Folkestone. Mais c'était là un plan mort-né.

Avant l'invasion de la Russie, il reçut le commandement d'un nouveau corps de panzers, le 56e, en Prusse-Orientale. Il rompit le front russe en sept endroits et se précipita d'un tel élan qu'il atteignit la Dvina (distante de près de 300 kilomètres) en quatre jours, en prenant possession des ponts principaux. Mais il ne fut pas autorisé à poursuivre sa ruée sur Leningrad, comme il le désirait, et il dut attendre pendant une semaine l'arrivée de l'autre corps de panzers et de la XVIe armée. Il reprit alors son avance jusqu'au lac Ilmen, vers le 15 juillet, mais il fut arrêté par des réserves russes qui avaient eu le temps de se grouper. En septembre, il reçut le commandement de la XIe armée, à l'extrême sud, et s'ouvrit une route vers la Crimée en brisant la résistance de l'étroite bande fortifiée de l'isthme de Perekop – exploit qui prouvait sa maîtrise de la technique de la guerre de siège.

Quand, cet hiver-là, l'invasion de la Russie s'enlisa dans la boue et la neige devant Moscou et que Hitler, faisant de Brauchitsch un bouc émissaire, le releva de son emploi, beaucoup de jeunes généraux de l'armée allemande espérèrent que Manstein prendrait la succession au poste de commandant en chef. Mais Hitler voulait cette fonction pour lui-même. Il songea à nommer Manstein à la tête de l'État-Major général, mais craignit qu'il ne fût encore plus difficile à manier que Halder.

Dans l'été 1942, Manstein fut chargé d'attaquer la fameuse forteresse de Sébastopol, comme prélude à la grande offensive. Son succès priva les Russes de leur principale base navale sur la mer Noire. Il fut ensuite choisi pour conduire l'attaque sur Leningrad avec des forces transférées, dans ce but, d'une extrémité du front à l'autre. Il semblait que la zone d'action qui lui serait réservée devrait toujours se limiter aux tactiques d'investissement, spécialité dans laquelle il avait fait ses preuves avec adresse.

La mission de Manstein n'eut finalement pas lieu, car, avant d'être dirigées sur Leningrad, les forces reçurent l'ordre de se porter vers Stalingrad, où l'avance de Hitler était stoppée. L'armée allemande se trouva bientôt dans une impasse critique : elle fut encerclée. Devant la catastrophe imminente, Manstein, envoyé à la rescousse, reçut le commandement d'un groupe d'armées improvisé, appelé « groupe d'armées du Don ».

Il était trop tard et – après quelques-uns des engagements les plus acharnés de la guerre – l'effort échoua. Dans la retraite qui suivit, il reprit en main la ligne qui cédait et empêcha les Russes de traverser le Dniepr. Une fulgurante contre-offensive les rejeta au loin et permit de reprendre Kharkov en mars 1943. Manstein commandait alors le groupe d'armées du Sud. L'été de la même année, en collaboration avec Kluge (groupe d'armées du Centre), il livra la dernière offensive allemande à l'est.

Il avait proposé une alternative. Une option consistait à frapper au début de mai, avant que les Russes soient prêts, et à disloquer leurs préparatifs dans une attaque d'encerclement contre le saillant de Koursk. L'autre, qu'il préconisait, était d'attendre l'offensive russe, reculer devant elle, puis lancer une attaque de flanc depuis le secteur de Kiev pour rabattre leur ligne. Hitler refusa ce dernier projet, craignant les dangers que comportait une opération stratégique audacieuse, mais trop hasardeuse. Après avoir choisi le premier projet et fixé la date de l'attaque, il en suspendit l'exécution au dernier moment, en pensant que le temps lui permettrait d'augmenter ses forces et ses chances. Il attendit ainsi jusqu'à juillet avant de déclencher l'offensive, et les Russes profitèrent de ce délai. La pointe méridionale de la tenaille (Manstein) réussit à pénétrer assez profondément, mais l'autre branche, d'abord émoussée par le mélange de ténacité et d'élasticité de la défense russe, fut ensuite brisée par un retour offensif, qui prit bientôt les proportions d'une véritable contre-offensive. Les Allemands n'avaient plus les forces nécessaires pour y résister. Malgré des obstacles considérables, Manstein se montra très habile pour conduire la retraite pas à pas jusqu'à la frontière polonaise. Mais Hitler ne voulait pas accepter sa solution : se dégager de l'emprise russe en opérant un repli important. De plus en plus importuné par ces vigoureuses discussions, Hitler finit par se débarrasser de lui en mars 1944, décrétant que savoir résister mètre par mètre était bien plus nécessaire que savoir manœuvrer adroitement. Cette révocation avait quelques motifs secrets : entre autres la méfiance de Hitler et de Himmler à l'égard de la position politique de Manstein. Ainsi se termina la carrière

militaire du plus formidable adversaire des Alliés, d'un homme qui joignait à ses idées modernes sur la mobilité un sens classique de la manœuvre, une maîtrise du détail technique et une grande puissance dynamique.

Insistant avec regret sur la disparition de Manstein, Blumentritt me dit : « Il n'était pas seulement le stratège le plus brillant parmi nos généraux : il était également le plus doué de sens politique. Il était difficile à Hitler de supporter longtemps un homme de cette qualité. En conférence, Manstein contredisait souvent Hitler en public et il allait même jusqu'à qualifier d'absurdes certaines de ses conceptions[16]. »

Kluge

Quelques mois avant cette révocation, Hitler avait été privé d'un autre chef, parmi les plus célèbres de ceux qui se trouvaient sur le front de l'Est : Kluge, blessé dans un accident d'aviation. Lorsqu'il fut rétabli, en été 1944, Hitler lui confia un autre poste : il le nomma commandant en chef du front de l'Ouest, en remplacement de Rundstedt.

Le feld-maréchal Günther von Kluge, seul survivant des commandants d'armée de 1939, avait commandé la IV^{e} armée au cours des campagnes de Pologne, de France et, en 1941, de Russie. Dans la première et la troisième d'entre elles, il avait fait partie du groupe d'armées de Bock et s'était vu confier l'offensive contre Moscou, bien qu'il ne partageât pas l'optimisme ni de Hitler ni de Bock. Malgré sa forte personnalité, il est tout à son honneur de remarquer qu'il supporta très longtemps Bock, dont il était difficile d'être le subordonné. Kluge eut également le courage moral d'exposer franchement ses vues à Hitler, sans toutefois jamais insister jusqu'à être importun. Quand Bock fut « limogé », au début de 1942, Kluge lui succéda au commandement du groupe d'armées du Centre. Il bâtit dans ce secteur une défense serrée, qui supporta plusieurs attaques russes durant les deux années suivantes.

Ses succès dans les opérations de défensive, son caractère et son loyalisme le signalèrent à l'attention de Hitler quand Rundstedt et Rommel faillirent à la tâche d'accomplir l'impossible et irritèrent Hitler en lui prédisant l'inévitable. Plus tard, lorsque Kluge prit le commandement, les Alliés avaient déversé en Normandie une telle quantité de troupes à l'intérieur de leur tête de pont élargie que leur poids seul devait bientôt suffire à faire sauter la digue trop étendue que les Allemands essayaient de leur opposer. C'est ce qui arriva trois semaines plus tard à l'extrémité ouest,

sous la nouvelle poussée de la IIIe armée de Patton. Mais Hitler refusait toujours l'autorisation de battre en retraite.

Kluge, trop pénétré de discipline, ne pouvait passer outre à des instructions aussi formelles, dont les conséquences se firent sentir, notamment le 6 août. À cette date, un retour offensif fut tenté contre l'étranglement d'Avranches, par où l'armée de Patton s'était déversée. Judicieusement dirigé, ce coup aurait pu être mortel si les divisions de panzers avaient eu un nombre suffisant de chars ; mais dans leur état de faiblesse, même avant qu'elles soient décimées par une concentration de forces aériennes, leurs chances étaient désespérément réduites. Bien pis : les troupes allemandes ne furent pas autorisées à se dégager de ce corps à corps quand tout espoir disparut. Bien que la retraite fût à présent inévitable, le moindre abandon de terrain s'opérait toujours trop tard, et le recul en était insuffisant. Il en résulta un effondrement général des armées allemandes en France. Sur ce, Hitler renvoya Kluge et nomma le feld-maréchal Model à sa place.

Kluge prit sa révocation avec une apparence de calme. Il passa un jour et demi à expliquer la situation à son successeur, puis, durant le trajet de retour vers l'Allemagne, il avala une capsule de poison. Cet acte s'explique non par la déception de voir ainsi se terminer sa carrière, mais par la certitude qu'il serait arrêté dès son retour, car il avait trempé de près, dès 1942, dans la conspiration qui se termina par l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler. Il ne s'était jamais compromis, mais il savait que son nom figurait dans les documents saisis par la Gestapo après l'échec de cette rébellion.

Model

Walter Model avait 54 ans, dix ans de moins que la plupart des principaux chefs allemands, dont l'âge moyen restait beaucoup plus élevé que dans les autres armées. Son origine sociale était également différente. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il offrait certaines similitudes avec Rommel, bien qu'ayant bénéficié d'une meilleure instruction professionnelle. Quand le régime de Hitler favorisa l'expansion de l'armée, Model travailla sous les ordres de Brauchitsch à la Direction de l'instruction au ministère de la Guerre et se trouva en relations étroites avec les chefs nazis. Il fit une forte impression sur Goebbels, qui le présenta à Hitler. Plus tard, il prit la tête du Service des recherches. Il palliait l'insuffisance de ses

connaissances techniques par son imagination et son énergie. Ainsi, bien que son enthousiasme menaçât de lui dissimuler le manque d'utilité pratique de certaines idées, il fit beaucoup pour la création de nouveaux matériels.

Successivement chef d'état-major du 4e corps dans la campagne de Pologne, puis de la XVIe armée dans la campagne de France, il prit ensuite le commandement de la 3e division de panzers. Dans l'invasion de la Russie, il se distingua par son dynamisme et tint la tête dans la course vers le Dniepr. Son énergie farouche lui valut un prompt avancement : d'abord un corps de panzers, puis, en hiver, le commandement de la IXe armée. Placé dans des conditions difficiles, il excella dans la défensive.

En 1943, il fut désigné pour remplir un rôle important dans l'offensive d'été : commander la partie nord de la tenaille dirigée contre le saillant de Koursk. Là il détruisit ses chances de succès en persuadant Hitler – contrairement à l'avis de Kluge et de Manstein – de retarder l'opération afin d'accumuler un effectif de chars plus considérable et de renforcer sa puissance d'attaque. Ce délai donna aux Russes le temps de parfaire leurs préparatifs, et l'attaque de Model se brisa, avec de lourdes pertes, contre la consistance à la fois élastique et serrée des défenses adverses. Il réussit à endiguer la dangereuse offensive russe qui suivit et, en octobre, fut nommé chef du groupe d'armées du Nord. En 1944, il fut muté au groupe d'armées du Sud, à la place de Manstein, et para le coup russe dirigé contre les défilés des Carpates. En juin, l'offensive d'été russe fut lancée contre le groupe d'armées du Centre, qui s'effondra. Model fut chargé d'en sauver les restes. Il venait d'arrêter les Russes sur la Vistule quand il fut envoyé à l'Ouest pour y redresser la situation.

Après l'attentat du 20 juillet contre Hitler, Model avait donné l'exemple en réaffirmant sa foi dans le Führer et envoyé le premier télégramme de loyalisme venant du front de l'Ouest. Cette attitude renforça la confiance de Hitler dans les qualités militaires de Model. Ce dernier était aussi l'un des seuls qui osaient passer outre aux ordres de Hitler et agir à son idée.

Lors de mes entretiens avec des généraux qui avaient été sous ses ordres, je constatai qu'ils admiraient sa puissance de commandement, mais reconnaissaient son caractère difficile tant comme supérieur que comme subordonné. Manteuffel disait de lui : « Model était très bon tacticien et plus à son avantage dans la défense que dans l'attaque. Il avait le don d'estimer les possibilités des troupes. Ses manières rudes et ses procédés,

souvent inacceptables dans les hautes sphères de l'armée allemande, étaient fort appréciés de Hitler. Model tint tête à ce dernier comme personne n'avait osé le faire et refusa même d'exécuter des ordres qu'il désapprouvait. »

À l'Ouest, ce fut surtout grâce à ses efforts et à son étonnante capacité de glaner des réserves sur un terrain presque vide que les forces allemandes ébranlées réussirent leur extraordinaire regroupement à la frontière de leur pays et privèrent les Alliés de la victoire totale, escomptée pour l'automne 1944. Il contribua pour une part importante à arrêter les attaques alliées qui suivirent et, en décembre, à la réussite de la contre-offensive allemande dans les Ardennes. Cependant, la direction suprême des opérations finales de la « bataille d'Allemagne » était entre les mains de Rundstedt. En effet, devant la chute imminente de l'Allemagne, Hitler avait fait appel à la « vieille garde ».

CHAPITRE 8

« LA VIEILLE GARDE » : RUNDSTEDT

La roue avait en effet tourné. Dans un dernier effort désespéré pour redonner confiance à l'armée, Hitler fut obligé de remettre les leviers de commande à l'homme qui représentait le mieux la vieille Allemagne et la tradition militaire, avec son culte du devoir, son conservatisme politique, son ostracisme professionnel et son dédain pour les stratèges amateurs du genre de Hitler. De plus, tout en Gerd von Rundstedt respirait le parfait gentleman. Sa dignité et son affabilité naturelles inspiraient le respect même à ceux dont les opinions différaient des siennes. Pour un tel aristocrate, la démocratie de la république de Weimar, déjà difficile à avaler, était moins insupportable cependant que les manières nazies.

Proche de sa soixante-dixième année, il avait presque le même âge que Hindenburg lorsque ce dernier reçut le commandement suprême, au cours de la guerre précédente. Son âge et ses exploits en avaient fait une idole nationale presque autant que Hindenburg. Il était pourtant bien plus capable que celui-ci en matière militaire, plus capable même que Hindenburg et Ludendorff réunis. Son visage, sa silhouette et ses réussites étaient empreints de la finesse qui leur faisait défaut. Aussi vigoureux, mais plus raffiné, il apparaissait mince, ascétique et pensif, mais ses pensées se limitaient à son métier. Sa dévotion pour l'armée et l'Allemagne, sa haute idée du devoir lui avaient fait avaler bien des couleuvres. C'est là qu'il faut chercher les causes d'un conflit intérieur qui se révéla dans la carrière et l'attitude de ce vrai soldat. S'il méprisait la politique, celle-ci ne le laissait jamais en paix.

En 1932, après des promotions successives, il passa chef du 1er groupe d'armées de la région de Berlin. Presque aussitôt, il reçut malgré lui une teinte politique, car il lui échut d'exécuter les ordres du nouveau chancelier

von Papen : expulser les ministres sociaux-démocrates de Prusse, qui refusaient de quitter leur poste. Papen, victime de ses propres excès, fut remplacé par le général von Schleicher. Mais celui-ci ne put gagner les appuis politiques suffisants pour conserver sa position ; ainsi le chemin de la Chancellerie était libre devant Hitler. Aussitôt, les partis furent interdits, sauf le parti nazi. Le cours des événements ne disait rien qui vaille à Rundstedt, et il ressentait une nette antipathie pour les buts sociaux et les manières des chefs nazis. Par contre, il approuvait la vigoureuse campagne menée par eux en vue du développement de l'armée et se réjouit vraiment de voir freiner la puissance des troupes de choc après l'épuration du 30 juin 1934. Avec une simplicité de soldat, il trouvait agréable de voir l'horizon nettoyé d'une telle quantité de prétendants militaires et l'armée de métier débarrassée de la menace de ce qu'il nommait la « saleté brune ».

Il pouvait, à présent, concentrer ses efforts sur la renaissance de l'armée. Au point de vue militaire, il cherchait surtout à donner une nouvelle vie à l'infanterie et à lui rendre confiance dans sa puissance en modernisant son équipement et son instruction. Prêt à adopter une nouvelle technique de « motorisés », il suivait les théories et les expériences britanniques avec un grand intérêt. Il n'en était cependant pas un adepte enthousiaste. Il s'intégrait plutôt à l'école plus modérée de ceux qui considéraient les chars comme des auxiliaires utiles et non comme les maîtres futurs du champ de bataille.

Il jugeait préférable d'améliorer la capacité des armes existantes par la motorisation et par la multiplication de leur puissance de feu, plutôt que de créer des armes totalement mécanisées. En plus de ces mesures, il lança une campagne de propagande destinée à libérer l'infanterie de son complexe d'infériorité et à la guérir de la « terreur paralysante des mitrailleuses », dont elle avait souffert au cours de la dernière guerre. Cependant, sa tournure d'esprit était trop scientifique pour aller aussi loin dans cette voie que les généraux britanniques. En effet, ceux-ci décidèrent, en 1934, de démontrer, aux grandes manœuvres de l'été, qu'une division d'infanterie pouvait paralyser une division blindée. Ils y réussirent si bien qu'ils contribuèrent à retarder encore de trois ans la formation de la première division blindée britannique. Rundstedt approuva la création de divisions blindées dans l'armée allemande sous condition qu'elle ne retardât pas le rééquipement de l'infanterie et que la proportion de ces unités ne soit pas exagérée. En résumé, la supériorité de l'armée allemande dans la campagne

de France en 1940 est due à la grande perspicacité de Rundstedt et de ses adeptes, mais les limites de cette même perspicacité expliquent l'imperfection technique, cause de l'échec en Russie dès 1941.

Au début de 1938, Rundstedt fut troublé par un nouveau choc politique, qui vit les machinations de Himmler fournir une excuse à Hitler pour renvoyer à la fois Fritsch, chef de l'armée, et Blomberg, chef de toutes les forces armées, et pour s'adjuger le Commandement suprême. Rundstedt adressa une protestation à Hitler contre le traitement infligé à Fritsch, mais, bien que celui-ci fût lavé de l'accusation portée contre lui, il n'en demeura pas moins que son poste ne lui fut pas rendu. Quelques mois plus tard, Rundstedt souscrivit au texte du mémoire d'avertissement dressé par Beck, chef de l'État-Major général, dans l'espoir de freiner la politique belliqueuse de Hitler – mais cette protestation n'aboutit qu'au renvoi de Beck. En automne, après l'occupation des Sudètes, Rundstedt demanda et obtint l'autorisation de se retirer, en alléguant son âge.

En août 1939, il fut rappelé pour commander un groupe d'armées sur le front polonais. Sa docilité à cet appel peut paraître difficile à expliquer puisqu'il insistait depuis longtemps sur la nécessité primordiale d'éviter une guerre contre l'Angleterre. Ce fut une conception contestable du patriotisme qui lui fit assumer un rôle important dans le type de guerre qui serait, avait-il prédit, fatal à l'Allemagne. Afin de l'expliquer, il faut comprendre la rigidité des principes de devoir militaire qu'il avait reçus. Le facteur psychologique qui rend difficile à un ardent soldat de résister à une occasion de faire son métier était peut-être un des motifs cachés de cette décision.

Toujours est-il qu'il saisit cette occasion et commanda le groupe d'armées qui devait remporter avec brio les succès définitifs dans la conquête de la Pologne et de la France. Malgré tout, des signes manifestes indiquaient en lui une inquiétude latente, qui assombrissait la joie de sa gloire. Dans la campagne de Russie, en 1941, il brilla de nouveau en dirigeant les opérations qui bousculèrent les armées russes au sud et mirent l'Allemagne en possession des richesses minérales et agricoles de l'Ukraine. Mais, cette fois-ci, les victoires elles-mêmes ne pouvaient entraîner la décision finale, et cela présageait l'ultime désastre. Les appréhensions qui avaient poussé auparavant Rundstedt à prodiguer à Hitler des conseils, trouvés importuns par ce dernier, sur le danger d'attaquer la Russie se confirmèrent rapidement. Lorsque la poursuite de l'avance sur

Moscou fut discutée en automne, Rundstedt proposa non seulement de s'arrêter, mais de battre en retraite jusqu'au point de départ, ce que Hitler trouva encore moins de son goût. Rundstedt s'irritait de plus en plus des ingérences du « caporal » Hitler dans le détail des opérations. Enfin, dans les derniers jours de novembre, un ordre de Hitler à Rundstedt reçut une réponse télégraphique déclarant que, si le Führer n'avait pas confiance en son jugement pour exécuter les opérations, il devait trouver quelqu'un d'autre pour commander. Cette offre de démission fut acceptée par Hitler avec empressement ; les doutes et les protestations de Rundstedt agaçaient ses nerfs, déjà tendus par la poursuite d'une insaisissable victoire.

Rundstedt ne fut pas laissé longtemps à l'écart. Dès le début de 1942, Hitler lui demanda de prendre le commandement à l'Ouest et vainquit ses hésitations en faisant jouer la corde du devoir patriotique. L'entrée en guerre des États-Unis fit craindre la possibilité de voir les armées américaines se servir de l'Angleterre comme base de départ pour envahir le continent ; Rundstedt partageait cette appréhension. Il employa les deux années suivantes à parer à cette éventualité, ainsi qu'à essayer de résoudre les problèmes créés par l'occupation de la France et des Pays-Bas. En juin 1944, le danger devint menaçant. Cette partie des événements a déjà été retracée.

Rundstedt n'était pas en activité à la date fatale du 20 juillet, de sorte qu'il n'eut pas la possibilité de soulever l'armée contre le régime nazi, quand les premiers télégrammes des conspirateurs annonçant la mort de Hitler arrivèrent aux grands quartiers généraux de l'Est et de l'Ouest. Il est donc impossible de dire s'il aurait agi différemment de la plupart des autres chefs qui, sans discrimination de leur opinion, furent paralysés dès l'arrivée des renseignements précisant que Hitler vivait toujours. Rundstedt, fait significatif, n'avait même pas connaissance du complot.

Quelques-uns, connaissant la répugnance de Rundstedt à l'égard du nazisme, considéraient la possibilité de le choisir pour diriger la conspiration, mais ceux qui le connaissaient mieux ne semblent pas avoir eu cette idée. En premier lieu, on le savait si droit, si strict dans sa conception du code de l'honneur militaire qu'il semblait difficile de le faire participer à un complot demandant une certaine rouerie. Ensuite, considérant la valeur symbolique de sa réputation, on voulait la préserver de la salissure inévitable qu'entraîne, quelle que soit la noblesse de son but, une

conspiration. Enfin, de par son rang, il était très étroitement surveillé par le réseau nazi chargé d'espionner les généraux.

Certains de ces derniers espéraient que Rundstedt obtiendrait un armistice des Anglais et des Américains, ou pourrait au moins s'entendre avec les Alliés pour les laisser entrer en Allemagne sans coup férir, à la condition de se retourner tous ensemble contre les Russes. Cet espoir fut déçu par le départ de Rundstedt en juillet et reprit consistance lors de son retour en septembre. Kluge avait déjà envisagé une possibilité de ce genre le 20 juillet, mais ne se décidait pas à la mettre en exécution. Il hésitait d'abord parce que c'eût été parjurer son serment de fidélité envers Hitler, ensuite parce que le peuple allemand, maintenu dans une ignorance complète, n'appuierait pas une telle action, en outre parce que les soldats de l'Est reprocheraient à ceux de l'Ouest de les avoir trahis ; enfin il craignait de passer dans l'histoire comme traître à son pays. Lors de son rappel pendant la crise de septembre, ces mêmes contraintes s'exercèrent avec plus de poids encore sur un homme comme Rundstedt. À cela s'ajoutaient les difficultés pratiques que comportait l'exécution d'un tel projet sous une surveillance serrée. Ce conflit psychologique entre son jugement et son devoir, qu'augmentait l'ingérence continuelle de Hitler dans son commandement, réduisit presque Rundstedt à l'impuissance durant les mois d'automne, alors que, dans la pensée des Alliés, c'était lui qui dirigeait la défense allemande à l'Ouest.

Son rôle dans la prétendue « offensive Rundstedt » de décembre dans les Ardennes fut celui d'un observateur lointain et sceptique. Le projet, qui était purement dû à Hitler en ce qui concerne l'objectif, le déroulement et le lieu de l'opération, fut techniquement amélioré par les suggestions de Manteuffel, commandant la 5e armée de panzers. L'exécution en fut confiée à Model et à ses deux principaux adjoints Manteuffel et Sepp Dietrich, commandant la 6e armée de panzers.

À la fin d'octobre, Hitler envoya son plan à Rundstedt. Il comportait les mêmes grandes lignes que le chef-d'œuvre de 1940. Il comptait profiter de la façon dont les Alliés auraient engagé leurs forces dans la poussée à travers la plaine belge vers Aix-la-Chapelle et Cologne, probablement sans s'attendre à une contre-offensive allemande, ni à ce moment ni dans les Ardennes. Ce calcul psychologique se révéla exact. L'effort principal devait porter sur une double avancée des 5e et 6e armées de panzers, avec l'intention de crever le front américain, assez mince dans les Ardennes, puis

de tourner vers le nord, traverser la Meuse et converger sur Anvers. La 6e armée de panzers avait pour rôle d'avancer le long de la courbure intérieure du cercle au-delà de Liège, et la 5e armée sur l'extérieur de cette ligne, au-delà de Namur. La XVe armée devait aider la 6e armée de panzers par une poussée de flanc au nord de Liège, alors que la VIIe armée devait servir de couverture sur le flanc de la 5e armée de panzers, pendant son avance vers le nord.

Par ce coup de faucille, Hitler espérait couper le 21e groupe d'armées de Montgomery de ses bases et de ses alliés américains et, s'il ne le détruisait pas, arriver à l'acculer à un « Dunkerque » hollandais. À défaut de l'Angleterre, hors d'atteinte, les armées britanniques étaient encore à sa portée et constituaient l'objectif de la poussée finale. Mais les chefs chargés de l'exécution de ce plan considéraient tous ce but comme trop ambitieux par rapport aux moyens mis à leur disposition.

Comprenant qu'une protestation directe était inutile, Rundstedt, Model et Manteuffel se mirent d'accord pour proposer à Hitler un projet plus modeste : pincer et détruire le saillant américain à l'est de la Meuse, autour d'Aix-la-Chapelle. Hitler refusa de réduire ainsi ses plans, mais se laissa persuader par Manteuffel de modifier certaines dispositions d'horaire et de méthode. Il était toujours plus disposé à accepter les arguments des jeunes généraux que ceux des anciens et à écouter les idées originales, alors qu'il restait sourd aux conseils de prudence. Les changements adoptés présentaient plus de chances de surprise initiale, mais ne pouvaient augmenter les possibilités du résultat définitif.

Lancer cette offensive avec des forces inférieures, c'était tenter le sort. Tous les exécutants haut placés savaient que l'Allemagne jouait son dernier atout et que ses ressources ne permettaient pas la plus petite probabilité de succès, à moins d'une faveur extraordinaire de la fortune ou d'une sottise exceptionnelle des commandants alliés. Cette prédisposition n'était guère encourageante pour une offensive. La violence du coup désarçonna suffisamment les Alliés pour provoquer chez eux de sérieuses difficultés et leur faire croire à un danger exagéré. Mais, dans leur état de grande faiblesse, les armées allemandes étaient incapables de faire les manœuvres autres que les arrêts et les modifications qui se présentent habituellement au cours d'une offensive.

Manteuffel put presque arriver jusqu'à la Meuse, tandis que Sepp Dietrich, qui disposait de plus de forces et avait à atteindre un objectif plus

rapproché, se trouva aux prises avec des difficultés. Les réserves envoyées pour soutenir Manteuffel arrivèrent trop tard pour obtenir un résultat, car les Alliés avaient rapidement pris des contre-mesures. L'offensive était loin d'avoir atteint son but. Lorsqu'elle se termina, elle laissa une Allemagne appauvrie en réserves et n'ayant plus la possibilité de se défendre longtemps.

Deuxième partie

PRÉLUDE À LA GUERRE

CHAPITRE 9

L'AVÈNEMENT DE HITLER

L'histoire de la prise du pouvoir par Hitler a été maintes fois racontée sous des aspects différents. Il reste à exposer le point de vue de la Reichswehr, dont les chefs ont souvent été accusés d'avoir encouragé et aidé Hitler dans son ascension. Toutefois, peu de preuves sont produites pour étayer cette affirmation.

Il est évident que le programme de renaissance de l'armée envisagé par Hitler apportait des avantages certains aux officiers de la Reichswehr. Bien plus, Blomberg et d'autres généraux ont avoué qu'ils commencèrent par se réjouir du régime hitlérien, parce qu'il libérait l'Allemagne et l'armée des entraves du traité de Versailles. Quoi de plus naturel pour des soldats passionnés de leur métier ? Cependant ils ne devaient pas tarder à le regretter. D'autres, plus perspicaces, éprouvèrent dès le début certaines appréhensions, car ils avaient de sérieuses raisons de croire que les soldats amateurs ou « déclassés » qui avaient pris la tête des SA n'admettraient pas, lorsque leur parti tiendrait le pouvoir, de laisser à la Reichswehr, organisme traditionnel et conservateur, le monopole des cadres de l'armée.

Il ne faut pas déduire de la sympathie manifestée à Hitler par un grand nombre d'officiers qu'ils prirent une part active dans l'établissement du nouveau régime, et encore moins que l'armée tout entière ait été utilisée à cette fin. En effet, une telle action n'eût été possible que si les chefs de l'armée s'y étaient montrés favorablement disposés. Or les faits essentiels semblent plutôt indiquer le contraire. À ce moment crucial, le chef de l'armée, sur le plan politique, était le général von Schleicher, nommé ministre de la Reichswehr du cabinet von Papen ; sous ses ordres se trouvait le colonel von Bredow, directeur d'un « office ministériel » (le Ministeramt, qui devint plus tard le haut commandement de la Wehrmacht). Le chef

militaire de l'armée était le général von Hammerstein (Chef der Heeresleitung).

Peu de temps après l'accession de Hitler au pouvoir, Hammerstein se vit retirer le commandement de l'armée. Schleicher et Bredow furent ensuite assassinés dans l'épuration sanglante du 30 juin 1934. C'est une preuve de ce qu'affirmaient d'autres officiers : ils avaient essayé d'entraver la progression du parti nazi.

Le général Röhricht, un des collaborateurs de Schleicher à cette époque, me décrivit les circonstances de cette période critique, ainsi que les phases suivantes du conflit entre les généraux et Hitler. Son récit diffère de ce que nous avons pu apprendre par des tiers, mais il mérite qu'on y prête attention : il est le témoignage d'un des rares survivants parmi ceux qui furent les acteurs de ces semaines décisives.

Dans ses remarques préliminaires, Röhricht esquissa les portraits de Schleicher et de Hammerstein. Voici celui de Schleicher : « Ce n'était pas tant un soldat qu'un expert en politique intérieure, bien que n'appartenant à aucun parti. Sympathisant avec les syndicats, il jouissait d'une certaine popularité parmi eux, mais les conservateurs se défiaient de lui à cause de son goût pour les réformes sociales. Tout l'opposé d'un "Junker", tacticien consommé et habile en politique, il lui manquait l'étoffe d'un homme d'État, indispensable à cette époque. » Parlant de Hammerstein, Röhricht déclara : « Il était habile et extrêmement doué, pondéré au point de vue politique, mais paresseux comme soldat. Fortement opposé au national-socialisme, il se conformait à la politique de Schleicher. »

Voilà le récit de Röhricht.

La suite des événements

Dans sa lutte contre le Parti national-socialiste, le gouvernement Papen-Schleicher décida, en octobre 1932, de dissoudre le Reichstag et de démissionner. Ce même parti perdit beaucoup de voix aux élections. Au nouveau Parlement, ni Papen ni l'opposition ne pouvaient s'appuyer avec confiance sur un ensemble solide, formant une majorité définie. L'opposition était d'ailleurs divisée en partie à droite, en partie à gauche. Le président voulut charger de nouveau Papen de former le gouvernement. Mais les rapports étaient tendus avec tous les groupes d'opposition révolutionnaire. Pendant la grève des transports à Berlin, en novembre

1932, l'entente entre communistes et nationaux-socialistes était évidente. Symptôme critique s'il en fut.

Dans cette situation aiguë, une conférence, comportant un examen des éventualités possibles, fut tenue, vers le 20 novembre, au Ministeramt du ministère de la Reichswehr, avec l'assistance du ministère de l'Intérieur. La question suivante y fut étudiée : les forces armées à la disposition de l'État seraient-elles suffisantes pour briser une révolution menée par une alliance de l'extrême gauche et de l'extrême droite ? Cette éventualité pouvait se produire si un nouveau gouvernement Papen s'appuyait exclusivement sur la droite conservatrice (Deutsch-Nationale), comprenant le « Casque d'acier » (Stahlhelm).

La conclusion fut qu'une grève générale des transports paralyserait en totalité le fonctionnement et l'organisation de l'État et de l'armée, car la Reichswehr n'était que partiellement motorisée, et ses équipes techniques de secours (Technische Nothilfe) restaient encore insuffisantes. D'après l'opinion de Schleicher, il fallait éviter d'obliger les troupes à tirer sur leurs concitoyens. Il ne voulait pas « s'asseoir sur des baïonnettes ».

À ce moment, bien contre son gré, Schleicher fut poussé à prendre personnellement le titre de chancelier, en pensant que ce serait essentiellement temporaire. On le considérait non pas, à l'instar de Papen, comme un représentant des cercles conservateurs et réactionnaires, mais comme un soldat neutre. Il fut donc accepté comme un moindre mal par les modérés et les sociaux-démocrates. Des nationaux-socialistes acquiescèrent aussi, voyant dans cette combinaison « bouche-trou » un tremplin possible pour prendre leur élan vers le pouvoir. Cette nomination, à la fin de novembre, eut donc un effet apaisant et permit à tout le monde de respirer.

Schleicher espérait briser l'assaut des nationaux-socialistes en les divisant au sein du Reichstag. Le moment semblait favorable, car le Parti, très déçu par son recul aux élections, était harcelé de soucis financiers. Des négociations furent engagées avec Strasser et environ quatre-vingts autres députés. L'ouverture du Reichstag fut retardée.

L'avenir parut encore s'éclaircir lorsque, au début de décembre, un succès fut obtenu sur le terrain international : la Conférence du désarmement, probablement sous la pression de l'inquiétude causée par les troubles intérieurs en Allemagne, accorda à celle-ci le principe du droit d'égalité militaire.

Dès le début, Schleicher se heurta à une violente opposition des conservateurs (Deutsch Nationale), à cause des réformes sociales importantes prévues dans son programme. Sur quoi, Schleicher menaça de révéler le népotisme flagrant dans l'emploi des fonds de secours pour les pays de l'Est (Osthilfe). Le grand âge du président le rendait incapable de juger sainement ; il tomba sous l'influence de ceux de ses amis et contemporains qui, conservateurs, accusaient Schleicher de tendances « bolchevisantes » et faisaient courir le bruit qu'il voulait pervertir l'armée pour atteindre ses propres buts politiques. Dans le même temps, Papen combina une intrigue (en accord avec Hitler) au moyen de laquelle il espérait reprendre le pouvoir avec l'aide des nationaux-socialistes ; mais, en fin de compte, il fut dupé.

La crise Hindenburg-Schleicher, interrompant les discussions si bien commencées, fit échouer la tentative par laquelle Schleicher espérait diviser le Parti national-socialiste. Privé du soutien du président et de l'espoir d'obtenir une majorité au Parlement, Schleicher se trouva bientôt dans une situation impossible. Le 26 ou 27 janvier, le général von Hammerstein, chef du haut commandement de l'armée, essaya une dernière fois de faire changer la position du président. Il fut vertement rabroué. Le lendemain de la démission de Schleicher, le 30 janvier, Hitler fut nommé chancelier.

Avec le général von Schleicher disparaissait le seul chancelier issu de la Wehrmacht. À la première occasion – elle se présenta le 30 juin 1934 –, il fut assassiné par des agents du parti nazi en même temps que Strasser et le colonel von Bredow, dont on s'était apparemment exagéré les mérites comme politicien.

Hitler devenu chancelier, la Reichswehr cessa d'être l'unique moyen d'action du gouvernement. Les 100 000 hommes qui la composaient furent dispersés en petites unités sur tout le territoire du Reich, et la machine qui constituait l'État passa tout entière sous la domination du Parti. Il en fut de même des transports, des communications et services publics, d'une grande partie de la classe ouvrière et même de l'opinion de l'homme de la rue. L'armée était déchue de son importance.

Connaissant ces faits, j'ose affirmer qu'il est faux, au point de vue historique, d'accuser la Wehrmacht d'avoir aidé Hitler à prendre le pouvoir. Le contraire est prouvé par l'exposé des événements.

À ce propos, je voudrais examiner la question suivante : la Reichswehr avait-elle la possibilité de se rebeller ouvertement ?

Après ces jours critiques et la victoire du parti nazi, les cercles où Schleicher et Hammerstein évoluaient étudièrent la possibilité d'un *coup d'État*[17] exécuté par la Reichswehr, puis écartèrent cette idée comme impraticable.

Leurs raisons étaient les suivantes :

– Hitler avait été nommé chancelier par le président, en application de la constitution, comme chef du parti le plus représentatif ; par conséquent, il détenait ce poste légalement.

– Un coup d'État de la Reichswehr, fomenté par les généraux Schleicher et Hammerstein, peu connus des simples soldats, aurait paru dirigé non seulement contre le nouveau cabinet Hitler-Papen-Hugenberg, mais aussi contre la personne très respectée de son vénérable commandant en chef, le président Hindenburg.

– Une alliance politique ? Elle était impossible avec les communistes ; aucune préparation ne permettait de l'envisager avec les autres partis républicains.

– Les troupes, liées par leur serment de fidélité à Hindenburg, n'auraient pas suivi le mouvement.

– De plus, la disproportion des forces était encore plus défavorable qu'en novembre.

– Enfin, les tragiques conséquences d'un échec ne faisaient aucun doute.

De janvier 1933 à la mort de Hindenburg (août 1934)

La Reichswehr se tint à l'écart des événements politiques qui, à coups de mesures révolutionnaires radicales, changèrent la physionomie de l'Allemagne. Elle constituait un îlot sous les ordres non pas de Hitler, mais de Hindenburg. Celui-ci se faisait bien vieux. Il ordonna le remplacement de Hammerstein par Fritsch.

Les hommes nouveaux

Blomberg fut nommé ministre de la Guerre (Reichskriegsminister) en janvier 1933. Représentant auparavant l'Allemagne à la Conférence du désarmement à Genève, il n'avait pas encore été en relations avec Hitler. Véritable soldat, homme du monde, instruit, l'esprit ouvert, il manquait toutefois de personnalité et était très influençable.

Le chef du Wehrmachtamt – précédemment Ministeramt –, Reichenau, doué d'une forte personnalité, plein d'initiative, était un homme d'action,

impulsif plutôt qu'intellectuel, ambitieux, habile, très cultivé, poète même à ses heures, ce qui ne l'empêchait pas, étant d'un tempérament viril, de s'adonner aux sports. Il connaissait Hitler depuis plusieurs années et se sentait plus lié à sa personne qu'au Parti.

Le chevalier von Fritsch (Chef der Heeresleitung, plus tard commandant en chef de l'armée) était un excellent soldat, parfait gentleman, très religieux. Il ne s'intéressait vraiment qu'aux questions militaires.

Blomberg et Reichenau assumaient une double tâche : assurer à l'armée une place digne d'elle dans le nouvel État – qu'ils durent accepter bon gré mal gré – et contribuer à rétablir une vie publique équilibrée en éliminant les éléments révolutionnaires du Parti.

Les SA, dominant à cette époque les masses et le Parti, se dressèrent dès le début contre l'armée. Les SA prétendaient créer par eux-mêmes l'armée du nouvel État. L'armée se préparait à lutter pour conserver sa position. Hitler, comme tous les dictateurs, fut forcé de se débarrasser des plus turbulents des SA, de ceux qui, constituant sa garde prétorienne, l'avaient élevé au pouvoir. Il prit fait et cause pour l'armée et, le 30 juin 1934, écrasa les SA et leur chef (Rohm) sans faire appel à la troupe.

La Reichswehr considéra cet événement comme un succès, en dépit de sérieux excès (le meurtre de Schleicher et d'autres). Il ne s'agissait cependant que d'une victoire à la Pyrrhus, car, à dater de ce jour, l'armée vit se dresser devant elle un ennemi encore plus dangereux : les Waffen-SS nouvellement créés.

De la mort de Hindenburg à 1938

À la mort de Hindenburg, Hitler s'attribua le titre de chef de l'État ; il devenait ainsi en même temps commandant suprême de la Wehrmacht.

Toute l'activité et tous les moyens de l'armée furent d'abord absorbés par le premier objectif du réarmement de l'Allemagne : parvenir à l'égalité avec ses voisins. Chaque nouvelle étape vers ce but affaiblissait les solides fondations de l'armée de métier, jusqu'alors très homogène. Les 4 000 officiers de carrière durent former non seulement le noyau des cadres d'une armée qui ne cessait de se développer, mais celui des officiers de l'aviation. D'autres officiers venaient augmenter leur nombre : ceux nouvellement réintégrés, en provenance de professions et de milieux les plus variés. Tous, surtout les plus jeunes, introduisirent leurs idées politiques. Le corps des officiers se transformait, et le Parti commença à

gagner du terrain à l'intérieur de l'armée. L'esprit de corps ancien eut tôt fait de disparaître.

Avec le rétablissement du service militaire, l'armée cessa de pouvoir être utilisée en cas de troubles intérieurs. Elle fut encore affaiblie par la création de la Luftwaffe – pénétrée, dès le début, de l'idéologie nationale-socialiste. Non sans raison, la Flak (pour « Fliegerabwehrkanon », ou DCA) lui fut attribuée, privant ainsi l'armée de sa protection antiaérienne organique. Les possibilités d'intervention de l'armée en cas de guerre civile s'amenuisaient encore plus.

Malgré cela, les chefs de l'armée pensèrent de nouveau à se révolter contre Hitler quand, lors de la chute de Blomberg, un grave conflit s'éleva au sujet de la personne du général von Fritsch, en janvier et février 1938. Hitler prit en personne le commandement direct de la Wehrmacht à la place de Blomberg et garda Keitel (successeur de Reichenau), dont le rôle ne devait jamais dépasser celui d'un chef de bureau docile.

L'injustice criante avec laquelle fut traité le distingué général von Fritsch exaspéra les généraux placés aux postes de haut commandement (seuls à être au courant) [18]. Sous le chaudron où bouillonnait la révolte, un groupe d'opposition occulte attisait le feu. Ceux qui le formaient : Goerdeler, Schacht, voulaient jouer le tout pour le tout. Cependant les généraux n'avaient plus la cohésion nécessaire à une action décisive ; ils ne formaient plus, comme au temps de Seeckt, une corporation solidement unie. Il leur manquait aussi l'accessoire indispensable du pouvoir : des troupes prêtes à servir leurs desseins. Il leur manquait surtout un chef politique décidé à l'action et prêt à prendre la tête du gouvernement. La rébellion ne fut pas tentée. Par ailleurs, Hitler entreprit dès le début de s'interposer entre les chefs de la Wehrmacht pour les diviser et leur faire ployer l'échine. Chaque chef se sentait isolé sans pouvoir consulter ses égaux ; on ne pouvait plus compter sur l'homogénéité et l'unité d'action politique de l'armée.

CHAPITRE 10

L'AVÈNEMENT DU BLINDÉ

L'avènement de Hitler transforma la carte de l'Europe plus vite, mais pour moins longtemps que ne l'avait fait la prise du pouvoir par Napoléon. Ce fut le développement des blindés dans l'armée allemande qui permit à Hitler d'accomplir sa série de conquêtes. Sans eux, ses rêves ne seraient jamais devenus réalité. Plus que l'aviation et les quislings[19], les blindés furent les outils de Hitler par excellence. Sans la puissance unique de pénétration et d'invasion des blindés, les autres moyens employés pour vaincre l'adversaire n'auraient pas suffi à assurer une victoire éclair. Il avait eu la perspicacité de pousser à l'extension de cette nouvelle arme, et cependant, plus tard, il devait payer cher l'erreur de l'avoir insuffisamment développée.

J'eus la chance d'entendre raconter en détail l'avènement des panzers par le général von Thoma, le plus célèbre, après Guderian, parmi les premiers promoteurs des chars. (Je n'eus pas la possibilité, lors de la première édition de ce livre, de rencontrer Guderian, alors prisonnier des Américains, mais lorsque son témoignage depuis recueilli peut éclairer celui de Thoma, je l'insère entre parenthèses.) Sympathique malgré sa rudesse, il est, de toute évidence, un enthousiaste né, vivant dans le monde des blindés, aimant se battre pour se battre, dénué d'animosité, respectant tout adversaire digne de ce nom. Au Moyen Âge, sa joie aurait été de vivre en chevalier errant, provoquant le premier venu rencontré à un carrefour pour le seul plaisir de croiser l'épée. L'invention des chars fut une aubaine pour un tel homme, en lui permettant de ressusciter le chevalier à la cotte de mailles.

Il décrivit la naissance des chars dans l'armée allemande quand Hitler l'eut délivrée des restrictions du traité de Versailles : « C'était merveilleux

d'avoir enfin de vrais chars en 1934, après avoir été réduit, pendant de nombreuses armées, à utiliser des chars fictifs pour entreprendre des manœuvres tactiques. Jusque-là, notre seule expérience réelle était celle acquise dans un camp d'entraînement, mis à notre disposition en Russie, grâce à un accord passé avec le gouvernement des Soviets. Situé près de Kazan, il était particulièrement destiné à l'étude des problèmes techniques. En 1934, notre premier bataillon de chars fut constitué à Ohrdruf, sous le nom de "groupe motorisé d'instruction". J'en avais la charge. Il fut l'aïeul de tous les autres.

« Il s'agrandit ensuite et devint un régiment à 2 bataillons, et deux autres régiments furent créés à Zossen. Leur équipement, réalisé petit à petit, suivit lentement au rythme de production des usines. Nous eûmes d'abord le char Krupp Pz I, avec moteur à refroidissement par air, armé seulement de 2 mitrailleuses ; l'année suivante, quelques chars Pz II avec moteur Maybach à refroidissement par eau et un canon de 20 millimètres ; en 1937-1938, un gros progrès fut réalisé avec les premiers panzers III et IV. Pendant ce temps, notre organisation se développait. L'année 1936 vit la formation de deux brigades de chars, une pour chacune des deux divisions blindées qui furent alors créées. Les officiers de chars allemands étudiaient de près les doctrines britanniques, surtout les vôtres et celles du général Fuller, sur la guerre des blindés. Ils s'intéressaient également de très près aux activités des pionniers de la première brigade de chars britannique. » (Celle-ci fut créée temporairement en 1931, à titre d'expérience, sous les ordres du colonel – aujourd'hui général – Broad, et définitivement constituée en 1934 avec, à sa tête, le général de brigade Hobart – promu depuis aux grades supérieurs.)

Je lui demandai si les doctrines relatives aux chars allemands avaient subi l'influence du livre bien connu du général de Gaulle, comme on l'a souvent prétendu. Sa réponse fut : « Non, nous n'y prêtâmes pas grande attention, car nous le trouvions plutôt "extravagant". Il ne donnait guère de conseils tactiques et planait dans les nuages. D'ailleurs, il fut de beaucoup postérieur aux démonstrations britanniques. » (Guderian ajoute : « Thoma a raison. J'ai lu le livre de De Gaulle, *Vers l'armée de métier*, en 1937, dans sa traduction allemande. À cette époque, l'organisation des divisions panzers allemandes était déjà fixée et le livre de De Gaulle n'eut pas la moindre influence sur le développement des forces blindées allemandes. J'ai néanmoins lu ce livre avec un intérêt marqué, curieux de savoir si les

Français accepteraient les idées du colonel de Gaulle. Fort heureusement, il n'en fut rien. »)

Thoma continua en ces termes : « Vous serez probablement surpris d'apprendre que la création d'éléments blindés rencontra une forte résistance dans le haut commandement de l'armée allemande, de même que chez vous. Les doyens ne voyaient pas d'un bon œil la croissance de telles forces, car eux-mêmes n'en comprenaient pas le maniement et ne s'y sentaient pas à l'aise. Tout au plus s'y intéressaient-ils, mais avec prudence et circonspection. Sans leurs réticences, nous aurions pu avancer beaucoup plus vite. »

Thoma lui-même fut envoyé en Espagne en 1936, au moment de la guerre civile. « En effet, on prévoyait que l'Espagne serait un "Aldershot européen[20]". Quant à moi, je me mis en route la nuit où le général Franco devait déclencher la révolte. Je passai par Marseille et Lisbonne et le rencontrai à Mérida pour convenir avec lui de l'aide que nous lui apporterions. J'étais à la tête de nos troupes de l'armée de terre en Espagne durant la guerre. Leur nombre fut fortement exagéré par les journaux ; leur effectif, à un moment donné, ne dépassa jamais 600 hommes. (Non compris le personnel des services et celui de l'aviation.) Ils devaient instruire les soldats de Franco spécialement affectés aux chars et acquérir pour eux-mêmes l'expérience de la bataille. » (Un soldat comme Thoma ne pouvait se résoudre à demeurer confiné à des tâches d'instruction alors que l'occasion de combattre se présentait et quand bien même les chefs de l'armée allemande désapprouvaient une telle intervention. Le général Warlimont, envoyé en août comme attaché auprès de Franco, remarqua que Thoma était alors « l'âme et la substance de toutes les actions entreprises par les troupes terrestres allemandes durant toute la guerre civile ».)

Thoma poursuit son récit : « La part principale de notre aide à Franco consistait en matériel : avions et tanks. Au début, il ne possédait qu'un petit nombre de chars de modèle périmé. Le premier groupe de chars allemands arriva en septembre, suivi d'un contingent plus important en octobre. Il s'agissait de panzers I.

« Chez l'adversaire, la fourniture de chars par les Russes fut plus rapide ; ils arrivèrent à la fin de juillet. Ces chars étaient plus lourds que les nôtres, qui n'étaient équipés que de mitrailleuses. J'offris une récompense de 500 pesetas pour chaque tank capturé, car je n'étais que trop content de pouvoir m'en servir. Les troupes du Maroc espagnol s'en adjugèrent des

quantités. Vous serez intéressé d'apprendre que j'avais comme adversaire dans l'autre camp celui qui est maintenant le maréchal Koniev.

« Grâce à une répartition judicieuse du personnel allemand, je fus bientôt à même d'instruire un grand nombre d'équipages de chars espagnols. Je trouvai que ces derniers apprenaient vite… mais oubliaient aussi rapidement. En 1938, j'avais sous mon commandement 4 bataillons à 3 compagnies, de 15 chars chacune. Quatre de ces compagnies étaient équipées avec des chars russes. Je disposais aussi de 30 compagnies antichars armées de canons de 37 millimètres.

« Suivant les conceptions de beaucoup de généraux de l'ancienne école, le général Franco voulait répartir les chars d'assaut entre les unités d'infanterie. J'avais sans cesse à combattre cette tendance afin de pouvoir utiliser des concentrations de chars. Les succès franquistes furent dus en grande partie à ma méthode.

« Je revins d'Espagne à la fin de la guerre, en juin 1939, et écrivis un livre sur mes expériences et les leçons que j'en tirai. Je reçus alors le commandement d'un régiment de chars en Autriche. On m'avait offert une brigade, mais je déclarai préférer étudier à fond les expériences allemandes les plus récentes en maniant d'abord un régiment, car j'étais depuis longtemps sans contact avec ce qui se passait dans mon pays. Le général von Brauchitsch acquiesça. En août, je fus placé à la tête d'une brigade de chars de la 2e division de panzers, en vue de la campagne de Pologne.

« Cette division faisait partie de l'armée du général von List, à l'extrémité de l'aile sud, au-delà des Carpates. Je reçus l'ordre de me porter au défilé de Jablunka, mais, sur ma suggestion, on y envoya la brigade motorisée, tandis que j'opérais un mouvement de flanc avec ma brigade – à travers des bois épais et passant par la crête. En descendant dans la vallée, j'arrivai dans un village pour trouver les gens en route vers l'église. Jugez de leur stupéfaction en voyant surgir mes chars ! Après une marche d'approche de nuit de 80 kilomètres, j'avais tourné les défenses de l'ennemi sans perdre un seul char.

« Après la campagne de Pologne, je fus nommé à l'État-Major général, au commandement des forces mobiles. Ce poste comprenait le commandement des chars, des forces motorisées, de la cavalerie montée – dont il restait une division – et des unités cyclistes. Dans la campagne de Pologne, nous avions 6 divisions blindées et 4 divisions légères. Les divisions blindées comprenaient chacune une brigade de chars de

2 régiments à 2 bataillons ; l'effectif de guerre d'un régiment était, à l'origine, de 125 chars environ. L'expérience prouve qu'après une opération ayant duré plusieurs jours, il faut réduire d'un quart le nombre de chars pour tenir compte de ceux qui doivent passer en réparation ; le reste constitue l'effectif moyen disponible pour le combat. »

Thoma expliqua qu'il ne comptait comme disponibles en vue de la bataille que les chars d'assaut des compagnies ou escadrons. En ajoutant les chars légers de reconnaissance, l'effectif total d'un régiment est de 160 chars.

« Les divisions légères motorisées étaient encore au stade de l'expérimentation ; la composition de chacune d'elles était différente. Elles comprenaient, en moyenne, 2 régiments portés de fusiliers, à 3 bataillons chacun, et un bataillon de chars. Elles étaient complétées, comme les divisions blindées, par un bataillon blindé de reconnaissance, un bataillon de motocyclistes et un régiment d'artillerie.

« Nous renonçâmes à ces divisions légères après l'expérience de la campagne de Pologne, et elles furent transformées en divisions blindées. Pour l'offensive de 1940 à l'Ouest, ces forces comprenaient 10 divisions blindées complètes et le régiment de chars SS Leibstandarte, dont la puissance était bien supérieure à celle d'un régiment normal de chars. La proportion du nombre de chars moyens d'une division fut augmentée. Et cependant il y avait encore trop de chars légers. » Thoma me fit alors la surprenante révélation que l'invasion de la France fut conduite par les Allemands avec, en tout, 2 400 chars et non 6 000, comme l'indiquaient les rapports français à cette date. Il me dit que ce nombre ne comprenait pas les chars légers de reconnaissance, qu'il appelait les « boîtes de sardines ». « Les chars français étaient meilleurs que les nôtres et aussi nombreux, mais trop lents. Ce fut par la vitesse et les effets de surprise que nous battîmes les Français. » (Guderian ajoute : « Les chars français étaient mieux protégés, mieux armés et plus nombreux que les nôtres, mais inférieurs en vitesse, en communications radio et en commandement. La concentration de toutes les troupes blindées en un point décisif et l'initiative des officiers de tous grades furent la principale raison de notre victoire en 1940. » Manteuffel remarqua : « Avant la guerre, nous avions tous sous-estimé la vitesse des chars sur le champ de bataille. Elle est d'une importance plus grande que le blindage »[21].)

En discutant sur les divers types de chars d'assaut et leurs qualités respectives, Thoma reconnut que, si on lui donnait le choix entre un char « à grosse cuirasse » ou un « ultra-rapide », il choisirait toujours ce dernier. En d'autres termes, il préférait la vitesse au blindage épais, ayant acquis par expérience la conviction que, des deux, la rapidité était le plus utile. Il ajouta encore qu'à son avis le régiment de chars idéal devait se composer de deux tiers de gros chars assez rapides et un tiers de chars très rapides légèrement blindés.

Parlant de l'offensive de 1940, Thoma dit : « Tous les officiers de chars désiraient voir Guderian à la tête de l'armée de panzers qui exécuta l'attaque dans les Ardennes. Kleist n'avait pas la même connaissance des chars : il en avait été, auparavant, un des adversaires les plus acharnés. Mettre un sceptique, même un sceptique converti, au Commandement suprême des forces blindées était caractéristique de la façon dont les choses se passaient dans l'armée allemande… comme dans la vôtre. Mais Guderian avait la réputation d'être un subordonné difficile. Hitler, décidant en dernier ressort, approuva la nomination de Kleist. Néanmoins, Guderian fut désigné pour exécuter cette offensive ; il le fit en appliquant les méthodes qu'il avait expérimentées aux manœuvres de 1937. Ensuite, il mena la ruée vers la Manche. Il se concentra uniquement sur l'exploitation des succès acquis et prit comme ligne de conduite : "Au diable ce qui se passe derrière moi !" Ce dynamisme dans l'attaque fut décisif, car il ne laissa pas aux Français le temps de se regrouper.

« On disait fréquemment, dans l'armée allemande, que Guderian voyait toujours rouge et avait trop tendance à charger comme un taureau[22]. Je ne suis pas de cet avis. J'ai été sous ses ordres, en 1942, sur le front de Stalingrad, où nous nous heurtions à une défense acharnée, et j'appréciai ses qualités de chef dans ces circonstances difficiles. »

Je demandai à Thoma quels étaient, à son avis, les principaux facteurs des succès des blindés allemands dans la série de percées qu'ils réussirent au début de la guerre. Il indiqua cinq causes principales :

« 1. La concentration de toutes les forces, avec l'appui des bombardiers, sur le point de pénétration.

« 2. Dans l'exploitation d'une percée, les mouvements de nuit, qui permettaient de surgir fort loin du front, sur les arrières des troupes ennemies, étaient, avec l'effet de surprise, un des facteurs de victoire.

« 3. L'insuffisance de la défense antichars chez l'ennemi et la supériorité de notre aviation.

« 4. Le fait que le rayon d'action de la division blindée, en utilisant seulement l'essence qu'elle transportait par ses propres moyens, était de 150 à 200 kilomètres, avec possibilité pour les pointes avancées d'un ravitaillement supplémentaire par parachutage.

« 5. Le fait que les équipages de chars emportaient trois jours de vivres, les trains régimentaires portaient six jours de vivres et le train de la division en portait neuf. »

Thoma me décrivit des cas d'avances longues et rapides effectuées par des blindés. « Dans la campagne de Pologne, dit-il, la marche sur Varsovie depuis la Haute-Silésie se fit en sept jours, à raison de 45 kilomètres par jour, tout en combattant. Il en fut de même dans la deuxième partie de la campagne de France, dans le trajet entre la Marne et Lyon. Dans la campagne de Russie, en 1941, la progression de Roslavl jusqu'au-delà de Kiev se fit en vingt jours, à raison de 25 kilomètres par jour ; celle de Glukov à Orel, 60 kilomètres par jour pendant trois jours. Le record atteignit 100 kilomètres en une journée. »

Thoma insista sur l'importance pour le commandant de blindés de se trouver à la tête de ses troupes « au milieu de ses chars ». Il doit commander « de la voix et du geste », comme autrefois le colonel d'un régiment de cavalerie. « La place d'un commandant est à l'avant, là où les décisions tactiques sont prises. Il devrait laisser à son premier adjoint le soin de veiller aux détails d'exécution. »

Thoma me parla alors de la réorganisation des unités blindées opérée en Allemagne avant la campagne de Russie ; il ne me cacha pas qu'à son avis on avait commis là une grave erreur. « Afin de multiplier le nombre des divisions blindées, on enleva à chacune d'elles 2 régiments de chars ; on obtint ainsi 20 divisions. J'étais tout à fait opposé à cette mesure, et je protestai auprès de Hitler, car il s'occupait toujours personnellement des questions d'ordre technique. » Thoma lui exposa les inconvénients d'une opération qui exigeait, en fin de compte, le doublement des cadres et des services sans obtenir pour cela une plus grande puissance d'attaque. « Mais je ne réussis pas à persuader Hitler : il était obsédé par l'avantage que présenterait un nombre accru de divisions. Les chiffres exerçaient toujours un grand attrait sur son imagination. » (Guderian remarque : « Thoma a raison lorsqu'il critique la réorganisation des forces blindées allemandes

avant la campagne de Russie. Les divisions blindées doivent disposer de très nombreux chars. Je partage entièrement son point de vue, ainsi que le général von Manteuffel, qui fut un de nos meilleurs généraux de panzers. »)

« Hitler ne s'était pas mêlé des opérations en Pologne, mais il fut grisé par les innombrables louanges dont le public gratifia à ce moment-là, et plus encore après la campagne de France, "sa" stratégie. Il avait du goût pour la stratégie et la tactique, mais n'entendait rien aux détails d'exécution. Il avait souvent de bonnes idées, mais son entêtement sans bornes lui en faisait gâcher l'application.

« Le nombre de 20 divisions donnait l'illusion d'une augmentation importante, mais la quantité réelle de chars restait identique. Notre effectif de combat était de 2 434 chars et non de 12 000, comme les Russes l'affirmèrent. Les deux tiers environ de chars légers de notre première campagne étaient devenus deux tiers de chars moyens. »

Critiquant la campagne de Russie, Thoma déclara que les unités blindées allemandes avaient inventé une méthode qui se révéla fort efficace. « Les divisions blindées rompaient et traversaient le front russe la nuit, puis se dissimulaient dans les bois, en arrière des lignes ennemies. Les Russes réparaient la brèche. Le matin, l'infanterie allemande lançait une attaque sur ce secteur en partie replâtré et forcément en désordre. Les divisions blindées, sortant alors de leur cachette, tombaient sur les arrières des Russes. »

Pour la campagne de 1942, on créa 2 nouvelles divisions blindées, qui absorbèrent la division de cavalerie, dissoute à cause de son inefficacité ; 3 autres divisions d'infanterie furent motorisées en plus des 10 qui l'avaient déjà été pour la campagne de 1941. « Sur les 20 divisions d'autrefois, 10 divisions blindées seulement furent mises sur pied ; cela parce que, par ordre de Hitler, l'accroissement de production en chars d'assaut était négligé au profit de la construction des sous-marins. »

Thoma critiqua vigoureusement pour leur manque de clairvoyance Hitler et les généraux de la vieille école, qui n'avaient pas su discerner l'importance vitale des forces blindées ni en pousser la fabrication à temps à l'échelle et sous la forme qui auraient été nécessaires. « Ce que nous avions suffisait pour battre la Pologne et la France, mais pas pour conquérir la Russie. En considération de l'immensité et de la difficulté du terrain, nous aurions dû doubler le nombre de chars de nos divisions blindées, dont les régiments d'infanterie n'avaient d'ailleurs pas une mobilité suffisante.

« La composition originelle de notre division blindée était idéale : 2 régiments de chars, 2 régiments d'infanterie motorisée. Ces derniers auraient dû être transportés en véhicules semi-chenillés, malgré la consommation plus importante d'essence. Au début de la campagne de Russie, on pouvait transporter les troupes à pied d'œuvre en camion. Parfois, elles descendaient à 400 mètres des premières lignes. Mais cela ne fut plus possible quand l'aviation russe fut plus présente. Les convois de camions offraient une trop belle cible, et l'infanterie était obligée de débarquer trop loin des lignes. Seule l'infanterie motorisée peut entrer en action assez vite pour suivre les besoins d'une bataille mobile.

« Bien pis : ces lourds camions s'enlisaient dans la boue. La France présentait un terrain idéal pour les blindés, mais la Russie était désastreuse à cause de ses immenses étendues de marécages ou de sables. Le sable atteignait parfois près d'un mètre d'épaisseur. Quand il pleuvait, le terrain devenait marécageux. »

Thoma ajouta : « En comparaison, l'Afrique était un paradis. Les équipages de chars qui avaient combattu en Russie trouvaient facile de s'adapter aux conditions de l'Afrique. C'est une erreur de se baser sur la campagne d'Afrique pour en déduire des enseignements valables ailleurs. Dans l'avenir, c'est la Russie qui, pour vous, doit servir d'exemple, et non le désert ! » Conclusion caractéristique !

Thoma dénonça une autre erreur de la campagne de Russie : le manque de coordination entre les forces blindées et aéroportées[23]. « Cela fit échouer plusieurs opérations qui devaient réussir. La cause ? Les troupes parachutées faisaient partie de la Luftwaffe ; d'où des conflits en haut lieu sur leur mode d'emploi. On se heurtait, en particulier, à Göring. L'imperfection de notre artillerie automotrice constituait un autre handicap. Ce matériel est d'une valeur inestimable ; mais nous n'avions, dans ce genre, que des engins de fortune, dont la charge était trop lourde pour le châssis. »

Thoma, ayant été fait prisonnier à El Alamein en automne 1942, ne pouvait fournir des témoignages vécus sur la fin de la guerre. Pendant cette dernière phase, Manteuffel fut le plus éminent des chefs commandant les blindés ; dans l'ensemble, ses conclusions confirmaient celles de Thoma et les complétaient sous certains rapports. Les remarques de Manteuffel, trop détaillées, importuneraient ici les lecteurs non techniciens ; toutefois, quelques-unes parmi les plus importantes valent la peine d'être citées :

« Les chars *doivent* être rapides. Je dirai que c'est là la leçon primordiale que les constructeurs de chars doivent tirer de cette guerre. Le prototype du char "Panther" (Pz V) répondait aux conditions requises. Quant au 'Tigre" (Pz VI), nous l'appelions le "fourgon de déménagement", bien qu'il ait été utile au début. À cause des longues distances, sa lenteur représentait un inconvénient beaucoup plus grand en Russie qu'en France. »

Manteuffel trouvait le char russe « Staline » le meilleur du monde. Il combinait un armement puissant, un blindage épais, une structure trapue à une vitesse supérieure à celle du « Tigre », à peine inférieure à celle du « Panther ». Il était plus facile à manœuvrer que n'importe quel char allemand.

Manteuffel indiqua ensuite deux handicaps des blindés allemands, qu'on aurait pu éviter. « Chaque unité de division devrait être accompagnée, à l'échelon avancé, de son propre atelier mobile de réparations. Notre armée fit une grave erreur en décidant de laisser ces ateliers de réparation à l'arrière. Ils devraient se trouver à l'avant, aux ordres du chef de l'unité de combat et en liaison radio avec lui. Cela est essentiel, excepté dans les cas d'avarie grave, pour permettre de réparer pendant la nuit. Ce système permet d'éviter beaucoup d'accidents, provoquant pertes et gaspillage. Nous aurions ainsi échappé aux conséquences dangereuses de notre procédé : les commandants d'unités, ne pouvant attendre que les chars soient réparés, devaient poursuivre leur offensive avec des effectifs réduits. Trop souvent ils s'attaquaient à des missions au-dessus de leurs moyens, missions données à des divisions qui, sur le papier, étaient à effectifs complets.

« Il est également indispensable pour une division blindée de posséder sa propre aviation : une escadrille de reconnaissance, une de bombardement tactique et une d'avions de liaison plus lents, à la disposition du commandant de la grande unité et de son état-major. Le commandant d'une division blindée devrait toujours diriger la bataille d'un avion. Au début de la campagne de Russie, les divisions blindées avaient leurs propres éléments d'aviation. Mais le haut commandement les leur enleva en novembre 1941, afin d'exercer un contrôle plus centralisé. Ce fut une lourde faute. J'ajoute que, dès le temps de paix, l'instruction des escadrilles doit être effectuée avec celle des divisions.

« Des avions sont également indispensables pour transporter les munitions, le carburant, le ravitaillement et les hommes. Car, dans l'avenir,

les divisions blindées devront opérer sur des espaces beaucoup plus considérables. Elles doivent être prêtes à avancer de 200 kilomètres par jour. J'ai lu, traduits, plusieurs de vos livres parus avant guerre, et je sais l'importance que vous accordez au développement de l'aviation de service dans la guerre des blindés. La guerre blindée diffère de la guerre menée par l'infanterie, et les fantassins ne le comprennent pas. Ce fut une de nos sérieuses difficultés pendant la guerre. »

Parlant de la construction des chars et de leur utilisation, Manteuffel me fit observer qu'en diminuant leur hauteur on en faisait des cibles moins voyantes. L'écueil était de concilier cette condition avec la nécessité de maintenir le dessous du char suffisamment loin du sol pour éviter un blocage contre des obstacles tels que bosses du terrain, rochers et souches d'arbres. On peut surmonter les difficultés dues à la dimension des petits obstacles par rapport à la hauteur libre au-dessus du sol en sachant étudier le terrain. C'est la qualité la plus importante dans la manœuvre des chars.

Comme exemple, Manteuffel me raconta comment il avait riposté à une percée des Russes à travers la frontière roumaine, près de Jassy, en mai 1944. La première offensive russe vers les champs pétrolifères de Ploesti fut repoussée. Le gros de l'attaque, effectué par plus de 500 chars russes, tomba sur la division de Panzer-grenadiers « Grossdeutschland », que Manteuffel commandait alors. Elle comptait 160 chars – une unité étant équipée de chars « Tigre », deux de chars « Panther » et une de Pz IV. « C'est là que je rencontrai les premiers chars "Staline". Je fus très surpris de voir que, si mes 'Tigre" ouvraient le feu sur eux à une distance de 3 000 mètres, nos projectiles ricochaient sans les pénétrer : il fallait réduire cette distance de moitié pour y parvenir. Mais je pris l'avantage sur leur supériorité technique par la mobilité de la manœuvre, en faisant le meilleur usage des replis de terrain. » Même les Pz IV, comparativement plus petits, parvinrent à mettre hors de combat plusieurs de ces monstres en les contournant et en ouvrant le feu sur eux à une distance de 1 000 mètres. Manteuffel rapporte que, lorsque l'attaque des Russes cessa, environ 350 de leurs chars avaient été détruits ou abandonnés sur le champ de bataille, tandis que ceux qui s'étaient retirés était pour la plupart endommagés. Il ne perdit que 10 chars, mais bon nombre d'autres étaient abîmés.

Bien qu'étant une bataille défensive livrée par les Allemands, sa tactique fut fondée sur l'utilisation locale de la mobilité offensive des régiments de panzers, au sein d'une zone soigneusement choisie, tenue par 2 régiments

d'infanterie. Manteuffel conclut avec énergie : « Dans une bataille de chars, si vous restez immobile, vous êtes perdu. » Visiblement satisfait par le souvenir de son adroite tactique, il ajouta : « Vous auriez eu grand plaisir à assister à cette bataille… »

Il dit encore qu'il fallait sélectionner soigneusement les équipages de chars afin de permettre, par les aptitudes tactiques, l'utilisation de la supériorité qu'offre cet outil de la bataille moderne. « Cette condition remplie, la construction de chars doit viser à un parfait équilibre entre le blindage, les armes et la vitesse, en tenant compte particulièrement des risques présentés par les attaques aériennes, les parachutistes et les fusées. »

Plus tard, Manteuffel me confia l'étendue de ses réflexions sur le sujet : « Puissance de feu, blindage, vitesse et capacité à se mouvoir en terrain accidenté sont essentiels et les meilleurs chars sont ceux qui combinent ces exigences contradictoires. De mon point de vue, le Pz V allemand ("Panther") était le plus satisfaisant, et se rapproche de l'idéal, s'il avait été possible de le concevoir avec une silhouette plus basse. Une des principales leçons que j'ai retenues de toutes mes expériences est que l'accent doit être davantage mis sur la vitesse du char *sur le champ de bataille* qu'on ne le pensait avant la guerre… Pour le char, c'est une question de vie ou de mort : il faut éviter les effets mortels du feu de l'ennemi en pouvant se déplacer rapidement d'une position de tir à une autre. La manœuvrabilité devient une arme, équivalente à la puissance de feu et au blindage. »

Il convient de noter que les vues de Manteuffel sur l'importance de la vitesse de déplacement en terrain accidenté se rapprochent de celles de Thoma. Bayerlein, un des plus brillants parmi les jeunes généraux de panzers, et pourvu d'une expérience variée, exprima devant moi des vues similaires. Il avait servi comme IA (chef des opérations) auprès de Guderian en France, comme chef d'état-major de Rommel à la fin de la campagne d'Afrique, et commanda la division d'élite de la Panzer Lehr en Normandie et dans les Ardennes avant de commander un corps d'armée dans les batailles de Rhénanie. Bayerlein me déclara : « Pour les chars du futur, je considère que la mobilité est le facteur le plus important. Viennent ensuite la puissance de feu (portée et calibre) et, enfin, le blindage. Une grande mobilité sera essentielle dans les guerres futures. Le mouvement, l'action et la surprise ne sont jamais assez rapides. » Dans un autre entretien, Manteuffel exposa ses idées sur l'organisation des armées futures. « Les conditions modernes nous montrent qu'il faudrait deux catégories de

troupes au sein de l'armée. Le mieux serait de constituer une *élite*[24]. On créerait dans ce but un certain nombre de divisions sélectionnées, qui posséderaient le meilleur équipement, un budget d'instruction suffisant et un personnel trié sur le volet. Un grand pays pourrait monter une armée comprenant jusqu'à 30 de ces divisions. Bien sûr, sur un tel plan, aucun pays ne pourrait équiper des millions d'hommes. Mais il est préférable d'avoir une armée d'*élite*, destinée aux opérations les plus importantes, que d'avoir une armée plus nombreuse mal équipée et mal instruite. Cette armée d'*élite* aurait une forte proportion d'aviation, des troupes aéroportées et disposerait de bombes volantes. Le calibre actuel de l'artillerie des forces blindées entrave la mobilité de ces dernières. Il est motivé par la nécessité d'obtenir un tir courbe. Seuls, les obusiers donnent actuellement une telle trajectoire, mais le développement des bombes volantes peut remplacer utilement ce type de pièces. »

Manteuffel dit encore qu'il approuvait l'opinion que j'avais souvent exprimée dans mes livres, à savoir que le problème militaire fondamental des temps présents était de diminuer le nombre de troupes et véhicules de service par rapport aux armées combattantes. « Mais, pour atteindre un tel résultat, le haut commandement doit acquérir l'esprit des opérations motorisées.

« L'armée nouvelle exige la création de nouvelles conceptions stratégiques. Afin que ces idées soient admises, il est important que toutes les unités de type moderne soient soumises au commandement d'un seul chef qualifié. En même temps, pour favoriser l'*esprit de corps*[25] des troupes composant cette armée d'*élite*, elles devraient non seulement être munies du meilleur équipement et recevoir la meilleure instruction, mais encore être revêtues d'un uniforme spécial, le plus élégant possible. »

Après une période de nouvelles réflexions sur ses expériences durant la guerre, Manteuffel me fit part de ses conclusions de manière plus détaillée. Le point principal mérite d'être cité :

« Les techniques de commandement doivent être radicalement différentes de celles qui prévalaient en 1945, afin de trouver le moyen de maintenir la mobilité stratégique.

« Il sera nécessaire de rompre totalement avec les pratiques anciennes et usées, comme ce fut le cas dans l'armée allemande lors de l'introduction des forces blindées stratégiques. Cela vit l'introduction de nouvelles techniques opérationnelles, très lentement au départ, il faut le dire, mais qui

furent ensuite affermies, comme les succès de 1939-1941 puis de 1942 en Afrique l'ont démontré. Il ne s'agissait pas seulement de l'introduction d'une nouvelle arme utilisant la puissance motorisée pour se mouvoir et combattre, mais de la création et de l'application d'une nouvelle technique opérationnelle dont les caractéristiques prédominantes étaient la rapidité d'identification, d'action et d'exécution, couplées à la manœuvrabilité. Il en résultait une mobilité maximale.

« La coopération des troupes aéroportées et de formations blindées rapides jouera assurément un rôle majeur dans les conflits à venir, car ces deux armes résolvent les problèmes de l'espace et du temps.

« L'artillerie des armées modernes devra être d'une conception radicalement différente de celle de l'artillerie de 1939-1945. Les fusées et l'atome sont l'avenir. » Mais Manteuffel développa également les différentes manières d'améliorer les méthodes de tir afin de produire une plus grande concentration des feux. « Avec l'amélioration de la puissance de feu, l'importance du combat homme contre homme appartiendra bientôt au passé.

« La reconnaissance doit toujours être effectuée en force, avec des troupes d'assaut, afin qu'elle soit capable d'atteindre ses objectifs par le combat. Ce fait a été sous-estimé lors de la dernière guerre […] les résultats des reconnaissances s'avérèrent souvent décevants, ce qui eut des conséquences graves sur l'emploi effectif des troupes.

« Les mouvements et les combats devraient de plus en plus être livrés dans l'obscurité – essentiellement pour parer à la menace aérienne – et cette méthode de combat doit être améliorée […] En entraînant et en habituant les troupes à ce type de combat, ils risquent de souffrir bien moins des effets nerveux de ce type de combat si l'ennemi l'utilise sur une grande échelle – comme les Russes pourraient le faire.

« Il est encore clair pour moi, d'après mes expériences de guerre, que le brouillard artificiel est d'un usage primordial lorsque l'on passe à l'offensive. Son importance sera encore plus grande par la conduite bidimensionnelle du conflit (sur le sol et dans les airs – et particulièrement lorsque l'aviation n'est pas en mesure de délivrer un soutien aérien efficace au moment désiré et dans un espace limité. Les experts en chimie doivent mettre au point des fumigènes persistants capables de couvrir une zone étendue.

« La tactique a, jusqu'à présent, été définie comme l'art de déployer ses troupes sur le champ de bataille au moment opportun et au meilleur endroit pour l'exécution de son propre plan, afin de tirer le meilleur parti de ses armes. Cette conception doit, selon mon opinion, être aujourd'hui élargie pour englober l'essence dans les "moyens de combats" et dans l'armement […] Afin de s'assurer que l'essence est disponible quand et où elle est nécessaire, il convient d'exercer un contrôle tactique de son approvisionnement. »

Je lui demandai quelle était, à son avis, la composition idéale des armées du futur. Manteuffel évoqua la persistance de deux types de divisions : la division d'infanterie, transportée dans des véhicules motorisés et la division blindée – qu'il préférait appeler « division mobile ». Discutant du second type, lorsque je m'entretins avec lui immédiatement après la guerre, l'organisation qu'il suggérait était assez similaire à celle qui prévalait à la fin du conflit, avec une augmentation de la proportion de véhicules semi-chenillés pour les éléments auxiliaires de la division. Mais après des réflexions plus approfondies sur ses expériences de la dernière guerre, il arriva à la conclusion qu'une augmentation significative du nombre de chars était nécessaire, tandis que les effectifs de l'infanterie pouvaient être réduits si elle était dotée de véhicules entièrement chenillés et capables de se mouvoir en terrain difficile. Au lieu de 3 unités de 60 chars chacune, il proposait d'établir des divisions à 4 unités de 100 chars chacune. L'élément d'infanterie serait alors constitué de 3 bataillons d'infanterie mécanisée au lieu de 4 se déplaçant dans des véhicules semi-chenillés ou des camions. Il s'agissait d'un retour aux proportions des premières divisions de panzers, à l'époque où l'armement et le blindage des chars étaient plus légers. « Il est faux de croire, dit Manteuffel, que l'effet supérieur de l'armement des chars permet de réduire leur nombre. Le nombre de chars disponibles tend par ailleurs à chuter de manière très rapide dès que le mouvement et les combats s'engagent. »

Il pointait du doigt, comme Thoma, les effets néfastes de la réorganisation entreprise avant la campagne de Russie, qui vit les divisions blindées amputées de la moitié de leurs chars et pourvues d'un second régiment d'infanterie. « Les divisions blindées perdirent ainsi l'impact et la puissance de pénétration de leurs chars, alors que des efforts auraient dû être entrepris pour le renforcer. Le rythme de sa progression dépendant à présent de l'infanterie, ce qui était – et demeure – une erreur. Dans une

bataille de blindés, les chars jouent le premier rôle et tout le reste devrait être relégué au second plan. Une division *blindée* ne peut être renforcée qu'en augmentant son noyau de chars. » (Guderian, qui exprima ses vues plus tard, insista particulièrement sur la nécessité d'augmenter la proportion de chars et considérait également que le chiffre de 400 chars par division était l'idéal.)

« C'est le fer de lance constitué par la masse de ses chars qui fournit à une division blindée l'élan nécessaire pour l'attaque ; la tâche de l'infanterie est d'appuyer les chars en effectuant les missions secondaires, afin de permettre la concentration d'un maximum de chars au point de rupture choisi. Employer l'infanterie comme arme de soutien primordiale pour les divisions blindées est une approche erronée et ne peut qu'entraver leur développement. Cela impliquerait que les divisions blindées ont atteint leur plein potentiel et sont sur le déclin, ce qui n'est pas le cas. »

En ce qui concerne les éléments auxiliaires, Manteuffel dit : « Les troupes devant accompagner le noyau de chars – infanterie mécanisée, génie, artillerie – doivent être motorisées afin de pouvoir suivre les chars sur le champ de bataille. Durant la guerre, l'artillerie utilisa des châssis de chars à cet effet ; cela devrait être encore plus aisé dans le futur, car l'artillerie pourra utiliser des affûts plus légers. L'infanterie et le génie étaient transportés dans des véhicules blindés semi-chenillés, capable de se mouvoir dans du terrain accidenté qui firent preuve d'une étonnante capacité à se déplacer dans la boue sur le front de l'Est. Lorsque les divisions blindées furent créées, seuls un bataillon d'infanterie et une compagnie du génie étaient dotés de véhicules de ce type, mais au cours du conflit, il devint possible d'en augmenter le nombre dans certains divisions, afin qu'elles disposent d'un régiment mécanisé, d'artillerie de campagne et antiaérienne également mécanisés. À l'avenir, des véhicules de ce type seront suffisants pour les échelons de combat des divisions d'infanterie. Mais les divisions blindées auront besoin de véhicules chenillés et non semi-chenillés pour transporter leur infanterie. Cette exigence s'applique également aux autres éléments de la division, tandis qu'une bonne proportion des véhicules de soutien logistique devrait être tout-terrain. L'artillerie devrait être autoportée et non tractée. »

Troisième partie

LE POINT DE VUE ALLEMAND

Chapitre 11

COMMENT HITLER BATTIT LA FRANCE – ET SAUVA L'ANGLETERRE

Les apparences d'un grand événement sont souvent trompeuses… surtout lorsqu'il s'agit d'une guerre. Le sort de millions d'individus dépend de décisions prises par un seul homme. Or celui-ci peut prendre une résolution qui transforme le cours de l'histoire sous l'influence des motifs les plus inattendus. Les circonstances de cette décision ne sont connues que d'un petit nombre de personnes qui, placées dans les coulisses, ont généralement de bonnes raisons pour se taire. Dans certains cas, la vérité transpire ; dans d'autres, jamais.

Lorsqu'elle se fait jour, elle confirme souvent le proverbe : « La réalité dépasse parfois la fiction. » Un romancier, cherchant à écrire des aventures plausibles, hésiterait à utiliser des données aussi contradictoires et étonnantes que celles que l'on rencontre dans l'histoire, à la suite de quelque extraordinaire incident ou erreur de psychologie.

Rien ne pourrait être plus surprenant que la façon dont se déroulèrent les événements décisifs de 1940. La France fut vaincue par une offensive entreprise avec scepticisme par les envahisseurs. La réussite de l'invasion fut due à un ultime changement du plan allemand, qui profita du manque de souplesse dans les plans conçus par les Français et de la trop grande confiance que ces derniers avaient en eux-mêmes. La façon dont l'armée britannique s'échappa et dont la Grande-Bretagne fut sauvée de l'invasion est encore plus étrange. La vérité, en cette occurrence, fut tout à fait différente de l'image connue du public. Elle aurait paru, à l'époque, aussi invraisemblable aux Anglais qu'à la majorité des disciples ardents de Hitler en Allemagne. Les révélations de Nuremberg ne la mirent pas en relief. Les faits étaient connus d'un cercle restreint d'officiers supérieurs de l'armée

allemande. Quant au fin mot de l'histoire, seuls quelques hommes le connaissaient, et ce ne sont pas les plus importants de ceux qui se trouvaient au quartier général de Rundstedt le jour où Hitler dévoila ses pensées.

On a communément qualifié de « miracle de Dunkerque » la façon dont l'armée britannique s'échappa de France. En effet, les blindés allemands avaient atteint la Manche dans le dos de l'armée britannique, alors que celle-ci se trouvait encore profondément engagée à l'intérieur de la Flandre. Coupée de ses bases et du gros de l'armée française, il paraissait possible qu'elle soit également isolée de la mer. Ceux qui s'en sont tirés se sont souvent demandé comment ils avaient pu y réussir.

Voici la réponse : seule l'intervention de Hitler les sauva ; rien d'autre n'aurait pu le faire. Subitement, d'un ordre téléphonique, il arrêta l'élan des blindés comme ils arrivaient en vue de Dunkerque et les retint jusqu'à ce que les Britanniques en retraite aient atteint le port et se fussent évadés. Rundstedt et d'autres généraux, alors placés aux postes de commandement ou dans les états-majors des grandes unités, me racontèrent, vue sous des angles différents, l'histoire de cet ordre incroyable et de ses conséquences.

L'armée britannique, quoique ayant évité d'être capturée en France, n'était pas en état de défendre l'Angleterre. Elle avait abandonné presque toutes ses armes, et les arsenaux du pays étaient presque vides. Les mois suivants, les maigres forces de l'Angleterre, mal armées, firent face aux troupes supérieurement équipées qui avaient envahi la France et dont elles n'étaient séparées que par un mince bras d'eau. Or l'invasion ne devait jamais se produire.

À ce moment-là, nous pensions que la « bataille d'Angleterre » nous avait sauvés en repoussant les attaques de la Luftwaffe. Ce n'est qu'une partie de l'explication, et la moins importante. La cause originelle, la plus profonde, est que Hitler ne voulait pas envahir l'Angleterre. Il ne s'intéressait guère aux préparatifs de l'invasion, ne fit rien pour les hâter et les supprima à la première excuse plausible. Il préparait, en fait, l'invasion de la Russie.

Avant de relater en détail la genèse de ces décisions fatales pour Hitler, il faut en révéler une qui leur est antérieure. En effet, les événements qui précédèrent sont à peine moins incroyables que le développement de l'action même et de ses conséquences. Tandis que Hitler sauvait l'Angleterre, la France était envahie, malgré l'opposition des généraux allemands !

Alors que la France était prostrée sous la botte allemande, les soldats vainqueurs auraient été bien étonnés d'apprendre que les plus haut placés parmi les chefs militaires n'avaient pas cru à la possibilité d'une telle victoire et que celle-ci avait été remportée grâce à un plan imposé à un État-Major général méfiant, après des pourparlers secrets. Ces hommes auraient été horrifiés d'entendre dire que, six mois plus tôt, il s'en était fallu de peu qu'ils ne reçoivent l'ordre de marcher sur Berlin pour renverser Hitler au lieu de marcher sur Paris. C'était pourtant là ce que cachait cette façade triomphante.

Pourquoi Hitler se décida à attaquer

Rétrospectivement, la conquête de l'Ouest apparaît comme une irrésistible poussée. Cependant elle fut conçue dans une ambiance de doutes et de craintes. La période d'attente fut baptisée *phoney war* (« guerre en toc » ou « drôle de guerre » en français) par des commentateurs américains, ironisant sur l'inactivité des Alliés. L'appellation n'était pas justifiée en ce sens, car les Alliés n'étaient pas équipés pour prendre l'offensive – on en eut la preuve ultérieurement. Mais il existait, en effet, des « drôles de choses » du côté allemand.

Après la conquête de la Pologne, dont il avait partagé la dépouille avec la Russie, Hitler fit des offres de paix aux puissances occidentales. Lorsqu'elles furent repoussées, face à face avec son associé provisoire et avec ce qu'il avait mis en branle, il prit peur. Il observa qu'une guerre d'usure prolongée contre la Grande-Bretagne et la France épuiserait progressivement les ressources limitées de l'Allemagne et l'exposerait à une attaque néfaste des Russes dans le dos. « La neutralité de la Russie ne peut être garantie par aucun traité durable », dit-il à ses généraux. Ses craintes le poussèrent à imposer la paix à la France par une offensive à l'ouest. Il espérait que, une fois les Français vaincus, les Anglais se montreraient conciliants et accepteraient de traiter. Il constata que le facteur *temps* jouait contre lui de toute façon.

Hitler n'osait pas courir le risque d'attendre que les Français se lassent de la guerre. Il pensait avoir, à ce moment-là, des effectifs et un équipement suffisants pour battre la France. « En ce qui concerne certaines armes primordiales, l'Allemagne possède aujourd'hui une supériorité évidente, indiscutable. » Hitler sentait qu'il fallait frapper dès que possible avant qu'il

soit trop tard. Ses ordres étaient : « Si les conditions le permettent, l'offensive sera déclenchée cet automne. »

Les calculs de Hitler et ses instructions furent exposés dans un long mémorandum le 9 octobre 1939. Son analyse des données militaires de la situation était magistrale, mais il laissa de côté un facteur politique essentiel : l'obstination de bouledogue montrée par les Anglais lorsqu'on les provoque.

Cela peut sembler étrange si l'on songe qu'il avait, dans *Mein Kampf*, évoqué l'« obstination acharnée » des Anglais durant la guerre et pointé du doigt la tendance des Allemands à se leurrer sur ce fait : « Une sous-évaluation pour laquelle nous eûmes à payer le prix fort. » Hitler oublia-t-il ses propres avertissements dans l'ivresse de ses premières victoires ? Il est plus probable que sa pleine conscience de ce fait le poussa au contraire à prendre des mesures plus radicales encore, une fois qu'il eut commis l'irréparable en poussant l'Angleterre à entrer en guerre, bien qu'il ait encore caressé l'espoir que le flegme britannique finisse par l'emporter sur l'instinct de bouledogue. Il est également manifeste que le langage tenu par Churchill lui fit sentir que tout espoir d'un compromis immédiat s'était évanoui avant même qu'il ne mette ses propositions de paix sur la table.

À la fin de septembre, alors que la résistance polonaise s'effondrait, l'esprit de Hitler était déjà tourné vers l'Ouest et l'idée d'une offensive rapide. Le général Warlimont, alors à la tête de la section Défense nationale de l'OKW, me déclara : « J'eus pour la première fois vent de cette décision de Hitler lorsque je me rendis à son quartier général de Zoppot, sur la Baltique, lors des derniers moments de la campagne de Pologne. Même Keitel, qui m'en informa, semblait profondément décontenancé, les troupes allemandes n'étant pas prêtes pour une telle campagne, pas plus mentalement que psychiquement, et encore moins dans la planification. »

Les chefs exécutifs de l'armée furent encore plus décontenancés lorsque, à la fin du mois de septembre, ils furent informés des intentions de Hitler et reçurent l'ordre de préparer des plans. Ils s'attendaient à le voir gagner du temps, afin que les nations occidentales calment le jeu et commencent à envisager le coût d'une guerre prolongée, ou à les voir lancer une attaque peu prometteuse sur la frontière allemande, qui refroidirait leurs ardeurs. À présent que la masse des forces allemandes pouvait être ramenée de Pologne vers le front de l'Ouest, il y avait lieu de penser qu'on était capable de repousser toute offensive franco-britannique.

Mais Hitler insista sur le fait qu'il ne pouvait se permettre d'attendre et qu'il était nécessaire d'attaquer afin de protéger la région industrielle de la Ruhr et du Rhin, près de la frontière belge. Il considérait que les Belges n'étaient pas vraiment neutres dans leur esprit ni leur cœur, et pointait le fait que toutes leurs nouvelles fortifications avaient été bâties le long de la frontière allemande et qu'aucune ne faisait face à la France. Il citait des rapports des services de renseignement mentionnant des discussions privées entre les états-majors belge et français envisageant l'entrée des troupes britanniques et françaises en Belgique et insistait sur le fait que le gros de ces armées était massé à la frontière belge. Il était donc essentiel, disait-il, de parer au risque de les voir entrer en Belgique et de se déployer le long de la frontière allemande, près de la Ruhr, « portant ainsi le fer près du cœur de notre industrie d'armement ». (Hitler avait de bonnes raisons de se montrer inquiet, car c'est précisément ce que Gamelin, commandant en chef des armées françaises, avait proposé le 1er septembre, comme le révèlent ses mémoires et des documents français officiels.)

Pour toutes ces raisons, l'offensive allemande serait principalement dirigée contre la Belgique, puis contre la France afin d'obtenir un résultat décisif. Hitler se risqua à dire qu'il ne pensait pas attaquer la Hollande et qu'il espérait parvenir avec elle à un accord concernant le corridor de Maastricht, situé entre la frontière germano-belge. (Dans le courant du mois d'octobre, il se résolut finalement à l'occupation de la Hollande, influencé dans sa décision par les exigences de la Luftwaffe.)

Schisme au sein du commandement

Les généraux de Hitler partageaient ses craintes sur le long terme, mais pas sa confiance à court terme. Ils ne pensaient pas que l'armée allemande était assez forte pour battre la France.

Un examen des effectifs justifie leurs vues. Ils ne disposaient pas, en effet, de la supériorité numérique nécessaire pour obtenir un succès, si l'on s'en tenait aux méthodes de calcul habituelles. Ils étaient même en infériorité numérique. Les Français avaient mobilisé 110 divisions, et l'on pouvait s'attendre qu'ils en mobilisent davantage, avec un total de 5 000 000 d'hommes entraînés ; 85 de ces divisions étaient déployées face à l'Allemagne (le chiffre monterait bientôt à 101). Les Britanniques avaient déployé 5 divisions, et d'autres devaient suivre (8 divisions supplémentaires arrivèrent durant l'hiver). Les Belges pouvaient mobiliser 23 divisions.

L'Allemagne était entrée en guerre avec 98 divisions, dont seules 62 étaient des divisions de première ligne – le reste était constitué de formations de réserve et de Landwehr, partiellement équipées et composées pour l'essentiel d'hommes âgés de plus de 40 ans ayant servi lors de la Grande Guerre, et qui devaient être à nouveau instruits avant de pouvoir être déployés dans des unités combattantes.

Pis encore, un grand nombre de divisions se trouvait à l'Est, occupant la Pologne et la gardant contre une attaque russe. À la lumière d'une telle comparaison, il n'est pas surprenant que les généraux allemands ne se soient pas montrés très enthousiastes à l'idée d'une offensive. Ils ne partageaient pas la foi de Hitler dans la nouvelle arme mécanisée – combinant les blindés et l'aviation et capable de triompher des masses de l'ennemi. (Ils rappelaient par ailleurs, et non sans raison, le point de vue clairement exprimé par Bock dans son mémorandum de 1938 sur le risque de provoquer une nouvelle guerre mondiale.)

Les chefs les plus haut placés avec lesquels je m'entretins, y compris Rundstedt et son chef d'état-major Blumentritt, reconnurent les doutes qui les tenaillaient avant l'offensive de l'Ouest. Comme remarquait Blumentritt : « Seul, Hitler croyait à la possibilité d'une victoire décisive. »

Le général Siewert, adjoint direct de Brauchitsch de 1939 à 1941, dit qu'on n'avait même pas envisagé un plan d'offensive à l'Ouest avant la fin de la campagne de Pologne et que son chef fut consterné quand, au début d'octobre, il reçut de Hitler l'ordre d'élaborer ce plan. « Le feld-maréchal von Brauchitsch y était tout à fait opposé. Tous les documents ayant trait à ce plan pourront être consultés dans les archives – si on les retrouve ; ils prouveront qu'il avait conseillé au Führer de ne pas attaquer à l'Ouest. Il se rendit personnellement auprès du Führer pour lui exposer la folie d'une telle entreprise. Constatant l'impossibilité de le convaincre, il songea à démissionner. » Je demandai sur quoi se fondaient les objections de Brauchitsch. Siewert répondit : « Le feld-maréchal von Brauchitsch ne pensait pas que les forces allemandes fussent suffisantes pour conquérir la France, et il ajoutait que, si elles y parvenaient, l'Angleterre jetterait toutes ses forces dans la bataille. Le Führer fit peu de cas de cet argument, mais le feldmaréchal l'avertit : « Depuis la dernière guerre, nous connaissons les Britanniques : nous les savons coriaces. »

Cette discussion eut lieu le 5 novembre. Hitler balaya les objections de Brauchitsch et ordonna que les armées soient prêtes à attaquer le

12 novembre. Mais, le 7, l'ordre fut annulé, les météorologues annonçant du mauvais temps. La date fut repoussée au 17, puis de nouveau ajournée. L'irritation du Führer contre la météo était décuplée par le fait que ses généraux s'en réjouissaient. Il considérait qu'ils se montraient trop prompts à se saisir de la moindre excuse pour justifier leur hésitation.

Devant les doutes manifestés par les chefs de l'armée, Hitler réunit une conférence à Berlin, le 23 novembre, dans l'intention d'imposer ses propres convictions. J'en eus le récit par le général Röhricht, alors chef du département Instruction de l'État-Major général, et chargé plus tard de recueillir les enseignements de la campagne de 1940. Röhricht dit : « Le Führer passa deux heures à exposer longuement la situation, cherchant à convaincre le haut commandement de l'armée de la nécessité d'une offensive à l'Ouest. Le feld-maréchal von Brauchitsch éleva des protestations et s'attira une rebuffade sévère du Führer. Ce soir-là, à l'issue de la conférence, Hitler répéta ses reproches lors d'un entretien privé avec Brauchitsch, qui lui proposa sa démission. Hitler la refusa et lui demanda d'obéir aux ordres.

« Le général Halder était également incertain du succès de cette offensive. Tous deux prouvèrent que l'armée allemande n'était pas assez puissante – seul genre d'argument qui risquait de faire hésiter le Führer. Mais celui-ci désirait que sa volonté l'emporte. À la suite de cette conférence, plusieurs formations nouvelles furent créées pour accroître les effectifs de l'armée. C'est tout ce que le Führer accorda à l'opposition… » (En mai 1940, le nombre de divisions présentes à l'Ouest était passé à 130. Surtout, le nombre de divisions blindées était passé de 6 à 10.)

Dans son exposé aux grands chefs de l'armée, Hitler exprima son inquiétude face au danger présenté par la Russie et la nécessité, par conséquent, de se libérer à l'Ouest. Mais les Alliés ne voulaient pas accepter ses offres de paix et restaient là, cachés derrière leurs lignes fortifiées, prêts à en jaillir quand Ils le voudraient. Combien de temps l'Allemagne pourrait-elle supporter une telle situation ? Pour le moment, elle avait l'avantage : en serait-il de même dans six mois ? « Le temps favorise notre adversaire. » Même l'Ouest offrait des raisons d'anxiété. « Nous avons un talon d'Achille : la Ruhr… Si la Grande-Bretagne et la France, traversant la Hollande et la Belgique, pénètrent dans la Ruhr, nous serons dans le plus grand danger. La résistance allemande pourrait être paralysée. » Il fallait écarter la menace en frappant les premiers !

Cependant, à l'époque, Hitler lui-même n'affirmait pas la certitude d'un succès. Il décrivit l'offensive comme un « jeu de hasard » et un choix « entre la victoire ou l'anéantissement ». De plus, il termina son exhortation sur une note lugubre et prophétique : « Je sortirai vivant ou mort de cette lutte. Je ne survivrai jamais à la défaite de mon peuple. »

Une copie de cette harangue fut trouvée dans les archives du Commandement suprême, après la chute de l'Allemagne, et examinée à Nuremberg. Mais on n'y trouva trace ni de l'opposition rencontrée par Hitler ni de ses suites, qui auraient pu clore sa carrière au premier automne de la guerre.

En effet, les généraux, poussés par leurs pressentiments, envisagèrent des remèdes extrêmes. Röhricht me dit : « Brauchitsch et Halder considérèrent à l'OKH le cas où le Führer refuserait de modérer sa politique et insisterait pour mettre à exécution des plans qui entraîneraient l'Allemagne dans une guerre totale contre la France et l'Angleterre. Ils décidèrent que, dans ce cas, ils ordonneraient à l'armée allemande du front de l'Ouest de faire volte-face, de marcher sur Berlin et de renverser Hitler et le régime nazi.

« Malheureusement, le seul homme réellement indispensable au succès de l'entreprise refusa d'y coopérer : c'était le général Fromm, commandant en chef de l'armée métropolitaine en Allemagne. Il prétexta que, si les troupes recevaient l'ordre de se tourner contre le régime, les hommes refuseraient d'obéir, parce qu'ils croyaient trop en Hitler. Fromm n'avait que trop raison. Son refus de collaborer ne fut pas imputable à de la dévotion pour Hitler : il détestait le régime tout autant que les autres et devait tomber, victime de Hitler, en mars 1945. »

Röhricht continua : « En dehors de l'hésitation de Fromm, je crois que, de toute façon, le plan aurait abouti à un échec. La Luftwaffe, fanatiquement nazie, aurait pu briser n'importe quelle tentative de révolte de l'armée, car la Flak était sous ses ordres. La décision de placer toute la DCA sous le contrôle de Göring et de la Luftwaffe était très habile, car elle affaiblissait l'armée. » L'hypothèse de Fromm sur les réactions des troupes était probablement exacte. Cela est maintenant reconnu par les généraux qui furent alors très déçus de son refus. Nous constatons nous-mêmes combien il fut difficile d'ébranler la foi de la masse en Hitler, même pendant les derniers jours, où tout n'était que ruine et que désastre. Ce complot de 1939 aurait probablement été voué à un échec, ou, tout au moins, son objectif

principal – la chute de Hitler – n'aurait pu être atteint. Toutefois la tentative aurait été utile : elle aurait suffisamment ébranlé l'Allemagne pour annihiler les plans de conquête de la France élaborés par le Führer. Dans ce cas, tous les peuples d'Europe auraient évité les malheurs qu'ils subirent à la suite de ce triomphe illusoire. Le peuple allemand lui-même n'aurait pas été accablé sous les dures souffrances provoquées par une longue guerre et par les ravages des bombardements aériens.

Malgré l'avortement du plan des généraux, Hitler ne put pas lancer son offensive en 1939 comme il le désirait. La météo s'avéra plus gênante que les généraux et le climat, extrêmement froid, donna lieu à une suite d'ajournement au cours des deux premières semaines de décembre. Hitler décida alors d'attendre le nouvel an et accorda des permissions de Noël. Le climat s'avéra aussi maussade après les fêtes, mais le 10 janvier Hitler fixa la date de l'offensive au 17 du même mois.

Un accident providentiel

Le jour même où Hitler prenait sa décision, un incident aux conséquences dramatiques eut lieu. J'en expose le récit tel qu'il m'a été fait par le général Student, commandant en chef des troupes aéroportées allemandes : « Le 10 janvier, un commandant détaché par mes soins comme officier de liaison auprès de la 2e flotte aérienne s'envola de Munster pour Bonn afin de discuter avec la Luftwaffe de points mineurs du plan d'attaque. Il emportait avec lui *le plan opérationnel complet de l'attaque à l'Ouest*. La neige et le vent lui firent perdre son chemin au-dessus du Rhin gelé et couvert de neige, et il se trouva bientôt en Belgique, où il fut contraint à un atterrissage forcé. Il ne parvint pas à brûler l'intégralité de ces documents vitaux. Une grande partie du plan tomba entre les mains des Belges, qui furent par conséquent mis au courant du plan d'attaque allemand dans ses grandes lignes. L'attaché de l'air allemand à La Haye rapporta que, le soir même, le roi des Belges eut une longue conversation téléphonique avec la reine de Hollande. »

Bien sûr, les Allemands ignoraient alors ce qu'il était advenu de leurs documents, mais ils craignaient naturellement le pire et durent agir en conséquence. Durant cette crise, Hitler garda la tête froide, contrairement à d'autres. Student poursuit : « Il fut intéressant de constater les réactions des chefs à cet incident. Hitler demeura calme et assez maître de ses nerfs. Au départ, il pensa qu'il fallait frapper immédiatement, mais il s'en abstint fort

heureusement et décida d'abandonner le plan original dans son intégralité. Il fut remplacé par le plan Manstein. »

Cela s'avéra fort malheureux pour les Alliés, bien qu'ils se soient ainsi vu octroyer quatre mois supplémentaires pour s'y préparer – car l'offensive allemande était à présent ajournée *sine die*, le temps qu'un autre plan soit élaboré, et n'eut finalement lieu que le 10 mai. Lorsqu'elle débuta, elle prit les Alliés totalement par surprise et provoqua l'effondrement rapide de l'armée française, tandis que l'armée britannique ne s'extirpa qu'à grand-peine de Dunkerque. Tous ces événements désastreux furent ainsi provoqués par un étrange accident qui avait vu le plan allemand tomber dans des mains étrangères.

Il est naturel de se demander s'il s'agissait bien d'un accident. J'ai examiné cette question après la guerre lors de plusieurs entrevues avec les généraux impliqués. On peut naturellement penser que certains d'entre eux n'auraient été que trop heureux de se montrer sous leur meilleur jour face à leurs geôliers en affirmant qu'ils s'étaient arrangés pour prévenir les Alliés. Aucun d'entre eux ne le fit et tous semblaient convaincus qu'il s'agissait d'un authentique accident. Nous savons cependant que l'amiral Canaris, chef des services de renseignement allemands – qui fut plus tard exécuté – avait entrepris en secret de nombreuses manœuvres pour contrer les objectifs de Hitler et que, peu de temps avant les attaques du printemps contre la Norvège, la Hollande et la Belgique, plusieurs avertissement parvinrent à ces pays menacés – qui n'en tinrent pas compte. Nous savons également que Canaris aimait à s'entourer de mystère et se montrait particulièrement habile pour ne pas laisser de traces. Cet incident lourd de conséquences du 10 janvier doit donc demeurer une « question ouverte ».

Si Hitler bénéficia grandement de l'accident d'avion qui le contraignit à changer son plan, les Alliés en souffrirent beaucoup. Un des aspects les plus curieux de cet épisode est qu'ils ne firent presque rien pour profiter de cet avertissement qui leur était parvenu. Car les documents que cet officier allemand transportait n'étaient que très partiellement brûlés et des copies furent promptement fournies par les Belges aux gouvernements britannique et français, révélant le plan allemand dans ses grandes lignes. Mais leurs conseillers militaires, comme leurs homologues belges, considérèrent qu'il s'agissait là d'une manœuvre d'intoxication. Cette vision n'avait pourtant guère de sens, car une telle manœuvre d'intoxication ne pouvait avoir pour effet que de mettre les Belges sur leurs gardes et de les pousser à collaborer

davantage avec les Français et les Britanniques ! Ils auraient fort bien pu décréter leur frontière ouverte et laisser les armées franco-britanniques renforcer leurs défenses avant que le premier coup ne fût porté. Il est encore plus étonnant que le haut commandement allié n'ait pas décidé de changer ses propres plans et n'ait pas non plus pris la moindre mesure tenant compte du fait que, si le plan était authentique, le haut commandement allemand chercherait certainement à frapper en un autre endroit.

Changement décisif des plans

Le plan originel, élaboré par l'État-Major général sous la direction de Halder, ressemblait dans ses grandes lignes à celui de 1914, bien que moins ambitieux dans ses buts. La masse principale des forces, le groupe d'armées B, sous le commandement de Bock, devait se concentrer à l'aile droite et traverser les plaines de Belgique. Le groupe d'armées A, commandé par Rundstedt, placé au centre, face aux Ardennes, devait jouer un rôle secondaire. Le groupe d'armées C, commandé par Leeb, formant l'aile gauche, face à la frontière française, ne devait servir qu'à menacer et fixer les armées françaises de la ligne Maginot. Bock disposait des XVIII^{e}, VI^{e} et IV^{e} armées et les plaça dans cet ordre de droite à gauche ; Rundstedt commandait les XII^{e} et XVI^{e} armées ; Leeb, les I^{re} et VII^{e} armées. Facteur important : le gros des chars était attribué à Bock ; Rundstedt n'en reçut aucun, car il devait se borner à avancer jusqu'à la Meuse et, à cet endroit, couvrir le flanc gauche de Bock.

En janvier, les armées de Rundstedt s'augmentèrent d'un corps de panzers, et leur mission devint plus importante : traverser la Meuse et établir une vaste tête de pont, opérant la jonction avec les troupes de flanc de Bock afin de mieux les protéger. Ce n'était là qu'une modification, non un changement radical. Le plan d'opérations conservait à l'action de l'aile droite toute son importance.

Il est clair à présent que, si ce plan avait été mis à exécution, il aurait échoué. En effet, les forces allemandes se seraient heurtées à l'armée britannique et à la partie la mieux équipée de l'armée française. Même si elles avaient enfoncé le front, elles n'auraient réussi qu'à repousser les Alliés sur leurs lignes fortifiées du nord de la France et à les rapprocher de leurs bases de ravitaillement.

Vue de l'intérieur, l'histoire du changement de plan est extraordinaire. Je ne la découvris que petit à petit. Dès mes premiers entretiens, les généraux

allemands me parlèrent volontiers des opérations militaires ; cette objectivité professionnelle est une de leurs caractéristiques. Je m'aperçus qu'ayant presque tous étudié mes ouvrages militaires, ils étaient disposés à des échanges de vues avec moi. Ils manifestaient aussi leur franchise en parlant des chefs nazis, dont ils haïssaient l'influence. En ce qui concerne Hitler, ils furent assez réservés au début. Ils avaient, de toute évidence, subi avec une telle force sa tyrannie ou son ascendant qu'ils hésitaient à prononcer son nom. Peu à peu, ayant acquis la conviction de sa mort, leur inhibition diminua et ils critiquèrent plus librement ses actes. (Rundstedt, lui, se montra toujours fort sévère à son égard.) Néanmoins, ils avaient encore une tendance, bien naturelle, à dissimuler leurs dissensions intestines. Il me fallut de nombreux entretiens avant de découvrir la vérité sur l'inspiration de dernière heure, dont l'application abattit la France.

Le nouveau plan fut inspiré par le général von Manstein, alors chef d'état-major de Rundstedt. Le plan précédemment adopté lui apparaissait trop cousu de fil blanc et trop semblable à celui de la guerre précédente ; ce devait être celui-là dont l'exécution était prévue par le haut commandement allié.

On s'attendait, du côté allemand, à la pénétration des Alliés en Belgique. Il en serait résulté un choc de front entre les deux armées, mais non une victoire décisive. Autre obstacle : la nécessité d'avoir comme principal adversaire l'armée britannique qui, selon Manstein, devait être plus résistante que les troupes françaises. De plus, les chars allemands, sur qui reposaient les chances de succès, devraient traverser un pays, plat sans doute, mais coupé de rivières et de canaux, handicap sérieux dans une lutte ou tout dépend de la vitesse.

C'est ainsi que Manstein conçut l'audacieuse idée d'orienter vers les Ardennes l'axe principal de l'offensive. Il soutint que l'ennemi ne s'attendait sûrement pas à une utilisation massive de chars à travers un terrain aussi difficile[26]. Les chars allemands devaient pouvoir le franchir, puisqu'ils ne rencontreraient probablement pas grande opposition au moment difficile de leur avance. Une fois les Ardennes franchies et la Meuse traversée, les plaines du nord de la France se déroulaient jusqu'à la mer, terrain de manœuvre idéal pour une ruée rapide des chars.

M'en faisant part dans le détail, Manstein ajouta : « Il y avait autre chose. J'avais calculé que les Français tenteraient de s'opposer à notre percée par le biais d'une contre-offensive à l'ouest de Verdun ou entre la

Meuse et l'Oise. Je proposais donc que nos importantes réserves parent à cette éventualité à la fois en formant un front défensif le long de l'Aisne et de la Somme (solution qui fut choisie par l'OKH et Hitler), mais également en brisant dans l'œuf tout début de contre-offensive française. Je considérai que nous devions éviter la possibilité que les Français reconstituent un nouveau front qui aurait pu nous mener à une guerre de position, comme en 1914. »

Le nouveau plan ayant mûri dans l'esprit de Manstein, il saisit la première occasion de consulter Guderian sur son adaptation aux blindés. Nous étions en novembre.

Guderian m'en fit le récit : « Manstein me demanda si les mouvements des chars étaient possibles à travers les Ardennes en direction de Sedan. Il m'expliqua son plan de percée à travers l'extension de la ligne Maginot près de Sedan, afin d'éviter la reconduction du vieux plan de Schlieffen, connu de l'ennemi et susceptible d'être attendu. Je connaissais ce terrain depuis la Première Guerre mondiale et, après avoir étudié la carte, je confirmai son analyse. Manstein convainquit alors le général Rundstedt et un mémorandum fut envoyé à l'OKH (le 4 décembre). L'OKH refusa le plan Manstein. Mais ce dernier parvint à le porter à la connaissance de Hitler. »

Les membres de l'État-Major général considéraient les Ardennes comme un terrain inadapté à une offensive majeure et bien trop escarpé pour y faire circuler des blindés. Il fut difficile de les convaincre du contraire, et ils ne l'auraient sans doute jamais accepté sans l'autorité de Guderian en matière de chars. L'État-Major français avait les mêmes vues que son homologue allemand et s'y accrocha de manière plus entêtée encore, avec des conséquences fatales pour la France[27].

Warlimont joua lui aussi son rôle et me raconta comment Manstein lui exposa ce nouveau projet lorsque, « vers le milieu du mois de décembre 1939, je fis une courte visite au quartier général de Rundstedt à Coblence et me trouvai assis à côté de Manstein à la table du dîner… À mon retour à Berlin, je mentionnai cette conversation dans mon rapport à Jodl – sans qu'il fasse montre du moindre intérêt pour les idées de Manstein. Malgré cela, je pense que c'est ainsi que la pensée de Manstein commença à pénétrer le quartier général ».

Un nouvel élan lui fut naturellement donné lorsque cet officier d'état-major se perdit au-dessus de la Belgique avec sa sacoche contenant les

plans. Ce n'est qu'après cette « fausse couche » du 10 janvier que le plan de Manstein fut réellement mis en avant. Mais Hitler était encore réticent à effectuer tout changement qui pourrait retarder son offensive. Le 12, alors que les bulletins météorologiques étaient toujours défavorables, il se contenta de déplacer le jour J du 17 au 20. C'était le septième report. Mais le 16, un autre bulletin météo fut renforcé par plusieurs rapports des services de renseignement, qui semblaient indiquer que le plan était bien tombé entre les mains des Belges, et il ajourna définitivement l'offensive.

Warlimont dit : « C'est ce jour-là, le 16 janvier, que naquit dans l'esprit de Hitler l'idée de changer complètement de plan et de date pour l'offensive. Cela n'était alors dû qu'à l'accident d'avion et aux rapports indiquant que, le 15 janvier, l'armée belge et une partie de l'armée hollandaise avaient été placées en état d'alerte. »

Un autre mois s'écoula avant que Hitler ne tranche définitivement en faveur du plan de Manstein. Le journal de Jodl mentionne que, le 13 février, il soumit un mémorandum à Hitler démontrant comment la concentration des forces pouvait être déplacée vers le sud, mais émettait au final quelques doutes : « J'attirai son attention sur le fait que la percée vers Sedan était un "passage secret" opérationnel dans lequel nous pourrions être surpris par les dieux de la guerre. »

La décision finale fut prise d'une curieuse façon. Brauchitsch et Halder n'avaient pas apprécié la manière dont Manstein avait tenté de diffuser ses idées en opposition aux leurs. Il fut donc décidé de le relever de ses fonctions et de le placer à la tête d'un corps d'infanterie – l'écartant ainsi du canal principal et rendant plus ardue la propagation de ses idées. Mais par suite *précisément* de ce transfert (fin janvier), il fut convoqué devant Hitler et eut donc l'occasion de lui présenter son plan en détail. Cet entretien fut organisé à l'initiative du général Schmundt, aide de camp de Hitler, fervent admirateur de Manstein et qui considérait qu'il avait été mal traité. La visite de Manstein eut lieu le 15, selon ses souvenirs, et produisit des résultats rapides.

Warlimont : « Quelques jours plus tard, alors que Hitler pressait de plus en plus pour que cette dernière idée soit intégrée au nouveau plan, Keitel et Jodl durent faire en sorte de convaincre l'État-Major général de suivre cette nouvelle direction. Le commandement de l'armée s'y plia de fort mauvaise grâce, mais accepta finalement le plan et en fit un véritable chef-d'œuvre de planification d'état-major. »

Le plan de Manstein était si audacieux et si original qu'il paraît étonnant que Hitler ne l'ait pas adopté plus tôt. Son impatience à lancer son offensive à l'Ouest constitue l'explication la plus probable. Mais une fois qu'il se fut décidé à accepter la nécessité d'un délai et à adopter ce nouveau plan, il se comporta – consciemment ou non – comme s'il en était l'auteur. Il n'accorda à Manstein que le crédit d'avoir été d'accord avec lui. Car, faisant référence à leur discussion, il déclara par la suite : « De tous les généraux avec qui j'eus l'occasion de discuter d'un nouveau plan d'offensive à l'Ouest, Manstein fut le seul à me comprendre. »

Hitler ne se contenta pas d'avoir reconnu la valeur d'un plan que les membres de l'État-Major général n'étaient pas parvenus à saisir et d'avoir ainsi placé la clé du succès entre leurs mains réticentes. En partager le crédit avec Manstein aurait amoindri ses propres prétentions de stratège suprême ; il y fut d'autant moins incliné qu'il se souvenait que Manstein avait été le bras droit de Fritsch et de Beck, et considérait qu'il appartenait au « camp des antinazis ». Il est à ce titre significatif qu'il ne s'opposa pas à la décision de l'OKH d'écarter Manstein.

Il est ironique, sinon typique, que le concepteur de la stratégie qui permit de remporter la victoire n'ait pas été amené à jouer le moindre rôle dans l'exécution de son plan. Manstein ayant fait montre de bien davantage d'imagination que tous les autres membres de l'État-Major général pour saisir toutes les potentialités de la guerre mobile, il est encore plus ironique qu'il se soit retrouvé placé à la tête d'un corps d'infanterie (qui ne joua qu'un rôle de second plan au début de l'offensive) au moment où cette nouvelle mobilité atteignait son plein potentiel. Il fut heureux, pour la réussite de cette entreprise, que Guderian se soit trouvé disponible pour mener le plan à bien et de lui donner plus d'impact encore que Manstein aurait pu lui donner. Mais la tâche de Guderian aurait été facilitée si Manstein était demeuré aux côtés de Rundstedt.

Les étapes suivantes du développement du plan me furent exposées par Guderian : « Le 7 février, un *Kriegspiel*[28] eut lieu à Coblence, sous la direction du général Halder, afin de discuter du plan de Manstein. Ma proposition d'attaquer dès que possible au-delà de la Meuse avec le seul corps de panzers fut vivement critiquée par Halder. Il tenait toute attaque organisée au-delà de la Meuse comme impossible avant le neuvième ou le dixième jour de l'offensive.

« Un second *Kriegspiel*, au quartier général du général List (XII^e armée), eut les mêmes résultats négatifs. Le général List examina la question de l'arrêt des panzers sur la Meuse, afin d'attendre l'infanterie pour la traverser. Le général von Wietersheim (14^e corps) et moi-même protestâmes contre cette solution. Le général von Rundstedt finit par trancher : les divisions de panzers établiraient des têtes de pont de l'autre côté de la Meuse, et s'arrêteraient là. Nous étions le 6 mars. Il devint alors clair que le général von Rundstedt n'avait aucune idée de la capacité des troupes blindées. L'absence de Manstein se faisait sentir !

« Le 15 mars, le général von Rundstedt et ses chefs d'armée, le général von Kleist et moi-même rencontrâmes Hitler à Berlin. Chacun devait présenter sa mission et proposer la meilleure manière de l'exécuter. Je fus le dernier à prendre la parole. Quand j'eus terminé, Hitler me demanda ce qu'il convenait de faire une fois la Meuse franchie et les têtes de pont établies. Je répondis que la progression devrait reprendre immédiatement en direction d'Amiens et des ports de la Manche. Hitler opina et nul ne songea à s'opposer. » Guderian sentit alors qu'il pourrait mener son plan comme il l'entendait lorsqu'il s'agirait de le mettre en action. Il y vit une chance de mettre en pratique sa théorie de la pénétration stratégique en profondeur et était déterminé à l'exploiter au maximum. Ses supérieurs, plus orthodoxes et prudents, pourraient naturellement tenter de le freiner, mais il leur serait plus difficile de l'arrêter.

Au cours de ces discussions, Guderian avait posé comme condition essentielle que le plus grand nombre possible de blindés soit employé dans la percée des Ardennes. Utiliser un nombre réduit de panzers, comme le préconisait l'OKH, semblait moins hasardeux, mais augmentait considérablement les dangers lors de la phase d'exploitation, et risquait de compromettre les chances d'un succès décisif. Comme Guderian me le fit remarquer : « Une ou deux divisions peuvent exécuter des opérations indépendantes, tout comme une armée blindée. Pour les armes blindées, la condition préalable à toute opération indépendante est une puissance suffisante en chars. C'est pourquoi je demandais, en 1940, que toutes nos divisions blindées soient utilisées pour effectuer la percée jusqu'aux côtes de la Manche – et mes demandes furent exaucées. »

Le plan français

L'effet foudroyant du coup porté dans les Ardennes par l'Allemagne est dû, en grande partie, au plan élaboré par la France, plan qui servait parfaitement les nouveaux projets allemands. Ce n'est ni la position défensive ni la complexe « ligne Maginot » qui entraînèrent la perte de la France, mais bien les opérations offensives qui faisaient partie du plan français.

Pénétrer en Belgique par l'aile gauche, c'était favoriser le jeu de l'ennemi et se faire prendre au piège. Le danger était, cette fois, encore plus grand en face d'un adversaire plus mobile, manœuvrant à la vitesse de véhicules et non à la vitesse de fantassins. Les conséquences étaient également plus graves, car l'attaque de l'aile gauche, exécutée par les I^re^, VII^e^ et IX^e^ armées françaises et le corps expéditionnaire britannique, impliquait les éléments les plus mobiles et les mieux équipés des forces alliées, de sorte que, celles-ci une fois profondément engagées, le haut commandement français perdait la plus grande partie de ses possibilités de manœuvre. Chaque bond en avant des Alliés les rendait plus vulnérables à une attaque de flanc dirigée par Rundstedt à travers les Ardennes. Cet immense avantage du plan allemand était prévu par ses auteurs. Rundstedt lui-même me le précisa : « Nous pensions que les Alliés allaient essayer d'atteindre la Ruhr par la Belgique et le sud de la Hollande – ce qui aurait donné à notre offensive l'effet et les avantages d'une contre-offensive. Il est sans importance de savoir si cette éventualité dépassait les intentions des Alliés. »

Ce déclenchement de l'attaque, effectué par l'aile droite allemande contre les frontières de Belgique et de Hollande, donna aux Alliés le signal du départ : ils se lancèrent dans ces deux pays, comme le prévoyait le plan D, élaboré en automne. Le coup direct de Bock les fit sortir de leurs lignes de défense, s'engager à découvert et laisser leur flanc et leur arrière exposés à l'attaque indirecte de Rundstedt.

La cape du toréador

L'invasion allemande à l'Ouest débuta par de grands succès à l'extrémité du front, du côté de la mer. Ils attirèrent l'attention au point de servir, comme la cape du toréador, à détourner les regards du coup dirigé, à travers les Ardennes, vers le cœur de la France.

La capitale de la Hollande et les nœuds de communication de Rotterdam furent attaqués, à l'aube du 10 mai, par des forces aéroportées. En même temps, à 150 kilomètres à l'est de ces points, les troupes allemandes franchissaient la frontière. La confusion et l'angoisse créées par ce coup double, porté à l'avant et à l'arrière, furent accrues par la menace partout présente de la Luftwaffe. Exploitant le désordre, les blindés allemands fonçaient à travers une brèche du flanc sud et, le troisième jour, opéraient leur jonction avec les troupes aéroportées déposées à Rotterdam. Ils marchèrent droit vers leur objectif sous le nez de la VII^{e} armée française, qui accourait au secours des Pays-Bas. Le cinquième jour, les Hollandais capitulaient.

La porte d'entrée principale de la Belgique fut également forcée par un coup de surprise. Les troupes aéroportées crochetèrent la serrure en s'emparant des ponts sur le canal Albert, près de Maastricht. Le deuxième jour, les blindés s'avancèrent à découvert, débordant la tête de pont fortifiée de Liège. Ce soir-là, l'armée belge dut abandonner les fortifications de sa frontière et se replier vers l'ouest, tandis que les Alliés se portaient en hâte vers la Dyle, comme prévu.

À l'époque, ces assauts directs sur la Hollande et la Belgique donnaient l'impression d'être réalisés par des forces considérables. Il est intéressant de savoir qu'au contraire les forces engagées par les Allemands étaient peu importantes, surtout en Hollande. La XVIII^{e} armée commandée par le général von Klücher vainquit les Hollandais avec des forces inférieures à celles de ces derniers ; et cependant un réseau de canaux et de rivières, qui aurait dû être facile à défendre, ralentissait son avance. La victoire fut certaine, dès le début, grâce à l'emploi des troupes aéroportées. Toutefois, cette arme nouvelle était extraordinairement peu étoffée.

Le général Student, le commandant en chef des troupes aéroportées, me donna des détails : « Nous avions en tout, au printemps 1940, 4 500 parachutistes entraînés. Pour donner à l'offensive sur la Hollande des chances de réussite, il fallait les engager en totalité. Pour cette tâche, nous désignâmes donc 5 bataillons (4 000 hommes environ) aidés par la 22^{e} division aéroportée, qui comprenait 12 000 hommes.

« Ces effectifs limités nous obligeaient à nous concentrer sur les deux objectifs qui nous semblaient essentiels au succès de l'opération. La poussée principale, sous mes ordres, fut dirigée contre les ponts, à Rotterdam, Dordrecht et Moerdijk, qui permettaient à la route principale

venant du sud de franchir l'embouchure du Rhin. Nous avions pour mission de prendre ces ponts avant leur destruction par les Hollandais et de les garder intacts jusqu'à l'arrivée de nos forces terrestres. J'avais 4 bataillons de parachutistes et un régiment aéroporté de 3 bataillons. Nous remportâmes un succès complet et ne perdîmes que 180 hommes. Nous avions l'obligation de réussir ; notre échec aurait été celui de toute l'offensive. » Student lui-même fut blessé à la tête par un tireur isolé et fut indisponible pendant huit mois.

« L'attaque secondaire fut dirigée contre La Haye, avec mission de nous rendre maîtres de la capitale hollandaise et, en particulier, d'occuper les bureaux du gouvernement et le quartier général des grands services. Le général comte von Sponeck commandait ce groupe, constitué d'un bataillon de parachutistes et deux régiments aéroportés. L'attaque échoua. Plusieurs centaines d'hommes furent tués ou blessés, et autant furent faits prisonniers. »

Au cours d'un récit plus détaillé que me fit le général Student après sa libération, il m'affirma que lui et Sponeck furent soudainement convoqués à Berlin le 2 mai pour voir Hitler. « Nous fûmes les deux premiers généraux à qui il donna la date prévue de l'attaque à l'ouest – le 6 mai. En raison de la météo, la date fut repoussée au 10. » Student mentionna également que, lors de cette visite, Hitler leur donna pour instruction de s'assurer « qu'aucun mal ne soit fait à la reine de Hollande et aux membres de la famille royale ». « En conclusion, Hitler déclara : "J'assume l'entière responsabilité de l'opération, mais j'insiste pour qu'aucun mal ne soit fait à la reine Wilhelmine, qui est très populaire en son royaume et dans le monde entier !" Pour accentuer encore l'importance de cet ordre, on nous en fit remettre une version écrite. »

La composante aéroportée de l'offensive, à l'inverse de l'offensive blindée, avait été directement inspirée par Hitler – bien qu'il ait trouvé en Student un officier dont l'imagination égalait la sienne et qui s'avéra un exécutant dynamique. Student, fort honnêtement, déclara que Hitler conçut les points les plus audacieux du plan aéroporté, ainsi que deux autres plans qui ne furent finalement pas exécutés. Le premier prévoyait l'occupation, par les parachutistes, de la « redoute nationale » belge, au sud-est de Gand, afin de couper toute retraite aux troupes belges avancées. « Hitler conçut personnellement ce plan. Il était fondé sur le fait qu'en 1914, les Belges avaient utilisé cette zone fortifiée pour se replier, permettant ainsi d'étendre

la ligne de front des Alliés jusqu'à la mer. Hitler me confia cette tâche à la fin du mois d'octobre, à l'issue d'une longue discussion sur son exécution et ses chances de succès. L'entreprise était très difficile. Mais je croyais en ses chances de succès. Pour la première fois dans l'histoire militaire, une ligne fortifiée et préparée située derrière le front serait occupée non par les troupes chargée d'en assurer la défense, mais par leurs adversaires. »

Peu avant Noël, Student reçut de nouvelles instructions. Il devait travailler sur un plan alternatif, visant à s'emparer d'une tête de pont au-delà de la Meuse, entre Namur et Dinant, afin d'ouvrir la voie à la IVe armée de Kluge. Le choix entre les deux plans devait rester en suspens jusqu'aux derniers jours précédant l'offensive.

Le plan allemand fut totalement chamboulé à la suite de l'accident d'avion. Tandis que l'attaque principale des blindés s'effectuait vers le sud, le principal assaut aéroporté allait s'effectuer vers le nord – contre la « forteresse Hollande ».

Après avoir satisfait aux besoins les plus urgents de l'opération de Hollande, il ne restait que 500 hommes des troupes aéroportées pour prendre part à l'invasion de la Belgique. Cette poignée d'hommes joua un rôle primordial. En effet, l'approche de la frontière belge devait se faire en passant par le sud de la bande de territoire hollandais appelée « corridor de Maastricht ». Or, au moment où l'armée allemande entrerait en Hollande, les gardes-frontière belges du canal Albert auraient amplement le temps de faire sauter les ponts avant qu'aucune des troupes de l'armée de terre n'ait pu franchir les 25 kilomètres de ce couloir. Des parachutistes tombant silencieusement du ciel, la nuit, offraient un nouveau moyen, le seul, à vrai dire, de s'emparer des ponts clés alors qu'ils étaient encore intacts.

Le nombre très limité des troupes aéroportées employées en Belgique donne une apparence fantastique aux rapports de l'époque indiquant la descente de milliers de parachutistes allemands en des vingtaines de points différents. Student fournit l'explication suivante : pour compenser l'insuffisance du nombre et semer la confusion, les Allemands parachutèrent des mannequins en plusieurs endroits à la fois. Cette ruse réussit d'autant mieux que les imaginations surexcitées n'avaient déjà que trop tendance à grossir les chiffres.

Student poursuivit : « L'attaque du canal Albert était également une idée de Hitler. C'était sans doute l'idée la plus originale de cet homme à l'imagination débordante. Il me fit venir et me demanda mon opinion. Au

bout d'une journée de réflexion, j'affirmai qu'une telle entreprise était réalisable et je reçus l'ordre d'en effectuer les préparatifs. J'utilisai 500 hommes sous les ordres du capitaine Koch. Le commandant de la VIe armée, le général von Reichenau, et son chef d'état-major, le général Paulus[29], officiers expérimentés, regardaient cette opération comme une aventure en laquelle ils n'avaient aucune foi.

L'attaque surprise sur le fort d'Eben-Emael fut effectuée par un détachement lilliputien de 78 pionniers parachutistes commandés par le lieutenant Witzig. Seuls 6 de ces hommes furent tués. Ce petit détachement effectua un atterrissage parfaitement inattendu sur le toit du fort, triompha des servants de DCA qui s'y trouvaient, et qui firent sauter les coupoles et les casemates à l'aide d'une arme jusqu'alors tenue secrète.

Ces Hohlladungen (charges creuses) étaient une arme surprise dont les effets furent comparables à ceux des obusiers de 420 millimètres utilisés pour anéantir les défenses des forts de Liège et des fortifications françaises. La réussite de l'attaque surprise d'Eben-Emael dépendait de cette arme qui fut apportée sur place en silence par une autre arme nouvelle, un planeur de transport. « Depuis le toit du fort, le détachement de Witzig parvint à tenir en échec une garnison de 1 200 hommes jusqu'à ce que, vingt-quatre heures plus tard, nos troupes terrestres leur tendent la main.

« Il convient de noter que, dans le secteur hollando-belge, les seuls ponts qui ne furent pas détruits par leurs défenseurs furent ceux que les parachutistes attaquèrent : tous les autres ponts furent détruits conformément aux instructions. »

La suite de l'invasion me fut décrite par le général von Bechtolsheim, alors IA (chef des opérations) de la VIe armée de Reichenau, qui exécuta cette attaque de front. Je le connaissais de longue date, l'ayant rencontré à Londres avant la guerre, alors qu'il y était attaché militaire.

« L'axe de la VIe armée passait à Maastricht en direction de Bruxelles ; son aile droite partait de Roermond, passait par Turnhout en direction de Malines, et son aile gauche d'Aix-la-Chapelle, par Liège vers Namur. Le centre vital de la première phase était Maastricht, ou plutôt les deux ponts sur le canal Albert, à l'ouest de Maastricht. Les atterrissages par planeurs sur la rive ouest permirent de les prendre intacts. Le fort d'Eben-Emael fut pris par le même procédé, mais moins rapidement. Dès le premier jour, un contretemps retarda l'arrivée des renforts envoyés aux troupes du canal

Albert venues par planeurs : les Hollandais avaient fait sauter les ponts sur la Meuse à Maastricht.

« Cependant, le 16e corps de panzers de Hoeppner la traversa aussitôt qu'un pont put être jeté sur ce fleuve. Ce seul pont formait un étranglement, où les panzers devaient s'engager en voie unique. Une fois passés, ils firent route vers Nivelles. L'avance s'opéra plus vite.

« Le plan ne comportait pas l'attaque de Liège. Cette place forte devait être contournée, masquée au nord par notre aile gauche et, au sud, par l'aile droite de la IVe armée. Mais notre aile gauche, poussant vers Liège, réussit à y entrer par l'arrière sans rencontrer de résistance sérieuse.

« Le gros de nos forces poussa vers l'ouest et entra en contact avec l'armée britannique, sur la Dyle. Nous amorçâmes alors un mouvement tournant en partant du nord, mais les Britanniques s'étaient retirés jusqu'à l'Escaut avant son développement. Nous fîmes un court arrêt sur la Dyle pour permettre à nos divisions de se regrouper.

« Pendant notre avance sur Bruxelles, nous nous attendions à une contre-attaque alliée dirigée depuis Anvers sur notre flanc droit.

« Pendant ce temps, le 16e corps de panzers avait progressé sur notre flanc sud et combattu le corps français de cavalerie portée près de Hannut et de Gembloux. Au début, nos chars eurent l'infériorité du nombre, mais cet avantage des Français fut neutralisé par leur peu de mobilité. De plus, leur manque de décision permit au reste du corps de Hoeppner d'arriver sur les lieux. Nous gagnâmes donc la bataille de Gembloux, le 14. Mais nous ne pûmes exploiter notre succès, car le corps de Hoeppner nous fut retiré pour soutenir la percée opérée dans les Ardennes, au sud de la Meuse. Cette décision du Commandement suprême priva totalement de blindés la VIe armée. »

Cet ordre excita bien des rancunes et provoqua une énergique protestation de Reichenau, qui dut toutefois s'incliner devant les intérêts supérieurs de l'offensive générale. Vis-à-vis du haut commandement français, la VIe armée avait bien joué son rôle d'appât en détournant l'attention de la menace plus importante qui se développait dans les Ardennes. Elle avait aussi fixé les forces mobiles de l'aile gauche alliée au moment critique. En effet, le 13, les pointes avancées de pénétration des blindés de Rundstedt traversaient la Meuse près de Sedan et dévalaient dans les plaines du nord-est de la France. Quand Gamelin, le commandant en chef des armées françaises, pensa à déplacer la cavalerie portée de son aile

gauche pour endiguer le flot ennemi à Sedan, on lui répondit que celle-ci avait trop à faire à Gembloux…

Une fois cet objectif atteint, il était logique de réduire les forces de Reichenau, puisqu'il ne fallait pas provoquer une retraite trop précipitée de l'aile gauche alliée avant que le filet de Rundstedt fût tendu sur ses arrières.

L'aviation, qui appuyait Reichenau, lui fut enlevée avant le retrait de ses blindés, dit Bechtolsheim. « Dans la première phase de l'offensive, la VI^e armée reçut un très puissant appui de la Luftwaffe pour traverser la Meuse et le canal Albert près de Maastricht, mais le gros des escadres de bombardiers en piqué était alors concentré vers le sud pour protéger la traversée de la Meuse près de Sedan. » Je demandai à Bechtolsheim si les Allemands avaient évité intentionnellement de bombarder le corps expéditionnaire britannique pendant son avance vers la Dyle, afin de l'attirer encore plus loin. Il répondit : « Cela peut avoir été décidé en haut lieu, mais nous n'en savions rien au quartier général de la VI^e armée. »

Avant de passer au récit du mouvement qui encercla toute l'aile gauche alliée, effectué par Rundstedt, des Ardennes jusqu'à la Manche, il est intéressant de suivre les phases principales de la retraite tardive des Alliés poursuivis à partir de la Dyle par la VI^e armée, telles qu'elles m'ont été racontées par Bechtolsheim.

« L'axe de notre avance était maintenant dirigé sur Lille, notre flanc droit progressant vers Gand et notre flanc gauche vers Mons et Condé. Le premier engagement sérieux avec les Britanniques eut lieu sur l'Escaut. Le général von Reichenau voulait envelopper Lille par un mouvement tournant vers le nord, mais l'OKH ordonna de faire porter l'attaque principale sur l'autre flanc – pour aider la IV^e armée du général von Kluge (à l'aile droite du groupe d'armées du général von Rundstedt), fortement engagée dans le secteur Roubaix-Cambrai. Au cours de cette avance, notre 4^e corps livra une dure bataille à Tournai sans réussir à percer les défenses britanniques.

« Des rapports nous parvinrent indiquant que la situation s'améliorait dans le secteur de Cambrai. Le général von Reichenau persuada alors l'OKH d'exécuter son plan : contourner Lille par le nord et marcher sur Ypres.

Une vigoureuse attaque du 11^e corps creva le front belge sur la Lys, près de Courtrai. À la suite de ce succès, nous concentrâmes toutes les forces

disponibles en direction de Roulers et Ypres. La VIe armée acheva la déroute de l'armée belge.

« Le soir du 27 mai, le 11e corps nous fit savoir qu'un général belge était arrivé à son quartier général pour demander les conditions d'armistice. Cette demande fut transmise à l'OKW, qui répondit : "Reddition sans conditions." Les Belges durent accepter et déposèrent les armes à l'aube du jour suivant. "J'allai voir le roi Léopold à Bruges, le lendemain. Il ne lui plaisait guère d'être interné au château de Laeken ; il demanda s'il pouvait se rendre à sa maison de campagne. Je transmis sa requête, mais elle ne fut pas accordée. »

Je demandai à Bechtolsheim s'il estimait que l'armée belge aurait pu tenir plus longtemps. Il répondit : « Je pense que oui, car ses pertes n'étaient pas lourdes ; mais, lorsque je passai en voiture parmi les troupes belges, la plupart des hommes semblaient soulagés de ne plus avoir à se battre. »

Je posai une autre question : était-il au courant des préparatifs faits à ce moment-là pour évacuer le corps expéditionnaire britannique ? « Nous connaissions, répondit-il, l'existence d'une grande concentration de navires à Dunkerque. Cela nous fit supposer qu'une évacuation se préparait. Nous avions d'abord pensé que les Anglais se retireraient vers le sud. »

Résumant cette brève campagne, il dit : « La seule difficulté que nous rencontrâmes vint des rivières et canaux à traverser, non de la résistance ennemie. Quand on nous eut retiré notre 16e corps de panzers, nous perdîmes en même temps nos unités de pontonniers et notre avance s'en trouva retardée. »

Il énuméra aussi ce qu'il pensait être les enseignements principaux de la campagne :

« 1. La conclusion la plus importante : la nécessité d'une liaison air-terre pendant la bataille. Si elle fut assez réussie dans les batailles principales, à Maastricht et à Sedan, ce ne fut pas le cas en général. À Maastricht, l'aide et la coopération des Stuka de Richthofen avec la VIe armée furent parfaites, mais ces avions furent ensuite envoyés pour appuyer l'attaque de Kleist à Sedan. L'aviation devrait toujours connaître le moment où elle doit cesser d'attaquer les communications pour prendre une part active à la bataille. Il faut beaucoup de souplesse.

« 2. Même lorsque nous fûmes démunis du groupe de panzers, les événements prouvèrent qu'il était possible à l'infanterie d'attaquer sans

l'aide des chars, cela grâce à l'entraînement spécial de l'infanterie, à un feu de soutien bien organisé et aux tactiques d'infiltration. La dispersion des menaces d'attaque peut créer des débouchés.

« 3. Quand les blindés se trouvent à égalité, il se produit une sorte de bataille rangée, au cours de laquelle l'espace manque pour manœuvrer.

« 4. La nécessité d'une grande souplesse de mouvements pour changer l'axe d'attaque d'une force quand elle a été jetée dans la bataille. »

L'estocade

Le 10 mai, avant l'aube, la plus grande concentration de chars qu'on ait jamais vue était massée face à la frontière luxembourgeoise, prête à foncer à travers ce pays et le Luxembourg belge pour atteindre, à 100 kilomètres de là, la frontière française, près de Sedan. Trois corps de panzers, massés en trois blocs, comprenaient des divisions blindées dans les deux premiers et des divisions d'infanterie motorisée dans le troisième. Le général Guderian, principal spécialiste allemand de chars, commandait l'avant-garde ; le général von Kleist commandait l'ensemble.

Blumentritt décrivit cette concentration : « Comme une immense phalange, ces trois blocs se tenaient l'un derrière l'autre en rangs serrés. » En profondeur, ils s'étendaient sur 150 kilomètres, le dernier rang étant situé à 80 kilomètres à l'est du Rhin. Une remarque très frappante de Kleist me fit réaliser les proportions de ce déploiement de blindés : « Si ce groupe de panzers s'était placé en une file unique, son arrière-garde se serait trouvée à Königsberg, en Prusse-Orientale, alors que la tête aurait atteint Trêves. »

À la droite du groupe de Kleist se trouvait un groupe de panzers indépendant qui, sous les ordres de Hoth, devait se ruer, à travers le nord des Ardennes, vers la Meuse, entre Givet et Dinant.

Ces colonnes de blindés ne formaient cependant qu'une fraction de la masse de ceux qui garnissaient la frontière allemande, prête à plonger dans les Ardennes. Selon Blumentritt, « le groupe d'armées A avait en tout 86 divisions de toutes sortes, massées sur un front étroit et très profond. Cette avance à travers les Ardennes ne constituait pas une véritable opération, au sens tactique du mot, mais une marche d'approche. En élaborant le plan, nous avions pensé qu'aucune résistance sérieuse ne serait rencontrée avant d'atteindre la Meuse. Ces prévisions se révélèrent exactes. Il n'y eut aucune résistance dans le Luxembourg ; nous trouvâmes des

chasseurs ardennais et de la cavalerie française dans le Luxembourg belge, mais il fut facile de passer outre.

« Le problème majeur n'était pas d'ordre tactique, mais une question d'organisation : mouvements compliqués et approvisionnements. Il fallait absolument utiliser les routes et toutes les voies praticables. Une minutieuse précision était indispensable dans le tracé de l'itinéraire sur la carte, dans la réglementation de la circulation et dans la protection des mouvements contre toute intervention venant de l'air ou de terre. Les nombreuses divisions d'infanterie devaient emprunter des sentiers ou marcher à travers champs, intercalées entre les divisions blindées qui occupaient les routes. Un travail fort compliqué était exigé des états-majors pour fixer les lignes de départ des groupes successifs de panzers, tandis que le début et la fin du passage de chaque division étaient soigneusement minutés. Le terrain offrait des difficultés – montagnes et forêts – et les routes, dont le revêtement était en bon état, présentaient souvent de fortes pentes et de nombreux virages. Le problème le plus compliqué se posa plus tard, lors du passage à travers la vallée très encaissée de la Meuse, de ces colonnes serrées de chars et d'infanterie ; c'était là une très grande difficulté. »

Les chances de succès dépendaient surtout de la rapidité avec laquelle les forces de Kleist pourraient franchir les Ardennes et la Meuse près de Sedan. Après quoi, leurs chars auraient assez d'espace pour manœuvrer. Il leur fallait les traverser avant que les Français soient alertés et puissent rassembler des réserves pour les arrêter. Sur les photographies aériennes prises par les Allemands, on distinguait une sorte de grande tête de pont fortifiée, couvrant l'approche du fleuve à Sedan. Les doutes de tous ceux qui croyaient impraticable le plan Hitler-Manstein furent renforcés par cette découverte. Ils estimaient impossible pour les chars d'emporter cette position fortifiée et craignaient que l'avance ne fût ainsi retardée de plusieurs jours.

Toutefois, quelques jours avant l'attaque, on fit examiner de nouveau les documents par un officier autrichien spécialisé dans l'étude des photographies aériennes. Il constata ce que personne d'autre n'avait vu : les fortifications françaises en cet endroit n'étaient qu'en cours de construction. Son rapport, immédiatement envoyé à Kleist, dissipa les dernières hésitations. Kleist vit qu'il pouvait hâter l'avance en jetant ensemble ses blindés et son infanterie sans attendre que les premiers aient rendu la voie

libre. La marche vers la Meuse devint une course plutôt qu'une véritable opération militaire.

Cette course fut victorieuse, mais d'une courte tête. Son issue aurait pu s'avérer bien différente si les défenseurs avaient été capables de profiter des revers partiels provoqués par les démolitions exécutées selon les plans préétablis. « La destruction des routes en Belgique n'entrava guère notre marche », dit Guderian.

Mais la fortune sourit aux audacieux en pénalisant le camp trop lent pour réagir et qui utilise des méthodes démodées. Décrivant l'avance de son corps de pointe, Guderian me dit : « Après avoir pénétré les défenses frontalières du Luxembourg belge, faiblement tenues par les chasseurs ardennais, nous rencontrâmes des cavaliers français qui s'apprêtaient à se déployer dans une position fortifiée autour de Neufchâteau. La puissance de résistance de la cavalerie face aux panzers se montra insuffisante ! Les cavaliers furent dispersés et se retirèrent en direction de Bouillon, sur la Semois, poursuivis par les panzers. Ils tentèrent de défendre la rivière et firent sauter les ponts dans le secteur de Bouillon. Mais le lendemain matin (12 mai), Bouillon fut pris par la 1re division de panzers. Les Français se déployèrent alors dans des positions manifestement préparées, avec des réseaux de barbelés et des fortins en béton. Cette ligne de défense fut immédiatement enfoncée par les troupes de poursuite – il s'agissait du dernier obstacle avant la Meuse. Il aurait pu tenir plus longtemps si davantage de troupes avaient été disponibles côté français. Les Français manquaient de pièces antichars et de mines.

« La poussée allemande aurait pu être ralentie par une défense bien organisée de la vallée de la Semois ou des fortifications frontalières. D'autres retards auraient pu être causés par une attaque massive des bombardiers alliés. Mais je ne crois pas que les Alliés saisissaient alors le caractère mortel de l'offensive allemande. »

Une contre-attaque de blindés alliés contre le flanc de l'offensive allemande aurait probablement eu pour effet de la paralyser – par l'effet produit au sein du haut commandement. Il fut d'ailleurs momentanément inquiété par la possibilité d'une attaque depuis Montmédy en direction du flanc gauche de Kleist. Évoquant ce point, Guderian précise : « Lorsque, le 11 mai, Kleist apprit que des cavaliers français s'avançaient venant de cette direction, il ordonna immédiatement que la 10e division de panzers (qui gardait mon aile gauche) fasse halte afin de faire face à l'ennemi. Cet ordre,

s'il avait été exécuté, aurait rendu presque impossibles l'attaque sur Sedan et une percée rapide. J'ordonnai par conséquent au général Schaal, à la tête de cette division, de poursuivre sa marche vers Sedan en empruntant une route située à plusieurs kilomètres au nord de le route qu'il avait jusqu'ici empruntée ; je demandai par ailleurs à Kleist de garder mon flanc gauche avec des unités motorisées du corps de Wietersheim et d'infanterie qui suivait notre progression. »

Rundstedt et Blumentritt ne cachèrent pas leurs appréhensions face à une telle contre-attaque sur le flanc. M'en faisant le récit, Blumentritt me déclara : « À cette époque, nous craignions beaucoup l'aviation alliée. Si vous aviez attaqué ces énormes colonnes, vous les auriez jetées dans la plus grande confusion. Sur la Semois nous fîmes halte durant vingt-quatre heures, sans la moindre résistance. Cela ne put être découvert que grâce au survol du secteur par un officier, qui y remédia. (La 2e division de panzers – formant l'aide droite de Guderian – s'en trouva ainsi retardée, mais la 1re division parvint à poursuivre.) Nos divisions étaient des formations neuves comparées à celles de 1914 et n'étaient pas rompues à la discipline nécessaire à la marche. Mais la menace aérienne des alliés semblait n'avoir aucun poids. Ce fut le premier miracle ! »

Blumentritt s'étendit également sur le manque flagrant de développement des défenses françaises et sur leur folie consistant à quitter leurs positions défensives sans soutien. « Lors des mois précédents, l'ennemi avait eu largement le temps de se déployer sur la Meuse. Il aurait au moins pu y préparer quelques fortifications de campagne afin de prolonger la ligne Maginot de manière adéquate. Au moment où nous franchissions la frontière, il aurait ainsi pu gagner ces positions et attendre calmement l'arrivée de nos troupes, trois ou quatre jours plus tard. Considérant qu'il aurait mis en pratique un tel plan, nous nous attendions à faire face, sur la Meuse, à une opposition depuis longtemps préparée par les Français, soutenue par une importante artillerie.

« Nous avions donc mis au point notre plan en tenant compte de cette supposition. Selon notre plan, le corps d'infanterie devait donc attaquer sur la Meuse et forcer un passage pour permettre la traversée du corps blindé. Cela nous aurait pris une semaine, le temps que l'infanterie arrive sur les lieux et se prépare. En préparation à cet assaut, l'artillerie devait être déployée en masse et prendre des dispositions pour ne pas se trouver à court de munitions.

« C'est alors que le second miracle eut lieu. Ayant appris que les divisions de panzers étaient déjà en place dans les fortes positions des hauts de Meuse, au nord de Sedan, Kleist, moi-même mais également Rundstedt, commandant le groupe d'armées, leur rendîmes visite en voiture. Nous roulâmes ensuite jusqu'à la Meuse ou le génie blindé commençait déjà à construire un pont. Ici ou là, quelques mitrailleuses françaises ouvraient le feu depuis de ridicules abris bétonnés situés sur l'autre rive. C'était tout. Nous n'arrivions simplement pas à croire à notre bonne étoile et pensions qu'il s'agissait d'une ruse des Français. Mais, en fait, la position tant redoutée de la Meuse n'existait pas, la rivière n'étant que faiblement défendue. C'est alors que la ruée des panzers débuta. »

De nombreuses explications ont été avancées à propos des doutes et de la prudence dont fit preuve le haut commandement allemand. Il est rarement bon de considérer que l'ennemi est incompétent ou paralytique. Mais en ce cas précis, la conjonction du mode de pensée de fantassins des Français conjugué au mode de pensée mécanisé des Allemands, qui plus est mis en pratique par les officiers commandant leur fer de lance, produisit des effets aussi décisifs que saisissants. Il est toutefois douteux qu'ils aient pu être obtenus sans la présence et l'influence de Guderian sur le cours des opérations.

Me donnant un compte rendu détaillé des opérations, Kleist me dit : « Après avoir traversé les Ardennes, mes troupes de tête entrèrent en France le 12 mai. Le général Schmundt, chef d'état-major du Führer, vint me voir ce matin-là pour me demander si je préférais continuer l'avance tout de suite et affronter la Meuse ou attendre l'arrivée du corps d'infanterie. Je décidai de tenter le coup sans perdre de temps. Le général Schmundt m'assura alors que le Führer mettrait à ma disposition, dès le lendemain, le maximum de soutien de la Luftwaffe, y compris tout le corps aérien de Richthofen, composé de bombardiers en piqué. Les détails furent arrêtés lors d'une conférence tenue le soir du 12 avec le général Sperrle, qui vint me voir tout exprès en avion, mon quartier général étant près de Bertrix.

« Pendant la journée, les éclaireurs de mes formations avaient traversé la ceinture boisée au nord de la Meuse et atteint les crêtes dominant le fleuve au sud. Rejointes par les réserves pendant la nuit, elles étaient prêtes à attaquer en force. Le matin du 13, les régiments d'infanterie des divisions blindées poussèrent jusqu'au même point. La Luftwaffe – un millier d'avions – se montra à midi. Les passages furent effectués au début de

l'après-midi en trois points : deux près de Sedan par le corps du général Guderian et un autre près de Monthermé par le corps du général Reinhardt. Les trois réussirent, tout en rencontrant à Monthermé plus de difficulté qu'aux autres endroits, à cause, notamment, du terrain accidenté et de la route d'approche escarpée et sinueuse.

« La résistance n'était heureusement pas sérieuse, car mon artillerie ne disposait que de 50 salves par batterie – le ravitaillement en munitions avait été retardé par l'encombrement des routes des Ardennes. Le soir du 13, mes divisions blindées avaient établi de solides têtes de pont sur la Meuse. Le corps d'infanterie de tête n'arriva que le 14. » (Guderian affirme qu'elle n'arriva pas avant le 15.)

Je demandai à Kleist son opinion sur les défenses françaises. Il répondit : « Le long de la Meuse, il y avait un nombre raisonnable d'ouvrages bétonnés, mais insuffisamment armés. Si les Français avaient eu là des canons antichars, nous nous en serions sûrement aperçus, car la majorité de nos chars étaient de l'ancien modèle, des panzers I très vulnérables ! Les divisions françaises de ce secteur étaient composées de soldats médiocres, mal armés. Leurs troupes cessèrent très vite le combat, après avoir été soumises à des bombardements par avion ou par canon, cas fréquent au cours de cette campagne. »

Du côté français, 4 divisions, composées d'hommes âgés de la 2e réserve, tenaient un front de plus de 65 kilomètres. Désavantagées par l'étendue du terrain à défendre, elles manquaient, en outre, du maigre contingent normal de canons antichars et ne possédaient pas une seule pièce de DCA. Assaillie d'abord par des nuées de bombardiers en piqué, pendant que les Allemands construisaient des ponts sur le fleuve, ensuite par une marée de chars, il n'est pas étonnant que cette infanterie médiocre se soit vite effondrée.

Guderian me fit un récit plus détaillé de la traversée de la Meuse à Sedan, fournissant ainsi quelques éclairages sur le récit de Kleist : « Les arrangements conclus entre les généraux Kleist et Sperrle concernant la coopération entre la Luftwaffe et mon corps de panzers ne purent fort heureusement pas être exécutés, car ils auraient interféré avec le plan mis au point par le général Loerzer et moi-même. Alors qu'il avait ordonné une attaque en continu des bombardiers en piqué sur les batteries françaises, du début de l'après-midi jusqu'à la tombée de la nuit, le général von Kleist opta soudain pour un bombardement bref, mais concentré, à 16 heures. Mon

idée était de contraindre les Français à se tapir dans leurs positions jusqu'à la nuit. Si le contrordre de Kleist avait été exécuté, les effets des attaques aériennes ne se seraient fait sentir que durant vingt minutes. Les artilleurs français auraient alors eu le temps de recouvrer leurs esprits et d'entrer en action lors de notre franchissement de la Meuse. » Douze escadrilles de bombardiers en piqué furent utilisés dans le secteur de Sedan. Guderian déclara qu'il aurait préféré attendre jusqu'au 14 pour disposer de ses 3 divisions de panzers – la 2e était toujours retardée depuis la halte sur la Semois. Mais Kleist ordonna que l'attaque débute l'après-midi même. Elle se concentra sur une portion d'un peu plus de 2 kilomètres de la rivière, immédiatement à l'ouest de Sedan – entre la ville et Saint-Menges, et fut effectuée par la 1re division de panzers renforcée par le régiment d'élite motorisé « Grossdeutschland ». La 10e division de panzers avait atteint la Meuse près de Bazeilles, à l'est de Sedan, et commencé son attaque en cet endroit, mais Guderian concentra le feu de son artillerie sur le secteur de la 1re division de panzers, le bombardement préparatoire débutant à 14 heures. Lorsqu'il devint manifeste que l'opposition était faible, il déploya les pièces de 88 millimètres de ses batteries antiaériennes afin qu'elles ouvrent le feu sur les casemates situées sur l'autre rive par des tirs tendus à courte portée – le béton ayant résisté au bombardement préparatoire. Le secteur choisi s'avéra un excellent choix pour un passage en force. La rivière infléchit son cours vers le nord et Saint-Menges, puis vers le sud, formant une forme de saillant. Sur la rive nord, les hauteurs avoisinantes sont boisées, offrant un couvert aux préparatifs d'attaque et aux batteries d'artillerie ainsi que d'excellents points d'observation pour l'artillerie. Près de Saint-Menges, comme j'ai pu m'en assurer moi-même en visitant les lieux – on dispose d'une magnifique vue panoramique sur ce méandre de la Meuse et jusqu'aux hauteurs du bois de Marfée qui ferme le secteur de l'autre côté.

L'assaut débuta à 16 heures, mené par l'infanterie mécanisée dans des canots pneumatiques et sur des radeaux. Des ferries furent bientôt actifs, permettant de transporter des véhicules légers de l'autre côté de la rivière. Ce saillant fut rapidement conquis et les attaquants poursuivirent leur mouvement pour s'emparer du bois de Marfée et des hauteurs de la rive sud. À minuit, le coin s'enfonçait sur près de 8 kilomètres, tandis qu'un pont du génie était opérationnel à Glaire (entre Sedan et Saint-Menges), sur lequel les chars commencèrent à traverser en masse.

Malgré cela, la tête de pont allemande était toujours fragile le 14 – avec une seule division de l'autre côté de la rivière et un seul pont pour y acheminer les renforts et l'approvisionnement. Le pont fut violemment attaqué par l'aviation alliée, qui bénéficia d'une supériorité momentanée, le gros de la Luftwaffe étant engagé ailleurs. Mais le régiment antiaérien du 5e corps de Guderian, qui avait eu le temps de se déployer de part et d'autre, établit un rideau de feu infranchissable pour les avions alliés, qui subirent de lourdes pertes. Une imposante contre-attaque française au sol se développa mais s'infléchit vers midi, heure à laquelle les effectifs de Guderian étaient suffisants pour parer à la menace. Dans l'après-midi, Guderian effectua un virage à droite, poussant la 1re et la 2e division de panzers vers l'ouest, utilisant la 10e pour couvrir le front sud, qui devint le flanc de sa poussée vers l'ouest. À la suite de ce virage inattendu, ses éléments de pointe s'emparèrent de deux ponts sur le canal des Ardennes et, à la nuit tombée, avaient étendu la tête de pont sur 15 kilomètres de large.

Très tôt le 15 mai, Guderian reprit sa marche vers l'ouest. La 1re division de panzers fut un temps arrêtée, mais pivota vers le nord à la recherche d'un point faible ; réunie à la 2e division de panzers, elle perça à Poix-Terron, puis, afin d'élargir la percée, pivota vers le sud, sur les arrières des troupes françaises qui avaient entravé sa marche le matin même. Grâce à l'effondrement de cette ligne de défense arrière, la voie vers l'ouest était ouverte. Plus aucune résistance sérieuse n'entrava alors son offensive vers la côte de la Manche.

Cette nuit fut pourtant délicate pour Guderian – ce qui n'était en rien dû à l'ennemi. « Ordre arriva du quartier général du groupe de panzers, demandant de cesser la progression et de rester confiné dans la tête de pont. Je ne voulais ni ne pouvais obéir à un tel ordre, car il annulait l'effet de surprise et tous nos succès initiaux. Je téléphonai donc au chef d'état-major du groupe de panzers, le colonel Zeitzler, et n'obtenant pas satisfaction, je téléphonai au général von Kleist en personne pour obtenir l'annulation de cet ordre. Notre échange fut fort vif… Kleist finit par accepter la poursuite de la marche pour vingt-quatre heures supplémentaires – afin d'élargir suffisamment la tête de pont pour permettre au corps d'infanterie de nous suivre. »

On tira le meilleur avantage de cette permission prudente et les divisions de panzers reçurent l'ordre de s'élancer sans délai. La poussée vers l'ouest des 3 divisions convergea vers celle des 2 divisions de Reinhardt qui

avaient traversé à Monthermé, ainsi que vers les 2 divisions de Hoth, qui avaient percé près de Dinant. Elle provoqua un effondrement croissant de la résistance française, et put progresser dans un espace vide de troupes. Dans la soirée du 16, la progression vers l'ouest avait atteint près de 75 kilomètres supplémentaires en direction de la Manche et atteint l'Oise. Mais une fois de plus l'avance fut freinée, non par l'ennemi, mais par l'échelon supérieur.

Première pause

Les chefs allemands pouvaient à peine croire à leur chance. Ils ne comprenaient pas ce qui motivait l'absence de contre-offensive. Rundstedt avait craint une puissante attaque contre son flanc gauche pendant sa traversée des Ardennes. « Je connaissais Gamelin avant la guerre et, essayant de deviner ses projets, je m'attendais à un mouvement de flanc qu'il aurait exécuté avec ses réserves depuis la région de Verdun. Nous estimions à 30 ou 40 le nombre de divisions qui pouvaient être utilisées dans ce but. Mais il ne devait rien se passer. »

Hitler partageait ces appréhensions. Il freina donc la progression de ses troupes. C'était la première de ses deux interventions ; la seconde devait avoir des conséquences plus graves. Siewert me raconta en ces termes la première pause : « Quand nous eûmes traversé la Meuse, le commandant en chef voulut fondre sur Abbeville et Boulogne ; mais le Führer craignait que le gros des armées françaises ne se retourne vers l'ouest. C'est pourquoi Il fît arrêter la progression pendant le temps nécessaire à la couverture du flanc de ses armées, le long de l'Aisne, par de nouvelles divisions d'infanterie. »

Röhricht, alors officier-chef des liaisons entre l'OKH et le quartier général de la XII^{e} armée, fut plus explicite : « La XII^{e} armée, qui suivait le groupe de panzers de Kleist, reçut l'ordre d'opérer une conversion au sud vers l'Aisne, tandis que les chars se dirigeaient vers l'ouest et la Manche après avoir traversé la Meuse. La II^{e} armée de Weichs fut amenée de l'arrière pour apporter le soutien d'infanterie nécessaire à cette course à la mer. À mon avis, cette décision fut une erreur : elle nous coûta deux jours de retard. Il eût été préférable que la II^{e} armée effectue une conversion au sud vers l'Aisne et que la XII^{e} armée aille directement soutenir les forces blindées. »

Kleist confirma cette opinion. « Mes troupes furent maintenues sur place pendant une journée. Mon avant-garde avait atteint l'Oise entre Guise et La Fère, lorsque me parvint l'ordre de stopper, donné par le Führer en personne. Je ne crois pas qu'il y ait eu un rapport quelconque avec la décision de nous attribuer comme soutien la IIe armée au lieu de la XIIe. Cet arrêt résultait plutôt de la crainte qu'avait le Führer d'une contre-attaque sur notre flanc gauche ; Il ne voulait pas nous laisser trop nous enfoncer avant que la situation soit éclaircie. »

Le récit de Guderian explique davantage les conditions de cette pause, depuis la ligne de front, et démontre que les hésitations n'étaient pas dues à Hitler seul : « Après les incroyables succès du 16 mai, il ne me vint pas à l'esprit que mes supérieurs demeuraient accrochés à leur idée initiale – se contenter de demeurer confinés dans la tête de pont de l'autre côté de la Meuse et attendre l'arrivée du corps d'infanterie. Je souhaitais appliquer l'idée que j'avais exposée à Hitler en mars – exploiter la percée sans s'arrêter, jusqu'à la Manche. Il semblait inconcevable que Hitler – qui avait approuvé le plan audacieux de Manstein et n'avait pas fait part de ses objections relatives à mon intention de pénétration en profondeur – ait pu perdre ses nerfs et ordonner l'arrêt de l'offensive. Mais je commettais là une erreur. Cela devint clair le lendemain matin.

« Tôt le matin du 17, je fus informé par le quartier général du groupe de panzers que l'offensive devait cesser et que je devais personnellement attendre l'arrivée du général von Kleist, pour m'entretenir avec lui, sur un aérodrome, à 7 heures du matin. Il fut ponctuel au rendez-vous et, entrant immédiatement dans le vif du sujet, me reprocha vertement d'avoir ignoré les plans du haut commandement. » Guderian maintint qu'il s'était conformé à l'esprit du plan et insista sur le fait qu'une pause risquerait de les voir perdre l'initiative, mais ne put obtenir satisfaction. « Je demandai donc à être relevé de mon commandement. Le général von Kleist fut légèrement décontenancé, mais finit par acquiescer et me demanda de bien vouloir remettre le commandement à mon subordonné direct. »

Mais à l'issue d'une conférence au quartier général du groupe d'armées, un contrordre stipula que Guderian devait demeurer à son quartier général et attendre l'arrivée du général von List, commandant la XIIe armée, qui progressait derrière le groupe de panzers. Lorsque List arriva, Guderian lui raconta ce qui s'était passé. « Au nom du général von Rundstedt, il annula mon limogeage et expliqua que l'ordre venait d'en haut et devait donc être

exécuté. Mais, admettant la valeur de mes arguments en faveur d'une poursuite de la percée, il me donna la permission, au nom du groupe d'armées, d'effectuer des reconnaissances en force. »

Cette permission de « reconnaissance en force » fut utilisée par Guderian de manière très élastique, ce qui lui permit de maintenir la pression sur l'ennemi durant les deux jours d'intervalle nécessaires à l'arrivée du corps d'infanterie de la XII^{e} armée, qui fut déployé en profondeur sur le flanc de l'Aisne, avant que Guderian reprenne sa marche vers les côtes de la Manche.

Les étapes précédentes avaient entraîné une telle avance et provoqué tant de confusion dans le camp d'en face que la pause sur l'Oise n'eut pas d'effets sérieux sur les perspectives allemandes. Elle révéla toutefois une divergence significative d'appréciation du temps au sein du camp allemand. Le fossé entre la nouvelle école et l'ancienne était plus grand que celui séparant les Français des Allemands.

Après la guerre, Gamelin écrivit à propos de l'exploitation stratégique de la traversée de la Meuse par les Allemands : « Ce fut une manœuvre remarquable. Mais était-elle préméditée ? Je ne le crois pas – pas plus que Napoléon ne prémédita la manœuvre d'Iéna ou Moltke celle de Sedan (en 1870). Il s'agit d'une parfaite utilisation des circonstances. Elle fut l'œuvre de troupes et d'un commandement sachant comment manœuvrer et suffisamment organisés pour opérer aussi rapidement que des chars, des avions et des communications radio pouvaient le permettre. Cas unique, sans doute, d'une victoire remportée sans que le gros des forces ait été engagé. »

À en croire le général Georges, qui commandait les troupes en première ligne, on estimait que les troupes déployées dans le Luxembourg belge « devaient retarder d'au moins quatre jours » l'arrivée des Allemands sur la Meuse ». Le général Doumenc, chef d'état-major au sein du G. Q. G (Grand Quartier général), déclara : « Appliquant à l'ennemi nos propres méthodes, nous imaginions qu'il ne tenterait pas de franchir la Meuse avant de disposer d'une vaste quantité d'artillerie : les cinq ou six jours nécessaires pour la rassembler nous donneraient alors suffisamment de temps pour renforcer nos positions. »

Il est remarquable de constater à quel point ces calculs français correspondent à ceux effectués au sein des quartiers généraux « de l'autre côté de la colline ». On peut ainsi voir que les chefs militaires français

avaient des raisons – et des raisons bien meilleures qu'on ne l'a prétendu immédiatement après ces événements – de traiter l'offensive allemande comme ils le firent. Ils n'avaient pas pu anticiper le « facteur Guderian ». Sa mise en pratique de la théorie de la pénétration stratégique en profondeur par des troupes blindées opérant de manière indépendante, sa conviction fervente de la possibilité de la voir appliquée et sa capacité à faire preuve d'insubordination bouleversèrent tous les calculs de l'État-Major français, dans des proportions que le haut commandement allemand n'aurait pas permises de sa propre volonté. Il est manifeste que Guderian et ses tankistes entraînèrent l'armée allemande derrière eux, provoquant ainsi la victoire la plus écrasante de l'histoire moderne.

La question principale fut celle du tempo. Les mouvements de réaction des Français furent à chaque fois voués à l'échec car trop lents pour parer à une situation en constant changement, ce qui était dû au fait que l'avant-garde allemande continuait de progresser plus vite que le haut commandement allemand ne l'avait envisagé et ne le souhaitait.

La course à la mer

Une telle inquiétude est compréhensible, surtout venant de Hitler, qui se trouvait loin à l'arrière. En effet, l'effondrement soudain des Français sur la Meuse et l'absence de contre-offensive, tout cela semblait trop beau pour être vrai. Toutefois, les événements dans la zone des opérations eurent tôt fait de dissiper ces appréhensions. Le choc de la *Blitzkrieg* motorisée avait paralysé l'armée française, qui était moralement et matériellement incapable de l'affronter. Dans l'état de stupeur où ils se trouvaient plongés, les Français ne purent profiter du bref répit que leur procurait l'intervention de Hitler.

Après la traversée de la Meuse, Kleist se tourna vers l'ouest et rencontra peu de résistance. Ses chars suivirent une sorte de corridor sans obstacle à l'arrière de l'aile gauche alliée en Belgique. La « bataille du saillant » n'a jamais existé sous ce nom pittoresque que dans les comptes rendus officiels de l'époque. Ce ne fut en réalité qu'une avance facile. Les rares contre-attaques dirigées contre le flanc de Kleist furent spasmodiques et incohérentes. La première eut lieu à Stonne, au sud de Sedan, où la 3e division blindée française provoqua un bref remous avant d'être elle-même prise de flanc et repoussée ; la suivante, près de Laon, lancée par la 4e division blindée, nouvellement créée et placée sous les ordres du colonel

de Gaulle. Kleist en parle en ces termes : « Ces contre-attaques ne nous mirent pas du tout en danger, comme on l'a dit plus tard. Guderian en fit son affaire sans même me déranger, et je n'en entendis parler que le lendemain. » Des deux autres divisions blindées, la première, à court d'essence, donc inerte, fut encerclée ; la seconde fut dispersée par le haut commandement en petits groupes destinés à la protection des ponts.

À part leurs brefs arrêts sur l'Oise, les blindés allemands foncèrent vers l'ouest à une telle allure que leurs adversaires furent complètement interdits. Kleist m'en rapporta un exemple : « Je me trouvais à mi-chemin de la mer quand un de mes officiers me montra un extrait du communiqué français radiodiffusé, annonçant que le commandant de la VI^{e} armée française sur la Meuse avait été limogé et que le général Giraud prenait le commandement de ce secteur. Je le lisais, lorsque la porte s'ouvrit et qu'un général français de belle allure fut introduit. Il se présenta ainsi : "Je suis le général Giraud." Il me raconta qu'il était parti dans une auto blindée à la recherche de l'armée qu'il devait rejoindre et qu'il s'était trouvé au milieu des Allemands, dont il ignorait la présence si proche.

« Ma première rencontre avec les Britanniques se fit ainsi : mes chars rencontrèrent et écrasèrent un bataillon d'infanterie, dont les hommes étaient équipés de cartouches d'exercice. Ces anecdotes donnent un aperçu de la soudaineté de notre arrivée. » Les Allemands se déversèrent en torrent derrière le corps expéditionnaire britannique, dont le gros se trouvait encore profondément engagé en Belgique.

Kleist continua : « En résumé, notre poussée ne rencontra pas de sérieuse résistance. Le corps de panzers de Reinhardt livra une bataille près du Cateau, mais ce fut le seul incident notable. Le corps de panzers de Guderian, dans sa course vers le sud, atteignit Abbeville le 20, coupant en deux tronçons les armées alliées. Les divisions motorisées de Wietersheim le suivaient de près et assumèrent rapidement la défense du secteur situé le long de la Somme, entre Péronne et Abbeville, tandis que Guderian se tournait, dès le lendemain, vers le nord[30]. » Ayant déjà isolé le corps expéditionnaire britannique de ses bases, il voulait maintenant lui couper la retraite vers la mer.

Le haut commandement allemand se montra fort inquiet ce jour-là ; il n'en fut pas de même de Kleist, qui ne se doutait de rien, ayant rejoint Abbeville le 20, immédiatement après l'occupation de la place. Tandis qu'il pénétrait plus avant en France, ses troupes de flanc-garde étaient relevées

successivement par un système de relais, ayant pour but de maintenir à la progression toute son impulsion. Les corps d'infanterie appuyaient ses panzers et se plaçaient sous ses ordres pour un jour ou deux, lors de chaque bond, pendant tout le temps où ils avaient à protéger ses flancs. Toutefois, par la suite, l'allure devint si rapide qu'un espace vide dangereux se creusa derrière eux. Un petit détachement britannique, en contre-attaquant, s'inséra comme un coin dans une de ces fissures.

À ce propos, Rundstedt me dit : « Quand mes troupes atteignirent la Manche, il y eut un moment critique : les Britanniques lançaient une contre-attaque dirigée vers le sud, d'Arras à Cambrai, le 21 mai. Nous craignîmes que nos divisions blindées ne fussent isolées avant que les divisions d'infanterie aient le temps d'arriver. Aucune contre-attaque française ne provoqua un aussi grave danger. » (Il est intéressant d'apprendre que ce coup fut vivement ressenti par les Allemands ; il compromit presque leur avance, quoique entrepris par un très petit détachement de la 50e (Northumbrian) division du général Martel, avec les 4e et 7e bataillons du Royal Tank Regiment. Il est évident que, s'il y avait eu 2 divisions blindées britanniques, et non des bataillons, l'ensemble des opérations allemandes aurait été paralysé.)

Ce devait être le dernier effort pour rompre le filet lancé par les Allemands sur les arrières des armées alliées en Belgique ; les mailles ne firent que se resserrer. La fin donna raison à Hitler et tort à ses généraux. Cependant leurs doutes sur les possibilités de la campagne étaient justifiés. Aucune hypothèse raisonnable des facteurs inconnus n'aurait pu envisager une erreur aussi primaire que celle du général Gamelin, commandant en chef français : découvrir presque entièrement la charnière de son avance, alors qu'il envoyait toutes les armées de son aile gauche en Belgique à la rencontre de l'attaque ennemie. Sans cette extraordinaire bévue, il est presque certain que l'offensive de Hitler n'aurait remporté qu'un succès limité. Si les armées allemandes, après avoir conquis une faible portion du territoire français au-delà de la frontière, y étaient restées bloquées, la suite de la guerre et le sort du monde eussent été totalement modifiés.

Blumentritt (approuvé par d'autres) dit : « Hitler fut enivré de constater que son "jugement" se trouvait justifié, en dépit de ses généraux. Il devint plus difficile que jamais de discuter avec lui ou de le modérer. » Ainsi, en fin de compte, le 13 mai fut encore plus néfaste aux généraux allemands – et à l'Allemagne – qu'à la France.

Une semaine plus tard à peine, la fortune tourna. Ironie du sort : ce revirement fut dû à une étrange inhibition de Hitler et non à la prudence de ses généraux.

Hitler ordonne une halte

Opérant sa conversion vers le nord, le corps de panzers de Guderian fit route sur Calais, tandis que Reinhardt passait à l'ouest d'Arras, en direction de Saint-Omer et de Dunkerque. Le 22, Boulogne fut isolé par l'avance de Guderian ; le jour suivant, Calais subit le même sort. En même temps, Reinhardt atteignit le canal Aire-Saint-Omer, à moins de 30 kilomètres de Dunkerque. Les blindés allemands étaient plus près que le gros des armées anglaises de ce port, le seul auquel le corps expéditionnaire pouvait avoir accès. « À ce moment, me dit Rundstedt, un appel téléphonique inattendu du colonel von Grieffenberg, de l'OKH, enjoignit aux forces de Kleist de stopper sur la ligne du canal, par ordre personnel du Führer. Cet ordre contredisait les intentions du général Halder. J'envoyai un message de protestation, mais reçus en réponse un télégramme très sec, disant ceci : « Les divisions blindées doivent rester à portée moyenne de canon de Dunkerque (13 à 15 kilomètres). Les mouvements de reconnaissance et de protection sont seuls autorisés. »

Kleist me dit que l'ordre reçu lui sembla incohérent. « Je décidai de l'ignorer et de traverser le canal. Mes autos blindées entrèrent même à Hazebrouck en coupant les voies de la retraite britannique. J'appris plus tard que le commandant en chef britannique, lord Gort, se trouvait à Hazebrouck à ce moment-là. Je reçus un ordre plus impératif encore, me sommant de me retirer de l'autre côté du canal. Mes chars furent arrêtés là pendant trois jours. »

Guderian me dit : « Mes protestations répétées demeurèrent sans réponse ; au contraire, cet ordre maudit fut confirmé. Le feld-maréchal von Brauchitsch, à qui je demandais, après la campagne de France, pour quelle raison il avait accepté d'arrêter les panzers devant Dunkerque, me répondit qu'il s'agissait d'un ordre de Hitler – et il ajouta qu'il espérait alors que quelqu'un lui désobéirait. » Mais au vu de ce qui s'était passé lorsqu'il avait décidé d'exploiter sa percée sur la Meuse, Guderian lui-même ne pouvait risquer de se voir de nouveau démis de ses fonctions en ignorant délibérément un ordre si clairement exprimé.

Thoma, commandant les chars à l'État-Major général, me dit qu'il se trouvait alors en première ligne avec les chars de pointe, près de Bergues, d'où il pouvait voir dans Dunkerque. Il communiqua directement par radio avec l'OKH, suppliant qu'on le laissât avancer. Ce fut sans résultat. Parlant de l'attitude de Hitler, il remarqua d'un ton mordant : « Inutile de discuter avec un imbécile. Hitler a détruit les chances de victoire. »

Pendant ce temps, les troupes britanniques déferlaient sur Dunkerque et se fortifiaient pour couvrir leur évacuation. Les commandants de chars allemands durent rester là, inactifs, à regarder les Britanniques leur échapper.

« Trois jours plus tard, l'interdiction fut levée, dit Kleist, et nous reprîmes notre progression, en rencontrant une résistance de plus en plus vigoureuse. Nous venions à peine d'avancer quand je reçus un nouvel ordre de Hitler : je devais abandonner la poursuite et diriger toutes mes forces vers le sud, pour attaquer la ligne de défense improvisée sur la Somme par les restes de l'armée française. L'occupation de Dunkerque fut confiée à de l'infanterie venue de Belgique… quand les Britanniques furent partis. »

Quelques jours plus tard, Kleist et Hitler se rencontrèrent à l'aérodrome de Cambrai. Kleist se permit de souligner la belle occasion perdue en n'occupant pas Dunkerque avant que les Britanniques s'échappent. Hitler répondit : « Possible, mais je ne voulais pas envoyer les chars dans les marais de Flandre, et on n'entendra plus parler des Anglais pendant cette guerre. »

À d'autres personnes, Hitler donna d'autres motifs : le nombre des chars immobilisés pour cause d'avarie était si grand qu'il voulait connaître la situation exacte avant de pousser plus loin. Il prétendit également qu'il voulait conserver assez de chars pour l'offensive future contre le reste de l'armée française.

Je m'aperçus que la plupart des généraux, dont Kleist, avaient accepté l'explication sans plus de curiosité, malgré leur déception d'avoir été frustrés ainsi d'une victoire complète. Ils trouvaient exagérées les inquiétudes de Hitler sur le sol marécageux, convaincus qu'ils auraient facilement surmonté cette difficulté. Ils savaient que des quantités de chars neufs arrivaient chaque jour pour compenser les pertes. Néanmoins, ils ne virent dans la décision de Hitler qu'une erreur de jugement ou un excès de prudence. Mais d'autres facteurs entrèrent en ligne de compte dans cette décision fatale.

Chapitre 12

L'ORDRE D'ARRÊT DEVANT DUNKERQUE

Une des grandes énigmes de cette guerre est assurément l'origine de l'ordre qui arrêta les forces blindées allemandes devant Dunkerque – dernier port pouvant permettre l'évacuation de l'armée britannique.

Le premier récit qui me fut fait sur ce sujet juste après la guerre provenait de l'adjoint de Brauchitsch, le général Siewert. Il se montrait affirmatif : les forces blindées avaient été arrêtées sur ordre expresse de Hitler ; il me rapporta également comment Brauchitsch et Halder s'opposèrent à cet ordre et tentèrent de le faire annuler – une affirmation confirmée par les documents. Le feld-maréchal von Rundstedt et le général Blumentritt me livrèrent ensuite leurs visions respectives de la manière dont l'ordre arriva au groupe d'armées A, transmis par téléphone par le colonel von Grieffenberg à l'OKH, qui avait fait savoir qu'il était contraire à la volonté de Halder.

Mais Winston Churchill, dans sa récente histoire de la guerre, écrit que l'arrêt des forces blindées allemande « eut lieu à l'initiative non de Hitler mais de Rundstedt ». Il s'appuie pour cela sur le journal du groupe d'armées de Rundstedt relatant la discussion qui se tint lorsque Hitler visita le quartier général de Rundstedt à Charleville, au matin du 24 mai. La foi que place Churchill dans ce seul document peut sembler excessive à l'historien critique, qui sait comment les journaux des unités et formations sont tenus et qui sait d'expérience qu'ils contiennent bien souvent des erreurs. Ils sont généralement tenus par des officiers subalternes qui n'étaient pas présents lors des discussions cruciales et, dans des périodes d'intense activité et de tension, la qualité et l'exactitude de leur contenu s'en ressentent. De tels documents doivent donc être utilisés avec circonspection s'ils ne sont pas étayés par d'autres. Dans ce cas précis,

l'entrée du journal n'est pas aussi claire que les conclusions que Churchill en tire. Il en fait ainsi le résumé :

> « À minuit, le 23, des ordres parvinrent de Brauchitsch à l'OKH regardant le "dernier acte" de "la bataille d'encerclement". Le lendemain matin, Hitler rendit visite à Rundstedt, qui lui fit savoir que ses blindés, qui avaient parcouru si vite une si grande distance, avaient vu leurs effectifs fondre et qu'une pause semblait nécessaire pour leur permettre de se réorganiser et de se renforcer pour l'ultime attaque […] Rundstedt craignait également que des attaques ne viennent frapper ses troupes dispersées du nord au sud […] Hitler s'accorda avec lui pour que l'attaque à l'est d'Arras soit effectuée par l'infanterie et que les formations mobiles continuent de tenir la ligne Lens-Béthune-Aire-Saint-Omer-Gravelines afin d'intercepter les forces ennemies pressées par le groupe d'armées B au nord-est. Il insista également sur la nécessité primordiale de conserver les blindés pour de futures opérations. »

Rien dans ce document ne permet d'affirmer que c'est Rundstedt qui prit l'initiative d'ordonner le coup d'arrêt. Ce que cette note plutôt vague suggère, au mieux, est que Rundstedt, dans son rapport sur la situation, exprima certaines angoisses qui s'accordaient avec celles de Hitler. Si cela est intéressant, cela ne suffit pas pour que l'historien rejette le témoignage de tous les officiers concernés, qui indiquent que cet ordre fut bien donné par Hitler en personne et provenait de son propre quartier général. Surtout, leurs témoignages sont confirmés par les notes plus explicites et contemporaines du journal que Halder tenait à l'OKH.

Une étude de ce journal croisée avec d'autres témoignages éclaire la séquence des événements. Après le franchissement de la Meuse, l'idée originale de Halder était que le groupe d'armées de Rundstedt poussât vers le sud-ouest. L'axe de son mouvement aurait traversé Compiègne pour rejoindre la Seine inférieure près de Rouen (bien que Halder ait considéré l'option de pivoter vers Paris une fois Compiègne atteinte). La progression se serait effectuée en échelons, les unités sur la gauche marquant l'arrêt afin que, lors de la reprise de la marche, elles puissent protéger le flanc de leurs voisines de droite. Le mouvement se poursuivant, l'armée de Kluge, sur l'aile droite, serait transférée au groupe d'armées de Bock pour l'aider à compléter l'encerclement des armées alliées en Belgique.

Mais Hitler rejeta totalement l'idée d'une percée vers le sud-est. Il souhaitait conserver les forces des panzers en réserve jusqu'à ce que les corps de soutien d'infanterie établissent une ligne défensive le long de l'Aisne pour couvrir le flanc sud, puis d'envoyer les blindés vers le nord-ouest sur les arrières des armées alliées en Belgique, qui faisaient face à Bock. Une note du journal de Halder en date de la mi-journée du 17 – le matin où Guderian reçut l'ordre de s'arrêter – fait référence à une entrevue avec Hitler et énonce : « Peu de compréhension mutuelle. Le Führer affirme que la menace principale vient du sud (je ne vois pas la moindre menace). » Elle résume ensuite les nouvelles instructions. Une nouvelle note plus tardive indique : « Journée plutôt déplaisante. Le Führer est terriblement nerveux. Effrayé par son propre succès, il craint de prendre le moindre risque et préfère nous freiner. Avance l'excuse de la menace sur le flanc sud. » (Hitler a pourtant une meilleure excuse que celle avancée par Halder : la crainte, répétée par Rundstedt, que Gamelin lance une contre-offensive à partir du sud-est.)

La crainte de laisser filer le temps et l'occasion s'insinuent dans une note du journal de Halder le lendemain matin, 18 mai : « Chaque heure est précieuse. QG du Führer voit les choses différemment. Führer toujours inquiet du flanc sud. Il enrage et hurle que nous sommes en train de ruiner toute la campagne. Il se refusera à toute poursuite de l'opération vers l'ouest et encore moins au sud-ouest et s'accroche à son plan d'attaque vers le nord-ouest. » À l'issue d'une « conférence très désagréable », Hitler accepte que les panzers attaquent vers l'ouest, mais refuse d'en donner l'ordre.

Le soir même, Halder fait savoir à Hitler que les corps d'infanterie de la XII^{e} armée sont déployés le long de l'Aisne et obtient la permission de reprendre la marche des blindés vers la mer.

La nouvelle crainte de Halder est que les armées alliées soient poussées trop rapidement vers le sud : « Bock n'est-il pas en train de pousser le gibier hors de portée de Kleist ? Au vue des ambitions de Bock de pousser toujours davantage, un tel développement est parfaitement envisageable. » Mais ses craintes étaient sans fondement, car le jour même, le 20, les éléments avancés de Kleist (ceux de Guderian) atteignirent l'embouchure de la Somme, coupant les lignes de ravitaillement et de retraite de l'ennemi. Guderian pivota alors vers le nord. L'idée de Halder, comme une nouvelle note l'indique, était de confier au groupe de Bock la mission de fixer

l'ennemi tandis que Rundstedt « le couperait de ses arrières et délivrerait le coup décisif […] je voulais faire du GA "A" le marteau et du GA "B" l'enclume. »

Une nouvelle complication se fit jour : les deux groupes d'armées, au lieu d'avancer parallèlement, convergeaient de plus en plus, tandis que les forces de panzers de l'aile gauche de Rundstedt s'avançaient bille en tête en direction de l'aile droite de Bock. Pour éviter toute confusion, Brauchitsch souhaita voir placée la « dernière phase de l'encerclement » sous les ordres de Bock – ce qui signifiait une modification des lignes de partage entre les deux groupes d'armées et le transfert des forces de panzers de Kleist, ainsi que de l'armée de Kluge, de Rundstedt à Bock. Il donna des ordres en conséquence dans la soirée du 23.

Halder aurait préféré voir Brauchitsch coordonner en personne la dernière phase, mais ne parvint pas à le décider. Il se laissa pour une fois aller à un commentaire caustique dans son journal, affirmant que Brauchitsch « ressemble à une machine à esquiver les responsabilités. Il passe son temps à expliquer que l'opération doit être absolument coordonnée, soit par lui-même, soit par Bock, mais demeure sceptique quant à la première hypothèse, qu'il devrait pourtant considérer comme la seule logique et responsable. L'ordre est envoyé sans ma signature, pour faire montre de mon désaccord ».

Halder m'a, depuis, fait plus précisément part de ses raisons : « Tous les moyens de communication nécessaires à une telle entreprise aboutissaient à l'OKH. D'un point de vue psychologique, une telle mesure serait également apparue comme un désaveu du grand Rundstedt, bien qu'il n'en fût rien. Si cet ordre avait été appliqué, l'ambition sans limite de Bock et les manières parfois brutales de son chef d'état-major, Salmuth, auraient rendu les frictions certaines entre les deux groupes d'armées. »

Il n'est pas difficile de mesurer les effets d'un tel ordre sur Rundstedt, toutes considérations personnelles à part. Il se trouvait naturellement plus impliqué dans l'étape suivante de la campagne, la poussée vers le sud, plutôt que dans l'achèvement de l'encerclement au nord, qui était confié à Bock. Cela affecta nécessairement la nature de ses observations sur la situation lors de la conférence du matin suivant, lorsque Hitler visita son quartier général. L'insistance de Rundstedt sur l'importance du maintien d'effectifs adéquats de panzers pour cette phase s'accordait avec la pensée de Hitler. L'ordre de « passage de relais » que Brauchitsch envoya le soir du

23 éclaire de manière significative la teneur de l'entretien entre Hitler et Rundstedt le lendemain matin, et l'ordre d'arrêt que Hitler donna l'après-midi.

Dès le 22, le jour où le corps de Guderian lança son mouvement vers le nord à partir de la région d'Abbeville, Hitler exprima des doutes lors de sa conférence du soir avec Brauchitsch. Il critiqua l'ordre d'encerclement que Halder venait de donner, qui ordonnait au groupe d'armées A de pousser le plus vite possible vers le nord avec les panzers, et de couper les armées alliées de la côte. Après avoir dit qu'il considérait dangereux d'utiliser les chars dans la région côtière de Flandre, Hitler insista sur les pertes qu'ils avaient déjà subies et sur le fait qu'il ne souhaitait pas risquer d'en perdre davantage, car il en aurait besoin pour le deuxième acte de la campagne en France. Hitler pensait que les forces de panzers du groupe d'armées A devaient être transférées du marteau à l'enclume – et servir à arrêter la retraite des forces alliées repoussées vers le sud par le groupe d'armées B. Keitel et Jodl partageaient ses vues et ses craintes. Mais ils ne se sentaient pas alors capables, à eux seuls, de contrecarrer Brauchitsch et Halder. Rundstedt représentait un poids plus important en matière d'autorité stratégique. Ses remarques sur la situation et sur la nécessité de garder à l'esprit l'étape suivante furent très appréciées par Hitler, particulièrement doué pour utiliser l'autorité d'un expert contre celle d'un autre afin de faire prévaloir ses vues et justifier ses décisions. Il semble même probable que Hitler rendit précisément visite à Rundstedt en espérant qu'il confirmerait ses propres doutes, lui permettant de justifier le changement de plan qu'il entendait imposer.

Hitler fit immédiatement annuler l'ordre de transfert de troupes, dès la fin de sa conférence avec Rundstedt. Il devait en effet entrer en application le soir même et aurait eu des conséquences paralysantes, les généraux transférés d'un groupe à un autre attendant de nouvelles instructions.

Brauchitsch fut convoqué par Hitler dans l'après-midi et Halder l'accompagna. Le journal de Halder indique que « l'entrevue avec le Führer fut très déplaisante » et qu'il donna de nouveaux ordres « annulant l'ordre de la veille […] l'aile gauche, constituée des forces blindées et motorisées, et qui n'avait pas d'ennemi en face d'elle, est donc stoppée net par un ordre direct du Führer. La destruction de l'ennemi encerclé est abandonnée à la Luftwaffe ! ».

Cette pause se poursuivit le lendemain et, pour la journée du 26, le journal de Halder contient une série de notes intéressantes :

> 08 00. Aucun changement significatif de situation. Bock, qui subit des pertes, progresse lentement […] nos blindés sont arrêtés, comme paralysés sur les hauteurs entre Béthune et Saint-Omer conformément aux ordres reçus d'en haut, et ne doivent pas attaquer. De cette manière, le nettoyage de la poche pourrait prendre des semaines.
>
> 11 00. Toute la matinée, OdbH (Brauchitsch) est très nerveux. Je peux le comprendre, car ces ordres venus d'en haut n'ont aucun sens. Ils en appellent, dans un secteur, à une attaque frontale contre un ennemi en train de se replier en bon ordre et, ailleurs, bloquent l'avancée des troupes en un endroit où les arrières de l'ennemi pourraient être coupés dans l'instant. Rundstedt lui non plus ne le supporte pas et a rejoint Hoth et Kleist afin d'examiner le terrain de la prochaine offensive blindée.
>
> 12 00. Un appel téléphonique nous informe que le Führer a autorisé l'aile gauche à faire mouvement pour se placer à portée de tir d'artillerie de Dunkerque.
>
> 13 30. OdbH convoqué auprès du Führer. Retour radieux. Le Führer a enfin donné la permission de marcher sur Dunkerque pour empêcher toute nouvelle évacuation.

Mais le levier du frein s'est abaissé trop tard. Les Alliés ont pu organiser la défense du périmètre de Dunkerque, grâce au temps précieux qui leur a été accordé. La première note du journal de Halder, au matin du 27, remarque non sans regret : « Sur l'aile gauche, Kleist semble rencontrer une résistance plus importante que prévu. L'attaque se déroule lentement. » La résistance fut naturellement accrue par le fait que le corps expéditionnaire britannique s'était replié, renforçant d'autant les défenses de la tête de pont. Entre le 26 mai et la chute de Dunkerque, le 4 juin, 338 000 hommes (dont 114 000 Français) furent évacués vers l'Angleterre, depuis les jetées et les plages de Dunkerque.

Si Hitler avait eu le sentiment que Rundstedt l'avait poussé à arrêter la marche des blindés, il est plus que probable qu'il l'eût par suite mentionné pour se dédouaner de l'évacuation des Britanniques, car il ne se privait pas de blâmer les autres pour ses propres erreurs. Dans ce cas précis, nulle trace

de l'opinion de Rundstedt lors des explications qu'il fournit par la suite. Une telle preuve négative semble parfaitement significative.

Il convient également de prendre en considération le témoignage de Blumentritt qui affirme qu'en insistant, lors de la conférence du 24, sur la nécessité d'une pause pour réorganiser et renforcer les troupes pour l'assaut final, Rundstedt ne parlait pas de la situation immédiate « à Dunkerque et de l'achèvement de la première phase, mais de la phase suivante, soit l'attaque finale contre le reste de l'armée française ». Cette explication semble convaincante et s'accorde avec la manière dont Rundstedt exposa ses vues. Un bon stratège ne saurait conseiller une pause lors de l'achèvement d'un encerclement ; par contre, il ferait halte en vue de réorganiser ses troupes avant le début d'une nouvelle offensive. Plus la bataille au nord se terminait vite, plus tôt la réorganisation en vue de l'offensive vers le sud pourrait commencer. Une note du journal de Halder en date du 26 mai mentionne l'impatience de Rundstedt.

On peut évidemment reprocher à Rundstedt de ne pas avoir montré son impatience plus tôt ou de ne pas avoir immédiatement fait part de son opposition à l'ordre d'arrêt. Blumentritt affirme que, lorsqu'il informa Rundstedt et son chef d'état-major, Sodenstern, de ce message téléphonique, « il ne provoqua ni indignation ni excitation chez aucun d'entre eux, pour autant qu'il m'en souvienne – tandis que de vives protestations se firent entendre en provenance des généraux de première ligne ». Blumentritt me déclara également que durant la première partie de la campagne, « Rundstedt s'attendait en permanence à une contre-offensive majeure des Français depuis le sud, en direction de Sedan et de notre mince flanc appuyé sur l'Aisne, car il tenait l'état-major français en haute estime. Durant cette période son attention fut davantage tournée vers le sud que vers les côtes de la Manche ». Il est important de comprendre que le quartier général de Rundstedt se trouvait encore à Charleville, non loin de Sedan et donc non loin de l'Aisne, face au sud et au milieu du front tenu par les Allemands. Cette localisation le conduisit à se préoccuper davantage de ce qui se passait devant lui plutôt que sur l'extrémité de son aile droite, où la victoire semblait assurée. Il ne regardait Dunkerque que du coin de l'œil.

Kluge et Kleist jouèrent sans doute un rôle plus prépondérant que Rundstedt dans cette occasion perdue. Le journal de Halder mentionne, en date de l'après-midi du 23, le rapport de l'officier de liaison de l'OKH auprès du quartier général du groupe de panzers : « 17 00. Gyldenfeldt me

fait part de l'anxiété de Kleist. Kleist ne pense pas pouvoir accomplir sa mission tant que la crise autour d'Arras n'est pas terminée. Les panzers ont perdu jusqu'à 50 pour cent de leurs effectifs. Je lui précise que la crise sera terminée dans les quarante-huit heures. Je connais l'importance de la mission qui est la sienne. Il doit tenir. Il n'existe aucun danger sur la Somme. » Guderian lui aussi déclare : « Le mouvement d'Amiens vers la Manche fut conduit très prudemment par ordre du groupe de panzers de Kleist. Le général von Kleist faisait se mouvoir les divisions d'une ligne à une autre – par exemple des rives de l'Authie à celles de la Canche. Il précisait à quelle heure chaque rivière devait être franchie. Cette procédure entraîna plusieurs pauses sans raison ni même sans être imposées par l'ennemi. Nous aurions pu sans nul doute nous déplacer plus rapidement. » Le général Bayerlein, alors IA du corps de Guderian, rapporte qu'à cette époque, son chef « était très irrité » par les pauses précédentes ainsi que par la dernière. » Plusieurs généraux affirmèrent également que le quartier général de la IVe armée fut particulièrement perturbé par la contre-attaque des chars britanniques à Arras – pour petite qu'elle ait été – et que Kluge avait sérieusement songé à donner un coup d'arrêt à l'offensive. Rundstedt confirma ce point dans le récit qu'il fit de cette crise.

Les motifs de Hitler

En ce qui concerne les motifs de Hitler, le témoignage de Warlimont semble particulièrement signifiant, puisqu'il faisait partie de l'OKW. Après avoir appris l'existence de cet ordre, il demanda des explications à Jodl : « Jodl me confirma que l'ordre avait bien été donné, se montrant particulièrement irrité de mes demandes. Il partageait la vision de Hitler, mettant en avant l'expérience qui avait été la sienne, mais aussi celle de Hitler et de Keitel dans les Flandres durant la Grande Guerre, pour affirmer que les panzers ne pourraient opérer dans le terrain marécageux des Flandres sans y subir de lourdes pertes, ce que l'on ne pouvait se permettre au vu de l'état déjà préoccupant du corps de panzers et de la tâche qui l'attendait lors de la deuxième phase de l'offensive en France. » Warlimont ajoute que si l'initiative de cet ordre d'arrêt était imputable à Rundstedt, lui et les autres membres de l'OKW en auraient entendu parler ; et que Jodl, qui se montrait sur la défensive quant à cet ordre, « n'aurait certainement pas manqué de désigner le feld-maréchal von Rundstedt comme celui qui avait initié ou du moins soutenu un tel ordre », ce qui eût bientôt fait taire

les critiques, en raison de « l'incontestable autorité dont jouissait Rundstedt sur les questions opérationnelles » parmi les officiers d'état-major.

Warlimont poursuivit : « Une autre raison me fut révélée à l'époque : Göring était apparemment intervenu et avait assuré au Führer que sa Luftwaffe pourrait achever l'encerclement en isolant la poche de la mer. Il avait certainement surestimé de beaucoup l'efficacité de son arme. » Ce témoignage de Warlimont prend toute sa signification lorsqu'on le rapproche de la dernière phrase du journal de Halder en date du 24, déjà citée.

Guderian ajouta également que l'ordre lui fut transmis par Kleist, avec ces mots : « Dunkerque doit être laissé à la Luftwaffe. Si la conquête de Calais devait présenter des difficultés, cette forteresse devrait également être abandonnée à la Luftwaffe. » Guderian remarqua : « Je considère que c'est la vanité de Göring qui fut la cause de cette décision de Hitler », ajoutant : « La 10e division de panzers, alors sous mon commandement, s'empara de Calais le 26 sans attendre l'aviation qui, disons-le, avec les bombes dont elle disposait à l'époque, n'aurait eu aucun effet sur les forts et la citadelle du vieux général Vauban. »

La question de Calais

La référence de Guderian à Calais est également significative au regard des grandes déclarations faites depuis sur l'importance qu'aurait eue sa défense sur la situation dans son ensemble. Une brigade d'infanterie britannique et un bataillon de chars y furent en effet débarqués pour renforcer la garnison française. Churchill intervint personnellement le 24 pour annuler l'ordre de leur évacuation en insistant sur le fait que « Calais devait être défendu jusqu'à la mort et qu'aucune évacuation de la garnison ne serait entreprise ».

Le récit officiel de sa défense, publié en 1941, affirme que, si sa garnison fut annihilée, « la furie de ce combat à mort vit l'engagement, quatre jours durant, d'au moins 2 divisions de panzers qui, sans cela, auraient pu couper la route de repli vers la mer à nos troupes […] le mouvement de faucille des troupes allemandes fut arrêté à Calais. La pointe de la faucille se heurta à un roc ».

Même dans ses mémoires d'après-guerre, Churchill affirme : « Calais fut le point crucial. Bien d'autres causes auraient pu empêcher la libération de Dunkerque, mais il est certain que les trois journées gagnées par la défense

de Calais permirent de tenir à Gravelines et que sans cela, malgré les hésitations de Hitler et les ordres de Rundstedt, toutes nos troupes auraient été perdues. »

Il est naturel que Churchill cherche à justifier sa décision personnelle de sacrifier les troupes débarquées à Calais, mais il est difficile de comprendre comment il peut encore soutenir pareilles affirmations sur les effets de la défense de Calais. Seule une des 7 divisions de panzers présentes attaqua Calais, et pour la bonne raison qu'elle n'avait rien d'autre à faire, Hitler ayant ordonné l'arrêt complet de l'offensive. Sans cette décision, la ville aurait aisément pu être isolée par un détachement plus réduit encore, tandis que le gros des blindés fonçait sur Dunkerque. Dès le 23, ils avaient contourné Calais et fermé toutes ses issues. Commentant cet épisode, Guderian déclara : « La défense de Calais par les Britanniques n'eut aucun effet sur les opérations contre Dunkerque. La résistance de cette place ne provoqua aucun retard. » Cela transparaît – même sans son témoignage – d'un examen dépassionné des faits. La bravoure dont firent preuve les troupes britanniques à Calais ne doit pas masquer l'inutilité du sacrifice que l'on exigea d'elles.

Pourtant, les excuses de Hitler semblaient boiteuses à certains officiers de l'état-major de Rundstedt ; ils ne s'expliquaient cet ordre d'arrêt qu'en soupçonnant Hitler d'avoir quelque motif secret. Ils rapprochèrent cette attitude des paroles étranges prononcées par le Führer lors de sa visite à leur quartier général de Charleville, le 24 mai, le lendemain du jour où il avait stoppé les blindés.

Hitler, suivi d'un seul officier, eut un entretien privé avec Rundstedt, qu'accompagnaient Sodenstern et Blumentritt, les deux pivots de son état-major. Voici ce que me dit Blumentritt : « Hitler était de très bonne humeur ; il reconnut que la campagne "tenait du miracle" et que la guerre serait finie dans six semaines. Après quoi il conclurait une paix raisonnable avec la France et serait alors libre de s'entendre avec la Grande-Bretagne.

« À notre grand étonnement, il se mit à nous parler en termes élogieux de l'Empire britannique, de l'utilité de son existence et de la civilisation introduite par la Grande-Bretagne dans le monde. Il remarqua, en haussant les épaules, que son empire avait été édifié à l'aide de procédés souvent audacieux : mais "on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs". Il compara l'Empire britannique à l'Église catholique, les estimant tous deux

des éléments de stabilité indispensables au monde. Il ajouta qu'il demanderait seulement à la Grande-Bretagne de reconnaître la position allemande sur le Continent. Le retour des colonies perdues par l'Allemagne serait souhaitable, mais non essentiel, et il offrirait même à l'Angleterre, en cas de difficulté, où que ce soit, le soutien de ses propres armées. Les colonies, dit-il, ne constituaient qu'une question de prestige, puisqu'on ne pouvait les garder pendant une guerre et que, de toute façon, peu d'Allemands supportaient le climat des tropiques.

« En concluant, il affirma désirer une paix avec l'Angleterre sur des bases que celle-ci accepterait comme compatibles avec son honneur.

« Le feld-maréchal von Rundstedt, toujours partisan d'une entente avec la France et l'Angleterre, exprima sa satisfaction et, plus tard, après le départ de Hitler, s'exclama, en poussant un soupir de soulagement :

"Bon ! S'il ne veut rien d'autre, nous aurons enfin la paix." »

Tandis que Hitler maintenait les blindés en arrêt, Blumentritt repensa à cette conversation. Il se dit que cette « halte » faisait partie d'un ensemble politique destiné à faciliter la conclusion de la paix. Si l'armée britannique avait été capturée à Dunkerque, les Anglais auraient pu croire leur honneur entaché et vouloir réparation. En la laissant échapper, Hitler espérait se les concilier.

Cette hypothèse sur les motifs cachés de Hitler trouve une confirmation dans son absence anormale de conviction à propos des projets de débarquement en Angleterre. « Il ne s'intéressait pas aux plans d'opérations, dit Blumentritt, et ne fit rien pour en hâter la préparation. Cela ne lui ressemblait guère. » Avant l'invasion de la Pologne, de la France et, plus tard, de la Russie, il les activait, au contraire ; mais, en cette occasion, il attendit.

Le compte rendu de la conversation de Charleville et des haltes imposées par la suite a été fourni par des généraux longtemps hostiles à la politique de Hitler et qui, au cours de la guerre, doutaient de plus en plus de lui. Leur position rend leurs témoignages d'autant plus frappants. Ils ont critiqué Hitler dans presque tous les domaines ; dans la situation où ils se trouvaient au moment de ces entretiens, ils auraient pu l'accuser d'avoir voulu capturer l'armée britannique et prétendre qu'eux-mêmes voulaient le retenir. Ils affirment le contraire et admettent très franchement qu'en véritables soldats voulant consommer la victoire ils furent bouleversés de s'en voir empêchés. Il est assez significatif que leur description des

réflexions de Hitler sur l'Angleterre, à l'heure décisive de Dunkerque, s'accorde avec ce que lui-même écrivait auparavant dans *Mein Kampf*, et il est remarquable de constater la façon dont, sur d'autres points, il se conforma à son propre évangile.

Son attitude envers l'Angleterre lui était-elle dictée par le désir politique, longtemps caressé par lui, de contracter une alliance ? Ou lui fut-elle inspirée par un sentiment plus profond, qui se réaffirma à ce moment crucial ? Son comportement révélait des éléments complexes, comme s'il avait à l'égard de l'Angleterre un sentiment de haine amoureuse, assez semblable à celui du Kaiser.

Quelle que soit la véritable explication, nous pouvons, au moins, être satisfaits du résultat, car ses hésitations vinrent au secours de la Grande-Bretagne au moment le plus critique de son histoire.

Chapitre 13

DÉFAITE DE LA FRANCE ET PREMIÈRE DÉCONVENUE

La seconde et ultime phase de la campagne de France fut déclenchée le 5 juin par une nouvelle offensive allemande dirigée vers le sud au-delà de la Somme, une semaine à peine après le départ du dernier bateau évacuant de Dunkerque le corps expéditionnaire britannique.

L'aile gauche française, maintenant isolée, se trouvait amputée de 30 divisions (à peu près un tiers de ses forces totales) comprenant la majorité du nombre, déjà si restreint, des divisions motorisées. Elle avait également perdu l'aide de 12 divisions britanniques. En effet, les Anglais ne laissaient derrière eux que 2 divisions, qui s'étaient trouvées séparées des autres au moment de l'offensive. Gamelin fut remplacé par Weygand, qui ne disposait plus que de 66 divisions, la plupart épuisées ou de médiocre qualité, et dont le dispositif s'étalait sur un front plus étendu qu'à l'origine. Quant aux Allemands, ils avaient eu le temps de rassembler la masse de leurs fantassins, jusque-là inactifs.

Le prélude de la nouvelle offensive fut marqué par un trait saillant : les divisions allemandes, toutes engagées dans la course à la mer, purent être très vite détournées vers le sud ou l'est, prêtes à attaquer sur-le-champ. Une telle rapidité de concentration dans une nouvelle direction prouvait la transformation de la stratégie par la mobilité mécanisée.

Dans cette offensive, le groupe d'armées de Rundstedt joua le rôle décisif, qui ne lui était d'ailleurs pas exactement dévolu par le plan d'opérations. Rundstedt tenait le front le plus étendu et possédait les forces les plus importantes. Cependant, au début de l'offensive, Bock avait reçu, pour son groupe d'armées, 6 divisions blindées sur les 10 que comprenait l'armée allemande ; l'organisation de la campagne était dominée par la

notion de souplesse, et le plan prenait forme selon le cours de la bataille. Les changements apportés au plan au fur et à mesure de l'exécution fournissaient une autre preuve de la puissance procurée par la mobilité mécanisée. Dans notre premier entretien, Rundstedt me résuma la bataille en termes qui ne pouvaient être plus concis : « Pendant quelques jours, ce fut assez dur, mais l'issue de la lutte n'offrait guère de doute. L'offensive fut déclenchée par le groupe d'armées de Bock sur l'aile droite. J'attendis qu'il ait traversé la Somme et poussé de l'avant pour lancer mes armées dans la bataille. Celles-ci rencontrèrent une vive résistance sur l'Aisne, mais, après avoir traversé cette rivière, elles avancèrent facilement. La poussée d'importance vitale fut effectuée sur le plateau de Langres, en direction de Besançon et de la frontière suisse, dans le dos de l'aile droite française tenant la ligne Maginot. »

L'offensive engagée par l'aile droite allemande se révéla vite décevante dans les secteurs où on escomptait le plus une réussite ; par contre, dans des secteurs secondaires, les obstacles estimés difficiles à vaincre furent surmontés et les opérations couronnées de succès.

À l'extrême droite, entre Amiens et la mer, l'attaque fut lancée par la IV^{e} armée de Kluge, augmentée d'un corps de panzers ; la XVIII^{e} armée, dont c'était normalement la place, était occupée au nettoyage de Dunkerque. Grâce à la rapide percée de la 7^{e} division blindée de Rommel, Kluge atteignit bientôt la Seine à Rouen et aux environs. Les Allemands traversèrent le fleuve sur les talons des troupes françaises, qui refluaient en désordre et n'essayèrent pas sérieusement de le défendre.

Néanmoins, des résultats importants n'avaient pas été prévus pour ce secteur. En effet, il semblait insensé de compter sur le passage facile d'un large fleuve aussi aisé à défendre. C'était dans le secteur placé à l'est d'Amiens qu'on espérait obtenir la décision définitive avec la VI^{e} armée de Reichenau, faisant partie du groupe d'armées de Bock.

Ce qui se passa là me fut raconté par Bechtolsheim, chef d'état-major de Reichenau. « Le groupe de panzers du général von Kleist fut affecté à la VI^{e} armée en vue de cette attaque. Il n'était pas composé des mêmes éléments que dans la première offensive, car Guderian avait été transféré en Champagne au groupe d'armées A et son corps remplacé par le 16^{e} corps de panzers de Hoeppner. Nous entreprîmes une attaque en fourchette. Le 14^{e} corps de panzers de Wietersheim attaqua en partant de la tête de pont de la Somme conquise à Amiens, et Hoeppner prit le départ de la tête de pont

de Péronne. Ils devaient opérer leur jonction sur l'Oise, au-delà de Saint-Just-en-Chaussée. On déciderait alors de poursuivre l'avance soit à l'est, soit à l'ouest de Paris.

« L'élaboration de ce plan souleva des critiques. Personnellement, j'aurais attaqué avec les deux corps de panzers groupés, mais, en fin de compte, le général von Reichenau décida l'attaque en tenaille à partir des deux têtes de pont. Les résultats auraient pu être obtenus plus rapidement avec une attaque concentrée.

« Le début de l'opération fut difficile ; la "ligne Weygand" se défendit âprement pendant trois ou quatre jours. En définitive, contrairement à toutes les prévisions, la percée principale n'eut pas lieu dans notre secteur, mais sur l'Aisne, à l'est de Soissons. Là-dessus, l'OKH décida de nous retirer le groupe de panzers du général von Kleist et de l'envoyer à l'est exploiter cette brèche. Cela nous causa un vif désappointement, car c'était la répétition de ce qui s'était produit en Belgique.

« Le corps de Wietersheim avait établi une tête de pont sur l'Oise, à Pont-Sainte-Maxence, mais l'avance de Hoeppner fut retardée par de durs combats à l'ouest de Noyon. Pendant ce temps-là, une autre percée se faisait en Champagne. L'attaque n'y fut lancée que le 9, mais la traversée de l'Aisne fut rapidement exécutée, et le groupe de panzers de Guderian passa par la brèche pratiquée par la XII^{e} armée à l'est de Reims ; les IX^{e} et II^{e} armées avançaient aussi à l'ouest de Reims. Je reçus l'ordre de dégager mes forces de la bataille en cours et de les lancer dans cette dernière ouverture afin de l'exploiter. Nous fîmes un long trajet à l'arrière du front, au nord de Compiègne, traversâmes l'Aisne à Soissons et la Marne à Château-Thierry, pour prendre enfin la direction de Troyes. Les Français se retiraient en désordre, ce qui nous permit de passer sans encombre de Dijon à Lyon par la vallée du Rhône. Une autre manœuvre importante eut lieu avant notre arrivée à destination : le corps de Wietersheim fut ramené en arrière et envoyé en direction du sud-ouest, à Bordeaux, puis au-delà de Biarritz, jusqu'à la frontière espagnole. »

Blumentritt me raconta la percée sur l'Aisne : « Une seule grande décision stratégique fut prise pendant cette offensive. Quand les panzers de Guderian, ayant traversé le front français, se trouvèrent entre Saint-Dizier et Chaumont, la question de leur itinéraire se présenta. On hésitait entre trois routes : à l'est par le plateau de Langres vers la frontière suisse, pour isoler les armées françaises d'Alsace ; au sud-est, par le plateau de Dijon et Lyon,

pour atteindre la Méditerranée et aider les Italiens à passer les Alpes ; au sud-ouest, vers Bordeaux, pour couper la retraite aux armées françaises refluant de Paris vers la Loire et au-delà. On prépara d'avance trois brèves instructions à transmettre par radio.

Finalement, Guderian fut envoyé dans la première direction, tandis que, sur sa droite, les blindés de Kleist fonçaient par la brèche sur l'Aisne et prenaient à la fois les seconde et troisième directions. En effet, à ce stade de la campagne, la dispersion et la confusion des Français étaient telles que les Allemands pouvaient impunément diviser leur effort.

Guderian s'élançait déjà sur les arrières de la ligne Maginot lorsque, le 14 juin, le groupe d'armées C de Leeb entra dans la lutte en s'attaquant à ces fameuses fortifications. Trait caractéristique : les Allemands ne s'y étaient pas aventurés avant qu'elles fussent investies ; cette première attaque ne constituait d'ailleurs qu'un coup de sonde. L'effort principal fut donné sur un front étroit par le 12e corps de la Ire armée, commandé par Heinrici. Il eut lieu à Puttingen, au sud de Sarrebruck, et une deuxième attaque fut dirigée, à 160 kilomètres au sud, par la VIIe armée, qui traversa le Rhin près de Colmar.

Heinrici me dit avoir rompu la ligne Maginot en douze heures. Toutefois, au cours des entretiens suivants, il reconnut que cette victoire fut remportée sur des défenses affaiblies et pendant la retraite des Français. « Le 14, mes troupes pénétrèrent en deux points, après de durs combats. J'avais donné l'ordre de continuer l'attaque le 15 lorsque, à minuit, nous interceptâmes un ordre adressé aux troupes françaises leur prescrivant d'évacuer. C'est ainsi que, le lendemain, notre opération fut plus une poursuite qu'un assaut. ».

Bechtolsheim me raconta ce qui se passait, dans l'intervalle, sur l'autre flanc, où l'offensive allemande débutait. Son récit partait du moment où un des corps de panzers de Kleist avait établi une tête de pont sur l'Oise à Pont-Sainte-Maxence, avant d'être envoyé sur l'Aisne. « Quand notre infanterie releva les chars et progressa au-delà de l'Oise, le problème des fortifications couvrant l'approche de Paris se posa. Le général von Reichenau hésitait sur le procédé à employer pour aborder cet obstacle ; il décida, finalement, de le contourner par l'est. Toutefois, la retraite des Français nous épargna ce souci. Lorsqu'ils abandonnèrent Paris, notre corps de droite passa à la XVIIIe armée, arrivée du nord, afin d'effectuer avec celle-ci l'entrée dans la capitale, tandis que nous continuions notre route vers le sud. Traversant la Seine à Corbeil et Montereau, nous marchâmes

vers la Loire. Les Français avaient fait sauter les ponts de Sully et de Gien, mais nous nous emparâmes de ceux d'Orléans par un *coup de main*[31]. Il y eut peu de combats à livrer ; l'avance se borna à une poursuite depuis la Marne jusqu'au Cher, où elle se termina. » Résumant le sens général de l'offensive, Blumentritt dit : « Seule la traversée de l'Aisne, énergiquement défendue par les Français, présenta de sérieuses difficultés. À cet endroit, les divisions blindées ne furent lancées que lorsque l'infanterie eut forcé le passage ; même après la traversée de la rivière, elles durent lutter contre une résistance acharnée. Par la suite, la lutte devint de moins en moins âpre. Les divisions blindées, progressant sans arrêt et sans crainte d'exposer leurs flancs, inondèrent le sud de la France. L'infanterie suivait par marches forcées de 40 à 60 kilomètres par jour, nettoyant les faibles nids de résistance qui pouvaient subsister après le passage des chars. Sur beaucoup de routes nationales, nos blindés dépassaient sans encombre des colonnes de Français en retraite, qui marchaient dans la même direction.

« Durant ces opérations, la Luftwaffe agissait en étroite collaboration avec les divisions blindées, exploitant une forme nouvelle de tactique de combat de rue. Lorsqu'une ville était défendue, les bombardiers l'attaquaient, puis les détachements avancés de la division la prenaient d'assaut ; pendant ce temps, le gros de la division attendait, habituellement sans quitter la route, massé en une colonne de près de 150 kilomètres de longueur, jusqu'à ce que la voie soit libre. Cette tactique n'était praticable que grâce à la supériorité de notre aviation, à l'insuffisance de canons antichars chez l'ennemi et parce que l'utilisation des mines était encore peu répandue.

« Dans la campagne de 1940, les Français combattirent bravement, mais ce n'étaient plus ceux de 1914-1918, ceux de Verdun et de la Somme. Les Britanniques se défendirent avec beaucoup plus d'opiniâtreté, comme ils l'avaient fait en 1914-1918. Par endroits, les Belges luttèrent vaillamment ; les Hollandais résistèrent quelques jours à peine. Nous avions une aviation plus forte et des chars plus modernes que les Français. Nos chars étaient surtout plus mobiles, plus rapides, supérieurs dans les corps à corps, et capables, en pleine manœuvre, de se tourner dans n'importe quelle direction, suivant l'ordre de leur chef. Les Français étaient dans l'incapacité d'en faire autant. Ils pensaient et combattaient plutôt d'après les traditions de la Grande Guerre. Ni leur commandement ni leur liaison radio n'étaient à la page. Pour changer de direction pendant le combat, il leur fallait

d'abord s'arrêter, puis donner de nouveaux ordres et enfin repartir. Leurs tactiques de chars étaient démodées, mais c'étaient de vrais braves. »

Ce verdict d'un Allemand compétent devrait corriger le jugement trop hâtif du monde sur les défenseurs de la France. La défaite finale fut accélérée par une démoralisation massive, qui se propagea rapidement. Quant à l'issue de la seconde offensive, elle était prévue. La défaite, inévitable dès le début, n'aurait pu qu'être un peu retardée.

Weygand se trouvait devant un problème insoluble, considérant l'importance de ses forces par rapport au terrain à défendre entre la Somme et la frontière suisse. La solution était désespérée si, pour résoudre le problème, il multipliait la quantité dont il disposait par un coefficient de qualité technique. Il est bien plus surprenant de voir le gouvernement britannique, et même une partie du gouvernement français, conserver encore des illusions après Dunkerque, que de voir des soldats comme Weygand et Pétain perdre tout espoir dès que la ligne Somme-Aisne commença de céder. Le trait le plus étrange de toute cette période est que les généraux allemands s'attendaient à couper l'aile droite alliée en Belgique, mais ne s'attendaient pas à l'effondrement général de la résistance française – qui en était cependant la conséquence presque mathématique. Après cet effondrement, il fut bientôt évident qu'ils ne l'avaient pas envisagé et ne se trouvaient pas prêts à exploiter leur succès.

L'« Otarie » est mal en point

Après la défaite de la France, l'armée allemande se détendit, heureuse de croire que, la guerre terminée, elle pourrait jouir à loisir des fruits de sa victoire. Blumentritt décrit de façon frappante l'euphorie qui régnait alors : « Aussitôt l'armistice conclu avec la France, l'OKH constitua un état-major chargé d'organiser le défilé de la victoire dans Paris et de rassembler les troupes désignées pour y prendre part. Nous passâmes deux semaines à préparer cette manifestation. La bonne humeur régnait, tous escomptaient une paix générale. Les préparatifs de démobilisation commençaient, et nous avions même reçu une liste des divisions à renvoyer en Allemagne pour y être libérées. »

Cependant, au bout de quelques semaines, le bel enthousiasme des vainqueurs s'éteignit peu à peu pour faire place à un malaise croissant : la Grande-Bretagne ne manifestait aucun symptôme prouvant son désir de faire la paix. Des rumeurs d'espoir circulaient : « On parlait de négociations

avec la Grande-Bretagne par l'entremise d'abord de la Suède, puis du duc d'Albe. » Mais aucun fait ne confirmait ces on-dit.

Le 29 juin, Halder regagna Berlin en avion et rendit visite à son dentiste. Il passa la journée du lendemain – date de son anniversaire – chez lui, mais il cala une visite chez Weizsäcker, aux Affaires étrangères. Le journal de Halder mentionne que fut évoqué le fait que « la Grande-Bretagne a sans doute besoin d'une nouvelle démonstration de notre puissance militaire avant de traiter avec nous et de nous laisser les mains libres à l'Est ». Le lendemain matin, avant de s'envoler pour la France, il rencontra l'amiral Schniewind, de l'état-major naval, et eut un bref entretien avec lui – « Discussion des bases d'un conflit avec l'Angleterre. Condition préalable, la supériorité aérienne. (Nous pourrons peut-être nous passer alors d'opérations terrestres). » Schniewind évoqua alors quelques problèmes liés à l'invasion : conditions atmosphériques, trajets et lieux de rassemblement des navires.

L'amiral Raeder, commandant en chef de la *Kriegsmarine*, avait déjà commencé à étudier le sujet, mais lorsqu'il avait évoqué ce point lors d'une conférence avec Hitler le 21 mai puis à nouveau le 20 juin, le Führer n'y avait prêté que peu d'attention et semblait ne pas considérer l'invasion nécessaire pour contraindre la Grande-Bretagne à la paix.

Après avoir écouté Schniewind, Halder eut une brève discussion avec Leeb, membre du bureau de l'armement. « On lui avait déjà dit que l'invasion de l'Angleterre n'était pas envisagée. Je lui indiquai que les possibilités devaient être examinées – car si les chefs politiques exigeaient un débarquement, il faudrait qu'il soit organisé avec la plus grande célérité. »

Le 2 juillet, pour la première fois, Hitler montra qu'il pensait à l'invasion de l'Angleterre. Il ordonna aux chefs des armées de terre, de mer et d'air, d'étudier ce problème et leur demanda, à ce sujet, une synthèse de renseignements. Toutefois, en terminant, il précisa qu'il ne s'agissait là que d'un « projet à ébaucher » et ajouta : « Pour le moment, il est simplement question de préparer une éventualité. » Deux semaines s'écoulèrent avant qu'on passât au deuxième stade.

Le 16 juillet un mois presque après la défaite de la France, Hitler envoya les directives suivantes : « Puisque l'Angleterre, en dépit de sa situation militaire désespérée, ne fait pas mine de vouloir entamer les pourparlers, j'ai décidé de préparer une opération de débarquement et, si nécessaire, de

la mettre à exécution […] La préparation devra être entièrement terminée au milieu d'août. » La grande marge laissée par le « si » donnait à cet ordre une allure très hypothétique.

La répugnance de Hitler à envahir l'Angleterre apparut en pleine lumière le 11 juillet, au cours d'une conférence avec l'amiral Raeder, commandant en chef de la marine. Le compte rendu de cette conférence se trouve dans les archives saisies après la guerre. Elle commença par une longue discussion non pas sur l'invasion de l'Angleterre, mais les améliorations à apporter en Norvège, sujet qui intéressait vivement Hitler. Il exprima l'intention de bâtir une « belle cité allemande » dans le fjord, près de Trondheim, et demanda qu'on lui en soumette les plans. Plus tard, on en vint à la question de l'Angleterre. Raeder émit l'opinion qu'on « ne devrait procéder à une invasion qu'en dernier ressort, pour contraindre la Grande-Bretagne à demander la paix ». Il insista sur les nombreuses difficultés d'une telle aventure, la durée des préparatifs de transport, la nécessité d'une aviation plus puissante que celle de l'ennemi. Lorsqu'il eut terminé, Hitler exprima ses vues, ainsi résumées dans le compte rendu : « Le Führer considère également l'invasion comme l'ultime moyen et estime nécessaire de ne l'entreprendre qu'en ayant la maîtrise de l'air. »

Le 13, Halder s'envola de Fontainebleau pour Berchtesgaden pour faire son rapport sur les plans. Son journal mentionne : « Le Führer est très perturbé par le refus persistant de la Grande-Bretagne de faire la paix. Il l'attribue (comme nous) aux espérances que la Grande-Bretagne place en la Russie, et compte donc la contraindre par la force à accepter la paix. Cela va à l'encontre de ses désirs. Une défaite de la Grande-Bretagne entraînerait une dislocation de l'Empire britannique qui ne serait d'aucun bénéfice pour l'Allemagne. Du sang allemand serait ainsi répandu pour voir le Japon, les États-Unis et quelques autres en tirer bénéfice pour eux-mêmes. »

Le caractère éventuel des directives données le 16 fut accentué par la position prise par Hitler trois jours plus tard, dans son discours au Reichstag, sur la victoire en France, où il fit des ouvertures de paix à la Grande-Bretagne. Il les présenta en termes remarquablement modérés, déplorant qu'on puisse penser à la possibilité d'une guerre sans merci et insistant sur la nécessité pour les deux parties de consentir des sacrifices. Le comte Ciano, ce cynique ministre des Affaires étrangères italien, en fut lui-même impressionné et nota dans son journal : « Je pense que son désir de paix est sincère. Et même, tard dans la soirée, quand la froideur des

premières réactions britanniques est connue, les Allemands cachent à peine leur profonde déception […] ils espèrent de tout cœur que l'appel ne sera pas rejeté. »

Le matin suivant, Ciano alla voir Hitler et nota dans son journal : « Il confirme mon impression d'hier. Il voudrait un accord avec la Grande-Bretagne. Il sait que la lutte contre elle sera acharnée et sanglante et que, de nos jours, tous les peuples sont opposés aux effusions de sang. » À son retour à Rome, Ciano trouva Mussolini très inquiet de ce discours, craignant que les Anglais ne se rendent aux raisons de Hitler et envisagent des négociations de paix. « Mussolini en serait très contrarié, car, plus que jamais, il veut la guerre. »

Le 21, Hitler tint conférence avec ses principaux chefs militaires. Ses premières paroles révélèrent sa perplexité quant aux motifs qui poussaient les Britanniques à continuer la guerre. Il n'en pouvait imaginer qu'un seul : l'Angleterre espérait l'entrée en guerre, bien improbable, de l'Amérique ou de la Russie. La participation de la Russie à la guerre serait « désagréable pour l'Allemagne, surtout en raison du danger aérien ». Il en arriva ensuite au sujet de l'invasion de l'Angleterre et qualifia celle-ci d'« entreprise très hasardeuse, car, malgré la courte distance à parcourir, il s'agit de traverser non pas une rivière, mais une mer contrôlée par l'ennemi. Il ne faut pas compter sur un effet de surprise : un ennemi farouchement résolu et retranché derrière de solides défenses nous fait face ». Il insista spécialement sur les difficultés de transport des renforts et du ravitaillement après le débarquement. Il souligna l'absolue nécessité d'une complète « maîtrise de l'air » préalable aux opérations. Celles-ci dépendaient donc de l'aviation, dont la mise en œuvre était elle-même fonction des circonstances atmosphériques. Or le temps étant généralement mauvais dans la deuxième quinzaine de septembre, l'opération principale devait être terminée le 15 de ce mois. Ayant ainsi passé en revue les diverses conditions, il conclut : « Si l'on n'est pas certain de pouvoir compléter les préparatifs pour le début de septembre, il faut envisager d'autres plans. » Tout le discours manquait de conviction, et les derniers mots indiquaient qu'il caressait déjà d'autres projets.

Le journal de Halder, rapportant une entrevue avec Brauchitsch portant sur les propos de Hitler à cette conférence, montre un Hitler partagé entre la confiance et la perplexité. « La situation de la Grande-Bretagne est désespérée. La guerre est gagnée pour nous. Un renversement des

perspectives de succès est impossible. » Mais Hitler poursuivit en insistant pour que « l'invasion ne soit entreprise que si aucun autre moyen ne peut contraindre la Grande-Bretagne à négocier ». Après avoir parlé de ses pressentiments favorables et des signes démontrant que l'opinion britannique se montrait de plus en plus encline à la paix, Hitler en conclut que le principal obstacle venait de ce que « Staline flirte avec la Grande-Bretagne pour nous gêner, afin de gagner du temps et s'emparer de ce qu'il souhaite, sachant qu'il ne pourrait l'obtenir une fois la paix conclue ». Il en tira cette ultime conclusion : « Notre attention doit à présent se porter sur la résolution du problème russe et sur les préparatifs de campagne. »

Des plans furent immédiatement élaborés. Leur objectif affirmé était : « Écraser l'armée russe ou s'emparer du territoire russe nécessaire pour empêcher les raids aériens ennemis sur Berlin et les industries de Silésie. Il est souhaitable de pénétrer suffisamment loin pour permettre à nos forces aériennes de frapper les zones stratégiques russes. » L'idée d'une attaque contre la Russie « dès l'automne » était envisageable et, dans ce cas, « la pression aérienne exercée à l'encontre de l'Angleterre serait relâchée ». Le général Bayerlein m'a déclaré que quelques jours plus tard, il fut renvoyé à Berlin avec l'état-major opérationnel du groupe de panzers de Guderian « afin de préparer des plans en vue de l'emploi des forces blindées dans une campagne contre la Russie », le projet prévoyant l'utilisation de quatre groupes blindés effectuant des percées en profondeur le long des mêmes axes que ceux qui seront effectivement empruntés un an plus tard.

Hitler renonça finalement à lancer une attaque contre la Russie à l'automne de cette année-là – après qu'il lui eut été montré l'étendue des préparatifs nécessaires. Il se rendit également aux arguments du ministère des Affaires étrangères et de l'OKH, qui conseillait d'éviter tout rapprochement entre la Russie et la Grande-Bretagne, en proposant à la Russie des compensations territoriales aux dépens des Britanniques. Mais la planification de l'attaque de la Russie se poursuivit et Hitler montra davantage d'intérêt pour ce projet que pour celui de la traversée de la Manche. Ce penchant bénéficia grandement à la Grande-Bretagne en cette période cruciale.

Il est intéressant de consulter les notes concernant la situation en Angleterre à ce moment-là. Les dispositions prises par la marine britannique ne prévoyaient pas une intervention immédiate dans la Manche, car les amiraux britanniques craignaient presque autant l'aviation allemande

que les amiraux allemands craignaient la marine de Sa Majesté. Le jour où Hitler décida la préparation de l'invasion en Angleterre, j'appris de source sûre que les avions de chasse britanniques, décimés lors de l'évacuation de Dunkerque, se trouvaient être de nouveau aussi nombreux qu'avant : 57 escadrilles, comprenant plus de 1 000 appareils, non compris les réserves.

Durant les six semaines qui suivirent Dunkerque, les armées de terre disponibles pour faire face à une invasion étaient si réduites qu'une poignée de divisions ennemies les aurait bousculées. Malgré la lenteur du rééquipement et de la réorganisation des troupes évacuées de France, on sentait que l'aviation, en ayant reconstitué sa puissance de guerre, constituait une garantie essentielle contre une invasion dont les chances de succès diminuaient d'autant. Nous aurions été encore plus ragaillardis si nous avions pu jeter un coup d'œil « de l'autre côté de la colline », sur les conférences de Hitler ou sur les bulletins du Service de renseignement nazi. En effet, ces derniers surestimaient nos forces, y compris celles de notre armée de terre, de façon ridicule. Rien d'étonnant que Hitler et ses généraux se laissent gagner par le doute en avançant dans l'étude du problème. Seuls les généraux d'aviation, Göring en tête, se montraient confiants dans leur rôle : dominer la RAF et tenir en échec la marine anglaise. Il est possible que seule leur assurance ait fait maintenir le plan. (Cette assurance était loin d'être partagée par tous les chefs de la Luftwaffe – Richthofen, commandant les bombardiers en piqué, était particulièrement sceptique.)

Les généraux et amiraux allemands, par ailleurs divisés, étaient tous d'accord pour se méfier des promesses de Göring : 40 divisions furent d'abord désignées pour débarquer, mais ce nombre dut être ramené à 13, car le haut commandement de la marine déclarait ne pouvoir en transporter plus. Le reste devait suivre à plusieurs intervalles, en trois échelons, si les conditions le permettaient. La menace des panzers n'aurait pas été aussi grave que le croyaient les Britanniques, car un petit nombre seulement d'entre eux devait participer au débarquement ; le gros devait rejoindre plus tard. Le haut commandement de l'armée réclamait des débarquements sur la plus grande longueur de côte possible – de Ramsgate à Lyme Bay au moins – pour affoler et éparpiller les réserves britanniques. Mais le haut commandement de la marine faisait valoir qu'il ne pouvait protéger la traversée et le débarquement que sur un front étroit, ne dépassant pas

Eastbourne à l'ouest. Les discussions furent orageuses pendant deux ou trois semaines. Halder traita la proposition de la marine de « condamnation au suicide » pour l'armée. « Autant valait passer directement à l'abattoir les troupes de débarquement. » Le chef d'état-major de la marine répliqua que ce serait également un suicide de traverser la Manche sur une plus large étendue.

Enfin la controverse se termina sur un compromis, ordonné par Hitler, qui ne satisfit personne. On était déjà au milieu d'août, et l'achèvement de la préparation fut reculé jusqu'à la mi-septembre. Göring, ayant commencé depuis le 13 son offensive préliminaire, les généraux et amiraux étaient tentés d'attendre pour vérifier si la Luftwaffe viendrait à bout de la RAF ou si, par son échec, elle déciderait définitivement du sort de l'offensive.

Discutant de l'invasion avec Rundstedt, je lui posai des questions sur son organisation et les raisons qui l'avaient fait annuler. Il répondit : « Les premiers préparatifs eurent lieu après la capitulation des Français, et il fut impossible de fixer aucune date en élaborant les projets. Tout dépendait du temps nécessaire pour réunir les bateaux, les transformer afin de les rendre propres au transport des chars et entraîner les troupes aux manœuvres d'embarquement et de débarquement. L'invasion devait avoir lieu en août, si possible, ou en septembre au plus tard. Les raisons militaires de son annulation furent nombreuses. La marine allemande aurait eu à contrôler la mer du Nord en plus de la Manche, et ses forces ne le lui permettaient pas. L'aviation allemande ne suffisait pas à protéger seule la traversée. Les premiers éléments de l'armée auraient pu débarquer et se trouver ensuite coupés de leurs approvisionnements et de leurs renforts. » Je demandai à Rundstedt s'il n'aurait pas été possible de ravitailler par air pendant quelque temps les troupes d'invasion, comme il fut fait sur une très grande échelle en Russie, pendant l'hiver de 1941. Il affirma que le système de ravitaillement par air n'était pas suffisamment au point, en 1940, pour que l'on puisse l'employer.

Ensuite, Rundstedt esquissa l'organisation militaire du plan : « C'est à moi que fut dévolue la responsabilité de commander le débarquement, puisque mon groupe d'armées était désigné pour cette tâche. La XVI^{e} armée, commandée par le général Busch, à droite, et la IX^{e} armée, avec le général Strauss, à gauche, devaient partir d'un cordon de ports situés entre la Hollande et Le Havre. La XVI^{e} armée devait utiliser les ports d'Anvers à Boulogne, et la IX^{e} armée les ports compris entre la Somme et

la Seine. Aucun débarquement n'était prévu au nord de la Tamise. » Rundstedt m'indiqua sur la carte le secteur où devaient se faire les débarquements, entre Douvres et les environs de Portsmouth. « Nous devions ensuite aller de l'avant et établir une tête de pont beaucoup plus importante, suivant un arc de cercle au sud de Londres qui, partant de la rive sud de la Tamise, atteindrait les faubourgs de la capitale et se dirigerait ensuite au sud-ouest, vers Southampton Water. » À une autre question, il répondit qu'à l'origine une partie de la VI^{e} armée de Reichenau – du groupe d'armées de Bock – devait débarquer sur la côte, à l'ouest de l'île de Wight, des deux côtés de Weymouth, afin d'isoler ainsi la péninsule Devon-Cornouailles et pousser au nord vers Bristol. Mais on renonça à ce projet, qui, toutefois, pouvait être appliqué par la suite.

Au cours d'un autre entretien, Rundstedt me confia qu'il n'avait jamais placé beaucoup d'espoir dans la réussite d'un débarquement et qu'il pensait souvent à l'échec de Napoléon. Les généraux allemands semblent avoir été paralysés par des réminiscences historiques en ce qui concerne l'Angleterre, comme, à l'automne suivant, la Russie.

Brauchitsch se montrait un peu plus optimiste que Rundstedt ; c'est du moins l'impression que me laissa le général Siewert, qui était avec lui à cette époque-là. Lorsque je questionnai ce dernier sur l'opinion de Brauchitsch au sujet de la valeur du plan, il répondit ceci : « Le feld-maréchal von Brauchitsch estimait qu'en tenant compte des lourdes pertes subies par les Britanniques à Dunkerque il y avait des possibilités de réussite, si les conditions atmosphériques étaient favorables et si nous avions le temps de nous préparer. » Mais je compris qu'il prenait ses désirs pour des réalités. En effet, il ne voyait pas d'autre moyen d'en finir en face de l'attitude résolue de Churchill qui refusait de prendre les propositions de paix en considération. « Notre idée était de terminer la guerre aussi vite que possible et, pour cela, nous devions absolument traverser la Manche. » Je lui demandai pourquoi, s'il en était ainsi, l'opération n'avait pas eu lieu. Il répondit : « De nombreux préparatifs se faisaient, mais les prévisions météorologiques étaient peu encourageantes. La tentative devait se faire en septembre, mais Hitler y renonça, car elle ne lui semblait pas praticable. La marine n'y mettait aucun enthousiasme et n'était pas assez forte pour nous protéger ; et l'aviation ne pouvait neutraliser la marine britannique. »

Ce que les soldats me disaient de la position prise par la marine fut amplement confirmé par les réflexions que je recueillis de plusieurs

amiraux, dont Voss, Brinkmann, Breuning et Engel. Un commentaire très significatif peut résumer ce courant d'opinion : « La marine allemande n'était en rien préparée à tenir en respect la marine britannique, même pour peu de temps. De plus, toutes les péniches provenant du Rhin, de l'Elbe et des canaux hollandais étaient totalement inadéquates. » Quelques-uns m'avouèrent qu'ils n'avaient jamais cru à l'utilisation éventuelle de cette flottille de chalands, pas plus qu'à la réalité des projets d'invasion. Tous ces préparatifs donnaient une impression de mise en scène, comme si la plupart des intéressés voulaient faire croire à une conviction qu'ils n'avaient pas. « D'après ce que nous apprîmes plus tard sur la situation de la Grande-Bretagne, il semble que nous aurions pu gagner la guerre en juillet 1940 si le Service de renseignement allemand avait été meilleur ; mais presque tous les officiers de marine, dont les plus anciens, la considéraient déjà comme perdue le 3 septembre 1939. » En d'autres termes, le jour même de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne.

Le général Student me donna des détails sur le rôle attribué aux troupes aéroportées dans le plan d'invasion et y ajouta des commentaires intéressants sur la façon dont il aurait voulu les voir utiliser. Étant lui-même hospitalisé à la suite d'une blessure à la tête reçue à Rotterdam, ce fut le général Putzier qui prit le commandement des troupes aéroportées. « On devait employer 2 divisions[32] et 300 planeurs – chacun de ceux-ci portait un pilote et 9 hommes, donc 3 000 hommes en tout. Le but était d'employer les troupes aéroportées pour établir, près de Folkestone, une tête de pont de 30 kilomètres de large et 20 kilomètres de profondeur. La zone d'opérations choisie étant soigneusement surveillée par l'aviation, on observa la mise en place active d'obstacles sur les champs propices à l'atterrissage, qui se remplissaient de pieux fichés dans le sol et peut-être même de mines.

« Pour ces raisons, Putzier fit connaître à la fin d'août qu'il ne fallait plus compter sur l'action des troupes aéroportées.

« Si j'avais été en fonctions, j'aurais fait adopter l'emploi des parachutistes contre l'Angleterre au moment de l'évacuation de Dunkerque, pour prendre les ports où vos troupes devaient débarquer. Nous savions qu'elles avaient presque toutes laissé derrière elles tout leur matériel lourd.

« Même si ce projet avait été rejeté, le rôle que j'aurais donné, dans le plan d'invasion, aux troupes aéroportées eût été différent de celui qui fut choisi. J'aurais employé mes forces à me saisir des terrains d'atterrissage situés beaucoup plus loin à l'intérieur des terres que la tête de pont prévue.

Disposant de ces terrains, j'aurais transporté par avion des divisions d'infanterie, sans tanks ni artillerie lourde. Les unes auraient attaqué par-derrière les défenses côtières, les autres auraient marché sur Londres. Je calculai qu'on pouvait transporter une division d'infanterie par avion en un jour et demi ou deux et qu'on pouvait maintenir ce rythme pour le transport des renforts. » Le plan de Student me parut optimiste, étant donné les faibles effectifs que l'on pouvait transporter de cette façon et le temps nécessaire pour augmenter leur nombre.

« Je maintiens, reprit Student, que le moment propice était aussitôt après Dunkerque, avant que vos défenses s'affermissent. Nous apprîmes, plus tard, que les Anglais étaient obsédés par la crainte des parachutistes. Cela nous amusa, mais il n'est pas douteux que vous aviez pris vos précautions de défense du bon côté. »

L'attitude des Allemands dans la décision d'abandonner le projet des troupes aéroportées était symptomatique. Les préparatifs se poursuivaient, mais plus ils approchaient du terme, plus le désir de les appliquer s'évanouissait. L'offensive menée par l'aviation ne se développait pas de façon satisfaisante ; tous les sceptiques des autres armes se hâtèrent d'affirmer que les espoirs de Göring ne se réalisaient pas aussi vite qu'il l'avait promis. C'est indûment que l'on voulut considérer comme exagérés les rapports sur la résistance opposée par les défenseurs de l'île pendant cette « bataille d'Angleterre ». Parallèlement, les rapports du Service de renseignement soulignaient et exagéraient le développement des défenses anglaises au sol ; il y a tout lieu de penser que ces inexactitudes étaient en partie voulues. Hitler lui-même tendait à mettre en relief non seulement les difficultés, mais les graves conséquences d'un échec de l'offensive. Le genre *wait and see* devint de plus en plus à la mode, tandis qu'approchait la date prévue. Hitler continuait à ne pas fixer le jour J et, le 17 septembre, il renvoya à une date indéterminée l'« opération Otarie ». Le 12 octobre, il l'annula définitivement, avec cette remarque au passage : « Si l'invasion devait être reconsidérée au printemps ou au début de l'été 1941, les ordres de mise en alerte opérationnelle seront envoyés plus tard. »

Durant toute cette période, il apparaît dans toutes les conférences non seulement des doutes constants, mais une répugnance profonde chez Hitler pour l'opération prévue. Cela confirme le récit de Blumentritt : « Malgré les ordres donnés et les travaux engagés, la préparation de l'"opération Otarie" ne fut jamais active. Hitler semblait à peine s'en préoccuper – attitude bien

étrange de sa part – et les états-majors continuèrent à élaborer des plans sans enthousiasme. Ce projet était considéré comme un *Kriegspiel*. Le feld-maréchal von Rundstedt ne le prenait pas au sérieux et n'y consacrait guère d'attention. Son chef d'état-major, le général von Sodenstern, prenait des permissions fréquentes. Après le milieu d'août, personne ne croyait plus à l'expédition ; dès le milieu de septembre, les engins de transport, par ailleurs tout à fait insuffisants, furent discrètement dispersés. À la fin de septembre, il devenait évident qu'il n'y avait jamais rien eu de sérieux dans ce projet, et on n'en parla plus. Entre nous, nous le traitions de bluff et espérions apprendre qu'un accord avait été conclu avec la Grande-Bretagne. »

Le récit de Blumentritt est toutefois remis en cause par le journal de Halder. Le 6 août, on peut y lire cette remarque intéressante : « Nous nous trouvons dans une situation paradoxale où la marine est en proie au doute, la Luftwaffe peu désireuse de prendre à bras le corps une opération qui, au départ, était exclusivement son affaire et où l'OKH, qui se trouve pour une fois en situation de diriger une opération combinée, est aux abonnés absents. La seule force d'impulsion vient de nous, mais, à nous seuls, nous ne pouvons renverser la situation. »

Il paraît certain que les généraux ne prenaient pas cette invasion à cœur ; quant aux amiraux, ils y tenaient encore moins et ne pensaient pas sans de sombres appréhensions à la marine britannique. Seuls Göring et les chefs de l'aviation s'enthousiasmaient pour ce plan. Hitler leur permit d'essayer de se mesurer à la RAF, mais, lorsqu'ils se révélèrent incapables de la réduire à l'inaction, les généraux et amiraux remirent promptement leurs objections sur le tapis et Hitler se montra étonnamment prêt à accepter leurs raisons de renoncer à ce projet. En effet, son attention se tournait déjà vers l'Est.

Lorsque au mois de juillet Hitler caressa le projet d'envahir la Russie, il fut considéré d'un air dubitatif par ses chefs militaires – qui doutaient pourtant fortement du bien-fondé de l'invasion de l'Angleterre. Le journal de Halder rapporte une longue discussion qu'il eut avec Brauchitsch le 30. Ils s'accordèrent pour dire que « la marine, selon toute probabilité, ne nous fournira pas les moyens nécessaires à une invasion victorieuse de l'Angleterre ». Mais ils s'accordèrent également pour condamner « une guerre sur deux fronts » si elle pouvait être évitée, et se montrèrent favorables à un nouvel effort « afin de maintenir des relations amicales avec la Russie ». Il pouvait être possible d'éviter « la menace d'une alliance

anglo-russe » en facilitant certaines visées expansionnistes de Staline. « L'aspiration de la Russie vers les Détroits et le golfe Persique ne doit pas nous inquiéter. Dans les Balkans, qui tombent dans notre sphère d'intérêts économiques, nous pouvons parvenir à ne pas nous gêner mutuellement. »

Le lendemain, 31 juillet, ils s'envolèrent pour Berchtesgaden afin d'assister à une conférence des chefs de service avec Hitler. L'amiral Raeder ouvrit les débats en insistant sur les difficultés d'une opération amphibie, affirma qu'elle ne pourrait avoir lieu avant la mi-septembre et proposa carrément de la reporter au printemps suivant. Hitler pointa d'autres difficultés, mais insista également sur le fait que la guerre sous-marine et la guerre aérienne pourraient mettre un an ou deux à produire un effet décisif. « Si l'invasion n'a pas lieu, notre action doit viser à éliminer tous les facteurs qui laissent l'Angleterre espérer un changement de situation […] les espoirs de l'Angleterre se trouvent en Russie et aux États-Unis. Si la Russie disparaît de la scène, l'Amérique est également perdue pour la Grande-Bretagne, car l'élimination de la Russie renforcera immensément la puissance du Japon en Extrême-Orient. La Russie est l'épée extrême-orientale de la Grande-Bretagne et des États-Unis, pointées sur le Japon. » Hitler cita alors des communications téléphoniques interceptées qui démontraient que le soudain regain moral de la Grande-Bretagne était dû aux indices d'une intervention russe. « La Russie écrasée, le dernier espoir de la Grande-Bretagne s'évanouira. » Hitler fit alors part de sa décision : « La destruction de la Russie doit par conséquent être envisagée dans le cadre de cette lutte. » Mais comme il était essentiel d'y parvenir « d'un seul coup », l'invasion de la Russie serait repoussée au printemps, afin de préparer une offensive massive et d'assurer un résultat décisif.

Durant les semaines qui suivirent, une alternative vit le jour, conséquence des disputes entre les chefs des services diplomatiques et militaires. Son effet se reflète dans une note du journal de Halder, en date du 30 septembre : « Le Führer a notifié à Staline la conclusion du pacte signé avec le Japon vingt-quatre heures avant sa signature. Une lettre vient de lui être envoyée pour tenter de l'intéresser au partage de la dépouille de la Grande-Bretagne afin de le pousser à nous rejoindre. Si ce plan fonctionne, nous pensons pouvoir nous tourner entièrement contre la Grande-Bretagne. » La politique étrangère allemande joua donc un temps sur deux tableaux. Molotov fut invité à Berlin au début de novembre et les

cercles officiels s'accrochèrent à l'idée que la Russie allait accepter de rejoindre le pacte tripartite. Déçus des réserves dont Molotov fit part lors de ces discussions, ils se montrèrent pourtant satisfaits de son attitude générale.

Mais tout cela ne fit que renforcer la méfiance de Hitler et son refus de changer le cours du projet vers lequel il tendait à présent.

Ce revirement et la manière dont il s'opéra me furent expliqués par Warlimont, qui me fit un récit de cette période du point de vue de l'OKW. Évoquant les plans d'invasion de l'Angleterre, Warlimont confirma que Hitler « fit montre d'un manque d'intérêt inhabituel pour ce projet ». Mais il ne partageait pas l'avis de Blumentritt et d'autres qui considéraient que les mesures de Hitler en vue de l'invasion étaient du bluff, et considérait que cette impression était due à la manière dont Hitler avait envisagé trois possibilités en succession rapide – premièrement, une intention d'éviter tout action susceptible de renforcer les Britanniques dans leur refus de traiter ; deuxièmement, lorsqu'il perdit tout espoir de paix, la résolution d'envahir l'Angleterre et de lui imposer la paix ; troisièmement, face à l'improbabilité d'une telle opération, un changement rapide visant à emprunter une route différente pour obtenir le même effet.

Les commentaires de Warlimont méritent d'être cités en détail, d'autant qu'il fut un des principaux protagonistes de la planification de l'invasion : « Il ne fait aucun doute dans mon esprit que le désir depuis longtemps caressé et quasiment érigé en principe politique, d'une paix avec l'Angleterre, sur des bases mondiales et durables, animait Hitler. Je pense qu'il est également vrai qu'après l'effondrement de la France, il caressa de nouveau ce projet, pour une courte durée – et pour la dernière fois. C'est durant cette courte période, entre la fin juin et le début de juillet 1940, qu'il commença à se montrer tout à fait opposé puis extrêmement réticent à l'idée de se pencher sur le problème de l'invasion de l'Angleterre. La seule explication de cette attitude inhabituelle me fut à l'époque fournie par un membre du ministère des Affaires étrangères de son entourage – il évoqua l'intention de Hitler d'approcher l'Angleterre par une offre de paix publique. Le discours de Hitler, prononcé le 19 juillet devant le Reichstag, m'apparut à ce titre décevant. Mais Hitler fut sans doute plus déçu encore de constater que ses propositions ne rencontraient aucun écho en Grande-Bretagne.

« À cause de cette nouvelle désillusion, ses démarches suivantes ne furent certainement plus guidées par des considérations politiques. Au contraire, il me semble que les événements qui suivirent ne peuvent être compris qu'en gardant à l'esprit qu'il cherchait à vaincre l'Angleterre le plus rapidement et le plus efficacement possible. Hitler poursuivit ce but de quatre manières différentes : l'offensive aérienne et maritime combinée contre le commerce et l'industrie britanniques ; l'offensive aérienne comme étape préparatoire à l'invasion des îles Britanniques ; le plan d'attaque des positions britanniques en Méditerranée ; et finalement les préparatifs d'une invasion de la Russie, considérée comme le "dernier espoir de l'Angleterre sur le continent". » (Il est manifeste que la pensée de Hitler se rapprochait à tel point de celle de Napoléon qu'il imaginait l'existence d'une conspiration anglo-russe quand rien de la sorte n'existait – pas même une relation de soutien mutuel. Il est également évident que Hitler ne fit preuve d'une réelle résolution que dans la dernière option – son hostilité permanente envers la Russie bolchevique étant bien plus forte que son hostilité temporaire à l'encontre de l'Angleterre.)

Warlimont remarque ensuite que le haut commandement de l'armée, représenté par Brauchitsch et Halder, était au départ favorable à un débarquement en Angleterre, à condition que la marine et la Luftwaffe remplissent leur part du contrat. « Il était fortement appuyé par le directoire de la défense nationale (de l'OKW) dont les membres, appartenant aux trois branches, firent de leur mieux pour les amener à s'accorder sur les points disputés, alors que les préparatifs de tous les acteurs allaient bon train. (Sur ce point, Warlimont ajouta : « Le nombre des navires nécessaires à une invasion de l'Angleterre avait été précisément calculé et correspondait aux exigences. Cela se réfère tant à la quantité qu'à la qualité, notamment dans la catégorie des navires de transport et de fret. Les chalands de débarquement destinés aux premières vagues étaient naturellement des embarcations improvisées. »)

Warlimont poursuivit : « Mais Hitler et son entourage continuaient à faire montre de réticence – et cette réticence était pour partie due aux performances décevantes de l'aviation allemande, qui ne parvenait pas à chasser l'aviation britannique du ciel. Il semble que Hitler ne voulait ou ne pouvait croire que le plan pourrait réussir – et surtout réussir rapidement. Or c'est précisément ce dont il avait besoin.

« Cela, de mon point de vue, est à rapprocher des événements du début du XIXe siècle. La Russie avait depuis longtemps "commencé à regarder derrière son épaule", comme Stegemann disait à propos de Napoléon. Hitler n'avait-il pas de bonnes raisons de se méfier de la Russie et du traité de 1939 – et de craindre que les Russes ne fassent qu'attendre de voir les troupes allemandes davantage impliquées en Europe occidentale ? Je ne suis personnellement pas de l'avis qu'une guerre préventive contre la Russie était la seule issue possible. Mais je me souviens des mots de Jodl lorsque, à la fin de juillet 1940, il déclara à son état-major qu'une guerre avec la Russie était inévitable à terme et qu'il était donc souhaitable de disposer d'elle lors de ce conflit – exprimant alors l'estimation que Hitler avait de la situation.

« Jodl joua également un rôle majeur dans l'assassinat de l'"Otarie" lorsque à la fin de l'été il résuma ses vues dans un mémorandum adressé à Hitler. Le plan d'invasion de l'Angleterre, écrivait-il, présentait un risque immédiat – encore augmenté par les résultats décevants de l'offensive aérienne, en raison des conditions climatiques. Si le débarquement était un échec, il mettrait en péril tout ce qui avait déjà pu être obtenu depuis le début de la guerre. L'invasion ne devait donc avoir lieu que s'il n'existait pas d'autre moyen de mettre l'Angleterre à genoux. Il était également possible d'atteindre cet objectif en s'attaquant aux possessions britanniques en Méditerranée – Jodl mentionna Gibraltar, Malte et le canal de Suez. La perte de ces positions, concluait-il, mettrait un terme à la guerre.

« Hitler s'empressa de faire siens ces arguments en défaveur de l'invasion[33]. À partir de cette date, plus aucun effort sérieux ne fut entrepris. Début décembre, le projet fut entièrement abandonné – l'"Otarie" était définitivement morte. »

Sa mort fut pourtant suivie par sa résurrection momentanée, sous une forme quelque peu différente – ou pour être plus précis, sous deux formes qui se suivirent de près. La première avait déjà pris forme avant que l'« opération Otarie » ne soit enterrée. Il s'agissait d'un projet d'occupation de l'Irlande – afin d'étrangler le commerce maritime de l'Angleterre au lieu de l'envahir. Ce projet était peut-être dû à Göring.

Lors d'une conférence, le 3 décembre, Hitler évoqua le sujet et déclara : « Un débarquement en Irlande ne peut être envisagé que si l'Irlande appelle à l'aide. Pour le moment, notre représentant doit s'assurer que De Valera[34] souhaite être soutenu […] L'Irlande est capitale aux yeux du général en chef

de l'aviation, comme base pour des attaques aériennes sur les ports du nord-ouest de l'Angleterre […] l'occupation de l'Irlande pourrait provoquer la fin de la guerre. Il convient d'enquêter sur ce point. » L'état-major naval produisit une note très pessimiste sur ce projet, surtout s'il était tenté par voie maritime. Cela poussa Hitler à reconsidérer l'« opération Otarie » d'une manière différente. Le récit de la suite me fut donné par Student qui, remis de la grave blessure reçue aux premiers jours de l'offensive à l'Ouest, reprit du service en janvier 1941 et reçut le commandement du 11e corps aérien, composé de troupes aéroportées. Peu après, il fut invité à rendre visite à Hitler à Berchtesgaden, en compagnie de Göring – c'était la première fois qu'il se rendait dans le repaire du Führer. On lui demanda de se présenter avec des propositions d'emploi de ce nouveau corps.

« Cette conférence avec Hitler et Göring à l'Obersalzberg eut lieu durant la seconde moitié de janvier, entre le 20 et le 25 – je pense qu'il s'agissait du 25. Hitler commença par nous faire part de ses vues générales, politiques et stratégiques, sur la manière de poursuivre la guerre contre son principal ennemi (l'Angleterre). Il mentionna donc la question de la Méditerranée. Puis il en vint à la question de l'invasion de l'Angleterre. Hitler déclara que, lors de l'année écoulée, il n'avait pu se permettre de prendre des risques ; il ne souhaitait pas non plus provoquer les Britanniques, espérant aboutir à des négociations de paix. Mais les Britanniques refusant de discuter, ils devaient en subir les conséquences.

« Une discussion s'ensuivit relative à l'utilisation du 11e corps aérien dans l'invasion de la Grande-Bretagne. J'émis des doutes quant à l'utilisation du corps sur la côte sud afin de former une tête de pont pour l'armée – la région située immédiatement derrière la côte étant à présent parsemée d'obstacles. Ces objections furent acceptées par Hitler. Si l'utilisation du 11e corps s'avérait absolument nécessaire dans le Sud, je proposais de l'utiliser pour s'emparer des aérodromes situés à l'intérieur des terres (entre 35 et 45 kilomètres de la côte) afin d'y débarquer ensuite de l'infanterie.

« Hitler pointa soudainement du doigt la ceinture de la péninsule Devon-Cornouailles et traça un large cercle sur sa carte autour de Tauton et des Blackdown Hills, en disant : "Vos troupes aéroportées devraient être utilisées ici, pour protéger le flanc. Ce secteur est solide et nous devons nous emparer de cet important défilé." Il pointa Plymouth du doigt et insista sur l'importance de ce grand port pour les Allemands comme pour les

Anglais. Je ne pouvais plus le suivre sur ce point et lui demandai quels étaient les points choisis pour débarquer. Mais Hitler s'en tint au fait que les opérations devaient être tenues secrètes et répondit : "Je ne peux pas vous le dire pour l'instant." »

Student évoqua alors le projet qui avait ses faveurs et qu'il avait élaboré – une attaque surprise en Irlande du Nord. Il s'agissait, dans son esprit, d'une diversion destinée à appuyer ou à coïncider avec l'invasion du sud de l'Angleterre. Il indiqua que cette opération serait moins délicate qu'un largage au sud de l'Angleterre et qu'elle correspondait parfaitement aux attentes de ses parachutistes. Son objectif serait d'affermir puis d'étendre une tête de pont opérationnelle – ce qu'il baptisa « méthode de la tache d'encre sur un buvard ». Partant de Bretagne, le parachutage s'effectuerait dans un secteur triangulaire entre les monts Divis, l'ouest de Belfast et le Lough Neagh – afin de s'emparer des trois aérodromes de la région. Un largage secondaire devrait avoir lieu à Lisburn, pour bloquer cet important nœud routier et ferroviaire. De très nombreux mannequins devraient également être largués dans des zones inaccessibles, comme les monts Mourne et Sperrin, afin de distraire les troupes locales. Les planeurs ne pourraient être utilisés dans cette opération en raison de la distance à couvrir, mais des escadrilles de chasseurs devraient suivre de jour et opérer à partir des aérodromes capturés. En cas d'échec, Student espérait que ses troupes puissent se réfugier en république d'Irlande neutre et être ainsi internées au lieu d'être capturées ou tuées.

Hitler écouta avec attention, mais « suivant sa méthode du *wait and see* déclara qu'il devait y réfléchir. Il évoqua ensuite la possibilité d'opérations en Méditerranée – à Gibraltar, à Malte et sur le canal de Suez ». Student se retira, tandis que Göring poursuivait l'entretien avec Hitler. Student et Göring rentrèrent à Berlin le lendemain et, au moment de se séparer, Göring lui dit :

« Ne vous encombrez pas inutilement à propos de l'Ulster. Le Führer n'a pas l'intention d'envahir la Grande-Bretagne. À partir de maintenant, concentrez-vous sur Gibraltar. »

Student conclut en me faisant part de ses impressions et réflexions sur l'attitude de Hitler à l'égard de l'invasion. Hitler hésitait à attaquer – même en supériorité numérique – un adversaire puissant dans des positions préparés au-delà de la mer. Une telle entreprise lui semblait impossible à réaliser. Cela fut particulièrement visible lors de la préparation des attaques

sur la Crète et sur Malte, ainsi qu'à l'inverse, avec la « forteresse Europe », qu'il considéra longtemps comme inexpugnable. Il sous-estimait la puissance de l'assaillant face à des côtes défendues et surestimait les possibilités de défense du rivage. Le problème du ravitaillement et des communications était le premier qui lui venait à l'esprit et commandait à tout le reste. Dans le cas des opérations aéroportées comme pour d'autres opérations indépendantes, son souci majeur était d'établir le plus rapidement possible des communications, navales ou terrestres. Ce principe est certes fondé, mais Hitler le poussait trop loin – en tout cas à l'époque de ses victoires. Tout projet lui semblait alors trop risqué s'il n'était pas possible d'établir des voies de communication absolument fiables. Ainsi, en 1940, il était prêt à abandonner Narvik lorsque la première crise apparut. »

Student termina ainsi : « Pour l'attaque contre la Grande-Bretagne, il avait ainsi choisi la route la plus courte. Il est probable qu'il n'ait jamais eu de plan pour un débarquement au-delà de la ligne Douvres-Land's End. Lors de la conférence de janvier, j'eus la nette impression qu'il était décidé à effectuer un débarquement sur un front large, au-delà du secteur Douvres-Portsmouth, et de lancer l'attaque principale plus à l'ouest, vers Bournemouth-Bridport. Le 11e corps aérien devait donc être déployé dans la péninsule de Cornouailles pour couvrir le flanc, mais également forcer l'accès de la péninsule. Mais peut-être souhaitait-il débarquer jusqu'à Land's End – le corps devant alors servir de communication – ou désirait-il confiner les débarquements à la péninsule ?

« Il ne fait pas de doute pour moi qu'en janvier 1941 Hitler n'avait pas abandonné l'"opération Otarie", mais l'avait simplement ajournée. Il hésitait alors entre "Otarie", Gibraltar et la Russie. Göring était partisan d'"Otarie" ou de Gibraltar, mais pas de la Russie. »

Chapitre 14

RATÉS EN MÉDITERRANÉE

Mes entretiens avec les généraux allemands me fournirent de nouveaux aperçus sur plusieurs aspects de la campagne d'Afrique du Nord et, en général, sur toute la guerre en Méditerranée. Voici quelques-uns des points principaux mis en lumière.

Les troupes britanniques étaient réduites à une faiblesse extrême ; l'Égypte et le canal de Suez furent néanmoins sauvés par la jalousie des Italiens à l'égard des Allemands et par l'indifférence de Hitler au sujet de la prise de ces deux positions clés du Moyen Orient.

Chypre fut sauvée grâce au prix que les Britanniques firent payer aux Allemands pour s'emparer de la Crète.

Gibraltar fut sauvé par la répugnance de Franco à laisser pénétrer les Allemands en Espagne.

Malte fut sauvée par la méfiance de Hitler envers la marine italienne.

Tous ces événements eurent lieu en 1941, et jamais le sort de la Grande-Bretagne ne fut plus critique. La chance commença à tourner en 1942 : la Russie opposait une résistance opiniâtre à l'invasion ; l'Amérique entrait en guerre après l'attaque du Japon ; l'Angleterre retrouvait ses forces. Cependant il y avait encore beaucoup d'efforts à faire. Il y en aurait eu encore plus sans l'aide de Hitler.

Ce fut à Hitler que les Britanniques durent de gagner, à El Alamein, une victoire telle qu'elle décida du sort de la guerre en Afrique du Nord. En effet, il interdit à ses généraux de devancer l'attaque de Montgomery par une retraite qui, effectuée à temps, leur aurait évité cette écrasante défaite.

Hitler fut engagé bien malgré lui en Méditerranée. Le plus fervent avocat de cette stratégie était l'amiral Raeder, qui entrevoyait clairement les avantages que procurerait l'évincement des Britanniques de leurs

principales positions en Méditerranée, et les effets que l'on pouvait en espérer sur la situation générale. Raeder était en cela soutenu par l'homme qu'il méprisait et dont il se méfiait le plus – Göring. Les deux chefs de la marine et des forces aériennes, adversaires, s'accordaient pour une fois afin d'empêcher Hitler de se lancer dans une guerre avec la Russie alors qu'il était toujours aux prises avec la Grande-Bretagne.

Si Hitler s'engagea finalement en Méditerranée – sans renoncer à son projet à l'égard des Russes – sa décision fut moins due aux arguments de Raeder qu'à deux événements extérieurs.

Le premier fut l'invasion soudaine de la Grèce par Mussolini, le 28 octobre, effectuée, de plus, sans qu'il ait averti son allié allemand, à seule fin de gloire personnelle. Hitler enragea quand il apprit la nouvelle, car il ne voyait que trop bien à quel point elle contrariait ses propres plans. Il souhaitait conserver la neutralité de la Grèce, comme gardienne de son flanc face aux interférences britanniques dans les Balkans et aux menaces contre les champs pétrolifères roumains. Se rendant compte de la vacuité de la démonstration de force italienne, il devait à présent prendre des mesures actives pour écarter toute interférence britannique sur ce flanc, aux dépens de son potentiel de concentration. L'agression inconsidérée de Mussolini gêna considérablement Hitler, car elle l'entraîna malgré lui dans une campagne dans les Balkans ainsi que dans l'opération suivante contre la Crète.

Le second développement défavorable fut l'effondrement italien en Afrique du Nord, qui débuta début décembre sous les coups de boutoir de la contre-offensive britannique en Égypte.

J'obtins ces révélations de nombreux généraux, mais en particulier du général von Thoma, le fameux commandant de chars capturé à El Alamein, et du général Student, commandant en chef des forces aéroportées allemandes.

Thoma me raconta l'origine de l'entrée en guerre de l'Allemagne en Méditerranée. « Je fus envoyé en Afrique du Nord en octobre 1940, avec mission de décider s'il fallait expédier des troupes allemandes aider les Italiens à chasser les Britanniques hors d'Égypte. Je rencontrai le maréchal Graziani, examinai la situation et fis mon rapport dans lequel je faisais ressortir l'importance décisive du problème du ravitaillement, non seulement à cause des difficultés du désert, mais parce que la marine britannique contrôlait la Méditerranée. J'ajoutai qu'il me paraissait

impossible de maintenir un effectif nombreux concurremment avec l'armée italienne.

« Je concluais ainsi : les forces, si nous décidons d'en envoyer, doivent être des blindés. À mon avis, 4 divisions blindées au moins sont nécessaires pour assurer le succès ; c'était, d'après mes calculs, le maximum de ce qui pouvait être ravitaillé dans le désert au cours d'une avance vers la vallée du Nil. Je déclarai aussi que cette attaque ne devait être entreprise que par des Allemands et non par des Italiens. Il était vital de suppléer au nombre par la qualité ; tous les hommes devraient être triés sur le volet.

« Mais Badoglio et Graziani refusèrent d'accepter le remplacement des Italiens par des Allemands. Ils ne voulaient même pas entendre parler de l'aide allemande. Ils voulaient se réserver la gloire de conquérir l'Égypte. Mussolini appuyait leurs objections. Toutefois, il ne les suivait pas complètement : il désirait une aide allemande, mais il ne la voulait pas trop importante. »

Cette révélation prend tout son sens si l'on se rappelle que la mission de Thoma en Afrique eut lieu deux mois avant que, par sa brillante riposte, O'Connor, sous la direction de Wavell, ne brisât l'espoir qu'avait Graziani d'envahir l'Égypte. La petite armée britannique, insuffisamment équipée, fut capable d'anéantir les troupes italiennes plus nombreuses, mais encore plus mal équipées. La présence de blindés allemands sur le théâtre d'opérations eût probablement rendu les choses plus difficiles.

Il n'est que trop probable que 4 divisions blindées, choisies parmi l'élite comme le suggérait Thoma, auraient pu envahir l'Égypte cet hiver-là à n'importe quel moment. O'Connor ne possédait qu'une division blindée et une division d'infanterie, toutes les deux avec un matériel insuffisant.

Voici une autre révélation remarquable : si, pour sa perte, Mussolini obtint gain de cause, c'est en partie parce que Hitler ne tenait pas spécialement à chasser les Anglais d'Afrique. Cette version est bien différente de ce que l'on croyait en Angleterre à l'époque et relève des mêmes motifs que son attitude surprenante au sujet du débarquement en Angleterre. Thoma fut frappé de l'indifférence de Hitler, bien que l'analyse des raisons cachées ne fût pas dans ses habitudes.

« Lorsque je remis mon rapport, Hitler objecta qu'il ne disposait que d'une seule division blindée. Je lui répondis que, dans ce cas, il valait mieux ne rien envoyer, ce qui provoqua une crise de colère. Les motifs de son aide aux Italiens étaient purement politiques. Il craignait de voir

Mussolini changer de camp s'il n'était pas soutenu par l'Allemagne, mais il voulait envoyer un détachement aussi réduit que possible. » (Notons qu'à ce moment-là Hitler avait renoncé à envahir l'Angleterre et préparait l'offensive contre la Russie.)

Thoma continua : « Hitler estimait les Italiens capables de tenir le terrain en Afrique avec une petite aide allemande. Il attendait trop d'eux. Je les avais vus "combattre" en Espagne à nos côtés. Hitler semblait les juger sur les propos de leurs chefs, entendus aux dîners où il les rencontrait. Lorsqu'il me demanda mon avis sur eux, je répliquai : "Je les ai vus sur le champ de bataille, et pas seulement au mess des officiers." » (Si tel était le ton de Thoma, il n'est pas étonnant que Hitler l'ait pris en grippe.) « Je dis à Hitler : "Un soldat britannique vaut mieux que douze Italiens." » Et j'ajoutai : "Les Italiens sont bons ouvriers, mais ce ne sont pas des combattants ; ils n'aiment pas le bruit du canon." »

L'État-Major général allemand était également hostile à l'envoi de forces, grandes ou petites, en Afrique. Selon Thoma, Brauchitsch et Halder ne voulaient en rien se mêler aux événements de Méditerranée. « Halder me dit qu'il avait insisté auprès de Hitler sur le danger de disperser ses forces et lancé cette remarque mordante : "Notre danger ? C'est de gagner toutes les batailles sauf la dernière." »

Cependant Hitler ne voulait pas renoncer à une intervention en Méditerranée tout en désirant la limiter. Après la défaite de Graziani, il envoya un détachement d'élite, avec Rommel, pour redresser la situation. Ce détachement était suffisant pour empêcher pendant deux ans la réalisation des plans britanniques de conquête de la Libye, mais pas assez cependant pour exercer une action décisive. La victoire changea plusieurs fois de camp entre le printemps de 1941 et l'automne de 1942.

Pendant ce temps, en d'autres points que l'Afrique du Nord, la position de la Grande-Bretagne en Méditerranée était fortement menacée. Parce que ces menaces ne furent jamais réalisées, nous ne nous sommes pas rendu compte qu'elles auraient pu avoir des conséquences mortelles. Je recueillis des détails à ce sujet en interrogeant le général Student, le commandant en chef des forces aéroportées. La plus sérieuse de ces menaces fut le projet d'attaque contre Gibraltar, qui aurait pu nous interdire la Méditerranée occidentale.

Warlimont me dit : « Le plan de capture de Gibraltar fut abandonné lorsque, au milieu du mois de décembre, le général Franco informa l'amiral

Canaris qu'il n'approuvait plus le projet, qui avait fait l'objet de discussions entre Franco et Hitler à Hendaye en 1940. Ce refus soudain fut une surprise pour Hitler, car, conformément aux arrangements convenus, Canaris avait été essentiellement envoyé en Espagne pour fixer la date de l'entrée des troupes allemandes en Espagne, début janvier 1941. Franco ne refusa pas franchement, mais tergiversa, arguant que l'Espagne ne pouvait entrer en guerre à cette date – et avançant la menace constante de la flotte britannique ou l'état d'impréparation de l'Espagne et l'inadéquation absolue des ressources espagnoles disponibles, comme autant de raisons. »

Student me dit avoir reçu l'ordre, en janvier 1941, de dresser un plan de prise d'assaut de Gibraltar par les parachutistes. Il pensait que c'était une tâche trop lourde pour des parachutistes agissant seuls. Sa conclusion fut : « Nous ne pouvons pas prendre Gibraltar si nous respectons la neutralité de l'Espagne.

« Après mon rapport, continua Student, le plan fut changé et développé : Gibraltar serait attaqué par terre : 8 divisions partant de France traverseraient rapidement l'Espagne. Mais il était nécessaire que Franco nous accorde la liberté de passage. Hitler ne voulait pas courir le risque de se battre pour traverser l'Espagne. Il essaya de persuader le Caudillo, qui ne voulut rien entendre. Les discussions continuèrent pendant un certain temps, mais en vain. On abandonna le plan de Gibraltar. »

L'attention de Hitler fut ainsi détournée vers la préparation de l'invasion de la Russie et les étapes préliminaires de l'occupation de la Grèce afin d'en écarter les Britanniques. Les événements récents le contraignaient à en accroître l'ampleur, à son grand mécontentement, par une intervention en Yougoslavie.

Le succès rapide qui permit aux Allemands de s'emparer de la Grèce et de la Yougoslavie en avril et d'évincer l'armée britannique débarquée en Grèce, ne résolut pas le problème de sécurité de son flanc sud aussi sûrement que l'aurait permis une zone demeurée neutre. Maudissant encore l'initiative inconsidérée de Mussolini, Hitler fut ainsi contraint d'étendre encore son rideau défensif afin d'éliminer toute interférence britannique.

Évoquant le point de vue de l'OKW, Warlimont dit :

« Une fois l'occupation terminée, le directoire de la défense nationale reçut de Jodl l'ordre, émanant de Hitler, d'examiner si, d'un point de vue stratégique, la Crète ou Malte devaient être pris. Nous penchions pour Malte. Mais aux yeux de Hitler, la Crète semblait plus importante, car cette

île fermant la mer Égée, elle offrait de meilleures possibilités de progression dans la région de Suez. » Commentant ensuite la prise de la Crète, Warlimont ajouta : « Il devint très rapidement évident que les forces aériennes allemandes ne disposaient plus des effectifs suffisants pour se permettre de profiter des avantages offerts par la Crète comme base principale d'opérations aériennes en Méditerranée orientale. Il apparut ensuite qu'il était impossible de ravitailler Rommel par la Crète, la ligne ferroviaire conduisant à Athènes permettant à peine de couvrir les besoins de la Grèce, et en raison du manque presque total de navires disponibles. »

Student fit une autre révélation sensationnelle : Hitler manquait totalement d'enthousiasme pour l'opération qui devait conquérir la Crète et qui, pourtant, devait avoir une grande répercussion sur la situation des Britanniques en Méditerranée orientale. « Il voulait clore la campagne des Balkans lorsqu'il aurait atteint le sud de la Grèce. En apprenant cela, je sautai dans un avion pour aller voir Göring et proposai de prendre la Crète au moyen des troupes aéroportées. Göring, toujours facile à enflammer, fut prompt à voir les possibilités du projet et m'envoya à Hitler, que je vis le 21 avril. Quand je lui expliquai mon idée, Hitler dit : "Ce projet est attrayant, mais je doute qu'il soit réalisable." Finalement, je réussis quand même à le convaincre.

« Participèrent à l'opération : notre seule division de parachutistes, notre unique régiment de planeurs et la 5e division de montagne, transportée pour la première fois par avion. La 22e division aérotransportée, qui avait l'expérience de la campagne de Hollande, avait été envoyée à Ploesti, en mars, pour protéger les gisements pétrolifères roumains que le Führer craignait de voir saboter. Il estimait le danger tellement grand qu'il refusa de libérer la division pour l'opération de Crète. » (Warlimont ajouta cependant : « Les vraies raisons étaient que nous ne disposions pas dans le secteur des moyens de transport nécessaires à l'acheminement dans les temps de la division dans le sud de la Grèce.)

Les bombardiers en piqué et les chasseurs du 8e corps d'aviation de Richthofen, qui avaient joué un rôle si important dans l'invasion de la Belgique et de la France, devaient apporter leur appui. Student me dit : « Ma demande de les avoir sous mes ordres en même temps que les forces aéroportées fut refusée. La haute direction de l'opération fut confiée au général Lohr, qui avait commandé la totalité des forces aériennes de la campagne des Balkans. Toutefois je fus chargé de l'organisation et on me

laissa, à cet effet, pleine liberté d'action. Le 8e corps d'aviation était excellent, mais il eût été plus utile placé sous mon contrôle direct.

« Aucun débarquement n'eut lieu par mer. On y avait pensé à l'origine, mais on ne disposait que de caïques grecs. Par la suite, on forma un convoi de ces petites embarcations pour transporter le matériel lourd de l'expédition : canons antichars et de DCA ; artillerie, quelques chars, ainsi que 2 bataillons de la 5e division de montagne. Le convoi, escorté par des torpilleurs italiens, devait se rendre à Melos et y attendre des renseignements certains sur la position de la flotte britannique. À leur arrivée à Melos, on leur dit que celle-ci était encore à Alexandrie… En fait, elle faisait route vers la Crète. Le convoi tomba sur elle et fut dispersé. La Luftwaffe vengea ce revers en attaquant efficacement les navires anglais, qui furent endommagés. Cependant nos opérations de terre en Crète furent sérieusement entravées par l'absence du matériel lourd que nous attendions. »

Student insista sur les conséquences négatives d'un autre coup du sort, remontant à un an : « Durant l'opération aéroportée contre la "forteresse Hollande", une unité allemande disposant d'une part importante de mes instructions opérationnelles fut capturée par les Hollandais sur l'aérodrome d'Ypenburg près de La Hague. Grâce à ces documents précieux, les Britanniques furent bientôt renseignés sur les stratégies d'attaque, la tactique et les méthodes d'entraînement des troupes aéroportées allemandes, et utilisèrent ces renseignements d'une manière exemplaire en défense. Malheureusement, ces faits ne me furent pas communiqués et ne furent découverts que grâce à des documents saisis en Crète. Ils furent une des principales causes des pertes énormes subies par les Allemands en Crète. Si j'avais su que l'ennemi était à ce point renseigné sur nous, j'aurais utilisé des tactiques différentes lors des attaques contre les aérodromes et ainsi évité les défenses britanniques. »

Il ajouta ensuite que le principal document saisi était un manuel britannique de défense contre les parachutistes, publié en 1940 et reprenant « de nombreux passages des ordres opérationnels des attaques aéroportées contre la "forteresse Hollande", particulièrement la capture des aérodromes par des coups de main. » Ce manuel fut trouvé « dans une caverne près de La Canée (péninsule Akrotiri) où le général Freyberg avait installé son quartier général » – mais seulement « une fois les combats terminés ». Avant cela, Student ignorait donc totalement que ses ordres opérationnels

de mai 1940 étaient tombés aux mains de l'ennemi, « cette perte n'ayant pas été rapportée ».

Student exagère peut-être la portée de cet accident sur les tactiques anti-parachutistes des Britanniques, car les informations sur ce sujet ne manquaient pas et les tactiques étaient frappées au sceau du simple bon sens. Mais il y a gros à parier qu'il eût modifié ses tactiques s'il avait appris la disparition de ses ordres. « Planifiant l'attaque, début mai, j'envisageai au départ des largages de parachutistes au sud d'Héraklion et de Maleme ou l'intégralité des troupes au sud et sud-ouest de Maleme seulement, avec une attaque au sol classique de l'aérodrome, avec l'appui de l'aviation. Il y avait de grands plateaux adaptés pour des zones de largage, éloignés de l'ennemi. C'est cette méthode que j'aurais favorisée si j'avais eu connaissance du manuel britannique. »

Évoquant l'opération elle-même, Student poursuit :

« En aucun point le succès ne fut complet le 20 mai – dans nos tentatives d'occupation d'un aérodrome. Le meilleur succès fut remporté sur l'aérodrome de Maleme, où le vaillant régiment d'assaut livra bataille à des troupes d'élite néo-zélandaises. La nuit du 20 au 21 mai fut critique pour le commandement allemand. Je dus prendre une décision cruciale. Je décidai d'utiliser la masse des réserves de parachutistes, toujours à ma disposition, pour la capture finale de l'aérodrome de Maleme. Si l'ennemi avait lancé une contre-attaque organisée cette nuit-là où le 21 au matin, il serait sans doute parvenu à disperser les survivants épuisés et meurtris du régiment d'assaut, très affaiblis par le manque de munitions.

« Mais les Néo-Zélandais n'effectuèrent que des contre-attaques isolées. J'appris plus tard qu'après l'assaut aéroporté, les Britanniques s'attendaient à voir débarquer le gros des forces allemandes par la mer, sur la côte entre Maleme et La Canée, et maintinrent leurs troupes sur le secteur côtier. En cette période critique, le commandement britannique ne voulut pas courir le risque d'envoyer des troupes à Maleme. Le 21, les réserves allemandes parvinrent à s'emparer de l'aérodrome et du village de Maleme. Dans la soirée, le 1er bataillon de montagne put être débarqué – il formait les premières troupes aérotransportées – et la bataille pour la Crète fut gagnée. » (Le 27, les forces britanniques étaient en pleine débâcle vers la côte sud de l'île, où les survivants furent rembarqués vers l'Égypte.)

« Nous réussîmes la conquête de l'île, mais au prix de sérieuses pertes : 4 000 morts et disparus, plus les blessés. Nous avions descendu dans l'île

22 000 hommes – dont 14 000 parachutistes et le reste formé par la division de montagne. Les mauvais atterrissages furent la cause de presque toutes les pertes. Il n'existe que très peu de terrains propices en Crète, et le vent soufflait en direction de la mer. Craignant de jeter les troupes à l'eau, les pilotes les lâchèrent trop loin à l'intérieur des terres, parfois jusque dans les lignes britanniques. Les gaines d'armes tombaient souvent loin des hommes, ce qui fut une autre cause de nos nombreuses pertes[35]. Les quelques chars britanniques qui se trouvaient là nous donnèrent du fil à retordre au début ; heureusement, ils n'étaient guère plus de deux douzaines. L'infanterie, composée surtout de Néo-Zélandais, bien que prise au dépourvu, se défendit courageusement.

« Le Führer fut très troublé par les lourdes pertes des unités de parachutistes et en déduisit qu'elles ne produisaient plus le même effet de surprise. Par la suite, il me dit souvent : "L'ère des parachutistes est révolue."

« Il ne voulait pas accorder de crédit aux rapports annonçant le développement des troupes aéroportées dans les armées britannique et américaine. L'exécution des raids de Saint-Nazaire et de Dieppe, menés sans leur concours, le confirma dans son opinion. Il me dit : "Vous voyez bien ! Ils ne s'en servent pas. J'avais raison." Il ne devait changer d'avis qu'après la conquête de la Sicile par les Alliés, en 1943. Convaincu par la manière dont les Alliés avaient utilisé les troupes aéroportées, il ordonna le développement de cette arme chez nous. Trop tard ! Car vous aviez alors la supériorité dans les airs, ce qui rendait aléatoire la mise en action des troupes aéroportées. »

Revenant aux événements de 1941, Student me dit : « Lorsque je réussis à faire accepter à Hitler les projets sur la Crète, je suggérai aussi de prendre Chypre de la même façon et, partant de là, le canal de Suez. Hitler ne semblait pas opposé à l'idée, mais il ne voulait pas s'engager définitivement ; il était trop préoccupé par son offensive imminente en Russie. Après le choc des lourdes pertes en Crète, il refusa de tenter un autre effort de ce genre. J'insistai à plusieurs reprises, mais en vain.

« L'année suivante, il se laissa cependant persuader d'adopter un plan relatif à la prise de Malte. Cela se passait en avril 1942. Les Italiens devaient participer à l'attaque. Des troupes allemandes et italiennes aéroportées, lâchées au-dessus de l'île, établiraient une tête de pont, qui serait renforcée par d'importants contingents italiens amenés par mer (6 à

10 divisions). Mes forces comprenaient notre unique division de parachutistes, trois régiments non encore endivisionnés et une division de parachutistes italiens.

« J'espérais mettre le plan à exécution avant août – il dépendait des conditions atmosphériques – et je passai plusieurs mois à Rome en préparatifs. En juin, je fus convoqué au quartier général de Hitler pour une ultime conférence. Malheureusement, la veille de mon arrivée, Hitler avait reçu le général Crüwell qui, revenant d'Afrique, lui fit un rapport très défavorable sur l'état et le moral des troupes italiennes.

« Hitler s'inquiéta aussitôt. Il se dit que, si la flotte britannique se montrait, tous les bateaux italiens fileraient vers leur port d'attache et abandonneraient les Allemands. Il décida de renoncer à Malte. »

Cette décision fut d'autant plus significative que Rommel venait de remporter une brillante victoire sur les Anglais en Afrique du Nord : il avait pris Tobrouk et délogé la VIII^{e} armée britannique de Gazala. Exploitant le désordre des Britanniques, Rommel les poursuivit dans leur débandade à travers les déserts de l'ouest. Il arriva en vue de la vallée du Nil avant d'être arrêté, au début de juillet, sur la ligne d'El Alamein.

Ce fut le moment le plus critique pour les Anglais au Proche-Orient. La situation était rendue encore plus grave par la défaite des armées russes du Sud, incapables de s'opposer à la ruée allemande vers le Caucase.

À El Alamein, Rommel pesait sur la porte d'entrée du Moyen-Orient ; dans le Caucase, Kleist en menaçait la porte arrière.

Thoma déclara cependant que cette menace était fortuite plutôt que préméditée. « Le grand mouvement en tenaille que votre peuple imaginait dirigé contre le Moyen-Orient ne représenta jamais un plan défini. Il fut vaguement discuté dans l'entourage de Hitler, mais notre État-Major général ne l'approuva jamais, ne le croyant pas réalisable. »

Même la menace contre l'Égypte dut son développement en partie au hasard : nous ne comptions nullement sur la défaite de la VIII^{e} armée dans la bataille Gazala-Tobrouk. Rommel ne possédait en aucune façon des forces suffisantes pour tenter la conquête de l'Égypte. Excité par sa victoire, il ne put résister à la tentation de poursuivre l'adversaire en retraite ; ce faisant, il marchait à sa perte.

Je demandai à Thoma si Rommel se faisait vraiment fort d'atteindre le canal de Suez, comme le faisaient croire certaines remarques faites à ses officiers. Thoma répondit : « Je suis sûr que non ! Il l'affirmait uniquement

pour encourager ses troupes, les Italiens en particulier. Il fut bientôt dégrisé, quand les Britanniques le forcèrent à s'arrêter à Alamein. Il savait qu'il ne pourrait les en déloger que par surprise, chose difficile puisqu'il se trouvait en face des défenses d'Alamein. En outre, il n'ignorait pas que les Britanniques recevaient un flot continuel de renforts.

« Rommel comprit qu'en tenant compte de ses forces réduites et de ses difficultés de ravitaillement, il s'était trop avancé. Mais le succès remporté par son avance était à ce point spectaculaire qu'il ne put se retirer ; Hitler ne le lui permit pas. Finalement, il fut obligé de rester sur place jusqu'à ce que les Britanniques aient rassemblé assez de forces pour l'écraser. »

Thoma me déclara tenir presque toutes ces données de Rommel et de ses principaux collaborateurs. Thoma ne quitta la Russie pour l'Afrique qu'au mois de septembre.

« Lorsque je reçus l'ordre de remplacer Rommel, atteint de jaunisse, je refusai par téléphone, disant : "Voyez ce que j'ai écrit il y a deux ans." Mais le Führer m'enjoignant d'obéir, que pouvais-je faire ? J'arrivai en Afrique vers le 20 septembre et passai quelques jours à discuter la situation avec Rommel. Celui-ci partit ensuite se faire soigner à Wiener-Neustadt, près de Vienne. Deux semaines plus tard arrivait le général Stumme, chargé du commandement du théâtre d'opérations en Afrique. Cela signifiait que je n'avais sous mon contrôle que les troupes massées devant El Alamein, ce qui limitait les moyens dont je disposais pour essayer d'améliorer l'organisation générale. Peu de temps après, Stumme mourut d'une attaque d'apoplexie. Tous ces contretemps retardaient nos préparatifs en vue de l'offensive britannique imminente.

« Je fis pour le mieux en vue de consolider notre position, malgré ces difficultés, puisqu'il nous était interdit de nous retirer avant l'offensive britannique. Nous aurions bien été obligés de quitter la position, en dépit des ordres de Hitler, si nous n'avions eu la possibilité de nourrir nos hommes grâce au butin trouvé dans nos magasins de Tobrouk. Il nous aida à tenir. »

À ces mots, je fis remarquer que la perte de Tobrouk, d'apparence désastreuse à l'époque, nous avait, en fait, aidés à gagner la guerre en Afrique du Nord. En effet, si les Allemands avaient quitté El Alamein avant l'attaque de Montgomery, il est probable que leur déroute n'aurait pas été aussi complète. Thoma ne semblait pas avoir considéré ce point de vue.

Ensuite Thoma me communiqua ses impressions personnelles sur la bataille qui commença le 23 octobre 1942. « L'écrasante supériorité de la VIII^e^ armée en armes modernes rendait sa victoire presque certaine avant l'ouverture du combat, me dit-il.

« Je calculai que vous disposiez de 1 200 avions, alors que j'en étais réduit à une douzaine à peine. Rommel revint de Vienne une semaine après le début de l'offensive, trop tard pour modifier nos mesures. Il était très nerveux, encore malade et changeait constamment d'avis. Après son retour, je ne conservai le commandement que d'une partie du front, puis il décida subitement de me rendre le commandement de tout le front, sous sa haute direction. La pression exercée par les Britanniques devenait de plus en plus lourde, épuisante pour nous.

« Lorsqu'il fut évident que nous ne pouvions pas espérer arrêter l'offensive, nous décidâmes d'opérer une retraite jusqu'à une ligne située près de Daba, à 80 kilomètres à l'ouest. Cette mesure aurait pu nous sauver. La première étape devait avoir lieu la nuit du 3 novembre. Elle était déjà commencée lorsque arriva, par radio, un ordre de Hitler interdisant tout recul et insistant pour que nous maintenions nos positions coûte que coûte. Nos troupes devaient donc retourner livrer une bataille sans espoir, qui ne pouvait être que mortelle. »

Thoma me raconta dans quelles circonstances il fut fait prisonnier. Il avait parcouru le champ de bataille dans son char, se précipitant à tous les endroits critiques. Son char, touché plusieurs fois, finit par prendre feu ; il fut projeté à l'extérieur et capturé. « Je trouvai que c'était une digne fin », dit-il, et il me montra les trous de sa casquette, souvenirs de tous les coups durs dont il s'était tiré. Une nuance de regret dans la voix, il me dit n'avoir pu prendre part qu'à vingt-quatre combats de chars durant la guerre – en Pologne, France, Russie et Afrique. « Pendant la guerre civile espagnole, j'avais participé à cent quatre-vingt-douze batailles de chars. »

Bayerlein lui succéda à la tête de l'Afrikakorps et parvint à replier ce qui en restait. Il sema ses poursuivants britanniques et conduisit avec talent la retraite jusqu'en Tripolitaine, sous la direction générale de Rommel.

Thoma fut emmené chez Montgomery et discuta la bataille avec lui, à table. « Au lieu de me poser des questions, Montgomery m'indiqua l'état de nos forces, de leur approvisionnement et leur dispositif. Je fus stupéfait de l'exactitude de ses renseignements, particulièrement en ce qui concernait

nos déficiences et les pertes de notre flotte. Il paraissait en connaître autant sur nos positions que moi-même ! »

Thoma me donna ensuite son avis sur la conduite des opérations par son vainqueur : « Je le trouvais bien prudent, étant donné son immense supériorité, mais – Thoma s'arrêta, puis reprit avec emphase – il est le seul feld-maréchal de cette guerre qui ait gagné toutes ses batailles.

« Dans la guerre moderne de mouvement, conclut-il, l'élément principal n'est pas la tactique. Le facteur décisif est l'organisation des bases et du ravitaillement pour que, l'élan étant donné, il puisse être maintenu. »

Chapitre 15

L'INVASION DE LA RUSSIE

Hitler rata son coup en Russie pour avoir manqué d'audace. Au moment critique, il tergiversa pendant des semaines et perdit ainsi des heures précieuses, impossibles à rattraper. Ensuite il se perdit lui-même et entraîna son pays dans sa chute, parce qu'il refusait de faire la part du feu et de donner l'autorisation de la retraite.

C'est, avec de sérieuses variantes, la réplique de l'histoire de Napoléon. Hitler laissa échapper la chance de prendre Moscou, mais il fut plus près que Napoléon de la victoire décisive ; il conquit, en Russie, de plus vastes territoires et y maintint son armée plus longtemps, pour subir, en fin de compte, un désastre beaucoup plus effrayant.

Hitler prévoyait la destruction du gros de l'Armée rouge avant d'atteindre le Dniepr. À deux doigts du but, il le manqua et se sentit alors totalement désemparé.

Lorsque cet espoir fut déçu, les Russes se montrant plus coriaces que prévu, lui et ses généraux se disputèrent sur la question de la suite des opérations. Brauchitsch et Halder souhaitaient presser l'avance sur Moscou, mais Hitler préféra se concentrer sur les opérations de nettoyage dans le Sud et son avis l'emporta. Après y avoir remporté la brillante victoire d'encerclement de Kiev, il leur laissa poursuivre leur opération. Cette offensive retardée sur Moscou débuta par une nouvelle grande victoire, mais fut bientôt enrayée par la boue automnale et s'effondra totalement sous le poids de la neige hivernale. Elle avait été lancée trop tard.

Toutefois, dans les récits des généraux, je notai encore d'autres raisons qui motivèrent l'échec de Hitler. Parfois, mes interlocuteurs me racontaient les faits sans distinguer par eux-mêmes les déductions à en tirer. Ils étaient trop absorbés par des détails pour avoir une vue d'ensemble.

Voici un des faits les plus frappants : la Russie fut sauvée non par l'application des découvertes modernes, mais au contraire par ce qu'elle avait de plus primitif. Si le régime soviétique l'avait dotée d'un réseau de routes comme on en voit dans les pays occidentaux, il est probable qu'elle eût été envahie rapidement. L'avance des unités motorisées allemandes fut retardée par le mauvais état des routes. Il existe d'ailleurs une réciproque à cette proposition. Les Allemands s'aliénèrent la victoire parce qu'ils avaient compté avancer très rapidement avec des véhicules à roues au lieu de chenilles. Sur ces routes boueuses, tout s'embourbait, sauf les chars.

Des unités de panzers accompagnées de convois sur chenilles auraient pu atteindre les centres vitaux de la Russie bien avant l'automne, en dépit des mauvaises routes. Quiconque savait observer de ses yeux et faire preuve d'imagination pouvait déjà tirer cet enseignement de la Grande Guerre. La Grande-Bretagne fut le berceau des chars, et ceux d'entre nous qui, après 1914-1918, vantaient les procédés de guerre mécanique à grande mobilité, insistaient pour que les unités modernes soient pourvues de véhicules tout terrain. L'armée allemande dépassa notre armée, et toutes les autres, dans sa mise en application des inventions les plus modernes ; mais elle manqua son but en négligeant de développer de tels transports tout terrain. Bref, l'armée allemande, la plus moderne du monde en 1940-1941, échoua dans son entreprise pour n'avoir pas su reconnaître la valeur d'idées vieilles de vingt ans.

Les généraux allemands s'étaient acharnés dès leur jeunesse à perfectionner leur métier sur le plan technique pour y passer maîtres, ne s'occupant guère de politique et encore moins du reste du monde. De tels hommes sont peut-être d'une haute compétence, mais ils manquent d'imagination. Ce ne fut que longtemps après, la guerre étant déjà à sa dernière phase, que les plus hardis parmi les partisans des chars trouvèrent, en Allemagne, pleine liberté d'action. C'était trop tard, heureusement pour les autres pays.

Passons maintenant aux points principaux des témoignages concernant la campagne de Russie.

Le résultat de la campagne des Balkans

Avant d'étudier les résultats de la campagne de Russie elle-même, il faut répondre à la question suivante : ses débuts furent-ils retardés par la campagne de Grèce ?

Les porte-parole du gouvernement britannique ont affirmé que l'envoi des troupes du général Wilson en Grèce se justifiait parfaitement, car, malgré l'évacuation précipitée qui marqua la fin de leur campagne, leur présence eut pour effet de retarder de six semaines l'invasion de la Russie. Le bien-fondé de cette assertion a été contesté et l'entreprise entière traitée de hasardeuse manœuvre politique par des militaires avertis de la situation en Méditerranée, entre autres le général de Guingand qui, au Caire, faisait partie de la commission militaire interalliée de coordination et qui devint ensuite chef d'état-major de Montgomery.

Ils affirmaient, et soutiennent encore à grand renfort d'arguments, qu'on perdit une occasion unique d'exploiter la défaite des Italiens en Cyrénaïque et de prendre Tripoli avant l'arrivée des renforts allemands. Et tout cela pourquoi ? Pour envoyer en Grèce des forces insuffisantes, destinées à la sauver de l'invasion allemande et cela sans la moindre possibilité de réussite[36]. Ils soulignent que les dirigeants grecs, après avoir hésité, se laissèrent persuader par les promesses sournoises de M. Eden, enjolivées par des exagérations sur la valeur de l'aide que pouvait apporter la Grande-Bretagne.

L'historien doit reconnaître que les événements confirment cette opinion. En trois semaines, la Grèce était envahie, les Anglais expulsés des Balkans, et ce qui restait de leurs troupes en Cyrénaïque était pourchassé par Rommel, qui avait réussi à débarquer à Tripoli. Ces revers avaient pour conséquence une atteinte sensible au prestige de la Grande-Bretagne ; ils compromettaient son avenir tout en provoquant le malheur de la Grèce. La participation de la Grande-Bretagne à la campagne de Grèce ne peut être justifiée par le désir de retarder l'offensive allemande contre la Russie, car il est certain qu'elle n'avait pas songé à cette conséquence de sa décision.

Il est intéressant, au point de vue historique, de déterminer si la campagne a eu cet effet indirect et imprévu. La pièce à conviction la plus importante en faveur de l'affirmative réside en ceci : à l'origine, Hitler avait ordonné de terminer le 15 mai les préparatifs pour l'attaque de la Russie ; or, à la fin de mars, la date fut repoussée d'un mois, puis fixée au 22 juin. Le feld-maréchal von Rundstedt me dit que les préparatifs de son groupe d'armées furent contrariés par l'arrivée tardive des divisions blindées de la campagne des Balkans et que ce facteur principal, ajouté aux conditions atmosphériques, fut cause de l'ajournement de l'offensive.

Le feld-maréchal von Kleist, adjoint de Rundstedt à la tête des forces blindées, se montra encore plus net : « Il est vrai, dit-il, que les forces utilisées dans les Balkans ne représentaient qu'une faible partie de notre potentiel, mais elles comprenaient beaucoup de chars. La plupart des chars que je commandais au cours de l'offensive contre le front russe, en Pologne méridionale, avaient pris part à la campagne des Balkans ; les machines avaient besoin d'une remise en état et les équipages de repos. Beaucoup de ces hommes avaient mené leurs chars jusqu'au Péloponnèse, et devaient donc refaire le chemin en sens inverse. »

L'opinion des feld-maréchaux von Rundstedt et von Kleist était évidemment fonction de l'interdépendance de l'offensive sur leur front et du retour de ces divisions blindées. Je constatai que d'autres généraux attachaient moins d'importance à l'effet de la campagne des Balkans. Ils soulignaient que le rôle principal de l'offensive contre la Russie était dévolu au groupe d'armées central de Bock en Pologne septentrionale et que les chances de victoire dépendaient de son avance. Le groupe d'armées de Rundstedt n'ayant qu'un rôle secondaire, une réduction de ses forces n'aurait probablement pas eu d'influence sur l'issue de la campagne puisque, du côté russe, les déplacements des grandes unités étaient difficiles. Si cette diminution de forces avait été effectuée, elle aurait peut-être empêché Hitler de déplacer, au second stade de l'invasion, son axe d'effort vers le sud. Cette dernière décision eut pour résultat inéluctable, nous le verrons plus loin, de faire reculer la possibilité d'atteindre Moscou avant l'hiver. Il s'en fallut de peu que l'offensive ne fût lancée avant l'arrivée des divisions des Balkans. Un argument joua en faveur de l'attente : le sol était probablement trop humide pour permettre une mise en route immédiate. Le général Halder me dit que les conditions atmosphériques ne se montrèrent pas favorables le jour où l'offensive fut décidée.

Comment se serait présentée la situation sans les embarras des Balkans ? Nous ne pouvons pas le savoir, car les déclarations rétrospectives des généraux n'offrent pas de garanties d'exactitude suffisantes. Toujours est-il que, si la date proposée pour l'attaque de la Russie avait été remise à cause des Balkans, il aurait été indispensable d'attendre le retour des divisions qui y combattaient avant d'entreprendre cette nouvelle offensive.

Quoi qu'il en soit, la campagne de Grèce ne fut pas le principal motif du retard. Hitler avait déjà prévu cette campagne en 1941, quand l'invasion de

la Grèce fut inscrite au programme comme prélude à l'offensive contre la Russie. Le coup d'État de Yougoslavie fut la cause réelle de cet ajournement : le 27 mars, le général Simovich et ses complices renversèrent le gouvernement qui venait d'engager leur pays en concluant un pacte avec l'Axe. Hitler fut tellement irrité par cette nouvelle qu'il décida, le jour même, de se lancer contre la Yougoslavie et de l'écraser. Les forces de terre et d'air requises pour cette opération engageaient bien plus Hitler que ne l'aurait fait la seule campagne de Grèce. C'est ainsi qu'il fut amené à prendre la décision inévitable de différer l'attaque contre la Russie.

Ce n'est pas le débarquement britannique qui poussa Hitler à attaquer la Grèce, mais bien la crainte d'un tel débarquement. Par la suite, le succès de ses propres opérations le rassura. Le débarquement britannique n'empêcha même pas le gouvernement de Yougoslavie, alors au pouvoir, de signer un accord avec Hitler, mais cette opération peut avoir encouragé Simovich à entreprendre son coup d'État, couronné de succès, et à défier Hitler… avec moins de succès.

Des informations complémentaires sur ces événements préliminaires me furent fournies par Blumentritt après des enquêtes menées auprès de Halder et de Grieffenberg – ce dernier, ancien chef des opérations de l'OKH, devint chef d'état-major de la XII^{e} armée de List qui mena la campagne des Balkans.

« Se souvenant de l'occupation de Salonique par les Alliés en 1915-1918, Hitler craignait qu'en 1941, les Britanniques débarquent de nouveau à Salonique où sur la côte sud de la Thrace. Cela les aurait placés sur les arrières du groupe d'armées Sud qui s'avançait vers l'est, en direction du sud de la Russie. Hitler pensait que les Britanniques tenteraient de pénétrer en Bulgarie, en Roumanie et en Yougoslavie comme auparavant et rappela comment, à la fin de la Première Guerre mondiale, l'armée alliée des Balkans avait contribué à la victoire.

« Il se résolut donc à un mouvement préventif avant le début des opérations contre la Russie, afin d'occuper la côte sud de la Thrace entre Salonique et Alexandropolis. La XII^{e} armée de List fut désignée pour mener cette opération, à laquelle était adjoint le groupe blindé de Kleist. L'armée se rassembla en Roumanie, devait ensuite passer le Danube pour entrer en Bulgarie et percer la ligne Metaxas – son aile droite poussant sur Salonique et son aile gauche sur Alexandropolis. Une fois la côte atteinte, sa protection devait être abandonnée aux Bulgares – seules quelques troupes

allemandes demeurant sur place. La masse de la XII^e armée, et particulièrement le groupe blindé de Kleist, devait alors rebrousser chemin vers le nord et la Roumanie pour participer à l'offensive dans le secteur sud du front de l'Est. Le plan original ne prévoyait donc pas l'occupation de (la majeure partie de) la Grèce.

« Lorsque ce plan fut présenté au roi Boris de Bulgarie, il fit part de sa défiance à l'égard de la Yougoslavie. Il craignait que celle-ci ne menace la XII^e armée depuis ses frontières. Les représentants allemands assurèrent pourtant le roi Boris qu'en raison du pacte conclu entre l'Allemagne et la Yougoslavie en 1939, ils écartaient tout danger de cet ordre. Ils eurent l'impression que le roi Boris n'était guère convaincu.

« La suite démontra qu'il avait raison. Car tandis que la XII^e armée s'apprêtait, conformément au plan, à opérer à partir de la Bulgarie, un coup d'État provoqua l'abdication du régent, le prince Paul, à Belgrade, de manière aussi soudaine qu'inattendue, juste avant que les mouvements de troupes ne débutent. Il apparut ensuite que certains cercles à Belgrade désapprouvaient la politique pro-allemande du régent Paul et envisageaient de s'allier aux puissances occidentales.

« Les puissances occidentales et l'URSS appuyèrent-elles le déclenchement du coup d'État, nous autres soldats ne pouvons le savoir. Mais il ne fut aucunement voulu par Hitler ! Au contraire, il constitua une surprise très déplaisante et manqua de mettre en péril l'intégralité du plan d'opérations de la XII^e armée en Bulgarie. À titre d'exemple, les divisions de panzers de Kleist durent immédiatement quitter la Bulgarie et remonter au nord-ouest vers Belgrade. Une autre improvisation est l'opération de la II^e armée (Weichs), qui rassembla rapidement des formations déployées en Carinthie et Styrie, marchant vers le sud et la Yougoslavie. L'explosion dans les Balkans entraîna un report du début de la campagne de Russie de mai à juin. À cet égard, le coup d'État de Belgrade influença matériellement le début de l'attaque contre la Russie.

« Mais le climat joua également un rôle important en 1941, qui fut tout à fait accidentel. À l'est de la ligne du Bug et de la San, en Pologne, les opérations terrestres sont limitées jusqu'en mai, la majorité des routes étant des bourbiers, comme le reste du pays. Les nombreuses voies navigables non régulées provoquent également de nombreuses inondations. Plus on avance vers l'est, plus ces désavantages se font sentir, particulièrement dans la région boisée du Pripet et de la Bérézina. Ainsi, même en temps normal,

les mouvements sont rendus difficiles avant la mi-mai. Mais l'année 1941 fut une année exceptionnelle. L'hiver avait duré plus longtemps. À la fin du mois de juin, le Bug, sur le front de nos armées, était sorti de son lit sur des kilomètres. »

Des conditions similaires prévalaient plus au nord. Manstein, qui se trouvait alors en Prusse-Orientale, commandant un corps de panzers de pointe, me dit que des pluies importantes tombèrent fin mai et début juin. Il est évident que, si l'invasion avait été lancée avant, les chances de succès auraient été faibles, et il est fort douteux qu'une opération ayant démarré plus tôt eût été praticable, obstacle des Balkans mis à part. Si le climat avait joué en faveur de l'invasion en 1940, le climat de 1941 joua à l'inverse contre l'invasion de la Russie.

La tentation russe

Dans l'étape suivante de mon enquête, je recueillis les témoignages des généraux sur cette question : pourquoi Hitler envahit-il la Russie ? Leurs réponses ne m'apportent pas beaucoup de lumière.

Ce dessein, caressé par Hitler depuis juillet 1940, prit forme avant le terme de cette même année. Or il est remarquable de constater que les généraux ignoraient presque tous les raisons d'un projet qui avait décidé de leur sort et qu'ils n'apprirent pas sans anxiété. On ne leur en fit part que fort tard et sans leur donner aucun détail. Hitler se montrait habile à maintenir entre ses chefs des cloisons étanches et ne confiait à chacun d'eux que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de sa tâche dans les limites de sa spécialité. Il en usait presque à l'instar de prisonniers travaillant à la pièce dans une rangée de cellules.

Ils s'accordaient tous à affirmer que Rundstedt s'était montré l'adversaire le plus acharné de l'offensive et le premier à exhorter Hitler à l'abandonner ; j'étais donc curieux de connaître son avis sur la question. Il me dit : « Hitler insistait pour que nous attaquions la Russie avant qu'elle devienne trop forte et avant qu'elle attaque la première (ce qui était imminent). Il nous apporta des renseignements complets, prouvant que la Russie se préparait à lancer une offensive contre nous ce même été de 1941. Pour ma part, je doutai de ces prétendus préparatifs – et je n'en trouvai pas trace lorsque nous passâmes la frontière. Ceux d'entre nous qui avaient pu craindre cette menace russe furent rassurés de ne rien voir venir pendant que nous étions occupés à l'Ouest en 1940. Pour nous prémunir contre le

danger, je pensais que le mieux était de renforcer nos défenses sur la frontière et de laisser les Russes prendre l'initiative de l'offensive s'ils en décidaient ainsi. Par ce très bon moyen, nous mettions leurs intentions à l'épreuve et nous courions moins de risques. »

J'insistai sur les raisons qui lui avaient fait douter des renseignements de Hitler sur l'imminence d'une offensive russe. Il répondit : « D'abord, les Russes furent surpris par notre attaque. Ensuite, dans la zone proche de la frontière où je me trouvais, je n'aperçus aucun préparatif d'offensive ; c'est à peine si je commençai à en trouver quelques-uns plus loin, à l'intérieur du pays. Les Russes avaient 25 divisions dans le secteur des Carpates, face à la frontière hongroise. Je pensais qu'ils allaient les jeter contre mon flanc droit au cours de mon avance. Au lieu de cela, ils les retirèrent. J'en déduisis qu'ils n'étaient pas prêts et que jamais le haut commandement russe n'avait eu, à cette époque, l'intention de lancer une offensive contre l'Allemagne. »

Je questionnai ensuite le général Blumentritt, alors chef d'état-major de la IV^{e} armée de Kluge dans le secteur où eut lieu l'attaque principale, et qui, à la fin de l'année, fut nommé sous-chef d'État-Major général à l'OKH. Là, il se trouvait bien placé pour être documenté sur les opérations et pour pouvoir les analyser.

Blumentritt me dit que le commandant en chef Brauchitsch et le chef de l'État-Major général Halder, aussi bien que Rundstedt, étaient opposés à l'offensive contre la Russie. « Tous trois, forts de leurs expériences de 1914-1918, concevaient les difficultés présentées par la nature du pays, surtout en ce qui concernait les déplacements, l'arrivée des renforts et du ravitaillement. Le feld-maréchal von Rundstedt demanda à Hitler de but en blanc : "Avez-vous bien réfléchi à ce que vous entreprenez en attaquant la Russie ?" »

Hitler restait inébranlable. Mais il fut amené à déclarer que le sort de la campagne de Russie devait se décider à l'ouest du Dniepr. Il reconnut immédiatement la difficulté de transporter et de maintenir une quantité suffisante de renforts au-delà de cette ligne.

Les forces panzers déployées sur l'axe principal d'attaque avaient reçu pour ordre de foncer sur Smolensk et la Desna, au-delà du Dniepr, avec l'idée de provoquer le chaos et de couper les communications, tandis que les masses plus lentes des armées russes contournées seraient alors encerclées par l'infanterie allemande.

Lorsqu'il s'aperçut que les armées russes n'avaient pas été définitivement écrasées à l'ouest du Dniepr, il céda à la tentation de répéter l'ordre de Napoléon : « Continuez l'offensive et avancez. » Ce fut la décision la plus néfaste de toute la campagne, rendue encore plus tragique par l'incertitude de Hitler sur le choix de la meilleure direction à prendre.

D'autres aperçus me furent donnés par le général von Kleist. Ce dernier me confia que Hitler ne l'avait informé de son projet d'invasion de la Russie que très peu de temps avant de le mettre à exécution.

« Il en était de même pour les autres membres du haut commandement. On nous dit que les Russes allaient déclencher l'offensive et qu'il fallait prendre les devants ; que le Führer ne pouvait mener à bien ses autres projets tant que cette menace pèserait sur nous, car une partie trop importante de notre armée serait immobilisée à l'Est pour monter la garde ; et, en conclusion, que l'offensive était la seule façon de supprimer le risque d'une attaque russe.

« Je crois que Jodl était opposé au projet de Hitler, aussi bien que Brauchitsch et Halder. Keitel avait aussi des doutes, mais il hésitait à en faire part à Hitler.

« Nous ne mésestimions pas l'Armée rouge, comme on se l'imaginait trop souvent. Le dernier attaché militaire allemand à Moscou, le général Köstring, un homme fort averti, nous avait fourni des informations exactes au sujet de l'Armée russe. Hitler refusait de les admettre.

« L'espoir d'une victoire se fondait surtout sur l'idée que l'invasion provoquerait un soulèvement politique en Russie. Nous autres, généraux, nous étions presque unanimes à savoir d'avance que, si les Russes se retiraient, nous avions peu de chances de vaincre sans l'aide d'une révolution. On comptait trop que le peuple renverserait Staline après de lourds revers. Cet espoir fut entretenu par les conseillers politiques du Führer et, en tant que soldats, nous ne possédions pas de données politiques suffisantes pour le dénoncer.

« On croyait si bien à un résultat décisif qu'on ne prépara en rien une guerre de longue durée. Tout était fondé sur l'idée d'un résultat décisif avant l'automne. » Dès l'arrivée de l'hiver, les Allemands payèrent terriblement cher leur optimisme.

Les motivations de Hitler à faire campagne à l'Est me furent plus tard exposées de manière plus éclairantes par Warlimont qui, travaillant à l'OKW, se trouvait plus directement en contact avec le courant de pensée de

Hitler lors des mois qui précédèrent sa prise de décision d'envahir la Russie.

« La réponse à la question de savoir pourquoi Hitler décida d'envahir la Russie est, à mon avis, qu'il se trouva dans la même situation que Napoléon. Les deux hommes considéraient l'Angleterre comme leur adversaire le plus dangereux et le plus puissant. Tous deux ne parvenaient pas à se résoudre à renverser l'Angleterre en envahissant les îles Britanniques. Tous deux pensaient par contre que la Grande-Bretagne pourrait être contrainte à négocier avec la puissance continentale dominante, si l'espoir s'évanouissait, pour les Britanniques, de disposer d'un bras armé en Europe. Tous deux suspectaient la Russie de pouvoir jouer ce rôle d'allié. Tous deux considéraient qu'un prolongement de la guerre ne pouvait que voir ce danger se renforcer ou étaient convaincus que la puissance centrale européenne ne pouvait laisser les puissances périphériques (la Grande-Bretagne et la Russie) attendre le moment favorable pour se partager le cœur du continent. C'est pourquoi ces deux hommes, Hitler comme Napoléon, étaient d'avis qu'ils devaient frapper les premiers – se trouvant, consciemment ou non, dans une position de défense stratégique.

« Ces considérations s'appuyaient également, pour le compte de Hitler, sur une grossière sous-estimation de la puissance et du potentiel militaires des Russes – laquelle régnait également dans l'entourage de Hitler. J'en suis arrivé à cette conclusion en me fondant sur une déclaration, émanant probablement de Hitler lui-même, qui fut relayée par Keitel et Jodl tandis qu'ils négociaient avec les Italiens et les Finlandais avant l'invasion de la Russie et dont le texte était le suivant : "La guerre est déjà gagnée ; elle n'a plus qu'à être terminée." »

Warlimont ajouta que Jodl faisait des remarques similaires dans son entourage. « Les renseignements sur la puissance militaire de la Russie étaient extrêmement mauvais », ajouta Warlimont, en mentionnant que les estimations présentées lors des conférences et à partir desquelles les plans avaient été préparés par l'État-Major général – et pas par Keitel et Jodl. « Seul l'OKH, par son travail d'état-major, était en mesure d'évaluer les rapports des services de renseignement et n'aurait jamais autorisé Keitel à promulguer de tels résultats. »

On pourra observer dans le récit de Warlimont que la tendance à sous-estimer la puissance des Russes n'était pas limitée à Hitler ni même à son

seul entourage – contrairement à ce que Kleist a déclaré (Kleist lui-même, ainsi que cela m'est apparu, eut toujours tendance à tenir l'Armée rouge en plus haute estime que ses collègues.) L'État-Major général n'avait certainement pas sous-estimé les difficultés d'une campagne en Russie, mais avait très certainement sous-estimé le nombre des divisions russes disponibles pour faire face aux Allemands. Cela apparaît clairement dans des documents. Une entrée du journal de Halder, deux mois après le début de l'opération, est à ce titre significative : « Nous avons sous-estimé la Russie ; nous pensions qu'elle disposait de 200 divisions ; nous en avons déjà identifié 360. »

Si les services de renseignement sous-estimèrent les effectifs russes, ce qu'ils rapportèrent contribua à accroître les appréhensions d'une attaque imminente des Russes. La concentration des forces dans l'ouest de la Russie (et en Pologne occupée par les Russes) augmentait de manière constante durant la première moitié de 1941 et, au mois de mai, était du double de celle précédant l'attaque contre la Pologne. La concentration des forces aériennes et l'extension des aérodromes étaient également très marquées. Tout cela alimentait les craintes de Hitler. Lorsqu'il parlait à ses généraux et à d'autres de la probabilité d'une attaque des Russes avant la fin de l'été, il ne fait que peu de doutes qu'il exprimait des craintes réelles et qu'une partie de ses conseillers partageaient. Cela ne veut pas nécessairement dire que ces craintes étaient fondées – les Allemands se sont toujours montrés prompts à ignorer les réactions naturelles que leurs propres mesures engendrent chez les autres peuples, et rien n'était plus vrai de Hitler. À l'inverse, il est compréhensible que chaque rapport indiquant l'augmentation des effectifs russes aux frontières, Hitler ait craint que le temps ne lui soit compté.

Il est un autre fait encore plus étonnant : Hitler s'engagea dans cette offensive, sachant pertinemment que ses forces, au début, seraient moins importantes que celles de l'adversaire et que cette disproportion ne pouvait que s'accentuer avec le temps. Ce seul élément faisait de l'offensive un jeu de hasard sans précédent dans l'histoire moderne. Lorsque en février Hitler dévoila son plan aux généraux, les chiffres fournis par Keitel, comparant approximativement les forces des deux partis, les troublèrent. Ces chiffres montraient que l'Armée rouge possédait l'équivalent de 155 divisions disponibles en Russie occidentale, alors que les Allemands ne pouvaient en réunir que 121. (Ils ignoraient que l'évaluation de Keitel était un peu

inférieure à la réalité.) Leurs inquiétudes ne furent pas soulagées par l'affirmation que les forces allemandes étaient « bien supérieures par la qualité ».

L'avantage de l'initiative permit aux Allemands de rassembler des forces légèrement supérieures à celles des Russes dans le secteur situé au nord des marais du Pripet, où l'avance du groupe d'armées Centre, du feldmaréchal von Bock, enjambait la grande route Minsk-Moscou. On lui octroya 2 groupes de panzers (8 divisions blindées et 7 motorisées) pour servir de fer de lance. Le groupe d'armées Nord de Leeb, près de la Baltique, se trouvait à forces égales avec l'adversaire, avec un groupe de panzers (3 divisions blindées et 3 motorisées) et 30 divisions.

Rundstedt, avec le groupe d'armées Sud (5 divisions blindées et 3 divisions motorisées) se trouvait désavantagé par une infériorité sensible, surtout en blindés, élément essentiel. Kleist me dit que son armée de panzers, qui formait le fer de lance de Rundstedt, comprenait seulement 600 chars. « Cela peut vous paraître incroyable, mais c'est tout ce que nous pûmes rassembler après le retour des divisions de Grèce. Le groupe d'armées de Boudienny, nous faisant face dans le Sud, avait quelque 2 400 chars. L'atout de la surprise mis à part, notre succès dépendait uniquement de l'entraînement supérieur et de l'habileté de nos troupes. Ces avantages eurent toute leur valeur jusqu'au jour où les Russes acquirent de l'expérience. »

À la lumière des événements, il devint clair que la foi de Hitler en la supériorité de la qualité technique sur le nombre se trouvait plus justifiée qu'il n'apparut dans l'issue finale de la guerre. Les résultats observés sur les champs de bataille confirmèrent longtemps sa croyance : la qualité dominait la quantité. Son coup d'audace, dangereux pour nous, fut bien près de réussir.

Les probabilités de réussite eussent été plus grandes encore si les objectifs avaient été clairement définis avant le début de l'opération. Les divergences de vues côté allemand aidèrent grandement la résistance russe à provoquer l'échec de l'invasion.

Chapitre 16

COMMENT L'INVASION ÉCHOUA DEVANT MOSCOU

Le « brouillard de la guerre » est une expression qui désigne généralement le caractère incertain des conflits – et des intentions de l'ennemi. Mais, en 1941, une couche plus épaisse encore de brouillard influa de manière vitale sur le cours des événements. Car au sommet du commandement de l'armée d'invasion régnait une sorte d'hébétude relative aux objectifs à poursuivre. Hitler et le haut commandement de l'armée avaient des idées différentes dès le début de la planification, qu'ils ne parvinrent jamais à réconcilier.

Hitler souhaitait avant tout s'emparer de Leningrad, afin d'assurer son flanc sur la Baltique et de donner la main aux Finlandais, et tendait à minimiser l'importance de Moscou. Mais, avec un sens réel des intérêts économiques, il souhaitait également mettre la main sur les riches plaines agricoles d'Ukraine et sur les zones industrielles du Dniepr inférieur. Ces deux objectifs étaient très éloignés et impliquaient la mise en place de deux lignes d'opérations distinctes. Cela différait considérablement de la flexibilité inhérente à une opération menée sur un axe central et unique, menaçant des objectifs différents.

Brauchitsch et Halder souhaitaient se concentrer sur l'axe de Moscou, non pour s'emparer de la capitale, mais parce qu'ils considéraient que cet axe offrait les meilleures occasions d'anéantir la masse des troupes russes qu'ils « pensaient trouver sur la route de Moscou. » Aux yeux de Hitler, cette option risquait de provoquer une retraite générale et massive des Russes vers l'est, hors de portée des Allemands. Si Brauchitsch et Halder partageaient avec lui le souci d'éviter ce risque, et si Hitler souhaitait comme eux anéantir les forces de l'ennemi par un Kesselschlacht (bataille

d'encerclement), ils décidèrent de remettre la discussion sur les objectifs finaux à l'accomplissement de la première phase de l'invasion.

Brauchitsch, par sa tendance à « éviter les ennuis » dans ses discussions avec Hitler, finissait toujours par aboutir à des ennuis plus grands encore. Dans le cas précis, en repoussant cette question, il dut faire face aux ennuis au milieu de la campagne. Il est par ailleurs évident qu'au vu de la directive originale de Barbarossa, approuvée par Hitler le 18 décembre 1940, ses idées étaient claires et que Brauchitsch les avait acceptées. Dans cette directive, les objectifs étaient ainsi définis :

« Dans la zone d'opérations, divisée par les marais du Pripet en un secteur nord et un secteur sud, l'effort principal sera mené au nord. Deux groupes d'armées y seront déployés. Le plus septentrional de ces deux groupes – celui du centre du front dans son ensemble – aura pour mission d'annihiler les forces de l'ennemi en Biélorussie en débouchant de la région de Varsovie, avec un fort contingent de troupes blindées et motorisées. Ainsi seront établies les conditions nécessaires pour que des unités puissantes composées de troupes mobiles puissent se retourner vers le Nord, et, en collaboration avec le groupe d'armées Nord, venu de Prusse-Orientale et opérant en direction générale de Leningrad, anéantir les forces ennemies engagées dans les Pays baltes. Ce n'est qu'après avoir rempli cette mission essentielle, nécessairement suivie de l'occupation de Leningrad et de Kronstadt, qu'on entreprendra l'offensive dont le but sera d'occuper le centre important de communications et de production d'armement que constitue Moscou.

« Seul le cas d'un effondrement extraordinaire et rapide de la résistance russe pourrait justifier la poursuite simultanée de ces deux buts.

« Le groupe d'armées engagé au sud des marais du Pripet portera son effort principal dans le secteur de Lüblin, en direction générale de Kiev, pour surgir sur les flancs et dans le dos des forces russes avec de puissantes unités blindés et les écraser dans la région du Dniepr. »

Une nouvelle fois, lors de la conférence du 3 février, où Halder exposa le plan de l'OKH en détail, Hitler clôtura les débats en insistant : « Lors de son exécution, il conviendra de garder à l'esprit que l'objectif principal est la possession des États baltes et de Leningrad. »

L'échec de l'invasion

J'en vins ensuite à étudier la faillite de l'invasion. Kleist, interrogé à ce sujet, répondit : « Un hiver prématuré fut la cause de notre échec et aussi la dérobade continuelle des Russes qui refusaient la bataille. »

Rundstedt, d'accord avec Kleist, ajouta cependant :

« Bien avant l'hiver, les chances diminuaient dans la proportion où se multipliaient les retards dus à la boue et à l'état déplorable des routes. Dix minutes de pluie suffisaient à changer en boue la terre noire de l'Ukraine, immobilisant toute circulation tant que le sol n'était pas sec. Dans une course avec le temps, cet inconvénient était sérieux. À cela s'ajoutait le manque de voies ferrées en Russie, qui rendait difficile le transport du ravitaillement destiné à nos troupes en marche. D'autres difficultés provenaient des renforts continuels puisés dans l'arrière-pays par les Russes se retirant. Il nous semblait que nous n'avions pas plus tôt écrasé une armée qu'une autre, composée de troupes fraîches, nous barrait le chemin. »

Blumentritt confirma ces déclarations, tout en faisant une réserve sur la tactique de retraite des Russes. Sur la route de Moscou, où se jouait la partie principale, ils tinrent leurs positions fréquemment jusqu'au moment d'être encerclés. Toutefois, il arrivait souvent aux assaillants, eux-mêmes immobilisés, de ne pouvoir profiter de l'occasion.

« Le mauvais état des routes constituait le plus grand obstacle ; ensuite venait l'insuffisance des voies ferrées, toujours défectueuses, même après nos réparations. Notre Service de renseignement était coupable d'avoir sous-estimé les conséquences de ces deux facteurs. De plus, l'amélioration du trafic ferroviaire était retardée par la nécessité de remédier à la différence d'écartement des rails. Le problème du ravitaillement, compliqué par les conditions locales, présentait d'extrêmes difficultés. » Blumentritt pensait que Moscou aurait pu être pris en appliquant, bien qu'il ne fût pas classique, le plan de Guderian, ou si Hitler, par son indécision, n'avait pas gâché des heures précieuses.

Kleist mit un autre élément en relief : les Allemands ne disposaient plus de la même supériorité aérienne qu'en 1940, dans leur offensive à l'Ouest. Après avoir fait subir des pertes sévères à l'aviation russe, les Allemands obtinrent la supériorité numérique, mais sans avantage réel, car, à mesure qu'ils progressaient, le territoire à protéger devenait de plus en plus étendu. Kleist me dit à ce propos : « Plusieurs fois, au cours de notre avance, mes panzers furent gênés par le manque de protection aérienne, les terrains d'où

partaient les chasseurs étant trop éloignés. En outre, notre maîtrise de l'air des premiers mois fut localisée en certains points seulement : elle n'était pas générale. Nous la devions plus à l'adresse consommée de nos aviateurs qu'à la supériorité du nombre. » Cet avantage cessa d'exister quand les Russes eurent acquis plus d'expérience ; de plus, leur nombre leur permettait de se relayer.

En dehors de ces causes fondamentales, de l'avis de Rundstedt, il y eut dans les dispositions prises à l'origine par les Allemands une erreur dont l'effet ne se fit sentir que plus tard, après les premières victoires. Le plan du Commandement suprême laissait un large espace entre le flanc droit de Rundstedt et le flanc gauche de Bock, face à l'extrémité occidentale des marais du Pripet ; en effet, le Commandement suprême pensait que la nature du sol lui permettait de négliger sans crainte ce secteur. L'effort maximum devait être exécuté en deux poussées rapides au nord et au sud de la limite des marais. Au moment où le plan s'élaborait, Rundstedt désapprouva cette mesure. « Fort de ma propre expérience sur le front de l'Est en 1914-1918, je me doutais que la cavalerie russe pourrait opérer dans les marais du Pripet et me sentais donc anxieux en envisageant l'espace vide de notre front, qui permettrait aux Russes, s'ils l'utilisaient, de menacer notre flanc. » Au début de l'offensive, les craintes de Rundstedt parurent sans objet. Quand la VI^{e} armée de Reichenau eut forcé le passage du Bug, au sud des marais, les blindés de Kleist franchirent la rivière et foncèrent en avant, en prenant Luck et Rovno. Mais, après avoir traversé l'ancienne frontière russe, en route pour Kiev, les envahisseurs furent violemment contre-attaqués sur leur flanc par la cavalerie russe surgie soudain des marais du Pripet.

La situation devint grave ; de violents combats permirent d'écarter le danger, mais le retard apporté au déroulement des opérations ne permettait plus d'atteindre le Dniepr à temps.

On peut s'imaginer l'effet que cet à-coup eut sur Rundstedt, mais il n'est pas prouvé que l'incident ait eu une influence notable sur l'allure générale du mouvement. Nul obstacle de ce genre n'entrava l'avance de Bock au nord des marais, au point d'application du centre de gravité de l'offensive.

En cet endroit, sur la route directe de Moscou, où il avait concentré le maximum de ses forces, Hitler espérait provoquer la bataille décisive. Dans cette zone, le cours des événements faisait apparaître, en les amplifiant, les mêmes difficultés matérielles que celles rencontrées sur le front sud par

Rundstedt et Kleist. Il s'y ajoutait un autre facteur plus personnel : un jugement humain erroné.

Une idée très nette du plan de l'offensive me fut donnée par le général Heinrici, qui me montrait les mouvements sur la carte. C'est un homme de petite taille, aux manières précises, à l'allure ecclésiastique ; il parle comme s'il récitait des prières. Il n'a rien de martial et cependant sa compétence militaire est prouvée par son avancement : d'abord commandant de corps d'armée, il devint commandant de groupe d'armées et dirigea la bataille finale de l'Oder pour la défense de Berlin. Les grandes lignes de son exposé s'enrichissaient des détails et révélations de coulisses fournis par le général Blumentritt, chef d'état-major de l'armée de Kluge au cours de l'avance de Brest-Litovsk à Moscou.

L'idée générale du plan consistait à encercler le gros des forces russes par une vaste manœuvre tournante, les corps d'infanterie opérant sur un cercle intérieur et deux groupes importants de chars à l'extérieur.

Ces groupes de panzers étaient commandés par Guderian et Hoth respectivement. Guderian commandait 3 corps de panzers tandis qu'un corps d'infanterie lui était confié pour encercler la forteresse frontalière de Brest-Litovsk, et 2 divisions d'infanterie supplémentaires furent attribuées à ses 2 corps blindés de pointe pour le franchissement du Bug. Les groupes de panzers (Panzergruppe) étaient réellement des armées de panzers – et furent d'ailleurs rebaptisés ainsi au cours de la campagne – mais étaient initialement et de manière intermittente placés dans une position de soutien aux corps d'infanterie. Cette relation mal définie fut cause de problèmes.

Le début de l'invasion prit les troupes russes déployées aux frontières totalement par surprise et le Bug fut franchi sans difficulté. Un certain nombre des chars de Guderian étaient amphibies et capables de traverser sur le lit de la rivière, sous l'eau, alimentés en air au moyen d'une forme de Schnorkel, ce système qui équipa ensuite les sous-marins. Les ouvrages fortifiés russes situés sur l'autre rive étaient pour la plupart dépourvus de défenseurs et, très vite, les divisions de panzers s'enfoncèrent dans les plaines. Au soir de l'attaque, certaines avaient progressé sur près de 80 kilomètres. Elles rencontraient de plus en plus de résistance au fur et à mesure de leur progression, mais furent souvent à même de la contourner.

Le 24 juin, le 47e corps de panzers (Lemelsen) livra une rude bataille à Slonim, contre d'importantes forces russes tentant de briser l'encerclement menaçant la région de Bialystok.

Les tenailles blindées se rencontrèrent à Minsk. L'aile droite de Hoth, partie de Prusse-Orientale, en atteignit les faubourgs nord le 26. Le corps de Lemelsen, qui avait une distance plus importante à parcourir, le rejoignit le 27, ayant couvert 300 kilomètres en cinq jours et demi. La ville tomba aux mains des Allemands le lendemain. Le 24e corps de panzers (Geyr von Schweppenburg) avait quant à lui poursuivi sa course et atteint la Bérézina le même jour, établissant une tête de pont de l'autre côté de cette rivière célèbre. Il poursuivit ensuite jusqu'au Dniepr, pour découvrir que les Russes avaient déployé des réserves pour en assurer la défense.

Loin derrière, les tenailles de l'infanterie s'étaient réunies à Slonim, mais trop tard pour encercler le gros des forces russes qui combattaient dans la poche de Bialystok. Une seconde tentative, visant à les encercler autour de Minsk, connut plus de succès : 300 000 Russes furent encerclés, mais un grand nombre de soldats parvinrent à s'échapper avant que l'encerclement ne soit complet. L'étendue de cette prise provoqua une vague d'optimisme, qui toucha même les généraux qui avaient appréhendé la décision de Hitler d'envahir la Russie. Le 3 juillet, Halder nota : « Il n'est probablement pas exagéré de constater que la campagne de Russie a été remportée en quatorze jours. »

Mais ces opérations provoquèrent de sérieuses divergences de vues sur les méthodes à employer au sein du commandement. Guderian et Hoth avaient progressé depuis Minsk en se conformant à leurs instructions initiales, n'y laissant que les détachements minimes afin d'appuyer le corps de soutien d'infanterie dans sa manœuvre d'encerclement. Kluge souhaitait interrompre l'offensive le temps que cette bataille d'encerclement soit terminée, et utiliser l'intégralité des panzers à cet effet. Mais ils s'étaient déjà remis en marche et ses contrordres malencontreux subirent un « heureux accident » de transmission. Kluge fit alors appel à Bock, qui accéda à son désir de voir les panzers faire machine arrière. Brauchitsch aurait préféré voir les panzers poursuivre leur marche en avant, mais fut dissuadé de contrer Kluge et Bock lorsque Hitler les appuya. Le 3 juillet, les deux groupes de panzers furent ainsi placés sous le contrôle direct de Kluge. La masse de soldats russes encerclés à l'ouest de Minsk capitula le jour même et les panzers purent ainsi regagner leur indépendance.

Guderian décida alors de tenter le passage du Dniepr plutôt que d'attendre une semaine ou deux que la masse de fantassins de la IVe armée ne le rejoigne – et de voir les Russes se renforcer. Il concentra à cet effet ses

troupes sous le couvert de la nuit, en trois points différents et non gardés. Apprenant ses intentions, Kluge vint lui rendre visite et tenta de nouveau de freiner ses ardeurs, mais, constatant que l'attaque était sur le point de débuter, il l'autorisa. Elle réussit brillamment et après avoir passé le Dniepr le 10 juillet, Guderian fonça sur Smolensk, sans se soucier des violentes contre-attaques sur les flancs de sa percée. Sa pointe sud atteignit Smolensk le 16 tandis que sa pointe centre atteignait la Desna et s'emparait d'Elnya le 20. Les progrès de sa pointe droite furent ralentis par les contre-attaques d'importantes forces soviétiques, longeant le Dniepr vers le nord, à partir de Gomel.

Les envahisseurs avaient à présent progressé de plus de 600 kilomètres en territoire russe. Moscou ne se trouvait plus qu'à 300 kilomètres. Pour une telle progression, le rythme avait été particulièrement rapide, bien que la deuxième étape, de Minsk à Smolensk, eût pris près de trois semaines, contre cinq jours pour l'étape précédente.

Avec l'arrivée de Hoth au nord de Smolensk, un nouveau mouvement d'encerclement fut entrepris pour couper les importantes forces russes déployées entre la Desna et le Dniepr et que les groupes de panzers avaient contournées. Le piège se refermait presque, mais la nature du terrain et la boue ralentirent le mouvement et les Russes parvinrent à dégager une grande partie de leurs forces. Malgré cela, 180 000 soldats russes furent capturés dans le secteur de Smolensk.

Au-delà de Minsk, la nature du sol ainsi que le temps devinrent encore plus mauvais. La description de Blumentritt est saisissante : « Le terrain se prêtait affreusement mal aux mouvements de chars : vastes forêts vierges, étendues marécageuses, routes impraticables et ponts trop faibles pour porter les chars. La résistance aussi devenait de plus en plus acharnée. Les Russes commencèrent à miner leur front. Le petit nombre de routes leur facilitait la pose des obstacles pour tenter de nous paralyser.

« La grande route carrossable de la frontière à Moscou, la seule "route" digne de ce nom pour un Occidental, était inachevée. Nous n'étions pas préparés à ce que nous rencontrâmes, car nos cartes ne correspondaient en rien à la réalité. Ces cartes portaient, marquées en rouge, toutes les prétendues routes principales ; il semblait qu'il y en eût beaucoup, mais plusieurs se réduisaient à une simple piste sablonneuse. Les rapports de notre Service de renseignement étaient assez exacts en ce qui concernait la portion du territoire polonais occupée par les Russes, mais ils étaient

nettement défectueux lorsqu'il s'agissait des régions situées au-delà de l'ancienne frontière russe.

« Un tel terrain, déjà peu favorable aux chars, était encore pire pour les convois chargés du transport de l'essence, du ravitaillement, des munitions et de tous les services nécessaires. Ces colonnes se composaient presque exclusivement de véhicules à roues, qui ne pouvaient ni quitter les routes ni les suivre si le sable devenait boue. Une heure ou deux de pluie clouaient sur place les unités de panzers. Quel spectacle extraordinaire que ces files de chars et de camions échelonnés sur plus d'une centaine de kilomètres, complètement immobilisés… attendant qu'avec le soleil le sol redevienne sec ! »

Hoth, qui avançait depuis le secteur d'Orcha-Nevel, fut ralenti par les marais ainsi que par de brusques averses. Guderian effectua une poussée rapide sur Smolensk, mais rencontra des difficultés similaires.

Guderian confirma ce que Blumentritt affirmait à propos de l'inexactitude des cartes allemandes, mentionna également les difficultés causées par les zones marécageuses, mais déclara que le climat était favorable durant les premières semaines de l'offensive. « Ce qui nous retarda surtout à cette époque furent les obstacles résultant des doutes du feld-maréchal von Kluge. Il penchait pour un arrêt des panzers à la première difficulté rencontrée sur les arrières. »

Cette tendance qu'eut Kluge à appuyer sur le frein ne fut pas mentionnée par Blumentritt – sans doute par loyauté envers son ancien supérieur. Mais Blumentritt fut le premier à révéler que, dès le début, il y eut conflit d'idées à propos des méthodes d'opération. En m'en faisant le récit, il déclara que Hitler et la plupart des généraux haut gradés s'accordaient à planifier les batailles d'encerclement selon les principes orthodoxes de stratégie. « Mais Guderian avait une idée différente – s'enfoncer profondément, le plus vite possible, et laisser l'encerclement complet de l'ennemi aux unités d'infanterie qui suivaient la marche. Guderian insistait pour que l'on continue à poursuivre les Russes pour ne pas leur laisser le temps de se regrouper. Il voulait marcher droit sur Moscou et était convaincu qu'il pourrait l'atteindre pourvu que l'on ne perde pas un instant. La résistance russe aurait pu se trouver paralysée par ce coup porté au centre du pouvoir de Staline.

« Le plan de Guderian était très audacieux et comportait de grands risques, dans le maintien des renforts et de l'approvisionnement. Mais il

était peut-être le moindre de deux risques. Car en n'ayant de cesse de faire aller et venir les groupes de panzers pour compléter les encerclements, on perdit beaucoup de temps.

« Après avoir atteint Smolensk, il y eut une paralysie de plusieurs semaines sur la Desna. Cela était dû pour partie à la nécessité de rassembler des renforts et du matériel, mais plus encore à un nouveau conflit au sein du haut commandement allemand sur la course à suivre. Les disputes étaient incessantes. »

Bock désirait pousser sur Moscou. Adoptant les idées de Guderian et de Hoth, il se montrait persuadé qu'une nouvelle pénétration en profondeur des fers de lance blindés permettrait d'atteindre Moscou. Mais Hitler considérait que l'heure était venue de s'atteler à son plan original, faisant de la prise de Leningrad et de l'Ukraine les objectifs principaux. En les considérant plus importants que Moscou, il ne songeait pas seulement à leur valeur économique et politique comme bon nombre des officiers critiquant sa décision le pensaient. Il semble qu'il ait songé à une sorte de redite de la bataille de Cannes aux dimensions titanesques, la menace qu'il faisait déjà peser sur Moscou attirant les réserves russes sur ce secteur, facilitant ainsi la tâche des deux ailes allemandes pour atteindre leurs objectifs, Leningrad et l'Ukraine[37]. De ces deux positions de flanc, il aurait alors pu converger sur Moscou, qui serait tombé comme un fruit mûr entre ses mains. Ce plan était aussi subtil que gigantesque. Il échoua en raison du facteur temps – les Russes s'avérant plus coriaces et le climat moins clément que prévu, tandis que Hitler n'était pas prêt à remettre son achèvement à l'année suivante. Il est également évident que les chances de succès ne furent en rien améliorées par les divergences de vue au sein de l'état-major.

Le 19 juillet, une nouvelle directive de Hitler fixa les objectifs de la phase devant débuter dès le nettoyage entre le Dniepr et la Desna terminé. Une partie des troupes mobiles de Bock devait faire mouvement vers le sud pour aider Rundstedt à écraser les armées russes lui faisant face, tandis que l'autre partie devait pivoter vers le nord afin de soutenir l'attaque de Leeb sur Leningrad en coupant les communications entre cette ville et Moscou. Il ne restait plus à Bock que son infanterie pour poursuivre du mieux qu'il le pouvait son mouvement sur Moscou.

Une fois encore Brauchitsch temporisa, au lieu de pousser immédiatement à l'adoption d'un nouveau plan. Il soutint qu'avant que toute opération ne reprenne, les forces blindées devaient faire halte pour

réviser leurs machines et obtenir des renforts. Hitler acceptait la nécessité d'une telle pause. Mais la résistance des Russes et leurs contre-attaques retardèrent le nettoyage de la région à l'ouest de la Desna et ce n'est que début août que les forces panzers purent enfin se reposer. Lors d'une réunion, le 4, Bock insista pour que l'on pousse sans délai vers Moscou et Guderian fit savoir qu'il serait prêt le 15 du même mois. Hitler insista sur le fait que Leningrad demeurait son objectif premier, mais déclara qu'une fois cet objectif atteint, il trancherait en faveur de Moscou ou de l'Ukraine, cette dernière option ayant sa faveur, car elle lui ouvrirait la voie vers la Crimée et ses aérodromes, qu'il considérait comme une source potentielle de danger pour les champs pétrolifères roumains.

Pivot vers le sud – l'encerclement de Kiev

Les discussions se poursuivirent sur ce sujet durant les deux semaines suivantes, à un niveau plus élevé. Brauchitsch tenta de pousser Hitler à trancher en faveur de l'offensive vers Moscou, mais de manière trop timide pour faire impression. Le 18 août, ce plan fut mis en avant de manière plus vigoureuse dans un mémorandum établi par Halder, mais le 21 une nouvelle directive y mit un terme. Cette directive répétait dans les grandes lignes celle du mois précédent, mettant moins l'accent sur la prise de Leningrad et davantage sur l'enveloppement et la destruction des forces ennemies dans la région de Kiev, sur le front de Rundstedt. Cela fait, Bock pourrait reprendre sa marche sur Moscou tandis que Rundstedt poursuivrait vers le sud, afin de priver les Russes des réserves pétrolières du Caucase.

Lorsque cette directive arriva à l'OKH, Halder demanda à Brauchitsch de présenter conjointement sa démission avec lui. Brauchitsch répliqua que cela était inutile, puisque Hitler se contenterait de la refuser.

Durant cette longue période de discussion, plusieurs développements avaient concouru à conforter Hitler dans sa décision. La VI^{e} armée de Reichenau, sur l'aile gauche de Rundstedt, avait été arrêtée devant Kiev et les importantes forces russes abritées derrière l'extrémité orientale des marais du Pripet continuaient de menacer son flanc gauche ainsi que le flanc droit de Bock. Le groupe de panzers de Kleist avait, quant à lui, obtenu de brillants succès par un mouvement oblique. Pivotant au sud-est, il avait poussé dans le corridor entre le Dniestr et le Dniepr, en direction de la mer Noire et de la boucle du Dniepr, afin d'encercler les troupes russes qui combattaient les Roumains. Cette combinaison d'événements permettait

d'envisager, si Kleist pivotait au nord et si une part importante des troupes de Bock virait au sud, un attaque en tenaille qui aurait pour conséquence de faire fléchir la résistance acharnée des Russes autour de Kiev mais également de les encercler – éliminant ainsi le danger que pourrait faire peser une contre-offensive menée du sud du Dniepr sur la poussée sur Moscou. La somme de ces bénéfices potentiels poussa de manière décisive Hitler à se lancer dans l'opération de Kiev, comme préliminaire à l'attaque sur Moscou. Il n'était alors pas le seul à y être favorable.

Un trait significatif de cette décision cruciale fut mentionné par Blumentritt : « Le feld-maréchal von Bock désirait continuer l'avance sur Moscou, mais Kluge, au contraire, appuyait avec énergie le plan d'encerclement des armées russes à Kiev. Suivant son projet, il désirait tourner sa IV^{e} armée vers le sud pour la faire collaborer avec les panzers de Guderian à cette manœuvre en tenaille. Il m'exposa les arguments en faveur de ce plan et ajouta avec chaleur : "Cette décision nous plaçait, en outre, sous les ordres du feld-maréchal von Rundstedt au lieu du feld-maréchal von Bock." Les rapports de Bock avec ses subordonnés étaient peu agréables et Kluge aurait été heureux d'échapper à son entourage. Voilà un exemple de l'influence du facteur personnel sur la stratégie ! »

Il était naturel que Rundstedt apprécie de recevoir du renfort du nord pour résoudre le rude problème auquel il faisait face sur son propre front, et naturel également qu'il se réjouisse par avance d'obtenir une grande victoire par encerclement de l'ennemi – le rêve de tout soldat. Le principal chef d'armée de Bock appuyant cette opération, Hitler pouvait avoir le sentiment de bénéficier d'appuis solides dans sa décision d'aller à l'encontre des recommandations de l'OKH. Libérer l'aile sud et écarter la menace d'une contre-attaque à partir de ce flanc avant de poursuivre vers Moscou ne manquait pas de bon sens. L'immobilité relative des masses russes augmentait par surcroît les avantages d'une stratégie consistant à déplacer les concentrations mobiles allemandes d'un secteur à l'autre afin d'y produire à chaque fois un effet décisif. Mais le temps pour mettre en place une telle stratégie était de plus en plus court, surtout si l'on songe que l'armée allemande n'était pas prête à une campagne hivernale.

Il faut mentionner ici que Kluge ne parvint pas à se défaire de Bock. Car bien que ce dernier et son état-major se fussent retirés du front afin de préparer la tenaille gauche de l'opération contre Kiev, leur participation fut

annulée un peu plus tard. (Guderian ne se plaignit pas de ce changement, qui le privait d'un soutien d'infanterie dans sa percée vers le sud, car comme il me le fit remarquer, « il était encore plus difficile de servir sous les ordres de Kluge que sous ceux de Bock ».) Kluge fut à ce point écœuré qu'il prit un avion et s'accorda une permission en famille, passant ensuite plusieurs semaines à s'occuper de sa propriété lors de la pause des manœuvres sur le front de Moscou.

Tout en insistant sur l'opération de Kiev, Hitler se rendit aux arguments de l'OKH et de Bock sur plusieurs autres questions. Laissant la IVe armée à Bock, il s'abstint d'envoyer plus d'un corps du groupe de panzers de Hoth pour appuyer l'opération contre Leningrad. Il accepta également que le groupe d'armées Centre se prépare à lancer une offensive contre Moscou, soutenu par des groupes de panzers issus d'autres groupes d'armées, cela dès la fin de l'opération contre Kiev. Cette décision prit corps dans la nouvelle directive du 6 septembre. On espérait alors que l'offensive contre Moscou pourrait débuter au milieu du mois de septembre, un calcul logistique défiant pourtant les conclusions logiques retirées des expériences passées.

Le Kesselschlacht de Kiev fut un succès – sans doute le plus grand jamais alors obtenu par les Allemands. Tandis que les armées de Reichenau et Weichs engageaient les armées russes leur faisant face, Guderian frappa vers le sud et leurs arrières, tandis que Kleist remontait au nord depuis la boucle du Dniepr. Les deux groupes de panzers se rencontrèrent à 80 kilomètres à l'est de Kiev, refermant le piège dans le dos des Russes. Cette fois, rares furent ceux qui s'échappèrent et le nombre total de prisonniers dépassa les 600 000. Mais on était déjà fin septembre lorsque la bataille se termine – des mauvaises routes et le climat ayant ralenti la manœuvre d'encerclement, sans l'avoir empêchée.

L'automne était là, avec ses conséquences néfastes au mouvement. L'hiver approchait, porteur de sa menace traditionnelle envers tout envahisseur de la Russie.

Échec à Leningrad

Si l'idée, défendue par Hitler, de donner priorité à la prise de Leningrad était contraire aux vues de Brauchitsch, de Halder ainsi que de Bock, elle avait trouvé quelques soutiens parmi d'autres généraux de premier plan.

Certains d'entre eux considéraient à cette époque que cette idée était la bonne, et le pensent encore.

Discutant de cette campagne avec moi en 1945, Rundstedt me dit : « Les opérations de 1941 en Russie auraient dû, à mon avis, voir leur principal effort mené non contre Moscou en premier lieu, mais contre Leningrad. Nous aurions ainsi pu rejoindre les Finlandais. L'étape suivante aurait dû être une attaque sur Moscou à partir du nord, en coopération avec l'offensive du groupe d'armées du feld-maréchal von Bock menée de l'ouest. »

Au fur et à mesure du développement de la campagne, la possibilité de poursuivre une telle stratégie souffrit tant de l'opposition interne que d'un changement de cap – vers l'Ukraine. Rundstedt contribua d'ailleurs à ce changement de cap par son inquiétude naturelle face à la situation qui était la sienne au sein du groupe d'armées Sud. Étant donné le poids de son avis, la suite des événements dans leur ensemble aurait pu être bien différente s'il s'était vu confier le commandement du groupe d'armées Nord.

La concentration d'efforts vers le sud, autour du Kesselschlacht de Kiev, s'accordait difficilement avec une poussée simultanée vers le nord et Leningrad. La pression de l'OKH et de Bock pour une offensive sans délai vers Moscou rendait plus difficile encore une poussée sur trois axes.

Aussi, lorsque Hitler décida d'entreprendre la manœuvre de Kiev, il fit nécessairement de son objectif premier, Leningrad, un objectif secondaire. Pourtant, toutes chances de capture de la ville furent perdues par les interventions personnelles de Hitler, selon les récits mêmes que me firent plusieurs généraux.

Warlimont dit : « Hitler ordonna malheureusement une nouvelle halte au moment où les avant-gardes du groupe d'armées Nord atteignaient les faubourgs de la ville. Il souhaitait apparemment éviter les pertes en vies humaines et en matériel à attendre de combats dans les rues et sur les places de cette métropole soviétique contre une population offensée, espérant obtenir le même effet en coupant la ville de ses lignes de ravitaillement. »

La vision de Blumentritt était que « Leningrad aurait pu être pris, probablement sans beaucoup de difficulté. Mais après son expérience à Varsovie, en 1939, Hitler était toujours anxieux de s'attaquer à de grandes villes, en raison des pertes qu'il y avait subies. Les chars avaient déjà entamé leur dernière étape lorsque Hitler leur ordonna de s'arrêter – comme il l'avait fait à Dunkerque en 1940. Ainsi, contrairement aux apparences,

aucune attaque réelle ne fut entreprise contre Leningrad en 1941, bien que tout ait été préparé en ce sens, jusqu'à l'emplacement des pièces d'artillerie lourde amenées de France ».

La tentative d'obtenir la chute de la ville par un encerclement et un blocus ne réussit pas. Ses chances de succès furent diminuées par le retrait des troupes mobiles qui prirent part à l'offensive d'automne contre Moscou. Le groupe de panzers de Hoeppner, fer de lance de l'offensive sur le front du Nord, fut envoyé rejoindre la IVe armée de Kluge au centre. Alors qu'en juillet Hitler s'était opposé au désir de l'OKH de se concentrer sur la prise de Moscou, il sacrifia son propre objectif à Leningrad, afin de renforcer l'effort tardif d'atteindre Moscou. Il semble que les Allemands auraient pu faire mieux s'ils s'étaient conformés aux objectifs de l'OKW ou de l'OKH, leurs chances de succès ayant souffert de ce choix de compromis.

L'offensive d'automne

Les résultats décevants de Leningrad furent estompés par l'issue triomphale de l'encerclement de Kiev. Ce grand succès produisit une telle euphorie que la plupart des Allemands considéraient qu'un succès similaire pouvait être obtenu dans le secteur de la Desna, autour de Viasma, et qu'il ouvrirait la route de Moscou. Les partisans acharnés de cette offensive se firent plus acharnés encore, malgré l'avancement de la saison, tandis que ceux qui penchaient pour une autre solution étaient à présent disposés à croire que Moscou tomberait comme un fruit mûr.

Me faisant part de son point de vue après la guerre, Rundstedt me dit : « Nous aurions dû nous arrêter sur le Dniepr après la prise de Kiev. Je formulai énergiquement cette opinion, appuyé par le feld-maréchal von Brauchitsch. Mais Hitler, enthousiasmé par sa victoire de Kiev, voulait continuer l'avance sur Moscou, certain qu'il prendrait la capitale. Le feld-maréchal von Bock l'approuvait, ce qui était bien naturel, étant donné sa position face à Moscou. »

Mais les documents d'époque ne font pas apparaître que Brauchitsch partageait cette vision prudente lorsqu'il se trouvait en compagnie de généraux plus ardents. Si ces documents établissent que Rundstedt fut en effet le premier à conseiller une pause, lui-même ne semble pas s'en être fait le fervent avocat avant le début du mois de novembre.

À la lumière de la situation d'alors, il est aisé de comprendre que l'état d'esprit était à la confiance, et la pression générale en faveur d'une

offensive sur Moscou. Mais le répit de deux mois accordé aux Russes sur ce front avait amoindri les chances de succès et les Allemands comptaient à tort sur un automne clément. Contrairement à leurs espérances, cette saison fut particulièrement humide. Comme Blumentritt le remarqua avec tristesse : « Nous nous étions arrêtés en août et septembre – les deux meilleurs mois de l'année. Ce fut fatal. »

La marche en avant, ordonnée par Hitler, reprit le 2 octobre. « Mais, fit remarquer Blumentritt, les chances étaient bien diminuées, car Hitler avait alloué deux mois de sursis aux Russes sur le front de Moscou. Nous avions perdu août et septembre, les meilleurs mois. L'issue fatale était inévitable. »

Cependant, à cette décision s'en ajouta une autre, qui entraîna de nouvelles complications et une dangereuse dispersion des forces. En effet, Hitler ne put résister à la tentation d'exploiter le succès du sud en même temps que la marche sur Moscou.

Déconvenue à la porte du Caucase

Lorsque Hitler décida de poursuivre l'attaque, il chargea Rundstedt d'une tâche nouvelle, pleine d'ambition : nettoyer le rivage de la mer Noire et atteindre le Caucase. Rundstedt me désigna les objectifs sur la carte. En direction de l'est, gagner Voronej sur le Don et suivre le fleuve jusqu'à son embouchure, près de Rostov. Il devait ensuite s'emparer, avec son aile droite, des gisements pétrolifères de Maikop et, avec son aile gauche, de Stalingrad, sur la Volga. Lorsque Rundstedt exposa les difficultés et les risques d'une progression de 650 kilomètres au-delà du Dniepr en laissant son flanc gauche à découvert sur une si grande longueur, Hitler affirma avec optimisme que les Russes étaient incapables d'opposer une résistance sérieuse et que les routes gelées permettraient une marche rapide.

Décrivant les opérations, Rundstedt me dit : « Dès le début, l'exécution du plan fut troublée par la dispersion des forces au nord et au sud. Une partie de mes divisions motorisées me fut retirée pour servir à une opération dirigée au nord-est, par-delà Orel, vers le flanc sud de Moscou. Ce mouvement au résultat fort mince ne justifiait pas de me faire perdre la possibilité de réussir une manœuvre. Je voulais que l'aile droite de Bock se tourne vers le sud-est et attaque sur leurs arrières les armées russes qui me faisaient face à Koursk, leur coupant ainsi la retraite. Il me semble que ce fut une grosse erreur de déplacer l'axe de l'offensive vers le nord-est ; en

effet, Moscou étant le centre d'où irradiaient les voies ferrées, les Russes se trouvaient beaucoup mieux placés pour contre-attaquer dans cette direction.

« Or ma VI^{e} armée, à l'aile gauche, fut bloquée au-delà de Koursk et ne put atteindre son objectif : Voronej sur le Don. Cet échec influença la progression de sa voisine, la XVII^{e} armée, et réduisit, en largeur, le front de l'avance vers le Caucase. La XVII^{e} armée se heurta à une forte résistance le long du Donets et ne put atteindre le point éloigné d'où elle devait protéger le flanc de la 1re armée de panzers de Kleist. En conséquence, le flanc de ce dernier fut mis en péril par de vigoureuses contre-attaques dirigées par les Russes vers le sud de la mer Noire.

« Sur l'autre flanc, la XI^{e} armée de Manstein bouscula les défenses de l'isthme de Perekop et, faisant irruption en Crimée, envahit rapidement une grande partie de la presqu'île, à l'exception de Sébastopol et de la pointe est autour de Kerch. Toutefois, ce mouvement divergent, ordonné par Hitler, réduisit mes forces d'autant. »

Cette course vers le Caucase est encore mieux racontée par Kleist : « Avant d'avoir atteint le Don inférieur, il devint évident que nous n'aurions plus le temps ni l'occasion d'arriver au Caucase. Le gros des forces ennemies étant encerclé à l'ouest du Dniepr, nous avions en apparence la voie libre, mais les Russes amenaient de l'est d'importants renforts par rail et par route. Le mauvais temps s'en mêla et nous fûmes embourbés au moment le plus sérieux, tandis que mes éléments avancés se trouvaient à court d'essence.

« Je limitai mes ambitions à pénétrer dans Rostov et y détruire les ponts sur le Don, mais je ne voulais pas maintenir cette ligne avancée. Au cours d'une reconnaissance, j'avais choisi une bonne position défensive sur les rives du fleuve Mious et pris des mesures pour l'organiser en ligne fortifiée pour l'hiver. Mais la propagande de Goebbels avait fait un tel tapage autour de la conquête de Rostov, portée aux nues pour avoir "ouvert la porte du Caucase", que je ne pus donner suite à mon projet. Je fus obligé de garder mes troupes à Rostov plus longtemps que prévu ; elles subirent le choc de la contre-offensive russe lancée la dernière semaine de novembre. Poursuivies par les Russes, elles parvinrent à les arrêter en atteignant la ligne de la Mious. Elles réussirent à maintenir leur position durant tout l'hiver, à 60 kilomètres à l'ouest de Rostov, bien que l'ennemi ait largement débordé leur flanc à l'intérieur des terres. Ce secteur fut le plus avancé vers l'est de tout le front allemand en Russie. »

Kleist ajouta : « Au cours de ce premier hiver, les armées allemandes coururent un grand danger. Les unités immobilisées par le froid n'avaient pas la possibilité de se porter à la rencontre des Russes et d'arrêter leurs tentatives d'encerclement. »

Le récit de Rundstedt confirma celui de Kleist et mit en lumière les circonstances de sa démission. « Lorsque je voulus rompre le contact et me retirer sur la Mious, le feld-maréchal von Brauchitsch se montra d'accord, mais le Führer envoya un ordre impératif interdisant ce recul. Je répondis par télégramme, protestant de l'absurdité de tenir une telle position ; j'ajoutai : "Si vous n'avez pas confiance dans mon jugement, trouvez quelqu'un d'autre pour commander." La nuit même, le Führer répondit qu'il acceptait ma démission. Le 1er décembre je quittai, pour n'y plus revenir, le front de l'Est. Très peu de temps après, le Führer se rendit en avion dans ce secteur. Après avoir examiné la situation, il changea d'avis et autorisa la retraite. Il est intéressant de noter que la ligne du Mious fut le seul secteur du front à n'être pas ébranlé durant l'hiver 1941-1942. » Par d'autres sources, j'appris deux autres points significatifs. Lorsque Rundstedt proposa de se replier sur le Mious, Brauchitsch soutint cette proposition puis céda à Hitler, qui interdisait un tel mouvement – bien qu'il ait critiqué la célérité avec laquelle Hitler avait accepté la démission de Rundstedt. Reichenau fut nommé en remplacement de Rundstedt et, conformément au souhait de Hitler, il tenta tout d'abord de tenir une position intermédiaire. Ce furent finalement les Russes qui, en perçant cette ligne, firent changer d'avis Hitler. Les faits furent plus têtus que les arguments.

Déconvenue à Moscou

L'offensive dirigée sur Moscou, commencée le 2 octobre, fut engagée par trois armées : la IIe à droite, la Ve au centre, la IXe à gauche, appuyées par les deux groupes de panzers de Hoth et de Hoeppner ; dans le même temps, le groupe de panzers de Guderian, devenu une armée de panzers indépendante, fonçait du sud pour frapper les arrières de la ligne de défense des Russes, derrière la Desna. Cette offensive débuta le 30 septembre en direction du nord-est et d'Orel, Toula et du sud de Moscou.

Blumentritt brossa l'offensive en termes vigoureux : « Dans la première phase, on lutta pour encercler Viasma. L'opération réussit parfaitement : nous capturâmes 600 000 Russes. Ce fut la répétition, en style moderne et sur une plus grande échelle, de la bataille de Cannes. Les panzers prirent

une grande part à la victoire. Les Russes, surpris dans leur engourdissement, ne s'attendaient pas qu'on lance, à pareille date, une attaque contre Moscou. La saison trop avancée ne nous permit pas d'en recueillir les fruits ; en effet, cette opération ne fut pas terminée avant la fin d'octobre.

« Une fois les Russes encerclés, nous continuâmes la course sur Moscou. Malgré le peu d'opposition rencontrée au début, nous ne progressions pas vite, à cause de l'horrible boue et de la fatigue des troupes. Nous nous heurtâmes ensuite à de solides positions défensives sur la rivière Nara, où l'arrivée de renforts russes empêcha notre avance.

« À cette époque, tous les chefs posaient la même question : "Quand nous arrêterons-nous ?" Ils se rappelaient la mésaventure de Napoléon. Plusieurs commencèrent à relire le triste récit de Caulaincourt sur les événements de 1812[38]. Ce livre eut une influence profonde sur nous au moment critique de 1941. Je vois encore Kluge sortant de sa demeure, où tout dormait, pour piétiner dans la neige jusqu'à son bureau. Là, il pointait la carte, le livre de Caulaincourt à la main. Cette situation intolérable se prolongeait de jour en jour. »

Cette question présentait pour moi un intérêt tout particulier, car, en août 1941 – moment où le flot de l'invasion allemande semblait impossible à endiguer –, j'avais écrit un article destiné au numéro d'octobre du Strand, pour souligner les rapports entre la campagne de Napoléon et celle de Hitler. Je me basais sur de longues citations empruntées à Caulaincourt pour en déduire ma conclusion. Je fis remarquer à Blumentritt que nous avions eu la même pensée (bien que les généraux allemands s'y fussent pris un peu tard pour se souvenir de Caulaincourt !). Blumentritt acquiesça avec un sourire contraint.

Il poursuivit son récit : « Les soldats étaient moins déprimés que leurs chefs. Les éclairs de la DCA au-dessus de Moscou, qu'ils pouvaient voir la nuit, excitaient leur imagination : la ville semblait si proche ! Ils espéraient aussi y trouver un abri contre les rigueurs de l'hiver. Mais les chefs savaient qu'ils n'auraient pas la force de couvrir ces derniers 60 kilomètres.

Or, à un niveau plus élevé, quelqu'un avait une vision bien différente. Les documents démontrent que Bock insista plus que Hitler pour une poursuite de l'offensive, affirmant que les deux camps étant exténués, la volonté seule pouvait décider de l'issue. Brauchitsch et Halder étaient de l'avis de Bock. Rundstedt et Leeb souhaitaient mettre un terme à

l'offensive, mais leur avis avait moins d'importance, puisqu'ils n'étaient pas directement concernés par l'offensive contre Moscou. Me parlant des discussions qui se tinrent début novembre, Blumentritt dit : « Une conférence importante se tint à Orcha afin de discuter de la course future des opérations. Tous les chefs d'état-major des groupes d'armées et des armées reçurent ordre de s'y rendre, afin de s'entretenir avec le général Halder. Elle eut lieu dans son train spécial. Le feld-maréchal von Brauchitsch et les commandants n'étaient pas présents eux-mêmes – elle avait pour but de "prendre le pouls" sur la question de savoir s'il fallait se lancer dans une nouvelle grande offensive ou bien faire une pause hivernale.

« Le chef d'état-major du groupe d'armées Sud, Sodenstern, exprima de manière emphatique son refus de toute nouvelle offensive. Le chef d'état-major du groupe d'armées Nord fit de même. Le chef d'état-major du groupe d'armées Centre, Greiffenburg, adopta une ligne plus floue, pointant du doigt les risques sans se prononcer ouvertement contre une offensive. Il se trouvait dans une position difficile. Le feld-maréchal von Bock était un militaire très capable, mais ambitieux, et ses yeux étaient rivés sur Moscou, qui semblait si proche.

« Le général Halder prit alors la parole, exposant le point de vue du Führer et son désir d'attaquer de nouveau. Il déclara que l'on avait des raisons de penser que la résistance russe était sur le point de s'effondrer. Il poursuivit en disant que le plan du Führer était de contourner Moscou et de s'emparer du nœud ferroviaire situé sur ses arrières – l'OKH ayant appris que d'importantes réserves russes, équivalant en effectifs à une nouvelle armée, étaient en route venant de Sibérie.

« Peu après cette conférence, nous reçûmes l'ordre fatal de prendre Moscou. Le plan fut toutefois modifié. Le feld-maréchal von Kluge avait en effet protesté, faisant valoir qu'une pénétration en profondeur à fin de s'emparer de ce nœud ferroviaire était un "rêve" en cette période de l'année.

« Au cours d'une autre conférence, les généraux exprimèrent leurs doutes ; Hitler leur imposa silence et fut approuvé par Bock. Il déclara avoir de bonnes raisons de croire à l'imminence de l'effondrement russe et ordonna une dernière tentative contre Moscou, ajoutant qu'on ferait sauter le Kremlin pour symboliser la chute du bolchevisme.

« Si les chefs de l'armée envisageaient la difficulté de s'emparer de Moscou en cette saison, aucun ne s'attendait à une réaction russe aussi puissante que celle qui se déroula cette hiver-là. »

Les dispositions furent révisées avant le déclenchement de l'offensive. La IVe armée de Kluge formait l'aile sud, avec le 1er corps de panzers ; l'aile nord se composait du groupe de panzers de Hoeppner, avec quelques divisions d'infanterie de la IXe armée. L'ensemble de l'attaque devait être dirigé par Kluge, choix ironique puisqu'il ne croyait pas réalisable l'entreprise qu'on lui confiait.

Blumentritt reprit en ces termes : « Le groupe de panzers de Hoeppner, à gauche, engagea les opérations. Le démarrage fut lent à cause de la boue et des violentes contre-attaques russes. Nous subîmes des pertes importantes ; le temps se tourna également contre nous ; de fortes chutes de neige recouvrirent le sol marécageux. Sur la Moskova gelée, les contre-attaques russes se succédaient de flanc, et Hoeppner dut détacher de ses propres unités des effectifs de plus en plus nombreux pour parer à ces coups. La 2e division de panzers réussit à pénétrer assez loin pour apercevoir le Kremlin, mais elle ne devait jamais le voir de plus près.

« Ces conditions alarmantes obligèrent à envisager la nécessité d'engager la IVe armée dans l'offensive. Chaque nuit, Hoeppner nous téléphonait pour nous presser de prendre cette décision ; chaque nuit, au cours de longues veilles, Kluge et moi, nous discutions de la réponse à lui donner. Kluge décida de sonder lui-même l'opinion des troupes sur le front – ce chef, très énergique et actif, aimait à se trouver dans l'action parmi les soldats. Il partit donc pour les lignes avancées en vue de consulter les jeunes officiers et les gradés. Il les trouva tous persuadés de la possibilité d'atteindre Moscou et impatients d'essayer. Aussi, après cinq ou six jours de discussions et d'investigations, Kluge décida de tenter un effort à l'aide de la IVe armée. Sous l'épaisse couche de neige qui la recouvrait, la croûte de terre glacée atteignait plusieurs centimètres. Ce sol dur favorisait les déplacements de l'artillerie.

« L'attaque fut lancée le 2 décembre. Dès l'après-midi, les comptes rendus qui nous parvenaient précisaient que nous étions tenus en échec par la défense opiniâtre russe dans les forêts autour de Moscou. Les Russes excellaient dans l'art des combats en forêt. La nuit tombait dès 3 heures de l'après-midi, ce qui les avantageait particulièrement.

« Quelques groupes de la 258e division d'infanterie pénétrèrent dans les faubourgs de Moscou. Mais les usines déversèrent des torrents d'ouvriers, qui défendirent leur ville à coups de marteau et d'autres outils.

« Pendant la nuit, les Russes contre-attaquèrent avec fougue les éléments avancés qui avaient pénétré leurs défenses. Le lendemain, nous apprîmes par les comptes rendus que nos commandants de corps ne pensaient plus pouvoir réussir. Kluge et moi passâmes la soirée à discuter la question de savoir si nous décidions de retirer enfin les éléments avancés. Heureusement, les Russes ne les virent pas reculer, de sorte que nous réussîmes à leur faire rompre le contact et à les ramener en assez bon ordre à leur position de départ. Mais ces deux jours de lutte nous avaient causé de lourdes pertes.

« Notre décision fut prise juste à temps pour éviter les pires conséquences de la contre-offensive générale déclenchée par les Russes, dans laquelle le maréchal Joukov jeta 100 divisions. Sous leur pression convergente, notre position devenait chaque jour plus dangereuse. Hitler, enfin persuadé que nous ne pouvions pas les repousser, permit, à regret, un décrochage de courte distance, jusqu'à une position préparée en arrière. Nous avions été très mal renseignés sur l'importance des renforts dont disposaient les Russes. Ils n'avaient que trop bien dissimulé leurs moyens. »

Ainsi se terminèrent, sur le front principal, les tentatives de Hitler pour prendre Moscou. Aucun soldat allemand ne devait jamais plus apercevoir le Kremlin, sinon comme prisonnier.

CHAPITRE 17

DÉBOIRES DANS LE CAUCASE ET À STALINGRAD

Moscou restait insaisissable ; l'hiver s'installait, terrible ; la peur gagnait les troupes allemandes. Le danger d'un effondrement aussi affreux que celui de la Grande Armée de Napoléon grandissait.

À ce moment tragique, l'ordre de Hitler : « Défense de reculer » évita la panique. Cette décision ne procédait peut-être que d'une sotte obstination ; elle revêtit néanmoins l'aspect d'une calme fermeté. En tout cas, elle s'opposait à l'avis des généraux.

En se tirant de ce pas difficile, Hitler ne réussit qu'à mieux préparer sa perte. En premier lieu, il fut conduit à s'enfoncer plus avant en Russie, l'été suivant, en 1942. Après un bon début, il fit fausse route. Il manqua Stalingrad parce qu'il avait les yeux fixés sur le Caucase ; puis il perdit le Caucase dans ses efforts tardifs pour prendre Stalingrad.

Quand l'hiver arriva, il fut tenté de jouer encore la carte « Moscou ». Cette fois, il provoqua un désastre tel qu'il ne devait jamais s'en relever. Alors même, en pratiquant le système de la défense élastique dans les vastes espaces conquis par lui, et utilisés comme amortisseurs, il aurait pu épuiser la Russie dans une guerre d'usure. Mais il s'en tint avec entêtement à son ordre « pas de recul » et hâta ainsi la chute de son pays.

La crise d'hiver

D'après ce que les généraux me dirent, il est évident que les armées allemandes coururent les plus graves dangers après avoir été tenues en échec devant Moscou en décembre 1941. Les généraux pressaient Hitler d'autoriser une retraite importante jusqu'à des positions propres à l'hivernage. Ils exposèrent que l'équipement des hommes était insuffisant

pour leur permettre de supporter les rigueurs d'une campagne d'hiver. Hitler refusa d'écouter et répondit par l'ordre suivant : « L'armée ne doit pas faire un seul pas en arrière. Chaque homme doit combattre là où il se trouve. »

Sa décision semblait conduire au désastre, mais, une fois de plus, les événements lui donnèrent raison. La cause profonde m'en fut révélée par le général von Tippelskirch, un homme maigre, d'un genre professoral, qui combattit sur le front de l'Est, d'abord en qualité de commandant de corps d'armée, puis de commandant d'armée. « La défense du front fut beaucoup plus énergique dans cette guerre qu'en 1914-1918. Les Russes ne réussirent jamais à rompre notre front. Ils nous débordèrent plusieurs fois profondément sur nos flancs, mais ils n'avaient encore ni la technique ni les moyens nécessaires pour exploiter leur avantage. Le but principal était de conserver les villes importantes, nœuds de communications ferroviaires et routières. Selon la méthode indiquée par Hitler lui-même, nous fîmes le "hérisson" autour de ces villes, les entourant d'une ceinture protectrice, et nous réussîmes à les garder. La situation était sauvée ! »

Malgré leur désaccord avec le Führer en cet hiver 1941, les généraux reconnaissent maintenant que sa solution fut la meilleure, compte tenu des circonstances de l'époque. « Ce fut sa grande réussite, dit Tippelskirch. À ce moment critique, les hommes se rappelaient avec appréhension la retraite de Napoléon depuis Moscou. Si eux aussi avaient opéré une retraite, celle-ci aurait pu se transformer en déroute. »

D'autres généraux approuvèrent cette manière de voir. Toutefois Rundstedt observa d'un ton mordant : « Ce fut justement la décision de Hitler de résister sur place qui provoqua le danger. S'il avait permis une retraite opportune, ce danger n'aurait pas existé. »

Le récit que me fit Blumentritt des événements du front de Moscou en décembre vient indirectement confirmer cette dernière remarque. Il met en lumière les périls inutilement provoqués par l'obstination de Hitler à ordonner une défense sans esprit de recul, à laquelle s'ajoutait l'instabilité résultant de sa façon de révoquer les concessions qu'il venait d'accorder.

« À la suite de l'échec définitif devant Moscou, le général von Kluge fit connaître au Commandement suprême qu'il serait sage d'opérer une retraite générale jusqu'à l'Ougra, entre Kalouga et Viasma, sur une ligne déjà en partie préparée. Il y eut de longues délibérations au quartier général du Führer avant que celui-ci se laisse arracher à regret la permission sollicitée.

Pendant ce temps, la contre-offensive russe se développait de façon menaçante, surtout sur les flancs. La retraite commençait à peine que parvint un ordre du Führer ainsi rédigé : “La IVe armée ne bougera pas de ses positions.” « Ce contrordre aggrava notre situation, car le groupe de panzers de Guderian, cruellement mutilé, était placé près de Toula, au-delà de notre aile droite, et il fallait lui faire opérer son décrochage avant que le reste de la IVe armée puisse se retirer. Ce retard provoqua immédiatement de nouvelles complications, car les Russes attaquèrent les forces décimées de Guderian et les bousculèrent rapidement au-delà de la rivière Oka. En même temps, le groupe de panzers de Hoeppner, sur notre gauche, était harcelé par les Russes qui menaçaient de déborder son flanc.

« En conséquence, la IVe armée se trouva isolée dans sa position avancée et en grand danger d’encerclement. Les rivières gelées ne constituaient pas une protection contre l’ennemi. Bientôt la situation devint angoissante : un corps de cavalerie russe déborda notre flanc droit jusqu’à nos arrières. Ce corps était composé de cavalerie montée, d’infanterie transportée en traîneaux, auxquelles s’ajoutaient tous les hommes capables de porter un fusil, ramassés dans les villages reconquis.

« Telle était, au 24 décembre, la sinistre position de la IVe armée – due au refus opposé par Hitler à une demande de retraite faite à temps. Mon chef, Kluge, nous avait quittés le 15 pour remplacer Bock malade, et je reçus le commandement de l’armée. Je passai le jour de Noël avec mon état-major dans une petite cabane – notre quartier général à Malojaroslavets – avec des pistolets-mitrailleurs sur la table et des bruits de fusillade tout autour de nous. Au moment précis où il semblait que rien ne nous sauverait plus de l’encerclement, nous vîmes que les Russes se déplaçaient vers l’ouest au lieu de se détourner vers le nord, contre notre arrière-garde. Ils manquèrent un coup superbe…

« La situation resta des plus précaire, car Hitler remettait de jour en jour sa décision. Il n’autorisa que le 4 janvier une retraite générale jusqu’à l’Ougra.

« Je venais de quitter le front pour prendre mon nouveau poste de chef adjoint de l’État-Major général, et le général Kuebler était venu prendre mon poste. Mais ce dernier se trouva bientôt incapable de faire face à la situation et fut remplacé par le général Heinrici, qui réussit à tenir sur la nouvelle position jusqu’après le printemps, bien qu’il fût profondément débordé sur les deux flancs. »

Blumentritt me décrivit les circonstances dans lesquelles le repli dut s'opérer : « La couche de neige sur les routes était si épaisse qu'elle atteignait le ventre des chevaux. Quand les divisions se retirèrent, les troupes durent déblayer toute la journée la route que devaient emprunter leurs véhicules la nuit suivante. Vous pouvez imaginer leurs épreuves si j'ajoute que la température était de 33 degrés au-dessous de zéro. »

Il est possible que la décision de Hitler ait évité un effondrement sur le front de Moscou, mais elle fut payée un prix terrible. « Nous avions subi des pertes normales jusqu'à l'attaque finale contre Moscou, me dit Blumentritt, mais elles devinrent très sévères cet hiver-là en hommes et en matériel. Beaucoup d'hommes moururent de froid. »

(Des rapports démontrent toutefois que les pertes hebdomadaires étaient de moitié moins importantes que celles subies lors de la première partie de la campagne – mais il est aisé de comprendre qu'une progression victorieuse aient pu les faire paraître légères, tandis que la combinaison d'un échec retentissant et d'un hiver rigoureux ait laissé l'impression de pertes plus sévères. Les pertes totales entre le début de l'invasion et la fin du mois de février s'élevèrent à un peu plus d'un million d'hommes. L'impression de pertes plus importantes fut également renforcée par la fonte des effectifs et les délais dans le remplacement des pertes par de nouvelles recrues.)

Tippelskirch fournit des détails plus précis. Il avait passé l'hiver comme commandant d'une division du 2e corps d'armée dans les monts Valdaï, entre Leningrad et Moscou, et me dit qu'il perdit les deux tiers de ses effectifs. « Avant la fin de l'hiver, les divisions avaient tellement fondu qu'elles comprenaient 5 000 hommes et les compagnies à peine 50. »

Il dévoila aussi une conséquence, d'une portée incalculable, de la politique de « non-recul » de Hitler. « Cet hiver fut la ruine de la Luftwaffe, car on l'avait utilisée pour ravitailler les garnisons des "hérissons" et les positions avancées, isolées par les mouvements des Russes sur nos flancs. Le 2e corps absorbait 200 tonnes par jour, ce qui nécessitait une moyenne de 100 avions de transport par jour. Par suite du mauvais temps fréquent, ce nombre devait être considérablement augmenté pour permettre de profiter des éclaircies passagères ; un jour, il ne fallut pas moins de 350 avions pour ravitailler ce seul corps. Les mauvaises conditions atmosphériques provoquèrent la perte de nombreux avions. Le ravitaillement aérien de tous

les secteurs isolés d'un aussi vaste front engendra un surmenage de la Luftwaffe qui fut catastrophique pour son avenir. »

Je questionnai les généraux sur le déroulement et les effets de l'offensive d'hiver en 1941-1942 en Russie. Ils confirmèrent tous la tension nerveuse provoquée chez les soldats par le harcèlement des Russes qui, sur leurs flancs, menaçaient leur position et leurs communications. Le commentaire de Blumentritt résuma le verdict général : les résultats indirects furent pires que le danger immédiat. « La principale conséquence de l'offensive d'hiver fut de bouleverser les plans allemands pour 1942. Le froid, à lui seul, causait plus de ravages que les attaques des Russes et minait le moral de la troupe ; il provoqua chez nous, durant cet hiver, des pertes presque égales à celles que nous fîmes subir aux Russes. »

Il ajouta que l'allongement du front tenu par les Allemands augmentait la fatigue des troupes. « L'étendue moyenne d'un front divisionnaire était de 30 à 40 kilomètres, réduit à 15 ou 20 kilomètres dans les secteurs difficiles, tel celui situé au voisinage de Moscou. Les conditions de cette maigre ligne de front étaient rendues précaires par le problème de l'approvisionnement. La difficulté de construire des routes et des voies ferrées compliquait l'arrivée et la distribution du ravitaillement. »

Je lui demandai comment il expliquait que des fronts d'une aussi faible profondeur aient pu résister aux attaques alors qu'ils couvraient une surface de beaucoup supérieure à celle que nous considérions en 1914-1918 comme la limite admissible pour une division. Il répondit : « Pendant la Grande Guerre, la largeur des fronts était d'autant plus réduite que la répartition en profondeur des divisions était plus considérable. C'est, en partie, grâce aux armes modernes et au perfectionnement des armes automatiques que nous pûmes tenir sur des fronts beaucoup plus étendus qu'autrefois. Nous y étions aidés par une autre cause également importante : la mobilité des moyens de défensive. Si l'assaillant crevait le front, il suffisait souvent, pour colmater la brèche avant qu'il puisse l'élargir, d'opérer des contre-manœuvres par le mouvement rapide de troupes motorisées. »

Les nombreux désastres évités grâce à cet accroissement sensible des avantages qui peuvent être tirés de la défensive eurent pour effet paradoxal d'encourager Hitler à miser plus follement que jamais sur l'offensive. Le fait de se sortir de situations désespérées exalta la foi de Hitler en lui-même ; il sentait ses jugements confirmés par les événements, en dépit des

opinions contraires émises par ses généraux. Dès lors, il toléra de moins en moins de les laisser exprimer leur avis.

L'incapacité de Brauchitsch à faire face à Hitler avait été encore augmentée par sa santé vacillante – son état ayant sans doute été aggravé par la tension des discussions avec Hitler et par le stress dû aux résultats décevants de la campagne. En novembre, il avait été victime d'une attaque cardiaque, au moment même où des décisions cruciales étaient prises. Quelques jours après la dernière attaque avortée contre Moscou, il demanda à être relevé de son commandement. Une quinzaine de jours s'écoula avant que son départ ne soit officiellement annoncé, le 19 décembre.

Après l'échec final devant Moscou, Hitler se débarrassa donc de Brauchitsch et s'attribua le Commandement suprême de l'armée (OKH), en plus des fonctions qu'il remplissait déjà comme commandant suprême de la Wehrmacht (OKW). Dans l'esprit du public crédule, l'annonce de la mise à l'écart de Brauchitsch fit naturellement naître la pensée que les chefs militaires, par leurs erreurs, étaient responsables de la défaite. Par cette habile mesure, Hitler les chargea du blâme populaire et augmenta sa propre autorité. Blumentritt remarqua avec justesse : « Seuls les amiraux avaient la partie belle dans cette guerre, car Hitler ne connaissait rien aux choses de la mer, alors qu'il croyait être très fort dans l'art de la guerre sur terre. »

Cependant les amiraux avaient, eux aussi, leurs ennuis. Comme les amiraux de Napoléon, ils devaient compter avec un chef trop absorbé par les opérations continentales pour se préoccuper des obstacles dressés par la marine britannique et de ses répercussions sur les événements continentaux. Ils avaient cherché en vain à persuader Hitler de la nécessité vitale d'isoler les bases de cette puissance maritime partout où on pouvait les atteindre par voie de terre, avant d'attaquer d'autres objectifs.

Les généraux, de leur côté, ne parvenaient pas à freiner Hitler, gênés qu'ils étaient par leur optique exclusivement militaire et continentale. Cette étroitesse de vues tendait à neutraliser l'effet de leur prudence. À ce sujet, Kleist fit quelques réflexions significatives : « Pour ma génération, les enseignements de Clausewitz étaient passés de mode, même au temps où j'étais à l'École de guerre et à l'État-Major général. On le citait encore, mais on ne l'étudiait plus attentivement. Ses œuvres, pensait-on, procédaient plus de la philosophie militaire que de l'enseignement pratique. On s'intéressait beaucoup plus aux livres de Schlieffen[39], qui paraissaient plus utiles parce qu'ils étudiaient le problème suivant : comment une armée

de puissance inférieure à celle de ses adversaires coalisés – ce qui était toujours le cas de l'Allemagne – pouvait-elle vaincre ses adversaires sur deux fronts ? Cependant, les réflexions de Clausewitz étaient toujours valables, spécialement sa doctrine : la guerre est une continuation de la politique par des moyens différents. On sous-entendait par là que les facteurs politiques sont plus importants que les facteurs militaires. La faute de l'Allemagne fut de croire qu'un succès militaire pourrait résoudre ses problèmes politiques. À ce point que, sous les nazis, nous avions presque retourné la maxime de Clausewitz et en venions à considérer la paix comme une continuation de la guerre. Clausewitz avait également vu juste en prédisant la difficulté de conquérir la Russie. »

Plans pour 1942

Les projets des opérations à entreprendre au printemps furent discutés pendant tout l'hiver. On commença à les examiner avant la dernière tentative contre Moscou. Voici ce que m'en dit Blumentritt : « Plusieurs généraux déclarèrent qu'il était impossible de reprendre l'offensive en 1942 et qu'il valait mieux s'en tenir aux positions déjà acquises. Halder se montrait pessimiste quant à la poursuite de l'offensive. Brauchitsch, encore plus formel, demandait même que l'armée allemande se retire jusqu'à sa ligne de départ en Pologne. Leeb l'approuvait. D'autres généraux, moins exigeants, ne cachaient pas leur anxiété sur l'issue de la campagne. Après le départ de Rundstedt et de Brauchitsch, Hitler continua à faire pression sur les généraux et les trouva moins hostiles à son projet d'une reprise de l'offensive. »

Blumentritt, nommé en janvier adjoint de Halder à la tête de l'État-Major général, fut mieux placé que personne pour connaître les motifs et les idées cachées sous la décision de Hitler. Il les résuma de la façon suivante.

Hitler espérait d'abord obtenir en 1942 le résultat qui lui avait échappé en 1941. Il ne croyait pas les Russes capables d'accroître leurs forces et refusait d'écouter les rapports à ce sujet. Il se livra une « lutte d'opinions » entre Halder et lui. Le Service de renseignement apprit que les usines soviétiques de l'Oural, et d'ailleurs, sortaient 600 à 700 chars par mois. Quand Halder en informa Hitler, ce dernier, frappant la table du poing, déclara que c'était impossible. Il ne croyait que ce qu'il voulait croire…

Ensuite, il ne savait que faire et écartait, en tout cas, l'éventualité d'un recul. Il sentait qu'il devait prendre une décision et, pour lui, ce ne pouvait

être que l'offensive.

Enfin les dirigeants de l'économie allemande faisaient pression sur Hitler, prônant la reprise de l'offensive comme seul moyen de se procurer le pétrole du Caucase et le blé de l'Ukraine, indispensables à la continuation de la guerre.

Je demandai à Blumentritt si l'État-Major général avait examiné le bien-fondé de ces arguments économiques et s'il était exact, comme on le disait à l'époque, que le gisement de manganèse de Nikopol, dans la boucle du Dniepr, fût indispensable à l'industrie allemande de l'acier. Il dit ne pas pouvoir répondre à cette dernière question, ignorant tout des données économiques. Cette réponse me parut significative de l'ignorance chez les stratèges allemands des éléments nécessaires à l'élaboration de leurs plans. Il ajouta qu'il était difficile de vérifier les affirmations des experts économiques, puisque l'État-Major général n'était pas représenté aux conférences où l'on traitait ces sujets. C'est là une nouvelle preuve des œillères que Hitler mettait à ses généraux.

Hitler prit la malencontreuse décision de s'enfoncer plus avant en Russie, mais il prétendit que ses forces étaient devenues insuffisantes pour tenter, comme l'année précédente, une offensive sur tout le front. Forcé de choisir, et hésitant à insister du côté de Moscou, il opta pour les gisements pétrolifères du Caucase, malgré l'inconvénient qu'il y avait à allonger ses lignes comme un télescope en débordant la masse de l'Armée rouge. Ses armées, une fois parvenues au Caucase, s'exposaient à une contre-attaque en n'importe quel point sur une longueur de presque 1 500 kilomètres. Un seul autre secteur semblait propice aux opérations d'offensive : celui de la Baltique. À l'origine, ce plan de 1942 comprenait le projet de prendre Leningrad au cours de l'été, de façon à assurer les communications avec la Finlande et à soulager sa position demi-isolée. À cette exception près, les groupes d'armées Nord et Centre devaient rester sur la défensive et se borner à fortifier leurs positions.

Un groupe d'armées A fut spécialement créé en vue des opérations du Caucase et confié au feld-maréchal von List, tandis que le groupe d'armées Sud, réduit, le flanquerait à sa gauche. Reichenau, qui avait remplacé Rundstedt au commandement de ce dernier groupe, mourut subitement d'une attaque cardiaque. Bock, rappelé pour lui succéder, fut de nouveau déplacé avant le déclenchement de l'offensive. Kluge garda le

commandement du groupe d'armées Centre et Busch remplaça Leeb au groupe d'armées Nord.

Warlimont dit : « Le feld-maréchal von Leeb démissionna après bien d'autres querelles, Hitler ayant insisté pour qu'il se maintienne dans le saillant de Demiansk, tandis que Leeb était d'avis que l'on ne pouvait défendre cette région qu'en opérant un ajustement de la ligne de défense, ce qui permettrait d'obtenir ainsi les réserves dont on avait urgemment besoin. »

Blumentritt m'expliqua ces mouvements : « Le feldmaréchal von Leeb, pour marquer son mécontentement de la décision de reprendre une offensive qu'il ne pouvait se résoudre à diriger, demanda à être relevé de ses fonctions. Il considérait cette opération comme une aventure militairement sans espoir et de plus, étant opposé au nazisme, il saisissait ce prétexte pour se retirer. Il ne pouvait démissionner sans présenter une raison valable à Hitler. »

Je parlai encore avec Blumentritt des méthodes employées pour fixer les plans d'opérations de 1942. Ses observations valent la peine d'être rapportées : « Mon expérience des hauts états-majors m'apprit que les résultats décisifs d'une guerre dépendent de facteurs politiques plutôt que de l'action sur le champ de bataille. D'ailleurs, ces discussions n'apparaissent pas dans les ordres d'opérations. Les documents ne constituent pas un élément probant pour l'histoire : les hommes qui signent des ordres pensent souvent le contraire de ce qu'ils écrivent. Il serait insensé de tirer des documents recueillis par les historiens dans les archives une indication valable sur les pensées réelles de certains personnages.

« Je commençai à entrevoir cette vérité alors que je travaillais à l'histoire de la guerre de 1914-1918 avec le général von Haeften, historien très consciencieux, qui m'enseigna la technique de la recherche historique et ses difficultés. D'ailleurs, je pus en faire la remarque de bien plus près dans les grands quartiers généraux au cours de cette guerre – et sous le régime nazi.

« Ce régime produisit quelques phénomènes secondaires étranges. L'Allemand, avec son amour de l'ordre et de l'organisation, a en général, plus qu'aucun autre, tendance à tout coucher par écrit ; cette guerre vit se développer une quantité inouïe de "paperasseries". Dans l'ancienne armée, on entraînait les officiers à rédiger des ordres brefs, qui laissaient une certaine initiative aux exécutants. Dans la dernière guerre, cette pratique disparut en même temps que la liberté de penser. Toutes nos mesures,

jusqu'aux moindres détails, devaient être précisées, afin de nous protéger contre les sanctions. De là, l'abondance du verbiage dans les ordres. Leur style, souvent ampoulé, et l'emploi des superlatifs allaient à l'encontre de tous les principes de l'ancien régime, qui préconisaient au contraire une brièveté lourde de sens et l'emploi de termes précis. Maintenant, nos ordres devaient être "stimulants", dans le style de la propagande. De nombreuses prescriptions du Führer et de l'OKW furent reproduites mot pour mot dans les ordres donnés aux échelons subordonnés ; de cette façon, si les événements tournaient mal, on n'encourait pas l'accusation d'avoir transmis inexactement les intentions du Führer.

« Dans l'Allemagne nazie, on subissait la contrainte aussi durement qu'en Russie. J'eus souvent l'occasion de connaître ce qui se passait dans ce dernier pays. Par exemple, au début de la campagne, j'étais présent à l'interrogatoire de deux officiers supérieurs russes, pris à Smolensk. Ils ne cachèrent pas leur désapprobation totale des ordres qu'ils exécutaient, mais ils ajoutèrent que leur seule alternative était : obéir à la lettre ou perdre la vie. Prisonniers, ils pouvaient enfin parler librement, tandis que leur régime d'oppression leur imposait de se conformer à l'opinion officielle et de faire abstraction de leurs pensées personnelles.

« Le national-socialisme et le bolchevisme présentaient beaucoup d'analogies. Parlant un jour au milieu de quelques intimes, en présence du général Halder, le Führer observa qu'il enviait à Staline la possibilité d'employer à l'égard des généraux obstinés des moyens plus radicaux que ceux dont lui-même disposait. Il mentionna encore l'épuration effectuée avant la guerre dans le haut commandement de l'Armée rouge : il admirait les Soviets de posséder une armée et des généraux tellement imprégnés de l'idéologie obligatoire qu'ils agissaient avec un ensemble parfait, sans discuter, tandis que l'État-Major général allemand n'était pas animé d'une foi aussi fanatique envers le national-socialisme. "Ils ont des scrupules, présentent des objections et ne me sont pas assez fidèles."

« Au cours de la guerre, Hitler se livrait de plus en plus souvent à des réflexions de ce genre. Les hommes de la caste qu'il méprisait étaient encore utiles, car Il ne pouvait se passer d'eux pour exécuter ses ordres, mais il les surveillait toujours plus étroitement. Cela explique pourquoi la plupart des ordres et rapports avaient un double visage. Un ordre ne reflétait pas souvent l'opinion de son signataire, qui devait y apposer sa griffe sous peine de subir certaines conséquences trop bien connues. Les psychologues

et les historiens qui étudieront cette guerre devront accorder une attention particulière à ce facteur. »

La course vers le Caucase

L'offensive de 1942 présentait un aspect étrange, même dans son dessein originel. Elle devait partir de la ligne oblique Taganrog-Koursk. L'aile droite, en bordure de la mer d'Azov, était déjà en position près de Rostov-sur-le-Don, alors que les éléments de gauche se trouvaient à plus de 150 kilomètres en arrière, à l'ouest. Ces derniers devaient commencer l'attaque en donnant un violent coup de boutoir.

Les objectifs étaient aussi différents que flous. Une fois de plus, Hitler et l'État-Major général avaient des idées différentes sur les objectifs et leurs opinions respectives ne furent ni clarifiées ni réconciliées avant que l'offensive ne soit lancée. Une bonne partie des problèmes survenus en 1941 étaient dus à ces divergences. Leurs effets furent, cette fois-là, pires encore.

Hitler insistant pour reprendre l'offensive, malgré les doutes exprimés par Halder, il prescrivit au départ une avance sur la Volga à Stalingrad. En préparant le plan opérationnel, Halder traita Stalingrad comme l'objectif principal et l'avance sur l'aile droite ne fut rien de plus qu'une offensive secondaire destinée à couvrir le flanc sud. Mais, dans l'esprit de Hitler, la prise de Stalingrad, en plus de sa valeur morale, devait servir à protéger le flanc nord d'une offensive visant un objectif plus éloigné au sud-est : le Caucase.

Kleist, qui commandait les troupes blindées avançant vers le Caucase sous la direction de List, me dit que Hitler l'avait personnellement instruit de sa mission.

Il me fournit des précisions à ce sujet : « Stalingrad, dont la prise était secondaire, ne représentait d'importance que par sa situation commode dans le goulet entre le Don et la Volga, où nous pouvions stopper des forces russes venues de l'est pour attaquer notre flanc. Au début, Stalingrad n'évoquait rien d'autre pour nous qu'un nom sur une carte. » D'autre part, Blumentritt me dit : « À l'origine, Hitler avait l'intention de faire pivoter ses armées vers le nord en partant de Stalingrad, avec mission de couper l'arrière des forces russes de Moscou ; mais on réussit (non sans peine) à le convaincre de la folie de ce plan. Dans son entourage, on envisageait même

une avance jusqu'à l'Oural, mais cela tenait encore bien plus du domaine de la fantaisie. »

Le plan, tel qu'il fut dressé, était déjà très audacieux, et la façon dont il s'exécuta le rendit encore plus hasardeux.

Kleist, qui commandait les éléments blindés dans l'avance sur le Caucase, fut convoqué par Hitler le 1er avril, date sinistre. « Hitler me dit que nous devions nous emparer des terrains pétrolifères avant l'automne, sans quoi l'Allemagne ne pourrait continuer la guerre. Lorsque je soulignai la vulnérabilité d'un flanc aussi allongé, il répondit qu'il prélèverait des troupes roumaines, hongroises et italiennes pour le couvrir. Je le mis en garde, et ne fus pas le seul à le faire, contre la folie de se fier à de telles troupes, mais il ne voulut rien entendre. Il ajouta que ces troupes alliées serviraient uniquement à garnir le flanc le long du Don, depuis Voronej jusqu'à sa courbe méridionale et, au-delà de Stalingrad, jusqu'à la mer Caspienne qui, disait-il, étaient les secteurs les plus faciles à tenir. »

Les événements justifièrent les avertissements et pressentiments des militaires chargés d'exécuter les conceptions de Hitler. Néanmoins, il faut reconnaître qu'en cette deuxième année de campagne cette vue de l'esprit faillit réussir. En été 1942, la Russie était épuisée ; heureusement pour elle, l'Allemagne, ayant perdu une grande partie de sa puissance, ne put intensifier son effort ; sinon, les défaites locales des Russes eussent risqué de se transformer en une déroute générale.

L'offensive d'été s'ouvrit sur un brillant succès. Les Russes souffraient des terribles saignées de 1941 en hommes et en matériel ; leurs nouvelles armées n'apparaissaient pas encore. L'aile gauche allemande effectua une rapide avance de Koursk à Voronej, favorisée par le manque de réserves russes dans ce secteur – elles étaient massées autour de Moscou – et aussi par l'offensive russe contre Kharkov, menée avec acharnement pendant tout le mois de mai. À ce sujet, Blumentritt me dit : « Ils engouffrèrent dans cette opération une grande partie des forces qu'ils auraient pu opposer à notre offensive. » Il ajouta : « La 4e armée de panzers formait la pointe extrême de notre avance depuis Koursk jusqu'au Don et Voronej. La IIe armée hongroise prit alors ce secteur en charge, tandis que nos blindés se tournaient vers le sud-est, le long de la rive droite du Don. »

Je me rappelai les rapports impressionnants de l'époque sur la défense obstinée des Russes à Voronej, s'opposant aux assauts des Allemands. Blumentritt répondit ainsi à mes questions à ce sujet : « Nous n'avions

jamais eu l'intention de dépasser Voronej et de continuer directement vers l'est. Nous avions reçu l'ordre de nous arrêter sur le Don, près de Voronej, et de nous mettre là sur la défensive, pour protéger le flanc de la poussée en direction du sud-est, entreprise par la 4e armée de panzers soutenue par la VIe armée, sous les ordres de Paulus. »

Cette course de biais dans le couloir entre le Don et le Donets servit également d'écran et favorisa l'élan de la 1re armée de panzers de Kleist, chargée de la mission principale. Partant de Kharkov, elle avança rapidement au-delà de Chertkovo et de Millerovo jusqu'à Rostov. Racontant cette attaque éclair, Kleist me dit que son armée avait traversé le Don inférieur au-dessus de Rostov, puis foncé en avant, vers l'est, le long de la vallée de la Manych. À cet endroit, les Russes firent sauter un barrage, et l'inondation faillit bouleverser les projets allemands. Pourtant, les blindés réussirent à traverser la rivière après une attente de deux jours ; puis, divisés en trois colonnes, ils dévalèrent vers le sud. Kleist accompagnait en personne la colonne de droite, qui atteignit Maïkop dès le 9 août. En même temps, les colonnes centre et gauche approchaient des contreforts du Caucase, à 250 kilomètres plus loin vers le sud-est. Cette action en éventail des blindés fut épaulée par la XVIIe armée qui progressait à pied.

Ainsi, en six semaines, les Allemands atteignirent les gisements pétrolifères les plus proches et s'en emparèrent, mais ils ne réussirent jamais à mettre la main sur les puits principaux situés au-delà des montagnes.

« Le manque d'essence fut la première cause de notre échec, dit Kleist. Le plus gros de notre approvisionnement devait être transporté par rail dans le défilé de Rostov, car le trajet par la mer Noire était considéré comme dangereux. Nous en recevions également par avion, mais la quantité totale ne suffisait guère à maintenir le rythme de notre progression, et nous restâmes en panne juste au moment où nous avions la chance pour nous.

« Toutefois, la cause déterminante de notre insuccès réside ailleurs. Nous aurions encore pu atteindre notre objectif si mes forces ne m'avaient pas été peu à peu enlevées pour attaquer Stalingrad : on me prit une partie de mes troupes motorisées, puis mon corps entier de DCA et enfin tous mes avions, à l'exception des escadrilles de reconnaissance.

« Cette diminution de forces causa notre perte. Contre mon front, les Russes concentrèrent soudain 800 bombardiers, utilisant comme base les terrains d'aviation de Grozny. Un tiers seulement de ces bombardiers se

révéla efficace, mais cela suffit amplement à freiner la reprise de notre marche en avant, puisqu'il ne me restait plus ni avions de combat ni DCA. »

Kleist à ce point de son exposé rendit hommage au courage opiniâtre des Russes et introduisit une remarque intéressante au point de vue psychologique : « Au début de l'offensive, je rencontrais peu de résistance organisée. Dès que nous avions enveloppé des troupes russes, ces hommes semblaient en général plus pressés de rentrer chez eux que de continuer le combat. J'avais constaté une attitude bien différente en 1941. Or, aussitôt entrés dans le Caucase, nous engageâmes le combat avec des unités levées sur place, qui se battaient farouchement pour défendre leurs maisons. Les difficultés de terrain, qui retardaient notre avance, favorisaient leur résistance acharnée. »

Me donnant d'autres détails sur les opérations de la dernière phase – après la prise de Maïkop –, il me dit qu'elles avaient pour objectif de s'emparer de la totalité de la route qui relie Rostov à Tiflis à travers les montagnes du Caucase. Bakou restait un objectif secondaire. L'attaque rencontra son premier obstacle sérieux sur le Terek. Kleist opéra alors une manœuvre qui lui permit de traverser la rivière plus à l'est. Sur l'autre rive, il dut franchir, non sans peine, un terrain accidenté et très boisé. Son flanc gauche à découvert dans les steppes, entre Stalingrad et la mer Caspienne, augmentait les embarras causés par la résistance rencontrée sur son front.

« Les Russes amenèrent des réserves du Caucase méridional et de Sibérie. Elles menacèrent mes flancs-gardes, réduites à tel point que la cavalerie russe pouvait toujours pénétrer au-delà de leurs avant-postes. La voie ferrée établie à travers les steppes, partant d'Astrakan en direction du sud, aidait les Russes à se rassembler sur mon flanc. Cette voie, grossièrement posée, sans infrastructure, toute droite à travers la plaine unie, ne donnait aucune prise à la destruction. Chaque section de rails détruite était aussitôt remplacée. Mes patrouilles atteignirent les rives de la mer Caspienne, mais bien inutilement, car elles y cherchèrent un ennemi insaisissable. Avec le temps, les Russes refaisaient leurs forces, et la menace de flanc devint de plus en plus sérieuse. »

Kleist répéta jusqu'en novembre ses tentatives pour atteindre son objectif, lançant des attaques par surprise en divers points. Après avoir échoué en partant de Mozdok, il essaya une nouvelle poussée depuis Naltchik, sur son flanc ouest ; cette fois, il réussit à atteindre Ordjonikidze,

en combinant cette manœuvre avec un mouvement convergent depuis Prokhladnaya. Il me décrivit cette opération sur la carte, la qualifiant avec satisfaction de « bataille très élégante ». On lui avait enfin attribué à cette occasion l'aide de l'aviation. Le mauvais temps provoqua ensuite un autre retard et, après une courte pause, les Russes contre-attaquèrent. « Dans cette contre-attaque, une division roumaine, sur les qualités de laquelle je comptais, s'effondra brusquement et bouleversa mon plan. Ensuite ce fut le calme plat. »

Les autres généraux confirment le témoignage de Kleist en insistant surtout sur le manque d'essence ; les divisions blindées restaient parfois immobilisées pendant des semaines, en attente de carburant. Les camions eux-mêmes étaient en panne. L'essence se transportait à dos de chameau – ironique réapparition du traditionnel « vaisseau du désert ». Blumentritt ajouta un détail intéressant : les formations allemandes de montagne, au lieu d'être employées à aider Kleist à traverser le Caucase, étaient presque toutes affectées à la XVII^{e} armée qui, à ce moment-là, longeait la mer Noire, vers Batoum.

« On commettait une erreur en avantageant cette avance en bordure de la côte, moins importante que l'attaque menée par Kleist. Lorsque les unités en marche vers Batoum se trouvèrent arrêtées à Tuapse, elles réclamèrent des renforts, ce qui souleva les vives objections de plusieurs d'entre nous. On discuta violemment pendant quelque temps. À ceux qui préconisaient l'avance le long de la côte, nous disions, l'index pointé vers Bakou : "Oui, oui, mes petits enfants. Fort bien ! Mais voilà où se trouve le pétrole." La clameur des demandes de renforts pour Tuapse l'emporta. Notre effort dans le Caucase s'en trouva sapé jusqu'au moment où il fut trop tard pour espérer un succès. »

Cette désastreuse dispersion des forces se répéta sur une plus grande échelle par leur écartèlement entre le Caucase et Stalingrad. À ce sujet aussi, l'opinion de Blumentritt différait de celle de la majorité : « Quelle absurdité de vouloir prendre simultanément le Caucase et Stalingrad, alors que nous nous trouvions devant une telle résistance ! Je déclarai, à l'époque, qu'il valait mieux se concentrer d'abord sur Stalingrad. La destruction des armées russes importait plus que la possession du pétrole. Les experts économiques affirmaient que la poursuite de la guerre était impossible sans le pétrole. Nous ne pouvions pas les contredire utilement, et

cependant les événements leur donnèrent tort. Car nous réussîmes bien à combattre jusqu'à 1945 sans jamais nous emparer du pétrole du Caucase. »

Défaite à Stalingrad

Une suprême ironie se dégage de la campagne de 1942 : en accordant à Stalingrad l'importance que cet objectif méritait, cette ville aurait pu être prise dès le début des opérations. Voici le récit de Kleist : « La IVe armée de Paulus avançait à ma gauche. Elle aurait pu prendre Stalingrad sans coup férir à la fin de juillet, mais elle fut détournée vers le sud pour m'aider à traverser le Don. Je n'avais nul besoin de son aide ; elle borna son action à embouteiller les routes que j'utilisais. Lorsqu'elle reprit, deux semaines plus tard, la direction du nord, les forces russes rassemblées pendant ce temps à Stalingrad suffisaient pour l'arrêter. »

Les Allemands ne devaient plus jamais revoir l'époque des triomphes de la seconde moitié de juillet. La rapide avance des deux armées de panzers avait bousculé les Russes hors de leurs positions successives et créé un état de désordre facile à exploiter. C'est pourquoi les blindés allemands purent sans difficulté traverser le Don inférieur. À ce moment-là, ils ne rencontraient à peu près aucun obstacle et auraient pu choisir leur itinéraire soit au sud-est vers le Caucase, soit au nord-est vers la Volga. La majeure partie des forces russes se trouvaient encore à l'ouest du Don inférieur, distancées dans leur retraite par la vitesse des panzers.

Lorsque la 4e armée de panzers, envoyée au sud, manqua l'occasion de prendre Stalingrad au passage, la situation changea. Les Russes eurent le temps d'organiser la défense de la ville. Arrêtée dans son élan, la IVe armée dut attendre l'appui de la VIe armée de Paulus. Celle-ci eut d'abord à se frayer un passage en combattant jusqu'au Don ; elle y nettoya les forces russes accumulées dans le coude du fleuve et fut enfin prête à participer à une attaque d'ensemble contre Stalingrad. Se déplaçant à pied, cette armée mit longtemps à arriver sur le théâtre des opérations. De plus, ses unités disparaissaient ; ses divisions, l'une après l'autre, lui étaient enlevées pour couvrir le flanc sans cesse plus étendu sur le Don moyen. Les Russes avaient amassé d'importantes réserves dans le secteur de Stalingrad avant le début de la seconde offensive, prévue contre cette ville pour la deuxième quinzaine d'août. Les Allemands tombèrent d'échec en échec. Plus facilement que le Caucase, les Russes pouvaient renforcer Stalingrad, qui se trouvait situé plus près du théâtre d'opérations principal. Hitler s'exaspérait

de l'inutilité de ses attaques. Le nom de la ville, « cité de Staline », sonnait comme un défi. Il vida ses principales lignes et toutes les autres positions pour s'emparer de la place. Il ne réussit qu'à épuiser son armée.

Pendant les trois mois de lutte, les Allemands pratiquèrent la tactique des coups de bélier. Plus ils approchaient de la ville, plus leur rayon de manœuvre tactique diminuait et ils l'utilisaient comme un levier pour faire sauter la résistance. Par contre, le rétrécissement facilitait aux défenseurs le déplacement de leurs réserves locales, qu'ils envoyaient rapidement colmater les points menacés de leur ligne de défense en forme d'arc. Plus les Allemands s'engageaient dans les banlieues aux maisons rapprochées les unes des autres, plus leur progression ralentissait. Pendant la dernière phase du siège, la ligne de front était à peine distante de 800 mètres de la rive ouest de la Volga, mais, alourdi par les pertes considérables, le rythme des attaques allemandes ralentissait déjà. Chaque nouvelle tentative coûtait plus cher pour une progression moindre.

Le caractère particulièrement pénible des combats de rues livrés contre un adversaire résolu avantageait les Russes qui, par ailleurs, se heurtaient à un sérieux obstacle : ils se trouvaient dans l'obligation d'amener leurs renforts et leur ravitaillement dans des bacs ou des péniches sous le feu nourri de l'assiégeant. Cette nécessité limitait le nombre de leurs troupes en position de défense sur la rive ouest. Celles-ci, en petit nombre, soutenaient des attaques répétées, et leur effort était d'autant plus considérable que le haut commandement, dans ses combinaisons stratégiques établies à froid, renforçait avec beaucoup de parcimonie la défense directe de la ville, préférant concentrer ses réserves sur les flancs en vue d'une contre-offensive. Vers la fin du siège, la ville même de Stalingrad ne reçut que deux fois une division prélevée sur les armées rassemblées par une contre-offensive. La défense héroïque de Stalingrad ne tenait qu'à un fil… mais un fil solide !

Les Russes ont relaté, sur le mode légendaire, la longue bataille de Stalingrad. Du côté allemand, les détails manquent, car presque tous les assaillants tombèrent, avec leurs chefs, aux mains des Russes. Autant qu'on le sache, ce fut seulement une terne succession de coups de bélier portés, avec des moyens sans cesse décroissants, contre tel ou tel quartier de la ville. L'espoir des assiégeants s'évanouit bien avant que les assiégés leur enlèvent l'initiative, mais ils furent forcés de continuer leurs efforts, poussés par les exigences implacables de Hitler.

Il est intéressant, du point de vue historique, de recueillir les témoignages qui expliquent comment les assiégeants furent pris à leur propre piège. On prévoyait longtemps à l'avance que les troupes placées sur les flancs seraient vaincues. Voici comment Blumentritt le souligna : « Le danger couru par notre flanc du fait de sa longueur s'augmentait journellement, mais cette menace était évidente depuis le début pour quiconque ne refusait pas de voir clair. Les Russes profitèrent du mois d'août pour s'établir en force sur l'autre rive du Don, de Voronej en direction du sud-est. Ils lancèrent quelques reconnaissances courtes et violentes contre les défenses allemandes le long du Don et se rendirent compte de leur faiblesse : le secteur au sud de Voronej et le suivant étaient tenus par la II^{e} armée hongroise et la VIII^{e} armée italienne. Le danger empira après septembre quand les Roumains prirent en charge le secteur situé au sud-est jusqu'à la courbe du Don, à l'ouest de Stalingrad. Seuls quelques éléments allemands consolidaient par places cette longue étendue de front tenue par les "Alliés".

« Envoyé en avion, par Halder, inspecter le secteur italien, où des rapports alarmants signalaient une large brèche ouverte par les Russes, je découvris que, devant l'attaque menée par un seul bataillon de Russes, toute une division italienne s'était enfuie. Je pris immédiatement des mesures pour colmater la brèche avec une division alpine et une partie de la 6^{e} division allemande.

« Je passai dix jours dans ce secteur et, à mon retour, écrivis un rapport pour signaler le danger de conserver pendant l'hiver une aile défensive si étendue. Les extrémités des étapes de ravitaillement se trouvaient à 200 kilomètres en arrière du front, et le sol dénudé ne pouvait fournir que peu de bois pour la construction de fortifications. Les rares divisions allemandes disponibles tenaient des fronts de 50 à 60 kilomètres. Il n'existait ni véritables tranchées ni positions fixes.

« Le général Halder appuya ce rapport et, devant la résistance rencontrée et les menaces grandissantes qui guettaient notre flanc allongé, il pressa Hitler de renoncer à l'offensive. Mais le Führer ne voulait rien entendre. En septembre, les rapports se tendirent de plus en plus entre Hitler et Halder, et leurs discussions devinrent plus âpres. Regarder Hitler examiner un plan constituait une expérience intéressante. Il parlait avec de grands gestes des mains en montrant la carte : "Poussez ici, avancez là." Le tout sous une forme vague et sans considération pour les difficultés pratiques. Sa joie

aurait été grande, c'est incontestable, s'il avait pu balayer du même geste tout l'État-Major général qui, il le sentait bien, ne s'enthousiasmait pas pour ses idées.

« Finalement, le général Halder déclara sans ambages qu'il refusait de prendre la responsabilité de continuer l'offensive à l'approche de l'hiver. Il fut limogé à la fin de septembre et remplacé par le général Zeitzler, précédemment chef d'état-major du feld-maréchal von Rundstedt à l'Ouest. Je partis remplacer Zeitzler sur ce dernier front.

« Arrivant sur les lieux, ignorant de la situation et fraîchement promu à un poste aussi élevé, Zeitzler, à l'inverse du général Halder, ne gêna pas le Führer par ses constantes objections. Hitler put donc poursuivre son but sans autres entraves que celles apportées par les Russes, et nos armées furent engagées encore plus avant. Peu après, Zeitzler se rembrunit, s'inquiéta et déclara au Führer que son intention de maintenir les armées près de Stalingrad pendant tout l'hiver était impraticable. Lorsque les événements justifièrent ses prévisions, le Führer lui montra de plus en plus d'hostilité. Il ne le renvoya pas, mais le tint à l'écart. »

Blumentritt résuma la situation : « Cette fois, il n'y avait pas à craindre de voir une retraite se transformer en déroute, car nos troupes, pourvues de l'équipement propre à supporter les rigueurs de l'hiver, n'étaient pas hantées par la peur de l'inconnu qui, un an auparavant, les paralysait. Mais elles étaient sans force pour tenir leurs positions, tandis que les armées russes grossissaient de semaine en semaine.

« Cependant Hitler ne voulait pas bouger. Son "instinct" s'était montré juste l'année précédente ; il avait la certitude qu'il en serait encore de même. Il maintint son ordre : "Interdiction de reculer." Le résultat ne se fit pas attendre : quand les Russes lancèrent leur offensive d'hiver à Stalingrad, l'armée allemande fut encerclée et forcée de se rendre. Nous étions trop affaiblis pour supporter pareille perte. Le fléau de la balance de la guerre s'inclinait vers la perte de l'Allemagne. »

Nouvelles révélations

À propos des objectifs de l'offensive de 1942, Stalingrad ou le Caucase, le général Halder m'a donné une explication très intéressante sur cette question demeurée sans réponse : « Dans l'ordre écrit que Hitler m'adressa afin de préparer une offensive dans le sud de la Russie à l'été 1942, l'objectif indiqué était la Volga, à Stalingrad. L'ordre opérationnel de

l'OKH insista donc sur cet objectif, considérant que seule une protection sur le flanc, au sud du Don, serait nécessaire. La protection de ce flanc devait être effectuée premièrement en bloquant la partie orientale du Caucase, que l'on devait atteindre par une attaque ; deuxièmement, en maintenant une importante force mobile à Armavir et sur les hauteurs à l'est, qui devait garantir la sécurité face aux possibles attaques des Russes entre le Grand Caucase et la Manych. Hitler ne souleva pas d'objection à l'ordre exécutif de l'OKH. Mais il me semble possible que, dans sa surestimation de ses propres forces et sa sous-estimation des forces ennemies – trait de caractère typique chez lui –, il ait été, dès le début, intimement opposé à la limitation du choix des objectifs définis par l'OKH au sud du Don. Il me revient certaines critiques émises à cette époque sur le manque d'audace et d'initiative de l'État-Major général. Mais Hitler ne mentionnait pas alors les restrictions sur le sujet des objectifs au sud du Don. Il n'était manifestement pas encore assez sûr de lui pour exprimer ses objections à un ordre de l'OKH.

« Plus tard, une fois l'ordre opérationnel de base établit par l'OKH, il discuta du sujet avec les chefs militaires moins opposés à ses rêveries que l'OKH. L'un d'eux n'était autre que le sémillant Kleist qui, par l'intermédiaire de son chef d'état-major Zeitzler, avait des rapports plus intimes avec Hitler que les autres commandants d'armée. Afin de trouver quelqu'un qui partagerait ses idées, Hitler semble avoir dépeint à Kleist une conception de l'offensive d'été différente de celle fixée dans l'ordre opérationnel de l'OKH.

« Si l'avance allemande vers Stalingrad n'avait pour but que de protéger le flanc d'une offensive contre le Caucase – comme Kleist le pense –, Kleist pouvait légitimement penser que le gros des forces eût été dirigé vers le Caucase. Dans ces circonstances, il pouvait donc accepter les idées audacieuses de Hitler et c'est manifestement tout ce que Hitler attendait de ses discussions avec Kleist. Il est également possible que l'influence désastreuse exercée par Göring et Keitel ait pu mener la pensée de Hitler – qui penchait originellement pour Stalingrad –, de manière graduelle et imperceptible, vers Bakou et la Perse.

« Je voudrais encore insister sur le fait que cette tentative d'explication n'est fondée que sur la connaissance des personnes impliquées, mais ne s'appuie sur aucun document. J'ai toutefois pu constater à de nombreuses reprises comment Hitler était parvenu à arracher l'assentiment de chefs

subalternes en leur présentant des idées que l'OKH, en tant qu'organe supérieur, avait rejetées. Je pense donc possible que ce fut ici le cas. Il est de toute façon caractéristique du fonctionnement du haut commandement allemand que je n'ai jamais eu vent de cet écart entre les ordres opérationnels fixés par l'OKH et les instructions délivrées personnellement par Hitler aux commandants d'armée. »

Warlimont me fit un commentaire éclairant sur divers aspects de la campagne du point de vue de l'OKW : « Les plans opérationnels de Hitler pour 1942 portaient les traces de son idée originale, de pousser sur les deux ailes et de maintenir le centre du front en retrait. À l'inverse de l'année précédente, il bascula le centre de gravité sur l'aile sud. Les plans d'offensive sur le front nord furent remisés sur l'étagère en attendant qu'on dispose des forces nécessaires.

« L'idée sous-jacente était certainement celle des gains économiques dans le Sud, particulièrement le blé, le manganèse et le pétrole. Mais, dans l'esprit de Hitler, il était au moins aussi important de priver les Russes de ces ressources, qu'ils prétendaient indispensables à leur poursuite de la guerre, dont le charbon du Donets. Il croyait ainsi pouvoir donner un coup d'arrêt à l'industrie de guerre russe. Aucune opposition au plan de Hitler n'est arrivée à mes oreilles, mais je crois fermement que l'opinion générale était celle d'une opposition à la reprise d'une offensive d'une telle ampleur, telle que voulue par Hitler.

« Le cours de l'offensive d'été de 1942 fut influencé par d'autres circonstances qui peuvent vous intéresser. Premièrement, je voudrais confirmer le témoignage de Blumentritt : Hitler n'avait pas l'intention de pousser au-delà de Voronej. Je me souviens que le feld-maréchal von Bock fut vertement tancé par Hitler qui considérait que Bock avait engagé ses forces plus que nécessaire en pénétrant en profondeur dans la ville. (Bock fut démis de ses fonctions et remplacé par le feld-maréchal von Weichs). Hitler avait par ailleurs ordonné dès le départ qu'une importante dotation en armes antichars soit prévue pour l'aile défensive, de Voronej au nord de Koursk, en anticipation de violentes contre-attaques russes contre cette partie du front.

« La cause ultime de l'échec (le retrait des troupes) était déjà présente lorsque la première phase de l'offensive à Voronej fut terminée. Avant même que la poussée oblique ne débute dans le corridor entre le Don et le Donets, un corps de panzers entier, le 11^{e}, fut assemblé dans la zone arrière

et mis à la disposition du groupe d'armées Centre (Kluge). La principale raison de cette décision était qu'il apparaissait impossible de fournir suffisamment d'essence pour plus d'une certaine quantité de troupes mécanisées engagées au sud. Une fois de plus, Hitler tenta de rattraper la dispersion des forces offensives en luttant pour un autre objectif : Kluge reçut l'ordre d'utiliser le 11e corps de panzers pour dégager la poche à l'ouest de Soukhinitchi, demeurée après la crise de l'hiver, alors que Kluge souhaitait utiliser le corps plus au nord afin de tenir en échec la contre-offensive russe qui menaçait et avait déjà débuté dans la région de Rjev.

« La pire des erreurs de ce genre eut lieu en août 1942, alors que plusieurs divisions blindées au sud du Don se trouvaient arrêtées, attendant leur essence. Hitler, impressionné par le débarquement britannique à Dieppe, perdit ses nerfs et donna l'ordre à deux des meilleures divisions, la SS Leibstandarte Adolf Hitler et la Grossdeutschland, de regagner l'ouest. Malgré les objections avancées par Halder et Jodl, Hitler maintint son ordre. Seule la Leibstandarte se rendit finalement sur le théâtre occidental, la division Grossdeutschland, quant à elle, se trouva prise au milieu d'une contre-attaque russe alors qu'elle gagnait les voies de chemin de fer, sur le secteur central du front, et dut finalement rester là.

« L'échec du feld-maréchal von List dans le bas Caucase provoqua non seulement son renvoi, mais également une crise importante au quartier général de Hitler en septembre 1942. Un peu auparavant, List avait reçu l'ordre de se ruer sur le bas Caucase, en direction de la mer Noire, utilisant toutes les voies de communication possibles. List ayant échoué à atteindre ses objectifs, Hitler fit montre une nouvelle fois de son impatience démesurée et envoya Jodl au quartier général de List. À son retour, Jodl rapporta que List avait agi en exacte conformité avec les ordres de Hitler, mais que la résistance russe était uniformément forte, s'appuyant qui plus est sur un terrain difficile. Hitler continua pourtant de reprocher à List d'avoir séparé ses forces au lieu d'effectuer une percée avec une concentration de troupes, tandis que Jodl pointa le fait que Hitler, par ses ordres, avait conduit List à progresser sur un trop vaste front.

« Cet argument de Jodl provoqua un accès de rage aussi brusque qu'inhabituel chez Hitler. Il était à ce point décontenancé par le rappel de ses propres ordres passés – dont il niait la teneur – que Jodl et Keitel avec lui subirent une assez longue disgrâce.

« Cela eut également pour conséquence un changement d'habitudes quotidiennes chez Hitler. À partir de cette époque, il cessa de participer aux repas en commun, qu'il prenait deux fois par jour avec son entourage. Il ne quittait presque plus ses appartements le jour durant, pas même pour écouter les rapports quotidiens sur la situation militaire, qui lui étaient désormais délivrés dans ses quartiers, en présence d'un cercle particulièrement restreint de son entourage. Il refusa également dès lors, et de manière ostentatoire, de serrer la main des généraux de l'OKW et ordonna que Jodl soit remplacé par un autre officier.

« Si cela ne fut finalement pas fait, les changements d'habitudes de Hitler se maintinrent durant toute la période où je servis au sein de son état-major. Jodl, lors d'une des rares occasions où il se laissa aller à me faire des confidences, considérait qu'il fallait y voir des explications d'ordre psychologique. Jodl en était arrivé à la conclusion qu'un dictateur, par nécessité psychologique, ne doit jamais se voir rappeler ses propres erreurs, afin de conserver sa confiance en lui-même, source ultime de son pouvoir dictatorial. Mon opinion était et demeure plus simple, mais va plus loin : je suis convaincu que Hitler, quand il se trouva confronté à l'état réel de la situation à la fin de la seconde offensive contre la Russie, comprit soudain qu'il n'atteindrait jamais son but à l'Est et que la guerre était perdue.

« Le danger représenté par l'étendue du flanc à l'ouest de Stalingrad était également évident aux yeux de Hitler, particulièrement car il savait que Staline lui-même se trouvait derrière le coup décisif porté aux "Gardes blancs" dans la région, dans une situation similaire, en 1919.

Il apprit également que les divisions roumaines qui colmataient au fur et à mesure le front défensif à l'ouest de Stalingrad étaient particulièrement mal équipées – gagnant leurs positions à pied depuis les terminus ferroviaires, parfois sans chaussures à leurs pieds nus. Hitler prenait donc la mesure de la montée du danger, espérant que la prise rapide de Stalingrad permettrait de libérer suffisamment de troupes pour redresser cette situation tendue. Mais, au lieu de cela, de plus en plus de troupes allemandes, parfois même des bataillons isolés, furent retirés des lignes de défense pour renforcer les attaquants dans leur effort désespéré pour prendre la ville. Au même moment, la contre-offensive russe contre le groupe d'armées Centre, dans la région de Rjev, notamment, constituait une menace sérieuse et provoquait de nombreuses pertes. C'est sur cette question que la dispute finale entre Hitler et Halder eut lieu, qui provoqua le renvoi de ce dernier. »

Chapitre 18

APRÈS STALINGRAD

À nombre de généraux je posai la question : « Estimez-vous que, après Stalingrad, l'Allemagne aurait pu se soustraire à la défaite ? » Rundstedt répondit : « Je le crois. On l'aurait évitée si les chefs des grandes unités avaient eu toute latitude de battre en retraite aux moments et aux points jugés opportuns, au lieu d'être obligés de tenir leurs positions au-delà des possibilités, comme il arriva constamment. » Rundstedt ne se trouvait pas sur le front de l'Est après 1941 ; il pouvait donc juger la situation avec un certain recul. Je sais qu'il ne péchait pas par excès d'optimisme ; de plus, il possédait une expérience unique des deux fronts ; c'est pourquoi j'attache tant d'importance à son avis. La même question, posée à des généraux restés un certain temps à l'Est, provoque des réponses encore plus formelles. Tous pensaient qu'ils auraient pu user la puissance offensive de la Russie par une défense élastique, s'ils avaient eu la permission d'utiliser cette méthode. Ils m'en donnèrent des exemples frappants.

Kleist cita sa propre expérience : la retraite du Caucase après la reddition de Paulus à Stalingrad. Il fut promu feld-maréchal pour avoir réussi à conduire cette retraite sans pertes sérieuses, et le bâton de maréchal semble mieux mérité par ce haut fait que dans la majorité des autres cas où il fut attribué en récompense de victoires remportées à la suite d'offensives. On ne retrouve guère dans l'histoire une retraite qui, aussi bien conduite, réussit à dégager une armée d'une position dangereuse, malgré d'immenses difficultés, un hiver rigoureux, des distances énormes et les pressions de forces supérieures sur ses flancs et ses arrières.

Kleist me décrivit cette retraite : « Bien que notre offensive au Caucase eût atteint son point mort en novembre 1942, Hitler insista pour que nous conservions cette dangereuse position avancée dans les montagnes. Au

début de janvier, un danger, plus grave que les contre-attaques russes sur mes avant-postes près de Mozdok, menaça l'arrière de mon flanc quand les Russes lancèrent une attaque partant d'Elista, dirigée vers l'ouest au-delà de l'extrémité sud du lac Manych. Toutefois, la coulée russe qui s'effectuait le long du Don de Stalingrad jusqu'à Rostov, à une bonne distance derrière mon arrière-garde, constituait une menace encore plus angoissante.

« Au moment où les Russes ne se trouvaient plus qu'à 70 kilomètres de Rostov et que mes armées étaient à 650 kilomètres à l'est de cette ville, Hitler m'envoya l'ordre de ne reculer sous aucun prétexte. Cela équivalait à une condamnation à mort. Cependant, le lendemain, je reçus un contrordre m'enjoignant de commencer la retraite en emportant tout mon matériel. Cette opération hérissée d'embûches se compliquait encore des rigueurs de l'hiver russe.

« La protection de mon flanc, d'Elista jusqu'au Don, avait été confiée, à l'origine, au groupe d'armées roumaines, sous les ordres du maréchal Antonescu. Antonescu en personne ne se rendit jamais sur place, Dieu merci ! Le secteur fut donc confié à Manstein, dont le groupe d'armées Sud englobait une partie des forces roumaines. Aidés par Manstein, nous réussîmes à passer par l'étranglement de Rostov avant que les Russes nous coupent la retraite. À un moment donné, Manstein se trouva dans un tel péril que je dus moi-même lui envoyer quelques divisions pour l'aider à contenir la poussée russe le long du Don, vers Rostov. La retraite traversa sa phase la plus critique dans la deuxième quinzaine de janvier. »

Kleist souligna que cette retraite, tâche surhumaine en apparence, mit en valeur l'efficacité de la défense élastique. Ayant ramené ses troupes en sécurité sur le Dniepr, il put lancer une contre-attaque, qui retourna la situation et contraria l'avance russe dirigée vers l'ouest en partant de Stalingrad et du Don. Cette riposte permit de reprendre Kharkov et améliora l'état de tout le front du Sud. Une longue accalmie s'ensuivit jusqu'au milieu de l'été 1943.

Les Allemands profitèrent de ce répit pour consolider leurs positions à l'Est et réorganiser leurs forces. Sans pouvoir atteindre le niveau de leur puissance antérieure, ils se trouvèrent en mesure de tenir les Russes en respect. Cependant Hitler refusait d'écouter toute proposition tendant à appliquer une stratégie défensive. Ce fut lui qui prit l'initiative de l'offensive en été. Obligé, plus que jamais, de tenir compte de la limite de ses forces et de la longueur du front, il lança toutes ses disponibilités,

17 divisions blindées, dans une attaque convergente contre le saillant russe de Koursk. Parlant de cette offensive, Kleist dit qu'il n'en espérait rien de bon, mais Kluge et Manstein, chargés de la manœuvre en tenaille, semblaient à l'avance très optimistes. « Six semaines plus tôt, cette attaque aurait pu remporter un grand succès, bien que nous n'ayons déjà plus les ressources nécessaires pour la rendre décisive. Mais, dans l'intervalle, les Russes eurent vent de nos projets. Ils posèrent de larges champs de mines devant leur front et retirèrent le gros de leurs forces plus loin vers l'arrière, de sorte qu'il restait relativement peu de troupes dans la poche que notre haut commandement avait espéré refermer. »

Davantage de détails sur l'offensive de Koursk

Manstein me donna l'explication suivante de son attitude, mais également des retards dans le lancement de l'offensive : « Après la reconquête de Kharkov en mars 1943 – dernière victoire allemande à l'Est –, j'exposai à Hitler que la situation était telle que nous ne pouvions espérer soutenir les attaques des Russes en demeurant purement sur la défensive. Nos forces étaient trop réduites pour défendre un front si énorme. Notre seule chance était donc d'utiliser notre supériorité de commandement et la meilleure valeur combative de nos troupes par une défense mobile.

« Deux possibilités s'offraient à nous dans la conduite des opérations en 1943, une fois la période de la fonte des neiges passée.

« La première consistait à empêcher les Russes d'attaquer en attaquant nous-mêmes. En ce cas, notre attaque devait débuter le plus tôt possible, avant que les Russes n'aient pu combler leurs pertes, particulièrement en blindés. La première étape de notre offensive devait avoir pour objet de couper le saillant russe de Koursk et de détruire leurs réserves de corps blindés, qui devraient être engagées dans cette bataille. Nous pourrions alors pivoter au sud avec toutes nos forces blindées et remonter le front russe dans le sud de l'Ukraine. Le début de notre offensive devait être fixé à mai.

« L'autre possibilité – la meilleure – aurait été d'attendre l'offensive russe, qui serait certainement lancée dans le sud de l'Ukraine, avec comme objectif de redescendre ensuite le long de notre front au nord de la mer Noire. Au lancement de l'offensive russe, il nous faudrait reculer, puis, avec toutes nos forces, effectuer une contre-attaque à partir de la région de Kiev

contre le flanc nord de l'offensive russe, avec comme objectif de descendre sur tout le front russe jusqu'au sud.

« Hitler choisit la première option, car il ne souhaitait pas abandonner le bassin du Donets et parce qu'il n'était pas homme à prendre de grands risques stratégiques. L'offensive contre Koursk devrait donc débuter la première semaine de mai. Mais, quelques jours avant cette date, Hitler décida – influencé par Model – d'attendre de disposer de plus de chars. L'offensive fut donc retardée de quatre semaines, puis finalement fixée au 13 juillet, contre mon avis et celui de Kluge.

« Il était alors évident que l'offensive serait désormais plus difficile. Malgré cela, j'avais bon espoir. Les deux armées de mon groupe d'armées qui furent engagées remportèrent en effet des succès. Elles percèrent le front russe au sud de Koursk et avaient détruit tous les corps blindés russes qui étaient apparus sur le champ de bataille lorsque Hitler ordonna la cessation de l'attaque. C'était une nécessité, car l'armée de Model (groupe d'armées Kluge) qui attaquait au nord n'était pas parvenu à percer et parce que les Russes avaient percé le front du groupe d'armées Kluge. Je dus repasser sur la défensive et confier plusieurs divisions à Kluge. En conséquence, mes forces restantes ne suffisaient plus pour les tâches défensives. »

Le témoignage de Warlimont laisse apparaître, quant à lui, que la principale pression en faveur de l'offensive à Koursk ne vint pas de Hitler, bien qu'il n'eût pas été favorable à un repli et que ce fût Zeitzler, nouveau chef de l'État-Major général, qui joua le rôle moteur. Hitler se montra très réticent à mettre en œuvre ce plan, même s'il en était l'auteur. Zeitzler, en accord avec Hitler, était d'avis que les forces allemandes à l'Est étaient trop faibles et les communications trop mauvaises pour prendre le risque de laisser aux Russes le choix du moment et du lieu de leur propre offensive. Zeitzler exerça donc une grande pression sur Hitler en faveur de l'attaque contre Koursk.

« Jodl, qui dans l'intervalle était devenu le chef d'état-major de Hitler sur tous les autres théâtres d'opérations, se montra défavorable à une telle offensive à l'Est, pointant la nécessité d'envoyer des renforts en Italie et dans les Balkans, par anticipation d'une opération amphibie des Alliés en Méditerranée.

« Mais Zeitzler ne s'intéressait guère à ces problèmes éloignés – le fait d'être tenu à l'écart de ceux-ci, malgré son rôle de chef de l'État-Major de

l'armée, était pour lui une source d'indignation. Il s'en montra d'autant plus déterminé à pousser "son" offensive et se plaignit à Hitler de l'intrusion de Jodl dans sa sphère de responsabilité. Il devient ainsi évident pour la première fois que le soi-disant état-major des opérations des forces armées, commandé par Jodl, avait définitivement perdu son rôle de conseiller tous azimuts, n'endossant plus que le rôle d'une branche secondaire des opérations de l'armée sur les théâtres autres que celui de l'Est. À partir de cette date, Hitler devint le seul homme à disposer d'une vue globale de la situation stratégique.

« Pour finir, survint la décision prise à contrecœur par Hitler de lancer l'offensive de Koursk – qui nous coûta si cher. Dès le début, il ne semblait pas convaincu de son succès. Son assentiment final fut peut-être dû au fait qu'il n'aurait sans cela pas pu éviter une retraite stratégique délibérée à l'Est, sur une vaste échelle. Considérer une telle possibilité était contraire à son credo – qu'il m'exprima maintes fois, et notamment en cette occasion : "Les généraux veulent pouvoir opérer : ce qui, en fait, signifie battre en retraite." Pour cette même raison, il interdit toute construction et fortification dans les positions arrière. »

Les suites de l'offensive de Koursk

Lorsque cette dernière offensive allemande fut enrayée, les Russes lancèrent leur contre-offensive. Ils disposaient maintenant de moyens suffisants pour maintenir un certain rythme d'attaque. Les Allemands, au contraire, avaient gaspillé dans cette dernière opération hasardeuse les forces propres à repousser plusieurs attaques et même à provoquer une accalmie. Presque toutes leurs réserves étaient épuisées. Les assauts russes se succédèrent donc pendant tout l'automne et l'hiver. Les quelques rares pauses de l'assaillant furent des conséquences non des contre-attaques allemandes, mais de la nécessité où se trouvaient les unités combattantes russes de se faire rattraper par leurs services de ravitaillement. Le front du Sud tout entier était en effervescence.

Sur le front du Nord, où les Allemands avaient pu se maintenir sur la défensive, toutes les attaques russes se brisèrent contre une résistance tenace et serrée. Heinrici commandait alors la IV^{e} armée dans le secteur situé entre Rogachev et Orcha, à cheval sur la grande route Moscou-Minsk. Il me dit avoir justement relu, à cette époque, mes ouvrages sur les principes de la guerre moderne et ajouta : « Je tiens à vous dire combien,

riche de mon expérience, je vous approuve de conclure à la supériorité de la défense sur l'attaque au point de vue tactique. Comme vous le remarquez, le problème à résoudre dépend du rapport entre l'espace à conquérir et les forces à employer à cet effet. Je pense que cela peut vous intéresser de connaître ce que j'ai pu faire à ce sujet.

« Après l'évacuation de Smolensk, les Russes s'approchèrent à 20 kilomètres d'Orcha. Les troupes de la IVe armée venaient d'y occuper leurs positions sur une ligne hâtivement préparée, composée d'une seule tranchée. Elles réussirent à arrêter l'avance russe. En ce même endroit, nous dûmes faire face à cinq violentes offensives russes, qui se succédèrent d'octobre à décembre. Je disposais de 10 divisions de mon armée pour tenir un secteur de 150 kilomètres de longueur, à vol d'oiseau, mais, en réalité, de 200 kilomètres, par suite des sinuosités de la ligne de front. La IVe armée, sans aucune réserve, très affaiblie par ses pertes, avait conservé un atout important : son artillerie intacte.

« Les Russes avaient pour principal objectif la prise de l'important centre ferroviaire d'Orcha pour couper la grande rocade ferrée Leningrad-Kiev. Ils concentrèrent à cet effet leur assaut sur un front de 20 kilomètres, traversant la route principale. Leur première offensive se fit avec 20 à 22 divisions, la seconde 30, les trois autres chacune 36. Une majorité de divisions fraîches participait à chaque attaque.

« Pour leur faire face, j'employai 3 divisions et demie à tenir les 20 kilomètres de front qui subirent cet assaut. J'en gardai 6 et demie pour garnir le reste de mon secteur très étendu. Ces cinq batailles successives durèrent chacune cinq ou six jours, le troisième ou le quatrième jour étant généralement le plus violent ; ensuite l'attaque faiblissait. Les Russes n'essayèrent pas de lancer une grande quantité de blindés, parce qu'ils n'avaient pas réalisé de brèches assez importantes dans les défenses. Les attaques étaient appuyées par un nombre de chars de soutien ne dépassant pas 50 ; ces derniers étaient toujours repoussés.

« Les Russes faisaient régulièrement trois tentatives par jour : la première vers 9 heures du matin, après une vigoureuse préparation d'artillerie ; la seconde entre 10 et 11 heures ; la troisième entre 2 et 3 heures de l'après-midi. C'était presque minuté ! Les Russes agissaient sous la contrainte : ils devaient avancer jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés par notre artillerie ; derrière eux, commissaires et officiers, revolver au poing,

leur interdisaient toute retraite. L'infanterie russe était mal entraînée, mais attaquait vigoureusement.

« À mon avis, trois facteurs principaux contribuèrent au succès de notre défense. D'abord, j'avais organisé des secteurs étroits attribués à chaque division avec une forte densité de troupes à l'endroit même où les Russes attaquèrent. Ensuite je réussis à grouper une artillerie très puissante de 380 pièces destinée à couvrir le secteur menacé, sous la direction d'un seul officier ayant son poste de commandement au quartier général de l'armée et capable de concentrer les feux sur n'importe quel point de ce front de 20 kilomètres. Les Russes soutenaient leurs offensives par un grand nombre de canons – jusqu'à un millier –, mais leur tir n'était pas assez concentré. Enfin, je compensais les pertes des divisions engagées – pertes qui s'élevaient à environ un bataillon par division et par jour de bataille – par un système de drainage de bataillons prélevés dans d'autres divisions de mon armée. Je m'arrangeais toujours pour avoir 3 bataillons frais – un pour chacune des divisions au combat sur le front – à leur poste derrière leurs divisions, avant le début de l'assaut. L'autre bataillon du régiment dont il provenait suivait avec l'état-major de cette formation, c'est ainsi que j'introduisais sur le front des régiments, puis ensuite des divisions, entièrement renouvelés. Le mélange temporaire entre les divisions était inévitable ; il faisait partie des sujétions imposées en vue de remporter le succès dans ce style défensif. Dès que possible, je faisais en sorte de les reconstituer dans leur intégrité. »

En mai 1944, Heinrici reçut le commandement de la 1re armée de panzers, à laquelle s'ajoutait la Ire armée hongroise sur le front des Carpates. Il conduisit leur retraite jusqu'en Silésie, au début de 1945, après l'effondrement du front allemand dans le Nord. En mars 1945, il fut nommé à la tête du groupe d'armées face à la poussée russe finale en direction de Berlin, qui livra les batailles de l'Oder et de Berlin.

Dans cette dernière phase, il me dit avoir encore perfectionné les méthodes défensives qu'il m'avait déjà décrites. « Lorsqu'on observait des concentrations russes, signe précurseur d'une attaque, je retirais mes troupes à 2 kilomètres en arrière, à la faveur de la nuit, jusqu'à la deuxième ligne. Résultat : l'assaut russe frappait dans le vide et la seconde attaque n'avait plus le même élan. Naturellement, le succès dépendait de la connaissance du jour de l'assaut, renseignement que je cherchais à obtenir en faisant ramener des prisonniers par mes patrouilles. L'attaque russe

brisée, je maintenais ma seconde ligne comme position avancée tandis que les troupes avançaient et réoccupaient la première ligne des secteurs non attaqués. Cette méthode réussit très bien dans la bataille de l'Oder – le seul obstacle provenait de la réduction de nos effectifs après tant de gaspillage dû à la rigidité de notre défense de positions impossibles à tenir.

« Je ne subis pas une seule défaite pendant trois années de batailles défensives dont les plans appliquaient ces méthodes, et je suis fier de n'avoir jamais eu à solliciter du haut commandement l'envoi des réserves. Les canons automoteurs étaient de la plus haute utilité pour l'application de cette tactique défensive.

« Vous concluez, dans vos ouvrages, que la supériorité de l'assaillant doit être de l'ordre de trois contre un. L'expérience m'a prouvé que vous aviez raison et que vous étiez même au-dessous de la vérité. Je dirais que, pour s'assurer le succès, l'assaillant doit posséder une supériorité de six et même sept contre un, si la défense est serrée et n'a pas à couvrir une trop grande étendue de terrain. En certaines occasions, mes troupes ont soutenu le choc dans un état d'infériorité qui allait jusqu'à douze et même dix-huit contre un.

« À mon avis, voici la cause principale de la défaite allemande à l'Est : nos troupes furent obligées de couvrir des espaces énormes sans la souplesse de commandement qui aurait permis des concentrations destinées à tenir les secteurs vitaux. C'est pourquoi nous perdions constamment l'initiative. Je ne pense pas qu'il eût été possible d'user la puissance russe uniquement par des opérations de défense, mais nous aurions pu faire tourner la chance en augmentant notre mobilité et en réduisant l'étendue de notre front de façon à libérer des unités en vue de contre-attaques fructueuses.

« Malheureusement, on ne consultait jamais les chefs d'armée au sujet des plans d'opérations ou des méthodes de défense. Guderian, chef de l'État-Major général pendant la dernière année, resta sans influence sur Hitler ; son prédécesseur, Zeitzler, en eut très peu. Quant à Halder, qui les précéda, il prodiguait des conseils que Hitler ne suivait pas.

« Quand je pris le commandement de la IV^{e} armée, ma première expérience m'ouvrit les yeux. Je retirai un petit détachement d'une position dangereuse – sur quoi je reçus un avertissement, transmis par le général von Kluge, alors chef du groupe d'armées. On m'informait que, si je décidais de nouveau une semblable mesure, je risquais, au moins, le conseil de guerre.

« Hitler prescrivait toujours de se battre pour conserver la moindre parcelle de terrain et menaçait de traduire devant la justice militaire tous ceux qui ne se conformeraient pas à cet ordre.

« Aucun retrait, même le plus insignifiant, n'était autorisé officiellement sans sa permission. L'armée était à tel point pénétrée de cette règle qu'il y circulait une plaisanterie bien connue : les chefs de bataillon "n'osent pas déplacer une sentinelle de la fenêtre à la porte". Ces méthodes inflexibles et rigides nous mettaient souvent en état d'infériorité. Plus d'une fois, des troupes, cramponnées à des positions intenables, étaient finalement encerclées et capturées. Quelques-uns d'entre nous s'aventuraient à tourner ces ordres comme ils le pouvaient. »

Une telle audace n'était possible que localement et dans de très modestes limites. Tippelskirch, qui succéda à Heinrici au commandement de la IVe armée, témoigna également de l'efficacité de la défense élastique et insista sur les conséquences désastreuses de ne pouvoir l'employer sur une échelle suffisante. « À Moguilev, en mars 1944, je commandais le 12e corps, composé de 3 divisions. Les Russes lancèrent une offensive avec 10 divisions le premier jour. Cependant, ils ne réussirent à occuper que la première ligne et furent arrêtés par la seconde. Il s'ensuivit une accalmie pendant laquelle je préparai une contre-attaque. Je la déclenchai à la clarté de la lune et repris tout le terrain perdu – au prix de pertes relativement peu élevées. »

Tippelskirch raconta ensuite l'offensive russe de l'été 1944. Trois semaines avant son début, il avait pris le commandement de la IVe armée. Sur ce front, les commandants des armées demandaient avec insistance la permission de se retirer sur la Bérézina : ce retrait important aurait amorti le choc de l'attaque russe. Ils ne purent obtenir gain de cause. Tippelskirch n'hésita pas à passer outre et recula un peu dans son secteur jusqu'à la ligne du Dniepr ; cette mesure suffit pour garder son front intact. Mais, à sa gauche et à sa droite, les lignes furent enfoncées et il s'ensuivit un effondrement général. La retraite ne s'arrêta que sur la Vistule, près de Varsovie.

« Il aurait été beaucoup plus sage de ramener à temps la ligne du front en arrière. Après chaque recul allemand, les Russes avaient toujours besoin d'une assez longue période de préparation et, lorsqu'ils passaient ensuite à l'attaque, leurs pertes étaient exagérément fortes. Une série de retraites effectuées par étapes bien calculées aurait usé les forces des Russes et

aurait, en outre, créé des possibilités de contre-attaques, à une époque où les armées allemandes possédaient encore assez de puissance pour les rendre efficaces.

« En 1941, Hitler avait eu raison d'interdire la retraite, mais il commit la grave erreur de répéter son ordre en 1942 et de le maintenir plus tard dans des conditions bien différentes : après une année de campagne en Russie, l'armée allemande, suffisamment équipée pour les combats d'hiver, se sentait prête à se mesurer aux Russes. Une retraite stratégique n'aurait pas ébranlé son moral. Nos troupes pouvaient très bien effectuer une telle manœuvre en hiver. Elle leur aurait permis une économie de forces et l'exécution ultérieure d'un retour massif.

« Hitler fut responsable de la défaite allemande. Il ne sut pas utiliser les ressources de la stratégie ; il gaspilla ses forces en vains efforts et en résistances inutiles, à des endroits et des moments mal choisis. »

Manteuffel ajoute : « Il ne fait pas de doute que l'avance de l'Armée rouge durant les phases qui suivirent Stalingrad se serait déroulée de manière différente si notre défense avait été plus mobile, avec des actions d'arrière-garde. À maintes reprises, cette méthode m'a permis d'engager de nombreux succès, même en infériorité numérique. »

À cette discussion, le général Dittmar ajouta quelques remarques intéressantes d'un point de vue plus large et moins personnel. En qualité de commentateur militaire, il fit preuve, pendant la guerre, d'une extraordinaire objectivité dans ses exposés radiodiffusés – peut-être plus qu'aucun critique militaire d'autres pays. Fait d'autant plus remarquable qu'il était soumis à un contrôle beaucoup plus sévère que n'importe quel reporter allié. Je lui demandai comment il avait réussi à parler avec tant de franchise en maintes occasions ; il me répondit qu'il devait cette latitude à Fritsche, chef de la propagande par radio, seul à revoir ses textes avant leur diffusion. Il pensait que Fritsche, profondément déçu par le régime nazi, était content de laisser le champ libre à celui qui savait dire tout haut ce qu'il pensait en secret. Naturellement, les protestations éclatèrent, nombreuses. Fritsche protégea Dittmar de son mieux. Ce dernier ajouta : « J'avais toujours l'impression de marcher sur une corde raide, avec un nœud coulant au cou ! »

Je lui demandai s'il estimait que les Allemands auraient réussi à miner la résistance russe en adoptant un système de défense élastique. Il répondit : « Je pense que oui ; les avantages de la défense élastique étaient évidents,

mais nos chefs militaires ne purent l'utiliser efficacement à cause des objections de Hitler. L'État-Major général n'avait pas le droit de faire établir des lignes de repli, ni même de préparer les mesures à appliquer au cas où les armées seraient repoussées. Il leur était interdit de prévoir un recul. Cependant, en 1943, l'État-Major réussit à établir des projets clandestins et fit circuler des notes donnant des instructions libellées en termes très discrets. Ces papiers furent distribués aux diverses armées, mais sans porter aucune trace de leur origine. »

Je demandai à Dittmar si les Allemands avaient tenté une retraite stratégique avant le déclenchement de la grande offensive russe de juillet 1943, ou avant celle de janvier 1945. Sa réponse fut : « Non : les deux fois, notre front fut rompu par la faute de la stratégie imposée par Hitler. Quelques chefs de petites unités, ayant eu l'adresse de se dérober à son ordre de tenir sur place coûte que coûte, avaient exécuté des modestes replis, mais les autres, accrochés à leurs positions, obéirent strictement aux ordres, provoquant ainsi la capture de leurs troupes. Dans chacun de ces cas, il faut imputer la défaite à l'erreur fondamentale d'une stratégie strictement défensive. Le désastre devint catastrophe quand les Russes lancèrent leur offensive en juillet 1944, en partant de la Vistule. En effet, les réserves conservées intactes pour parer ce coup nous furent enlevées au moment critique et envoyées au secours des troupes de Budapest. Elles comprenaient 3 de nos meilleures divisions blindées.

« Le système consistant à se cramponner à tout prix en des endroits définis était néfaste. S'obstiner à colmater une brèche du front général provoquait d'autres effondrements locaux. Cet ensemble causa notre perte. »

CHAPITRE 19

L'ARMÉE ROUGE

L'opinion des généraux allemands sur l'Armée rouge est intéressante et parfois révélatrice. La plus nette me fut fournie par Kleist : « Nous nous sommes tout de suite rendu compte que les hommes étaient des combattants remarquables, et nos premiers succès ne furent remportés que grâce à notre entraînement supérieur. Quand ils eurent acquis de l'expérience, ils devinrent des soldats de premier ordre. Doués d'une étonnante endurance, ils combattaient avec acharnement et pouvaient se passer de presque tout ce qui était considéré comme indispensable dans les autres armées. Les officiers étaient attentifs à tirer les enseignements de leurs insuccès et devinrent vite très compétents. »

Quelques autres généraux allemands ne partageaient pas cette opinion et disaient que, si les unités blindées étaient de formidables adversaires, l'infanterie russe restait, en général, médiocre au point de vue tactique et technique. Toutefois, je remarquai que les jugements les moins flatteurs provenaient des généraux qui avaient combattu dans le secteur nord du front ; j'en déduisis que les meilleurs éléments de l'Armée rouge opéraient dans le Sud. Par ailleurs, les guérillas semblent avoir été plus mordantes à l'arrière du front allemand dans le Nord, à tel point qu'en 1944 les Allemands ne pouvaient utiliser que les plus grandes routes pour acheminer leurs convois. Tippelskirch, dont la IV^{e} armée fut isolée dans la région septentrionale du Dniepr par l'offensive russe de l'été 1944, me dit qu'il réussit à la dégager en faisant un détour au sud, vers les marais du Pripet, après le blocage de la ligne principale de retraite vers Minsk. Il utilisa des routes dont les Allemands ne se servaient plus depuis longtemps à cause du danger présenté par les partisans. « Il ne restait pas un seul pont intact sur la route, et je dus les réparer tous au cours de ma retraite. »

Il me parla de ses quatre années passées dans la partie nord du front et fit la remarque suivante : « En 1941, nos soldats surmontèrent leur peur de l'infanterie russe, mais ils craignaient beaucoup d'être faits prisonniers et envoyés en Sibérie… ou pire. Ce sentiment contribuait, d'une part, à raidir leur résistance, mais, d'autre part, il agissait insidieusement sur leur courage lorsque, contraints par ordre de Hitler à se maintenir sur des positions avancées, ils couraient le danger d'être isolés. »

Je demandai à Rundstedt quelles étaient les forces et les faiblesses de l'Armée rouge, telle qu'il la trouva en 1941. Il répondit : « Les chars russes nous surprirent par leur qualité et leur bon fonctionnement. Quant à l'artillerie, les Russes en possédaient moins que nous ne le supposions. L'aviation ne présenta pas un obstacle sérieux pendant cette première campagne. »

Manteuffel remarqua : « En 1941, les Russes se trouvèrent confrontés au même problème que nous à partir de 1942 : leur infanterie, insuffisamment équipée en défense antichars, ne pouvait tenir sans ce soutien. Aussi, des groupements de blindés devaient être attachés à l'infanterie – ce qui est fatal pour l'efficacité des forces blindées, car cela implique un morcellement des blindés en petits paquets. »

Kleist me parla plus spécialement des armes russes : « Même en 1941, ils possédaient un très bon matériel ; leurs chars, notamment, étaient remarquables. L'artillerie ainsi que la plupart des armes de l'infanterie étaient excellentes ; les fusils, plus modernes que les nôtres, pouvaient tirer plus rapidement. Leur char T-34 était le meilleur du monde. »

Manteuffel dit que les Russes perfectionnaient constamment leurs chars et que le char « Staline », construit en 1944, était le meilleur qu'il ait vu employer sur les champs de bataille. Les experts britanniques critiquaient, dans les chars russes, l'absence d'équipements ou de dispositifs secondaires utiles dans certaines circonstances, en particulier le manque de contrôle par radio. À contrario, les experts allemands en matière de chars trouvaient que les Anglais et Américains sacrifiaient trop la puissance d'action au profit de ces perfectionnements.

Du côté matériel, Kleist me fit observer que 1942 avait été la période de plus grande faiblesse pour les Russes. Ils n'avaient pas pu réparer leurs pertes de 1941 et manquèrent surtout d'artillerie pendant toute l'année. « Ils en furent réduits à utiliser des mortiers, transportés par camions, pour compenser la faiblesse de leur artillerie. » Mais, à partir de 1943, leur

situation en matériel fit de rapides progrès. Les importantes fournitures alliées apportèrent aux Russes une aide appréciable, surtout en véhicules automobiles, mais la production croissante de leurs nouvelles usines situées hors d'atteinte, à l'extrême est, représentait un facteur encore plus important. Les chars étaient presque tous fabriqués chez eux.

Guderian dit : « Les Russes s'inspirèrent, pour bâtir leurs modèles, des chars américains. Le principal char de 1941 était le premier "Christie Russkii", version russe du char "Christie" américain[40], puis, peu après le début de la campagne, le célèbre T-34, qui ressemble au "Christie". Le char T-34 fut produit à partir de 1941 et apparut pour la première fois sur le front en juillet 1941, tandis que le premier char "Staline" n'apparut qu'en 1944.

« Je ne pense pas que les Russes soient un peuple arriéré, car j'ai eu l'occasion de visiter une de leurs usines de tracteurs en 1933. Non loin de là se trouvait une usine de chars, et je vis 20 à 25 chars "Christie" quitter l'usine. Les Russes me dirent que c'était le cas chaque jour – en 1933[41] ! Les Russes sont particulièrement doués pour copier les modèles étrangers et les adapter aux conditions de leur pays.

« Ainsi, le char T-34 était-il supérieur aux chars allemands en motorisation, en propulsion, en blindage et en armement, mais inférieur en optiques et en radio – la tourelle ne permettait pas au chef de chars une vision à 360 degrés. Lorsqu'en 1943 les chars allemands "Panther" et "Tigre" apparurent sur les champs de bataille, les Allemands reprirent la main sur le plan technologique – mais uniquement de char à char, pas en terme de quantité. Les Russes produisirent leurs chars sans modifications et en grandes séries, tandis que Hitler n'avait de cesse de changer les modèles, provoquant ainsi des réductions de séries[42].

« Soucieux que l'histoire serve, je vous conseille donc de ne pas sous-estimer les Russes. Ils sont au moins capables de copier les idées des autres en un temps très bref. »

D'autres commentaires intéressants me furent faits par le capitaine von Senger und Etterlin – commandant de corps de panzers – qui après avoir commandé une unité de chars en Russie et perdu un bras, fut l'adjoint de l'inspecteur des forces blindées durant la dernière partie de la guerre. « La conception générale des chars russes était bonne, mais simple à l'extrême. Le confort était inexistant pour l'équipage, contrairement aux chars allemands, américains ou britanniques, et l'intérieur comme l'extérieur du char ne recevaient pas même une couche de peinture[43]. Mais les pièces

d'armement et les autres pièces essentielles étaient bien conçues. Avant l'été 1943, seuls les chars des chefs de section étaient équipés de radio et, avec l'arrivée du nouveau modèle de T-34, l'équipage passa de 4 à 5 hommes pour embarquer un opérateur. » (Manteuffel mentionna : « J'ai, en plusieurs occasions, rencontré des opératrices radio dans des chars – elles étaient extrêmement braves, coriaces et fanatiques. »)

Senger insista : « Les Russes avaient quelques principes : prendre la meilleure machine disponible ; ne construire que peu de modèles différents ; construire des modèles aussi simples que possible ; enfin, produire ces modèles en de très grandes quantités. En 1942, une de nos divisions de panzers comptait douze modèles de chars différents et vingt autres modèles de véhicules. Les corps blindés russes ne disposaient généralement que d'un modèle de char – et d'un modèle de transport : des camions Ford !

« Les Russes n'avaient que des blindés et des camions dans leurs formations mécanisées – pas de voitures, ni de motos, ni d'autres véhicules. Vers la fin de la guerre, ils disposèrent d'une petite quantité de jeeps américaines, utilisées par les chefs de bataillon, etc. La simplicité de l'organisation russe avait ses inconvénients, mais aussi ses avantages, comparée à celle des Allemands, qui souffraient d'un trop grand nombre de modèles de véhicules de performances et conceptions variées, ce qui compliquait le mouvement ainsi que l'approvisionnement en pièces détachées.

« La maintenance des chars russes était également bonne, les grosses réparations n'étaient pas effectuées aussi rapidement que dans l'armée allemande, mais leur système de maintenance était très efficace et ils disposaient d'un grand nombre de mécaniciens bien formés. Nous nous mîmes d'ailleurs à employer un nombre grandissant de mécaniciens russes dans nos propres compagnies de maintenance. Avant la guerre, on croyait généralement en Allemagne, comme ailleurs, que les Russes n'étaient ni doués ni intéressés par les forces mécanisées, mais cette croyance fut démentie par les faits. Ils ont un sens naturel pour les questions techniques, peut-être même plus que certains peuples occidentaux. »

Manteuffel dit : « Leurs services de réparation et de récupération, qui dans l'armée blindée ne sont jamais vraiment séparés de la troupe – étaient excellents. Ils accomplissaient des prouesses en suivant les unités de chars,

à pied, pour tracter les machines endommagées et les réparer. J'ai donc donné ordre d'incendier leurs chars abandonnés.

« D'un autre côté, les unités de chars russes manquaient de mobilité tactique qui, additionnée à un personnel adéquat, sont la base de la mobilité et de l'adaptabilité opérative. À cet égard, à la fin de la guerre, Ils avaient certes beaucoup progressé, mais sans atteindre le niveau des équipages des Allemands comme des Alliés. »

Sanger me fit sur ce sujet d'autres commentaires : « Les tactiques des blindés russes étaient d'une nature simple, méticuleusement planifiées, afin d'éviter d'avoir à faire appel à trop d'initiative individuelle et de jugement. Car les chefs de chars russes, efficaces malgré leurs limites, n'étaient pas supérieurement intelligents. Avant une attaque, on leur confiait des cartes sur lesquelles leurs routes et leurs objectifs étaient indiqués par des traits de couleur. Nombre de ces cartes furent capturées, ce qui nous donna une idée assez précise de la manière dont ces tactiques étaient planifiées.

« Elles étaient en fait du type "soutien d'infanterie", opérant en petites unités. Ils utilisaient généralement une petite compagnie de chars – 10 – pour ouvrir la voie à une compagnie d'infanterie. En offensive, ils attaquaient en une longue ligne de compagnies de chars, chacune suivie de près par de l'infanterie. Ils n'attaquaient pas en grandes formations. Mais après avoir percé, les chars russes se concentraient et poursuivaient l'exploitation en masse, avant de rencontrer une nouvelle ligne de défense.

« Les Russes ne disposaient pas d'engins chenillés ou semi-chenillés pour transporter leur infanterie. Une partie de l'infanterie de soutien était transportée sur les chars eux-mêmes, aussi longtemps que possible. À part cela, les Russes dépendaient des divisions motorisées, dont l'infanterie était déplacée en camions. »

Une des surprises de la campagne de l'Est fut l'abstention de l'emploi par les Russes des troupes aéroportées. Pourtant, dans le monde entier, ils tenaient la tête pour le développement de cette arme nouvelle. Elle joua un rôle important au cours de leurs manœuvres d'avant 1939. Je discutai ce sujet avec Student, qui répliqua : « Je me suis souvent demandé pourquoi les Russes n'avaient pas fait usage de parachutistes. Je suppose qu'ils trouvaient leur entraînement insuffisant, tant au point de vue du vol qu'au point de vue du saut. Ils se bornèrent à parachuter des agents et des petits groupes destinés à opérer des sabotages derrière notre front. »

Il y eut pourtant une exception à cette règle d'abstinence, lorsque les Russes effectuèrent une opération aéroportée d'une manière très peu conventionnelle. Student m'en fit part : « Lors de la campagne hivernale de 1941-1942, plusieurs milliers de Russes furent largués dans les airs de la manière la plus primitive qui soit, avec cette insouciance typique des Russes, derrière la ligne de front allemande au sud-ouest de Moscou, en soutien de forces de cavalerie qui venaient de percer. Lors de plusieurs nuits où la lumière de la lune était suffisante, les avions de transport russes survolèrent les vastes champs couverts de neige. Ils ne volaient qu'à quelques mètres du sol et les soldats russes sautaient des avions sans parachutes. C'était la plus simple des opérations aéroportées. »

Attaquant la question du commandement, je demandai à Rundstedt quels étaient, à son avis, les meilleurs généraux russes. Sa réponse fut : « Aucun ne valait grand-chose en 1941. Parlant de Boudienny, commandant les armées russes qui me faisaient face, un officier russe fit cette juste remarque : "C'est un homme à très grosse moustache et à très petit cerveau." Avec le temps, le commandement russe devint meilleur. Joukov était très bon chef. Il étudia – il n'est pas sans intérêt de le rappeler – la stratégie en Allemagne, sous la direction du général von Seeckt, vers 1921-1923. »

Dittmar, le mieux placé en sa qualité de principal commentateur militaire de la radio pour rapporter l'opinion la plus courante chez les généraux allemands, dit que ces derniers trouvaient Joukov remarquable. Koniev, malgré sa compétence et ses savantes tactiques, ne l'égalait pas. « Au cours de la guerre, les Russes atteignirent un niveau de plus en plus élevé dans leur commandement, du bas en haut de l'échelle. Une de leurs plus grandes qualités était la perméabilité de leurs officiers, toujours disposés à apprendre et à se perfectionner. » Il ajouta que les Russes pouvaient se permettre des erreurs à cause de l'immense supériorité de leurs forces ; tel n'était pas le cas des Allemands.

Ce jugement porté sur les généraux russes fut contesté par plusieurs de leurs adversaires allemands, surtout par ceux qui avaient combattu dans la partie septentrionale du front. En gros, voici comment on peut résumer l'opinion générale : progressivement, les Russes améliorèrent leur commandement en haut et en bas de la hiérarchie, tandis que les cadres intermédiaires restaient médiocres. Les échelons inférieurs étaient occupés par de jeunes officiers qui, dans leur rayon d'action, acquirent un excellent

sens tactique ; en effet, les incapables disparaissaient vite dans une compétition soumise aux dures réalités des balles et des obus ennemis. Les officiers étaient, bien plus que dans les autres armées, préoccupés par d'autres contingences ; ils craignaient avant tout non l'ennemi, mais les ordres et les jugements de leurs supérieurs.

À ce sujet, un des chefs allemands du front du Nord fit une remarque caractéristique : « On pouvait impunément inciter les Russes à attaquer tant que les plans prévoyaient une défense élastique. Leur impétuosité dans l'offensive se marquait par des assauts répétés. On en trouve le motif dans la crainte continuelle où vivaient leurs chefs d'être taxés d'inertie s'ils cessaient leurs attaques. »

En ce qui concerne le caractère du soldat russe, Dittmar me fournit un renseignement d'importance capitale lorsque je lui demandai quel était son principal atout : « Je signalerai en premier chez les simples soldats une indifférence morne qui dépasse le fatalisme. Ils n'étaient pas complètement insensibles quand tout allait mal pour eux, mais, en temps normal, il était difficile de les impressionner, comme cela aurait été possible avec des soldats des autres pays. Lorsque je commandais sur le front finnois, je ne vis qu'une seule fois les troupes russes capituler devant les miennes. Leur extraordinaire passivité, si elle rendait les Russes très difficiles à vaincre, déterminait aussi, au point de vue militaire, leur plus grande faiblesse. Au début de la campagne elle les mena souvent à se laisser encercler. »

Dittmar ajouta : « Sur les ordres formels de Hitler, on essaya d'inculquer à l'armée allemande le même état d'esprit que celui de l'Armée rouge. Pendant que nous essayions de copier ce trait de leur caractère, les Russes imitaient nos tactiques avec plus de succès. Les Russes pouvaient se permettre de donner cette attitude à leurs troupes, car ils en avaient suffisamment pour négliger les pertes et, d'autre part, les hommes étaient habitués à une obéissance passive. »

Cette habitude d'obéissance passive pouvait parfois aller à l'encontre du sens tactique naturel des Russes, gênant la flexibilité et les soumettant aux effets de surprise. Tippelskirch fit par exemple remarquer : « Il n'est pas difficile de bouleverser leurs plans, car ils sont très rigides. Altérer leurs plans leur demande beaucoup d'efforts, particulièrement lorsque l'action est engagée. Par expérience, j'ai toujours constaté que les attaques des Russes pouvaient être arrêtées et repoussées par des contre-attaques résolues, même par des troupes très inférieures en nombre, si elles étaient effectuées

immédiatement, car elles prenaient alors les Russes totalement par surprise. Les Russes sont toujours très impressionnés par une résistance énergique, alors qu'ils se montrent plus audacieux s'ils se sentent supérieurs. Ils ont naturellement tendance à chercher le couvert s'ils se sentent menacés, comme des animaux sauvages. C'est peut-être la raison pour laquelle, malgré leur bon sens mécanique et technique, leurs forces aériennes ont toujours été leur maillon faible – car les forces aériennes sont une arme essentiellement agressive, ce qui ne convient pas à leur caractère. Mais seules des forces superbement commandées, pourvues d'un entraînement de première classe, d'un moral élevé et de nerfs à toute épreuve peuvent les vaincre. Ces forces peuvent être inférieures en nombre. »

Blumentritt, qui aimait à considérer tous ces sujets sous l'angle philosophique et historique, me parla longuement de ses impressions, en commençant par ses expériences de la Grande Guerre.

« J'étais lieutenant lorsque j'eus un bref contact avec les Français et les Belges, à Namur, en août 1914 ; je devais ensuite combattre pendant deux ans contre les Russes. Dès notre première attaque contre le front russe, nous fûmes prompts à comprendre que ces soldats étaient très différents des Français et des Belges : presque invisibles, dans des tranchées habilement construites, et très résolus ! Nous subîmes des pertes sévères.

« C'était l'époque de l'armée impériale russe. Durs, mais bons garçons dans l'ensemble, ils avaient pour principe militaire d'incendier les villes et villages de Prusse-Orientale lorsqu'ils devaient se replier ; ils continuèrent cette politique de la terre brûlée dans leur propre pays. Quand la lueur rouge des villages en feu illuminait l'horizon, le soir, nous savions que les Russes les quittaient. Il est curieux de constater que les populations supportaient ces méthodes avec fatalisme. C'était la façon russe, la même depuis des siècles.

« Lorsque je dis que, dans l'ensemble, les soldats russes étaient bons garçons, je parle des éléments européens. Les troupes asiatiques, les corps sibériens, les cosaques également étaient cruels. L'Allemagne de l'Est eut beaucoup à souffrir de leurs procédés en 1914.

« Même en 1914-1918, nos troupes étaient sensibles aux dures conditions de la guerre à l'Est. Les hommes préféraient être envoyés sur le front de l'Ouest où se livrait une guerre écrasante de matériels et d'artillerie lourde, Verdun, la Somme, etc. Certes, ces facteurs n'étaient pas à dédaigner et nous en connaissions l'action épuisante, mais, au moins, nous

nous mesurions à des Occidentaux. À l'Est, le tir était moins terrible, mais la lutte était bien plus acharnée contre des éléments humains beaucoup plus endurcis. Les Russes affectionnaient particulièrement les corps à corps, les attaques de nuit, les combats de forêts. La situation se résumait assez bien dans la boutade qui circulait parmi les troupes allemandes du front de l'Est : "À l'Est, il y a la brave armée qui se bat ; à l'Ouest, le piquet d'incendie est en état d'alerte."

« C'est au cours de cette dernière guerre que nous avons le mieux compris la signification du mot "Russie". La première bataille de juin 1941 nous révéla la nouvelle armée des soviets. Nos pertes atteignirent 50 pour cent. La Guépéou et un bataillon de femmes défendirent la vieille citadelle de Brest-Litovsk pendant une semaine et se battirent jusqu'au dernier, en dépit des bombardements massifs de nos avions et de notre artillerie à grande puissance. Nos troupes apprirent bientôt ce que représentaient les combats contre les Russes. Le Führer et la plupart des grands chefs ne le savaient pas ; ce fut la cause de bien des déboires.

« L'Armée rouge, fanatisée par une idéologie, était bien plus résistante que l'armée des tsars. Sa ténacité s'en trouvait accrue et, par réaction, celle de nos propres troupes, car, dans l'Est, régnait la maxime : "Toi ou moi !" La discipline dans l'Armée rouge était bien plus rigoureuse que du temps des tsars. Voici le genre d'ordres – aveuglément obéis – qu'il nous arrivait d'intercepter : "Pourquoi n'attaquez-vous pas ? Je vous ordonne pour la dernière fois de prendre Strylenko, faute de quoi je crains pour votre santé." Ou encore : "Pourquoi votre régiment n'est-il pas en position d'attaque ? Engagez les opérations immédiatement, à moins que vous ne préfériez perdre la vie." C'est ainsi que nous fûmes amenés à comprendre l'inexorable fermeté de nos adversaires. Nous ne pensions pas un instant, en 1941, que nous nous trouverions dans la même situation qu'eux quelques années plus tard.

« Dans l'histoire de toutes les guerres, dans toute rencontre avec les Russes, la bataille était acharnée, meurtrière, sans merci. Là où le Russe résiste et se défend, la victoire est difficile et coûte cher en vies humaines. Avec la simplicité de la nature, le soldat russe emploie les moyens les plus efficaces. Comme la discipline doit être aveugle pour tous et que le caractère slavo-asiatique ne comprend que l'absolu, la désobéissance n'existe pas. Les chefs russes peuvent demander l'impossible à leurs hommes. On n'entend ni murmures ni plaintes.

« L'Est et l'Ouest : deux mondes qui ne peuvent se comprendre. La Russie restera toujours un point d'interrogation. Les Russes savent se taire, et leur esprit nous est fermé. »

Les réflexions de Blumentritt évoquent un point qui eut presque autant d'importance que le moral des troupes. Tous les généraux insistent sur l'étonnante faculté des Russes à se passer d'un ravitaillement normal. Manteuffel, qui conduisit plusieurs attaques de chars derrière leur front, en fit une description frappante : « L'avance d'une armée russe est une chose qu'un Occidental ne peut imaginer. Derrière les chars déferle une horde d'hommes, en majorité à cheval. Le soldat porte sur le dos un sac garni de croûtes de pain et de légumes crus ramassés au passage dans les champs et les villages. Les chevaux se nourrissent de la paille des toits : on ne leur donne pas grand-chose d'autre. Les Russes peuvent mener cette vie primitive pendant trois semaines. Inutile de penser à arrêter leur avance, comme celle d'une armée ordinaire, en coupant leurs communications : on ne peut attaquer des convois de ravitaillement presque inexistants ! »

CHAPITRE 20

L'INVASION DE L'ITALIE

Lorsque la position italo-allemande en Tunisie s'effondra en mai 1943, 8 divisions ainsi qu'une masse de troupes auxiliaires furent prises au piège dans le « sac » africain et tombèrent aux mains des Alliés. Elles étaient formées du noyau des troupes allemandes sur le théâtre de Méditerranée et de la crème des divisions italiennes. L'Italie se trouvait à présent directement menacée, dépourvue de défenseurs, et le moral des Italiens sombra un peu plus encore. Seules quelques unités allemandes étaient immédiatement disponibles pour colmater les défenses de l'Italie – 2 divisions en Italie même, une improvisée en Sicile à partir de recrues qui y avaient été envoyées et une autre du même genre en Sardaigne.

Deux mois s'écoulèrent pourtant avant que les Alliés, après leur victoire en Tunisie, débarquent en Sicile le 10 juillet. Il n'y avait alors que 2 divisions allemandes pour faire face aux 8 divisions alliées de la première vague, car les Italiens s'effondrèrent presque aussitôt après le débarquement des Alliés. Mais les Allemands, bien que manquant de soutien aérien et n'étant renforcés que par 2 divisions, parvinrent à résister aux armées plus nombreuses des envahisseurs. Après avoir retardé la conquête de la Sicile jusqu'au milieu du mois d'août, ils s'enfuirent par le détroit de Messine, protégés par le rideau de la Flak (DCA) allemande, et gagnèrent l'Italie. Le feld-maréchal Kesselring, commandant en chef des troupes allemandes dans le sud de l'Italie, avait apprécié que ses troupes lui laissent le temps de se préparer. Il apprécia plus encore de les voir regagner l'Italie en bon ordre, car il avait craint que son adversaire ne débarque en Calabre, sur l'« orteil » de l'Italie, afin de bloquer leur retraite alors qu'elles étaient encore engagées en Sicile.

Une occasion meilleure encore fut manquée dans le domaine grand-stratégique. Le désir de paix des Italiens avait été rendu manifeste par le renversement de Mussolini le 25 juillet – ainsi que par la rapidité avec laquelle les troupes italiennes en Sicile s'étaient rendues. Mais les Alliés ne firent que peu d'efforts pour appuyer ceux du nouveau gouvernement sur le chemin de la paix et il fallut attendre le 3 septembre pour que les termes de l'armistice soient fixés et signés – dans le dos des Allemands. Il fut annoncé le 8, la veille du débarquement des Alliés à Salerne, au sud de Naples. Cinq jours plus tôt, le 3, la VIII^{e} armée de Montgomery avait traversé le détroit de Messine et commencé à remonter lentement la pointe de la botte de l'Italie.

Kesselring ne disposait alors que de 7 divisions pour défendre le sud et le centre de la péninsule italienne, mais 8 autres divisions allemandes se trouvaient en Italie du Nord et d'autres étaient en route. La pression exercée sur les minces forces de Kesselring était encore accentuée par la nécessité de désarmer les troupes italiennes et de les faire garder. Fort heureusement pour lui, le principal débarquement allié eut lieu en un point, Salerne, où il pouvait aisément concentrer ses forces, tandis que la poussée dans le Sud ne représentait pas de danger immédiat. Il bénéficia grandement de la réticence des généraux alliés à s'aventurer au-delà des limites de la couverture aérienne et, l'ayant anticipée, fut à même de définir le lieu probable de l'invasion. Aussi, le débarquement de Salerne, baptisé de manière optimiste « opération Avalanche », fut-il un échec qui manqua de tourner au désastre et ne fut évité que de peu.

Il me semblait alors que la manière la plus efficace de tromper la vigilance des Allemands et de les déstabiliser était précisément de débarquer au-delà de ces limites ; je faisais valoir qu'un débarquement sur le talon de l'Italie, dans la région de Tarente et de Brindisi, serait le « lieu le plus inattendu », un choix par ailleurs peu risqué et permettant la capture rapide de deux excellents ports.

Un tel débarquement fut finalement ajouté au plan, comme mouvement subsidiaire, mais les troupes débarquées à Tarente n'étaient constituées que par la 1re division aéroportée britannique, qui fut rassemblée en toute hâte depuis ses camps de repos en Tunisie et précipitée en Italie à bord de toutes les embarcations disponibles en un laps de temps si court. Elle ne rencontra aucune opposition, mais arriva sans chars, sans artillerie à l'exception d'un obusier et presque sans transports motorisés. Pour résumer, il lui manquait

le matériel essentiel à l'exploitation de l'occasion ainsi obtenue. Au bout de quinze jours, une autre petite force (comprenant une brigade blindée) fut débarquée à Sari, le port voisin sur l'est de la côte Adriatique. Elle s'avança vers le nord sans rencontrer de résistance sérieuse et parvint à s'emparer des importants aérodromes situés autour de Foggia – à partir desquels la campagne de bombardement contre l'Allemagne put débuter sur un nouvel axe. Cette avance indirecte depuis le talon de la botte italienne menaçait également le flanc et les arrières des divisions allemandes qui faisaient face aux Alliés près de Salerne et contribua à affaiblir leur résistance.

Le 1er octobre, les Alliés entrèrent à Naples. Entretemps, les Allemands s'étaient fermement déployés dans le reste de l'Italie, désarmant les troupes italiennes et annulant ainsi les effets de leur reddition. Ils pouvaient à présent se concentrer dans leurs efforts contre l'avancée des Alliés dans la péninsule, qui mesure à peine plus d'un millier de kilomètres de large, la majorité de cet espace étant constitué des arêtes et contreforts des Apennins. Les Allemands espéraient au mieux ralentir brièvement les Alliés dans leur marche sur Rome et gagner assez de temps pour consolider leur ligne de défense dans le nord de l'Italie. Mais ils furent encouragés à pousser des renforts vers le sud en constatant que le progrès des Alliés était si lent. Leur action ressemblait à celle d'un piston dans un tube, rencontrant une pression de plus en plus importante. L'avance de la Ve armée anglo-américaine du général Mark Clark, venant de Salerne, fut arrêtée sur la ligne du Volturno, à 30 kilomètres au nord de Naples, et ensuite, plus nettement, sur le Garigliano, devant Cassino. Des attaques successives en novembre et décembre échouèrent à percer cette barrière. Pendant ce temps, sur la partie orientale des Apennins, la VIIIe armée de Montgomery avait quitté Foggia le 1er octobre et forcé le passage du Biferno grâce à l'effet de levier entraîné par un petit débarquement à Termoli, sur les arrières de l'ennemi. Mais son avance fut arrêtée sur la ligne du Sangro[44]. Montgomery monta une grande attaque à la fin du mois de novembre, déclarant : « Le temps est à présent venu de chasser les Allemands au nord de Rome […], les Allemands sont dans la situation exacte qui nous convient. Nous allons à présent leur infliger un coup colossal. » Mais il fut bloqué peu après le franchissement du fleuve et une situation d'impasse se développa de part et d'autre des Apennins.

À la fin de l'année, les Alliés n'étaient qu'à 90 kilomètres de Salerne, après quatre mois de poussée. Le gros du terrain avait été gagné en

septembre et, depuis cette date, le rythme de progression était si lent que les troupes alliées avaient fini par baptiser la méthode offensive de « grignotage ». À la fin de l'année, Montgomery quitta ce théâtre d'opérations pour prendre en charge les préparatifs de l'invasion en Normandie et de nombreux généraux de division expérimentés partirent avec lui. Plus sérieuse pour la campagne d'Italie fut la ponction de nombreuses embarcations et de matériel devant servir à débarquer en France. Sir Oliver Leese succéda à Montgomery à la tête de la VIII^{e} armée, mais Mark Clark demeura à la tête de la V^{e} et Alexander continua d'exercer le Commandement suprême des opérations.

Fin janvier 1944, une nouvelle opération amphibie fut entreprise afin de faire lâcher prise à l'ennemi sur le Garigliano autour de Cassino. Un important contingent fut débarqué à Anzio, à 35 kilomètres au sud de Rome. Mais il tarda à se mettre en marche vers l'intérieur et les Allemands déplacèrent rapidement des réserves sur ce point menacé. Bien qu'ils ne soient pas parvenus à rejeter les Alliés à la mer, comme ils l'espéraient, ils parvinrent à les contenir dans une étroite tête de pont tout en résistant au nouvel assaut du gros des troupes alliées à Cassino.

Après une pause de quatre mois, Alexander monta une nouvelle offensive et, à cet effet, détacha une partie des troupes de la VIII^{e} armée au-delà des Apennins pour renforcer l'attaque de la V^{e} armée. L'attaque au sol fut précédée d'un bombardement massif des lignes de communication de l'ennemi. Cette fois, la position de Cassino fut enfoncée grâce à un mouvement tournant effectué par le corps colonial français du général Juin, particulièrement à l'aise dans les opérations en terrain accidenté. Les forces alliées débarquées à Anzio s'élancèrent à l'extérieur de leur tête de pont. Sous ces pressions combinées, les Allemands furent contraints d'effectuer une retraite générale et les Alliés entrèrent dans Rome le 5 juin – veille du débarquement en Normandie.

Kesselring parvint tout de même à extirper ses troupes de cette situation dangereuse et conduisit la retraite de main de maître en imposant de nombreux coups d'arrêt aux Alliés. Une fois atteintes les montagnes au nord de Florence, la situation se grippa de nouveau fin août. Alexander fit alors basculer le poids de la VIII^{e} armée vers la côte adriatique et perça dans ce secteur vers la vallée du Pô, mais fut arrêté par les pluies de l'automne et la campagne se prolongea un nouvel hiver.

Ce n'est qu'en avril 1945 que le front trop étendu des Allemands en Italie s'effondra finalement sous les coups de boutoir des Alliés – après qu'il eut été privé de ses réserves et de son matériel par Hitler, pour mener la guerre sur deux fronts, face aux Russes et aux Anglo-Américains en Allemagne. Lorsque les Alliés avaient débarqué en Italie après la capitulation italienne, ils ne s'imaginaient pas qu'il leur faudrait vingt mois pour chasser les Allemands de la péninsule – pas plus que les Allemands ne le croyaient.

Parmi les nombreux généraux avec qui j'ai pu m'entretenir à la fin de l'année 1945, rares étaient ceux qui avaient servi sur le front italien et leurs expériences s'appliquaient à des secteurs ou à des phases particulières de la campagne. C'est pour cette raison que je m'étais abstenu de faire mention de l'Italie dans la première édition de mon livre, les récits ne pouvant être que fragmentaires. Depuis, j'ai pu avoir connaissance des opinions de Kesselring par l'intermédiaire de son chef d'état-major, le général Westphal, tout en recueillant le témoignage du premier. Westphal, considéré comme le plus capable des jeunes généraux allemands, avait été chef des opérations, puis chef d'état-major de Rommel en Afrique du Nord durant dix-huit mois avant de devenir chef d'état-major de Kesselring à l'été 1943. L'année suivante, il succéda à Blumentritt comme chef d'état-major de Rundstedt à l'Ouest.

Le général von Senger, qui commandait les forces allemandes en Sicile et conduisit avec talent l'évacuation de la Corse et de la Sardaigne, puis commanda, à partir de novembre 1943, le 14e corps de panzers sur le front italien, se révéla lui aussi une source d'informations sur la campagne. Il avait fait ses études à Oxford juste avant la Première Guerre mondiale et était ensuite devenu l'ami de Kurt Hahn, le pédagogue allemand qui créa la fameuse école de Salem et celle de Gordonstoun en Écosse, après l'arrivée des nazis au pouvoir[45]. Depuis la guerre, Salem put à nouveau recruter des professeurs étrangers et Senger y enseigne.

Après cette esquisse, je vais maintenant résumer les témoignages recueillis « de l'autre côté de la colline » sur la campagne italienne, le plus souvent possible par la citation des témoignages des généraux concernés – comme pour d'autres campagnes.

Prélude

L'invasion de l'Afrique du Nord française par les Alliés en novembre 1942 fut une surprise totale pour Hitler et ses conseillers militaires à l'OKW (Keitel et Jodl admirent après la guerre qu'ils ne s'y attendaient pas). S'ils avaient reçu des informations concernant un éventuel débarquement américain à Dakar et sur les îles aux larges des côtes occidentales de l'Afrique, ils ne s'imaginaient pas que les Américains entreraient en Méditerranée, en raison des intérêts britanniques dans cette région ! Lorsqu'une vaste flotte de navires de transport fut repérée au large du Maroc, ils pensaient qu'elle embarquait des troupes britanniques à destination de l'Extrême-Orient. Quand elle passa le détroit de Gibraltar, ils supposèrent qu'elle annonçait un débarquement allié en Libye, dans le dos de Rommel que Montgomery venait de chasser d'Égypte.

Kesselring avait une vision différente. En tant que commandant en chef des forces en Méditerranée centrale, il était sans doute mieux placé pour interpréter ces signes et depuis un mois ou deux s'attendait à un débarquement allié en Afrique du Nord française. Trois jours avant le débarquement, son avertissement de l'imminence d'une telle opération fut considéré avec incrédulité en haut lieu et sa demande urgente de renforts ignorée. Mais la réaction fut pourtant rapide. Des troupes allemandes furent immédiatement envoyées par air en Tunisie par petits paquets, qui suffirent à entraver la marche des Alliés d'Alger à Bizerte – mais elles n'auraient sans doute pas pu réussir si les Alliés n'avaient pas débarqué si loin à l'ouest.

Tandis que les effectifs des Alliés augmentaient, les forces allemandes en Tunisie se renforçaient également et une large tête de pont se développa pour couvrir Bizerte et Tunis. Elle fut suffisante pour tenir les Alliés en échec durant l'hiver et fournir une base de repli à l'armée de Rommel après sa longue retraite depuis Alamein. Mais au final, les forces de Hitler et de son allié payèrent un lourd tribut à cette tentative trop tardive de sauver les restes de l'armée de Rommel et de maintenir une présence en Afrique. Car, lorsque la première ligne de défense fut percée début mai 1943, la tête de pont s'effondra entièrement et toutes les troupes qui s'y trouvaient furent capturées – soit un quart de million d'hommes, dont deux tiers d'Allemands. C'était une prise bien plus importante que celle que les Alliés auraient pu espérer si Hitler s'était contenté de passer les restes de l'armée de Rommel par pertes et profits.

Rommel lui-même y survécut. Il était de nouveau tombé malade dès que son armée avait franchi la frontière tunisienne et fut renvoyé chez lui pour se reposer – à peine un mois avant l'effondrement final. En septembre, il fut nommé à la tête des troupes en Italie du Nord, Kesselring commandant le Sud. Un nouveau coup de chance sauva la vie d'un autre général qui allait donner bien du fil à retordre aux Alliés à la fin de la guerre – Hasso von Manteuffel, général de panzers qui perça le front des Ardennes en décembre 1944. En Tunisie, il commandait une division improvisée qui tenait un secteur de Bizerte face aux Américains. Le 6 mai, premier jour de la dernière offensive des Alliés, il tomba malade et fut évacué par les airs en Sicile, en compagnie d'autres blessés et malades. L'avion qui le transportait fut attaqué trois fois par des avions alliés dans son vol jusqu'à Trapani, comme il me le raconta. Lorsque je lui disais qu'il avait eu de la chance de s'en sortir, il répondit dans un sourire : « J'ai quand même fini par rejoindre mes camarades au camp de prisonniers de Trent Park, en Angleterre, et ils étaient plus reposés que moi ! »

L'effondrement de la tête de pont en Tunisie fut un choc pour Hitler et ses conseillers militaires. Ils espéraient bien s'y maintenir indéfiniment – misant sur la chaîne de montagnes couvrant les accès à Bizerte et à Tunis. Ils ne prenaient pas en compte l'étendue du périmètre à défendre, comparée à leurs réserves disponibles et le manque de profondeur de leur tête de pont qui rendait possibles des attaques aériennes très paralysantes, tout en diminuant les chances de se rallier en cas de percée de la ligne de défense. La base arrière de l'armée était bien trop près du front ; toute pénétration la menaçait rapidement. Lorsque la percée eut lieu, la perte de cette base arrière renforça encore au sein des troupes allemandes le sentiment déjà prégnant de combattre dos à la mer, une mer par ailleurs dominée par la marine et l'aviation des Alliés. Les planificateurs éloignés de l'OKW n'avaient pas accordé assez d'attention à ces facteurs moraux, comme, auparavant, ils avaient eu tendance à sous-estimer la difficulté de faire parvenir du ravitaillement à des forces importantes de l'autre côté de la Méditerranée.

Kesselring, comme Halder et l'état-major de l'OKW, était opposé dès le départ à la campagne d'Afrique du Nord et à la tentative d'invasion de l'Égypte. Il soutenait qu'il ne serait pas possible de maintenir des lignes de ravitaillement si étirées et que la campagne se résumerait donc à une « guerre du ravitaillement ». Cette vision avait provoqué un conflit entre lui

et Rommel. Les problèmes qu'il redoutait devinrent de plus en plus criants au fur et à mesure de la campagne et atteignirent leur paroxysme lorsque les restes de l'armée de Rommel furent repoussés en Tunisie. Pourtant, Kesselring semble s'être rangé dans le camp des optimistes lorsque l'attaque surprise contre la Tunisie eut lieu, bientôt renforcée par de nombreuses troupes se déployant dans la tête de pont. Mais il fit remarquer plus tard : « Nous ne pouvions ni ravitailler nos troupes ni les évacuer. »

L'invasion de la Sicile

La conquête de la Tunisie par les Alliés leur ouvrit la voie de l'invasion du sud de l'Europe – à double titre. Car l'encerclement complet de l'armée allemande en Italie laissait les îles italiennes presque entièrement dépourvues de défenseurs fiables. Pourtant, lorsque Hitler, durant cette crise, envoya à Mussolini un message lui proposant l'envoi de 5 divisions fraîches et bien équipées pour l'appuyer, Mussolini répondit qu'il n'en avait besoin que de 3. Cette réponse fut donnée sans consulter Kesselring – qui, quand il l'apprit, la considéra comme une manifestation politique du souhait des Italiens de « demeurer maîtres chez eux ». La réponse de Mussolini allait à l'encontre de l'opinion du chef de ses armées, le général Roatta, qui insistait pour obtenir 6 divisions de panzers en 3 groupes, dans le Nord, près de Rome au centre et près de Naples, dans le Sud. La réduction des renforts proposés allait nuire aux perspectives de résistance à l'invasion.

Les difficultés des défenseurs étaient encore augmentées par l'incertitude du lieu de la prochaine attaque. Les Alliés avaient un choix d'objectifs alternatifs et les défenseurs devaient faire face à un cruel dilemme : la répartition de leurs maigres forces. Hitler, influencé par Jodl, pensait que la prochaine étape des Alliés serait la Sardaigne. Ne s'y trouvait alors, côté allemand, que la 90^{e} division de panzers, en cours de formation de recrues qui y étaient rassemblées. Les renforts et le ravitaillement étaient réduits par le fait que la plupart des quais dans les ports avaient été détruits par les bombardements alliés. Hitler décida donc d'envoyer le 11^{e} corps aérien de Student, composé de 2 divisions de parachutistes, dans le sud de la France, comme « réserve du Führer », prête à effectuer une éventuelle contre-attaque aéroportée sur la Sardaigne si les Alliés y débarquaient. Student m'a affirmé que les plans étaient prévus.

Kesselring, quant à lui, considérait plus probable que les Alliés s'attaquent à la Sicile. Mussolini et le commandement italien partageaient

son avis. La seule unité allemande présente était la 15e division de Panzergrenadiers, improvisée à partir de recrues, et la division de panzers « Hermann Göring » y fut envoyée. Malgré cela, le soutien allemand aux 10 fragiles divisions italiennes déployées sur l'île était faible. Lors d'une conférence tenue à Rome le 13 mai, triste anniversaire de la percée des Allemands à Sedan, Kesselring insista sur le fait que la meilleure manière d'écarter le danger d'Italie serait d'effectuer un mouvement indirect vers l'Espagne. L'amiral Dönitz, nouveau commandant en chef de la marine allemande, présent à cette conférence, partageait cet avis. (Son prédécesseur, l'amiral Raeder, avait constamment insisté auprès de Hitler pour qu'un tel mouvement soit entrepris après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, en novembre de l'année précédente.) Dönitz rencontra Hitler dès son retour en Allemagne et le pressa d'adopter cette idée afin de conserver l'initiative, mais aussi de menacer le flanc de l'offensive anglo-américaine en Italie. Hitler considérait que l'époque d'une telle action était révolue, affirmant que Franco se montrerait encore moins enclin à coopérer qu'en 1940 et que cela ne pourrait être effectué sans son consentement, car les Espagnols étaient de rudes soldats qui pourraient mener des actions de guérilla contre les communications d'un envahisseur, ce qui rendrait la position allemande intenable.

Deux mois s'écoulèrent avant que les Alliés envahissent la Sicile, et il est remarquable qu'aussi peu d'efforts aient été entrepris pour renforcer les défenses de cette porte d'entrée vers l'Europe. Cela paraît d'autant plus incroyable que, dans les mois qui suivirent la chute de Tunis, les forces aériennes alliées se concentrèrent pour obtenir, par des bombardements de saturation, la reddition de la petite île de Pantelleria, dans le détroit séparant l'Afrique de la Sicile. Cette préparation prolongée, avec un énorme coût matériel, indiquait clairement que la Sicile était le prochain objectif des Alliés. Le haut commandement allemand ne tira pas profit de cet avertissement, pourtant reconnu comme tel. Un pareil échec était largement imputable à la jalousie et à la méfiance qui régnaient en son sein. Évoquant ces événements, Kesselring affirma que le débarquement des Alliés aurait pu être « repoussé de manière décisive » si les 2 divisions allemandes expédiées à la hâte en Sicile, une fois les Alliés fermement établis sur le rivage, y avaient été déployées avant, afin de former, avec les 2 divisions déjà présentes, une force mobile et puissante de contre-attaque sous un commandement allemand unique. Ses conclusions semblent raisonnables.

Les chances d'une réaction efficace et rapide à l'invasion programmée de la Sicile furent diminuées par le rejet italien de la proposition allemande de placer les 2 divisions sous le commandement d'un quartier général allemand. Les Italiens ne consentirent qu'à accepter la nomination d'un officier de liaison allemand aux côtés d'Alfredo Guzzoni, commandant la VI^{e} armée italienne en Sicile. Le général von Senger fut nommé à ce poste, avec un noyau d'état-major opérationnel et une compagnie de transmission afin qu'il puisse, en cas d'urgence, assurer le contrôle des forces allemands dans l'instant. Comme Westphal le fit remarquer, ce n'était là qu'une « solution de fortune ». Ce n'est qu'après le débarquement allié et l'effondrement de la VI^{e} armée italienne qu'un état-major allemand fut envoyé en Sicile, ainsi qu'une troisième division allemande, la 29^{e} division de Panzer-grenadiers. Cette division fut retirée de la côte italienne de l'Adriatique où elle avait été auparavant envoyée pour veiller sur les importants aérodromes de Foggia et la cheville de l'Italie. Son retrait, sitôt après son arrivée, offrit aux Alliés l'occasion de frapper la cheville de l'Italie dont ils tardèrent à tirer profit. En dégarnissant ce secteur vital, Kesselring misait à raison sur la « stratégie prudente » des Alliés et leur réticence à s'aventurer trop loin sans couverture aérienne.

Le cours de l'invasion de la Sicile du point de vue des défenseurs peut à présent être évoqué selon les mots du général von Senger, qui m'a fait part de ses impressions sur les faits les plus saillants. Il insista tout particulièrement sur la question des blindés, étant issu de cette arme.

« Le haut commandement germano-italien avait correctement anticipé le coin sud-est de l'île comme le plus probable lieu d'un débarquement. Il n'avait pourtant principalement considéré les plaines côtières près de Gela sur la côte sud et de Catane sur la côte est, comme les plus menacées par l'invasion de l'ennemi. Ces deux plaines semblaient les seules adaptées à l'emploi de formations blindées, car elles disposaient, dès le départ, d'un espace suffisant, tout du moins lors de la poussée à l'intérieur des terres. Cette vision était erronée. Les débarquements des Alliés, qui eurent lieu le 10 juillet, s'étendirent sur l'intégralité de la côte sud-est, de Syracuse à Licata. Il semble que nulle part sur cette bande de terre le débarquement d'unité de chars n'ait été empêché par les défenseurs. Ces forces étaient des divisions italiennes de deuxième et troisième ordre, mal équipées et sans aucun soutien de batteries côtières pour remplir leur mission.

« Le haut commandement allié se retint de choisir des lieux de débarquement particulièrement adaptés aux chars, mais mélangea des unités de blindés avec d'autres unités tout le long de zone de débarquement. Je suppose qu'ils évitèrent de concentrer les chars dans les plaines pour deux raisons : la première était la domination navale et aérienne des Alliés, qui leur permettait de débarquer où ils le souhaitaient et d'éviter toute rencontre prématurée avec des unités blindées ennemies. Il est bien connu que la première étape d'un débarquement est toujours critique. La seconde raison qui explique la tactique de l'ennemi tient à l'idée, justifiée, que les plaines en arrière de Gela et de Catane ne permettaient pas une avancée rapide des chars comme dans les grandes plaines d'Afrique.

« Les unités de blindés alliés progressèrent donc essentiellement sur les grands axes routiers. Elles purent le faire assez rapidement tant qu'elles étaient soutenues par leur artillerie navale et leurs forces aériennes. Étant appuyées par des forces aériennes supérieures, elles purent effectuer des progressions rapides par la suite, même privées de l'artillerie navale et lorsque le terrain s'avérait inadapté aux manœuvres des blindés. Mais, à travers ce terrain accidenté, elles ne parvinrent cependant jamais à effectuer des percées dans les lignes de défense organisées de l'Axe, comme elles y étaient parvenues tant en Russie qu'en Afrique, et ne purent pas même annihiler les forces de l'Axe vaincues – ce qu'elles auraient pu faire sur un terrain plus favorable, comme en Afrique ou en Russie. »

Le général von Senger évoqua ensuite les actions entreprises par les défenseurs lors de la première phase du débarquement, et particulièrement la contre-attaque des chars allemands contre la tête de pont américaine près de Gela, qui parvint à atteindre les plages – la seule contre-offensive dangereuse subie par les Alliés : « Notre action défensive fut gênée par le fait que les forces de l'Axe – comme le maréchal Montgomery l'a fait justement remarquer – étaient éparpillées. Elles l'étaient parce que le haut commandement de l'Axe devait veiller sur plusieurs sites possibles de débarquement dans l'est et l'ouest de l'île. La plus formidable unité de blindés stationnée dans l'île, un bataillon de chars "Tigre", se tenait à l'est ainsi que la division "Hermann Göring" – avec la mission d'empêcher toute progression des chars alliés dans les plaines de Gela ou de Catane. Sa contre-offensive débuta avec la division "Hermann Göring" à partir de Caltagirone vers le sud. Les chars atteignirent, ainsi que j'ai pu le constater, les dunes au sud de la route de Gela à Raguse. Ils arrêtèrent l'avancée des

Alliés en ce point, mais l'artillerie navale leur infligea de lourdes pertes. S'ils parvinrent à repousser les forces alliées et même à les contraindre à rembarquer en ce point précis, leur succès fut d'une faible valeur sur le plan stratégique, car les forces alliées progressèrent dans presque tous les autres secteurs de la région Syracuse-Licata – toutes les autres routes étaient donc ouvertes.

« Les chars "Tigre" – ce nouveau modèle avec lequel le haut commandement allemand avait espéré rétablir par des moyens techniques la supériorité blindée perdue – s'avérèrent particulièrement mal adaptés au terrain sicilien, car, en raison de leur poids et de leur épais blindage, ils étaient trop lents et trop gros pour circuler sur les petites routes montagneuses, donc facilement repérables par les avions d'observation d'artillerie ennemie et même vulnérables à des parachutistes esseulés déployés le long des routes et attaquant les chars depuis le couvert des nombreuses oliveraies de l'île. Hors des routes, le terrain était inaccessible aux blindés, les oliviers étant, en Italie, élevés sur des coteaux escarpés, séparés par des terrasses en pierre. Les "Tigre" ne pouvaient tourner sur les routes étroites. Lorsqu'une avarie même bénigne les immobilisait, ils ne pouvaient être remorqués sauf par deux autres "Tigre", l'ensemble formant une cible de choix pour des tirs concentrés d'artillerie.

« Les "Tigre", comme d'autres chars, rendirent par contre d'immenses services lors du repli lent et organisé sur l'île, en servant de pièces antichars. À cet effet, on les camouflait, les plaçait en embuscade le long de ces routes étroites que les blindés alliés ne pouvaient pas davantage quitter. Plus l'avance se ralentit, plus les chars se révélèrent de redoutables armes antichars. Ils n'étaient pas aussi vulnérables que les pièces statiques et, grâce à leur blindage, pouvaient se déplacer d'une position à une autre, en évitant donc les tirs de barrage. Ils formaient ainsi l'épine dorsale morale d'une infanterie à demi démoralisée. Ils facilitaient la défense en servant de lien entre divers points de résistance grâce à leurs radios. La position de leurs compagnies, même éparpillées, donnait au commandement une vision plus fiable de l'état des défenses que celle de l'infanterie. »

L'occasion de cette défense pied à pied n'aurait peut-être pas été offerte aux Allemands si Montgomery n'avait pas subi un échec lors de son avance initiale à partir de la côte est, à Catane – la voie la plus courte vers le détroit de Messine. Cet échec fut provoqué, et ne pouvait être provoqué que de la sorte, par l'intervention des renforts parachutistes en Sicile.

Les troupes britanniques s'étaient déployées dans le sud-est de l'île lors des trois premiers jours. Le 13 juillet, Montgomery rapporte : « Je décidai que nous devions entreprendre un vaste effort pour percer dans la plaine de Catane depuis la région de Lentini et ordonnai donc une attaque majeure pour la nuit du 13 juillet. » Le principal problème était la prise du pont de Primasole, sur la Simeto, à quelques kilomètres au sud de Catane. Une brigade de parachutistes fut utilisée à cet effet. Seule la moitié de ses effectifs fut parachutée au bon endroit, mais cela suffit à s'assurer du pont qui fut pris intact.

La seconde partie de l'histoire est contenue dans le récit que me fit le général Student : « Lorsque les Alliés débarquèrent en Sicile, le 10 juillet, je proposai d'effectuer immédiatement une contre-attaque aéroportée avec mes 2 divisions. Mais Hitler refusa – Jodl était particulièrement contre. Aussi, la 1re division de parachutistes fut-elle transportée par avion du sud de la France vers l'Italie – une partie à Rome et l'autre à Naples – tandis que la 2e division de parachutistes demeurait à Nîmes avec moi. La 1re division de parachutistes fut bientôt envoyée en Sicile pour être utilisée au sol afin de renforcer les maigres forces allemandes qui s'y trouvaient lorsque les troupes italiennes s'effondrèrent en masse. La division fut convoyée par les airs, par vagues successives, et larguée derrière notre front dans le secteur oriental, au sud de Catane. J'aurais souhaité les voir largués derrière le front allié. Le premier contingent fut parachuté 3 kilomètres derrière notre front et, par une étrange coïncidence, arriva presque en même temps que les parachutistes britanniques qui devaient être largués derrière notre front pour tenir le pont sur le Simeto. Il triompha des Britanniques et leur reprit le pont. Nous étions le 14 juillet. »

Si les Britanniques, une fois renforcés, purent reprendre le pont après trois jours de combat, leurs tentatives ultérieures de poussée vers le nord rencontrèrent une résistance croissante des troupes parachutistes et de chars. Cela ruina tout espoir d'une poussée rapide sur la côte jusqu'à Messine, à 75 kilomètres de distance, et Montgomery fut contraint de déplacer la VIIIe armée vers l'ouest pour une offensive plus tortueuse, longeant les contreforts de l'Etna et combinée à la poussée des Américain vers l'est, sur Palerme. Il fallut un mois pour progresser dans ce terrain difficile et face aux tactiques de combats d'arrière-garde que Senger a décrites. Les Allemands furent non seulement capables de gagner du temps, mais d'évacuer leurs forces vers l'Italie pour continuer le combat. Au grand

soulagement de Kesselring, le haut commandement allié n'avait pas tenté un débarquement en Calabre, dans le dos de ses forces combattant en Sicile – afin de bloquer leur retraite à travers le détroit de Messine. Il redouta un tel mouvement, contre lequel il ne disposait pas de troupes, durant toute la campagne de Sicile. À ses yeux, « une attaque secondaire contre la Calabre aurait permis aux débarquements de Sicile de se solder par une écrasante victoire des Alliés ». Jusqu'à la fin de la campagne de Sicile et la fuite des 4 divisions allemandes qui y combattaient, Kesselring ne disposait que de 2 divisions pour couvrir tout le sud de l'Italie.

Les Italiens changent de camp
– la réaction des Allemands

Lorsque Mussolini fut déposé le 25 juillet, Hitler fut immédiatement sur ses gardes – considérant cette déposition comme un signe que le nouveau gouvernement italien du maréchal Badoglio, malgré ses assurances d'adhésion à l'Axe, chercherait à sortir de la guerre. La réaction de Hitler fut rapide. Le 27, il ordonna au quartier général du groupe d'armées B, de Rommel, qui venait de prendre ses fonctions en Grèce, d'assurer la responsabilité de la défense du nord de l'Italie, au prétexte de soulager le fardeau des troupes italiennes qui y stationnaient, afin de l'utiliser pour renforcer la partie sud du pays, immédiatement menacée. Le groupe d'armées B devait prendre en charge la région au nord de la ligne Elbe-Ancône. Pour gonfler les effectifs, des divisions allemandes furent retirées d'autres fronts et dépêchées en toute hâte dans le nord de l'Italie.

Au même moment, la 2e division de parachutistes de Student fut transportée par les airs jusqu'à Ostie, près de Rome. Le haut commandement italien ne fut pas averti de son arrivée, mais fut informé que la division devait renforcer la Sicile ou la Calabre. Student fut quant à lui averti que « Hitler s'attendait à ce que le nouveau gouvernement italien capitule devant les Alliés ». Il reçut ordre de prendre sous son commandement la 3e division de Panzer-grenadiers – qui avait quitté Rome pour la région d'Orvieto – et de se tenir prêt à désarmer les forces italiennes autour de Rome, en cas de capitulation.

Contrairement à Hitler et à l'OKW, Kesselring continuait de croire que les chefs de l'Italie demeureraient fidèles à l'Allemagne. Il déplorait l'« attitude extrêmement distante à l'égard du gouvernement Badoglio », craignant que cela ne pousse ce dernier à se détacher, et craignait qu'un

mouvement allemand malencontreux ne précipite cet événement. Lorsqu'il reçut l'instruction, début août, de se tenir prêt à désarmer et faire prisonnier le gros des forces italiennes si le gouvernement italien venait à capituler face aux Alliés, il répliqua qu'une telle mesure dépassait de très loin les capacités de ses effectifs limités. Si l'on se fonde sur les chiffres, sur l'étendue du territoire et sur le risque d'intervention des Alliés, son argument semble bien justifié. Mais ne parvenant pas à faire modifier cet ordre, il décida de confiner son action aux limites du possible. Westphal dit que Kesselring « rejeta toute idée de s'emparer des forces aériennes italiennes, à l'exception de celles qui se trouvaient dans la proximité immédiate des secteurs opérationnels allemands. Il confia au quartier général naval allemand le soin d'empêcher les navires italiens de l'Adriatique de s'échapper, avec les moyens du bord : petits torpilleurs et vedettes rapides. Il demanda au quartier général de la X^{e} armée (créée pour superviser les divisions allemandes dans le sud de l'Italie) d'agir comme bon lui semblerait mais de chercher un arrangement à l'amiable avec les divisions italiennes pour qu'elles mettent bas les armes au nom de l'ancienne fraternité d'armes. Le seul ordre qu'il donna fut qu'en aucun cas les Allemands ne devaient ouvrir les hostilités ».

Le problème de Kesselring pouvait paraître difficile de prime abord. « Dans la région de Rome, se trouvaient plus de 5 divisions italiennes. Le Commandement suprême allemand et le commandant en chef tentèrent de pousser le haut commandement italien à envoyer ces divisions dans le Sud, mais ils échouèrent dans leur tentative. » Badoglio préférait le risque d'une invasion alliée à celui d'une occupation allemande de Rome – ce qui était bien naturel puisqu'il était en contact avec les Alliés afin de conclure un armistice et un changement de camp. Si Kesselring ignorait ces négociations secrètes, il saisissait que « ce groupe important de troupes italiennes stationnées près de Rome pouvait constituer une menace pour les communications de la X^{e} armée ».

Eisenhower fait justement remarquer : « Les Italiens souhaitaient désespérément se rendre. » Mais ils furent malheureusement retardés dans la réalisation de leur désir, pour partie en raison de mauvais accords et pour partie par les effets dissuasifs de l'exigence de « capitulation sans conditions » des Alliés. La conclusion de l'accord fut plus longue qu'il n'était souhaitable, tant pour les Alliés que pour les Italiens. L'armistice fut finalement signé le 3 septembre, jour où Montgomery franchissait le détroit

de Messine et débarquait à la pointe de la botte italienne. Il demeura secret jusqu'au débarquement des Alliés sur le « tibia » de l'Italie – le lieu choisi étant le golfe de Salerne. Ils escomptaient également larguer une division de parachutistes près de Rome pour appuyer les forces italiennes qui s'y trouvaient, mais cette partie du plan fut mort-née. Car le débarquement de Salerne démarra le 8 septembre à minuit, précédant de quelques heures l'annonce officielle de la capitulation italienne, alors que les chefs italiens ne s'attendaient à un débarquement que quelques jours plus tard. Ils n'étaient donc pas prêts à coopérer, se plaignirent que leur préparation était incomplète et le parachutage fut par conséquent annulé. Si les Allemands furent encore plus surpris, leur action à Rome fut prompte et décidée, malgré l'urgence simultanée à Salerne. Le souhait le plus ardent des Italiens étant de cesser de combattre, ils se rendirent aux Allemands en l'absence des Alliés !

Si les Italiens avaient été prêts à combattre, l'issue aurait pu être bien différente. Car lors du prologue, ils se montrèrent particulièrement habiles à dissimuler aux Allemands ce qui se tramait. Certains faits particulièrement piquants ressortent du témoignage de Westphal sur cette période : « Le 7 septembre, le ministre italien de la Marine, l'amiral comte de Courten, convoqua le feld-maréchal Kesselring pour l'informer que la flotte italienne appareillerait le 8 ou le 9 de La Spezia afin de chercher le combat avec la flotte britannique de Méditerranée. La flotte italienne vaincrait ou périrait lui dit-il, les larmes aux yeux. Il lui décrivit alors dans le détail son plan d'action. » Ces assurances solennelles firent grande impression. Le lendemain, Westphal se rendit en auto en compagnie du général Toussaint au quartier général de l'armée italienne à Monterotondo. « Pour commencer, nous fûmes arrêtés par un barrage italien au nord de Rome, mais après plus d'une heure d'attente, nous parvîntes finalement à atteindre Monterotondo. Le général Roatta nous accueillit chaleureusement. Il discuta avec moi de la conduite conjointe des opérations de la VII^{e} armée italienne et de la X^{e} armée allemande, dans le sud de l'Italie. Tandis que nous devisions, un message téléphonique du colonel von Waldenburg nous parvint, qui annonçait que la capitulation de l'armée italienne venait d'être proclamée à la radio. Le général Roatta m'assura qu'il s'agissait d'une basse manœuvre de propagande. La lutte commune, me dit-il, se poursuivrait comme nous en étions convenus. »

Westphal ne fut pas franchement convaincu par ses assurances et, lorsqu'il regagna son quartier général en fin de soirée, il apprit que Kesselring avait déjà fait parvenir le nom de code « Axe » à tous ses subordonnés, le signal prévu qui signifiait que l'Italie venait de quitter l'Axe et que des mesures appropriées devaient être prises.

Les échelons subordonnés appliquèrent un mélange de persuasion et de force, en fonction de la situation et de leurs propres dispositions. Dans la région de Rome, où le rapport de force potentiel était en sa défaveur, Student utilisa des tactiques de choc. « Je tentai de m'emparer de l'état-major italien en effectuant un parachutage sur ses bâtiments. Ce fut un succès partiel. Si trente généraux et environ cent cinquante autres officiers furent capturés dans une partie du quartier général, l'autre partie résista. Le chef d'état-major s'était enfui la nuit précédente en compagnie de Badoglio et du roi. »

La réaction brutale de Student à l'annonce de l'armistice semble avoir donné au commandement italien une impression très exagérée de l'étendue de ses effectifs. Le maréchal Badoglio nous dit que le général Roatta lui affirma avoir demandé au général Carboni de « regrouper ses forces et de se replier sur Tivoli, où la nature du terrain favoriserait une défense efficace ». Combattre n'était pas alors ni du goût ni de l'esprit des soldats italiens et de leurs chefs. La retraite avait non seulement laissé la capitale aux mains des Allemands, mais également fermé la porte des négociations, où les choses peuvent être, et plus efficacement, réglées avec un gant de velours plutôt qu'avec une main de fer.

La suite est résumée par Westphal : « La situation autour de Rome se calma complètement lorsque le commandant des forces italiennes accepta sans conditions la demande de capitulation allemande. Cela écarta le danger qui pesait sur le ravitaillement de la X^{e} armée. Dans le même temps, le commandement allemand en Italie fut libéré du cauchemar de devoir utiliser ses armes contre d'anciens alliés. La capitulation assurait aux soldats italiens un retour immédiat vers leurs foyers. Cette concession eut des répercussions, car elle contrevenait aux ordres de Hitler, qui stipulaient que les soldats italiens devaient être faits prisonniers de guerre. Mais il ne fait pas de doute qu'une obéissance à un tel ordre aurait poussé les Italiens à refuser la proposition allemande.

« Ce fut un autre soulagement de savoir que Rome ne deviendrait pas nécessairement un champ de bataille. Dans l'accord de capitulation, le feld-

maréchal Kesselring prit soin de faire déclarer Rome “ville ouverte”. Il fit en sorte qu’elle ne soit occupée que par des forces de police, 2 compagnies au total, afin de protéger les communications téléphoniques. Grâce à la capitulation, il devint de nouveau possible de rétablir la liaison radio avec l’OKW, interrompue depuis le 8 septembre. Une autre conséquence de cette élimination en douceur des forces italiennes fut la possibilité de déplacer immédiatement des renforts de Rome vers le sud… Ainsi, la situation autour de Rome, après bien des inquiétudes initiales, fut-elle résolue d’une manière que nous n’osions espérer. »

Même l’OKW semble ne pas avoir cru que ses ordres initiaux pourraient être exécutés et la situation rétablie si le débarquement des Alliés avait coïncidé avec la capitulation italienne. Selon Westphal, l’OKW, en privé, considérait les troupes de Kesselring comme perdues. Au mois d’août, ce bruit était parvenu aux oreilles du feld-maréchal. Il fut renforcé par le fait que le ravitaillement et les renforts en hommes, en armes et en matériel ne nous arrivèrent presque plus à partir du mois d’août. Toutes nos demandes étaient repoussées par l’OKW, qui nous répondait : « Nous verrons cela plus tard. » Cette attitude inhabituellement pessimiste joua probablement un rôle dans la constitution du groupe d’armées B, dans le nord de l’Italie. Il devait incorporer dans les Apennins les portions de nos forces ayant échappé aux attaques conjointes des Alliés et des Italiens.

« Le feld-maréchal Kesselring, lui aussi, considérait la situation avec gravité. Mais il était d’avis qu’il était possible de la maîtriser dans certaines circonstances – plus le débarquement aurait lieu au sud, meilleures seraient les chances de succès. Mais si l’ennemi débarquait par mer et dans les airs dans la région de Rome, on ne pouvait décemment espérer sauver la X^{e} armée de l’encerclement. Les deux divisions dont nous disposions autour de Rome étaient loin de suffire à la double tâche consistant à éliminer les importantes forces italiennes et à repousser les envahisseurs alliés – tout en maintenant par surcroît les communications de la X^{e} armée. Dès le 9 septembre, nous eûmes la désagréable et grandissante impression que les forces italiennes bloquaient la route de Naples et par là les lignes de communication de la X^{e} armée. Cette armée n’aurait pas pu tenir ainsi très longtemps. Le commandant en chef poussa donc un soupir de soulagement lorsqu’il constata qu’aucun parachutage n’avait lieu sur les aérodromes autour de Rome les 9 et 10 septembre. Ces deux jours-là, nous nous attendions chaque heure à une telle opération, avec la coopération des

forces italiennes. Une opération aéroportée de ce genre aurait certainement regonflé les soldats italiens et la population, qui n'étaient pas bien disposés à notre endroit. »

Le verdict de Kesselring tient en une phrase : « Un débarquement et un parachutage aux environs de Rome, plutôt qu'à Salerne, nous auraient contraints à évacuer tout le sud de l'Italie. »

Les débarquements alliés en Italie

Les jours qui suivirent le 8 septembre furent des jours d'extrême tension pour les Allemands, et particulièrement pour Kesselring, dont le quartier général se trouvait à Frascati, au sud de Rome. En plus de l'incertitude relative à l'attitude des Italiens lorsqu'il s'agirait de les désarmer, il dut faire face à une triple invasion – la menace la plus immédiate provenant de l'imposant débarquement allié à Salerne.

Les premiers jours furent d'autant plus usants nerveusement que l'on manquait totalement d'informations sur ce qui s'y déroulait. Jamais le « brouillard de la guerre » ne fut plus épais – ce qui était dû au fait que les Allemands combattaient sur le sol d'un allié qui venait subitement de les abandonner. L'effet en est parfaitement mesurable dans le récit de Westphal : « Le commandant en chef eut au départ beaucoup de difficultés à obtenir des renseignements sur ce qui se passait à Salerne. Les communications téléphoniques étaient coupées – elles étaient assurées par les postes italiennes. Il fut difficile de les rétablir, car nous n'avions pas été autorisés à examiner le système italien de téléphonie. Les communications radio ne purent pas être davantage établies au départ, car le personnel des transmissions nouvellement formé du quartier général de la X^{e} armée n'était pas familier des conditions atmosphériques du Sud. Aussi, le commandant en chef fut-il, durant les premiers jours, dans un état d'incertitude inquiétant sur la situation à Salerne. »

Une des rares nouvelles qu'il put obtenir accrut encore son angoisse. Car il apprit que l'entrée en scène de divisions qui battaient en retraite depuis la Calabre, sous la pression de la VIII^{e} armée britannique, était retardée par un manque d'essence, dû pour partie à une erreur administrative.

Aussi, « il examina d'autres possibilités de faire parvenir des renforts dans la région de Salerne ». Le 9, Westphal parvint à joindre Jodl à l'OKW et demanda l'envoi immédiat de 2 divisions de panzers, qui se trouvaient alors près de Mantoue, dans le nord de l'Italie.

« Ces requêtes, ainsi qu'une requête directe auprès du groupe d'armées B, furent rejetées au motif que les troupes en question arriveraient trop tard et que le groupe d'armées B ne pouvait s'en passer. »

Kesselring et Westphal considéraient qu'aucune des raisons invoquées n'était justifiée. Si Mantoue se trouvait à 700 kilomètres de Salerne, ils considéraient que les 2 divisions pourraient atteindre le champ de bataille le 13, alors que la situation ne serait pas encore décidée. « L'infériorité de la Luftwaffe et le manque de moyens pour contrer le feu des pièces des navires furent les principaux facteurs qui décidèrent de l'issue défavorable de la bataille de Salerne. Mais une troisième raison, et non des moindres, fut le manque de troupes au sol. » Selon Westphal, « ces deux divisions, envoyées au bon moment, auraient pu retourner la situation à Salerne en notre faveur ». Il dit que Jodl exprima plus tard le regret que la demande de Kesselring ait été rejetée.

Tandis que Kesselring et Westphal considéraient que l'occasion de repousser immédiatement l'invasion de l'Italie venait d'être perdue, ils considéraient également qu'une occasion meilleure encore venait d'être perdue par les Alliés. Commentant cette campagne, Kesselring remarqua : « Les plans des Alliés démontrèrent que la pensée dominante au sein du haut commandement allié était d'assurer le succès, une pensée qui le poussa à employer des méthodes orthodoxes. Aussi, il me fut presque toujours possible, malgré des moyens de reconnaissance inadéquats et des rapports parcellaires, de prévoir le prochain mouvement stratégique ou tactique de mon adversaire et de prendre ainsi les contre-mesures efficaces, dans la limite de mes moyens. »

Le principal débarquement des Alliés à Salerne se produisit exactement à l'endroit où Kesselring l'attendait et où ses maigres effectifs étaient déployés pour y faire face. Bien qu'ils n'aient pas été suffisants pour rejeter les Alliés à la mer, ils purent les endiguer et s'assurer qu'ils ne constituent pas une menace imminente. Le mouvement de la VIII^{e} armée à partir de la pointe de la botte italienne se déroulait lui aussi conformément aux prévisions, présentant une menace plus lointaine encore. La seule menace sérieuse fut provoquée par le débarquement sur la cheville de l'Italie, près de Tarente, mais avec des effectifs si faibles et un tel manque de transports que cette menace ne fut jamais réelle.

Cette vision « de l'autre côté de la colline » m'apparut dans les commentaires que me fit Westphal : « Si les forces employées lors du

débarquement à Salerne avaient été débarquées à Civitavecchia, les résultats auraient été bien plus décisifs. Si une telle opération avait été menée, Rome serait tombé aux mains des Alliés en quelques jours au plus. Il était bien connu qu'il ne se trouvait que 2 divisions allemandes près de Rome et qu'aucune autre n'aurait pu y être envoyée assez vite pour défendre la ville. En conjonction avec les cinq divisions italiennes stationnées à Rome, un débarquement combiné à des largages de parachutistes aurait permis de s'emparer de la capitale italienne en soixante-douze heures. Une telle victoire, en plus de ses répercussions politiques, aurait permis de couper d'un coup le ravitaillement de 5 divisions allemandes qui retraitaient depuis la Calabre et qui se réorganisaient dans le secteur de Naples-Salerne ou marchaient en sa direction. Toute l'Italie au sud de la ligne Rome-Pescara serait tombée aux mains les Alliés. »

Westphal se montra également critique à l'égard de la manière dont la VIII^{e} armée conduisit son offensive en partant du sud de la botte italienne, tout le long de la Calabre, sans exploiter les grandes possibilités offertes le long de la côte adriatique. « Le débarquement de la VIII^{e} armée britannique aurait dû avoir lieu en force dans le secteur de Tarente, où seule une division de parachutistes (appuyée par seulement 3 batteries d'artillerie divisionnaire !) stationnait. Il eût été même préférable d'effectuer le débarquement dans le secteur de Pescara-Ancône si le manque d'installations portuaires pouvait être comblé par un ravitaillement terrestre. Aucune résistance à ce débarquement n'aurait pu provenir de la région de Rome, en raison du manque de troupes disponibles. De même, aucune force appréciable n'aurait pu descendre rapidement de la plaine du Pô. »

Kesselring et Westphal considéraient que les Alliés avaient commis une grave erreur stratégique en désirant avant tout assurer la sécurité tactique de leurs troupes face aux attaques aériennes, ce qui semblait démesuré au vu des maigres effectifs de la Luftwaffe dans le sud de l'Italie. Ils considéraient également que l'habitude du haut commandement allié, consistant à limiter ses attaques aux zones entièrement couvertes par leur aviation, avait aidé les défenseurs, en simplifiant grandement les problèmes de défense.

En dehors de l'Italie se posait la question des détachements allemands stationnés en Sardaigne et en Corse. La capitulation italienne les avait placés dans une situation très précaire. Kesselring et Westphal exprimèrent leur surprise et leur soulagement d'avoir pu les évacuer. « Il était pour nous totalement incompréhensible que le repli des forces allemandes de

Sardaigne et de Corse ait pu être conduit presque sans aucune interférence des forces aériennes et navales des Alliés. Cela permit à 30 000 soldats et à leur équipement de regagner le sol de l'Italie. »

Westphal ajouta : « Il était évident, aux yeux du commandant en chef, que la réussite des opérations d'évacuation était rien moins qu'assurée, au vu de la supériorité navale et aérienne de l'ennemi. Mais l'ennemi se montra étonnamment absent. Il ne se montra vraiment menaçant que lorsque les derniers éléments furent rassemblés en Corse. L'expérience de l'évacuation de la Sicile fut très utile. Comme ce fut le cas lors du transport en Afrique, la masse du personnel fut évacuée par les airs. Cette opération couronnée de succès est à porter au crédit de l'attitude claire et réfléchie du général von Senger. » (Il avait été placé à la tête de ces troupes à la fin de la campagne de Sicile.) La 90e division de Panzer-grenadiers se réorganisa dans la région de Pise, bientôt prête à être employée, et joua un rôle d'une importance vitale dans la suite de la campagne d'Italie.

La bataille du Sangro

Bien que la Ve armée des Alliés soit parvenue à consolider la tête de pont de Salerne, son mouvement vers le nord fut ensuite très lent. Kesselring parvint à la tenir en échec à chaque étape et à lui porter un coup d'arrêt sur le Garigliano, près de Cassino. Les assauts de la fin de l'automne autour du mont Cassin ne constituèrent pas un grand danger pour la défense. Mais une crise se développa sur le versant adriatique des Apennins, où les Allemands étaient plus faibles, le deuxième jour de l'offensive de Montgomery sur le Sangro. L'attaque débuta à partir du secteur côtier, avec 3 divisions et une brigade blindée. Westphal dit : « Seule la 65e division d'infanterie était disponible pour s'opposer à cette attaque, forte de 7 bataillons et de 12 batteries. Le feld-maréchal Kesselring et moi-même nous trouvions auprès de cette division la veille de cette grande offensive… Cette division, reformée après Stalingrad et qui n'avait aucune expérience du feu, était pourtant très confiante. Mais elle ignorait les effets concentrés des attaques aériennes et de l'artillerie qui interdisait tout mouvement sur le champ de bataille et empêchait le défenseur de tirer efficacement. La technique d'attaque des Britanniques, bataillon après bataillon, appuyée par l'artillerie et l'aviation, fut aussi simple qu'efficace. La 65e division fut littéralement taillée en pièces. »

L'attaque avait débuté le 28 novembre. « Le lendemain soir, la division avait pratiquement cessé d'exister. La route du nord était ouverte, au moins jusqu'à Ancône.

« Nous dépêchâmes la 26e division de panzers qui arriva le plus tôt qu'elle put, mais son passage à travers les montagnes aurait aisément pu être entravé par des bombardements aériens bien dirigés. La 90e division de Panzer-grenadiers – qui venait juste d'être placée sous notre commandement, arrivait du nord mais fut retardée en route et sitôt qu'elle fut engagée, son chef et son principal subordonnés furent renvoyés.

« Avant que ces 2 divisions n'arrivent, la voie du nord était totalement ouverte devant la VIIIe armée britannique. À ce moment-là, rien n'aurait pu l'arrêter. La 90e division de Panzer-grenadiers ne pouvait rétablir la situation en comblant la brèche dans le front. Elle aurait aisément pu être attaquée et anéantie alors qu'elle faisait mouvement. La VIIIe armée manqua cette occasion. Nous fûmes ainsi à même de mettre rapidement un terme à cette crise sérieuse sur l'Adriatique.

Un changement de stratégie

Les succès défensifs remportés sur le Sangro et à Cassino provoquèrent un changement de la stratégie que Hitler avait élaborée avant le début de ces deux batailles. Lui et ses conseillers militaires considéraient jusque-là que la seule ligne sur laquelle ils pouvaient arrêter les Alliés était la barrière des Apennins du Nord, au nord de Florence. Une fois la Xe armée arrivée dans ce secteur, elle serait intégrée au groupe d'armées B de Rommel et l'armée de Kesselring cesserait d'exister.

La manière dont ce plan fut changé constitue une partie intéressante du témoignage que me livra Westphal : « Lorsque la situation dans le sud de l'Italie prit un tour plus favorable qu'anticipé par les stratèges de l'OKW, ils conçurent le plan d'établir un front non dans les Apennins du Nord, mais dans la partie plus étroite de l'Italie, au sud et à l'est de Rome.

« Le désir de maintenir les aérodromes alliés éloignés de l'Allemagne était une des raisons. Une autre était que l'OKW avait initialement estimé que ce front plus méridional ne nécessiterait l'emploi que de 7 divisions d'infanterie, avec 2 divisions mobiles en réserve tactique derrière chaque flanc. La position des Apennins nécessitait quant à elle l'emploi d'au moins 20 divisions d'infanterie.

« En octobre, on demanda au feld-maréchal Rommel d'exprimer son avis sur ce sujet. Le général était contre, avançant comme raison principale le fait qu'il ne pouvait garantir, sur le long terme, la réussite d'une expérience si risquée. L'idée naquit alors de laisser finalement le Commandement suprême au feld-maréchal Kesselring. Hitler demeura longtemps indécis. Cela était dû en partie à la disgrâce de Kesselring depuis la chute de Tunis. Surtout, en raison de ses sympathies pro-italiennes, il n'était pas considéré comme l'homme de la situation. Mais on lui donna également la parole. Il affirma qu'il était en position de maintenir une défense au sud de Rome. Il ne se faisait aucune illusion sur la difficulté de remplir une telle mission – mais en tant qu'expert des questions aériennes, il attachait une importance toute particulière à priver les Alliés des aérodromes du centre de l'Italie. À part cela, il considérait que la position du réduit des Apennins n'était pas tenable au vu des effectifs disponibles. Le feld-maréchal Kesselring considérait qu'en choisissant ce front il pourrait écarter l'ennemi des Apennins pour au moins six ou neuf mois.

« Le mois de novembre s'écoula et Hitler ne parvenait toujours pas à se décider. Puis il confia à Rommel le commandement du sud de l'Italie. Un ordre à cet effet venait à peine d'être télécopié qu'il changea d'avis et confia finalement le commandement militaire exclusif de toute l'Italie au feld-maréchal Kesselring. Cette nomination prit effet le 21 novembre. Le groupe d'armées B quitta le théâtre italien et les troupes d'Italie du Nord devinrent la XIV^{e} armée, sous les ordres du commandant en chef Sud-Ouest (ou groupe d'armées C), le nouveau titre du feld-maréchal Kesselring.

« Les Allemands se concentrèrent donc sur le maintien d'une position défensive méridionale, appuyée sur la ligne Bernard (que les Alliés baptisèrent "ligne d'Hiver"), courant d'est en ouest à partir de Cassino.

« Hitler pensa même reprendre l'offensive en Italie, après le succès défensif du Sangro, avec comme objectif la reprise des aérodromes de Foggia – une idée provoquée par les attaques aériennes effectuées sur le sud de l'Allemagne depuis ces aérodromes. Mais lorsque Kesselring fit savoir qu'il lui faudrait alors le renfort de 3 ou 4 divisions de panzers et de 2 divisions de montagne, Hitler se rendit compte qu'il ne les avait pas à sa disposition – et le plan fut donc ajourné sine die.

« Le maintien d'une ligne de défense efficace fut par ailleurs handicapé par le fait qu'en plus d'être inférieures en nombre à celles des Alliés, les divisions allemandes étaient inférieures en effectifs et en matériel. Les

effectifs théoriques des divisions d'infanterie allemande étaient passés de 16 000 hommes en 1939 à 12 000 hommes – les effectifs réels étant bien moindres. Les Allemands souffraient également d'une pénurie d'artillerie et de chars, mais le manque le plus criant était dans le domaine aérien. Les choses étaient encore aggravées par le fait que le contrôle des forces aériennes d'Italie (la Luftflotte 2) avait été, au moment de l'invasion, retiré à Kesselring, à la demande de Göring qui considérait pouvoir diriger plus efficacement les actions de la Luftflotte 2, de son quartier général de Prusse-Orientale, que le commandant en chef – lui même issu de l'aviation – du théâtre concerné. » Les forces navales avaient également regagné leur indépendance. Si le prestige personnel de Kesselring et son influence lui assuraient une bonne coopération de ces deux branches, lui et son état-major « enviaient le système de commandement intégré de l'adversaire, où le commandant en chef d'un théâtre d'opérations avait la mainmise sur toutes les troupes ».

Le débarquement des Alliés à Anzio

Le 22 janvier 1944, les Alliés effectuèrent un grand mouvement de débordement amphibie, en débarquant un corps d'armées à Anzio et Nettuno, près de Rome. Il débuta par un énorme coup de chance.

Ce qui se passa fut décrit par Westphal : « Le feldmaréchal Kesselring insistait continuellement sur l'importance de se voir communiquer le plus souvent possible, par voie de reconnaissance aérienne, l'état du trafic du port de Naples, car il était évident que toute nouvelle opération amphibie de l'ennemi sur la côte occidentale de l'Italie partirait de ce point. » Durant plusieurs mois, l'aviation allemande n'effectua que peu de reconnaissances jusqu'à Naples et, lorsqu'elle le fit, les conditions atmosphériques et le rideau défensif adverse l'empêchèrent de prendre des photographies aériennes bien nettes. Au début de janvier, il fut pourtant possible d'effectuer une reconnaissance photographique en règle des installations portuaires. « Nous décelâmes, en cette occasion, les signes manifestes de préparation d'un débarquement imminent. » Aussi, des contre-mesures furent elles prises et Kesselring décida de détacher les 29^{e} et 90^{e} divisions de Panzer-grenadiers du secteur oriental de la X^{e} armée et de les placer en réserve près de Rome.

Mais, le 12 janvier, les Alliés lancèrent leur attaque sur le secteur occidental de Cassino et, le 18, se développa une importante offensive sur le

Garigliano. Craignant que les Alliés ne percent dans la vallée du Liri, le chef de la X^e armée demanda l'appui des 2 divisions de réserve, affirmant qu'il n'en aurait besoin que durant quelques jours. Kesselring était réticent à accepter cette requête. Mais il reçut, sur ces entrefaites, la visite de l'amiral Canaris, chef du Service de renseignement allemand, et en réponse à ses questions, ce dernier lui assura que « l'on n'avait pu déceler le moindre signe de l'imminence d'un débarquement ; le trafic du port de Naples était parfaitement normal ». Kesselring, à contrecœur, accepta donc d'engager ses réserves.

Cela eut pour conséquence qu'en débarquant à Anzio, les Alliés ne firent face à aucune résistance et n'en trouvèrent pas davantage lorsqu'ils commencèrent à établir une ligne de couverture pour leur tête de pont.

Le général Jahn, qui arriva peu après sur ce secteur, me dit : « Au moment du débarquement, seuls deux bataillons allemands se trouvaient sur place. Les troupes alliées auraient pu atteindre le mont Albain sans difficulté. Le quartier général de Kesselring se trouvait sur les pentes du mont Albain, près de la route reliant Anzio à Rome. » Westphal ajoute : « Les jours qui suivirent le débarquement furent tendus pour nous. Était-il possible de rameuter une partie des troupes sur ce secteur avant que l'ennemi ne s'empare de ces éminences au sud-est de Rome ? C'était la grande question. N'importe quel calcul raisonnable permettait de répondre : "Non." Le 22 et même le 23, une seule unité jaillissant sans délai de la tête de pont et attaquant avec audace – comme aurait pu le faire un régiment de reconnaissance – serait entrée sans coup férir dans la ville ouverte de Rome. Même Valmontone aurait pu tomber dès le 22 – coupant ainsi les lignes de communication entre le front de Cassino et Rome. Mais l'ennemi, après avoir débarqué, fit halte et laissa le temps filer – ce qui facilita la mise en place de nos contre-mesures. »

Ces mesures furent prises avec une rapidité remarquable, grâce aux plans déjà préparés et à une organisation d'urgence. Des plans avaient en effet été élaborés pour contrecarrer un débarquement sur les cinq sites anticipés, en regroupant les réserves des différents secteurs du front et de l'arrière afin de les déployer sur le lieu du débarquement. On avait prévu le fléchage des itinéraires, installé des dépôts de carburant de fortune sur les routes et sablé les cols verglacés des Apennins. Dans la soirée du 25, Kesselring et son état-major considérèrent que « le danger d'une percée vers Rome ou Valmontone est désormais passé ». Les Alliés ne

déclenchèrent leur attaque que le 30 janvier. Elle fut facilement repoussée et cessa le 1er février, bien que le commandant allié ait alors disposé de 5 divisions renforcées. Cette fois, Kesselring était parvenu à rassembler des effectifs presque équivalents, dont une division venue du nord de l'Italie et une autre de France. Le général von Mackensen, commandant la XIVe armée, ainsi que son état-major furent dépêchés depuis le nord pour diriger les opérations.

Hitler poussait à présent pour « une contre-attaque rapide et décisive afin de rejeter les envahisseurs à la mer ». Il alla jusqu'à choisir la direction et le front exact de cette attaque, qui se concentra sur un secteur de 6 kilomètres de front. Lorsque Mackensen fit valoir que ce front était trop étroit, soutenu en cela par Kesselring, Jodl répliqua que Hitler « avait fermement refusé toute expansion du front ». Westphal reconnaît sans ambages que Kesselring et lui-même furent alors comme contaminés par la confiance de Hitler et ne poussèrent pas leurs protestations autant qu'ils auraient dû le faire. Malgré cela, l'attaque contre la tête de pont des Alliés permit d'effectuer une dangereuse pénétration – qui fut retardée au 16 février par les interférences aériennes et atmosphériques. Les forces aériennes alliées jouèrent un grand rôle dans l'arrêt de cette offensive. De nouveaux efforts furent entrepris le 29, qui, comme le fait remarquer Jahn, « ne semblèrent jamais prometteurs ». La tête de pont d'Anzio demeura donc comme une épine dans le pied des Allemands et finit même par devenir une épée dans leurs reins. Un des effets indirects importants du débarquement d'Anzio fut l'abandon par Hitler d'un plan qu'il considérait alors : transférer 5 des divisions les moins mobiles d'Italie vers la France afin de parer à l'invasion de l'Ouest par les Alliés.

Malgré cela, la mise en échec de la poussée initiale des Alliés partie de la tête de pont d'Anzio provoqua de nouveaux retards dans la progression des Alliés en Italie. Un nouvel assaut frontal mené contre Cassino en février fut repoussé avec des pertes sévères. Une troisième offensive débuta en mars, qui se solda également par un échec, après neuf jours d'assauts répétés. Le haut commandement allié dut ensuite faire une pause afin de rebâtir ses forces pour une nouvelle offensive générale en mai et se concentra entre-temps sur une vaste campagne de bombardements aériens afin d'étrangler les lignes de ravitaillement allemandes, en vue d'affaiblir leur résistance et de préparer l'offensive d'été des Alliés. Mais le retard pris dans la campagne d'Italie ponctionna énormément de ressources aux Alliés,

ressources qu'ils auraient pu utiliser lors de l'invasion de la France en 1944. Cette ponction était bien plus importante que celle subie par les Allemands en résistant à leurs efforts en Italie.

Une note finale peut être à présent ajoutée concernant la destruction tant débattue de l'abbaye bénédictine du Mont-Cassin, préliminaire de l'offensive alliée en février 1944. Cette tâche fut accomplie par une imposante force de bombardiers américains, soutenus par de l'artillerie. Selon les déclarations des Alliés de l'époque, cette destruction avait été ordonnée car le monastère, qui dominait les approches de la ville de Cassino, avait été « occupé et fortifié » par les Allemands. Ces déclarations furent répétées dans le rapport du maréchal sir Henry Maitland Wilson publié en 1946, ce qui peut paraître étrange au vu des témoignages issus du Vatican et de l'abbé lui-même, qui indiquent que les Allemands avaient décidé d'éviter d'occuper le monastère, malgré le désavantage tactique qui en découlait pour eux. J'ai eu l'occasion de discuter de cette question avec le général von Senger, qui en a depuis livré un récit écrit. Il commandait alors le 14e corps de panzers dans le secteur de Cassino : « Le feld-maréchal Kesselring avait donné l'ordre exprès qu'aucun soldat allemand ne pénètre dans le monastère, afin de ne pas donner aux Alliés un prétexte pour le bombarder. Je ne puis personnellement affirmer que cette décision fut communiquée aux Alliés, mais je suis certain que le Vatican parvint à le leur faire savoir, puisqu'il était directement intéressé au sort du Mont-Cassin. Le feldmaréchal Kesselring ne se contenta pas d'interdire aux soldats allemands l'entrée du monastère, il fit également placer une garde devant l'entrée afin de s'assurer que ses ordres étaient respectés. » Le récit de Senger est confirmé par d'autres témoignages qui m'ont été faits indépendamment les uns des autres.

L'ironie de ce bombardement, comme Senger et Vietinghoff le remarquèrent, fut qu'il tourna entièrement à l'avantage tactique des Allemands. Car ils se sentirent ensuite libres d'en occuper les ruines, les gravats procurant un couvert bien supérieur que celui offert par le monastère avant sa destruction. « Comme toute personne ayant l'expérience des combats de rues le sait, ce n'est que lorsque les bâtiments sont démolis qu'ils se transforment de souricières en bastions de défense. » Les batteries dissimulées dans les ruines purent prendre en enfilade et repousser les assauts britanniques contre la ville de Cassino. Les généraux allemands considéraient que la seule manière de s'emparer d'une telle position était

d'effectuer un large mouvement tournant et ne comprirent pas pourquoi les Alliés attendirent la quatrième bataille de Cassino pour l'entreprendre.

L'abandon de Rome et la retraite dans les Apennins

Au vu de la supériorité matérielle des Alliés et de la nuisance provoquée par la tête de pont d'Anzio, il eût sans doute été plus sage pour les Allemands de se replier sur le réduit des Apennins avant que les Alliés ne soient prêts à lancer leur offensive d'été. En plus de diminuer leurs pertes et la pression exercée sur eux, un repli habile, au moment où les armées alliées étaient manifestement inactives, aurait par surcroît privé ces dernières de l'éclat et de l'élan moral provoqués par la « prise » de Rome. Au lieu de demeurer à Cassino et sur le Garigliano, il aurait même été avisé de se replier aux environs de Rome.

Cela leur aurait permis de diminuer les risques et la pression subie en demeurant plus au sud, et peut-être de contrecarrer l'offensive des Alliés.

Pour quelle raison une telle décision ne fut-elle pas prise ? Une des explications mises en avant à l'époque était que la préparation de la ligne Gothique, dans les Apennins, au nord de Florence, était incomplète. Mais elle l'était toujours lorsque les armées en retraite l'occupèrent à l'été, désorganisées et vaincues, et elle suffit pourtant à porter un coup d'arrêt à la progression des Alliés dans des conditions bien moins idéales. Une objection plus profonde à un tel mouvement rétrograde ne se fonde pas sur la raison – elle vient du cœur, non de la tête. Westphal lui-même, grand admirateur de son supérieur, l'exprime ainsi : « Le feld-maréchal Kesselring était d'un caractère bien trempé. Des hommes de cette nature, mus par leur sens total du service, tendent à repousser les limites humaines du possible avec les ressources dont ils disposent. Je pense donc que le désir de se maintenir dans la région de Rome, même lors de cette dernière bataille, était trop profondément ancré dans l'esprit du feld-maréchal. » Cette déclaration de Westphal est corroborée par d'autres – Jahn déclara, par exemple : « Notre haut commandement avait espéré fixer indéfiniment les Alliés sur le front de Cassino. » Un tel espoir s'accordait avec les espoirs et les souhaits de Hitler. Il est d'ailleurs probable qu'à la lumière de ses refus catégoriques de repli, il aurait insisté pour que tous les efforts soient entrepris afin de maintenir le front existant – et Kesselring n'ignorait rien des positions de Hitler sur ce sujet. Mais Hitler ne tint pourtant aucun discours de ce genre – parce que Kesselring croyait qu'il était possible de se maintenir. Cette

confiance était née de ses succès passés à défier les anticipations. L'optimisme de Kesselring se renforçait en face de ce qu'il considérait comme du pessimisme de la part de Mackensen. Les deux tempéraments étaient opposés. Kesselring considérait que Mackensen ne croyait pas suffisamment que sa mission pouvait être remplie avec les forces disponibles, ce qui, « inévitablement, poussa le feld-maréchal à ignorer les angoisses et les inquiétudes exprimées par la XIVe armée ». Westphal ajoute que, tandis que la XIVe armée disposait d'effectifs suffisants pour confiner les Alliés dans leur tête de pont d'Anzio, ses divisions étaient pour la plupart de seconde ligne, tandis que la Xe armée disposait de troupes d'élite.

Malgré cela, le risque dans le secteur d'Anzio n'aurait jamais eu d'importance si un effondrement ne s'était pas produit sur le Garigliano. Les Allemands y furent déstabilisés par un vaste mouvement tournant à travers les montagnes, délivré par les troupes coloniales françaises du général Juin. Le retard dans la transmission des informations accentua l'effet de surprise. Kesselring lui-même déclara : « Malheureusement, ce n'est qu'au bout de trois jours que j'appris cette attaque française. Le système rodé de "transmission urgente" des messages ne fonctionna pas cette fois. Au bout de trois jours, il n'était plus possible d'opérer le transfert prévu des réserves vers cette position. »

Alors que les défenses de Cassino rompaient sous l'effet de cette manœuvre de levier, les troupes alliées stationnées à Anzio opérèrent une sortie de la tête de pont. Réalisant le danger que courrait alors sa ligne de ravitaillement, le commandant de la Xe armée, le général von Vietinghoff proposa d'effectuer un repli rapide sur la ligne de Valmontone, où il pouvait tendre la main à la XIVe armée. Mais Hitler interdit tout repli. Ce veto empêcha les Allemands de maintenir leur position au sud de Rome. Au lieu d'un repli organisé, on assista à un effondrement rapide des défenses allemandes, provoquant l'abandon de Rome et une retraite bien plus importante jusqu'à la ligne Gothique, dans le nord. La Xe armée parvint à s'échapper par un long détour, empruntant des routes à l'intérieur des terres que les Alliés ne purent couper, mais la XIVe armée se trouva isolée. (Certains soldats allemands remarquèrent avec dépit qu'ils avaient encouru des risques et subi des pertes inutiles en raison de l'insistance de Kesselring à respecter l'inviolabilité de Rome et à lui éviter tout dommage – combinée à la manière dont les Alliés tirèrent partie des restrictions ainsi imposées

aux troupes allemandes. Il avait ainsi ordonné que les ponts sur le Tibre ne soient pas détruits en raison de leur valeur historique.)

Malgré cela, Kesselring parvint à enrayer la poursuite des Alliés et même à mettre un terme à leur mouvement sur la ligne Gothique. Il parvint à s'y maintenir durant presque un an – jusqu'en avril 1945 – bien que ses réserves et son équipement fussent de plus en plus ponctionnés pour combler les brèches sur les fronts de l'Ouest et de l'Est.

La stratégie des Alliés du point de vue des Allemands

Me faisant part de son point de vue et de celui de Kesselring sur la stratégie des Alliés en Italie, Westphal dit : « Après le débarquement à Salerne, l'opération amphibie suivante n'aurait pas dû avoir lieu à Anzio, mais le plus au nord de Rome que possible, par exemple à Livourne. Les lieux favorables à un débarquement étaient pléthore dans la région. Fin 1943, le haut commandement allié devait certainement connaître la maigreur des effectifs allemands dans le nord de l'Italie et savoir que le gros des forces se trouvait immobilisé au sud de Rome. Prenant en compte la situation des forces allemandes en Italie et la situation générale des forces allemandes, il devait être clair qu'aucune contre-attaque digne de ce nom ne pourrait être montée, ni du Nord, ni de Rome, ni d'ailleurs, avant que les Alliés ne soient fermement installés dans une tête de pont à Livourne.

« Au printemps 1944 – avant la grande offensive des Alliés en mai – les perspectives d'une telle opération étaient encore plus favorables. À cette époque, en exceptant les deux divisions stationnées dans la région de Livourne, les seules forces disponibles étaient celles des X^{e} et XIV^{e} armées, engagées à Anzio et Cassino. La politique des Alliés, sur ces secteurs, aurait dû être de n'aligner qu'un rideau défensif suffisant pour contenir nos troupes, tout en employant le gros de l'armée dans une manœuvre stratégique de grande ampleur – isolant ainsi la masse des troupes allemandes en Italie.

« J'imagine que de telles opérations, très séparées, ne furent pas entreprises en raison de la crainte de l'aviation allemande. Mais il devait également être connu que la Luftwaffe avait pratiquement cessé d'exister sur le champ de bataille, après avoir subi de lourdes pertes lors de la campagne d'Afrique, vides auxquels s'ajoutait le manque d'entraînement des nouveaux pilotes, l'infériorité du Messerschmitt 109 et le manque de bombardiers efficaces.

« Après avoir examiné le problème, nous en arrivâmes à la conclusion qu'un débarquement dans la région de Livourne-La Spezia n'aurait pu être empêché – ni lors de l'approche ni lors du débarquement. L'ennemi aurait alors pu débarquer et s'emparer des cols des Apennins avant que les divisions allemandes, voyageant pour la plupart à pied, n'aient le temps de parcourir les 320 kilomètres qui séparaient la ligne de front du nouveau site de débarquement. Des porte-avions auraient à nos yeux aisément pu fournir la couverture aérienne nécessaire et, surtout, Livourne ne se trouvait qu'à 120 kilomètres de la Corse ; moins d'un quart d'heure de vol pour un chasseur. On ne peut que se demander comment un chef responsable eût pu craindre d'effectuer un tel débarquement – qui aurait d'un coup provoqué l'effondrement complet du front en Italie centrale et sans doute porté un coup mortel à tout le groupe d'armées.

« Un débarquement près du front aurait également gêné tant la X^{e} que la XIV^{e} armée, dont les effectifs n'étaient pas suffisants pour livrer bataille sur leur front et combattre un débarquement. Un lieu possible pour une telle opération se situait au sud-est d'Anzio, avec pour objectif de relier la tête de pont aux forces alliées attaquant la X^{e} armée, afin de déloger l'aile droite de cette dernière. L'estuaire du Tibre était un autre lieu possible – afin de frapper la XIV^{e} armée dans le dos. Mais les Alliés auraient pu obtenir des effets plus décisifs encore, en débarquant dans la région de Civitavecchia, au nord de Rome. Car la maigreur de nos effectifs ne nous permettait pas d'empêcher l'établissement d'une tête de pont avant l'arrivée des réserves, et le terrain est en cet endroit, de Grosseto au sud à Livourne au nord, particulièrement favorable à un débarquement. Le seul endroit où nous aurions pu résister à un nouveau débarquement était à proximité immédiate d'Anzio, au nord ou au sud. »

Le long coup manqué

Les généraux allemands poussèrent un grand soupir de soulagement lorsqu'ils arrivèrent dans les Apennins du Nord sans avoir été encerclés. Leur soulagement fut d'autant plus grand quand eut lieu le débarquement des Alliés dans le sud de la France au mois d'août, quelques jours après la percée en Normandie. Ils considéraient fort correctement qu'aucun autre débarquement n'aurait lieu sur leurs arrières en Italie. Rares étaient ceux qui nourrissaient encore quelques illusions sur l'issue de la guerre, à présent que les armées alliées avaient conquis la France et franchi le Rhin, mais

certains généraux espéraient gagner du temps, et éviter un désastre sur le front, à présent secondaire, d'Italie. Mais leur soulagement s'évapora en constatant que le flot de renforts et de matériel se tarissait tandis que des divisions leur étaient enlevées pour renforcer le Rhin et le front de l'Est. Les brèches devaient être comblées par les nouvelles divisions formées par Mussolini et le maréchal Graziani dans le nord de l'Italie, encore occupé par les Allemands. Tippelskirch, qui se rendit en Italie pour prendre le commandement de la XIV^{e} armée durant l'hiver, me raconta que cette dernière n'était plus constituée que de 2 divisions allemandes et 4 italiennes – un degré dangereux de dilution, bien que l'une de ces dernières divisions ait combattu au sein de l'armée italienne sur le front russe. La X^{e} armée ne souffrit guère de cette dilution, mais était handicapée par le manque général de troupes et de matériel.

La dernière étape peut être résumée par le récit que me livra Jahn, qui commandait alors un corps germano-italien : « Nous eûmes de grandes difficultés à contenir l'offensive d'automne des Alliés en 1944 et nos divisions subirent de lourdes pertes. Les dernières attaques furent les plus dangereuses, mais la pluie battante et la neige empêchèrent la percée qui menaçait. Début 1945, 4 divisions furent enlevées et dépêchées en Allemagne, affaiblissant encore le front défensif. La division "Hermann Göring", une des meilleures dont nous disposions, fut envoyée contre les Russes.

« Si nos faiblesses semblaient devoir précipiter un repli stratégique à travers les Alpes, l'OKW prit soin de repousser une telle mesure aussi longtemps que possible, car il considérait la conservation du nord de l'Italie comme vitale, tant pour sa production d'armement que pour ses ressources alimentaires. Mais, dès le mois d'octobre, un plan avait été élaboré pour organiser un repli sur une ligne située sur les contreforts des Alpes, en cas de percée des Alliés. Lorsque cette percée eut lieu, en avril, ce repli fut rendu impossible par le manque de véhicules motorisés et d'essence, couplé à la rapidité de la progression des Américains. Les troupes américaines, après avoir traversé Côme, pivotèrent vers l'ouest et fermèrent tous les cols dans le dos des forces allemandes. Nous nous trouvâmes ainsi isolés du quartier général et sans ordres. Il ne nous restait presque plus un seul avion et les forces allemandes furent ainsi rendues sourdes et aveugles. Les troupes qui battaient en retraite n'avaient aucune idée de leur destination et

ne savaient ni ce qui se passait ni ce qu'elles devaient faire – jusqu'à ce que l'ordre de capitulation nous parvienne ! »

CHAPITRE 21

IMPASSE EN NORMANDIE

Pour la Grande-Bretagne et les États-Unis, le débarquement en Normandie représentait la grande aventure. On l'a souvent raconté de leur point de vue.

Si on observe l'invasion en se plaçant « de l'autre côté de la colline », d'autres interprétations apparaissent. Pendant le premier mois, le feld-maréchal von Rundstedt, qui était sur le front de l'Ouest depuis le début de 1942, fut chargé de le défendre. Il me raconta ce qui se passa alors. Au début du deuxième mois, le feld-maréchal von Kluge remplaça Rundstedt et garda ce poste jusqu'à la défaite. Acculé au désespoir et hanté par la crainte de Hitler, il s'empoisonna après l'effondrement du front. Le général Blumentritt avait été successivement leur chef d'état-major pendant cette campagne décisive, et il me relata en détail ses observations.

Dirigée successivement par Rundstedt et Kluge, la lutte contre l'invasion fut menée par le feld-maréchal Rommel, commandant le groupe d'armées B couvrant les côtes, de la Bretagne à la Hollande. Comme tant d'autres, Rommel est mort. Je réussis néanmoins à obtenir des renseignements sur son rôle dans la campagne de Normandie en interrogeant des membres de son état-major. Je recoupai ces témoignages par ceux d'autres généraux qui avaient pris part aux opérations.

Vue par les yeux de l'adversaire, la bataille prend un aspect dramatique, bien différent de celui qu'on obtient en regardant « par l'autre bout de la lorgnette ». En effet, au lieu de paraître réduite, l'image est agrandie et frappante de vie.

Considéré du rivage anglais, le problème du débarquement apparaissait formidable. Considéré des côtes de France, avec les yeux de l'ennemi, il changeait de visage ; il devenait plus facile de comprendre les sentiments de

ceux qui étaient menacés d'un débarquement effectué par des puissances possédant la maîtrise de la mer et des airs. « J'avais plus de 5 000 kilomètres de côtes à couvrir, me dit Rundstedt, de la frontière italienne, dans le Sud, jusqu'à la frontière allemande, dans le Nord ; je ne possédais que 60 divisions, presque toutes médiocres, plusieurs d'entre elles réduites à l'état de squelettes. »

Aucun calcul ne permet de répartir, en se conformant à la stratégie, 60 divisions sur 5 000 kilomètres. L'arithmétique montre que, même en faisant abstraction de la nécessité de constituer des réserves, chaque division devait couvrir 80 kilomètres : c'était impossible. Pendant la Grande Guerre, on considérait que, devant une attaque puissante, une division ne pouvait tenir sans danger plus de 5 kilomètres. Évidemment, depuis lors, la puissance des moyens de défense moderne avait au moins doublé, sinon triplé, mais, de toute façon, le nombre de divisions était tout à fait insuffisant pour couvrir, avec quelques probabilités de sécurité, un front aussi étendu.

Il fallait donc essayer de deviner le point où les Alliés accosteraient. On dégarnirait les secteurs les moins menacés au profit de ceux envisagés comme propices à un débarquement. L'épaisseur du front ne pouvait qu'être très faible, même en employant cette méthode de répartition, car il fallait constituer, à l'arrière, des réserves capables de contre-attaquer les troupes débarquées dès leur arrivée à terre.

Rundstedt et Blumentritt m'exposèrent combien les idées de Hitler compliquaient les problèmes à résoudre. Le Führer s'imaginait, en effet, que l'invasion pouvait s'effectuer sur n'importe quel point des côtes de l'Europe occupée, et cela sans vouloir tenir grand compte des conditions que pouvaient exiger les transports maritimes.

Prélude

Je demandai au feld-maréchal von Rundstedt s'il avait prévu un débarquement allié à l'Ouest à une époque antérieure au 6 juin. Il répondit : « Je fus surpris que vous n'en ayez pas tenté un en 1941, au moment où nos armées étaient engagées en Russie. J'étais alors moi-même sur le front de l'Est et peu au courant des événements de l'Ouest. Lorsque, arrivé sur ce dernier front, j'étudiai la situation, je constatai que vos ressources, insuffisantes pour tenter un débarquement, vous imposeraient un certain délai. » En 1941, Rundstedt agaçait fortement Hitler en insistant sur le

danger de laisser à découvert l'arrière des armées allemandes pendant les opérations de Russie. Hitler avait essayé de remédier à ce risque en envoyant Rundstedt commander le front de l'Ouest. La zone placée sous la responsabilité de ce dernier s'étendait de la frontière germano-hollandaise à la frontière franco-italienne.

En réponse à une autre question, le feld-maréchal dit qu'il ne croyait pas que le coup de main de Dieppe, en août, présageait un débarquement réel. Il le considérait simplement comme une expérience d'attaque destinée à éprouver les défenses côtières. Blumentritt, questionné sur le même sujet, fournit une réponse différente : « Je n'étais pas à l'Ouest à ce moment-là, mais j'entendis beaucoup parler du débarquement quand j'arrivai sur ce front à la fin de septembre, pour remplacer le général Zeitzler au poste de chef d'état-major. Le haut commandement allemand ne savait pas s'il s'agissait d'un raid isolé ou d'un prélude à une offensive qui se serait développée en cas de succès de cette première opération. » Il semble que Zeitzler et Keitel aient pris l'affaire de Dieppe au sérieux.

Rundstedt poursuivit son récit : « Je m'attendais à une invasion en 1943, quand nous eûmes occupé toute la France. Je pensais que vous alliez profiter de cette dispersion des forces allemandes à l'Ouest. »

Blumentritt confirma ce point de vue : « Après les débarquements alliés en Afrique du Nord française, en novembre 1942, le Führer nous ordonna d'occuper la France entière. Il craignait un débarquement au sud de la France partant d'une base en Afrique du Nord. Nous pensions que les Alliés débarqueraient sur la côte de la Méditerranée et que le gouvernement de Vichy n'opposerait pas de résistance. L'occupation se fit sans troubles sérieux, les seuls accidents furent causés par la Résistance, dont les activités devenaient déjà gênantes. Précédant les troupes allemandes, le feld-maréchal von Rundstedt se rendit seul à Vichy afin d'obtenir que l'extension de l'occupation se fasse dans le calme, pour éviter des pertes de vies humaines des deux côtés. Il y réussit. »

1943, l'année des incertitudes

« Après la chute de Tunis, en mai, dit Blumentritt, Hitler sentit croître son anxiété au sujet d'un débarquement dans le sud de la France. En fait, cette année-là, Hitler fit preuve d'une extrême nervosité : tantôt il craignait une invasion en Norvège, tantôt en Hollande, puis près de la Somme ou en Normandie, ou en Bretagne – quand ce n'était pas au Portugal, en Espagne

ou dans l'Adriatique !… À faire ainsi le tour de la carte, les yeux lui sortaient de la tête !

« Il appréhendait particulièrement une invasion en tenaille au moyen de débarquements simultanés au sud de la France et dans la baie de Biscaye. Il craignait aussi un coup dirigé sur les îles Baléares, suivi d'un débarquement à Barcelone et d'une irruption en France. Il redoutait tellement les risques d'une invasion alliée en Espagne qu'il fit envoyer des effectifs importants dans les Pyrénées. Il insista toutefois pour que les troupes allemandes gardent la plus stricte neutralité et évitent toute provocation vis-à-vis de l'Espagne. » Geyr von Schweppenburg m'affirma toutefois qu'en avril 1943, alors qu'il commandait le 86e corps d'armée à Dax, il reçut des instructions en vue de préparer une invasion éclair de l'Espagne. Le projet était baptisé « opération Gisela » ; 5 divisions, dont 4 mécanisées ou motorisées, étaient sélectionnées pour ce que Geyr appelle « cette folie ». « L'une d'elles devait foncer sur Bilbao et l'Ouest, l'aile gauche devant marcher sur le centre en direction de Madrid. »

Poursuivant son récit, Blumentritt dit : « Nous, les militaires, ne partagions pas ses appréhensions. Nous jugions improbable que le haut commandement britannique tente un débarquement dans la baie de Biscaye située trop loin de l'Angleterre pour permettre un soutien efficace de l'aviation. Nous estimions également que l'Espagne ne pouvait être utilisée, et cela pour divers motifs : d'une part, les Alliés ne risqueraient pas de se mettre l'Espagne à dos ; d'autre part, ce pays ne se prêtait pas à des opérations de grande envergure par suite des communications défectueuses et du sérieux obstacle des Pyrénées ; enfin, nous entretenions des relations amicales avec les généraux espagnols de la frontière pyrénéenne ; ils ne nous cachaient pas qu'ils s'opposeraient à une invasion allemande, mais ils nous renseignaient volontiers. »

Blumentritt ajouta que, si les généraux ne partageaient pas toutes les craintes de Hitler, ils avaient toutefois la certitude que le débarquement aurait lieu et pensaient qu'il s'effectuerait en 1943. Cette année-là, pendant plusieurs mois, des bruits circulèrent affirmant son imminence. « Nous en eûmes connaissance surtout par voie diplomatique – par les attachés militaires roumains, hongrois et japonais, aussi bien que par Vichy. » Ces bruits paraissent avoir agi plus efficacement sur les nerfs de l'ennemi qu'une mise en scène organisée. Nous avions monté, en septembre, un simulacre de préparatifs, concentrant des troupes dans le sud de

l'Angleterre et feignant de les embarquer. Je demandai à Rundstedt s'il en avait été dupe. Il répondit en souriant : « Non, c'était trop cousu de fil blanc, trop visiblement du bluff. »

Le haut commandement allemand fut soulagé par ce scénario trop bien monté, preuve pour lui que la partie était remise. D'ailleurs l'équinoxe était proche ; les garnisons allemandes de France pouvaient donc compter sur le répit d'un nouvel hiver avant la tempête. À une longue tension nerveuse succédait une période d'apaisement.

« En résumé, on peut appeler 1943 l'année des incertitudes et de l'insécurité, remarqua Blumentritt. La puissance accrue des mouvements de résistance française s'ajouta à nos autres difficultés. Ils nous causaient de nombreuses pertes et nous obligeaient à rester toujours sur le qui-vive. Jusqu'en 1942, nous ne redoutions pas la Résistance ; elle était divisée en trois groupes distincts : communistes, gaullistes, giraudistes. Heureusement pour nous, ces groupes ne s'accordaient pas et nous fournissaient souvent des indications les uns sur les autres. Mais, à partir de 1943, ils s'unirent et furent ravitaillés en armes parachutées par la Grande-Bretagne, qui dirigeait leurs opérations. »

La relève de la garde

Au cours de l'année 1943, pour remédier à la faiblesse de leurs ressources, les Allemands modifièrent plusieurs fois leur plan de défense. Les divisions épuisées par la campagne de l'Est venaient se regrouper et récupérer leurs forces en France, en séjour de convalescence. Blumentritt relata les diverses mesures prises :

« Jusqu'en 1943, nous avions cinquante à soixante divisions en France, que nous remplacions constamment par les divisions décimées en Russie. Cet échange continuel nuisait à l'efficacité de la défense côtière. On forma donc des divisions permanentes, destinées à la garde des côtes, possédant une organisation spéciale adaptée à leurs secteurs particuliers. Grâce à ce système, les hommes connaissaient bien le secteur placé sous leur garde et l'on s'assurait l'emploi le plus économique de l'équipement limité dont l'Ouest disposait. Toutefois, comme tous les systèmes, celui-ci avait ses défauts. Les officiers et les hommes, âgés pour la plupart, possédaient un armement moins bon que celui des unités combattantes ; leur mélange d'armes françaises, polonaises et yougoslaves les obligeait à utiliser des munitions différentes, ce qui les rendait plus difficiles à approvisionner que

des armes d'un calibre uniforme. Presque toutes ces divisions comprenaient seulement 2 régiments d'infanterie avec 2 batteries de campagne, totalisant 24 pièces, et une batterie moyenne de 12 pièces. À traction animale, elles ne pouvaient se déplacer rapidement.

« En plus des divisions de défense côtière, on avait mis en place des pièces de côte. Navale ou terrestre, cette artillerie dépendait du haut commandement de la marine – toujours en désaccord avec le haut commandement de l'armée. »

Une autre complication s'éleva à la fin de l'année, quand Rommel apparut sur la scène. Il venait d'exercer pendant peu de temps, dans l'Italie du Nord, le commandement des troupes d'occupation allemandes. Hitler l'avait ensuite chargé d'inspecter et d'améliorer les défenses côtières, du Danemark jusqu'à la frontière espagnole. Il commença par le Danemark et s'occupa ensuite de la France. Là, tout en se trouvant dans la zone attribuée à Rundstedt, il recevait des instructions directes de Hitler, tandis que rien ne définissait les rapports devant exister entre Rundstedt et lui. Il s'ensuivit naturellement des controverses, d'autant plus aiguës que leurs idées différaient totalement.

Blumentritt commenta la situation en ces termes : « Bientôt, les armées ne surent plus qui les commandait : Rundstedt ou Rommel ? En effet, ce dernier exigeait l'application en tout point de ses théories sur la défense côtière. Pour résoudre le différend, Rundstedt proposa de confier à Rommel le commandement du secteur le plus important situé le long de la Manche, entre la frontière germano-hollandaise et la Loire ; le front du Sud, de la Loire aux Alpes, serait attribué à Blaskowitz. Tous deux seraient sous le haut commandement de Rundstedt. Rommel disposerait du groupe d'armées B comprenant les troupes de Hollande, la XV^{e} armée qui stationnait de la Hollande à la Seine, et la VII^{e} armée de la Seine à la Loire. Blaskowitz aurait le groupe d'armées G, c'est-à-dire la I^{re} armée, couvrant la baie de Biscaye et les Pyrénées, et la XIX^{e} armée sur la Méditerranée. » Selon son état-major, cette proposition aurait été présentée par Rommel lui-même « comme étant le seul moyen de mettre ses idées rapidement à exécution ». Quoi qu'il en soit, cette solution fut adoptée un mois après son arrivée. La situation s'en trouva partiellement éclaircie, autant que l'incompatibilité absolue des idées de Rundstedt et de Rommel le permettait.

Car ce nouvel arrangement provoqua de nouvelles complications internes. Toutes les troupes blindées furent placées sous les ordres de Geyr von Schweppenburg, qui venait d'être récemment nommé à la tête du groupe de panzers de l'Ouest. Il était naturel qu'il souhaite voir ses unités concentrées. Or, cette réorganisation n'avait pas seulement diminué son autorité, elle provoqua une dispute tant les avis divergeaient, Rommel favorisant une distribution des divisions blindées totalement contraire aux idées de Geyr, un des premiers généraux de blindés allemands. Geyr était soutenu par Guderian, à l'époque inspecteur général des forces blindées. Rommel lui aussi croyait très fortement au pouvoir de la concentration, mais considérait que les circonstances avaient changé – essentiellement en raison de la supériorité aérienne des Alliés – ce qui nécessitait une modification pratique.

Ce conflit d'opinion entre ces experts de la guerre blindée plaça Rundstedt face à un dilemme. Son instinct stratégique favorisait les principes défendus par Geyr et Guderian mais, lorsqu'il lui fallut trancher, il fut forcé de reconnaître que Rommel parlait d'expérience, ayant fait face aux puissances occidentales et à leur vaste force aérienne, tandis que Geyr et Guderian n'avaient une expérience que du front de l'Est, où les forces aériennes jouèrent une part moindre. Si la plupart des récits ont fait mention d'une divergence de vues à ce sujet entre Rundstedt et Rommel, le clivage principal opposait Rommel à Geyr, soutenu par Guderian, avec Rundstedt comme arbitre – selon des lignes imposées par Hitler et les circonstances.

Rundstedt me parla de Rommel : « C'était un homme très brave et un chef très compétent pour les opérations peu importantes. Mais il ne possédait pas les qualités requises pour exercer un haut commandement. » Il n'eut cependant jamais à se plaindre du loyalisme de Rommel.

« Lorsque je donnais un ordre, Rommel obéissait sans formuler d'objections. » Par ailleurs, il est probable que Rundstedt montra trop de scrupules à se mêler de ce qu'il considérait comme le champ d'action et de responsabilités de son subordonné. Il hésita donc à modifier, lorsqu'il les désapprouvait, certaines décisions de Rommel, bien que ces dernières puissent, dans une mesure appréciable, influencer ses propres dispositions.

Geyr fut plus mordant : « Rundstedt était d'un caractère trop faible pour faire valoir son point de vue. Lors des divers conflits d'opinion, il conserva une forme de neutralité. Aussi, il fut presque impossible d'obtenir de lui des décisions tranchées. Le navire dériva sans personne à la barre. » Dans

d'autres commentaires, Geyr dit : « Rundstedt est un gentleman, aussi sage qu'intelligent, mais sans aucun doute un des soldats les plus paresseux qu'il m'ait été donné de rencontrer en haut lieu durant toute ma carrière. Et il n'aimait guère ma façon de mettre les pieds dans le plat. En 1944, c'était un homme âgé. Une mauvaise santé et une forme de résignation psychique expliquent sans doute l'état de léthargie de cette personnalité de premier plan. »

Le récit de Geyr ne tient sans doute pas assez compte du fait que l'avis de Rundstedt fut modifié par les arguments de Rommel, qui s'appuyaient sur des données pratiques. Le général Speidel, chef d'état-major de Rommel, me dit que Rundstedt finit par s'accorder avec les idées de Rommel, ce que Geyr admet, en le tenant pour la démonstration du caractère pusillanime de Rundstedt, dont il s'était déjà convaincu, et de son incapacité à « se battre pour ce en quoi il croyait au départ ». Mais il transparaît de tous les récits que Rundstedt était fatigué, tant mentalement que physiquement, et souffrait d'autres troubles. Cela explique beaucoup de choses. Mais le fait qu'un homme âgé et fatigué ait pu conserver le respect de tant de ses subordonnés, au point que certains considéraient qu'il était irremplaçable, démontre qu'il s'agissait d'une personnalité exceptionnelle. Ce fut encore plus apparent à la fin de la guerre, lorsqu'il dut faire face à la captivité, traversant cette épreuve de manière impressionnante.

Je voudrais saisir cette occasion pour affirmer que, plus je le connaissais, plus j'appréciais Rundstedt. Mon opinion se forma non seulement à son contact, mais aussi grâce aux témoignages des autres généraux allemands. Son ancienneté pourrait en partie expliquer le grand respect, pas la profonde affection qu'il inspira à ses compagnons de captivité. Je lui trouvai, même en dehors du domaine militaire, des idées conformistes, mais intelligentes et empreintes de sensibilité. À son caractère d'élite s'ajoute une dignité dépouillée d'arrogance, un maintien qui fleure l'aristocratie dans le meilleur sens du mot. Son apparence austère s'éclaire d'un agréable sourire et d'une fine touche d'humour. Il fait souvent preuve d'esprit. Un jour que je l'accompagnais, nous passâmes le portail abondamment garni de fils de fer barbelés qui ouvre sur la cour intérieure du camp. En arrivant à la porte de son étroite chambre, je m'effaçai devant lui. Il me répliqua avec un sourire : « Oh non ! Je vous en prie, je suis ici chez moi ! »

Où ?

En 1944, les Allemands acquirent la certitude que les bases du débarquement se trouvaient en Angleterre, car il s'y rassemblait un nombre considérable de troupes américaines. L'endroit de France où elles accosteraient restait l'inconnue du problème.

« Nous recevions d'Angleterre très peu d'informations sérieuses, me dit Blumentritt. Cette partie du Service de renseignement dépendait de l'OKW, donc de Hitler, et se composait d'une section spéciale des SD[46]. Nous ne pouvions avoir d'autre renseignement que les leurs.

« Ils nous firent connaître, en gros, les zones de concentration des troupes britanniques et américaines dans le sud de l'Angleterre. Quelques agents allemands camouflés en Angleterre envoyaient des rapports par radio sur ce qu'ils observaient ; mais ils ne savaient pas grand-chose de plus. La faiblesse de notre aviation ne nous permettait pas d'effectuer d'assez nombreuses reconnaissances au-dessus de l'Angleterre. Aux environs du jour J, des avions allemands remarquèrent, au cours d'un vol de nuit, des déplacements considérables de convois vers la côte sud-ouest – ils pouvaient les observer facilement grâce à leurs phares. » (Il s'agissait probablement de troupes américaines, car elles occupaient le sud-ouest de l'Angleterre.) « Nous pûmes aussi intercepter un message de la flotte britannique, qui nous donna à penser que la Manche serait le théâtre d'opérations importantes.

« Une autre indication nous fut fournie par une recrudescence de l'activité de la Résistance en France. On saisit plusieurs centaines de postes émetteurs, et le code utilisé pour la correspondance avec l'Angleterre fut découvert. Les messages étaient voilés, mais le sens général sautait aux yeux.

« Toutefois, aucun des renseignements recueillis ne permit de préciser l'endroit exact du débarquement. Il fallait, sur ce point d'extrême importance, nous fier à nos propres déductions. »

Blumentritt continua : « L'état-major de la marine nous avait toujours soutenu que les Alliés débarqueraient près d'un grand port. Le Havre, pensaient-ils, présentait un lieu propice non seulement à cause de ses installations portuaires, mais parce qu'il abritait nos sous-marins de poche. Notre opinion, à nous soldats, différait de la leur. Nous ne pensions pas que les Alliés s'attaqueraient directement à une place aussi bien fortifiée. De

plus, nous connaissions les exercices de débarquement effectués dans le sud de l'Angleterre sur une côte plate et ouverte.

« Notre conclusion fut que les Alliés n'essayeraient pas, au début tout au moins, de s'attaquer à un port. Nous ne nous doutions pas, le secret en était bien gardé, de l'existence des ports artificiels : les Mulberries. Nous pensions que vous aligneriez vos navires bord à bord pour former un pont qui servirait à décharger le matériel. »

Rundstedt avoua franchement : « Je ne m'attendais pas à un débarquement entre Caen et Cherbourg, mais plutôt dans la zone où la Manche est plus étroite : entre Le Havre et Calais, sur un des bords de l'estuaire de la Somme. Je pensais que le premier débarquement aurait lieu entre le Tréport et Le Havre, suivi d'un autre entre la Somme et Calais. »

Je demandai à Rundstedt les raisons de ces déductions, il répondit : « Nous estimions que le secteur Somme-Calais vous paraîtrait présenter de meilleures possibilités stratégiques à cause de sa proximité de l'Allemagne. C'était le chemin le plus court vers le Rhin. J'avais calculé que vous pourriez l'atteindre en quatre jours. »

Son raisonnement, nourri d'idées préconçues, supposait que les Alliés choisiraient la ligne théorique idéale, sans se soucier des difficultés pratiques. Je lui fis observer que, justement à cause de ces avantages, nous pouvions imaginer que ce secteur serait probablement fort bien défendu. Raison suffisante pour l'éviter.

Il reconnut la vérité de cette remarque, mais répondit : « Vous aviez surestimé de façon ridicule la valeur de nos défenses. Le "mur de l'Atlantique" n'était qu'une illusion, soutenue par la propagande pour tromper les Allemands aussi bien que les Alliés. Cela me rendait furieux d'entendre raconter des bobards sur ces imprenables défenses. Le terme de "mur" était une absurdité. Hitler ne l'a jamais visité. Il n'est venu sur les côtes de la Manche qu'en 1940, au cap Gris-Nez. » J'interrompis : « Et il regarda au loin, vers la côte anglaise, comme Napoléon ? » Rundstedt acquiesça d'un signe de tête accompagné d'un sourire ironique.

Il ajouta qu'il avait une autre raison pour s'attendre à un débarquement dans le secteur Somme-Calais : les Alliés seraient à même de détruire le plus tôt possible les nids de V1 et V2 afin de sauver Londres de la destruction. On lui avait exagéré l'efficacité de ces engins, sur lesquels Hitler fondait des espoirs excessifs, au point de les considérer comme des éléments primordiaux des calculs stratégiques.

D’après Blumentritt, ce fut Hitler qui devina où débarqueraient les Alliés. « À la fin de mars, l’OKW émit ses instructions. Celles-ci prouvaient clairement que Hitler s’attendait à une invasion en Normandie. À partir de ce moment, nous reçûmes des avertissements répétés, débutant par ces mots : “Le Führer craint que…” J’ignore ce qui le mit sur cette piste. En tout cas, la 91e division aéroportée et quelques escadrons de chars furent envoyés en Normandie et postés, en réserve, en arrière de la presqu’île du Cotentin, près de Carentan. »

Des membres de l’état-major de Rommel me confièrent qu’il s’attendait, lui aussi, et contrairement à Rundstedt, à un débarquement en Normandie. À ma demande, Rundstedt et Blumentritt corroborèrent cette déclaration. Rommel en était arrivé à cette conclusion vers le printemps. Ils ignoraient jusqu’à quel point les avertissements répétés de Hitler : « Surveillez la Normandie », ne l’avaient pas influencé.

Il semblerait que l’« intuition » de Hitler, si souvent raillée, ait serré la vérité de plus près que les raisonnements des soldats de métier les plus savants. Ces derniers subissaient trop l’influence des théories classiques sur la stratégie et avaient la certitude que les opérations des Alliés se dérouleraient suivant les conventions rituelles. Ils refusaient de tenir compte de l’élément « surprise ».

Sur ce point, en réponse à ma question, Rundstedt me fournit un renseignement significatif : « En débarquant près de la Loire, les Alliés auraient facilement réussi à établir une solide tête de pont et à s’infiltrer en France. Là, je n’aurais pas pu déplacer une seule division pour les arrêter. » Blumentritt appuya cette déclaration : « À cet endroit, le débarquement n’aurait pas rencontré une opposition sérieuse : 3 divisions seulement protégeaient 500 kilomètres de côtes au sud de la Loire, dont 2 composées de jeunes recrues en cours d’instruction. Un commandant de compagnie devait y parcourir des kilomètres à bicyclette pendant une journée entière pour faire le tour de son secteur. Nous considérions que cette portion de la côte ne se trouvait pas sous la menace d’un débarquement, car nous savions que le haut commandement allié attachait une importance extrême à l’appui de l’aviation ; or la région de la Loire se trouvait trop éloignée de l’Angleterre. »

(Cette révélation fut d’un grand intérêt pour moi, car en janvier 1944, j’avais rédigé un article présentant un débarquement des Alliés près de l’embouchure de la Loire comme « le moyen le plus sûr de remplir le

principe de l'"endroit le moins attendu" par l'ennemi, et donc le meilleur moyen de le déstabiliser ».)

Fort du même raisonnement, le haut commandement allemand – Rommel excepté – pensait à un débarquement probable à l'endroit le plus étroit de la Manche, où l'aviation alliée pourrait opérer plus près de ses bases. Rundstedt dit aussi : « Nous pensions que toute tentative en Normandie se bornerait à prendre Cherbourg. Ainsi le débarquement américain près de Cherbourg était moins inattendu que le débarquement britannique près de Caen. »

Nous pouvons ici mentionner avec profit le témoignage de Warlimont, évoquant la vision de l'OKW : « L'organisation du système de renseignement fut une source de rivalité et d'ambitions, qui provoqua par conséquent de grandes erreurs de notre côté. À l'origine, et jusqu'en 1944, le Bureau des affaires étrangères et du contre-espionnage, incorporé au sein de l'OKW et dirigé par l'amiral Canaris, rassemblait les renseignements et les redistribuait aux trois armes pour évaluation. Ainsi, l'état-major opérationnel des forces armées, en tant que branche opérationnelle du théâtre de l'Ouest, dépendait de la section "armées de l'Ouest" de l'OKH ainsi que des sections correspondantes de la marine et de la Luftwaffe. Au début de 1944, le poste de Canaris fut dissous par ordre de Hitler, essentiellement pour des raisons politiques, et Canaris démissionna. Le renseignement fut alors attribué au Bureau central de sécurité du Reich, dirigé par le chef du SD, Kaltenbrunner. Pour des raisons personnelles, il s'écarta régulièrement de la procédure définie pour délivrer les nouvelles importantes, ou jugées importantes par lui, directement à Jodl ou Hitler. Conséquence inévitable d'un tel système, les problèmes étaient incessants et les renseignements rares. Lorsque finalement, dans la soirée du 5 juin 1944, Kaltenbrunner fut persuadé qu'il disposait d'indications suffisamment concordantes de l'imminence d'une invasion et les rapporta à Jodl, Jodl n'y prêta pas attention – ou tout du moins ne crut pas même bon d'en avertir son état-major, pas plus que Hitler.

« Pour le site du débarquement, Hitler fut le premier à conclure que la Normandie était le lieu le plus probable. Le 2 mai, il ordonna à cet effet l'envoi de batteries antiaériennes et antichars pour renforcer ce secteur. L'idée de Hitler se fondait sur des rapports reçus sur les mouvements des troupes en Grande-Bretagne. Deux principales concentrations de troupes avaient été observées – une au sud-est, constituée de troupes britanniques,

et une autre au sud-ouest, formée de troupes américaines. La situation des Américains, en particulier, poussa Hitler à anticiper une attaque lancée contre la partie occidentale de la Normandie. En plus de ses déductions liées aux mouvements des troupes, Hitler se fondait sur la considération que les Alliés auraient besoin d'un grand port très rapidement, qui devait être facile à protéger et se trouver à l'écart de la ligne de front. Le port de Cherbourg, dans la péninsule du Cotentin, offrait de telles garanties. Nous n'étions pas vraiment convaincus de la justesse de l'analyse de Hitler, mais il la rabâchait sans cesse et exigeait de plus en plus de renforts pour le secteur de Normandie. Nous autres généraux raisonnions selon notre formation militaire classique, alors que Hitler se fondait, comme toujours, sur son intuition. »

Cette révélation de la manière dont Hitler devina le site du débarquement des Alliés fut d'un grand intérêt pour moi. Car, au milieu du mois de mars, j'avais été convoqué aux bureaux du cabinet de la Guerre, par suite de ma proposition d'effectuer un débarquement en un lieu inattendu, et m'entretins alors avec les généraux Ismay et Jacobs, exposant que le déploiement même des Américains et des Britanniques dans le sud de l'Angleterre donnait une indication trop évidente de nos plans d'invasion entre Cherbourg et l'embouchure de la Seine. Il est plus étrange que les généraux allemands ne soient pas parvenus à faire la juste déduction ni à constater que celle de Hitler fut la bonne. Il s'agissait moins en l'espèce d'intuition que de déduction raisonnable. Poursuivant, Warlimont déclara : « Hitler devint de plus en plus ferme dans ses convictions, mais il était tout aussi convaincu, avant comme après l'invasion, qu'un autre débarquement aurait lieu sur les côtes de la Manche. Aussi, les petites réserves opérationnelles qui pouvaient être mises de côté à l'Ouest pour faire face à l'invasion furent-elles déployées autour de Paris. Les renforts pour la Normandie durent être cherchés ailleurs. Mais à part la prétendue 91e division de parachutistes – une unité nouvellement créée – et une certaine quantité d'armes antiaériennes, on ne disposait de rien de plus. C'est d'autant plus grave que, devant moi, Hitler n'eut de cesse de répéter : "Si nous ne repoussons pas l'invasion et ne rejetons pas l'ennemi à la mer, la guerre sera perdue." Hitler lui-même plaçait toute sa confiance en la personne de Rommel, dans ses divisions de panzers et dans l'expérience du soldat allemand, supérieure à celle du soldat allié moyen, oubliant de tenir compte des forces aériennes. »

Mais Hitler faisait aussi preuve d'un jugement perspicace lorsque, comme Warlimont le rapporte, il déclara : « Si nous parvenons à rejeter l'invasion, une telle tentative ne se reproduira pas de sitôt. Cela signifie que nos réserves pourront être redéployées en Italie et dans l'Est. Nous pourrons alors stabiliser le front de l'Est et peut-être reprendre l'offensive dans ce secteur. Si nous ne repoussons pas les envahisseurs, nous ne pourrons pas gagner une guerre statique à l'Ouest pour la bonne raison que chaque pas en arrière aura pour effet d'élargir la ligne de front en France. Il sera impossible de rassembler assez de troupes le long d'une telle ligne. Aussi l'envahisseur doit-il être rejeté immédiatement à la mer. »

Le dispositif allemand

En juin 1944, il existait exactement 59 divisions allemandes à l'Ouest – dont 8 en Hollande et en Belgique. Plus de la moitié du total se composait d'unités de défense côtière ou de divisions en formation. Sur les 27 divisions de campagne, 10 seulement étaient blindées – 3 dans le Sud, une près d'Anvers.

Sur les 300 kilomètres de côtes normandes, à l'ouest de la Seine, 6 divisions étaient en place – dont 4 uniquement de défense côtière – 3 dans la presqu'île du Cotentin, 2 dans la bande longue de 65 kilomètres, entre la Vire et l'Orne, et une entre l'Orne et la Seine. Blumentritt remarqua : « Le terme "protection côtière" conviendrait mieux à ce dispositif que celui de "défense" ! Comme nous n'attendions pas de débarquement à l'ouest de Cherbourg, nous n'avions que maigrement garni ce secteur : nous y avions même installé des unités russes. »

La 21e division de panzers, destinée à la contre-attaque, était la seule division blindée dans ce secteur avancé. « Des discussions innombrables s'engagèrent à son sujet, dit Blumentritt. Le feld-maréchal von Rundstedt voulait la placer au sud de Saint-Lô, derrière la presqu'île du Cotentin ; mais Rommel la fit placer plus près de la côte et, sur l'autre aile, près de Caen. Se trouvant ainsi beaucoup trop près de la mer, elle ne pouvait utilement servir de réserve à l'ensemble du secteur. »

Néanmoins, la présence de cette division aux abords de Caen se révéla très utile. Sans elle, les Britanniques auraient pu s'emparer de Caen dès le premier jour. Rommel sollicita en vain l'octroi d'une seconde division blindée pour la poster près de l'embouchure de la Vire, là où les Américains débarquèrent.

Abordons maintenant la grande controverse qui affecta gravement les dispositions prises par les Allemands pour rejeter les envahisseurs à la mer. Rundstedt trouvait qu'avec dès effectifs aussi réduits et une aussi longue ligne côtière il était impossible d'empêcher un débarquement. Il comptait donc sur une puissante contre-offensive pour bousculer les Alliés lorsqu'ils seraient sur le continent et avant qu'ils soient solidement accrochés. D'après Rommel, au contraire, la seule chance de salut consistait à vaincre les assaillants sur la côte avant qu'ils aient pris pied. Il disait souvent à son état-major : « Les premières vingt-quatre heures seront décisives. » Blumentritt, tout en les désapprouvant, m'exposa loyalement les idées de Rommel : « Il avait remarqué, en Afrique, que les chars se trouvaient souvent trop éloignés pour intervenir en temps voulu, lors d'une contre-attaque. Il pensait aussi que des réserves de panzers en position à l'intérieur des terres, comme le préférait le commandant en chef, verraient leurs mouvements contrariés par l'aviation. » Par l'état-major de Rommel, j'appris que celui-ci conservait présent à l'esprit le souvenir de la longue immobilisation imposée en Afrique par une aviation cependant beaucoup moins puissante que celle des Alliés en 1944.

Guderian décrit le développement de la controverse de son point de vue : « En mars 1944, après avoir rendu visite au général Geyr en France, je parlai à Hitler des mesures défensives prises par Rommel en France et lui dit qu'il était dangereux de déployer les divisions de panzers si près des défenses côtières, car elles perdraient leur mobilité. Hitler était sceptique et m'ordonna d'aller voir Rommel en France et d'en discuter avec lui. Ce que je fis en avril, au quartier général de Rommel à La Roche-Guyon. Rommel m'exposa ses vues, ainsi qu'au général comte von Geyr, d'une manière très claire et affirmative. » Le point de vue de Rommel, résumé par Guderian, était que le mouvement des troupes serait impossible de jour, et même de nuit, en raison de la supériorité aérienne des Alliés. C'est pourquoi Rommel souhaitait placer toutes les troupes disponibles immédiatement derrière la ligne de défense côtière. À l'époque de cette discussion, Rommel considérait que l'endroit le plus probable d'une telle invasion était le secteur de l'embouchure de la Somme, car les lignes de communication avec l'Angleterre seraient des plus courtes. « Je remarquai que ses réserves seraient déployées au mauvais endroit si son opinion sur le secteur de débarquement présumé se révélait erronée. »

Guderian poursuivit : « Cette visite fut sans résultat. Je vis de nouveau Hitler début mai, et discutai de nouveau de la question avec lui, sans plus d'effet. Hitler refusait de s'opposer à l'opinion de Rommel, qu'il partageait. Avant de rencontrer Hitler, j'avais fait part de mon opinion au feld-maréchal von Rundstedt à qui j'avais rendu visite à Paris. Il est possible que, vers la fin du mois d'avril, Rommel ait changé d'opinion et considéré que les Alliés allaient finalement débarquer en Normandie, mais apparemment il ne changea en rien le déploiement des divisions de panzers mises à sa disposition, ce qui le priva des réserves nécessaires sur le front de l'invasion. En pratique, les mouvements des divisions de panzers s'effectuèrent de jour comme de nuit, malgré la supériorité aérienne des Alliés. Mais lors des mouvements diurnes, elles subirent souvent de lourdes pertes. »

(L'état-major de Rommel affirme que, de nuit, les mouvements étaient limités, les nuits étant courtes, et que tous les mouvements prenaient bien plus de temps qu'escompté – un point sur lequel Rundstedt insiste lui aussi, comme nous le verrons plus tard.)

Guderian n'étant pas parvenu à convaincre Hitler et Rundstedt semblant se ranger derrière l'avis de Rommel, Geyr décida de faire appel au Commandement suprême et lui adressa une protestation personnelle à l'égard du plan de Rommel. Il se rendit à cette fin à Berchtesgaden au début de mai et fit valoir que le gros des panzers devait être initialement placé en réserve, à l'abri des attaques aériennes, dans les forêts au nord-ouest et au sud de Paris, à partir desquelles il pourrait ensuite monter à l'assaut lorsque l'ennemi serait véritablement engagé dans le pays. L'intervention de Geyr entraîna une concession fâcheuse. Hitler ordonna que 4 divisions panzers de l'Ouest soient placées sous la responsabilité de l'OKW, comme réserves stratégiques. Cette décision eut des effets désastreux. Elle affaiblit la capacité de Rommel à mettre son plan en œuvre ; elle laissa Rundstedt sans aucune réserve placée sous son contrôle direct ; et elle ne donna pas satisfaction à Geyr. Car Rundstedt était à présent convaincu de l'importance d'une contre-attaque rapide, avant que les envahisseurs n'aient consolidé leur position, tout en continuant de placer sa foi en une contre-offensive massive. Il était à présent privé des réserves pour accomplir les deux.

Hitler ayant refusé de fournir des réserves aux dépens d'autres théâtres d'opérations, Rundstedt considéra que la seule solution consistait à les créer

en effectuant des ponctions drastiques sur les unités en France. Poussé par Rommel, il proposa ensuite à Hitler une solution radicale au problème.

« Avant l'invasion alliée, dit Rundstedt, je voulais évacuer toute la zone Sud de la France jusqu'à la Loire et utiliser les effectifs ainsi récupérés pour répondre aux coups des Alliés, ce qui aurait procuré 10 ou 12 divisions d'infanterie et 3 ou 4 divisions blindées pour engager une guerre de mouvement. Mais Hitler ne voulait pas en entendre parler : c'était cependant mon seul espoir de pouvoir constituer des réserves. Tous les articles de journaux sur l'"armée centrale de Rundstedt" n'étaient que bobards : cette armée n'existait pas. Bien pis, on ne me laissait même pas le libre maniement des rares divisions blindées disponibles en France. Je ne pouvais en déplacer une sans l'accord de Hitler. » L'exécution du projet de Rommel fut également ralentie par de nombreux obstacles, non par la faute de Rundstedt, mais à cause du manque de réserves. Rundstedt le laissa placer les divisions à son gré. Il me dit : « Je n'approuvais pas leur déploiement près de la côte, mais je ne pouvais pas contrecarrer les ordres de Rommel pour des questions de détail. Je laissais à Hitler le défaut de se mêler des affaires des autres. » Rommel n'avait que 3 divisions blindées pour tenir le front de la Loire à l'Escaut – une pour chacun des secteurs : Est, Centre, Ouest. Ces unités possédaient un effectif en chars nettement inférieur à celui des divisions britanniques ou américaines. C'était bien peu de chose pour combattre une puissante offensive.

Ce handicap s'avéra plus lourd encore car Rommel avait placé 2 de ses divisions de panzers à l'est de la Seine. Pourquoi Rommel ne changea-t-il pas leur déploiement, conformément à sa conviction grandissante que les Alliés allaient débarquer à l'ouest de la Seine ? Il semble que la raison soit que les 2 meilleures divisions de la réserve de l'OKW aient été placées en retrait derrière la Normandie et qu'il ait compté sur leur soutien immédiat.

Pour ce qui concerne Rundstedt, cette attente était justifiée. Car il souhaitait utiliser ces divisions à cet effet – malgré les objections de Geyr. Mais, lorsque aux premières heures du jour J il tenta d'obtenir leur libération par l'OKW, il fit face à de grandes difficultés et n'obtint finalement la permission que dans l'après-midi. (Afin de rattraper le temps perdu, la Panzer Lehr, division d'élite, quitta la région du Mans en plein jour, et subit des pertes sévères et un grand retard. Le deuxième jour de marche fut pire encore – les attaques aériennes étaient si incessantes que les troupes baptisèrent ce trajet « course sous les bombes ».)

Geyr déclare qu'il ne fut informé de ce mouvement qu'une fois « l'ordre déjà envoyé » et qu'il « demanda au feld-maréchal von Rundstedt de retarder au moins le mouvement de la seconde de ces divisions (la Panzer Lehr) à la nuit tombée », mais que « Rundstedt ne répondit pas favorablement à (sa) requête ». Bayerlein, qui commandait cette division d'élite, dit qu'il souhaitait attendre le crépuscule pour se mettre en marche, mais que le commandant de la VII^{e} armée (Dollmann) insista pour qu'il se mette en marche à 17 heures.

Il est douteux qu'une contre-attaque massive, telle que souhaitée par Geyr, ait pu voir le jour. Mais il est clair que l'éloignement des réserves porta préjudice au plan de Rommel d'une contre-attaque immédiate. Si l'on excepte le retard pris dans l'activation des réserves, le temps nécessaire à les déplacer et le manque de panzers dans la zone avancée limitèrent grandement les chances de rejeter les envahisseurs avant qu'ils n'aient eu le temps de consolider leur tête de pont.

La négligence apportée au développement des défenses côtières pendant les années précédentes diminuait encore les probabilités de réussite. Par l'état-major de Rommel, j'appris ses efforts désespérés, au printemps 1944, pour hâter la construction d'obstacles sous-marins et d'ouvrages bétonnés, ainsi que la pose de champs de mines le long de la côte normande, où il pensait – avec raison – qu'aurait lieu le débarquement. Par exemple, on avait posé le long des côtes du nord de la France, pendant les trois années qui précédèrent l'arrivée de Rommel, à peine 2 millions de mines. Au cours des quelques semaines avant le jour J, ce nombre fut triplé – sans pouvoir atteindre la quantité prévue de plus de 50 millions. Il est heureux pour l'assaillant que ce travail n'ait pu être terminé à temps.

Rundstedt m'expliqua ceci : « Nous manquions de travailleurs et de matériel pour développer nos défenses. La plupart des hommes de l'organisation Todt dont nous disposions auparavant en France avaient été envoyés en Allemagne pour les travaux de déblaiement des villes bombardées. Les divisions de défense côtière étaient trop dispersées – souvent sur plus de 60 kilomètres – pour exécuter elles-mêmes les travaux nécessaires. Par ailleurs, nous ne possédions pas le matériel voulu, car l'aviation alliée paralysait le travail des usines et le transport des marchandises. »

Cela ne justifie pas la négligence antérieure, de 1942 et 1943, dont Rommel se plaignait. Elle pourrait peut-être s'expliquer par le fait que

Rundstedt, passé maître dans la pratique de la guerre mobile d'offensive, croyait peu aux défenses statiques et n'activa guère leur construction. Telle est l'opinion exprimée par l'état-major de Rommel, corroborée d'ailleurs par le type de contre-offensives utilisées généralement par Rundstedt. Attitude très naturelle, en somme, chez celui qui avait réussi, par sa manœuvre, à faire sortir les Français de la ligne Maginot.

Les mesures prises pour faire face à l'invasion alliée « tombèrent le bec dans l'eau » en raison du conflit entre les idées de Rundstedt et de Rommel, aggravé par la répugnance de Hitler à fournir des réserves. Cet état de choses contribua plus à la pénétration des Alliés en France que l'effet de surprise.

Le débarquement

« L'imminence d'un débarquement, remarqua Blumentritt, se reconnaissait à bien des signes. Le désordre croissant en France devint une sérieuse menace pour nous ; de plus, les coups de main et les embuscades nous causèrent des pertes considérables. Les trains de renforts et d'approvisionnements à destination du front déraillaient souvent. En outre, les bombardements alliés, efficaces, détruisaient systématiquement les voies ferrées en France et en Allemagne occidentale. Les ponts sur la Somme, la Seine, la Loire étaient particulièrement visés. Tous ces symptômes annonçaient l'invasion. »

Rundstedt insista : « L'ignorance de la date exacte importait peu, car depuis mars nous l'attendions chaque jour. » Je demandai si la tempête, qui retarda les opérations de vingt-quatre heures et faillit même les supprimer, n'avait pas, au moment critique, donné aux défenseurs une trompeuse illusion de sécurité. « Non, répondit Blumentritt, nous savions que les Alliés disposaient de navires capables d'affronter une mer démontée ; c'est pourquoi nous restions sur le qui-vive et toujours prêts.

« La seule surprise véritable vint de l'heure choisie pour le début des opérations – car l'état-major de notre marine affirmait que les Alliés débarqueraient à marée haute. L'opération, exécutée à marée basse, permit aux premières troupes d'être à l'abri de notre tir, derrière les rochers.

« L'importance de vos effectifs ne nous étonna point – nous les supposions même plus élevés, d'après les renseignements qui exagéraient le nombre des divisions américaines stationnées en Angleterre. Cette erreur fut

grave de conséquences : elle nous conduisit à attendre un deuxième débarquement près de Calais. »

Blumentritt me raconta l'histoire du jour J vue du quartier général allemand, établi à Saint-Germain, à l'ouest de Paris. (Rommel avait le sien à La Roche-Guyon, à mi-chemin entre Rouen et Paris. De même qu'à El Alamein, il se trouva absent au jour J, étant allé voir Hitler.)

« Vers 9 heures du soir, le 5 juin, nous interceptâmes des messages entre la Résistance en France et l'Angleterre, d'où nous déduisîmes que l'invasion était déclenchée. Notre XV^e^ armée, à l'est de la Seine, donna aussitôt l'alarme ; pour une raison inconnue, la VII^e^ armée de Normandie attendit jusqu'à 4 heures du matin pour en faire autant[47]. Ce retard fut désastreux. Peu après minuit, on nous signalait les atterrissages des parachutistes alliés.

« La question du temps était d'importance vitale. Les réserves les plus proches, le 1^er^ corps SS de panzers, cantonnaient au nord-ouest de Paris. Nous ne pouvions lui donner un ordre de mouvement sans l'autorisation de l'état-major de Hitler. Dès 4 heures du matin, le feldmaréchal von Rundstedt lui téléphona et demanda cette unité pour renforcer l'action de Rommel. Mais Jodl, parlant au nom de Hitler, refusa. Il pensait que ce débarquement n'était qu'une feinte et croyait qu'un autre serait exécuté à l'est de la Seine. Un véritable bras de fer verbal fit rage pendant une longue journée, jusqu'à 4 heures de l'après-midi. Enfin nous obtînmes gain de cause.

« La mise en route souleva de nouvelles complications. Le corps d'artillerie était resté sur la rive droite de la Seine, dont les ponts étaient détruits par l'aviation alliée. Le feld-maréchal et moi en avions vu s'écrouler quelques-uns. L'artillerie dut faire un long détour par Paris pour traverser la Seine. Elle subit des bombardements, qui augmentaient son retard. En fin de compte, deux jours s'écoulèrent avant que ces réserves soient prêtes à entrer en action. »

Pendant ce temps, les Alliés s'étaient bien accrochés au rivage ; l'occasion était manquée d'une contre-attaque immédiate. Les divisions blindées furent éparpillées dans la bataille pour enrayer l'avance des envahisseurs au lieu d'être employées à les rejeter à la mer.

Les deux révélations les plus sensationnelles de cette première journée sont que Hitler n'entendit parler du débarquement qu'en toute fin de

matinée et que Rommel était absent, comme à Alamein. Sans ces deux facteurs, l'action des Allemands aurait pu être plus prompte et plus décidée.

Hitler, comme Churchill, avait l'habitude de veiller tard – une habitude épuisante pour son état-major, qui ne parvenait pas à se coucher si tard et se trouvait encore somnolent lorsqu'il devait traiter les affaires du matin. Il semble que le jour J, Jodl, réticent à réveiller Hitler endormi, prit sur lui de résister à la demande de Rundstedt d'activation des réserves stratégiques de l'OKW. Warlimont m'a rapporté ce que Jodl lui avait dit après avoir reçu le coup de fil de Blumentritt envoyé de France : « (Jodl) ne pensait pas que la véritable invasion avait commencé. » La conférence quotidienne sur la situation eut lieu vers midi – au château de Kesselheim, près de Salzbourg. Warlimont se souvient qu'en entrant dans la pièce, Hitler « avec un petit rire nerveux, déclara en dialecte autrichien, ce qui ne lui était pas familier : "So anganga ist's" ("Voilà, ça commence enfin"). »

Ce n'est qu'après cette conférence que Hitler accepta d'activer les divisions de la réserve de l'OKW, que Rundstedt réclamait. Il est possible qu'elles aient pu être libérées plus tôt si Rommel s'était trouvé en Normandie, car, comme le dit Blumentritt : « Rommel avait toujours entretenu des liens directs avec l'OKW et parlait souvent au téléphone avec Hitler, ce qui n'était pas le cas de Rundstedt, et Rommel ayant fait partie du quartier général de Hitler au début de la guerre connaissait très bien tout le monde. »

Mais Rommel avait quitté son quartier général au matin du 5 juin afin de se rendre en Allemagne. Blumentritt dit : « Rommel reçut "tranquillement" sa permission de l'OKW de se rendre à l'anniversaire de son épouse. Sa maison se trouvait non loin d'Ulm, sur le Danube, et il s'y rendit en voiture. Le commandant en chef Ouest (Rundstedt) était au courant. » Speidel ajoute que Rommel avait l'intention de rendre visite à Hitler à Berchtesgaden le lendemain. « Le voyage devait avoir lieu en voiture, car les grands chefs militaires avaient interdiction de voyager par avion en raison de la supériorité de l'ennemi dans les airs. Dès 6 heures le 6 juin, Speidel lui téléphona à Herrlingen pour lui annoncer que l'invasion venait de commencer. Rommel fit immédiatement route vers la Normandie et arriva à son quartier général à l'heure du thé. Il n'est pas facile de déterminer précisément les effets de son absence durant les douze premières heures de l'invasion. Si les contre-mesures initiales étaient déjà prévues et

furent mises en pratique, il est possible qu'il les eût accélérées par son influence personnelle ou qu'il eût pris d'autres mesures. »

Il y eut certainement plusieurs mauvaises transmissions au sein de la chaîne de commandement ce jour-là. La 21e division de panzers, la seule à se trouver près des combats, était déployée entre Caen et Falaise. Son chef, Feuchtinger, eut vent peu après minuit des parachutages à l'ouest de Caen, mais il ne reçut pas d'ordre avant 7 heures et il lui fut alors simplement notifié qu'il était placé sous les ordres de la VIIe armée (Geyr dit qu'« à partir de 2 h 15, le chef d'état-major de la VIIe armée n'eut de cesse de réclamer que cette division de panzers soit activée ».)

Une demi-heure plus tard, Feuchtinger décida de sa propre initiative de marcher sur la rive droite de l'Orne et d'attaquer les parachutistes. Un peu avant 10 heures, il avait été placé sous les ordres du 84e corps, qui tenait le secteur côtier, et reçu son premier ordre opérationnel : attaquer les forces britanniques ayant débarqué à l'ouest de l'Orne. (Geyr dit que ce changement fut ordonné par le 84e corps en contradiction avec les intentions de la VIe armée.) Il dut donc cesser son attaque contre les parachutistes (de la 6e division aéroportée britannique) et traverser l'Orne avec son avant-garde. Son intervention mit un coup d'arrêt à la poussée des envahisseurs sur Caen (3e division britannique et 3e division canadienne), mais gâcha la possibilité de nettoyer la tête de pont à l'est de l'Orne. Si, au cours de l'après-midi, les panzers parvinrent à atteindre la côte en plusieurs points, les envahisseurs étaient suffisamment bien établis pour empêcher les Allemands de les rejeter à la mer. Cette attaque, déjà tardive, était par ailleurs d'une trop petite envergure. Les éléments de pointe de la 12e division SS de panzers ne commencèrent à arriver que tard dans la soirée et l'attaque que cette division lança le lendemain fut gênée par le manque d'essence, tandis que la division Panzer Lehr n'arriva que le 8 juin. Après cette date, les 3 divisions de panzers, et celles qui suivirent, furent gaspillées dans de vaines tentatives de colmater les brèches – les divisions d'infanterie déployées sur la côte ayant été anéanties. Si les 3 divisions de panzers avaient été déployées assez près pour être engagées dès le premier jour, la tête de pont des parachutistes à l'est de l'Orne et les deux têtes de pont à l'ouest auraient pu être anéanties avant d'avoir pu se consolider. C'était là la seule chance que les Allemands avaient de repousser l'invasion. Avec le recul, il apparaît absolument évident que le plan de Rommel, convenablement appliqué, offrait la seule chance de succès.

Je demandai à Rundstedt s'il avait espéré bloquer l'invasion après le débarquement. « Non, répondit-il, pas après les premiers jours. L'aviation alliée paralysait tout mouvement de jour et le rendait même difficile la nuit. Elle avait détruit les ponts de la Loire comme ceux de la Seine, isolant ainsi tout le secteur. C'est pourquoi nous eûmes tant de peine à rassembler des réserves sur le front : il leur fallait trois ou quatre fois plus de temps pour le rejoindre que nous ne l'avions prévu. »

Rundstedt ajouta : « Outre l'aviation, le tir des pièces de vos navires constituait également un sérieux danger. Nous fûmes très surpris par leur portée et leur effet. » Cependant Blumentritt me dit que les officiers de l'armée qui l'interrogèrent après la guerre ne semblaient pas avoir mesuré quel fut l'important effet de ces bombardements navals.

Il existait une autre cause de retard. Rundstedt et Blumentritt me dirent qu'au bout de deux semaines ils furent persuadés qu'il n'y aurait pas de deuxième débarquement à l'est de la Seine, mais l'état-major de Hitler, convaincu du contraire, refusait de libérer une seule des unités de la région de Calais[48]. Ils n'étaient pas autorisés non plus à disposer de leurs forces comme ils l'entendaient. « En désespoir de cause, le feld-maréchal von Rundstedt demanda avec insistance à Hitler de venir tenir une conférence en France. Rommel et lui allèrent à sa rencontre à Soissons et tentèrent de lui faire comprendre la situation. Nous tenions encore Caen et Saint-Lô, les deux pivots de la Normandie, mais, de toute évidence, pas pour longtemps. Les deux feld-maréchaux savaient qu'ils ne pourraient obtenir de Hitler l'autorisation d'exécuter un recul important ; ils s'étaient donc mis d'accord sur la seule manœuvre susceptible de sauver la situation. Ils proposaient d'évacuer Caen, de laisser la ligne de l'Orne sous la garde de l'infanterie et de retirer les divisions blindées pour les réorganiser. Ils avaient l'intention de les utiliser ensuite pour contre-attaquer violemment le flanc des Américains dans la presqu'île du Cotentin.

« Hitler interdit tout repli. "Vous resterez où vous êtes." Il ne voulait même pas nous permettre d'ordonner à notre gré les mouvements de nos unités.

« Le feld-maréchal et moi comprenions depuis la deuxième semaine que nous ne pourrions pas rejeter les envahisseurs à la mer. Mais Hitler croyait encore que c'était possible ! Comme il refusait d'entendre raison, les troupes durent se cramponner à leur ligne, qui cédait de partout. Nous

n’avions plus de plan. Nous nous bornions à essayer d’obéir aux ordres de Hitler et à tenir coûte que coûte la ligne Caen-Avranches. »

Blumentritt me parla avec sympathie des souffrances des hommes et remarqua : « Ils ne supportaient pas les tirs d’artillerie aussi bien que nos troupes de l’autre guerre. L’infanterie allemande était, en général, moins bonne qu’en 1914-1918. Les simples soldats se permettaient d’avoir des opinions personnelles et de ne pas assez obéir. L’augmentation rapide du nombre d’hommes dans l’armée nuisait au maintien de la qualité ; le temps manquait pour une bonne formation de l’esprit de discipline. »

Lors de la conférence du 17 juin, près de Soissons, Hitler écarta les avertissements des feld-maréchaux sur la situation critique du front en leur assurant que les nouvelles armes de représailles, les bombes volantes, auraient un effet décisif sur le cours de la guerre. Le bombardement de Londres avait commencé aux premières heures du jour précédent. Les feld-maréchaux lui conseillèrent alors vivement, si cette arme était à ce point efficace, de l’utiliser contre les têtes de pont des envahisseurs ou, si cela s’avérait techniquement difficile, contre les ports du sud de l’Angleterre d’où partaient les navires vers la Normandie. Hitler insista pour que les bombardements se concentrent sur Londres, afin de contraindre les Britanniques à la paix. Mais lorsque Rommel eut finit son compte rendu de la situation en conseillant de mettre un terme immédiat à la guerre, Hitler le coupa net en lui répliquant : « Ne vous occupez pas de ces questions – concentrez-vous sur le front de l’invasion. »

Tout ce que Rundstedt et Rommel purent obtenir fut l’assurance de Hitler de se rendre près du front afin de rencontrer plusieurs chefs de terrain et entendre leurs témoignages de vive voix. Mais le lendemain, un message téléphonique leur apprit que Hitler était rentré à Berchtesgaden dans la nuit. Ce départ hâtif, me dit Speidel, suivit l’explosion d’une bombe volante à proximité du poste de commandement de Hitler à Soissons. C’était sans doute une de ces armes dont le système de direction avait failli, mais la direction qu’elle avait prise provoqua l’alarme et la suspicion[49].

Durant la dernière semaine de juin, Rundstedt et Rommel se rendirent à Berchtesgaden pour rencontrer Hitler, mais leurs espoirs de lui faire prendre conscience de la réalité furent de nouveau déçus. Il les fit d’ailleurs attendre plusieurs heures, puis se comporta comme si l’objet de cette réunion se limitait à leur remonter le moral, accompagnée par l’ordre de « tenir bon en toutes circonstances ».

De la rencontre avec Hitler résulta le déplacement momentané de Rundstedt. Le feld-maréchal von Rundstedt ayant carrément déclaré qu'il ne continuerait pas à exercer son commandement si on ne lui laissait pas les coudées franches, Hitler, déjà indisposé par son rapport pessimiste sur la situation, décida de le remplacer au poste de commandant en chef. Il lui adressa une lettre aimable, disant que les circonstances nécessitaient un changement.

Selon Blumentritt, la décision de Hitler fut aussi motivée par une phrase prononcée par Rundstedt, qui ne mâchait pas ses mots. Keitel lui avait téléphoné pour l'entretenir des événements ; entendant les sinistres prévisions de Rundstedt, il gémit : « Alors que faire ? » et Rundstedt de répondre, caustique : « Finir la guerre bien sûr ! Que pouvez-vous faire d'autre ? »

Geyr fut lui aussi renvoyé. Il avait rédigé un rapport approuvé et transféré par Rundstedt, qui conseillait l'abandon de Caen et la nécessité d'adopter une défense élastique, tout en affirmant que les divisions de panzers étaient en train de fondre, conséquence de la politique mise en place par l'OKW Hitler fut outragé par ces critiques et ces avertissements aussi crus – et ordonna que Geyr soit immédiatement remplacé.

Effondrement entre les deux mâchoires d'un étau

Le feld-maréchal von Kluge se trouvait, par hasard, au quartier général de Hitler au moment du renvoi de Rundstedt. Il était en congé de convalescence depuis neuf mois pour se remettre des blessures reçues en Russie dans un grave accident d'aviation. La situation étant mauvaise sur le front de l'Est, Hitler l'avait convoqué au début de juillet. Il voulait l'envoyer remplacer Busch à la tête du groupe d'armées Centre qui cédait sous la poussée de l'offensive russe d'été. Selon Blumentritt, Kluge se trouvait justement près de Hitler lorsque Keitel entra et rapporta à Hitler la réponse de Rundstedt au téléphone. Sur quoi, Hitler décida immédiatement d'envoyer Kluge à l'Ouest au lieu de l'Est (où il nomma le général Model pour remplacer Busch). La décision fut prise sur le vif, mais Hitler envisageait depuis longtemps de remplacer Rundstedt par Kluge si le besoin s'en faisait sentir.

« Le feld-maréchal von Kluge était un soldat robuste et énergique, dit Blumentritt. Il arriva à notre quartier général de Saint-Germain le 6 juillet pour prendre ses nouvelles fonctions de commandant en chef à l'Ouest. Au

début, il se montra très allègre et optimiste – comme tous les chefs nouvellement nommés. Ma foi, il voyait presque l'avenir en rose !

« Dès notre premier entretien, il me reprocha d'avoir approuvé et envoyé le rapport de Rommel signalant la gravité de la situation. Nous aurions dû le modifier avant de l'expédier, dit-il. Le feld-maréchal von Rundstedt se trouvait encore à Saint-Germain ; il y resta trois jours après l'arrivée du feld-maréchal von Kluge. Lorsque je lui rapportai les paroles de Kluge, il parut choqué et déclara avec chaleur : "Un document aussi important devait être transmis en haut lieu sans être altéré au passage par l'échelon supérieur."

« Au début, le feld-maréchal von Kluge croyait que le tableau de la conjoncture avait été fortement noirci, mais il changea vite d'opinion. Selon son habitude, il inspecta le front sans délai. Il vit Hausser, commandant la VII^{e} armée, Eberbach, commandant la 5^{e} armée de panzers et tous les commandants de corps d'armée, y compris ceux des 1er et 2^{e} corps de SS. Tous soulignaient le tragique de la situation. En peu de jours, Kluge se calma et devint très taciturne. Hitler n'apprécia pas le changement de ton de ses comptes rendus.

« Le 17, Rommel fut grièvement blessé quand son auto fut attaquée sur la route par des avions alliés. Hitler chargea alors le feld-maréchal von Kluge d'assurer le commandement du groupe d'armées B en plus de ses fonctions de commandant en chef. »

Trois jours plus tard, le 20 juillet, eut lieu l'attentat contre Hitler à son quartier général de Prusse-Orientale. La bombe des conjurés manqua son but, mais elle eut des répercussions terribles sur la bataille de l'Ouest dans sa phase la plus critique.

« Le feld-maréchal von Kluge était sur le front ce jour-là, et je ne pus le joindre avant le soir. Il avait eu connaissance des deux messages, le premier affirmant la réussite de l'attentat, l'autre que Hitler était toujours vivant. Le feld-maréchal me confia que, plus d'un an auparavant, quelques officiers instigateurs du complot l'avaient pressenti. Il les avait reçus à deux reprises et leur avait signifié qu'il ne voulait en rien se mêler à cette affaire. Il savait que ce complot prenait corps. Le feld-maréchal ne m'en avait jamais parlé auparavant et j'en ignorais l'existence.

« Lors de son enquête, la Gestapo découvrit sur certains papiers le nom du feld-maréchal von Kluge. De graves soupçons pesaient sur lui. Un incident vint peu après stimuler ces doutes. Quelques jours avant la

vigoureuse poussée du général Patton hors de Normandie, au milieu de la bataille décisive d'Avranches, le feld-maréchal von Kluge perdit pendant plus de douze heures tout contact avec son quartier général. Parti sur le front, il s'y trouva immobilisé par un violent tir d'artillerie. Sa remorque radio, détruite par le bombardement, empêchait toute communication. Il dut s'abriter pendant plusieurs heures avant de pouvoir repartir en voiture et couvrir la longue distance qui le séparait de son quartier général. Pendant ce temps, nous supportions un "bombardement" d'un autre genre. La longue absence du feld-maréchal von Kluge provoqua immédiatement les soupçons de Hitler, qui le voyait déjà d'un mauvais œil depuis la découverte de son nom dans les documents du complot. Hitler envoya un télégramme impératif : "Le feld-maréchal von Kluge se dégagera immédiatement du secteur de combat d'Avranches et conduira la bataille de Normandie depuis le poste de commandement de la 5e armée de panzers." Celui-ci se trouvait à l'arrière, près de Falaise.

« J'appris plus tard la raison de cet ordre : Hitler soupçonnait le feld-maréchal de se rendre sur le front pour entrer en rapport avec les Alliés et négocier une reddition. Le retour du feld-maréchal ne suffit pas à calmer Hitler. Depuis ce jour-là, les ordres qu'il lui adressa furent rédigés en un langage sec et parfois insultant. Le feld-maréchal craignait d'être arrêté à tout moment et savait bien qu'il lui était impossible de prouver son loyalisme par un succès sur le champ de bataille.

« Les conséquences de ces luttes intestines nous firent perdre les maigres chances qui restaient d'enrayer l'avance alliée. Le feld-maréchal von Kluge, préoccupé par ses ennuis personnels, s'intéressait distraitement à la bataille. Son regard s'égarait, anxieux, vers le quartier général de Hitler.

« Il n'était pas le seul à s'inquiéter des conséquences de la conspiration. La peur pénétra et paralysa les chefs au cours des semaines qui suivirent. On écrirait un volume entier sur l'influence du 20 juillet sur les généraux. »

Après la percée effectuée par le général Patton hors de Normandie et l'effondrement du front de l'Ouest, le feld-maréchal Model se présenta soudain le 17 août comme nouveau commandant en chef. « C'est ainsi que le feld-maréchal von Kluge apprit son remplacement. Cette arrivée inattendue d'un successeur était devenue normale à l'époque. On en connaît plusieurs exemples : tel fut le cas pour les commandants des XIXe et XVe armées. Le feld-maréchal von Kluge se trouvait à La Roche-Guyon, au

quartier général du groupe d'armées B. Il y resta vingt-quatre heures pour mettre le feldmaréchal Model au courant.

« Je me rendis à son quartier général pour lui faire mes adieux. Lorsque j'entrai, il était seul, assis à une table une carte devant lui. Il gardait son doigt sur le point marqué "Avranches", où Patton avait réussi sa percée, et il me dit : "Voilà où j'ai perdu ma réputation de soldat." J'essayai de le consoler, mais sans grand succès. Il se mit à marcher de long en large dans la pièce, broyant du noir. Il me montra la lettre du Führer apportée par le feld-maréchal Model. En termes assez polis, le Führer lui écrivait que la bataille avait entraîné pour lui une fatigue beaucoup trop grande et qu'un changement devenait nécessaire. La dernière phrase contenait cependant une note inquiétante : "Le feld-maréchal von Kluge est prié d'indiquer sa nouvelle résidence en Allemagne." Le feld-maréchal me dit : "J'ai écrit au Führer pour lui exposer clairement la situation militaire et aussi d'autres choses." Mais il ne me communiqua pas cette lettre[50].

« Le feld-maréchal von Kluge se mit en route le jour suivant pour rentrer chez lui. Le lendemain soir, je reçus un coup de téléphone de Metz, disant qu'il était mort d'une crise cardiaque. Deux jours plus tard, un rapport médical indiquait que sa mort était due à une hémorragie cérébrale. On nous informa qu'il aurait des funérailles nationales et que le feld-maréchal von Rundstedt, représentant le Führer, déposerait une couronne et prononcerait le discours funèbre. Soudain, ces dispositifs furent annulés, et j'appris qu'à l'autopsie on avait découvert que le feld-maréchal von Kluge s'était empoisonné. Comme les autres généraux qui avaient combattu sur le front de l'Est, il portait sur lui une dose de poison pour le cas où il serait fait prisonnier. Plusieurs généraux pris par les Russes ne s'en servirent pas. Kluge avait absorbé une pilule dans sa voiture ; il était mort avant d'arriver à Metz. À mon avis, il s'est suicidé non à cause de sa révocation, mais à cause de la certitude qu'il avait d'être arrêté par la Gestapo dès son arrivée. »

Kluge se donna la mort. Un mois plus tard, Rommel, encore en convalescence, fut contraint de l'imiter. Deux généraux envoyés par Hitler vinrent le chercher en voiture et le mirent en face de la décision du Führer : le suicide ou passer en jugement, avec la certitude d'une mort dégradante. Son rôle dans le complot avait été actif. La certitude d'une situation désespérée à l'Ouest, dont il s'était rendu compte bien avant Kluge, l'avait entraîné à se révolter. J'appris par son état-major son peu de confiance dans

l'avenir, même avant le débarquement, et ses critiques de plus en plus fréquentes de l'absence, chez Hitler, du sens des réalités.

Quand les Alliés eurent établi leur tête de pont en Normandie, Rommel dit à un de ses officiers : « Tout est consommé. Il serait bien préférable de terminer la guerre maintenant et de devenir un dominion britannique que de continuer une lutte aussi désespérée. » Considérant Hitler comme le principal obstacle à la paix, Rommel ne cacha pas qu'à son avis il fallait en finir avec lui et entrer en contact avec les Alliés. Quel changement d'attitude de la part du général préféré de Hitler ! Rommel le paya de sa vie, trop tard pour sauver l'Allemagne[51].

Blumentritt me parla de la débâcle générale qui suivit la percée de Patton hors de la Normandie et me fit une autre déclaration importante. « Hitler et son état-major de l'OKW avaient cru bon de retarder aussi longtemps la retraite, pensant que, en cas de besoin, ils pourraient toujours l'ordonner plus tard. Ils comptaient sur une avance lente et circonspecte des Britanniques et sur les maladresses des Américains. Pétain, qui connaissait depuis longtemps le feld-maréchal von Rundstedt, l'avait à plusieurs reprises mis en garde contre le danger de sous-estimer la vitesse de marche des troupes américaines lorsqu'elles auraient acquis de l'expérience. Il avait raison. Les lignes de repli, que l'OKW pensait pouvoir utiliser, furent débordées par l'avance de Patton avant même de pouvoir être occupées. »

Warlimont me fit un long récit de cette dernière phase cruciale du point de vue de l'OKW, mettant en lumière les réactions au quartier général de Hitler : « En juillet, Hitler et son entourage furent soumis à une incroyable pression par l'offensive simultanée des Russes et l'effondrement du groupe d'armées Centre qu'elle provoqua sur le front de l'Est. Pour la première fois, une coopération stratégique entre les Alliés semblait s'opérer sur les deux fronts principaux, tandis que le complot du 20 juillet augmentait encore la perturbation générale.

« Durant cette période, fin juillet, le feld-maréchal von Kluge m'appelait presque tous les matins aux environs de 10 heures et me livrait sa vision personnelle de la situation en Normandie, de plus en plus menaçante. Pourquoi me faisait-il ces rapports en personne, et pas à Hitler ni à Jodl ? J'en suis réduit aux supputations. (Jodl avait pour habitude de travailler tard, s'étant adapté au mode de vie de Hitler.) Je prenais note manuscrite des messages de Kluge du mieux que je pouvais et les faisais alors parvenir

à Jodl et Hitler pour le point de midi. Avant cela, aucune décision n'était prise.

« Tous mes efforts pour rejoindre la France en avion afin de me rendre personnellement compte de la situation avaient été jusque-là contrecarrés par Jodl. À chaque transmission des impressions de Kluge, je continuai de réitérer mon souhait et obtins finalement permission de partir pour la France le 1er août, après la percée d'Avranches.

« Avant de partir, je demandai à Jodl les instructions sur le cours général des opérations que je pourrais indiquer au feld-maréchal von Kluge comme la marche à suivre, s'il ne parvenait pas à colmater la brèche d'Avranches. Cette question était naturellement revenue sans cesse au sein de l'OKW – contrastant avec l'opinion de Blumentritt. Jusqu'alors, il n'avait pas été possible pour moi, en tant que chef adjoint des opérations à l'OKW et participant au point journalier fait à Hitler, de glaner ne serait-ce qu'une idée générale de ses intentions futures et encore moins d'obtenir une directive à ce sujet. Jodl, selon son habitude, demeurait généralement réservé face à mes questions, mais organisa une réunion extraordinaire avec Hitler tard dans la soirée. Les directives que Hitler m'adressa étaient simples et brèves : "Vous pouvez dire au feld-maréchal von Kluge qu'il doit se contenter de veiller sur sa ligne de front seulement. Il n'a pas à s'inquiéter de ce qui se passe derrière. L'OKW s'en chargera."

« Tandis que je faisais halte, dans la nuit du 1er août, sur un aérodrome près de Munich, Jodl m'appela au téléphone et me demanda de prêter une attention particulière aux officiers haut gradés de l'Ouest à propos du complot du 20 juillet. J'ignorai alors ce que Jodl m'expliqua après la guerre : que Hitler l'avait convoqué peu après mon départ, car il craignait que je ne voie Kluge afin de mettre sur pied un nouveau complot contre lui. Jodl avait alors contribué à calmer les appréhensions de Hitler et il s'était donc contenté de m'avertir au téléphone. Mais durant les huit jours que dura mon absence, je dus constamment rendre compte de l'endroit où je me trouvais et il me donna finalement l'ordre de rentrer immédiatement.

« J'arrivai au quartier général de Kluge à La Roche-Guyon dans la fin de l'après-midi du 2 août après une courte visite à Blumentritt à Saint-Germain. La situation du front de Normandie était de plus en plus tendue. Des bataillons allemands esseulés, pour la plupart issus des défenses côtières de Bretagne, tenaient une mince ligne à l'extrême sud-ouest de la Normandie, trop faibles pour résister à la percée en préparation. Sur

d'autres parties du front, particulièrement autour de Caen, les troupes allemandes continuaient de s'accrocher à leur ligne fissurée de toutes parts. Le ciel était entièrement dominé par les envahisseurs.

« Tôt, le 3 août, avant que je parte pour rendre visite à la VII^{e} armée, Kluge me montra une télécopie d'un ordre de l'OKW qui lui ordonnait de combler la brèche d'Avranches par une contre-attaque qui devait être conduite d'est en ouest. Cette idée, si éminemment souhaitable, avait déjà été considérée par Kluge, mais il l'avait abandonnée par manque de moyens. Il recevait à présent ordre d'attaquer, sans recevoir de renforts ni même de ravitaillement. Hitler démontra une fois de plus en ce cas qu'il ne s'embarrassait pas des règles fondamentales de conduite des opérations : il ne suffit pas en effet de transformer une directive en ordre, encore faut-il lui donner les moyens indispensables à son accomplissement.

« Immédiatement, Kluge rassembla, dans les premières heures de la matinée, les moyens nécessaires à partir d'autres secteurs du front de Normandie, la responsabilité d'un tel risque étant à présent endossée par Hitler au lieu de lui. À ce moment précis et lors des jours qui suivirent, j'eus le plaisir tout professionnel de voir comment les chefs concernés – Kluge, Hausser, Eberbach, Funck, que je vis tour à tour – préparèrent cette contre-attaque malgré des difficultés insurmontables. Ils avaient tous le sentiment que de son issue dépendrait le sort de l'armée en Normandie et sans doute de la guerre, et agirent en conséquence. Mais tous leurs efforts ne pouvaient aller à l'encontre du manque criant de chars, d'artillerie et surtout de soutien de l'aviation, totalement absent.

« Avant même le début de l'offensive, tôt le matin du 7 août, je dus repartir pour la Prusse-Orientale Son échec était déjà connu au quartier général lorsque j'y arrivai le 8 août vers midi. Hitler avait par surcroît, le matin même, envoyé un autre général de l'OKW à Kluge, emportant un ordre stipulant qu'après l'échec de la première contre-attaque, une seconde attaque devait être effectuée, mais encore une fois sans assigner davantage de moyens à une armée déjà vaincue.

« Le nouveau plan partait du principe que la percée de Normandie ne pouvait plus être empêchée et que l'armée de Patton se retournerait immédiatement vers Paris. L'idée était donc de s'attaquer à ses flancs et à ses arrières, avec un groupe de panzers débouchant de l'est d'Avranches et un autre de Falaise, en direction de Mayenne. Cette idée était totalement déconnectée de la réalité et je doute que Kluge l'ait considérée

sérieusement. Cet ordre stipulait également qu'il devait attendre que les conditions météorologiques empêchent l'ennemi de s'appuyer sur sa supériorité aérienne !

« Lorsque dans l'après-midi du 8 août, je rapportai à Hitler mes impressions de Normandie, j'insistai tout particulièrement sur la façon dont Kluge avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour assurer le succès de la contre-attaque d'Avranches. Hitler m'écouta nerveusement, sans m'interrompre ni me poser la moindre question. Lorsque j'en eus terminé, il me déclara simplement, d'un ton glacial : "Le succès n'a pas été obtenu pour la bonne raison que Kluge ne voulait pas l'emporter." Cette remarque implacable de Hitler illustre de manière tragique les relations entre le commandant en chef allemand et ses généraux. »

Après avoir suivi la percée décisive des Alliés, telle que le haut commandement allemand la voyait, on peut utilement en compléter le tableau par l'opinion des commandants des grandes unités.

Une vivante description m'en fut faite par le général Elfeldt, commandant le 8e corps d'armée qui couvrait le secteur à la base de la presqu'île du Cotentin. Il prit possession de son poste au début même de l'offensive finale. Auparavant, il commandait la 47e division dans le secteur Calais-Boulogne. « Le 28 juillet, si mes souvenirs sont exacts, je reçus l'ordre de me présenter immédiatement au quartier général du feld-maréchal von Kluge. J'appris que je succédais au général von Choltitz au commandement du 8e corps d'armée. Le feldmaréchal me dit, sans m'en donner les motifs, qu'il n'approuvait pas le système de défense du général von Choltitz. Le corps d'armée comprenait les restes de 7 divisions, me dit-il, et il ajouta que la 116e division de panzers, placée sous mon commandement, devait contre-attaquer vers l'ouest pour atténuer la pression ennemie. Le lendemain, je partis en auto pour Le Mans, puis continuai ma route jusqu'au poste de commandement de la VIIe armée, situé à 10 ou 15 kilomètres d'Avranches. On me conduisit à mon propre quartier général, je ne me rappelle pas exactement où, dans un endroit boisé, loin de tout village. Le désordre régnait et l'aviation ennemie survolait sans cesse tout mon secteur, que je parcourus dans son entier le jour suivant. Je trouvai les troupes très affaiblies et constatai de nombreux trous dans la ligne de front. Dans quelques divisions, l'infanterie était réduite à 300 hommes et l'artillerie fortement diminuée.

« Mon premier ordre fut ceci : toutes les troupes postées au sud de la Sée, rivière proche d'Avranches, défendront la rive sud ; les troupes de l'est devront rester sur place, en attendant l'arrivée de la 116e division de panzers, prévue pour la nuit suivante, puis s'unir à elle dans la contre-attaque. Mais la 116e n'arriva pas, car un ordre supérieur l'avait détournée de sa route et envoyée en un autre point critique. Le matin du 31, les chars américains poussèrent vers Brescy, sur la Sée, à 15 kilomètres à l'est d'Avranches. Mon quartier général, situé au nord de Brescy, faillit être isolé par ce coup qui nous prenait de flanc. Les hommes de mon quartier général passèrent la journée en ligne, à se battre. Heureusement, les attaques américaines ne furent pas très violentes à cet endroit.

« Les deux jours suivants, je reçus en renfort 2 divisions presque complètes et la 116e division de panzers. Je réunis les restes des 7 autres divisions en une seule. J'ordonnai de stopper toute nouvelle infiltration entre Brescy et Vire, et de contenir l'attaque américaine prévue en direction sud-est à partir d'Avranches ; une puissante contre-attaque devait être livrée par un corps de panzers, sous les ordres du général von Funk. Par la suite, pour donner plus d'ampleur à la contre-attaque, ce corps fut renforcé par tous les chars disponibles de la 5e armée de panzers d'Eberbach. »

Le général Elfeldt décrivit la situation, devenue désastreuse quand, l'attaque blindée n'ayant pas réussi à atteindre Avranches, sa propre aile gauche fut débordée. Il se retira peu à peu vers l'est, gêné dans ses mouvements par la retraite des blindés qui traversaient ses troupes, créant du désordre. Heureusement pour lui, la pression américaine sur son front et ses flancs n'était pas trop forte, car la 3e armée de Patton décrivait un plus large circuit. « Les troupes américaines de la Ire armée, face à moi, manquaient totalement d'habileté tactique. Elles ne savaient pas saisir les occasions et laissèrent plusieurs fois échapper la possibilité d'isoler mon corps d'armée tout entier. Le danger le plus sérieux venait de l'aviation ennemie.

« Avant que, en reculant, nous ayons atteint l'Orne, le front dans son ensemble s'était beaucoup rétréci, de sorte que mon corps d'armée se trouva superflu et fut temporairement retiré des lignes. Le lendemain matin, les Canadiens percèrent au sud, en direction de Falaise ; je reçus l'ordre de former immédiatement un barrage pour les arrêter. Je ne disposais que d'effectifs très réduits et de communications impraticables. L'artillerie de campagne canadienne arrosa toute la journée mon quartier général sous un

tir serré, mais ne réussit pas à nous causer de pertes, malgré le millier de projectiles qui encadra notre petite maison. Pendant la journée, je réussis à rétablir une ligne continue. Au-delà de mon aile droite, je pouvais voir les chars britanniques progressant vers Trun, le long de l'autre rive de la Dives, fermant ainsi notre ligne de retraite.

« Le jour suivant, je reçus l'ordre de tenter une percée vers le nord-est, derrière ces blindés britanniques. Il fut bientôt évident que l'augmentation constante des forces américaines rendait la chose impossible. Je proposai donc au commandant de l'armée, le général Hausser, de mettre mes troupes à la disposition du général Meindl, commandant les forces parachutées, pour les aider à briser l'étreinte près de Saint-Lambert, au sud-est. Il me semblait qu'une attaque puissante présenterait plus de probabilités de réussite que plusieurs petites. Meindl réussit à passer, mais lorsque j'atteignis Saint-Lambert à mon tour, le lendemain matin, le mur s'était refermé. Je tentai une attaque avec tout ce que j'avais : 200 hommes et quelques chars. Tout allait bien quand je me trouvai nez à nez avec la 1re division blindée polonaise. Après deux heures de combat, les munitions nous manquèrent. Puis les troupes qui nous suivaient se rendirent, me laissant ainsi avec une poignée d'hommes sur la pointe avancée. Nous fûmes donc obligés de nous rendre aussi. Le commandant de cette division polonaise, un bel homme et un gentleman, m'offrit sa dernière cigarette. Sa division se trouvait elle-même dans une position difficile et manquait d'eau. Les troupes des deux partis se trouvaient prises dans le plus extraordinaire enchevêtrement. »

Je saisis l'occasion de demander à Elfeldt ce qu'il pensait du soldat allemand dans cette guerre, par comparaison avec la guerre précédente. Ses vues différaient souvent de celles de Blumentritt (cf. p. 242). « La qualité de l'infanterie restait celle de 1914-1918 et l'artillerie était bien meilleure. Les armes et les tactiques étaient grandement améliorées ; mais d'autres facteurs sont à considérer. Dans les deux dernières années de la Grande Guerre, le moral des troupes fut sapé par les idées pacifistes du socialisme[52]. Cette fois-ci, au contraire, le nazisme produisit l'effet opposé : il raffermit le moral.

« — Quelle différence trouvez-vous dans l'esprit de discipline chez le soldat des deux guerres ?

« — Il est difficile de répondre. Le national-socialisme fanatisait les troupes – ce qui favorisa et nuisit, tour à tour, à la discipline. Les relations

entre les officiers et les hommes, bien meilleures qu'en 1914-1918, facilitaient l'obéissance. Cette amélioration était due d'une part à la conception nouvelle de la discipline inculquée à la Reichswehr après les expériences de l'autre guerre et, d'autre part, à l'influence du national-socialisme, qui diminuait la différence entre les officiers et les hommes. Le simple soldat montrait plus d'initiative et réfléchissait plus que celui de la Grande Guerre, surtout quand il combattait seul ou dans un petit groupe. » Sur ce point, l'avis d'Elfeldt s'accorde entièrement avec celui des chefs britanniques, mais apparaît en contradiction flagrante avec l'expérience de 1914-1918, aussi bien qu'avec l'opinion courante, qui tend à considérer que les Allemands ne sont guère portés à l'individualisme et à l'initiative. Le national-socialisme ayant fait un si puissant appel à l'instinct grégaire, on pouvait normalement supposer que la nouvelle génération montrerait encore moins d'initiative dans la bataille que la précédente. » Je demandai à Elfeldt s'il pouvait m'expliquer pourquoi il n'en était pas ainsi. Il avoua son propre étonnement et ajouta : « Il est possible que ce soit dû à l'éducation selon les méthodes scoutes reçue par ces soldats dans les organisations de Jeunesses hitlériennes. »

La même question – comparaison entre le soldat allemand de l'une et de l'autre des deux guerres – fut de nouveau traitée, quelques jours plus tard, dans un entretien avec Heinrici, Röhricht et Bechtolsheim. Heinrici pensait que l'armée allemande avait fait preuve d'une instruction supérieure, mais non d'une meilleure discipline, au cours de la Grande Guerre. Röhricht et Bechtolsheim acquiescèrent, et Heinrici reprit : « Un long intervalle entre la campagne de Pologne et les campagnes de l'Ouest aurait été nécessaire pour intensifier l'entraînement de l'armée, surtout celui des sous-officiers. Comme chef du service de l'instruction de l'État-Major général, j'étais bien au courant de la question. La discipline et le moral furent meilleurs à la fin de cette guerre qu'à la fin de la précédente. Entre 1916 et 1918, le moral des soldats fut graduellement miné par l'infiltration d'idées socialistes et par le slogan qui circulait alors : "Vous vous battez pour l'empereur." Mais, cette fois-ci, ils montraient une telle confiance en Hitler qu'au mépris des réalités ils gardaient foi en la victoire. »

Heinrici et Bechtolsheim approuvèrent Röhricht, qui continua : « Néanmoins, la fatigue finit par faire flancher le moral de l'armée, d'autant plus que les meilleurs hommes passaient aux SS. Sur le front de l'Est, les

divisions n'avaient jamais de repos, et cette tension continue les affaiblissait. »

À une autre question sur l'influence du national-socialisme dans l'armée, Röhricht répondit : « Il eut une influence multiple : il nous créait des difficultés en diminuant notre autorité personnelle, mais il favorisait l'épanouissement d'un ardent patriotisme, plus profond que celui de 1914-1918, et provoquait un enthousiasme guerrier plus vigoureux qu'alors. Il en résultait une plus grande endurance, même dans les revers. » Heinrici appuya ses dires et fit ressortir que la foi en un homme comptait plus que le système. « Que le fait plaise ou non, la confiance infinie des troupes en Hitler dominait tout. »

Que pensaient les généraux allemands de leurs adversaires occidentaux ? Leurs avis divergeaient, mais je réussis à me faire une opinion d'après nos entretiens. Parlant des chefs alliés, Rundstedt dit : « Montgomery et Patton sont les deux meilleurs chefs que j'aie rencontrés. Le feld-maréchal Montgomery était très méthodique […], ce qui est parfait quand on dispose des effectifs et du temps nécessaires. » Blumentritt dit à peu près la même chose. Il rendit hommage à la réussite rapide de la poussée de Patton et ajouta : « Le feldmaréchal Montgomery est le seul général qui n'ait jamais subi de revers. Il avançait comme ceci. » Blumentritt illustra sa phrase en exécutant plusieurs pas très courts, mesurés, et en frappant lourdement du talon.

Donnant son impression sur les diverses qualités des troupes britanniques et américaines, il ajouta : « Les Américains attaquaient avec brio et possédaient un sens aigu de l'action par le mouvement, mais un fort bombardement d'artillerie les faisait généralement reculer – même s'ils avaient réussi à pénétrer dans nos lignes. Au contraire, une fois que les Britanniques s'étaient accrochés à une position, ne fût-ce que depuis vingt-quatre heures, il devenait presque impossible de les déloger. Contre-attaquer les Britanniques nous coûtait toujours très cher. J'eus maintes fois l'occasion d'observer cette différence caractéristique, en automne 1944, lorsque la moitié droite de mon corps d'armée faisait face aux Britanniques et la gauche aux Américains. »

Commentant par la suite l'ensemble de la situation stratégique après l'effondrement du front en France, Blumentritt dit : « La meilleure option pour les Alliés eût été de concentrer une importante force de frappe avec

laquelle ils auraient percé à Aix-la-Chapelle pour entrer dans la région de la Ruhr. Stratégiquement comme politiquement, Berlin était la cible. La puissance militaire allemande a pour siège le Nord. Le Sud est secondaire. Celui qui tient le nord de l'Allemagne tient l'Allemagne tout entière. Une telle percée, appuyée sur une domination aérienne, aurait taillé en pièces le mince front allemand et mis un terme à la guerre. Berlin et Prague auraient été occupés par les Alliés avant les Russes. Il n'y avait plus de troupes allemandes derrière le Rhin et, à la fin du mois d'août, notre front était grand ouvert.

« Il y eut une petite percée opérationnelle dans le secteur d'Aix-la-Chapelle au mois de septembre. Elle facilita une conquête rapide de la Ruhr et une avancée sur Berlin. En redéployant les troupes de la région d'Aix-la-Chapelle vers le nord, la XV^{e} armée allemande et la 1re armée de parachutistes se seraient retrouvées clouées entre les estuaires de la Meuse et du Rhin. Elles n'auraient jamais pu s'échapper vers l'est, en Allemagne. »

Blumentritt considère que l'offensive alliée fut menée sur un front trop large et sans points de concentration. Il se montra particulièrement critique à l'égard de l'attaque menée contre Metz, déclarant que les forces déployées pour défendre le secteur de la Moselle étaient relativement meilleures qu'ailleurs. « Une attaque directe sur Metz était inutile. La forteresse de Metz pouvait être isolée. À l'inverse, un pivot vers le nord, en direction du Luxembourg et de Bitburg, aurait été couronné de succès et aurait provoqué l'effondrement du flanc droit de notre VII^{e} armée. Un tel mouvement d'enveloppement au nord de notre VII^{e} armée aurait permis de l'isoler avant même qu'elle ne franchisse le Rhin. Ainsi, le gros des forces allemandes vaincues en France aurait-il été anéanti à l'ouest du Rhin. L'offensive principale des Alliés aurait alors pu prendre la direction de Magdebourg et de Berlin, tandis qu'une attaque secondaire aurait convergé dans la même direction à partir de Francfort-sur-le-Main et Erfurt. »

Tous les généraux allemands à qui j'ai parlé étaient de l'avis que le Commandement suprême des Alliés avait manqué une superbe occasion de mettre un terme à la guerre à l'automne 1944. Ils s'accordaient avec Montgomery, qui considérait également que la clé du succès se trouvait dans une offensive vers le nord et Berlin.

Student, déployé sur ce flanc à la tête de la prétendue « 1re armée de parachutistes » insiste également sur ce point. « La pénétration soudaine des

blindés britanniques à Anvers prit le quartier général du Führer totalement par surprise. À ce moment-là, nous ne disposions pas de la moindre réserve digne de ce nom, que ce soit sur le front de l'Ouest ou en Allemagne. Je pris le commandement de l'aile droite de notre front sur la rive du canal Albert le 4 septembre. À ce moment-là, je ne disposais que d'unités de jeunes recrues et de convalescents et d'une division de défense côtière venue de Hollande. Elles furent renforcées par un détachement blindé d'à peine 25 chars et canons automoteurs ! » Son front s'étendait alors sur près de 160 kilomètres.

CHAPITRE 22

LE COMPLOT CONTRE HITLER VU DU QUARTIER GÉNÉRAL DE L'OUEST

L'attentat du 20 juillet a été décrit sous maints aspects, mais jamais en considération de la grande influence qu'il eut sur les événements militaires. Nous connaissons, à peu de chose près maintenant, ce qui arriva après l'explosion de la bombe destinée à Hitler dans son quartier général de Prusse-Orientale ; nous savons aussi comment les conspirateurs manquèrent l'occasion à Berlin. La description de la fatale journée du 20 juillet au quartier général allemand de l'Ouest complétera la documentation. Le récit détaillé du général Blumentritt vaut la peine d'être rapporté en entier, non seulement parce qu'il représente un témoignage sincère, mais aussi parce qu'il évoque très bien l'atmosphère de ce moment.

Le récit de Blumentritt

« Durant les premiers mois de 1944, beaucoup de visiteurs passèrent au quartier général du front de l'Ouest, à Saint-Germain, et échangèrent leurs vues sur la tournure prise par la guerre. La question la plus sujette à controverse était celle-ci : les feld-maréchaux devaient-ils ou non convaincre Hitler de demander la paix ?

« Un jour, vers la fin de mars, le feld-maréchal Rommel se rendit à Saint-Germain en compagnie de son chef d'état-major, le général Speidel. Au moment de partir, Speidel me demanda un entretien particulier. Lorsque nous fûmes seuls, déclarant être le porte-parole de Rommel, il me dit : "Le moment est venu de dire au Führer que nous ne pouvons plus continuer la guerre." Nous nous mîmes d'accord pour tâter le terrain auprès du feld-maréchal von Rundstedt et découvrîmes que son opinion était conforme à la nôtre. Par un télégramme expédié à l'OKW, nous demandâmes au Führer de

venir à Saint-Germain “examiner la grave situation en France”. Il n’y eut pas de réponse.

« Le général Speidel revint me voir à ce sujet ; j’appris par lui que plusieurs personnalités désiraient faire pression sur Hitler (entre autres le feld-maréchal von Witzleben, le général Beck, le général Hoeppner et le docteur Goerdeler). Il ajouta que le feld-maréchal Rommel lui avait accordé quelques jours de congé pour se rendre à Stuttgart et y traiter la même question. Speidel et Rommel, tous deux originaires du Wurtemberg, connaissaient Goerdeler depuis longtemps. Jamais, au cours de nos conversations, Speidel ne fit allusion à un attentat contre Hitler.

« Les choses en étaient là lorsque le feld-maréchal von Kluge vint comme commandant en chef à l’Ouest, en remplacement du feld-maréchal von Rundstedt. Celui-ci, on s’en souvient, avait été destitué à la suite de sa conversation téléphonique avec Keitel, au cours de laquelle il avait préconisé d’en finir avec la guerre. Je voudrais ajouter quelques mots à propos de ce changement. Hitler savait dans quelle estime le feld-maréchal von Rundstedt était tenu tant par l’armée que par l’ennemi. Dans leur propagande radiodiffusée, les Alliés affirmaient fréquemment que le feld-maréchal et son état-major étaient souvent en désaccord avec Hitler. Il y a lieu de remarquer que notre quartier général ne subissait jamais de bombardement par avion et que le feldmaréchal n’était jamais menacé par la Résistance française, probablement parce que son désir de voir les Français bien traités était connu. Bien entendu, les agents de Hitler le tenaient informé de tous ces détails. Hitler traitait le feld-maréchal avec respect – plus de respect qu’il n’en manifestait à l’égard des autres militaires –, mais il ne l’en faisait pas moins surveiller étroitement. Son exhortation à terminer la guerre fournit à Hitler le prétexte cherché pour se débarrasser de lui.

« Le feld-maréchal von Kluge arriva à Saint-Germain le 6 juillet. Le 17 eut lieu l’accident du feld-maréchal Rommel. Sur quoi, Kluge s’installa au quartier général de ce dernier, à La Roche-Guyon, pour diriger de là les opérations, et il me laissa la responsabilité du quartier général de Saint-Germain.

Le 20 juillet

« La première nouvelle de l’attentat me fut transmise vers 15 heures par le colonel Finck, adjoint au chef d’état-major, arrivé du front de l’Est six

semaines auparavant. Le colonel Finck entra dans mon bureau et prononça ces paroles : “Mon général, le Führer est mort. La Gestapo s’est mutinée à Berlin.” Très surpris, je lui demandai l’origine de cette nouvelle. Le général von Stülpnagel lui avait téléphoné, me dit-il.

« J’essayai de joindre le feld-maréchal von Kluge au téléphone. À son quartier général de La Roche-Guyon, on me répondit qu’il inspectait le front. Je dis alors à Speidel – en termes très voilés, car nous parlions au téléphone – qu’il se passait de graves événements et que je viendrais en voiture lui en parler personnellement. Je quittai Saint-Germain vers 16 heures ; une heure et demie après, j’étais à La Roche-Guyon.

« Le feld-maréchal von Kluge venait d’y arriver. Dans son bureau, je lus un extrait de la radio allemande parlant d’un attentat manqué contre le Führer. Kluge me dit avoir reçu d’Allemagne deux messages téléphoniques, sans désignation de l’expéditeur, conçus en ces termes : “Le Führer est mort, prenez vos dispositions.” Kluge me raconta alors qu’environ un an auparavant Witzleben, Beck et d’autres étaient venus le voir pour lui demander s’il pouvait approcher le Führer au sujet des pourparlers de paix ; ils avaient également proposé d’examiner avec lui par quels moyens il pouvait y parvenir. Il avait pris note de ces conversations.

« Pendant que nous parlions, on nous apporta un message téléphonique de Saint-Germain, signalant la réception d’un télégramme anonyme qui annonçait la mort de Hitler. Kluge, ignorant de quel côté se trouvait la vérité, se demandait si la radio ne diffusait pas une nouvelle mensongère. Nous en discutâmes un instant, puis j’appelai au téléphone le général Warlimont, adjoint de Jodl à l’OKW. Je n’obtins rien, Warlimont était occupé avec Keitel.

« Nous nous consultâmes, Kluge et moi : à qui téléphoner ? Nous essayâmes le chef des SS à Paris. Il prétendit ne rien savoir de plus que l’annonce de la radio. Je connaissais bien le général Stieff, chef du bureau des effectifs à l’OKH, mais j’ignorais qu’il fût parmi les conspirateurs, comme je l’appris plus tard. Je décidai de lui téléphoner. Stieff demanda aussitôt : “Où avez-vous appris que le Führer soit mort ?” Il ajouta : “Le Führer est plein d’entrain et de vie.” Et il raccrocha. Cette conversation nous remplit de malaise ; nous comprîmes à quel point elle avait dû paraître suspecte dans les circonstances où nous étions.

« Je trouvai le ton et la réponse de Stieff si bizarres que je fis cette remarque à Kluge : “Ce doit être un attentat manqué.” Kluge me répondit

que, s'il avait réussi, il aurait immédiatement ordonné de suspendre le bombardement de l'Angleterre par V1 et qu'il aurait ensuite cherché à entrer en rapport avec les chefs alliés.

« Kluge me demanda ensuite de téléphoner au général von Stülpnagel pour lui demander de venir à La Roche-Guyon. Je devais également convoquer le feldmaréchal Sperrle, commandant la Luftwaffe à l'Ouest.

« Le général von Stülpnagel arriva le premier, vers 19 h 30, accompagné par le colonel Hoffacker. Ils s'assirent autour de la table avec le feld-maréchal von Kluge, Speidel et moi. De tous ceux qui étaient présents, seuls Speidel et moi-même sommes encore de ce monde. Stülpnagel commença par ces mots : "Je prie le colonel Hoffacker d'exposer la situation." Dès les premiers mots, il apparut avec évidence que celui-ci était au courant de tout et assurait la liaison entre Stülpnagel et Witzleben. Il retraça les étapes de la conspiration qui, partant de l'idée de pétition, avait abouti à celle d'un coup d'État, lorsqu'on comprit d'une part que Hitler n'écouterait aucun raisonnement, d'autre part que les Alliés écarteraient toute offre de paix venue de Hitler. Il raconta comment Stauffenberg avait organisé l'attentat et nous en donna quelques détails.

« Lorsqu'il eut fini, Kluge, ne cachant pas sa déception, remarqua : "Eh bien ! messieurs, la tentative a échoué. Tout est fini." Stülpnagel s'exclama : "Feldmaréchal, je pensais que vous étiez au courant ; il faut absolument faire quelque chose." Kluge répondit : "Nous ne pouvons rien faire de plus : le Führer est vivant." Je remarquai l'embarras évident de Stülpnagel. Il se leva et sortit sur la terrasse. Quand il revint, il resta à peu près silencieux.

« Le feld-maréchal Sperrle survint alors et resta à peine quelques minutes. Il refusa l'invitation à dîner de Kluge. Je sentis qu'il ne tenait ni à se compromettre dans ces conversations ni à connaître les dessous de cette affaire.

« Nous allâmes dîner ; Kluge semblait être en verve et peu soucieux, tandis que Stülpnagel se montrait taciturne. Quelque temps après, Il se tourna vers Kluge et dit : "Pouvez-vous m'accorder un nouvel entretien particulier ?" Kluge accepta et me pria de le suivre. Dans une petite pièce où nous nous rendîmes, Stülpnagel dit avoir pris les "premières précautions" avant de quitter Paris.

« — Seigneur ! s'écria Kluge, qu'avez-vous fait ?

« — J'ai donné l'ordre d'arrêter tous les SS de Paris.

« Il entendait par là non les Waffen SS, mais les SD, ou service de sécurité.

« Kluge s'exclama :

« — Mais vous n'aviez pas qualité pour prendre pareille mesure sans m'en référer au préalable !

« — Je sais, répliqua Stülpnagel, j'ai essayé de vous téléphoner cet après-midi, mais vous n'étiez pas à votre quartier général, de sorte que je dus prendre cette initiative.

« — Eh bien, repartit Kluge, vous avez agi sous votre seule responsabilité.

« Après cela, ils laissèrent leur repas inachevé.

« Kluge me dit de téléphoner au chef d'état-major de Stülpnagel à Paris pour demander si les ordres de ce dernier avaient été exécutés. Le colonel von Linstow, mort également, répondit : "Rien ne peut plus arrêter les mesures prises." Kluge dit alors à Stülpnagel : "Eh bien ! Je crois qu'il ne vous reste qu'une chose à faire : prenez des habits civils et cachez-vous." Et il ordonna de faire remettre immédiatement tous les SS en liberté.

« Après le départ de Stülpnagel, je dis à Kluge : "Nous devrions faire quelque chose pour l'aider." Kluge réfléchit, puis me dit de le rattraper pour lui conseiller de se cacher dans Paris pendant quelques jours. S'il avait agi régulièrement, Kluge aurait dû le faire arrêter.

« Je me rendis d'abord à Saint-Germain, à mon quartier général, où l'on me montra d'autres télégrammes arrivés en mon absence. L'un venait du feld-maréchal Keitel : tous les rapports sur la mort du Führer étaient mensongers et tous les ordres envoyés comme suite à cette fausse nouvelle devaient être automatiquement annulés. Le deuxième émanait du général Fromm : Himmler lui avait enlevé le commandement de l'armée métropolitaine. Hitler n'avait plus confiance en aucun de ses généraux. Par le troisième, Himmler nous informait qu'il assumait le commandement de l'armée métropolitaine. Pendant que je lisais les télégrammes, je reçus un coup de téléphone de l'amiral Krancke, commandant en chef de la marine à l'Ouest (le feld-maréchal von Kluge avait omis de l'inviter à la conférence), me demandant si je pouvais venir le voir à Paris.

« Vers 1 heure du matin, je partis pour Paris, où je trouvai réuni tout l'état-major de la marine. L'amiral Krancke me montra un long télégramme du feldmaréchal von Witzleben, annonçant la mort du Führer et la formation d'un nouveau gouvernement, dont il prenait provisoirement la

tête. Là dessus, Krancke, ayant appelé l'OKW, fut mis, par chance, en communication avec l'amiral Dönitz, qui démentit le télégramme.

« Je me rendis ensuite au quartier général de la police de sécurité. Les SD revenaient juste de prison. Les premiers officiers que je vis voulaient savoir ce qui était arrivé et la raison de leur arrestation. Ils firent preuve de bonne volonté pour essayer de ne pas envenimer les choses. Je demandai à voir l'Obergruppenführer Oberg, chef de la police de sécurité. On me dit qu'il se trouvait à l'hôtel avec Stülpnagel.

« J'y arrivai vers 2 heures du matin et tombai au milieu d'une sorte de réunion mondaine – où se trouvait même Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Oberg m'emmena dans une autre pièce, me dit qu'il ne comprenait en rien ce qui se passait, mais qu'il fallait prendre une décision et agir en commun. Oberg se conduisit très bien et essaya d'étouffer l'affaire dans l'intérêt de l'armée. Il proposa de consigner à la caserne le régiment qui avait effectué les arrestations et de raconter aux hommes qu'il s'agissait d'un simple exercice. Mais Stülpnagel estimait impossible d'empêcher cette histoire de se propager. Je transmis à Stülpnagel le conseil de Kluge : il devait disparaître. Cependant, à mon retour à Saint-Germain, j'appris qu'il avait déjà reçu un message de l'OKW lui enjoignant de se rendre sur-le-champ à Berlin pour y faire son rapport.

« Dans le courant de la journée, Stülpnagel partit en voiture pour Berlin via Verdun et Metz. En plus du chauffeur, il était accompagné d'un soldat, par crainte des maquisards. Un peu avant Verdun, il fit arrêter la voiture : ils arrivaient dans une région infestée de maquis, dit-il : il serait bon d'essayer leurs pistolets sur un arbre pour s'assurer de leur bon fonctionnement ; ce qui fut fait. Plus loin, il fit à nouveau arrêter la voiture, car ils arrivaient aux champs de bataille de Verdun. Il manifesta l'intention de leur montrer l'endroit où il avait combattu pendant la dernière guerre. Au bout d'un moment, il leur dit : "Restez ici, je veux aller seul à un endroit que je connais." Ils voulurent l'accompagner, dans l'éventualité d'une rencontre de maquisards ; il refusa. Un moment après, ils entendirent un coup de feu : ils accoururent et trouvèrent le corps de Stülpnagel flottant dans un canal. Il s'était tiré une balle après s'être mis à l'eau, pour se noyer si le coup de revolver ne suffisait pas. Malgré ces précautions, sa tentative de suicide fut manquée. Les deux hommes le sortirent de l'eau et le transportèrent à l'hôpital. Il n'avait réussi qu'à se faire sauter un œil ; l'autre œil, sérieusement touché, dut être enlevé.

« J'appris ces détails par Oberg qui, devinant que Stülpnagel se trouvait mêlé au complot contre Hitler, était allé le voir à l'hôpital de Verdun dans l'espoir de l'aider à dissimuler sa culpabilité. Stülpnagel refusa de parler. Au bout d'une quinzaine de jours, il reçut l'ordre de se rendre à Berlin. Il fut jugé, condamné et pendu.

« Pendant ce temps, la panique régnait parmi les membres de l'état-major à Paris. Chacun se demandait quels étaient les suspects. Une série de télégrammes ordonna à Oberg d'opérer toutes sortes d'arrestations, trente ou quarante en tout, tant de civils que de militaires (à commencer par Hoffacker, puis Finck). Quelques jours plus tard, Oberg me téléphona de passer le voir : Hoffacker avait mentionné Kluge dans son interrogatoire préliminaire. Oberg ne croyait pas possible que Kluge soit impliqué.

« J'accompagnai Oberg lorsqu'il se rendit auprès de Kluge pour enquêter. Kluge dit à Oberg : "Poursuivez vos interrogatoires en n'écoutant que votre sens du devoir." Oberg me confia que ce travail ne lui plaisait guère, mais que, ne pouvant s'y soustraire, il voulait au moins conduire l'interrogatoire en gentleman. Nous décidâmes donc d'y faire assister un des officiers de mon état-major. Il est utile d'indiquer ici que ni Speidel ni moi n'avions soufflé mot à âme qui vive de la conférence du 20 juillet au soir.

« Peu après, Kluge alla voir Rommel à l'hôpital à Paris. Il me raconta la surprise de Rommel qui savait qu'on cherchait à circonvenir Hitler pour l'obliger à demander la paix, mais qui ignorait le projet d'un attentat.

« Les jours suivants, je remarquai l'air de plus en plus soucieux de Kluge. Il parlait souvent de lui-même et de ses ennuis personnels. Une fois, il dit d'un air sombre : "Les événements suivront leur cours." Sur ces entrefaites, le feld-maréchal Model arriva soudain pour le remplacer. En route pour l'Allemagne, comme je l'ai déjà raconté, Kluge, ayant absorbé du poison, fut trouvé mort dans sa voiture.

« À part notre conversation du 20 juillet, Kluge n'avait jamais fait allusion devant moi à un complot destiné à circonvenir ou renverser Hitler. J'avais quitté l'état-major de Kluge en janvier 1942 et nos relations avaient été interrompues jusqu'en juillet 1944. Le colonel von Tresckow[53] avait été l'adjoint de Kluge ; peut-être en savait-il plus long – mais il est mort.

« Après la capitulation, en mai 1945, je me trouvais dans le Schleswig avec le général Dempsey, et je constatai l'évidente variété des opinions de la population civile à propos de Hitler. Certains, outrés que des généraux

allemands aient trempé dans une conspiration contre lui, s'unissaient à une grande partie de l'armée pour leur garder rancune ; d'autres regrettaient que les généraux aient tant tardé à tenter de le renverser.

Visite au Führer

« À sa prise de commandement à l'Ouest, le feldmaréchal Model s'installa au quartier général du groupe d'armées B. Un jour ou deux plus tard, il m'appela au téléphone pour m'entretenir d'un message déconcertant reçu du quartier général du Führer. "Ils ne peuvent penser à autre chose qu'au 20 juillet, me dit-il, ils veulent me priver de Speidel sous prétexte qu'il est suspect." Il avait violemment protesté auprès de Keitel, affirmant qu'il ne pouvait se passer du chef d'état-major du groupe d'armées à un moment aussi critique. Il réussit à garder Speidel jusqu'à la première semaine de septembre, après quoi celui-ci vint me faire ses adieux et prit le chemin de l'Allemagne. À son arrivée, il fut arrêté par la Gestapo.

« Après son départ, un télégramme m'apprit que je serais remplacé par le général Westphal et que je devais me présenter au quartier général du Führer, le 13 septembre. Je me sentis très mal à l'aise ! Sur la route du retour, je m'arrêtai chez le feld-maréchal von Rundstedt qui, rappelé par le Führer pour prendre le Commandement suprême à l'Ouest, venait d'établir son quartier général à Coblence. Le feld-maréchal fut très contrarié d'apprendre qu'on me déplaçait au moment où il reprenait le commandement. Il protesta immédiatement auprès de l'OKW et demanda à me garder comme chef d'état-major. La réponse fut négative ; on donnait comme raison ma propre demande réitérée d'un commandement aux armées. Étant donné les circonstances, cet argument n'était pas très convaincant.

« Je quittai Coblence le 9 septembre et profitai de l'occasion pour aller voir ma famille à Marburg… en cas d'accident. Je passai le dimanche 10 chez moi, frissonnant à chaque coup de téléphone et courant à la fenêtre à chaque roulement d'auto.

« Le 11, je partis pour Berlin. Le train fut arrêté à Cassel par un bombardement aérien. Je téléphonai pour annoncer mon retard et prévenir que je manquerais le train-poste spécial faisant chaque nuit le trajet Berlin-Prusse-Orientale. Avant d'arriver à Berlin, nous dûmes descendre à Potsdam, car la ligne avait été coupée par des bombes. En sortant du train, j'entendis soudain dans l'obscurité une voix demander : "Où est le général

Blumentritt ?" Autre frisson ! À ma réponse, un officier s'avança vers moi, flanqué d'un soldat armé d'une mitraillette. Il m'informa avec déférence qu'il avait reçu l'ordre de m'accompagner à l'hôtel Adlon, à Berlin. Le portier m'y remit une enveloppe scellée. Je l'ouvris : elle ne contenait que mon billet pour Angeburg, en Prusse-Orientale. C'était plutôt un soulagement… tout provisoire. Restait encore à savoir ce qui m'attendait au quartier général du Führer.

« Je pris le courrier de nuit et arrivai à Angeburg le 13 au matin. Je fus accueilli par le chef d'état-major du général Keitel, qui m'accompagna au train spécial de celui-ci. Là, je pris mon petit déjeuner et je laissai mes bagages. On me dit que le Führer était trop fatigué pour me recevoir, mais que je pourrais assister au rapport quotidien de midi si je voulais. Je décidai de m'y rendre.

« Un groupe de généraux se tenait devant la maison où avait lieu la réunion. J'allai vers eux et me présentai au général Guderian, devenu chef de l'État-Major général. Je remarquai qu'il ne me tendait pas la main. Keitel et les autres restaient distants. Guderian me dit à voix haute : "Je me demande comment vous osez venir ici après ce qui s'est passé à l'Ouest." Je lui montrai le télégramme de convocation. Un officier SS annonça que le Führer avait décidé d'assister au rapport quotidien. Quelques minutes plus tard, nous vîmes arriver Hitler par la forêt, escorté par cinq ou six hommes. Il marchait d'un pas lent et fatigué. Guderian se tourna vers moi et me dit d'un ton sévère : "Vous pouvez, maintenant, vous présenter au Führer." À ma surprise, celui-ci m'accueillit aimablement avec ces paroles : "Vous avez eu bien des difficultés à l'Ouest. Je sais que les avions alliés vous harcèlent et je comprends ce que cela signifie. J'aurai à vous parler après le rapport."

« La réunion terminée, Guderian me dit : "Venez, nous allons parler du front de l'Est." Je répliquai : "Cela ne m'intéresse pas le moins du monde pour le moment."

J'eus un entretien particulier de dix minutes avec Hitler, pendant lequel il se montra encore affable.

« Tous les généraux attendaient ma sortie et me demandèrent immédiatement : "Que vous a dit le Führer ?" Je rétorquai : "Il a été très aimable." Sur quoi, eux aussi firent assaut d'amabilités, et Keitel m'invita à prendre le thé avec lui. Je dis que je voulais partir dans la soirée pour rentrer chez moi et j'ajoutai :

« — Il y a deux ans que je n'ai pas passé une permission avec ma femme et mes enfants.

« — Je ne crois pas que ce soit possible, reprit Keitel.

« — Mais le Führer m'a dit que je pouvais prendre une permission et me présenter ensuite au feld-maréchal von Rundstedt, qui me donnerait un corps d'armée à l'Ouest.

« Keitel me demanda d'attendre une demi-heure. Après en avoir référé au Führer, il revint me dire que je pouvais partir.

« Au cours de la conversation que j'eus ensuite avec lui, Keitel me parla de Kluge, affirmant qu'il existait des preuves de sa trahison. On avait intercepté un message d'un quartier général allié demandant à être mis en rapport avec Kluge. Keitel ajouta : "Et voilà pourquoi il restait absent si longtemps le jour où il se trouvait près d'Avranches !" Je protestai de l'innocence de Kluge et racontai qu'il n'avait pas pu communiquer avec son quartier général pendant des heures parce que son camion radio était inutilisable. Mais Keitel n'en croyait pas un mot.

« J'allai voir Jodl avant de partir. Sans me donner la main, il me dit : "Vous n'avez pas l'air de faire du bon travail à l'Ouest." Je répliquai : "Vous feriez bien de venir un peu voir sur place avant de parler." Jodl fut surpris d'apprendre que j'allais en permission.

« Je retournai au train de Keitel pour prendre mes bagages. Un planton me donna une bouteille de bordeaux à emporter et remarqua : "C'est à la place où vous avez déjeuné ce matin que le colonel Stieff s'est assis pour la dernière fois." Je sentis que je l'avais échappé belle. Même arrivé chez moi, le téléphone me faisait encore sursauter. Je ne me sentis de nouveau à l'aise qu'après mon retour sur le front, à la tête de mon nouveau corps d'armée. Une anxiété sourde et impondérable continuait à flotter dans l'air.

« Depuis ce moment-là, plusieurs d'entre nous sentirent planer autour d'eux un voile de soupçon. En mars 1945 – je commandais alors l'armée en Hollande –, je reçus un télégramme de l'OKW m'ordonnant de donner immédiatement l'adresse de ma famille. Cela me parut de mauvais augure – on voulait peut-être se servir des miens comme otages. Je vis, sur la carte, que les Américains étaient à moins de 100 kilomètres de Marburg : je ne répondis donc pas au télégramme. Je pensais que ma famille serait plus en sécurité avec les Américains ! »

Depuis la nuit du 20 juillet, les généraux allemands se demandaient souvent s'ils ne devaient pas entrer en rapport avec les Alliés – comme l'avait pensé Kluge le soir où il croyait à la mort de Hitler. Les raisons qui les empêchèrent furent les suivantes :

1. Leur serment de loyauté envers le Führer. (Ils soutiennent ceci maintenant : « Nous avons juré fidélité au Führer, s'il est mort, nous sommes déliés. » C'est pourquoi ils veulent presque tous croire à sa mort.)
2. Le peuple allemand ignorait tout de la situation et ne comprendrait pas une semblable initiative venant de la part des généraux.
3. Les troupes de l'Est reprocheraient à celles de l'Ouest de les abandonner.
4. Ils craignaient de passer pour traîtres à leur pays au regard de l'histoire.

Chapitre 23

LA DERNIÈRE CARTE DE HITLER : LA DEUXIÈME ATTAQUE DANS LES ARDENNES

Le 16 décembre 1944, par un matin sombre et brumeux, l'armée allemande attaqua dans les Ardennes. Le coup stupéfia les Alliés, dont quelques chefs, et non des moindres, avaient affirmé avec certitude l'incapacité des Allemands à pouvoir dorénavant passer à l'offensive. La stupeur fut à son comble devant la rupture du front américain sous la pression allemande, qui menaçait de couper les armées alliées. L'effroi se répandit à l'arrière et encore bien plus dans les capitales alliées. Dans ce cauchemar, des voix prédisaient que les Allemands atteindraient la côte de la Manche et provoqueraient un nouveau Dunkerque.

C'était la dernière carte de Hitler et son coup le plus audacieux.

Vue du côté allemand, la situation apparaissait sous un jour très différent. L'offensive ne conduisait pas seulement à une lutte hasardeuse contre un ennemi plus puissant, mais aussi à un désordre indescriptible. Les Alliés la dénommaient « offensive Rundstedt »… titre qui agit sur ce dernier comme le traditionnel chiffon rouge sur le taureau ! En effet, il n'éprouva et n'éprouve toujours qu'irritation à propos de l'opération ainsi désignée ; il n'y prit d'autre part que d'y apporter, involontairement, son nom.

N'ayant pas réussi à dissuader Hitler de l'entreprendre, persuadé de son caractère chimérique, il se retira dans l'ombre et la laissa diriger par le feld-maréchal Model.

La décision ainsi que la conception stratégique venaient de Hitler. Ce plan aurait été d'une extrême habileté si le Führer avait encore disposé des effectifs et des moyens nécessaires à sa complète exécution. Son éclatant succès initial fut le résultat de la manœuvre proposée par le jeune général

von Manteuffel, général d'armée à quarante-sept ans. Hitler, qui ne voulait jamais écouter les arguments des généraux anciens, dont il se méfiait, accueillait volontiers les idées et les hommes nouveaux ; il aimait les conceptions révolutionnaires. Considérant Manteuffel comme une de ses découvertes personnelles, il se laissait facilement persuader par lui.

La réussite de l'effet de surprise de cette offensive provint, en grande partie, du mystère dont on l'avait enveloppée. Le secret, dans une telle opération, est une arme à deux tranchants ; dans le cas présent il eut pour conséquence le désordre, qui empêcha d'exploiter le succès de l'attaque. Longtemps après l'échec évident de son plan, Hitler insista sur la poursuite de l'avance et l'interdiction de tout recul. Si la réaction des Alliés avait été plus rapide, les armées allemandes auraient pu être prises au piège. Elles furent en tout cas pilonnées à un point tel que leurs pertes devaient leur interdire la possibilité de défendre plus tard le sol même de leur patrie.

Il est intéressant de raconter cette offensive vue par quelques-uns des chefs militaires la conduisant. En tête vient Rundstedt, rappelé à son ancien poste de commandant en chef au début de septembre quand, les Alliés approchant du Rhin, Hitler sentit le besoin de trouver la grande figure qui ranimerait la confiance ébranlée de ses armées. Après Rundstedt vient Model, stratège médiocre, mais doué d'une énergie exemplaire, capable de racler des réserves sur un terrain pratiquement vide, et un des rares généraux qui osaient discuter avec Hitler. Model se suicida à la fin de la guerre. Il avait sous ses ordres les deux chefs d'armée de panzers : Sepp Dietrich et Manteuffel. Sepp Dietrich avait roulé sa bosse un peu dans tous les métiers avant de devenir chef SS ; il s'était attiré la faveur de Hitler par son esprit agressif. C'est lui que Rundstedt rend responsable du désordre dans lequel, au moment critique, l'offensive sombra. Manteuffel, officier de carrière de la nouvelle école, aristocrate, doué d'une tranquille dignité semblable à celle de Rundstedt, était fervent partisan des méthodes modernes. En un an, il était passé du commandement d'une division de panzers à celui d'une armée. Auteur de la tactique d'offensive dans les Ardennes, il y prit et y réussit la part la plus effective. C'est pourquoi le récit que j'en donne est surtout de sa bouche, quitte à le contrôler et à l'enrichir par des témoignages venus d'autres sources.

La passion de Manteuffel pour son métier l'entraîne à aimer « recommencer ses batailles » sous le feu de la discussion ; en outre, assez doué de philosophie, il ne s'appesantit pas sur ses mésaventures. Son

agréable sens de l'humour a résisté à la dure vie du camp, où tous les généraux étaient retenus prisonniers, et aux angoisses ressenties par tous pour leur famille dont ils ignoraient s'ils la reverraient jamais. Ce camp lugubre, encastré entre des montagnes, au fond d'une lointaine vallée, serait assez déprimant, même sans fils de fer barbelés, pour engendrer la claustrophobie. Par une des journées les plus tristes du milieu de l'hiver, je fis remarquer à Manteuffel que Grizedale[54] n'était pas un endroit très agréable en cette saison, mais qu'il s'améliorerait en été. Il répondit avec un sourire : « Oh ! Cela pourrait être pire ! Je pense que nous passerons l'hiver prochain sur une île déserte ou sur un bateau ancré au milieu de l'Atlantique. »

Le plan

« Le plan de l'offensive des Ardennes, me dit Manteuffel, fut entièrement élaboré par l'OKW et nous fut envoyé comme un "ordre péremptoire du Führer". La mission générale était précisée : remporter une victoire décisive à l'Ouest en jetant dans la bataille 2 armées de panzers – la 6e, avec Sepp Dietrich, et la 5e, avec moi. La 6e devait attaquer au nord-est, traverser la Meuse entre Liège et Huy, et se diriger vers Anvers. On lui allouait les plus gros effectifs et le rôle principal. Mon armée devait avancer suivant une ligne courbe, traverser la Meuse entre Namur et Dinant, et pousser sur Bruxelles, en couverture de flanc. Le troisième ou quatrième jour, la XVe armée, aidée du 12e corps de SS, spécialement renforcé et commandé par le général Blumentritt, devait effectuer une avance convergente à partir du nord-est, en direction de Maastricht sur la Meuse, pour appuyer la ruée de la 6e armée de panzers sur Anvers. Le Führer calculait que l'offensive des Ardennes aurait absorbé à ce moment-là une forte partie des réserves américaines, de sorte que cette attaque secondaire, bien que moins massive, devait avoir des chances de réussir.

« Le but de toute l'offensive était de couper l'armée britannique de ses bases d'approvisionnement et de la forcer ainsi à évacuer le continent. »

Hitler s'imaginait qu'en réussissant ce second Dunkerque il obtiendrait la disparition de la Grande-Bretagne en tant qu'adversaire ; cela lui permettrait de reprendre son souffle pour tenir les Russes en échec et provoquer une accalmie à l'Est.

Rundstedt me dit : « Le plan, reçu en novembre, me stupéfia. Hitler ne s'était pas embarrassé de me consulter sur ses possibilités de réussite. Il me

paraissait évident que nos effectifs n'étaient pas à la taille d'un plan aussi ambitieux. Model partageait mon opinion. En fait, pas un soldat ne pouvait croire à la possibilité d'atteindre Anvers. Hélas ! Je savais à quoi m'en tenir sur l'inutilité de prononcer le mot "impossible" devant Hitler. Après m'être entretenu avec Model et Manteuffel, je décidai que le seul espoir était de détourner le regard de Hitler de cette chimère en lui fournissant en pâture un autre projet qui lui plairait et présenterait plus de facilités de réalisation. En l'occurrence : une offensive limitée, qui pincerait le saillant allié autour d'Aix-la-Chapelle. »

Manteuffel me donna un récit plus détaillé de leurs discussions et conclusions : « Nous étions d'accord dans nos objections contre le plan. D'abord, nous trouvions le dispositif stratégique défectueux qui, exposant trop les flancs, les mettait en péril. En outre, les munitions prévues ne suffisaient pas pour atteindre un but aussi éloigné. De plus, la supériorité de l'aviation alliée présentait un sérieux obstacle. Enfin nous savions que les Alliés disposaient d'importantes réserves en France et en Angleterre. J'insistai moi-même sur le danger que présentaient les divisions aéroportées stationnées en Angleterre et prêtes à intervenir. J'ajoutai que la qualité du réseau routier au-delà de la Meuse faciliterait les contre-attaques alliées. Nous envoyâmes un rapport de l'OKW, affirmant que l'offensive prévue était irréalisable avec nos effectifs. En même temps, nous proposions un plan modifié : la XV^{e} armée, fortement appuyée à son aile droite, attaquerait au nord d'Aix-la-Chapelle, vers Maastricht. La 6^{e} armée de panzers attaquerait au sud d'Aix-la-Chapelle et contournerait la ville pour essayer éventuellement d'établir une tête de pont sur la Meuse, dans le secteur de Liège. L'objectif principal, à cet endroit, était d'attirer l'attention des Alliés. La 5^{e} armée de panzers attaquerait en partant de l'Eifel, à travers les Ardennes, vers Namur, avec mission d'y créer une tête de pont. Les armées se tourneraient alors toutes vers l'intérieur et envelopperaient les positions alliées le long de la Meuse. Si l'opposition faiblissait, elles exploiteraient leur succès par une avance sur Anvers, sinon les dégâts pouvaient être limités. »

Ils ne pouvaient rien espérer d'autre, dit Manteuffel, que d'expulser les forces américaines qui se trouvaient en flèche sur la Roer, au-delà d'Aix-la-Chapelle. Quant à lui, il aurait préféré attendre une nouvelle offensive des Alliés et garder en main la totalité des forces blindées allemandes pour déclencher ensuite une contre-attaque massive. De son côté, Blumentritt

confirma l'avis semblable de Rundstedt. « En réalité, dit-il, le feld-maréchal était opposé à toute offensive de notre part. Son intention était de défendre la Roer et de tenir toutes les divisions blindées en réserve, en arrière de cette ligne, pour repousser en force toute percée du front. Il voulait appliquer une stratégie défensive. »

Hitler repoussant ce projet, le seul espoir consistait à tenter de l'approcher avec diplomatie pour obtenir la réduction de ses desseins d'offensive à un plan viable, n'entraînant que des risques modérés.

Manteuffel exposa que la manœuvre proposée se rapprochait assez de celle du Führer pour qu'il n'y trouve pas une trop grande différence. En lui offrant une variante, ils voulaient lui faire miroiter la possibilité de pousser jusqu'à Anvers si la résistance mollissait. « Ce plan fut envoyé à l'OKW pour être soumis à Hitler, le 4 novembre, si je ne me trompe. Nous faisions valoir l'impossibilité de déclencher l'offensive avant le 10 décembre. » (Hitler avait fixé la date au 1er décembre.)

Manteuffel continua : « Hitler rejeta notre plan et insista sur l'application de son projet initial. Entre-temps, sachant qu'une réponse de lui était toujours lente à venir, nous avions commencé la mise en place des unités dans l'hypothèse de notre plan d'opération plus modeste. Toutes les divisions de ma 5e armée de panzers étaient prêtes, échelonnées entre Trêves et Crefeld, de sorte que ni les espions ni la population civile ne savaient ce qui se préparait. Les hommes furent informés qu'on les rassemblait pour faire face à une attaque alliée imminente sur Cologne. Quelques rares officiers d'état-major furent mis dans la confidence. »

La 6e armée de panzers était rassemblée encore plus loin, entre Hanovre et la Weser. Ses divisions avaient été ramenées à l'arrière pour se reposer et se rééquiper. Il est curieux que Sepp Dietrich n'ait été informé de sa mission, sans être consulté au préalable, qu'à la dernière minute. La plupart des commandants de division furent avertis seulement quelques jours à l'avance. L'armée de Manteuffel monta en ligne en trois nuits.

Les défauts du plan

Ce camouflage stratégique favorisa l'effet de surprise, mais le secret bien gardé se paya fort cher. Les chefs, mis trop tard au courant, ne disposaient pas d'un temps suffisant pour étudier leur mission, reconnaître le terrain et se préparer. En conséquence, plusieurs dispositions furent négligées et, dès le début, des à-coups se produisirent. Enfermés au quartier

général, Hitler et Jodl avaient dressé un plan dans tous ses détails et semblaient croire que ce travail assurerait le succès. Ils n'accordaient pas une pensée aux conditions locales ou aux difficultés propres à chacun des exécutants et faisaient preuve d'un optimisme aveugle quant aux besoins des troupes au combat.

Rundstedt remarqua : « Les réserves, de même que les munitions, étaient insuffisantes ; et, bien que les divisions blindées fussent nombreuses, leur effectif en chars n'était important que sur le papier. » (Manteuffel déclara que les 2 armées de panzers totalisaient 800 chars – ce qui diffère sensiblement des rapports alliés qui, se basant sur le nombre de divisions, affirmaient que c'était là la plus puissante concentration de chars de toute la guerre.)

La pénurie d'essence fut le plus grave. Manteuffel dit : « Jodl nous avait garanti un ravitaillement en essence suffisant pour nous permettre de déployer toutes nos forces et ensuite d'avancer. Il n'en fut rien. Par malheur, l'OKW établissait, par des formules mathématiques et invariables, la quantité d'essence nécessaire pour faire avancer une division de 100 kilomètres. Mon expérience en Russie m'avait enseigné que, sur le champ de bataille, il fallait une quantité double. Jodl ne le comprenait pas.

« Considérant les difficultés supplémentaires à prévoir sur un terrain aussi accidenté que les Ardennes en hiver, je dis moi-même à Hitler que nous avions besoin de cinq fois la ration type d'essence. Quand la bataille fut engagée, nous n'avions qu'une fois et demie la quantité type d'essence. Bien pis : on la conservait beaucoup trop loin à l'arrière, dans de longs convois, sur la rive droite du Rhin. Quand le brouillard se leva et que les avions alliés purent agir, la marche de ces convois fut fortement gênée. »

Les troupes, ignorant toutes ces faiblesses, gardaient intacte leur foi en Hitler et en ses promesses de victoire. Rundstedt me dit : « Le moral des combattants était extraordinairement élevé au début de l'offensive. Contrairement aux chefs, qui connaissaient la réalité, ils croyaient véritablement au succès. »

Tactiques nouvelles

Au début de l'offensive, deux facteurs favorisèrent les Allemands. D'abord le peu de profondeur du front américain dans le secteur des Ardennes. Les Allemands, bien renseignés, savaient que 120 kilomètres de front étaient tenus par 4 divisions seulement. L'instinct très sûr de Hitler à

exploiter l'imprévu lui avait inspiré l'utilisation de ce point faible. De plus, il savait que le haut commandement allié, n'ayant pas profité de la leçon de 1940, ne prévoyait pas une importante offensive des Allemands sur un terrain aussi difficile.

La tactique, imposée au dernier moment, constituait le deuxième facteur favorable aux Allemands. Manteuffel me dit : « Lorsque je reçus les ordres de Hitler, je fus étonné de constater qu'ils précisaient jusqu'aux méthodes à employer et même l'horaire des opérations. L'artillerie devait ouvrir le feu à 7 h 30 du matin et l'infanterie attaquer à 11. Entre-temps, la Luftwaffe devait bombarder les quartiers généraux et les communications. Les divisions blindées ne devaient entrer en action qu'après la percée effectuée par l'infanterie. L'artillerie était répartie sur toute la longueur du front d'attaque.

« Je décelai plusieurs faiblesses dans les dispositions prévues et, sans délai, j'en préparai d'autres, que j'expliquai à Model. Celui-ci approuva, mais remarqua ironiquement : "Vous feriez mieux d'en discuter avec le Führer." Je répondis : "D'accord, si vous acceptez de venir avec moi." Donc, le 3 décembre, nous allâmes tous deux voir Hitler à Berlin.

« Je débutai par ces mots : "Aucun de nous ne peut prévoir les conditions atmosphériques au jour de l'attaque. Avez-vous la certitude que la Luftwaffe sera capable d'accomplir sa mission en face d'une aviation alliée plus puissante ?" Je rappelai à Hitler deux cas où, dans les Vosges, nous avions reconnu l'impossibilité de déplacer les divisions blindées en plein jour. Je poursuivis : "Le seul effet obtenu, à 7 h 30, par notre artillerie, sera de réveiller les Américains. Ils disposeront alors de trois heures et demie pour prendre leurs dispositions avant l'assaut." Je fis également ressortir que la valeur de l'infanterie allemande était inférieure à celle du début de la guerre et que ces troupes n'auraient pas la force d'effectuer une pénétration aussi profonde, surtout sur un terrain aussi malaisé. Les défenses américaines comportaient une chaîne de postes avancés ; leur ligne principale de résistance, située loin derrière ceux-ci, serait difficile à percer.

« Je proposai plusieurs modifications. En premier lieu, l'assaut devrait s'effectuer à 5 h 30 du matin, à la faveur de la nuit. Certes, l'artillerie ne pourrait alors atteindre tous les objectifs, mais son tir pourrait, par contre, être concentré sur un certain nombre de points sensibles tels que : batteries, parcs à munitions et quartiers généraux, dont nous connaissions la situation exacte.

« Ensuite, je suggérai de former des “bataillons de choc” composés des meilleurs officiers (personnellement choisis par moi) et soldats de chaque division d’infanterie. À 5 h 30, sans préparation ni couverture d’artillerie, ces “bataillons de choc” se glisseraient entre les postes avancés des Américains. Autant que possible, ils devaient éviter tout engagement avant d’avoir pénétré assez profondément dans les lignes ennemies.

« Des projecteurs fournis par les unités de DCA éclaireraient l’avance des “bataillons de choc” en projetant leurs faisceaux sur les nuages, qui les réfléchiraient sur le sol. J’avais assisté à une expérience de ce genre peu de temps auparavant, et j’en avais été très frappé ; je pensais que ce moyen permettrait une infiltration rapide avant le jour. » (Manteuffel ignorait – il est curieux de le constater – que les Britanniques connaissaient déjà la possibilité d’obtenir ce « clair de lune artificiel ». Au cours d’une conversation précédente, il m’avait parlé de l’impression causée sur lui par un de mes livres : *L’Avenir de l’infanterie*, paru en 1932 ; or il semblait oublier que ce procédé nouveau était présenté comme un des points les plus intéressants de cet ouvrage.)

Manteuffel reprit son récit : « Après avoir proposé ces modifications à Hitler, je lui affirmai que l’offensive n’était possible que s’il les adoptait. J’insistai : “À 16 heures, il fera nuit, vous n’aurez donc que cinq heures après le début de l’attaque pour remporter le succès. Si vous adoptez mon projet, vous gagnez cinq heures et demie. Puis, quand la nuit tombera, je lancerai les chars. Ils progresseront de nuit, traverseront les rangs de notre infanterie et, à l’aube du jour suivant, ils pourront se lancer à l’assaut des positions principales dont les approches auront été nettoyées. »

D’après Manteuffel, Hitler adopta les modifications sans sourciller. Il se laissait volontiers convaincre par les propositions de quelques généraux qui avaient sa confiance – dont Model –, mais il manifestait une méfiance instinctive envers presque tous les anciens généraux. Il s’appuyait plutôt sur son état-major personnel, tout en sachant que l’expérience du combat manquait à celui-ci.

« Keitel, Jodl et Warlimont n’avaient jamais été en ligne. Leur méconnaissance des conditions de la bataille les conduisait à négliger les difficultés réelles de la guerre et à encourager Hitler dans la croyance que ses conceptions chimériques étaient réalisables. Le Führer écoutait volontiers les soldats qui, formés au combat, possédaient des idées pratiques. »

L'amélioration due aux mesures ainsi acceptées fut cependant neutralisée par la réduction des effectifs mis à la disposition de l'armée. Les commandants des grandes unités reçurent bientôt l'avis décourageant que, sous la pressante menace d'attaques russes à l'Est, une partie des forces promises leur était retirée. En conséquence, on dut abandonner le projet Blumentritt d'une attaque convergente sur Maastricht, ce qui laissait la route libre aux Alliés pour acheminer leurs réserves du nord. Par ailleurs, la VII^{e} armée, qui devait couvrir le flanc de l'autre aile de l'offensive, fut réduite à une poignée de divisions et privée de chars. À cette nouvelle, Manteuffel fut d'autant plus consterné qu'au cours de l'entrevue du 2 décembre, il avait prédit à Hitler que les Américains lanceraient leur contre-attaque sur Bastogne en partant de la région de Sedan. « Je lui avais justement fait remarquer que nombre de routes convergeaient sur Bastogne. »

Cependant les buts ambitieux de l'offensive ne furent pas modérés pour autant. Fait curieux : Hitler et Jodl ne semblaient pas se rendre compte des conséquences de ces nouvelles restrictions sur la vigueur de l'attaque.

« Aucune indication de détails ne mentionnait le moment où on prévoyait l'arrivée à la Meuse, me dit Manteuffel. Hitler, pensais-je, devait comprendre que la saison et les réductions d'effectifs ne permettraient pas une avance rapide, mais, d'après ce que j'ai entendu dire plus tard, il est clair qu'il n'en était rien. Il n'était pas possible d'atteindre la Meuse le second ou le troisième jour, comme l'escomptait Jodl. Lui et Keitel encourageaient les illusions optimistes de Hitler. »

Rundstedt s'effaça lorsque Hitler eut refusé le plan « réduit ». Il laissa Model et Manteuffel, qui, plus que lui, avaient l'oreille de Hitler, obtenir de celui-ci les modifications techniques, seuls points sur lesquels il acceptait de transiger. Blumentritt jeta amèrement : « Le commandant en chef à l'Ouest n'avait plus voix au chapitre ; son rôle se limitait à exécuter comme un automate les ordres du Führer, qui prévoyaient jusqu'au moindre détail. » Rundstedt se borna à faire acte de présence au cours de la conférence finale, présidée par Hitler, qui se tint le 12 décembre à son quartier général de Ziegenberg, près de Bad-Nauheim.

Un atout manquait

Au cours d'un entretien avec Manteuffel, la question des troupes aéroportées se présenta. Je lui dis qu'ayant parcouru les Ardennes avant la

guerre, j'avais reconnu que la région était plus accessible aux chars qu'on ne le supposait communément, surtout dans le haut commandement français, à l'esprit routinier. Les routes – là résidait la difficulté – passaient les rivières en descendant les escarpements de vallées encaissées. Solidement défendues, celles-ci pouvaient constituer des défilés stratégiques inexpugnables. La solution offensive de ce problème défensif consistait à y lancer des troupes aéroportées, qui s'en empareraient avant l'arrivée des chars. Lorsque l'offensive des Ardennes débuta, les commentaires que je fis envisageaient une semblable action des troupes aéroportées allemandes. Mais j'appris plus tard qu'elle n'eut pas lieu. Manteuffel pouvait-il me renseigner ?

« En ce qui concerne le problème des Ardennes, je suis d'accord avec vos conclusions, répondit Manteuffel ; je pense qu'il eût été parfait d'employer des parachutistes, comme vous le suggérez. Cela aurait pu nous ouvrir le chemin. Mais je ne me souviens pas que ce moyen ait été envisagé au cours de la discussion du plan ; de toute façon, nos effectifs de parachutistes étaient insignifiants. Nous manquions d'avions de transport, et Hitler s'était servi des hommes comme d'infanterie ordinaire pour colmater des brèches dangereuses à l'Est. D'autres divisions étaient absorbées en Italie. Résultat : il nous restait à peine 900 parachutistes pour l'offensive des Ardennes ; ils furent engagés sur le front de la 6e armée de panzers. »

Manteuffel me signala qu'après la prise de la Crète, en 1941, les unités de parachutistes n'avaient pas été utilisées à bon escient. D'abord affectées à une opération, qui n'eut jamais lieu, contre Malte ou Gibraltar, elles furent réclamées par Student, qui voulait les employer en Russie. Hitler les lui refusa, il préférait les garder en réserve pour une opération particulière. En fin de compte, on les avait émiettées, gaspillées, en leur donnant les missions de l'infanterie ordinaire. Il conclut : « À mon avis, panzers et parachutistes formaient la combinaison la plus puissante. »

Parlant du même sujet, Thoma m'avait dit avant : « Guderian travailla toujours en parfait accord avec Student, chargé de l'entraînement des parachutistes. Mais Göring s'opposait à une action combinée entre ces derniers et les panzers. Il voulait toujours conserver intacte la puissance de la Luftwaffe et se montrait avare d'avions de transport destinés aux troupes de parachutistes. »

Par le général Student, j'appris des détails sur le rôle des parachutistes dans l'offensive des Ardennes. Quand le front allemand s'effondra en

France et que, au début de septembre, les Alliés foncèrent en Belgique, il eut à créer un nouveau front dans le sud de la Hollande. On lui attribua, à cet effet, des éléments ramassés de bric et de broc, baptisés du nom pompeux de 1re armée de parachutistes. Elle se composait de peu de divisions d'infanterie amoindries, auxquelles s'ajoutaient quelques unités de parachutistes en cours d'entraînement sous les ordres de Student. Après l'établissement du nouveau front et l'arrêt de l'avance alliée, les unités allemandes de Hollande furent réunies sous le nom de groupe d'armées H, formé de la 1re armée de parachutistes et de la XXVe armée, de création encore plus récente. Student cumula le commandement de ce groupe d'armées avec ses fonctions de commandant en chef des forces parachutées.

Le 8 décembre, on lui fit part du plan d'offensive dans les Ardennes et il reçut la consigne de regrouper tous les parachutistes expérimentés pour constituer un solide bataillon. Cela se passait une semaine avant la date fixée pour le début de l'opération. Le bataillon, réunissant environ 1 000 hommes, placés sous le commandement du colonel von der Heydte, fut envoyé dans le secteur de la 6e armée de panzers de Sepp Dietrich. Heydte se mit en rapport avec le haut commandement de la Luftwaffe et découvrit que plus de la moitié des équipages des avions de transport ne possédait ni l'expérience des opérations de parachutage ni l'équipement nécessaire. Le 13, seulement, il réussit à joindre Sepp Dietrich ; celui-ci lui déclara être opposé à l'emploi de parachutistes – il craignait qu'ils ne donnent l'éveil à l'ennemi –, mais il devait obéir aux ordres de Hitler.

La mission enfin reçue par les troupes de parachutistes fut non de saisir des défilés dangereux pour l'avance des panzers, mais d'atterrir sur le mont Aigi, près du carrefour des routes de Malmédy-Eupen-Verviers, et de créer un barrage sur le flanc pour retarder l'arrivée des renforts alliés en provenance du nord. En dépit de ses protestations, Heydte reçut l'ordre d'opérer de nuit, et non à l'aube, pour éviter de donner l'alerte à l'ennemi. Le soir précédant l'attaque, les compagnies attendirent en vain les camions qui devaient les transporter aux aérodromes. L'opération fut donc remise à la nuit suivante, où l'attaque devait déjà être commencée. Un tiers seulement des avions réussirent à atteindre leur destination ; le vent violent entraînant les parachutistes, beaucoup d'hommes furent tués ou blessés en atterrissant sur les hauteurs boisées et couvertes de neige. Pendant ce temps, les routes fourmillaient déjà de convois américains déferlant vers le sud. Heydte, n'ayant regroupé que deux centaines d'hommes environ, ne put

atteindre le carrefour et y accomplir sa mission. Pendant plusieurs jours, il fit harceler les convois par de petits groupes de parachutistes, puis, comme les forces de Sepp Dietrich n'arrivaient pas, il essaya de les rejoindre par l'est ; en chemin, il fut fait prisonnier.

« Ce fut notre dernière opération de parachutage, dit Student. Au jour J, nous avions 150 000 parachutistes et 6 divisions organisées. Sur ces effectifs, 50 000 hommes étaient prêts à combattre ; l'entraînement des autres ne put pas être complété, car on faisait constamment appel à eux pour les utiliser comme fantassins, au lieu de les réserver pour leur emploi spécial. Quand on eut besoin d'eux pour l'offensive des Ardennes, cinq mois plus tard, il n'en restait qu'une poignée… »

L'attaque

Cette attaque, qui fit subir aux Alliés le choc le plus violent reçu depuis 1942, n'avait en rien l'importance qu'ils lui attribuèrent sur le moment. L'ordre de bataille allemand le prouve maintenant avec évidence. Sans insister sur ce point, Manteuffel fit le récit des événements avec la modération marquée d'un homme qui répugne à chercher des excuses, même valables.

L'offensive fut déclenchée, le 16 décembre, sur un front de plus de 100 kilomètres, entre Monschau (au sud d'Aix-la-Chapelle) et Echternach (au nord-ouest de Trêves). L'attaque de la VII^{e} armée dans le secteur sud n'avait pas une grande portée, car elle ne pouvait engager que quatre divisions d'infanterie. L'attaque principale, concentrée sur un front étroit – à peine 25 kilomètres –, était menée par la 6^{e} armée de panzers de Sepp Dietrich, composée des 1er et 2^{e} corps de panzers SS, plus le 67^{e} corps d'infanterie. Bien que disposant d'un plus grand nombre de divisions blindées que la 5^{e} armée de panzers, elle n'était pas assez forte pour accomplir sa mission.

Les tentatives de l'aile droite de Sepp Dietrich furent presque aussitôt enrayées par la défense farouche des Américains, à Monschau. Son aile gauche perça, contourna Malmédy et réussit, le 18, à traverser l'Amblève au-delà de Stavelot, après avoir progressé de 50 kilomètres depuis son point de départ. Elle fut bloquée dans cet étroit défilé, puis acculée par une contre-attaque américaine. Tous ses efforts se brisèrent sur les réserves américaines qui affluaient à cet endroit et l'attaque de la 6^{e} armée de panzers fut un fiasco.

La 5e armée de panzers de Manteuffel attaqua sur un front plus large : 50 kilomètres. Il me retraça son dispositif et son itinéraire. Le 66e corps d'infanterie fut placé à sa droite, en direction de Saint-Vith, « parce que des obstacles importants ne permettraient pas à cet endroit une avance aussi rapide que dans les secteurs situés plus au sud ». Le 58e corps de panzers fut déployé au centre, entre Prüm et Waxweiler ; le 47e corps de panzers à gauche, entre Waxweiler et Bitburg, en direction de Bastogne. Au début, ces deux corps ne comprenaient que 3 divisions blindées et, malgré l'apport récent de renforts, le 47e corps n'avait que 60 à 100 chars par division – soit le tiers ou la moitié environ de son effectif normal. Les divisions blindées de Sepp Dietrich n'étaient guère plus riches en chars.

Dans le secteur de Manteuffel, le début des opérations fut plein de promesses : « Mes bataillons de choc s'infiltrèrent aussi rapidement que des gouttes de pluie entre les postes avancés américains. À 16 heures, les chars poussèrent de l'avant dans l'obscurité, aidés par le "clair de lune artificiel". Des ponts furent construits à la hâte sur l'Our et franchis vers minuit par les divisions blindées. À 8 heures du matin, elles avaient atteint les lignes principales des Américains et, soutenues par l'artillerie, elles les bousculèrent rapidement.

« Bastogne devait se révéler un sérieux obstacle. La VIIe armée, avec ses effectifs réduits, ne parvenait pas à remplir sa mission : bloquer les routes menant du sud vers Bastogne. » Après avoir passé l'Our à Dasburg, le 4e corps de panzers dut traverser un autre défilé dangereux à Clervaux, sur la Woltz. Les obstacles naturels, combinés avec ceux présentés par la saison, retardèrent son action. « La résistance fondait quand les chars arrivaient en force, mais cet avantage était neutralisé par les difficultés de mouvement de ces engins. À l'approche de Bastogne, l'opposition ennemie s'intensifia. »

Le 18, les Allemands s'approchèrent de Bastogne, après avoir couvert presque 50 kilomètres. Mais, la nuit précédente, le général Eisenhower avait mis les 82e et 101e divisions aéroportées, stationnées près de Reims, à la disposition du général Bradley. La 82e servit à renforcer le secteur nord et la 101e fut jetée sur Bastogne par route. Pendant ce temps, une partie de la 10e division blindée américaine était arrivée à Bastogne, juste à temps pour aider un régiment décimé de la 28e division à bloquer la première vague allemande. Quand la 101e division aéroportée arriva, pendant la nuit du 18, la défense de ce très important nœud de routes était assurée. Les deux jours

suivants, toutes les attaques dirigées sur ce point, soit de front, soit de flanc, furent repoussées.

Le 20, Manteuffel décida qu'il ne fallait plus tarder à balayer cet obstacle. « Je me rendis sur les lieux moi-même avec la division Panzer Lehr. Je poussai sur Saint-Hubert le 21. La 2e division de panzers contourna Bastogne par le nord. Pour couvrir ces mouvements de contournement, je masquai Bastogne, utilisant la 26e division de Volksgrenadiers pour encercler la ville, avec l'aide d'un régiment de Panzer-grenadiers de la division Panzer Lehr.

« Le 58e corps de panzers passa Houffalize et Laroche, après avoir effectué un court crochet, au nord, pour peser sur le flanc des forces qui résistaient au 66e corps, près de Saint-Vith, et aider ce dernier à avancer.

« Une partie de mes effectifs servant à masquer Bastogne, mes forces étaient diminuées et les probabilités d'atteindre la Meuse à Dinant compromises. De plus, la VIIe armée, encore arrêtée devant la Wiltz, n'avait pu la traverser. La 5e division de parachutistes, à sa droite, passa à travers mon secteur et parvint presque à une des routes du sud de Bastogne. »

La situation, moins favorable à présent, comportait plus de risques que Manteuffel ne l'imaginait. En effet, les réserves alliées affluaient de toutes parts en quantité bien supérieure aux effectifs engagés par les Allemands. Le maréchal Montgomery avait pris temporairement le commandement de toutes les forces situées sur le flanc nord de la brèche et avait envoyé le 30e corps britannique sur la Meuse pour étayer la Ire armée américaine. Sur le flanc sud, deux corps de la IIIe armée américaine du général Patton s'étaient tournés vers le nord ; le 22, un de ces corps lança une violente attaque sur la route Arlon-Bastogne. Malgré la lenteur de sa progression, il causa des pertes substantielles aux troupes que Manteuffel comptait employer pour l'exécution de ses missions.

L'heure n'était plus où les Allemands pouvaient exploiter les occasions qui se présentaient. Le coup dirigé par Manteuffel contre la Meuse inquiéta le Grand Quartier général allié, mais, venant trop tard, il ne pouvait entraîner de sérieux dangers. Le plan prévoyait l'arrivée des troupes allemandes à Bastogne le deuxième jour ; elles n'atteignirent cette ville que le troisième et ne réussirent à la contourner que le sixième. La 2e division de panzers avança une pointe qui atteignit presque Dinant, le 24, mais elle fut vite coupée.

La boue et le manque d'essence ralentissaient fortement l'avance allemande – à cause de la rareté du carburant, la moitié de l'artillerie seulement put être utilisée. L'aviation ne compensait en rien cette déficience ; le temps brumeux des premiers jours avait favorisé l'infiltration allemande en rendant l'aviation alliée inopérante. Le 23, le temps s'éclaircit, et les maigres moyens de la Luftwaffe furent impuissants à protéger les troupes de terre contre un terrible pilonnage, qui s'ajouta à tout le reste pour contenir la poussée allemande. Hitler avait là sa part de responsabilité ; il payait son erreur d'avoir disposé la majeure partie de ses forces à son aile droite, avec la 6e armée de panzers, là où le terrain aux espaces réduits interdisait de manœuvrer.

La première semaine, l'offensive était loin d'avoir atteint ses objectifs. L'accélération de l'avance, au début de la deuxième semaine, fut illusoire : elle se bornait à une infiltration entre les principaux carrefours des routes maintenant solidement tenues par les Américains. La veille de Noël, Manteuffel téléphona directement au quartier général de Hitler pour exposer la situation sans détours et proposer des dispositions à prendre. Parlant à Jodl, il expliqua ceci : le temps pressait, Bastogne donnait beaucoup de fil à retordre ; l'avance de la VIIe armée était insuffisante pour couvrir son flanc, il s'attendait à une contre-attaque alliée imminente venant du sud et empruntant les routes. « Faites-moi connaître ce soir les directives du Führer. La question est la suivante : dois-je mettre en œuvre la totalité de mes moyens pour prendre Bastogne ou bien continuer à masquer la ville avec des effectifs réduits et porter tout mon poids sur la Meuse ?

« J'indiquai ensuite qu'il ne fallait rien espérer de plus que d'atteindre la Meuse. J'exposai mes raisons. Primo, à cause du retard à Bastogne. Secundo, parce que la VIIe armée était trop faible pour bloquer les routes du sud. Tertio, parce que, après huit jours de bataille, les concentrations alliées et leurs solides défenses sur la Meuse devaient certainement rendre impossible la création d'un passage permettant de traverser le fleuve. Quarto, parce que la 6e armée de panzers n'ayant pas pénétré suffisamment se trouvait, pour le moment, retenue sur la ligne Monschau-Stavelot. Quinto, j'avais la certitude que nous serions obligés de livrer une bataille sur la rive droite de la Meuse, car j'avais intercepté et déchiffré des messages radio émis par la régulation routière alliée de Huy ; celle-ci envoyait régulièrement des rapports sur les effectifs qui traversaient son secteur. »

Ensuite Manteuffel exposa ses propres projets : frapper vers le nord, avec comme objectif : encercler les armées alliées stationnées à l'est de la Meuse et nettoyer cette boucle du fleuve. Cela permettrait de renforcer les positions allemandes. « Dans ce but, je demandai instamment que toute mon armée, renforcée par les réserves dont disposait l'OKW et les réserves de la 6e armée de panzers, soit concentrée au sud de l'Ourthe, près de Laroche, pour opérer un mouvement tournant au-delà de Marche, vers Liège. Je dis : "Donnez-moi ces réserves et je prendrai Bastogne ; j'atteindrai la Meuse et me dirigerai vers le nord, aidant ainsi la VIe armée dans son avance." Je terminai en insistant sur les points suivants : il me fallait une réponse cette nuit même, les réserves de l'OKW devaient être pourvues d'une quantité d'essence suffisante, l'aviation devait m'appuyer : jusqu'alors, je n'avais vu que des avions ennemis !

« Cette nuit-là, le commandant Johannmeier, chef d'état-major du Führer, vint me voir et, après notre conversation, téléphona à Jodl, qui dit que le Führer n'avait pas encore pris de décision. Il ne pouvait rien faire de plus, pour le moment, que de m'octroyer une division blindée supplémentaire.

« Je ne reçus le reste des réserves que le 26…, mais elles étaient paralysées par le manque d'essence, immobilisées sur une étendue de 150 kilomètres, juste au moment où j'en avais le plus grand besoin ! » (La situation comportait un à-côté cocasse : le 19, les Allemands se trouvaient à 400 mètres de l'énorme dépôt d'essence d'Audimont, près de Stavelot, contenant 10 millions de litres : c'est-à-dire cent fois plus que le plus important dépôt tombé entre leurs mains.)

Je demandai à Manteuffel si – en supposant qu'il ait reçu à temps les réserves et l'essence réclamées – il comptait encore, le 24 décembre, remporter un succès. Il répondit : « Un succès limité, oui. Nous aurions atteint la Meuse et peut-être établi des têtes de pont un peu au-delà. » Quand je creusai la question, il admit qu'une arrivée aussi tardive sur la Meuse aurait, en fin de compte, causé plus d'embarras que d'avantages.

« Nous avions à peine commencé cette nouvelle marche en avant que les Alliés lancèrent leur contre-offensive. Je téléphonai à Jodl et le priai d'avertir le Führer que j'allais retirer mes éléments avancés du saillant que nous avions formé sur la ligne Laroche-Bastogne. Mais Hitler interdit ce recul. De sorte que, au lieu d'opérer notre retraite à temps, nous fûmes repoussés et émiettés sous la pression des attaques alliées. Autant de pertes

que nous aurions pu éviter ! Le 5 janvier, la situation prit une telle gravité que je craignis de voir nos deux armées coupées par Montgomery. Nous évitâmes ce malheur, mais au prix de quels sacrifices ! Nos pertes furent bien plus élevées à la fin des hostilités qu'au début à cause du refus systématique de Hitler devant toute proposition de retraite. Ce fut la cause de notre effondrement, car nous ne pouvions plus nous permettre de telles coupes claires dans nos effectifs. »

Les conséquences

Manteuffel résuma cette dernière étape de la guerre en deux phrases : « Après l'échec des Ardennes, Hitler conduisit la guerre en "caporal". Finis les plans grandioses ! On en était réduit à une poussière de batailles dispersées. » Puis : « Lorsque je vis l'offensive des Ardennes bloquée, je voulus opérer une retraite générale – d'abord jusqu'à notre ligne de départ, puis jusqu'au Rhin ; mais Hitler ne voulut rien entendre. Il préféra sacrifier la masse de ses armées les plus importantes en une lutte stérile sur la rive gauche du Rhin. »

Rundstedt approuva ce jugement. Il fit ressortir d'abord que lui, le plus haut placé des chefs militaires chargés d'exécuter l'offensive, n'avait jamais compris l'intérêt de celle des Ardennes. Il ajouta : « Nos flancs, de plus en plus allongés au fur et à mesure de notre avance, offraient chaque jour une prise plus grande aux contre-attaques alliées. » Rundstedt illustrait ses paroles par un tracé sur la carte. « Je voulais arrêter l'offensive à son début, alors que, de toute évidence, elle n'atteindrait pas son objectif. Hitler insista, furieux, pour la continuer : ce fut un deuxième Stalingrad. »

L'offensive des Ardennes porta jusqu'à l'absurde le dicton militaire que « la meilleure des défenses est l'attaque ». L'attaque fut, en l'occurrence, « la pire des défenses » et anéantit toute possibilité de résistance ultérieure pour les Allemands.

À partir de ce moment, les chefs allemands se préoccupèrent non pas de pouvoir arrêter l'avance alliée, mais des motifs de sa lenteur, qui retardait la fin de la guerre.

Attachés à leur poste par la politique de Hitler et la police de Himmler, ils appelaient la délivrance de tous leurs vœux. Pendant les neuf derniers mois de la guerre, ils discutèrent longuement de la possibilité d'établir le contact avec les Alliés pour conclure une reddition.

Tous mes interlocuteurs se plaignirent de la politique de « reddition sans conditions » des Alliés qui, soutenaient-ils, avait prolongé la guerre. Avec une autre formule, eux et – ce qui est beaucoup plus important – leurs troupes auraient été disposés à se rendre plus tôt, par groupes ou collectivement. Écouter « en fraude » les émissions de la radio alliée était une coutume répandue, mais la propagande alliée ne précisa jamais les conditions de paix qui auraient pu encourager les Allemands à abandonner la lutte. Son silence sur ce point tendait à confirmer les affirmations de la propagande nazie : s'ils se rendaient, un sort affreux les attendait. Aussi les Allemands continuèrent-ils à se battre alors que, depuis longtemps, ils se seraient volontiers rendus.

CHAPITRE 24

HITLER VU PAR UN JEUNE GÉNÉRAL

Au cours d'un entretien sur l'offensive des Ardennes, Manteuffel esquissa un portrait de Hitler, en tant que chef militaire, très différent de celui brossé par les généraux plus âgés. Il vaut la peine d'être rapporté, car il aide à expliquer les fondements de sa puissance et de son échec.

La façon dont Manteuffel se fit remarquer par Hitler est caractéristique. En août 1943, Manteuffel commandait la 7e division blindée – dont Rommel avait été le chef en 1940. Elle faisait partie du groupe d'armées de Manstein. Cet automne-là, le flot russe traversa le Dniepr, reprit Kiev, puis déferla, irrésistible, vers la frontière polonaise. Aucune réserve ne permettait à Manstein de faire face à ce nouveau danger ; il chargea Manteuffel de regrouper toutes les unités qu'il pourrait trouver pour improviser une contre-attaque. Manteuffel fit irruption sur les arrières des Russes qui avançaient, les chassa, par une attaque de nuit, de la gare d'embranchement de Jitomir et fonça vers le nord pour reprendre Korosten. Divisant ses maigres effectifs en petits groupes mobiles, Manteuffel réussit à créer l'illusion chez l'ennemi qu'il possédait des forces importantes. La soudaineté de cette riposte entraîna l'arrêt des Russes.

Après cette réussite, Manteuffel développa encore son procédé d'attaque par raids. Ses groupes s'inséraient profondément entre les colonnes russes et les attaquaient par-derrière. « J'étais gêné par l'indépendance des Russes à l'égard d'un système de ravitaillement normal – ces raids "intérieurs" ne tombaient jamais sur une colonne de ravitaillement –, mais, en plus de mes attaques contre les arrières des troupes, je réussis à m'emparer de groupes d'états-majors et de centres de transmission. De telles incursions furent très efficaces pour porter la confusion chez l'ennemi. Bien entendu, pour des opérations de ce genre, une division blindée doit se suffire à elle-même et

emporter tout ce qui lui est nécessaire pour ne pas dépendre, tant que durera son action, d'un service d'approvisionnements. »

Sans aucun doute, Manteuffel appliqua la méthode du général (à cette époque général de brigade) Hobart, qui en fit la démonstration dans la plaine de Salisbury, en 1934-1935, avec la 1re brigade de chars ; démonstration qui, d'ailleurs, ne put convaincre l'État-Major général britannique.

Hitler se montra fort satisfait de ce nouveau procédé et, désireux d'en savoir plus long à ce sujet, il invita, à l'occasion de la Noël, Manteuffel et le commandant de son régiment de chars, le colonel Schultz, à son quartier général d'Angerburg, en Prusse-Orientale. Hitler félicita Manteuffel et lui dit : « Comme cadeau de Noël, je vous donnerai 50 chars. »

Au début de 1944, Manteuffel reçut le commandement d'une division spécialement renforcée, la Grossdeutschland. Elle eut pour mission, en divers secteurs, tantôt d'arrêter une poussée, tantôt de délivrer des troupes bloquées par l'avance ennemie. En septembre, il se fraya un chemin jusqu'aux forces allemandes cernées près de Riga, sur la côte de la Baltique. Ce haut fait lui valut un avancement rapide, et il prit la tête de la 5e armée de panzers à l'Ouest.

Tout au long de l'année 1944, Manteuffel eut plus d'entrevues avec Hitler que tout autre chef. Le Führer le convoquait souvent à son quartier général pour discuter avec lui des missions urgentes qu'il voulait lui confier et pour le consulter sur des problèmes relatifs à l'emploi des forces blindées. Ces relations de quasi-intimité permirent à Manteuffel de soulever le masque qui terrifiait ou médusait les autres généraux.

« Hitler, par un magnétisme personnel, exerçait un ascendant irrésistible sur ses interlocuteurs au cours d'une discussion. Ceux-ci exposaient leurs arguments, mais succombaient graduellement à l'influence puissante de la personnalité du Führer et finissaient souvent par approuver des opinions diamétralement opposées aux leurs. Quant à moi, vers la fin de la guerre, j'étais arrivé à bien connaître Hitler ; je parvenais, en l'empêchant d'éluder une question, à maintenir mon point de vue. À l'inverse de nombreuses autres personnes, je ne le craignais pas. Mon succès à Jitomir avait attiré son attention ; après sa réception de Noël, il me convoquait souvent à son quartier général pour me consulter.

« Hitler avait lu une grande quantité d'ouvrages militaires et montrait un goût marqué pour les conférences traitant du même sujet. De cette façon, à

son expérience de simple soldat de la guerre précédente, il ajoutait une solide connaissance de certaines notions élémentaires de la guerre : les propriétés des différentes armes, l'importance du terrain et des conditions atmosphériques, la mentalité et le moral des troupes. Il faisait preuve d'une habileté particulière pour jauger l'état d'esprit des hommes. Sur ces matières, je me trouvais rarement en désaccord avec lui. Par contre, il ne possédait aucune notion des hautes spéculations stratégiques et tactiques. S'il saisissait le maniement d'une division, celui d'une armée entière lui était étranger. »

Manteuffel exposa les circonstances qui firent adopter le système de défense en « hérisson » et expliqua pourquoi Hitler fut amené à l'employer avec exagération.

« Quand nos troupes, cédant devant les attaques russes, reculaient, comme attirées par un aimant, vers les villes entourées de lignes fortifiées, elles s'y agglomeraient instinctivement et, une fois regroupées, opposaient une résistance acharnée aux assauts. Hitler saisit promptement la valeur de ces points de ralliement. Toutefois, il n'accorda pas aux commandants de secteurs la liberté de modifier leurs dispositions et de reculer si nécessaire. Il exigea que chaque cas lui soit soumis. Trop souvent, avant que sa décision soit prise, les Russes avaient fait sauter les défenses à bout de forces.

« Il avait un flair réel pour traiter de stratégie et de tactique, il excellait dans les mouvements de surprise, mais il lui manquait les éléments techniques de base, indispensables pour leur application efficiente. Il avait, en outre, tendance à se griser de chiffres et de quantités. Au cours de la discussion d'un problème, il saisissait constamment le téléphone, appelait un chef de service et demandait : "Quelles sont nos disponibilités en telle ou telle chose ?" Il se tournait alors vers son interlocuteur, lui assenait son chiffre et ajoutait : "Voilà !"… comme si la solution était trouvée. Il se contentait trop souvent de chiffres sur le papier sans s'inquiéter de contrôler s'ils correspondaient à la réalité. Il en était toujours ainsi, qu'il s'agisse de chars, d'avions, de fusils ou de pelles.

« En général, il téléphonait à Speer ou au responsable des usines, Buhle. Ce dernier avait toujours un calepin à sa portée, contenant tous les renseignements susceptibles d'être demandés par Hitler, ce qui lui permettait de répondre sur-le-champ. Cependant, même si le chiffre correspondait à une production réelle, la majeure partie du matériel en

question se trouvait encore dans les usines et non sur le front. Göring procédait de la même façon lorsqu'il se déclarait capable de constituer, dans un court délai, avec la Luftwaffe, dix divisions de troupes de terre ; il oubliait seulement que les officiers, entraînés aux seules opérations aériennes, auraient besoin d'un certain temps pour recevoir l'instruction indispensable à la conduite de manœuvres au sol. »

Je fis part à Manteuffel de mes observations : plus j'entendais les Allemands décrire la guerre, plus se confirmait mon impression que Hitler avait une disposition naturelle pour la stratégie et les tactiques originales, tandis que la haute compétence de l'État-Major général était presque totalement dépourvue d'originalité. D'après les réflexions de quelques généraux, je compris que les erreurs techniques de Hitler provoquaient en eux une telle exaspération qu'ils en arrivaient à ignorer la valeur et les possibilités de ses idées ; de son côté, le Führer s'irritait de leur conformisme et de leur manque de réceptivité. C'est ainsi, me semble-t-il, que Hitler et ses généraux se mirent à tirer à hue et à dia au lieu de joindre leurs efforts pour la lutte. Manteuffel approuva ma formule qui, disait-il, évoquait parfaitement toutes les dissensions dans le domaine militaire et il ajouta : « Lorsque je me rendis à l'invitation de Hitler à passer Noël avec lui en 1943, je lui dis à peu près la même chose, alors que nous parlions de l'antagonisme qui oppose la vieille école aux partisans des chars. Les généraux déjà anciens ne pouvaient faire l'effort d'imagination nécessaire pour comprendre l'état d'esprit des hommes dans cette nouvelle forme de la guerre. »

CONCLUSION

Quelles conclusions convient-il de tirer de cette étude sur les chefs allemands de la dernière guerre et des opérations qu'ils conduisirent ? Ce fut une succession d'échecs complets sur le plan de la politique de guerre ou de la stratégie générale, et des réussites remarquables, bien qu'inégales, dans le domaine de la stratégie pure et de la tactique. L'explication en est double. Les professionnels de l'ancienne école, imbus du système État-Major général, se montraient très compétents, mais dépourvus de génie, malgré leur immense capacité de travail. Leur grande compétence portait en elle ses propres limites. Ils avaient trop tendance à considérer la guerre non comme un art, mais comme une partie d'échecs, et différaient en cela des célèbres spécialistes militaires. Trop portés à mépriser ceux de leurs collègues qui professaient des idées nouvelles, ils manifestaient un dédain qui ne connaissait plus de bornes quand ces idées émanaient d'amateurs. Le champ de leur vision s'étendait rarement au-delà du champ de bataille.

Hitler se montrait plus apte à apprécier la valeur des idées nouvelles, des jeunes talents, des armes modernes. Il reconnut les possibilités des forces mécanisées mobiles bien avant l'État-Major général. Parce qu'il épaula Guderian, pionnier en Allemagne de cette arme nouvelle, le mérite des premières victoires doit lui revenir. Hitler possédait l'intuition qui caractérise le génie, mais commettait des erreurs élémentaires de calcul et d'action. Les jeunes chefs qu'il distinguait et favorisait présentaient les mêmes tendances – ce fut le cas notamment de Rommel, le préféré entre les « hommes nouveaux ». De tels hommes, doués de l'instinct des effets de surprise, reconnaissaient l'immense valeur de ce procédé pour paralyser l'ennemi. Ils remirent en usage dans la guerre moderne, en les rajeunissant, les ruses et les stratagèmes déclarés démodés et inapplicables de nos jours par les éminents chefs militaires des cinquante dernières années. Hitler

réussit à dénoncer le conformisme et prit ainsi l'avantage sur la hiérarchie militaire. Il se montra plus ardent à exploiter cette dernière qu'à la consolider.

Les événements justifiaient parfois les intentions des amateurs ; ils donnaient, néanmoins, plus souvent raison aux hommes de métier et à leurs prévisions mathématiques. La jalousie latente entre les deux clans empoisonnait les immanquables divergences de vues ; elle fut plus nocive pour l'Allemagne que les erreurs commises par les uns ou les autres. Il va de soi que la hiérarchie officielle devenait toujours le bouc émissaire de ces conflits. Antagonisme probablement inévitable, car jamais le métier de guerrier n'a conduit ses adeptes à la sagesse ou ne les a prédisposés à concilier des convictions contraires.

En toutes circonstances, la politique et le tempérament de Hitler le rendaient déjà difficile à manier ; les nombreux cas où ses intuitions furent reconnues plus exactes que les raisonnements des professionnels et l'attitude de ces derniers le rendirent complètement rétif. Au surplus, ni les militaires de carrière ni les amateurs dans l'art de la guerre ne reconnaissaient leurs propres défauts.

Les généraux allemands de cette guerre, les meilleurs au monde, étaient, professionnellement parlant, parfaits. Des vues plus larges et plus de compréhension auraient grandement augmenté leur valeur. Mais, devenus philosophes, ils auraient cessé d'être soldats.

ANNEXES

LE HAUT COMMANDEMENT ALLEMAND

Commandant en chef de l'ensemble des forces (Wehrmacht) :

1933-1938 Blomberg
1938-1945 Hitler, Keitel

Commandant en chef de l'armée :

1933-1938 Fritsch
1938-1941 Brauchitsch
1941-1945 Hitler

Chef de l'État-major général :

1933-1938 Beck
1938-1942 Halder
1942-1944 Zeitzler
1944-1945 Guderian

POSTES OCCUPÉS PENDANT LA GUERRE PAR QUELQUES AUTRES GÉNÉRAUX CITÉS

BLUMENTRITT

I.A. de Rundstedt (chef opérations) en Pologne, 1939 et à l'Ouest, 1940.
Chef É.-M. IVe armée (Kluge) en Russie, 1941.
Chef adj. É.-M.G., 1942.
Chef É.-M. à l'Ouest, sept. 1942-sept. 1944.
C.A. et armée à l'Ouest, oct. 1944-mai 1945.

BOCK

Groupe d'armées Nord en Pologne, 1939.
Groupe d'armées B à l'Ouest, 1939-1940.
Groupe d'armées Centre Russie, 1941.
Limogé au début de 1942.

HEINRICI

12e C.A. à l'Ouest, 1940.
43e C.A. en Russie, 1941.
IVe armée en Russie, 1942-mai 1944.
1re armée de panzers, 1944-1945.
Groupe d'armées W de la défense de Berlin, mars 1945.

KLEIST

Corps de panzers en Pologne, 1939.
Groupe de panzers à l'Ouest, 1940.
Groupe de panzers en Russie, 1941.
1re armée de panzers en Russie, 1943.
Groupe d'armées A en Russie, octobre 1942-1944. Limogé.

KLUGE

IVe armée en Pologne, 1939.
IVe armée à l'Ouest, 1939-1940.
IVe armée en Russie, 1941.
Groupe d'armées Centre en Russie, 1942-1943.
Ct. en chef à l'Ouest, juillet-août 1944 ; remplacé, se suicide.

LEEB

Groupe d'armées C à l'Ouest, 1939-1940.

Groupe d'armées Nord en Russie, 1941.
Démissionne au début de 1942.

MANSTEIN

Chef É.-M. de Rundstedt en Pologne et à l'Ouest, 1939-janvier 1940.
38e C.A. à l'Ouest 1940.
56e corps de panzers en Russie, 1941.
XIe armée en Russie, sept. 1941-nov. 1942.
Groupe d'armées en Russie, 1943.
Limogé en mars 1944.

MANTEUFFEL

Rég. inf. mot. 7e div. de panzers (Rommel) à l'Ouest, 1940 et en Russie, 1941.
Brig. inf. mot. 7e div. de panzers en Russie, 1942.
Div. mixte en Tunisie, début 1943.
7e et div. de panzers « Grossdeutschland » en Russie, 1943-1944.
5e armée de panzers à l'Ouest, septembre 1944-1945.

MODEL

Chef. É.-M. XVIe armée (Busch) à l'Ouest, 1940.
3e div. puis corps de panzers en Russie, 1941.
IXe armée en Russie, 1942-1943.
Groupe d'armées Nord, Sud, Centre en Russie, octobre 1943-août 1944.
Groupe d'armées B à l'Ouest, 1944-1945 ; et en chef temporaire à l'Ouest, fin août 1944.

REICHENAU

10e armée de panzers en Pologne, 1939.
VIe armée à l'Ouest, 1940 et en Russie, 1941.
Groupe d'armées Sud Russie, déc. 1941.
Mort en janvier 1942.

ROMMEL

7e div. de panzers à l'Ouest, 1940.
Afrika Korps, puis armée de panzers en Afrique, 1941-avril 1943.
Groupe d'armées en Italie du Nord, 1943.
Groupe d'armées B à l'Ouest, 1944.
Blessé en juillet ; se suicide sur ordre en octobre.

RUNDSTEDT

Groupe d'armées Sud en Pologne, 1939.
Groupe d'armées A à l'Ouest, 1939-1940.
Groupe d'armées Sud en Russie, 1941.
Ct. en chef à l'Ouest de 1942 au 2 juillet 1944 et du 4 septembre 1944 au 18 mars 1945.

THOMA

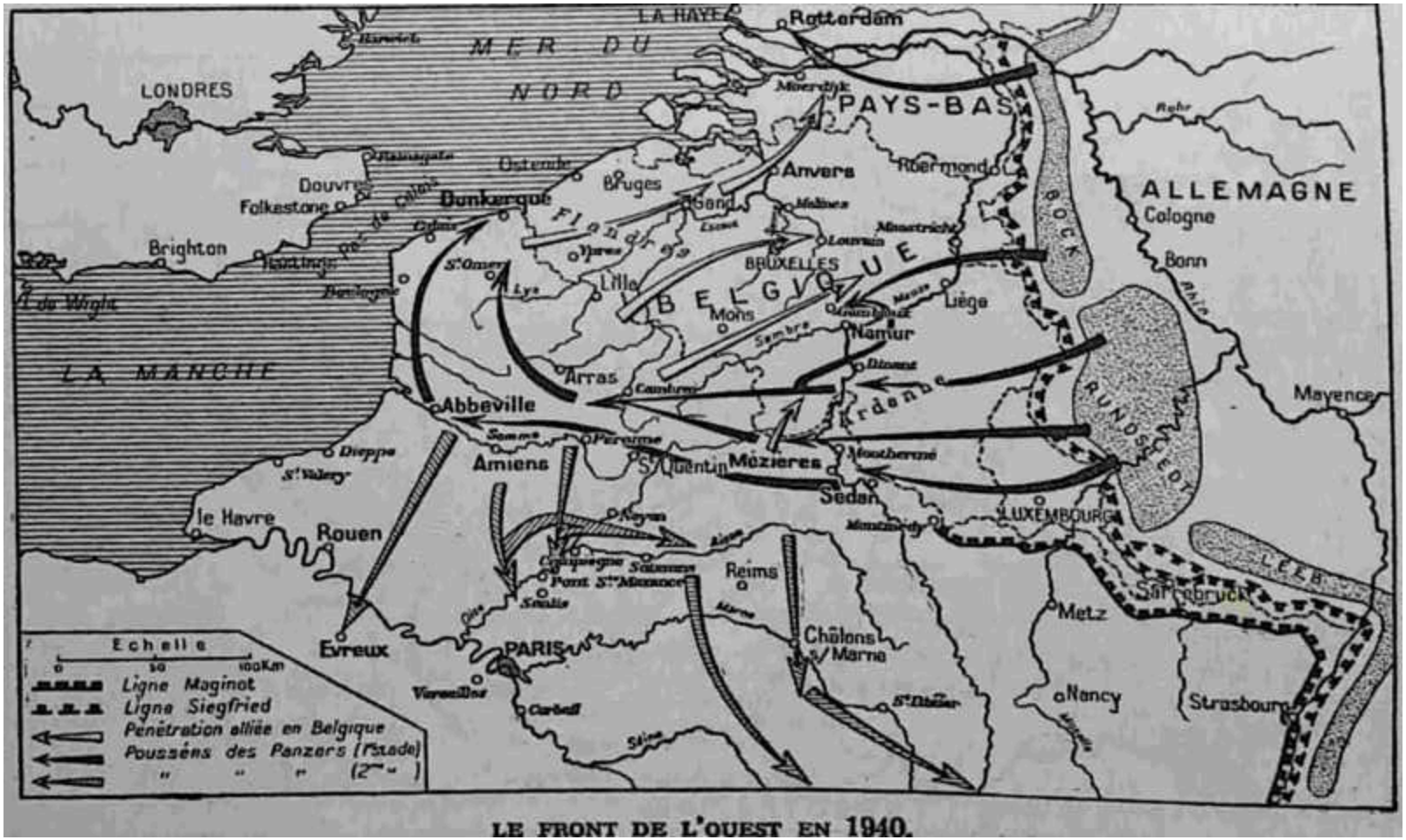
Troupes allem. en Espagne, 1936-1939.
Brig. de panzers en Pologne, 1939.
Direct. des forces mobiles à l'É.-M.G., 1940.
Div. puis corps de panzers en Russie, 1941-1942.
Afrika Korps, sept.-nov. 1942. Capturé à Alamein.

TIPPELSKIRCH

30e div. inf. en Russie, 1941-1942.
12e C.A. en Russie, 1943-1944.
IVe armée en Russie, mai-juillet 1944 (blessé accident aviation).
XIVe armée en Italie, début 1945.
IVe armée en Allemagne orientale, avril 1945.

CARTES

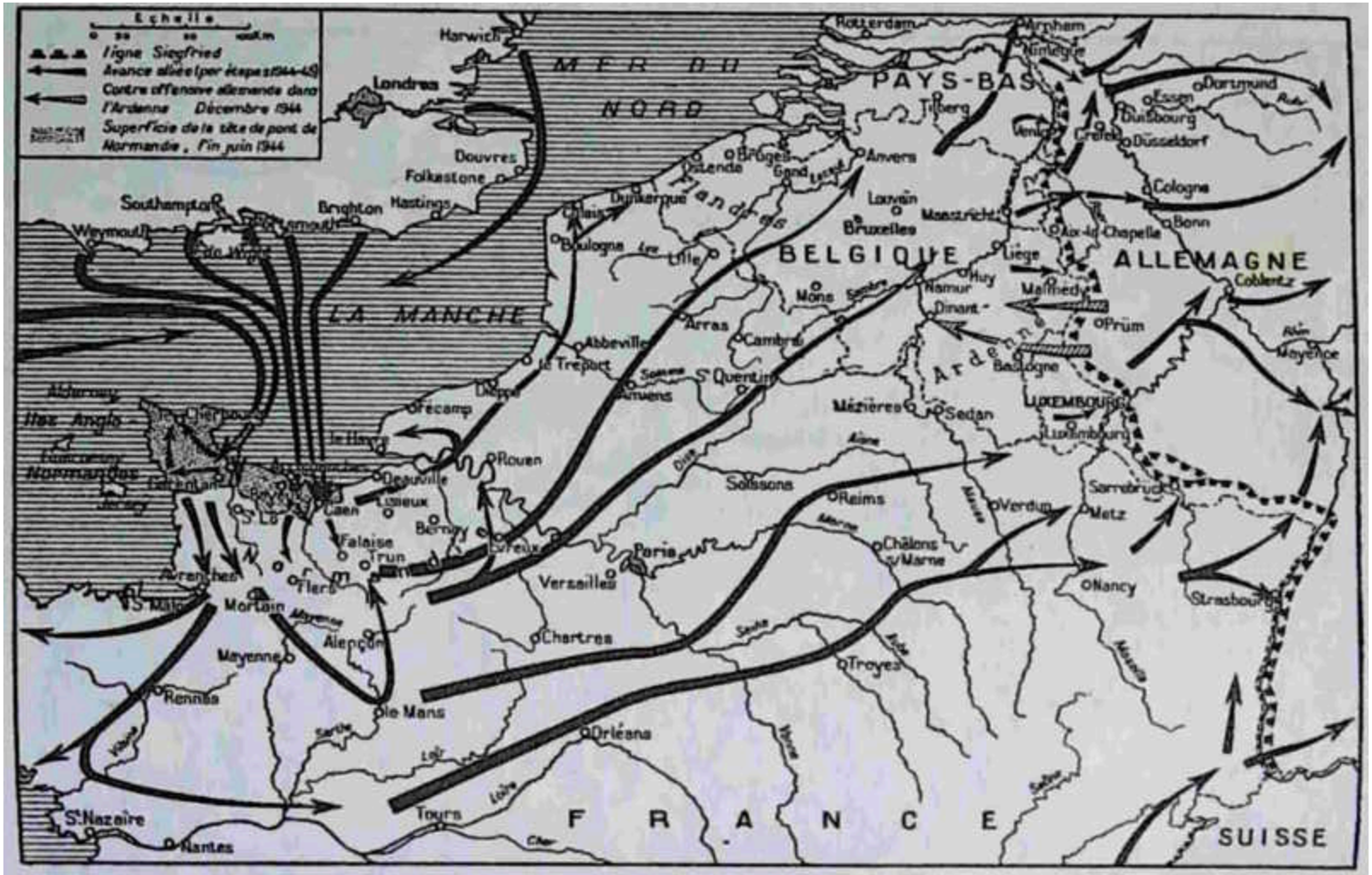
LE FRONT DE L'OUEST EN 1940.
LA MÉDITERRANÉE.
LE FRONT DE L'EST.
LE FRONT DE L'OUEST 1944-1945.



LE FRONT DE L'OUEST EN 1940.

LA MÉDITERRANÉE.

LE FRONT DE L'EST.



LE FRONT DE L'OUEST 1944-1945.

NOTES

1 « Celui qui est guidé ». Dans le Coran, sorte de messie, de prophète appelé à apparaître pour sauver l'homme du mal. (*N. d. T.*)

2 Basil H. Liddell Hart, *Stratégie*, traduction et présentation de Lucien Poirier, tempus, 2007. (*N. d. T.*)

3 Gerd von Rundstedt (1875-1953) fut accusé de crimes de guerre mais jamais jugé, son âge et son état mental instable ayant fini par convaincre les autorités britanniques d'abandonner les poursuites. Il fut libéré en 1948. (*N. d. T.*)

4 Tropisme interprofessionnel ou assertion due au manque de recul historique ? Le point de vue de Liddell Hart est moins tenable aujourd'hui. De nombreux officiers allemands, dont une partie de ceux qu'il interrogea, ont été depuis montrés du doigt comme les complices zélés du régime ou, tout du moins, pour leur acceptation docile, voire cynique, des directives les plus atroces. Le mythe consistant à présenter une Wehrmacht propre opposée à une Waffen SS cause de tous les maux, très en vogue dans les années 1950 à un moment où les cadres de la Bundeswehr en reconstruction étaient tous issus de l'armée allemande de la Seconde Guerre mondiale, a été largement remis en cause depuis la fin des années 1990. Voir notamment *L'Armée d'Hitler* d'Omer Bartov (Hachette, 1999), *Des hommes ordinaires* de Christopher Browning (Les Belles Lettres, 2002) ou la biographie d'*Erich von Manstein* de Bruno Lemay (Perrin, 2006, tempus, 2010). Si certains chefs résistèrent tacitement aux ordres de Hitler, ils ne constituèrent qu'une minorité. (*N. d. T.*)

5 La valeur du plan Schlieffen est aujourd'hui contestée et il est fort douteux qu'il eût pu permettre d'obtenir les résultats décisifs que

semblaient promettre les premières semaines de progression. Les armées allemandes ne pouvaient que finir par contourner Paris, par le nord ou le sud, s'exposant ainsi à des contre-attaques mortelles… ce qui se déroula effectivement. Peu avant de mourir, Schlieffen avait d'ailleurs laissé une note accablée indiquant que son plan ne marchait pas. Voir John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, tempus, 2005). (*N. d. T.*)

6 En français dans le texte. (*N. d. T.*)

7 Le *Deutschnationale Volkspartei*, parti conservateur et monarchiste né après la Première Guerre mondiale et qui s'alliera aux nazis en 1931, avant de se dissoudre. (*N. d. T.*)

8 Théorie défendue par Clausewitz dans son ouvrage *De la guerre.* (*N. d. T.*)

9 Cette combinaison fit hélas merveille, si l'on peut dire, sur le front de l'Est ou dans les Balkans, tant dans la lutte contre les partisans que dans ce que certains historiens appellent aujourd'hui la « Shoah par balles ». Au début des années 1950, l'aveuglement restait grand sur les responsabilités de la Wehrmacht et l'étendue de ses crimes. (*N. d. T.*)

10 Les méthodes de Sherman enflammèrent aussi l'imagination du général Patton, en particulier en ce qui concerne la façon dont elles exploitaient l'approche indirecte et la nécessité de se débarrasser des impedimenta pour acquérir une plus grande mobilité. Lorsque je rencontrai Patton en 1944, peu de temps avant qu'il conduise son armée à travers la Normandie, il me raconta qu'il avait une fois consacré une longue permission à étudier sur place, mon livre à la main, les campagnes de Sherman. Nous discutâmes de la possibilité d'appliquer ces théories à la guerre moderne. Il en démontra l'application plus tard, dans sa course de la Normandie à la Moselle. Le général Wood, qui commandait la 4e division blindée, fer de lance de Patton, était un autre partisan enthousiaste de ces principes et, en atteignant la Seine, il m'écrivit pour me raconter leur succès.

11 Wilhelm Josef Ritter von Thoma (1891-1948), officier allemand ayant servi durant la Première Guerre mondiale, en Espagne durant la guerre civile puis en Afrique aux côtés de Rommel. Général de chars. (*N. d. T.*)

12 Herbert Norkus dit « Quex », membre des Jeunesses hitlériennes, né en 1916, trouva la mort en janvier 1932 lors d'affrontements avec des militants

communistes. Sa mort fut utilisée à des fins de propagande par Goebbels, et sa vie fut montée en épingle dans un roman puis dans un film, le montrant comme l'archétype du jeune Aryen courageux et idéaliste. (*N. d. T.*)

13 Nobles non titrés constituant l'aristocratie foncière de la Prusse et de l'Allemagne orientale, et occupant des postes prestigieux civils et militaires. (*N. d. T.*)

14 Il convient de noter que lors de la phase cruciale de l'encerclement de Dunkerque, durant la campagne de 1940, Halder fît montre d'une meilleure compréhension de l'importance de la percée des blindés que tous les autres officiers du haut commandement allemand.

15 Voir chapitre 5 ; et chapitre 10, « L'avènement du blindé ».

16 Dans sa biographie de Manstein, Bruno Lemay montre que les controverses Hitler-Manstein portèrent pour l'essentiel sur des questions purement militaires. Manstein se garda bien d'interférer de quelque manière que ce fût sur la politique des nazis. (*N. d. T.*)

17 En français dans le texte.

18 Les adversaires civils de Hitler accusent les généraux d'avoir laissé mijoter leur colère sans jamais l'amener à exploser.

19 Vidkun Quisling (1887-1945), principal artisan de la collaboration de la Norvège avec les nazis. Son nom était devenu, après la Seconde Guerre mondiale, synonyme de la compromission avec l'Allemagne hitlérienne. Voir aussi p. 65. (*N. d. T.*)

20 C'est dans le champ de manœuvres situé non loin de la ville d'Aldershot que l'arme blindée britannique fut développée (*N. d. T.*)

21 Notons également que deux divisions blindées allemandes, dont celle de Rommel, étaient équipées de chars tchèques, dits 35(t) et 38(t), le chiffre désignant l'année de mise en service et le (t) signifiant « tchèque ». Rommel ne tarissait pas d'éloges sur ces modèles, robustes, rapides et bien armés, supérieurs pour les plus récents aux Pz III et dont l'armée allemande n'aurait jamais pu disposer sans la reculade franco-britannique de Munich. Tragique retour de l'histoire. (*N. d. T.*)

22 J'ai souvent remarqué ceci : lorsque les plus anciens des généraux allemands voulaient critiquer un chef exceptionnellement énergique qui ne

se conformait pas à leurs propres routines d'opérations, méthodiquement conduites comme une partie d'échecs, ils le qualifiaient de « taureau ». Ce terme conviendrait mieux à ceux qui utilisent des coups de boutoir pour démolir des positions solidement défendues plutôt qu'aux partisans de l'audace et de la vitesse, qualités capables de désorganiser l'ennemi.

23 Notons que les troupes « aéroportées » ici mentionnées combattaient au sol. (*N. d. T.*)

24 En français dans le texte.

25 En français dans le texte.

26 Il est curieux de rapprocher ces déclarations du souvenir que maints officiers français ont des exercices sur la carte effectués à l'École de guerre entre 1930 et 1939, ayant pour thème la traversée des Ardennes par l'ennemi. (*N. d. T.*)

27 La même vision prévalait au sein de l'État-Major britannique. Dans plusieurs de mes ouvrages, j'avais critiqué cette opinion dépassée et affirmé qu'il était très exagéré de présenter les Ardennes comme infranchissables – en vain. Lorsqu'en novembre 1933, on me demanda comment nos formations de chars légers – dont le ministère de la Guerre venait d'autoriser la formation – pourraient être utilisées de manière optimale, je suggérai qu'en cas d'invasion allemande de la France, nous devrions contre-attaquer avec des blindés dans les Ardennes. On me répondit que « les Ardennes étaient infranchissables pour les chars » et je répliquai qu'après un examen approfondi du terrain, je tenais ce point de vue pour erroné.

28 Ces exercices sur carte, connus dans le monde anglo-saxon sous le nom de *wargame* et de « jeu de guerre » en France, étaient pratiqués par l'État-Major allemand depuis la fin du XIX^{e} siècle. Les Allemands en étaient particulièrement friands et continuèrent de s'y exercer durant toute la guerre. Ainsi, le 6 juin 1944, de nombreux officiers supérieurs de la VII^{e} armée allemande stationnée en Normandie devaient assister à Rennes à un *Kriegspiel* ayant pour thème : « Débarquement allié en Normandie précédé de largages de parachutistes » (*N. d. T.*)

29 Rappelons-le : le général qui fut pris à Stalingrad à la tête des débris de la VI^{e} armée allemande s'appelait Paulus et non « von Paulus ». (*N. d. T.*)

30 Guderian affirma quant à lui que son mouvement vers le nord ne débuta pas avant le 22. « Sans ordres, nous fîmes halte le 21. » Mais il déplaça ses éléments de pointe sur la ligne de l'Authie afin de se préparer à pousser vers le nord.

31 En français dans le texte.

32 La division de parachutistes et la 22e division aérotransportée (planeurs), formant le 11e corps aérien.

33 Des témoignages concordants indiquent cependant que Hitler se montra plus empressé d'abandonner le plan d'invasion que d'adopter le plan alternatif défini dans le mémorandum de Jodl. Si l'idée d'intervenir en Méditerranée le titillait, il inclinait de plus en plus pour une invasion de la Russie. Raeder et Göring furent les principaux avocats de l'attaque des positions britanniques en Méditerranée – car ils étaient manifestement soucieux de dissuader Hitler d'envahir la Russie. Jodl, entrevoyant les avantages d'un tel mouvement, partageait les craintes de Hitler face à la menace d'une attaque russe.

34 Eamon De Valera (1882-1975), chef du gouvernement de la république d'Irlande, fut durant la guerre le farouche partisan de la neutralité de son pays et un grand adversaire de la couronne britannique. (*N. d. T.*)

35 Contrairement à leurs homologues alliés, les parachutistes allemands ne sautaient qu'avec le strict minimum et pas d'armes collectives. Ils étaient donc particulièrement dépendants des gaines d'armes parachutées, contenant les fusils-mitrailleurs et autres mortiers. (*N. d. T.*)

36 Warlimont remarqua : « À l'OKW, nous ne comprenions pas à l'époque pourquoi les Britanniques n'exploitaient pas les difficultés des Italiens en Cyrénaïque en poussant jusqu'à Tripoli. Rien ne pouvait les arrêter. »

37 À Cannes, en 216 avant J.-C., Hannibal déploya un corps d'infanterie friable sur son centre et deux puissantes ailes de cavalerie et d'infanterie lourde. Les légions romaines enfoncèrent rapidement le centre punique et, grisées par leur victoire, ne s'aperçurent pas que les troupes d'élite puniques enfonçaient les deux ailes dégarnies de leur armée. Encerclée, l'infanterie romaine fut massacrée. Cannes est considéré comme un chef-d'œuvre tactique et constamment étudié dans de nombreuses écoles de guerre. (*N. d. T.*)

38 Caulaincourt, *Mémoires*, 3 volumes, Plon, 1933, préface de Jean Hanoteau. (*N. d. T.*)

39 Le comte Alfred von Schlieffen (1833-1913), brillant officier d'état-major, fut le concepteur du plan d'invasion de la Belgique et de la France par l'Allemagne en 1914. (*N. d. T.*)

40 Les chars BT-2 et BT-7, sur châssis Christie. (*N. d. T.*)

41 Guderian fut sans doute abusé par la propagande : On estime que le nombre de chars BT, construits entre 1932 et 1941, s'élève à 8 000 unités, soit une production de 800 chars par an. Si l'on s'en tient au chiffre de 20 chars par jour, le nombre total de chars BT aurait donc été de 8 000 par an environ. Un chiffre très hautement improbable… (*N. d. T.*)

42 Notons tout de même que le T-34 de 1941 est pourvu d'un canon de 76 millimètres, remplacé début 1944 par un modèle pourvu d'une pièce de 85 millimètres, avec une portée et une capacité de perforation supérieures. (*N. d. T.*)

43 Il convient de tempérer ce propos : les chars russes qui sortaient des usines fin 1941 montaient directement au front. La peinture était considérée comme une perte de temps. Par la suite, les blindés russes reçurent, en fonction des possibilités et du temps disponible, une couche de peinture dans les usines. (*N. d. T.*)

44 Les Allemands s'étaient retranchés derrière ce fleuve qui prend sa source dans les Abruzzes. (*N. d. T.*)

45 Kurt Hahn (1886-1974), philosophe et pédagogue, fonda une école expérimentale à Salem (Bade-Wurtemberg) en 1920. Juif, considéré avec méfiance par les nazis, il fut brièvement emprisonné en 1933 avant d'être libéré et de gagner la Grande-Bretagne où il fonda une nouvelle école.

46 Sicherheitsdienst ou SD, service de renseignement de la SS. (*N. d. T.*)

47 À en croire le journal de la VII^{e} armée, l'alerte fut pourtant donnée à 1 h 30 du matin.

48 Il convient de mentionner l'importance capitale que joua dans cette décision l'opération d'intoxication des services de renseignement allemands par les services alliés. (*N. d. T.*)

49 Le système de guidage des V1 laissait fortement à désirer. (*N. d. T.*)

50 La lettre fut trouvée par les Alliés dans les archives allemandes. Kluge reconnaissait que la raison de son remplacement était certainement l'impossibilité dans laquelle il s'était trouvé de colmater la brèche à Avranches et il ajoutait : « Quand vous recevrez ces lignes […] je ne serai plus. Je ne peux pas supporter le reproche d'avoir provoqué la défaite à l'Ouest par des mesures défectueuses, et je ne possède aucun moyen de me défendre. Par conséquent, je vais retrouver dans la mort des milliers de mes camarades. Je n'ai jamais eu peur de la mort. La vie n'a plus de sens pour moi et je sais que mon nom figure sur la liste des criminels de guerre qui doivent être livrés aux Alliés. » La lettre continuait en exposant en détail l'inévitabilité de la défaite à Avranches et contenait des reproches modérés au Führer pour ne pas avoir écouté ses avertissements et ceux de Rommel sur la gravité de la situation.
« Nos exhortations n'étaient *pas* dictées par le pessimisme, mais par une sobre connaissance des faits. J'ignore si le feld-maréchal Model, chef accompli à tous points de vue, dominera la situation. Je l'espère de tout cœur. S'il en était autrement, et que vous n'obteniez pas l'effet escompté de vos chères armes secrètes, alors, mon Führer, il faut vous décider à terminer la guerre. Le peuple allemand a supporté des souffrances si atroces qu'il est temps d'y mettre fin. Il doit exister des moyens d'atteindre ce but et surtout d'empêcher le Reich de tomber sous la botte bolchevique. » La lettre se terminait sur un dernier hommage à la grandeur de Hitler et sur l'assurance de la loyauté de Kluge, même dans la mort.

51 Il convient aujourd'hui de tempérer les propos de l'auteur. Si Rommel avait à plusieurs reprises fait part de son aversion grandissante pour le régime nazi et si son nom circulait parmi les possibles successeurs de Hitler une fois ce dernier éliminé, Rommel ne prit aucune part active au complot, dont il connaissait pourtant l'existence. Il aurait semble-t-il fait part au général Eberbach, le 17 juillet, trois jours avant la tentative d'assassinat, du fait qu'il était à présent convaincu qu'il fallait tuer Hitler, ce qui ne fait pas de lui un comploteur actif. Il faut peut-être voir dans l'affirmation de l'auteur les effets de la véritable « Rommel-mania » qui régnait alors et régna longtemps en Grande-Bretagne, le « Renard du désert » étant alors paré de toutes les qualités. (*N. d. T.*)

52 On le voit, même après la Seconde Guerre mondiale, le mythe du « coup de poignard dans le dos » et de l'imprégnation socialiste des simples soldats avait encore la vie dure. L'idée que, dans les tranchées allemandes comme françaises, la lassitude soit principalement née de la manière absurde dont la plupart des généraux menaient la guerre ne semble pas effleurer le général Elfeldt. (*N. d. T.*)

53 Henning von Tresckow (1901-1944) fut un des principaux organisateurs de l'attentat du 20 juillet. Il n'en était pas à son premier coup d'essai, ayant à plusieurs reprises tenté de faire disparaître Hitler. Il maquilla son suicide, le 21 juillet, en une attaque de partisans russes. Une fois son rôle découvert, sa famille fut brièvement inquiétée. (*N. d. T.*)

54 Le camp de Grizedale accueillit durant la guerre de nombreux prisonniers allemands, dont des équipages de sous-mariniers, ce qui lui valut le surnom de « U-boot Hotel ». Il est situé dans le district des Lacs, au nord de Lancaster, région guère réputée pour son climat ensoleillé. (*N. d. T.*)

Imprimé en France par CPI
en septembre 2015

pour le compte des Éditions Perrin
12, Avenue d'Italie 75013 Paris

Composition réalisée par NORD COMPO

N° d'édition : 2713 – N° d'impression : 2018055
Dépôt légal : mars 2011
Suite du premier tirage : septembre 2015
K03539/08